



BANQUE CENTRALE DU CONGO



RAPPORT ANNUEL 2018



HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE



Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO
Gouverneur



Jules BONDOMBE ASSANGO
Vice-Gouverneur

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Siège social :

563, Boulevard Colonel Tshatshi

B.P. 2697

KINSHASA I

Tél. : + 243 81 07 50 340 (Haute Direction)

+ 243 99 23 20 001 (Direction Générale de la Politique Monétaire
et des Opérations Bancaires)

+ 243 97 00 44 802 (Direction des Analyses Economiques)

+ 243 97 00 44 803 (Direction de la Recherche et des Statistiques)

E-mail: info@bcc.cd

Site Web : <http://www.bcc.cd>

Directions Provinciales :

Bandundu, Bukavu, Goma, Kananga, Kindu, Kisangani, Lubumbashi, Matadi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

Agences autonomes :

Boende, Boma, Bumba, Buta, Gbadolite, Ilebo, Inongo, Isiro, Kalemie, Kamina, Kasumbalesa, Kikwit, Kongolo, Tshikapa et Zongo.

Agences mandataires par Province :

- *Kongo Central: Mbanza-Ngungu et Moanda*
- *Ituri: Bunia*
- *Nord Kivu: Beni et Butembo*
- *Lualaba: Fungurume et Kolwezi*
- *Haut Katanga: Likasi*
- *Sud Ubangi: Gemena*
- *Lomami : Kabinda, Mwene-Ditu*
- *Sankuru : Lodja*



Kinshasa, le 09 décembre 2019

Excellence Monsieur le Président de la République
(Avec mes hommages les plus déférents)

Concerne : Rapport Annuel 2018 de la Banque Centrale du Congo.

J'ai l'insigne honneur de Vous présenter le Rapport Annuel 2018, conformément aux textes légaux régissant la Banque Centrale du Congo.

Outre l'introduction sur l'environnement tant national qu'international, le présent Rapport comprend deux grandes parties. La première examine l'évolution de la conjoncture économique à travers les quatre secteurs de l'économie nationale et présente les perspectives à l'horizon 2020. La seconde passe en revue la situation administrative et les activités de l'Institut d'Emission relatives notamment à la gestion fiduciaire, à la chambre de compensation, aux systèmes de paiement et aux états financiers.

A cet égard, au plan international, l'activité économique mondiale a été marquée par un fléchissement de son expansion par rapport à l'année 2017. En effet, le taux de croissance économique mondiale s'est établi à 3,6 % en 2018 venant de 3,8 % une année auparavant, en raison notamment de l'intensification des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, des déséquilibres macroéconomiques dans certaines économies émergentes et en développement ainsi que du durcissement des conditions financières dans les pays avancés.

Sur le plan interne, la croissance économique s'est poursuivie, en 2018, sur fond d'une conjoncture internationale encore favorable, marquée par l'embellie des cours des matières premières. En effet, le PIB réel a enregistré une croissance de 5,8 % après 3,7 % en 2017. Cette évolution a résulté essentiellement du dynamisme de l'activité de la branche « Extraction », au niveau de l'offre globale, et de celui de la branche « Exportations des biens et services », au niveau des emplois finals. Sur le marché des biens et services, le rythme de formation des prix intérieurs s'est décéléré à 7,2 % en 2018, soit un recul de 47,4 points de pourcentage par rapport à 2017.

En ce qui concerne les finances publiques, le budget de l'Etat chiffré à 10.353,1 milliards de CDF a été en baisse de 10,1 % par rapport à celui de 2017. Aussi, à fin 2018, la situation intégrée des opérations financières des administrations publiques a-t-elle affiché des recettes de l'ordre de 8.861,9 milliards de CDF, soit 11,6 % du PIB contre 12,0 % en 2017. A cet effet, la pression fiscale est passée de 6,6 % en 2017 à 7,3 %, l'année sous revue.

./.

S'agissant des relations économiques extérieures, elles ont été caractérisées par l'accroissement du volume des échanges commerciaux entre la RDC et le reste du monde, suite notamment à l'évolution favorable des cours des principaux produits exportés par le pays, principalement le cuivre et le cobalt. Il s'en est suivi une expansion des besoins de financement, comparativement à l'année précédente, résultant de l'accentuation du déficit courant sur fond d'une baisse de l'excédent du compte capital. Ce déficit a été couvert en majeure partie par des entrées des devises au titre d'Investissements Directs Etrangers et de recettes de préfinancement des exportations. Dans ce contexte, les actions de la politique de change de la Banque Centrale du Congo ont été orientées essentiellement vers le relèvement du niveau des réserves internationales, tout en veillant au lissage des fluctuations du taux de change sur le marché. Ainsi, il en a résulté une forte atténuation de la volatilité du taux de change, attestée par un taux de dépréciation à l'indicatif de 2,7 % contre 23,7 % une année auparavant.

Pour ce qui est du secteur monétaire, il a évolué dans un environnement globalement désinflationniste, sur fond d'une bonne coordination des politiques macroéconomiques. Cette situation a permis à l'Institut d'Emission d'assouplir sa politique monétaire par la révision à la baisse du taux directeur de 20,0 % à 14,0 %. En outre, il a été noté une légère injection supplémentaire de la liquidité impulsée essentiellement par les facteurs autonomes, particulièrement les avoirs extérieurs nets. Par contre, les facteurs institutionnels ont réalisé une ponction supplémentaire, principalement sous l'impulsion de la réserve obligatoire. Il sied de noter que cette situation est restée en ligne avec les comportements des agrégats monétaires, dont les niveaux réalisés sont restés largement supérieurs à ceux programmés.

Quant aux perspectives macroéconomiques, l'économie nationale devrait légèrement fléchir à court terme avant de rebondir à moyen terme, grâce à la reprise de l'activité économique favorisée par l'apaisement des tensions sociales à la suite de l'aboutissement des élections. Ainsi, dans un contexte de maîtrise de l'inflation et d'accalmie sur le marché des changes, l'activité économique devrait bénéficier de l'amélioration attendue des échanges extérieurs et de la bonne tenue des finances publiques. Dans l'optique de la poursuite de la coordination des politiques macroéconomiques, les agrégats monétaires évolueraient en adéquation avec l'activité économique.

Enfin, conformément aux exigences et pratiques en la matière, les états financiers de l'Institut d'émission ont été audités et certifiés par le cabinet d'audit de renommée internationale, « Deloitte Sprl ».

Je Vous prie de croire, **Excellence Monsieur le Président de la République**, en l'assurance de ma très haute et respectueuse considération.

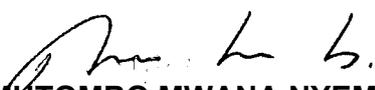

Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO

TABLE DES MATIERES

	I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EXTERIEUR	XVII
	II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERIEUR.....	XX
PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2018	1
TITRE I	DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES	3
CHAPITRE I	PRODUIT INTERIEUR BRUT	5
I.1.	ANALYSE SECTORIELLE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE	5
I.2.	ANALYSE DE LA DEMANDE GLOBALE	16
CHAPITRE II	PRIX INTERIEURS	19
II.1.	INDICE GENERAL DES PRIX CALCULE PAR L'INSTITUT NATIONALE DE LA STATISTIQUE.....	19
II.2.	INDICE GENERAL DES PRIX CALCULE PAR LA BANQUE CENTRALE DU CONGO	19
II.3.	EVOLUTION DES PRIX DE CARBURANTS.....	21
CHAPITRE III	INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN	23
III.1.	ESPERANCE DE VIE A LA NAISSANCE.....	23
III.2.	NIVEAU D'INSTRUCTION	23
III.3.	REVENU BRUT PAR HABITANT EN PPA	24
TABLEAUX ANNEXES	DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES	25
TITRE II	FINANCES PUBLIQUES.....	55
CHAPITRE I	OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE.....	57
I.1.	RECETTES PUBLIQUES.....	58
I.2.	DEPENSES PUBLIQUES.....	61
I.3.	BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE.....	63
CHAPITRE II	OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE	65
II.1.	RECETTES	65
II.2.	DEPENSES	65
CHAPITRE III	ANALYSE DES ARRIERES DE PAIEMENTS EN 2018	67
III.1.	ANALYSE PAR NATURE DES DEPENSES.....	67
III.2.	ANALYSE PAR FONCTION DES DEPENSES	67
TABLEAUX ANNEXES	FINANCES PUBLIQUES.....	69
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....	83
CHAPITRE I	COMMERCE DES BIENS.....	85
I.1.	COURS DES PRINCIPALES MATIERES PREMIERES	85
I.2.	DESTINATIONS DES EXPORTATIONS	91
I.3.	IMPORTATIONS.....	92
I.4.	TERMES DE L'ECHANGE	92
CHAPITRE II	POLITIQUE DE CHANGE	93
II.1.	OBJECTIFS ET INSTRUMENTS DE POLITIQUE DE CHANGE.....	93
II.2.	EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE CHANGE	93
CHAPITRE III	BALANCE DES PAIEMENTS	97
III.1.	COMPTE COURANT ET COMPTE CAPITAL	97
III.2.	COMPTE FINANCIER.....	103

CHAPITRE IV	DETTE EXTERIEURE	105
IV.1.	NOUVEAUX EMPRUNTS EXTERIEURS	105
IV.2.	TIRAGES	105
IV.3.	SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE	106
IV.4.	STOCK DE LA DETTE EXTERIEURE	107
IV.5.	RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS	107
CHAPITRE V	DONATIONS EXTERIEURES	109
V.1.	ASSISTANCE MULTILATERALE	109
V.2.	ASSISTANCE BILATERALE	110
CHAPITRE VI	COOPERATION INTERNATIONALE	111
VI.1.	COMMUNAUTE DE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE (SADC)	111
VI.2.	MARCHE COMMUN DE L'AFRIQUE AUSTRALE ET ORIENTALE (COMESA)	112
VI.3.	ZONE DE LIBRE ECHANGE (ZLE) TRIPARTITE COMESA-EAC-SADC	113
VI.4.	ZONE DE LIBRE ECHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAF)	114
VI.5.	ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES	115
TABLEAUX ANNEXES	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES	119
TITRE IV	MONNAIE, CREDIT ET INSTITUTIONS FINANCIERES	141
CHAPITRE I	POLITIQUE MONETAIRE	143
I.1.	CADRE OPERATIONNEL ET SUIVI DE LA POLITIQUE MONETAIRE	143
I.2.	EVALUATION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITE BANCAIRE	143
I.3.	ETAT DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE	146
CHAPITRE II	EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES	148
II.1.	BASE MONETAIRE	148
II.2.	MASSE MONETAIRE	150
II.3.	EVOLUTION DU MULTIPLICATEUR MONETAIRE	153
CHAPITRE III	MARCHE MONETAIRE	154
III.1.	EVOLUTION DES TRANSACTIONS	154
III.2.	COMPORTEMENT DES TAUX D'INTERET	157
CHAPITRE IV	ACTIVITE BANCAIRE	160
IV.1.	EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CREDITS	160
IV.2.	EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES DEPOTS	164
TABLEAUX ANNEXES	MONNAIE, CREDIT ET INSTITUTIONS FINANCIERES	167
TITRE V	PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES	193
CHAPITRE I	PERSPECTIVES ECONOMIQUES MONDIALES	194
I.1.	PAYS AVANCES	195
I.2.	PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	196
I.3.	MARCHES DES PRODUITS DE BASE	197
I.4.	PRINCIPAUX RISQUES PESANT SUR LES PERSPECTIVES MONDIALES	199
CHAPITRE II	PERSPECTIVES INTERIEURES 2019-2020	200
II.1.	SECTEUR REEL	200
II.2.	SECTEUR PUBLIC	203
II.3.	SECTEUR EXTERIEUR	204
II.4.	SECTEUR MONETAIRE	206
DEUXIEME PARTIE	ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE	209
TITRE I	ADMINISTRATION ET CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE	211
CHAPITRE I	ADMINISTRATION	212
I.1.	CONSEIL DE LA BANQUE	212
I.2.	LE GOUVERNEUR	213
I.3.	STRUCTURES DE CONTROLE	213

CHAPITRE II	CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE	215
II.1.	HAUTE DIRECTION.....	215
II.2.	CABINET DU GOUVERNEUR	215
II.3.	DIRECTIONS ET ORGANES DU SIEGE	216
TITRE II	ACTIVITES DE LA BANQUE.....	223
CHAPITRE I	GESTION FIDUCIAIRE	224
I.1.	EMISSIONS ET DESTRUCTIONS DES SIGNES MONETAIRES	224
I.2.	MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DU SIEGE	227
CHAPITRE II	OPERATIONS BANCAIRES DENOUEES A LA BANQUE CENTRALE DU CONGO	231
II.1.	TRANSACTIONS DES BANQUES AUX GUICHETS DE LA BCC	231
II.2.	TRANSFERTS D'ESPECES EFFECTUEES AUX GUICHETS DE LA BCC	232
CHAPITRE III	SYSTEME NATIONAL DE PAIEMENTS	233
III.1.	EVOLUTION GENERALE DES REFORMES INITIEES PAR LA BCC.....	233
III.2.	EVOLUTION DES ACTIVITES DANS L'ATS.....	236
III.3.	PERSPECTIVES.....	236
CHAPITRE IV	PLAN STRATEGIQUE DE LA BCC	238
IV.1.	VISION ET VALEURS DE LA BANQUE	238
IV.2.	OBJECTIFS STRATEGIQUES	238
IV.3.	OBJECTIFS ATTEINTS PAR ORGANE	239
CHAPITRE V	SUPERVISION DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS	241
V.1.	REGLEMENTATION DU SECTEUR FINANCIER	241
V.2.	EVOLUTION DU SECTEUR BANCAIRE	242
V.3.	ACTIVITES DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE.....	243
V.4.	SYNTHESE DE L'EVOLUTION DES AUTRES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON BANCAIRS.....	244
V.5.	CONTROLES SUR PLACE	246
V.6.	APERÇU SUR LA SURVEILLANCE MACROPRUDENTIELLE	247
V.7.	REFORMES ET PROJETS EN MATIERE DE SUPERVISION BANCAIRE	251
CHAPITRE VI	AUDIT INTERNE	253
VI.1.	ACTIVITES TRADITIONNELLES D'AUDIT INTERNE.....	253
VI.2.	LES ACTIVITES DE LA GESTION DES RISQUES	255
CHAPITRE VII	AUTRES ACTIVITES DE LA BANQUE.....	258
VII.1.	GESTION COURANTE.....	258
VII.2.	PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES	261
VII.3.	MOUVEMENT DU PERSONNEL, FORMATION DES AGENTS ET ENCADREMENT DES STAGIAIRES	262
TITRE III	COMPTES DE LA BANQUE	279
CHAPITRE I	BILAN.....	281
I.1.	ACTIF	281
I.2.	PASSIF	282
CHAPITRE II	COMPTES DES PERTES ET PROFITS.....	283
II.1.	MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE	285
II.2.	MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE	286
CHAPITRE III	OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO	288
LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES		291

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

Tableau 1.	Evolution des échanges mondiaux	XVIII
PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2018	1
TITRE I	DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES	3
Tableau I.1	Contribution de différents secteurs à la croissance économique	6
Tableau I.2	Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB réel.....	18
Tableau I.3	Evolution de l'inflation	19
Tableau I.4	Evolution mensuelle de l'inflation.....	20
Tableau I.5	Contribution par fonction à l'inflation globale	21
Tableau I.6	Evolution des prix des produits pétroliers.....	22
Tableau I.7	Indice de Développement Humain et ses composants	23
TABLEAUX ANNEXES	DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES	25
Tableau I.8	Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut	26
Tableau I.9	Contribution des différents secteurs à la croissance économique.....	27
Tableau I.10	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit	28
Tableau I.11	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit	29
Tableau I.12	Croissance des différentes composantes de la demande globale	30
Tableau I.13	Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut	31
Tableau I.14	Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut	32
Tableau I.15	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande	33
Tableau I.16	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande	34
Tableau I.17	Produit Intérieur Brut.....	35
Tableau I.18	Produit national brut et revenu national.....	36
Tableau I.19	Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut.....	37
Tableau I.20	Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut.....	38
Tableau I.21	Utilisation du Produit Intérieur Brut.....	39
Tableau I.22	Utilisation du Produit Intérieur Brut.....	40
Tableau I.23	Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages	41
Tableau I.24	Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse.....	42
Tableau I.25	Production agro-industrielle	43
Tableau I.26	Production minière et métallurgique	44
Tableau I.27	Principales productions manufacturières	45
Tableau I.28	Indice de la production des industries manufacturières	47
Tableau I.29	Production, exportation et consommation intérieure de ciment	48
Tableau I.30	Consommation de produits pétroliers.....	49
Tableau I.31	Production et consommation d'eau et d'électricité.....	50
Tableau I.32	Activité de principaux organismes de transport	51
Tableau I.33	Marchandises manutentionnées dans les principaux ports.....	52
Tableau I.34	Communication téléphonique.....	53
TITRE II	FINANCES PUBLIQUES.....	55
Tableau II.1	Structure des différentes catégories des recettes(1)	59
Tableau II.2	Structure des dépenses courantes par ministères et institutions	63
Tableau II.3	Besoins de financement des opérations du cadre budgétaire.....	64
Tableau II.4	Opérations à financement extérieur spécifique.....	66
Tableau II.5	Arriérés de paiements par nature des dépenses	67
Tableau II.6	Arriérés de paiements par fonction des dépenses.....	68
TABLEAUX ANNEXES	FINANCES PUBLIQUES.....	69
Tableau II.7	Importance relative des finances publiques dans l'économie	70
Tableau II.8	Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques	71

Tableau II.9	Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat	72
Tableau II.10	Recettes des Administrations Publiques.....	73
Tableau II.11	Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur.....	74
Tableau II.12	Recettes des impôts sur le commerce extérieur	74
Tableau II.13	Prévisions des recettes des impôts sur les revenus	75
Tableau II.14	Recettes des impôts sur les revenus	75
Tableau II.15	Prévisions des recettes des impôts sur biens et services	76
Tableau II.16	Recettes des impôts sur biens et services	76
Tableau II.17	Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution	77
Tableau II.18	Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution.....	78
Tableau II.19	Dépenses courantes de l'Etat par nature.....	79
Tableau II.20	Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère et institution.....	80
Tableau II.21	Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat	81
Tableau II.22	Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale	82
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....	83
Tableau III.1	Evolution des cours des produits miniers et hydrocarbures.....	86
Tableau III.2	Evolution des cours des produits végétaux	90
Tableau III.3	Exportations de la RDC par destination.....	92
Tableau III.4	Importations de la RDC par pays ou région de provenance.....	92
Tableau III.5	Composantes de la Balance des paiements	97
Tableau III.6	Structure des exportations.....	99
Tableau III.7	Variation annuelle de la valeur des exportations des produits miniers et hydrocarbures.....	100
Tableau III.8	Structure des importations	101
Tableau III.9	Evolution du solde des opérations sur les services	102
Tableau III.10	Evolution du solde des revenus primaires.....	103
Tableau III.11	Evolution du solde des revenus secondaires	103
Tableau III.12	Evolution du compte de capital et des opérations financières	104
Tableau III.13	Répartition de l'emprunt extérieur selon les termes et conditions indicatives en 2018	105
Tableau III.14	Tirages effectués en 2018	106
Tableau III.15	Service de la dette extérieure	107
Tableau III.16	Stock de la dette	107
Tableau III.17	Provenance des donations extérieures d'origine publique.....	109
Tableau III.18	Types de donations d'origine multilatérale	109
Tableau III.19	Types de donations d'origines bilatérales.....	110
TABLEAUX ANNEXES	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....	119
Tableau III.20	Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise	120
Tableau III.21	Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise.	120
Tableau III.22	Evolution des indices des cours des matières premières	121
Tableau III.23	Répartition des exportations par principaux pays de destination	121
Tableau III.23bis	Répartition des exportations par principaux pays de destination.....	122
Tableau III.24	Répartition des importations par principaux pays de provenance.....	123
Tableau III.24bis	Répartition des importations par principaux pays de provenance.....	124
Tableau III.25	Balance des biens	125
Tableau III.26	Evolution des termes de l'échange.....	125
Tableau III.27	Cours interbancaires des devises	126
Tableau III.28	Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles.....	127
Tableau III.29	Balance des paiements	128
Tableau III.29bis	Balance des paiements.....	130
Tableau III.30	Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit	132
Tableau III.30bis	Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit.....	133
Tableau III.31	Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations	134

Tableau III.31bis	Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations	135
Tableau III.32	Dette extérieure	136
Tableau III.32bis	Dette extérieure	137
Tableau III.33	Provenance des donations extérieures d'origine publique	138
Tableau III.33bis	Provenance des donations extérieures d'origine publique.....	139
TITRE IV	MONNAIE, CREDIT ET INSTITUTIONS FINANCIERES	141
Tableau IV.1	Evolution des facteurs de la liquidité bancaire	144
Tableau IV.2	Evolution des facteurs autonomes de la liquidité	144
Tableau IV.3	Evolution des facteurs institutionnels de la liquidité	145
Tableau IV.4	Composantes de la base monétaire	149
Tableau IV.5	Contreparties de la base monétaire	149
Tableau IV.6	Composantes de la masse monétaire.....	151
Tableau IV.7	Contreparties de la masse monétaire.....	151
Tableau IV.8	Evolution de l'encours du Bons BCC.....	156
Tableau IV.9	Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers	164
Tableau IV.10	Encours des dépôts par catégorie des déposants	165
Tableau IV.11	Evolution des dépôts bancaires.....	165
TABLEAUX ANNEXES	MONNAIE, CREDIT ET INSTITUTIONS FINANCIERES	167
Tableau IV.12	Situation monétaire intégrée.....	168
Tableau IV.13	Liquidités monétaires	172
Tableau IV.14	Contribution à la croissance de la masse monétaire	173
Tableau IV.15	Contribution à la croissance de la masse monétaire	174
Tableau IV.16	Ventilation du stock des émissions monétaires en franc congolais.....	174
Tableau IV.17	Dépôts bancaires à vue par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces	175
Tableau IV.18	Dépôts bancaires à terme par secteur d'activités, catégorie de déposants, provinces et échéance	176
Tableau IV.19	Dépôts bancaires par provinces à fin 2018	177
Tableau IV.20	Dépôts bancaires par secteurs d'activités à fin 2018	178
Tableau IV.21	Dépôts bancaires par déposants à fin 2018	179
Tableau IV.22	Crédit aux entreprises et aux ménages	179
Tableau IV.23	Crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits	180
TITRE V	PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES	193
Tableau V.1	Contributions sectorielles à la croissance du PIB réel de 2019-2021	201
Tableau V.2	Structure de l'emploi du PIB réel de 2019-2021	202
Tableau V.3	Recettes et des dépenses publiques 2019-2021.....	203
Tableau V.4	Balance des paiements 2019-2021.....	205
DEUXIEME PARTIE	ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE.....	209
TITRE II	ACTIVITES DE LA BANQUE	223
Tableau 2.1	Evolution des émissions monétaires.....	224
Tableau 2.2	Répartition des billets émis entre Siège et Entités Provinciales	225
Tableau 2.3	Répartition des paiements en billets neufs aux guichets du Siège.....	225
Tableau 2.4	Ventilation par coupure des émissions monétaires	226
Tableau 2.5	Evolution des destructions des billets impropres à la circulation.....	227
Tableau 2.6	Ventilation par coupure des destructions des billets impropres à la circulation	227
Tableau 2.7	Evolution des versements aux guichets du Siège.....	228
Tableau 2.8	Ventilation par coupure des versements aux guichets du Siège	229
Tableau 2.9	Evolution des retraits aux guichets du Siège	229
Tableau 2.10	Ventilation par coupure des retraits aux guichets du Siège.....	230
Tableau 2.11	Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC... ..	232
Tableau 2.12	Volume des transferts effectués aux guichets de la BCC.....	232
Tableau 2.13	Nombres des comptes bancaires	243

Tableau 2.14	Instruments macroprudentiels sélectionnés par la Banque Centrale pour asseoir sa politique macroprudentielle	248
Tableau 2.15	Evolution de l'effectif de la Banque.....	262
Tableau 2.16	Evolution du Personnel par Sexe.....	262
Tableau 2.17	Répartition du personnel du Siège	263
Tableau 2.18	Répartition du personnel des entités provinciales.....	264
Tableau 2.19	Répartition du Personnel actif par grade.....	265
Tableau 2.20	Répartition du Personnel actif par grade.....	267
Tableau 2.21	Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études	268
Tableau 2.22	Répartition du personnel actif de la Banque par catégorie professionnelle .	269
Tableau 2.23	Répartition du personnel actif par ancienneté à la Banque	269
Tableau 2.24	Répartition du personnel actif selon l'âge des agents	269
Tableau 2.25	Niveau d'étude et ancienneté à la Banque.....	270
Tableau 2.26	Niveau d'étude et âge des agents.....	270
Tableau 2.27	Niveau d'étude et catégorie professionnelle.....	271
Tableau 2.28	Age des agents et catégorie professionnelle	271
Tableau 2.29	Ancienneté et catégorie professionnelle.....	272
Tableau 2.30	Population passive de la Banque.....	272
Tableau 2.31	Personnel formé au pays	273
Tableau 2.32	Personnel formé à l'extérieur du pays	274
Tableau 2.33	Répartition des stagiaires par direction en 2018(*)	276
Tableau 2.34	Répartition des stagiaires par institution en 2018	276
TITRE III	COMPTES DE LA BANQUE	279
Tableau 3.1	Actif du Bilan de la Banque Centrale du Congo.....	281
Tableau 3.2	Passif du Bilan de la Banque Centrale du Congo	282
Tableau 3.3	Tableau de formation de résultat.....	283
Tableau 3.4	Produits et charges	284
Tableau 3.5	Evolution de la marge d'exploitation monétaire	285
Tableau 3.6	Evolution de la marge d'exploitation bancaire	286

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.	Evolution de la croissance économique mondiale de 2014 à 2018.....	XVII
PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2018	1
TITRE I	DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES	3
Graphique I.1	Croissance du PIB et du revenu réels par habitant	5
Graphique I.2	Evolution des indices de production agricole	7
Graphique I.3	Indices de production minière, métallurgique et du pétrole brut	8
Graphique I.4	Production du cuivre et du cobalt	9
Graphique I.5	Production de diamant.....	10
Graphique I.6	Production de pétrole brut.....	11
Graphique I.7	Indices de production manufacturière	11
Graphique I.8	Indice de production des produits alimentaires, boissons et tabacs	12
Graphique I.9	Evolution des indices de production d'eau et d'électricité.....	13
Graphique I.10	Contributions des différentes composantes de la demande globale à la croissance du PIB	16
Graphique I.11	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche de la demande.....	18
Graphique I.12	Evolution du taux d'inflation.....	20
TITRE II	FINANCES PUBLIQUES.....	55
Graphique II.1	Evolution des opérations du cadre budgétaire.....	57
Graphique II.2	Evolution du solde budgétaire	58
Graphique II.3	Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur	66
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....	83
Graphique III.1	Indice des cours des principaux produits.....	85
Graphique III.2	Evolution du cours de cobalt sur le marché de Londres en 2018	87
Graphique III.3	Cours du Cuivre sur les marchés mondiaux.....	88
Graphique III.4	Cours du Zinc, du Cobalt et de l'Or sur le marché de Londres	89
Graphique III.5	Cours du pétrole brut sur les marchés internationaux	89
Graphique III.6	Cours de principaux produits végétaux exportés.....	91
Graphique III.7	Evolution des termes de l'échange.....	92
Graphique III.8	Evolution du taux de change indicatif	94
Graphique III.9	Evolution du taux de change parallèle.....	94
Graphique III.10	Evolution de l'écart entre le taux parallèle et le taux indicatif	95
Graphique III.11	Evolution des réserves de change	96
Graphique III.12	Evolution des réserves de change	96
Graphique III.13	Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes.....	98
TABLEAUX ANNEXES	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....	119
TITRE IV	MONNAIE, CREDIT ET INSTITUTIONS FINANCIERES	141
Graphique IV.1	Evolution du taux directeur	146
Graphique IV.2	Objectif de la politique monétaire	147
Graphique IV.3	Evolution de la Base monétaire.....	148
Graphique IV.4	Evolution de la masse monétaire	150
Graphique IV.5	Evolution des avoirs extérieurs nets	152
Graphique IV.6	Evolution des avoirs intérieurs nets.....	152
Graphique IV.7	Evolution du multiplicateur monétaire	153
Graphique IV.8	Profondeur du marché monétaire	154
Graphique IV.9	Evolution du volume annuel du refinancement.....	155
Graphique IV.10	Volume annuel des transactions interbancaires.....	156
Graphique IV.11	Volume annuel des ventes des Bons BCC	157
Graphique IV.12	Taux moyen pondéré du Bon BCC à 7 jours et du marché Interbancaire	157
Graphique IV.13	Taux d'intérêt de la BCC et des banques commerciales	158

Graphique IV.14	Taux d'intérêt réels	159
Graphique IV.15	Evolution de l'encours des crédits.....	160
Graphique IV.16	Structure générale des crédits octroyés par le système bancaire	161
Graphique IV.17	Structure des crédits suivant la monnaie de règlement	161
Graphique IV.18	Structure des crédits par terme : arbitrage entre court et moyen terme.....	162
Graphique IV.19	Allocation sectorielle des crédits à court et moyen termes	163
Graphique IV.20	Structure des crédits d'engagement.....	163
Graphique IV.21	Structure des dépôts suivant la monnaie	166
TITRE V	PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES	193
Graphique V.1	Profil de la croissance économique mondiale	194
Graphique V.2	Prévisions des cours du pétrole et de l'indice des prix des produits énergétiques.....	197
Graphique V.3	Prévisions de l'indice des prix des métaux	198
Graphique V.4	Prévisions des cours du cuivre	198
Graphique V.5	Croissance du PIB réel 2019-2021	200
Graphique V.6	Prévisions annuelles du taux d'inflation de 2019 à 2021	203
Graphique V.7	Evolution du taux de change de 2019 à 2021.....	206
Graphique V.8	Evolution de la base monétaire de 2019 à 2021	207
Graphique V.9	Evolution de la masse monétaire de 2019 à 2021	208

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1. L'Analyse fonctionnelle de l'inflation de 2014 à 2018	21
Encadré 2. Révision du code minier de la RDC.....	87
Encadré 3. L'huile de palme peut-elle être remplacée?	90

AVERTISSEMENT

Les signes conventionnels et sigles suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques :

...	non disponible
-	nul
p	provisoire
e	estimation
r	rectifié
t	tonne
tm	tonne métrique
m ³	mètre cube
DTS (XDR)	Droit de Tirage Spécial
USD	Dollar des Etats-Unis
CDF	Franc Congolais
Cc	Centime congolais
Cts	Cents
ME	Monnaies Etrangères
MN	Monnaie Nationale
BCM	Banques Créatrices de Monnaie
TMP	Taux d'intérêt Moyen Pondéré
IMF	Institution de Micro-Finance
PGAI	Plate-forme pour la Gestion de l'Aide Internationale et des Investissements
XAF	Franc CFA
BDD	Bandundu
BC	Bas-Congo
EQ	Equateur
KT	Katanga
K-OCC	Kasai-Occidental
K-Or	Kasai-Orientale
Kin	Kinshasa
MAN	Maniema
N-KV	Nord-Kivu
S-KV	Sud-Kivu
OR	Province Orientale

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EXTERIEUR

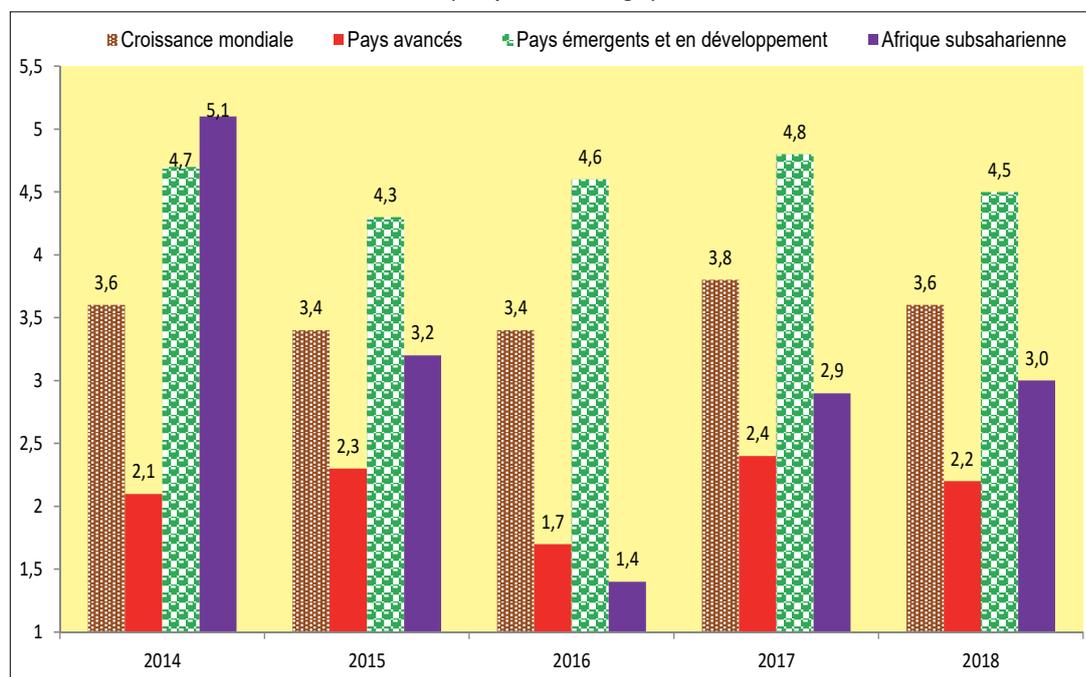
I.1. Evolution de l'activité économique mondiale

En 2018, l'activité économique mondiale a été marquée par un ralentissement par rapport à l'année précédente. En effet, le taux de croissance économique mondiale s'est établi à 3,6 % venant de 3,8 % en 2017, en raison notamment de l'intensification des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, des déséquilibres macroéconomiques dans certaines économies émergentes et en développement et du durcissement des conditions financières dans les pays avancés.

Dans les pays développés, la croissance économique s'est contractée de 0,2 point en 2018 par rapport à l'année 2017, se situant à 2,2 %. Une tendance analogue a été observée au niveau des pays émergents et ceux en développement où la croissance s'est établie à 4,5 % en 2018 contre 4,8 % une année auparavant. Cette situation est consécutive aux incertitudes liées aux actions ou politiques publiques, à l'augmentation du taux d'endettement de certains pays, au ralentissement de l'activité économique dans la Zone euro et en Chine ainsi qu'au ralentissement des échanges commerciaux entre les Etats-Unis et la Chine.

Graphique 1. Evolution de la croissance économique mondiale de 2014 à 2018

(en pourcentage)



Source : FMI, Perspectives de l'Economie Mondiale, avril 2018.

S'agissant du rythme de formation des prix, il a été observé, à la fois dans les pays avancés, émergents et ceux en développement, le maintien du taux d'inflation dans la limite de la fourchette-cible fixée par les banques centrales. En effet, dans les pays avancés, le taux d'inflation hors alimentation et énergie s'est établi à 2,0 %

en 2018 venant de 1,7 % l'année précédente, suite à l'augmentation de la demande intérieure dans un contexte marqué par la baisse des prix des produits de base. Par contre, dans les pays émergents et en développement, la variation de l'indice de prix est passée de 4,3 % à 4,8 %, d'une année à l'autre, consécutive à la dépréciation de la monnaie.

Le ralentissement de l'économie mondiale a été également perceptible au niveau du commerce mondial, tel qu'attesté par la baisse du volume des échanges mondiaux en 2018. En effet, le rythme de croissance du volume des échanges mondiaux des biens et services a progressé de 3,8%, en baisse de 1,6 point de pourcentage par rapport à 2017. Ce ralentissement a résulté principalement de l'instauration des droits de douane, particulièrement entre les Etats-Unis et la Chine.

Tableau 1. Evolution des échanges mondiaux
(Variation annuelle en %)

	2014	2015	2016	2017	2018
Volume des échanges mondiaux des biens et services	3,86	2,81	2,25	5,4	3,83
Volume des importations des biens et services	4,05	2,71	2,27	5,41	4,12
Pays avancés	3,9	4,86	2,55	4,28	3,27
Pays Emergents et en développement	4,31	1,02	1,77	7,46	5,63
Afrique Subsaharienne	8,03	1,61	8,24	1,44	6,16
Volume des exportations des biens et services	3,67	2,91	2,23	5,39	3,55
Pays avancés	3,94	3,79	1,85	4,42	3,13
Pays Emergents et en développement	3,24	1,43	2,92	7,17	4,28
Afrique Subsaharienne	1,17	3,63	0,81	4,23	2,99

Source : FMI, *Perspectives de l'Economie Mondiale*, avril 2018.

Par ailleurs, l'indice des cours des produits de base a globalement connu une évolution baissière, à la suite de la contraction des prix mondiaux des produits énergétiques. En effet, ces derniers ont baissé de 17,0 %, en raison principalement du recul des cours du pétrole, sur fond de la faiblesse de la demande mondiale conjuguée aux facteurs influençant l'offre tels que : la hausse de la production américaine et la levée temporaire des sanctions américaines sur les exportations pétrolières iraniennes vers certains pays.

S'agissant des prix des métaux, ils ont été caractérisés par une hausse de 7,6 %, expliquée notamment par des perturbations de l'offre sur certains marchés, combinées aux effets des mesures budgétaires adoptées par la Chine pour relancer l'activité économique, dans un contexte de tensions commerciales avec les Etats-Unis.

I.2. Evolution de l'activité par région

I.2.1. Pays avancés

- **Zone euro**

En 2018, le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) dans la Zone euro a reculé pour s'établir à 1,8 % contre 2,4 % en 2017 suite, notamment, aux difficultés du secteur automobile, au durcissement du crédit en Chine et aux incertitudes liées au Brexit.

L'inflation globale a atteint en moyenne 1,7 % en 2018 contre 1,5 % en 2017, sous l'effet d'une forte baisse des prix de l'énergie non compensée par la hausse des prix des produits alimentaires.

- **Etats-Unis**

Dopée par la consommation et les exportations, la croissance du PIB réel des États-Unis a progressé de 0,9 point de pourcentage en 2018, s'établissant à 2,9 %. Quant au taux de chômage, il a baissé de 0,7 point, se situant à 3,8 % en 2018.

Par conséquent, la Federal Reserve (Fed) a poursuivi avec le resserrement de sa politique monétaire, en relevant son principal taux directeur dans la fourchette comprise entre 2,25 % et 2,50 % en 2018 contre 1,25 % et 1,50 % une année auparavant. Le taux d'inflation s'est maintenu autour de 2,0 %.

I.2.2. Pays émergents et en développement

- **Chine**

En 2018, le PIB de la Chine a progressé de 6,6 %, soit son niveau le plus faible enregistré au cours des trois dernières décennies, marquées principalement par la baisse de la demande intérieure.

Pour ce qui est de l'inflation, elle s'est établie à 2,1 % en glissement annuel, soit une hausse de 1,6 point par rapport à son niveau de 2017. Il sied de relever que c'est le plus haut niveau atteint depuis près de quatre ans, bien qu'en dessous de l'objectif d'environ 3,0 % fixé par le Gouvernement.

- **Afrique subsaharienne**

En 2018, la reprise économique s'est poursuivie en Afrique subsaharienne avec un taux de croissance de 3,0 % contre 2,9 % une année plus tôt. Cette expansion a été consécutive à la vigueur de la croissance mondiale, à la hausse des prix des produits de base et aux conditions de financement plus favorables.

II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERIEUR

En 2018, la croissance économique s'est poursuivie sur fond d'une conjoncture internationale favorable, marquée par l'embellie des cours des matières premières. En effet, le PIB réel a enregistré une croissance de 5,8 % venant de 3,7 % en 2017. Cette performance a résulté principalement du dynamisme de l'activité de la branche « Extraction », au niveau de l'offre globale, et à celui de la branche « Exportations des biens et services », au niveau des emplois finals. Sur le marché des biens et services, le rythme de formation des prix intérieurs s'est replié à 7,2 % en 2018, soit une baisse notable de 47,5 points de pourcentage par rapport à l'année précédente, face à un objectif de moyen terme de 7,0 %.

En ce qui concerne les finances publiques, le budget de l'Etat, présenté en équilibre en recettes et en dépenses d'un import de 10.353,1 milliards de CDF, a été en baisse par rapport à celui de 2017 chiffré à 11.524,5 milliards. Aussi, à fin 2018, la situation intégrée des opérations financières des administrations publiques a-t-elle affiché des recettes de l'ordre de 8.861,9 milliards de CDF, soit 11,6 % du PIB contre 12,0 % en 2017. A cet effet, la pression fiscale est passée de 6,6 % en 2017 à 7,3 %, l'année sous revue.

Pour ce qui est des relations économiques extérieures, elles ont été caractérisées, en 2018, par l'accroissement du volume des échanges commerciaux entre la RDC et le reste du monde, suite notamment à l'évolution globalement favorable des cours des principaux produits exportés par le pays, principalement le cuivre et le cobalt. Il s'en est suivi une expansion des besoins de financement, comparativement à l'année précédente, résultant de l'accentuation du déficit courant sur fond d'une baisse de l'excédent du compte capital. Ce déficit a été couvert en majeure partie par des entrées des devises au titre d'Investissements Directs Etrangers (IDE) et de recettes de préfinancement des exportations.

Dans ce contexte, la Banque Centrale du Congo a axé les actions de sa politique de change essentiellement dans le sens du relèvement du niveau des réserves internationales, tout en veillant au lissage des fluctuations du taux de change sur le marché. Ce marché a été marqué par un net ralentissement de la volatilité du taux de change, le taux de dépréciation à l'indicatif n'ayant été que de 2,7 % contre 23,7 % une année auparavant.

S'agissant du secteur monétaire, il a évolué dans un environnement globalement désinflationniste, sur fond d'une bonne coordination des politiques macroéconomiques. Cette situation a permis à l'Institut d'Emission d'assouplir sa politique monétaire par la révision à la baisse du taux directeur de 20 % à 14 %.

En outre, il a été noté une légère injection de la liquidité impulsée essentiellement par les facteurs autonomes, particulièrement les avoirs extérieurs nets. Par contre, les facteurs institutionnels ont réalisé une ponction principalement sous l'impulsion de la réserve obligatoire. Il sied de noter que cette situation est restée en droite ligne

avec les comportements des agrégats monétaires, dont les niveaux réalisés sont restés largement supérieurs à ceux programmés.

Quant aux perspectives macroéconomiques, l'économie nationale devrait légèrement fléchir à court terme et se relever à moyen terme, dans un contexte de décélération du rythme de formation des prix et d'accalmie qui devrait se poursuivre au niveau du marché de change. L'évolution de l'activité économique devrait être confortée par l'amélioration attendue des échanges avec l'extérieur et la bonne tenue des finances publiques. Dans l'optique de la poursuite de la coordination des politiques macroéconomiques, les agrégats monétaires évolueraient en adéquation avec l'activité économique.



PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2018

TITRE I

DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES

La croissance de l'activité économique s'est consolidée en 2018 sur fond de l'embellie des cours des matières premières sur le marché mondial. En effet, le produit intérieur brut (PIB) a enregistré une croissance de 5,8 % venant de 3,7 % en 2017. Cette performance, au niveau de l'offre globale, est imputable principalement au dynamisme de l'activité de la branche « Extraction » et, au niveau des emplois finals, à celui de la branche « Exportations des biens et services ».

Sur le marché des biens et services, il a été observé une forte désinflation. En effet, le rythme de formation des prix intérieurs s'est replié à 7,23 % en 2018, soit une baisse notable de 47,48 points de pourcentage par rapport à l'année précédente, face à un objectif de moyen terme de 7,0 %.

Selon le rapport publié par le Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD), édition 2018, sur l'indice de développement humain, la République Démocratique du Congo (RDC) se classe au 176^{ème} rang mondial sur 189 pays étudiés et pointe à la 20^{ème} position au niveau africain.

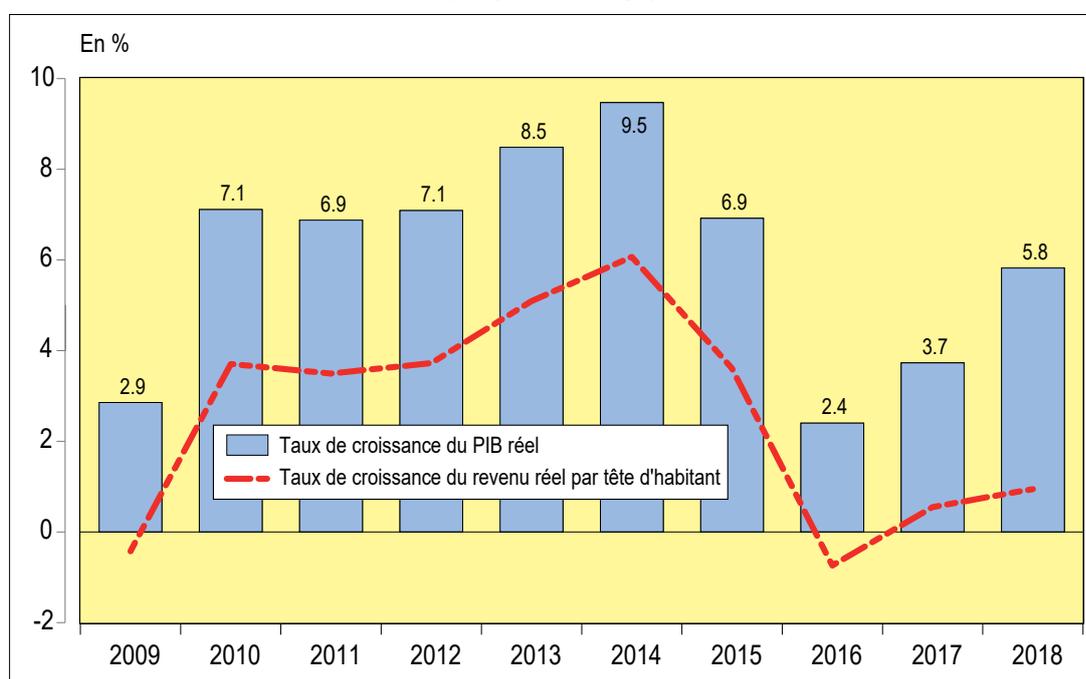
CHAPITRE I

PRODUIT INTERIEUR BRUT

L'activité économique a poursuivi son trend haussier en 2018, après la reprise observée l'année précédente. En effet, l'économie congolaise a enregistré une croissance de 5,8 % de son PIB réel en 2018, soit une hausse de 2,1 points par rapport à 2017. Cette vigueur est consécutive essentiellement au bon comportement affiché par le secteur primaire et à l'amélioration de la demande extérieure nette.

Graphique I.1 Croissance du PIB et du revenu réels par habitant

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo (BCC), d'après les données produites par la Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN).

I.1. ANALYSE SECTORIELLE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

En 2018, selon l'approche par la production, l'analyse sectorielle révèle que l'activité économique a été soutenue principalement par le secteur primaire dont la contribution s'est élevée à 4,66 points de croissance, suivi des secteurs secondaire et tertiaire, lesquels ont affiché des contributions respectives de 0,70 point et 0,46 point.

La robustesse du secteur primaire, dans un contexte de bonne tenue de cours des principaux métaux d'exportations dont le cuivre et le cobalt, est consécutive au dynamisme de la branche « Extraction », dont la contribution a été de 4,40 points de croissance contre 1,96 point une année auparavant. Cette évolution fait suite

à l'entrée en production des nouvelles entreprises et à la reprise des activités de la société Kamoto Copper Company (KCC). L'évolution du secteur secondaire est portée par la branche « Bâtiments et Travaux publics », laquelle a contribué pour 0,77 point à la croissance, tandis que celle du secteur tertiaire est particulièrement liée à la branche « Autres services hors Administration publique » et, dans une moindre mesure, à celle de « Commerce », avec des contributions respectives de 0,45 point et 0,27 point.

Tableau I.1 Contribution de différents secteurs à la croissance économique
(en points de croissance, aux prix de 2005)

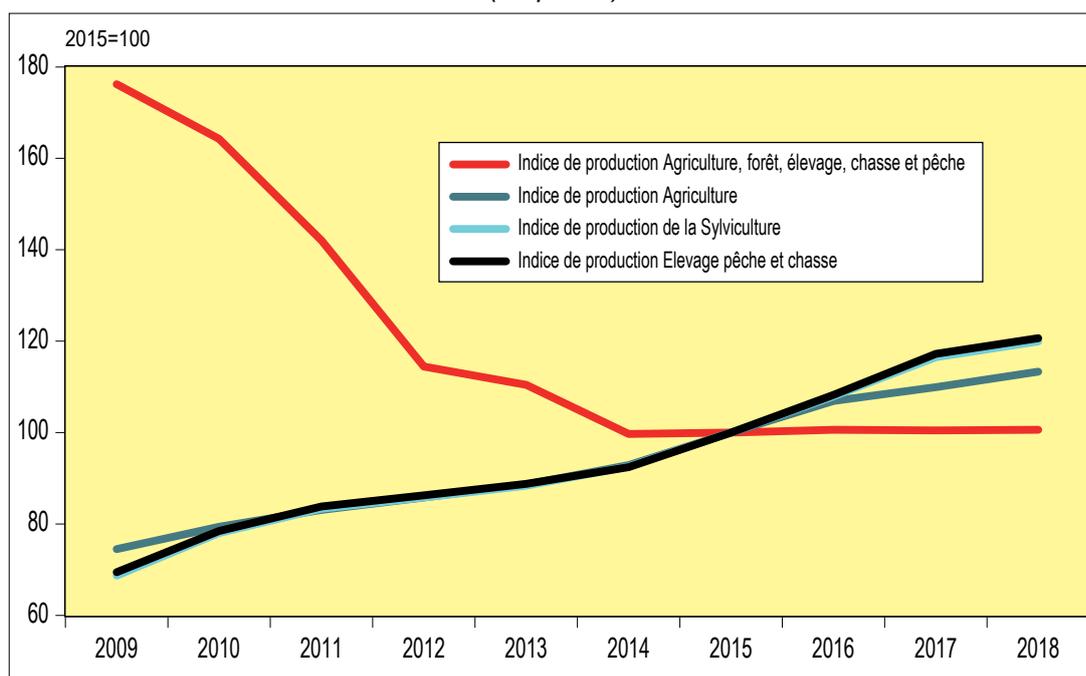
Branches d'activités	2014	2015	2016	2017 ^(p)	2018 ^(p)
Secteur primaire	5,5	2,0	0,4	2,2	4,7
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	0,8	0,8	0,5	0,3	0,3
Extraction	4,7	1,3	-0,2	2,0	4,4
Secteur secondaire	1,2	1,2	0,4	1,2	0,7
Industries manufacturières	1,1	1,5	1,0	0,3	-0,1
Bâtiment et travaux publics	0,0	-0,3	-0,7	0,8	0,8
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Secteur tertiaire	2,6	3,5	1,7	1,2	0,5
Commerce	0,7	1,5	0,9	0,7	0,3
Transports et télécommunications	0,8	1,2	0,4	0,3	-0,2
Autres services hors adm. publique	1,0	0,7	0,3	0,2	0,4
Services d'administration publique	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0
SIFIM	-0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1
PIB au coût des facteurs	9,3	6,7	2,5	4,6	5,8
Taxes sur les produits	0,2	0,2	-0,1	-0,9	0,0
PIB aux prix constants	9,5	6,9	2,4	3,7	5,8

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

I.1.1. Agriculture, Forêt, Elevage, Pêche et Chasse

La valeur ajoutée de la branche « Agriculture, Forêt, Elevage, Pêche et Chasse » s'est accrue de 1,7 % en 2018 contre 1,6 % en 2017, représentant une contribution à la croissance de 0,26 point. Le dynamisme de cette branche a été soutenu principalement par la sous-branche « Agriculture », à travers sa composante culture vivrière, laquelle a représenté la majeure partie de l'ensemble des exploitations agricoles du pays.

Graphique I.2 Evolution des indices de production agricole
(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

Le léger ralentissement de la valeur ajoutée de cette branche, est corroboré par le comportement de son indice de production, lequel est passé de 117,2 points à 113,0 points durant la période sous examen.

I.1.1.1. Agriculture

En 2018, les activités de la sous-branche « Agriculture » se sont accrues de 1,7 %, soit le même niveau que l'année précédente. Il en a résulté une contribution à la croissance de 0,27 point.

a. Production agricole vivrière

L'activité de cette sous-branche a enregistré une croissance de 1,7 % par rapport à 2017. Elle a ainsi contribué pour 0,27 point à la croissance du PIB contre 0,26 point enregistré une année auparavant, suite notamment aux mouvements des populations dus à l'insécurité.

b. Culture de rente

La valeur ajoutée de cette sous-branche s'est améliorée de 2,3 % en 2018 contre 2,0 % en 2017. Sa contribution à la croissance du PIB réel est demeurée quasi-nulle, en raison notamment de la faiblesse des investissements privés.

I.1.1.2. Forêt

La valeur ajoutée de la sous-branche « Sylviculture » s'est contractée de 1,4 % et 0,4 % respectivement en 2018 et 2017. La contribution de cette sous-branche à la croissance est demeurée quasi-nulle en 2018. Cette situation est due au non-respect

de la réglementation de l'activité d'exploitation forestière et de la protection de l'environnement.

I.1.1.3. Elevage, Pêche et Chasse

La sous-branche « Elevage, Pêche et Chasse » a progressé de 3,0 % en 2018, à l'instar de l'année 2017. Cette évolution a résulté de l'afflux d'éleveurs nomades venus de l'étranger, à la recherche de nouveaux pâturages.

I.1.2. Extraction

En 2018, la branche « Extraction » a progressé à un rythme annuel de 16,9 % contre 7,8 % en 2017, induisant une contribution à la croissance économique de 4,40 points contre 1,96 point une année plus tôt, sous l'impulsion essentiellement des produits miniers.

En effet, hormis le zinc et le diamant dont la production a baissé, des évolutions à la hausse sont reflétées dans les volumes des principaux produits, notamment le cuivre et le cobalt. Outre le maintien des cours des matières premières à des niveaux rémunérateurs, le dynamisme de cette activité résulte de la reprise de la production de Kamoto Copper Company (KCC) et de la hausse de la production minière de deux autres entreprises privées.

Graphique I.3 Indices de production minière, métallurgique et du pétrole brut
(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.2.1. Extraction des métaux non ferreux

L'indice d'activité d'extraction des métaux non ferreux a progressé de 18,4 %, s'établissant à 122,09 points en 2018.

a. Cuivre

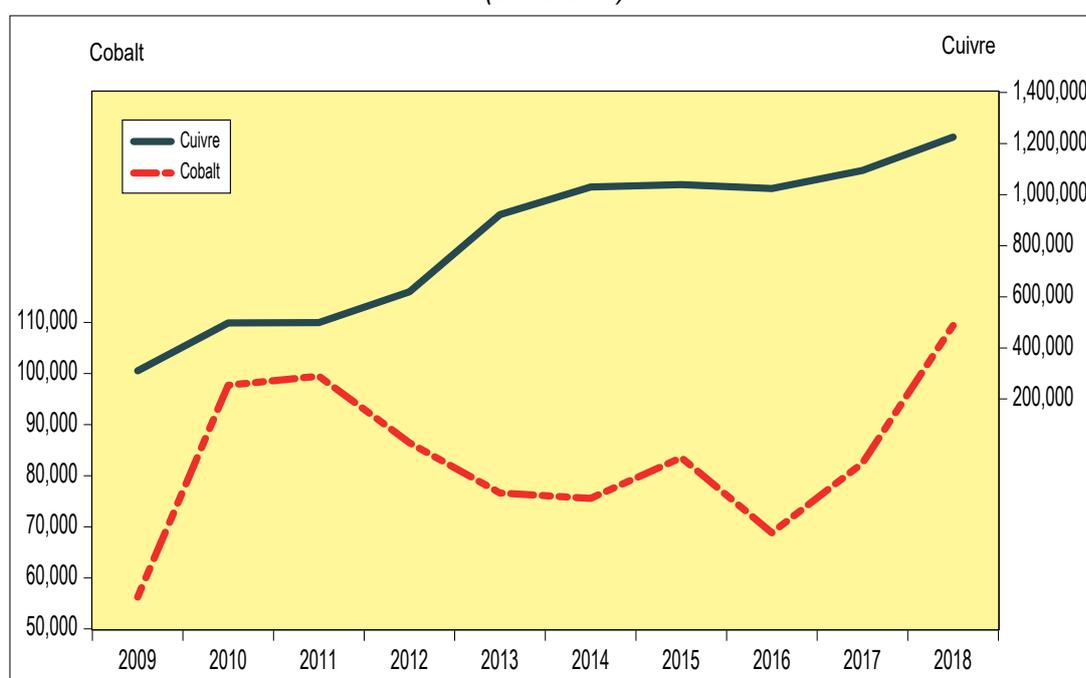
La production totale du cuivre, chiffrée à 1.094,6 milliers de tonnes en 2017, s'est établie à 1.225,2 milliers en 2018. Il sied de relever que la production des partenaires de la Gécamines a atteint 1.206,9 milliers de tonnes, soit 11,9 % de progression par rapport à son niveau de l'année précédente. Celle de la Gécamines, quant à elle, s'est accrue de 15,8 %, se chiffrant à 18.376,4 tonnes.

b. Cobalt

En 2018, le niveau de la production du cobalt s'est relevé à 109,4 milliers de tonnes, soit une progression de 32,7 %, à la faveur essentiellement de l'évolution favorable de la production des partenaires de la Gécamines, laquelle a atteint environ 109,2 milliers durant la période sous revue.

Graphique I.4 Production du cuivre et du cobalt

(en tonnes)



Source : Banque Centrale du Congo.

c. Zinc

Après une baisse de 2,0 % en 2017, la production du zinc s'est davantage contractée pour se situer à 1.046,7 tonnes en 2018, soit un recul drastique de 91,5 %. Cette contreperformance est attribuable notamment à l'arrêt des activités des entreprises productrices de ce minerai.

I.1.2.2. Autres produits d'extraction.

En 2018, l'activité des autres produits d'extraction s'est globalement inscrite en hausse comme l'atteste son indice de production qui est passé de 63,1 points en 2017 à 69,2 points.

a. Diamant

La production du diamant a chuté de 19,9 % en 2018, après avoir enregistré en 2017 une croissance de 21,7 %. Hormis le choc observé au niveau de son cours, la production de ce minerai est restée plombée par la situation sécuritaire dans les principales zones d'exploitation du pays.

Graphique I.5 Production de diamant

(en milliers de carats)



Source : Banque Centrale du Congo

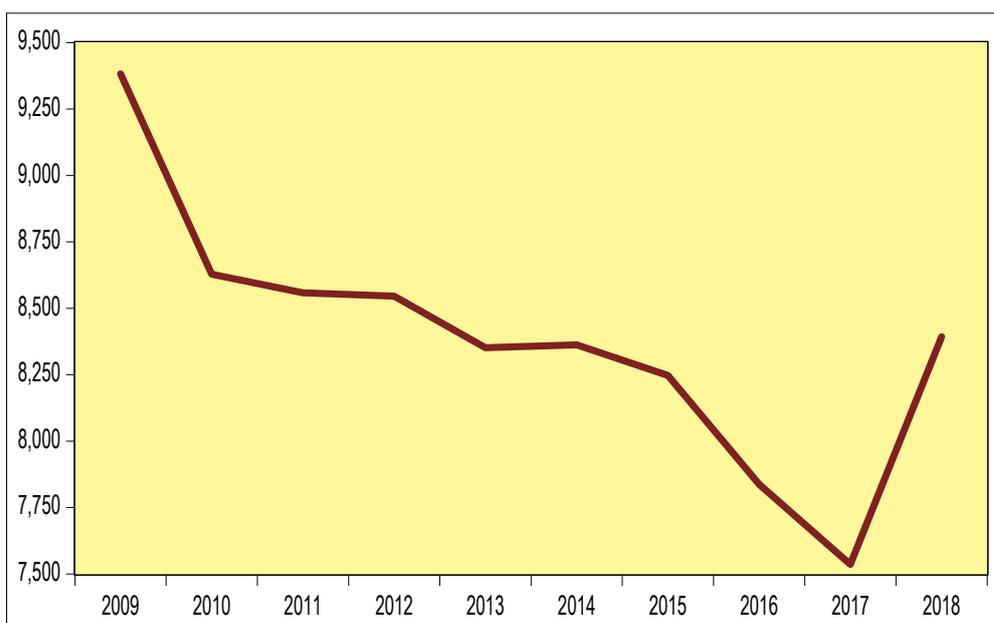
b. Or

La production de l'or a progressé de 16,4 %, se situant à 36,8 tonnes à fin 2018, consécutivement aux nouveaux investissements réalisés dans ce secteur, dans le cadre du démarrage de la production souterraine et de l'optimisation du système de manutention automatisé.

c. Pétrole brut

Après avoir fléchi ces trois dernières années, suite à une tendance à l'épuisement des réserves dans les gisements ouverts à l'exploitation, la production de pétrole a enregistré en 2018 une hausse de 11,4 % pour se situer à 8.392,7 milliers de barils. Cette progression résulte de l'extension de la convention offshore d'une grande entreprise du secteur, à l'occasion notamment du renouvellement de son matériel de production.

Graphique I.6 Production de pétrole brut
(en milliers de barils)

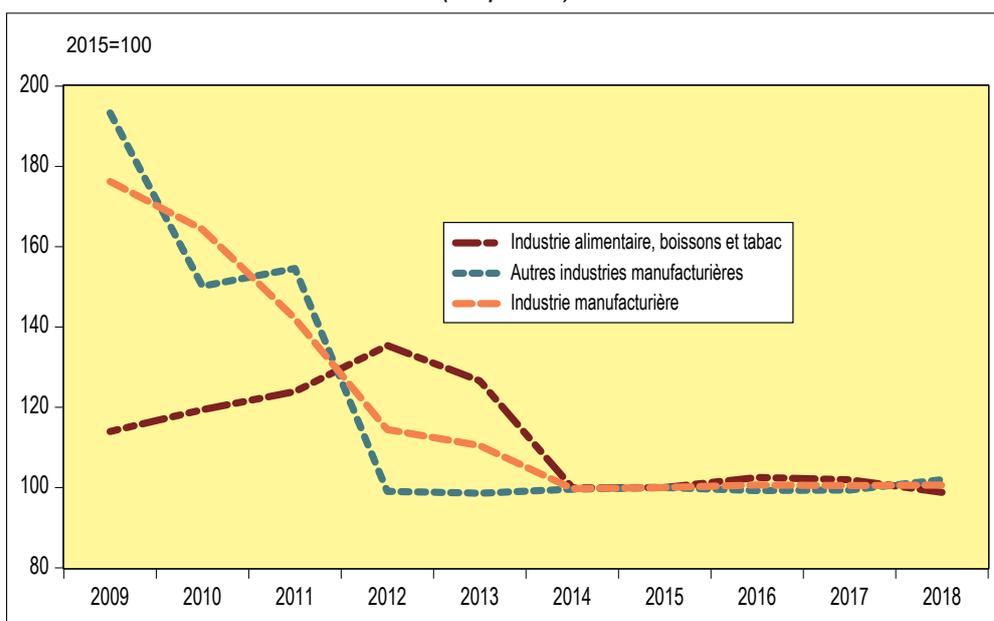


Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.3. Industries manufacturières

La branche « Industries manufacturières » n'a pas été aussi dynamique en 2018 qu'au cours de l'année précédente. En effet, sa valeur ajoutée a décliné de 0,9 % après une croissance de 2,5 % en 2017. D'une année à l'autre, sa contribution à la croissance est passée de 0,30 point à -0,10 point.

Graphique I.7 Indices de production manufacturière
(en points)



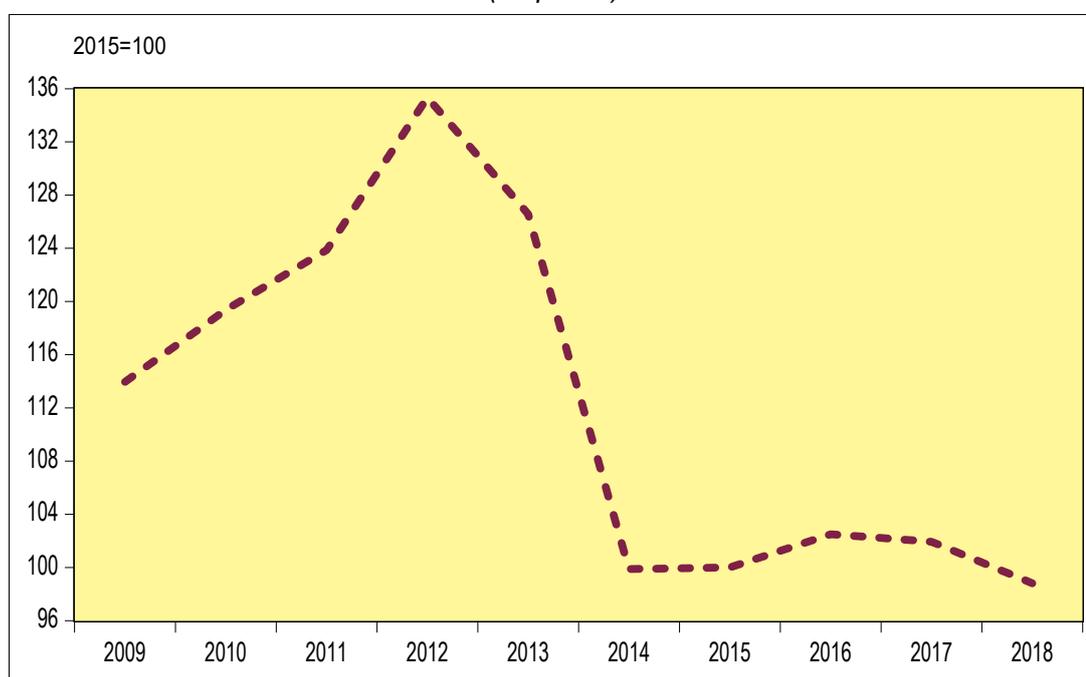
Source : Banque Centrale du Congo.

Son indice d'activité économique s'est légèrement amélioré de 0,15 %, se situant à 100,6 points, contre une baisse de 0,16 % l'année précédente.

I.1.3.1. Industries Alimentaires, Boissons et Tabac

En 2018, l'indice d'activité des « Industries Alimentaires, Boissons et Tabacs » a décliné de 3,1 %. Cette évolution a été attestée par une baisse de 1,8 % de sa valeur ajoutée, contre des hausses respectives de 1,4 % en 2017 et 9,3 % en 2016. De même, la contribution à la croissance du PIB de cette sous-branche a chuté, passant de 0,15 point à -0,18 point. Comparativement aux années antérieures, cette évolution traduit un certain essoufflement de ladite sous-branche.

Graphique I.8 Indice de production des produits alimentaires, boissons et tabacs
(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

L'indice de production des « industries Alimentaires » a reculé de 3,0 % en 2018, attesté par la baisse du rythme de production de la farine de froment ainsi que de la graisse et l'huile de table qui ont respectivement chuté de 11,4 % et 1,7 % en 2018. Par contre les autres produits notamment le pain, le sucre, la farine de maïs et le lait pasteurisé ont vu leurs productions s'accroître.

Parallèlement, l'indice d'activité des industries des boissons a décliné de 6,6 % contre une baisse de 0,4 % en 2017. Cette évolution a résulté de la contraction de 8,9 % pour les boissons alcoolisées et 1,4 % pour les boissons gazeuses dont les volumes de production se sont respectivement chiffrés à 4.249,8 milliers d'hectolitres et 2.087,9 milliers.

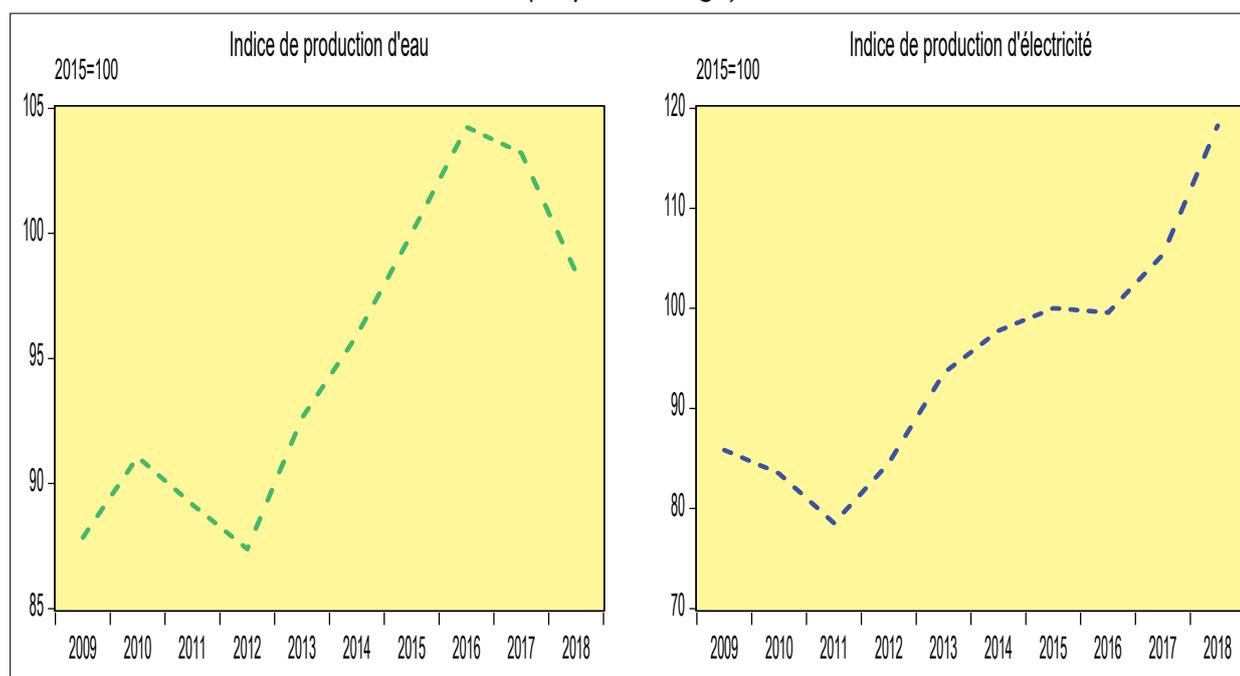
I.1.3.2. Autres Industries Manufacturières

Après une hausse de 8,4 % en 2017, la valeur ajoutée de la sous-branche « Autres industries manufacturières » a connu un ralentissement de l'ordre 3,9 % en 2018, consécutive à l'évolution mitigée de ses différentes composantes. Son indice de production a progressé de 2,7 % après 0,1 %, une année auparavant, portant sa contribution à la croissance à 0,07 point. Ainsi, hormis les industries des « Tissus, confection et bonneterie », « Chaussures et cuirs », « Fabrications métalliques légères » et du matériel de transport » lesquelles ont accusé des évolutions négatives, les autres industries ont tous indiqué des améliorations.

I.1.4. Electricité, gaz, vapeur et eau

La valeur ajoutée de la branche « Electricité, gaz, vapeur et eau » a subi de nouveau une légère décélération de 5,2 % contre 5,3 % en 2017, maintenant sa contribution à la croissance à un niveau quasi nul. Cette évolution est consécutive à la baisse de la production d'eau potable dont l'indice de production s'est réduit de 4,6 %. Par contre celui de la production de l'électricité a, en revanche, progressé de 12,2 %.

Graphique I.9 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.4.1. Electricité

En 2018, la production de l'électricité a progressé de 12,2 %, s'établissant à 10.562,0 milliers de Mwh. Sa consommation, quant-à-elle, s'est établie à 7.603,6 milliers de Mwh, soit un accroissement de 5,2 % durant la période sous revue, reflétant ainsi la hausse observée du nombre d'abonnés de 8,1 % contre une baisse de 29,0 % en 2017. Cette évolution est expliquée par l'augmentation des investissements dans ce

secteur, notamment dans le cadre des travaux de maintenance et la réhabilitation de quelques centrales hydroélectriques.

I.1.4.2. Eau

En 2018, la production d'eau potable a enregistré une baisse plus importante que celle de l'année précédente soit 4,6 %, se situant à 306.199,3 milliers de m³. Cette situation est due aux problèmes récurrents auxquels ce secteur fait constamment face, notamment le manque d'entretien des infrastructures de conduite d'eau.

Quant à sa consommation, elle s'est améliorée cette année en affichant une progression de 1,9 % contre une baisse de 3,0 % en 2017, alors que le nombre d'abonnés a atteint 619.280 unités venant de 610.128 unités.

I.1.5. Bâtiments et travaux publics

La valeur ajoutée de la branche « Bâtiments et travaux publics » a enregistré un accroissement de 22,4 % en 2018 contre 31,4 % en 2017. Cette évolution s'est traduite par la hausse de la production ainsi que de la consommation du ciment gris de 18,2 %, durant l'année sous analyse.

I.1.6. Commerce

La valeur ajoutée de la branche « Commerce » a progressé de 1,8 % contre 4,8 % en 2017. Sa contribution à la croissance est passée de 0,72 point en 2017 à 0,27 point en 2018.

I.1.7. Transports et Télécommunications

Après une hausse de 2,7 % en 2017, la valeur ajoutée de la branche « Transport et Télécommunications » a chuté de 1,4 % en 2018, sous l'influence de la poursuite à la baisse du rythme de croissance des activités de la sous-branche « Communication ». Sa contribution à la croissance a reculé de 0,18 point contre un accroissement de 0,33 point une année auparavant.

I.1.7.1. Transports

En 2018, les principaux postes de la sous-branche « Transports » ont renseigné des évolutions divergentes. En effet, le « Trafic des marchandises et des personnes » est resté sur une bonne dynamique sous l'effet de la hausse des activités des principaux organismes de transport, tandis que la « Manutention dans les principaux ports » demeure négative pour la deuxième année consécutive.

a. Trafic des marchandises et des personnes

L'indice d'activité de trafic des marchandises et des personnes a connu une hausse de 3,1 % en 2018. Le volume total des marchandises a atteint 9.977,6 millions d'unités, soit une hausse de 3,1 % comparativement à son niveau de l'année précédente. Cette

croissance provient de la hausse du volume des activités aériennes, ferroviaires, routières et fluviales ayant varié respectivement de 24,4 %, 5,5 %, 2,9 % et 0,3 % en 2018.

L'activité des voyageurs a enregistré, dans sa globalité, une hausse de 2,7 %, s'établissant à 1500,1 millions d'unités, consécutive à la progression de flux des voyageurs de 12,7 %, 6,6 %, 5,4 % et 1,3 % respectivement pour les transports fluvial, ferroviaire, routier et aérien. Cette évolution résulte notamment de (i) la volonté affichée par le Gouvernement à travers la réhabilitation et la mise en flot d'un grand bateau de la SCTP immobilisé depuis une dizaine d'années et (ii) la pose des balises tout le long du bief moyen du fleuve Congo, en vue de sécuriser et faciliter la navigation.

b. Manutention

A l'instar de l'année précédente, les activités de la manutention ont pesé négativement sur l'évolution de la branche sous analyse, en enregistrant une baisse de 1,2 % en 2018. Hormis le port de Matadi qui a enregistré une légère reprise de 0,9 % de ses activités, la contre performance de cette activité est consécutive à la baisse observée au niveau des ports de Boma et Kinshasa, soit respectivement de 20,4 % et 5,4 %.

I.1.7.2. Télécommunications

L'activité de la télécommunication a été marquée par un accroissement de 6,0 % du nombre d'abonnés en 2018, influençant le niveau de consommation, lequel est passé de 14.826,4 milliers d'unités en 2017 à 16.359,1 milliers en 2018. Ce niveau est attribuable à l'entrée en vigueur de la licence 4G, ayant entraîné une forte hausse de la consommation des données durant l'année sous analyse.

I.1.8. Autres services hors Administration publique

En 2018, la valeur ajoutée de la branche « Autres Services hors Administration publique » a enregistré une hausse de 4,9 %, portant sa contribution à la croissance à 0,45 point venant de 0,19 point en 2017.

I.1.9. Services d'Administration publique

Pour une deuxième année consécutive, la valeur ajoutée des services d'administration publique a enregistré un recul de 0,4 % contre une baisse de 1,0 % en 2017. En effet, les composantes de cette branche, notamment l'éducation et la santé, ont enregistré des contributions à la croissance quasi nulles durant la période sous revue.

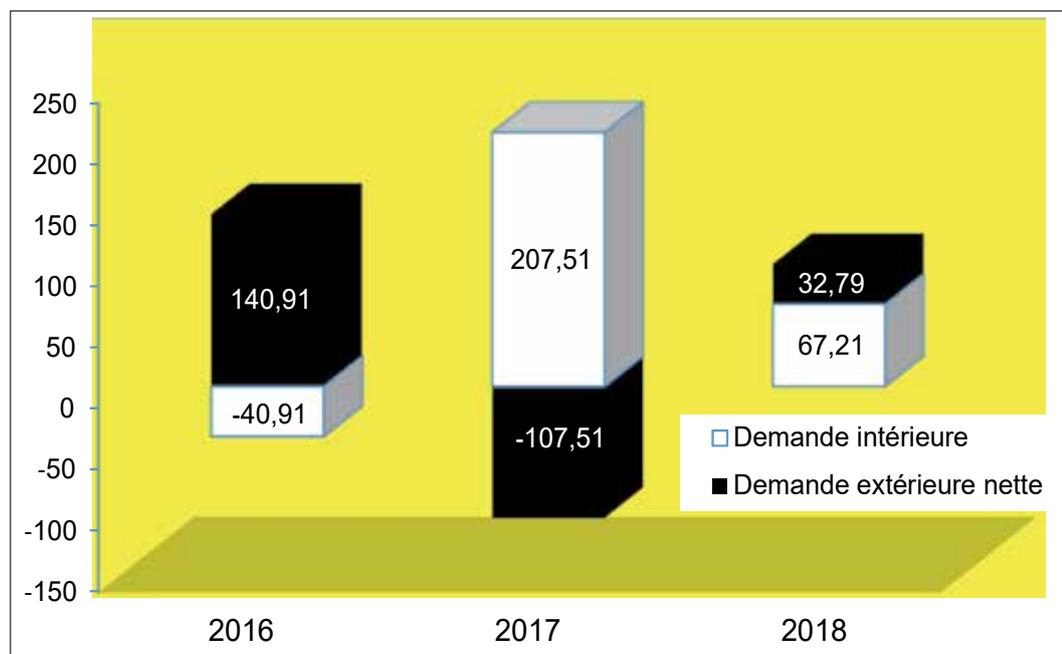
I.2. ANALYSE DE LA DEMANDE GLOBALE¹

L'analyse de la demande globale en 2018 révèle une amélioration des exportations nettes des biens et services, dans un contexte de décélération de la demande intérieure. En effet, bien qu'en recul de 11,9 %, la demande extérieure nette a enregistré une contribution à la croissance de 1,9 point après une contribution négative de 4,0 points en 2017, grâce à la vitalité des exportations de biens et services, particulièrement celles des produits miniers, lesquelles ont progressé de 16,9 % contre 8,2 % une année auparavant.

Parallèlement, la demande intérieure en 2018 a connu un ralentissement de sa progression, passant de 6,9 % en 2017 à 3,4 %, avec une contribution à la croissance de 3,9 points venant de 7,7 points, une année auparavant. Cette évolution est imputable principalement à la baisse de la consommation finale et des investissements bruts.

Graphique I.10 Contributions des différentes composantes de la demande globale à la croissance du PIB

(en pourcentage, aux prix de 2005)



Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

I.2.1. Demande intérieure

L'analyse de la demande intérieure, en 2018, a indiqué une légère amélioration de la consommation globale et un ralentissement des investissements bruts.

La consommation finale nationale a régressé de 0,7 % contre une hausse de 1,1 % en 2017, soit une contribution négative dans la croissance de 0,6 point après une contribution positive de 0,9 point en 2017. Cette situation a été consécutive à l'augmentation des consommations publiques de 10,2 % contre une baisse de

¹ Les analyses des variations et celles des contributions à la croissance sont effectuées sur base des données aux prix de 2005.

32,8 % en 2017, suite notamment à la hausse des dépenses de rémunérations. Par contre, la consommation privée a accusé une contraction de 1,5 %, d'une année à l'autre. Cette baisse est corrélée à l'incertitude politique due à l'organisation des élections, provoquant ainsi l'arrêt des activités de certains opérateurs du secteur privé.

S'agissant des investissements bruts, bien qu'en augmentation en 2018, ils ont enregistré une croissance à un rythme plus faible que celui observé en 2017, passant de 23,3 % à 12,8 %, avec une contribution à la croissance de 4,5 points contre 6,8 points en 2017. Cette évolution est reflétée, notamment par la décélération des dépenses d'équipements de l'Etat de 2,7 % venant de 29,7 % en 2017, consécutive au gel de l'exécution de certains projets publics. En outre, il s'est observé un faible accroissement des investissements privés, soit 13,9 % contre 29,7 % en 2017, en liaison avec l'entrée timide des flux des Investissements Directs Etrangers (IDE), lesquels ont progressé de 11,5 % après 11,2 % en 2017.

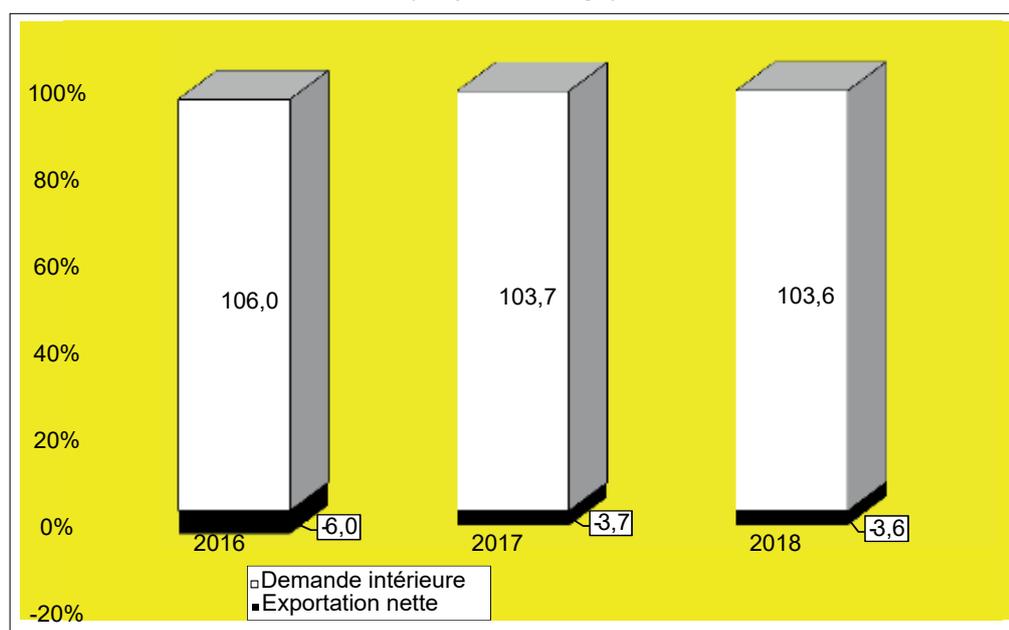
I.2.2. Demande extérieure

En 2018, la demande extérieure a été caractérisée par une hausse des exportations des biens et services, plus que proportionnellement à celle des importations.

Les exportations des biens et services, principal moteur de la croissance, ont connu une augmentation de 14,2 % en 2018 contre 7,3 % en 2017, portant la contribution à la croissance de 4,0 points de pourcentage contre 2,0 points en 2017. Les produits extractifs, notamment les mines, ont été à la base de ce bon comportement avec une augmentation de 17,3 % contre 9,8 % en 2017.

Quant aux importations des biens et services, elles ont enregistré en 2018, un accroissement de 4,7 % contre 15,1 % l'année précédente, ramenant sa contribution à la croissance de -6,0 points en 2017 à -2,1 points. Cette évolution est attribuée principalement à la baisse des importations des biens de consommation, d'équipements et intermédiaires, dont le volume ne s'est amélioré que de 0,6 % contre 14,6 % en 2017.

Graphique I.11 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche de la demande
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.2 Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB réel
(en pourcentage du PIB aux prix de 2005)

Composantes	2014	2015	2016	2017	2018
Demande intérieure	122,0	116,4	112,7	116,1	113,4
Consommation	89,9	89,1	83,5	81,4	76,4
Investissements bruts	32,1	27,3	29,2	34,7	37,0
Demande extérieure nette	-22,0	-16,4	-12,7	-16,1	-13,4
Exportations de biens et services	28,8	28,1	27,2	28,1	30,4
Importations de biens et services	-51,2	-50,8	-44,4	-44,2	-43,7
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

CHAPITRE II

PRIX INTERIEURS

Le marché des biens et services a été marqué, en 2018, par un ralentissement sensible du rythme de formation des prix intérieurs, en dépit de différentes modifications des prix de carburant à la pompe. Cette situation est attestée tant par l'indice produit par l'Institut National de la Statistique (INS) que par celui élaboré par la Banque Centrale du Congo (BCC).

II.1. INDICE GENERAL DES PRIX CALCULE PAR L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

Le taux d'inflation a atteint 7,23 % en 2018 après 54,71 % en 2017. Cette désinflation a été consécutive, d'une part, à la stabilité du taux de change et, d'autre part, au renforcement de la coordination des politiques budgétaire et monétaire.

Tableau I.3 Evolution de l'inflation
(en pourcentage)

	2014	2015	2016	2017	2018 *
Cible annuelle (a)	3,70	3,50	4,20	40,00	7,00
Inflation annuelle moyenne (b)	1,3	1,37	5,87	39,16	30,85
Inflation en cumul annuel (c)	1,03	0,82	23,60	54,71	7,23
Ecart (en points de pourcentage) (d) = (a) – (c)	2,67	2,68	-19,40	-14,71	-0,23

Source: Banque Centrale du Congo, sur base de données de l'Institut National de la Statistique.

* Il s'agit d'une cible de moyen terme.

Toutefois, en dépit de cette décélération, il s'est observé de pressions inflationnistes au courant des deuxième et quatrième trimestres. Ces évolutions étaient consécutives à la pénurie de l'offre de certaines denrées alimentaires de première nécessité provoquée par le délabrement très avancé des routes et des ponts reliant les centres de production à ceux de consommation.

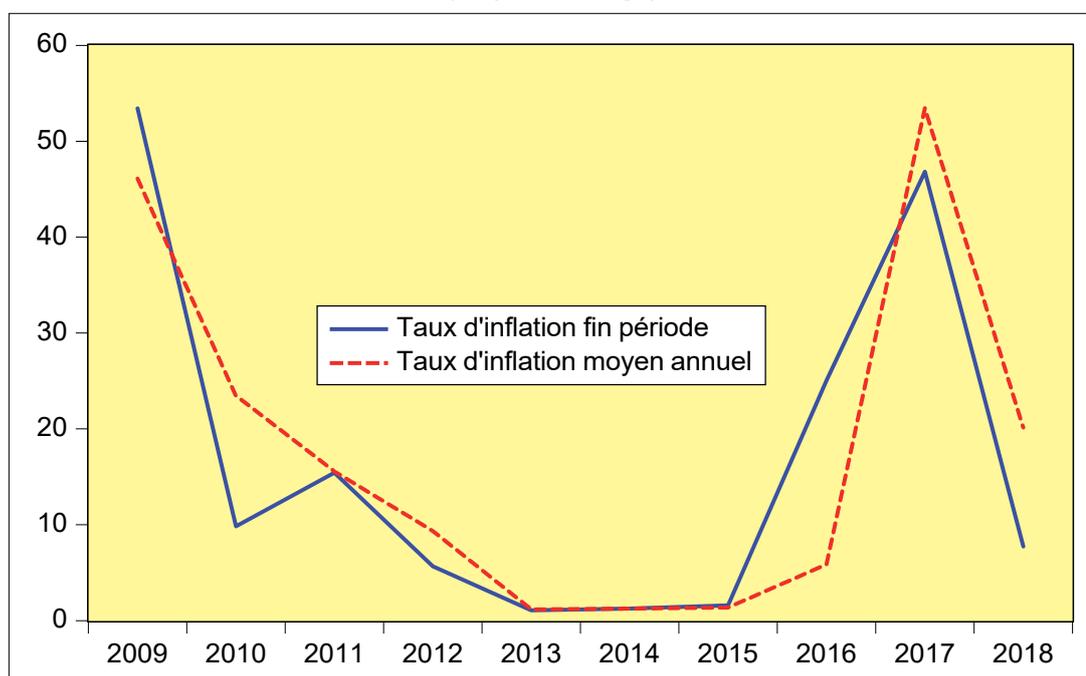
II.2. INDICE GENERAL DES PRIX CALCULE PAR LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

L'Indice des Prix à la Consommation calculé par la BCC a indiqué une forte décélération du rythme de formation des prix intérieurs en 2018. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 7,73 % contre 46,82 % l'année précédente, face à un objectif annuel de 28,50 %.

Tableau I.4 Evolution mensuelle de l'inflation*(en pourcentage)*

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tembre	Octobre	No- vembre	Dé- cembre
Taux mensuel 2018	1,55	0,79	0,55	1,22	1,56	0,58	0,18	0,17	0,10	0,23	0,21	0,32
Taux mensuel 2017	6,22	2,62	1,82	2,79	3,42	8,03	9,47	2,47	0,38	0,25	0,42	1,62
Taux en cumul annuel 2018	1,55	2,36	2,93	4,19	5,81	6,43	6,62	6,80	6,91	7,16	7,38	7,73
Taux en cumul annuel 2017	6,22	9,00	10,98	14,08	17,99	27,47	39,54	42,99	43,53	43,89	44,49	46,82

Source : Banque Centrale du Congo (BCC)

Graphique I.12 Evolution du taux d'inflation*(en pourcentage)*

Source : Banque Centrale du Congo (BCC)

Le rythme de formation des prix en 2018 a été influencé principalement par la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées », laquelle a contribué à concurrence de 52,36 %, suivi des fonctions « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » et « Articles d'habillement et chaussures » avec des contributions respectives de 12,46 % et 10,29 %.

Tableau I.5 Contribution par fonction à l'inflation globale

Libellés	Pondérations	déc-17	déc-18	Contribution annuelle à l'inflation	
		du 25 au 31	du 24 au 30	En points	en %
Produits alimentaires et boissons alcoolisées	52,00	202,65	217,51	4,05	52,36
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	1,22	174,83	185,85	0,07	0,91
Articles d'habillement et chaussures	6,54	202,8	226,03	0,8	10,29
Logement, Eau, Gaz, Electricité et autres combustibles	12,47	190,03	204,77	0,96	12,46
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	2,75	164,7	176,98	0,18	2,29
Santé	3,87	179,83	195,2	0,31	4,03
Transports	7,74	155,77	167,76	0,49	6,29
Communications	0,88	178,36	190,27	0,05	0,71
Loisir et culture	1,24	163,11	177,7	0,09	1,22
Enseignement	5,06	164,46	174,84	0,27	3,56
Restaurants et hôtels	3,16	184,99	199,62	0,24	3,13
Biens et services divers	3,08	168,76	182,27	0,22	2,82
Indice Général	100,00	190,92	205,68	7,73	100

Source : Banque Centrale du Congo.

Le rythme de formation des prix intérieurs en 2018 a été impulsé principalement par les évolutions enregistrées dans les entités ci-après : Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Goma, Bandundu et Bukavu.

Encadré 1. L'Analyse fonctionnelle de l'inflation de 2014 à 2018

L'analyse de différentes composantes de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC), calculé par la BCC, indique globalement une prééminence de la contribution des fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » et « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » dans la formation des prix sur la période de 2014 à 2018. La contribution de ces deux fonctions à l'inflation était, en moyenne annuelle, de 60,53% et 12,15% respectivement.

L'évolution des différents postes de consommation confirme le poids et la volatilité des prix qui caractérisent ces fonctions. Cependant, la dépendance en produits alimentaires importés et en déficits de logement et d'énergie demeurent le goulot d'étranglement pour la stabilité des prix sur le marché des biens et services.

Ainsi, l'initiative dans le cadre de la promotion de la production des biens et services, dont le pays dispose d'un potentiel avéré, et l'amélioration du climat des affaires permettraient la préservation du pouvoir d'achat de la population.

II.3. EVOLUTION DES PRIX DE CARBURANTS

Les prix de carburants ont été fixés dans un contexte de la poursuite de la politique de rattrapage progressif du taux de change dans la structure des prix, couplée à la remontée du cours du baril sur le marché international. Ainsi, le Comité de Suivi

des Prix des Produits Pétroliers a procédé à cinq modifications successives, à la hausse de la structure des prix des carburants au cours de l'année 2018.

La première révision a été de 80 CDF, opérée le 26 janvier, laquelle a ramené le litre d'essence à la pompe de 1.730 CDF à 1.810 CDF, à l'Ouest. La deuxième modification a relevé le prix du litre à 1.890 CDF pour l'essence, le 19 mars. La troisième modification, réalisée le 29 avril, a établi le prix du litre d'essence à 1.980 CDF, à l'Ouest, soit une augmentation de 90 CDF. L'avant dernière modification, intervenue le 30 septembre, a conduit au relèvement du prix à 2.110 CDF le litre d'essence à l'ouest; et enfin la dernière opérée le 18 novembre, a consacré l'augmentation de 130 CDF, ramenant le prix du litre d'essence à 2240 CDF, à l'ouest.

Pour prévenir le risque d'un emballement des prix intérieurs, le Gouvernement a accordé, à la profession pétrolière, des allègements fiscaux au titre de droits de douane, droits d'accises et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) à l'importation.

Tableau I.6 Evolution des prix des produits pétroliers.

(en CDF le litre)

Date de révision des prix	ESSENCE			PETROLE			GASOIL			FUEL OIL	GPI GAZ
	OUEST	EST	SUD	OUEST	EST	SUD	OUEST	EST	SUD	OUEST	OUEST
2013											
30 janvier	1 370,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 365,0	1 570,0	1 630,0	730,9	1 100,0
06 février	1 370,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 365,0	1 570,0	1 630,0	730,9	1 100,0
18 avril	1 370,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 365,0	1 570,0	1 630,0	887,3	1 100,0
09 août	1 400,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 390,0	1 570,0	1 630,0	683,7	1 100,0
20 novembre	1 400,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 390,0	1 570,0	1 630,0	683,7	1 100,0
2014											
11 juillet	1 475,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 465,0	1 570,0	1 630,0	751,0	1 100,0
01 septembre	1 525,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 515,0	1 570,0	1 630,0	687,0	1 100,0
2015											
26 janvier	1 440,0	1 500,0	1 440,0	1 100,0	1 350,0	1 400,0	1 430,0	1 480,0	1 430,0	466,1	1 050,0
2016											
29 août	1 490,0	1 500,0	1 440,0	1 150,0	1 350,0	1 400,0	1 480,0	1 480,0	1 430,0	466,1	1 050,0
30 août	1 540,0	1 320,0	1 280,0	1 200,0	1 180,0	1 140,0	1 530,0	1 330,0	1 270,0	461,6	1 150,0
2017											
25 février	1 615,0	1 380,0	1 340,0	1 250,0	1 230,0	1 200,0	1 605,0	1 390,0	1 330,0	659,6	1 200,0
10 mars	1 650,0	1 380,0	1 340,0	1 285,0	1 230,0	1 200,0	1 640,0	1 390,0	1 330,0	659,0	1 200,0
08 juin	1 730,0	1 420,0	1 400,0	1 340,0	1 260,0	1 255,0	1 720,0	1 430,0	1 390,0	703,9	1 250,0
2018											
26 janvier	1 810,0	1 450,0	1 415,0	1 400,0	1 290,0	1 260,0	1 800,0	1 460,0	1 395,0	705,1	1 300,0
19 mars	1 890,0	1 510,0	1 485,0	1 465,0	1 350,0	1 320,0	1 880,0	1 520,0	1 465,0	706,2	1 350,0
29 avril	1 980,0	1 580,0	1 555,0	1 535,0	1 410,0	1 380,0	1 970,0	1 590,0	1 530,0	706,2	1 350,0
30 septembre	2 110,0	1 790,0	1 750,0	1 665,0	1 640,0	1 540,0	2 100,0	1 800,0	1 740,0	885,3	1 400,0
18 novembre	2 240,0	1 810,0	1 760,0	1 795,0	1 660,0	1 550,0	2 230,0	1 820,0	1 750,0	1 014,0	1 450,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du Ministère de l'Economie Nationale.

CHAPITRE III

INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN

Selon le rapport 2018, sur l'Indice de Développement Humain (IDH), publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la République Démocratique du Congo se situe dans la catégorie des pays ayant un faible niveau de développement humain dans le monde. En effet, comme l'année précédente, la RDC se classe au 176^{ème} rang mondial sur 189 pays étudiés et occupe la 20^{ème} position au niveau africain.

L'IDH de la RDC, chiffré à 0,457 point contre 0,435 en 2017, est demeuré inférieur à la moyenne des pays du groupe à développement humain faible ainsi qu'à celui des pays de l'Afrique Subsaharienne de l'ordre respectivement de 0,504 et 0,537 point.

Tableau I.7 Indice de Développement Humain et ses composants

	IDH	Espérance de vie à la naissance (années)	Durée attendue de scolarisation (années)	Durée moyenne de scolarisation (années)	R.N.B par Habitant (\$ de 2011 en PPA)
Développement humain très élevé	0,894	79,5	16,4	12,2	40 041
Développement humain élevé	0,757	76,0	14,1	8,2	14 999
Développement humain moyen	0,645	69,1	12,0	6,7	6 849
Développement humain faible	0,504	60,8	9,4	4,7	2 521
Afrique subsaharienne	0,537	60,7	10,1	5,6	3 399
RDC	0,457	60,0	9,8	6,8	796

Source : PNUD.

III.1. ESPERANCE DE VIE A LA NAISSANCE

En ce qui concerne la composante « Espérance de vie à la naissance », elle a faiblement augmenté passant de 59,1 à 60,0 ans durant 2016 et 2017. Il sied de signaler que cette composante a enregistré, de plus en plus, de progrès et se situe sensiblement au niveau de la moyenne de l'Afrique subsaharienne, soit 60,7 ans.

III.2. NIVEAU D'INSTRUCTION

S'agissant du niveau d'instruction, ses deux variables ont évolué de façon distincte. En effet, en termes de durée attendue de scolarisation, elle a pratiquement stagné à 9,8 ans. Quant à la durée moyenne de scolarisation, elle a sensiblement progressé de 6,1 à 6,8 ans, niveau inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne de 5,6 ans.

III.3. REVENU BRUT PAR HABITANT EN PPA

Cette composante a connu une évolution de 116 USD, s'établissant à 796 USD en PPA. Par ailleurs, le niveau du revenu national brut est resté largement inférieur à celui des pays de l'Afrique subsaharienne, lequel s'est établi à 3.399,0 USD, durant la période sous examen.

TABLEAUX ANNEXES

DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES

Tableau I.8 Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut
(en pourcentage, aux prix de 2005)

Branches d'activité	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur primaire	83,9	134,6	79,6	41,2	37,5	58,1	29,6	15,3	59,6	80,1
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	19,7	10,3	10,2	9,2	9,2	8,8	11,3	22,4	7,2	4,4
Agriculture	19,0	10,0	9,7	8,9	9,0	7,1	10,6	20,4	7,3	4,6
vivrière	18,7	9,8	9,6	8,7	8,9	6,8	10,4	19,8	7,1	4,5
rente	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2	0,6	0,1	0,1
Sylviculture	0,7	0,3	0,4	0,4	0,2	1,7	0,7	2,0	-0,1	-0,2
Elevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	64,2	124,3	69,5	32,0	28,3	49,3	18,3	-7,2	52,5	75,6
Secteur secondaire	-47,7	-5,1	11,4	16,6	19,9	12,2	17,4	15,7	31,7	12,0
Industries manufacturières	-49,4	-5,8	2,9	7,9	12,5	11,3	21,4	41,3	8,1	-1,7
Industries alimentaires, boissons et tabac	-38,8	1,6	-3,1	11,8	14,1	12,4	17,5	37,6	3,9	-3,0
Autres industries manufacturières	-10,6	-7,4	6,1	-3,9	-1,5	-1,1	4,0	3,7	4,1	1,3
Bâtiment et travaux publics	7,1	0,7	8,8	8,0	6,7	0,5	-3,6	-28,0	22,7	13,2
Electricité, gaz, vapeur et eau	-5,3	0,1	-0,4	0,7	0,6	0,5	-0,4	2,3	0,9	0,6
Secteur tertiaire	62,0	-30,3	6,3	37,5	37,7	28,0	50,5	72,8	32,0	7,9
Commerce	51,5	-6,3	1,8	22,4	14,2	7,4	22,0	38,9	19,3	4,7
Transports et télécommunications	-13,7	-11,1	1,1	10,3	13,9	8,0	17,0	18,2	8,9	-3,0
Autres services hors adm. publique	14,0	-8,5	2,8	5,7	7,1	10,4	10,2	11,9	5,1	7,7
Services d'administration publique	14,6	-4,9	0,7	-0,7	2,0	3,1	2,1	5,9	-1,0	-0,2
SIFIM	-4,4	0,4	-0,1	-0,2	0,5	-0,9	-0,8	-2,0	-0,4	-1,3
PIB au coût des facteurs	98,2	99,2	97,4	95,3	95,1	98,3	97,5	103,7	123,3	99,9
Taxes sur les produits	1,8	0,8	2,6	4,7	4,9	1,7	2,5	-3,7	-23,3	0,1
PIB aux prix constants	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la Commission des Etudes Statistiques et les Comptes Nationaux.

Tableau I.9 Contribution des différents secteurs à la croissance économique
(en points de croissance)

Branches d'activité	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur primaire	2,4	9,6	5,5	2,9	3,2	5,5	2,0	0,4	2,2	4,7
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,5	0,3	0,3
Agriculture	0,5	0,7	0,7	0,6	0,8	0,7	0,7	0,5	0,3	0,3
vivrière	0,5	0,7	0,7	0,6	0,8	0,6	0,7	0,5	0,3	0,3
rente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sylviculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	-0,0	-0,0
Elevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	1,8	8,8	4,8	2,3	2,4	4,7	1,3	-0,2	2,0	4,4
Secteur secondaire	-1,4	-0,4	0,8	1,2	1,7	1,2	1,2	0,4	1,2	0,7
Industries manufacturières	-1,4	-0,4	0,2	0,6	1,1	1,1	1,5	1,0	0,3	-0,1
Industries alimentaires, boissons et tabac	-1,1	0,1	-0,2	0,8	1,2	1,2	1,2	0,9	0,1	-0,2
Autres industries manufacturières	-0,3	-0,5	0,4	-0,3	-0,1	-0,1	0,3	0,1	0,2	0,1
Bâtiment et travaux publics	0,2	0,0	0,6	0,6	0,6	0,0	-0,3	-0,7	0,8	0,8
Electricité, gaz, vapeur et eau	-0,2	0,0	-0,0	0,0	0,1	0,0	-0,0	0,1	0,0	0,0
Secteur tertiaire	1,8	-2,2	0,4	2,7	3,2	2,6	3,5	1,7	1,2	0,5
Commerce	1,5	-0,4	0,1	1,6	1,2	0,7	1,5	0,9	0,7	0,3
Transports et télécommunications	-0,4	-0,8	0,1	0,7	1,2	0,8	1,2	0,4	0,3	-0,2
Autres services hors adm. publique	0,4	-0,6	0,2	0,4	0,6	1,0	0,7	0,3	0,2	0,4
Services d'administration publique	0,4	-0,3	0,1	-0,1	0,2	0,3	0,1	0,1	-0,0	-0,0
SIFIM	-0,1	0,0	-0,0	-0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,0	-0,0	-0,1
PIB au coût des facteurs	2,8	7,1	6,7	6,8	8,1	9,3	6,7	2,5	4,6	5,8
Taxes sur les produits	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4	0,2	0,2	-0,1	-0,9	0,0
PIB aux prix constant	2,9	7,1	6,9	7,1	8,5	9,5	6,9	2,4	3,7	5,8

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la Commission des Etudes Statistiques et les Comptes Nationaux.

Tableau I.10 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit
(en pourcentage du PIB, aux prix de 2005)

Branches d'activité	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur primaire	32,9	39,6	42,2	42,1	41,8	43,2	42,3	41,7	42,3	44,4
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	20,2	19,6	19,0	18,3	17,6	16,9	16,5	16,6	16,3	15,6
Agriculture	19,5	18,8	18,3	17,6	17,0	16,1	15,7	15,9	15,5	14,9
vivrière	19,2	18,6	18,0	17,4	16,7	15,9	15,5	15,6	15,3	14,7
rente	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Sylviculture	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7
Elevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	12,6	20,0	23,2	23,8	24,1	26,3	25,8	25,0	26,0	28,7
Secteur secondaire	16,9	15,5	15,2	15,3	15,7	15,4	15,5	15,5	16,1	15,9
Industries manufacturières	12,5	11,3	10,8	10,6	10,7	10,8	11,5	12,2	12,0	11,3
Industries alimentaires, boissons et tabac	9,5	8,9	8,2	8,4	8,8	9,1	9,7	10,3	10,1	9,4
Autres industries manufacturières	3,1	2,4	2,6	2,2	1,9	1,6	1,8	1,8	1,9	1,9
Bâtiment et travaux publics	3,6	3,4	3,7	4,0	4,2	3,9	3,4	2,7	3,4	3,9
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
Secteur tertiaire	47,2	42,0	39,7	39,6	39,4	38,4	39,2	40,0	39,7	38,0
Commerce	16,5	15,0	14,1	14,7	14,7	14,0	14,5	15,1	15,3	14,7
Transports et télécommunications	15,0	13,3	12,5	12,4	12,5	12,1	12,4	12,5	12,4	11,6
Autres services hors adm. publique	11,2	9,9	9,5	9,2	9,1	9,2	9,2	9,3	9,2	9,1
Services d'administration publique	5,3	4,6	4,3	4,0	3,9	3,8	3,7	3,7	3,6	3,4
SIFIM	-0,9	-0,8	-0,7	-0,7	-0,6	-0,6	-0,6	-0,7	-0,7	-0,7
PIB au coût des facteurs	97,0	97,1	97,1	97,0	96,9	97,0	97,0	97,2	98,1	98,2
Taxes sur les produits	3,0	2,9	2,9	3,0	3,1	3,0	3,0	2,8	1,9	1,8
PIB aux prix constant	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la Commission des Etudes Statistiques et les Comptes Nationaux.

Tableau I.11 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit
(en pourcentage du PIB à prix courants)

Branches d'activité	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur primaire	32,7	38,8	41,1	39,7	39,5	40,6	38,8	37,9	37,8	38,8
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	23,7	21,4	20,9	20,4	19,3	18,6	18,4	18,6	19,7	19,1
Agriculture	22,8	20,5	20,0	19,6	18,5	17,7	17,7	17,9	18,9	18,4
vivrière	22,4	20,2	19,8	19,3	18,3	17,4	17,4	17,6	18,7	18,1
rente	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3
Sylviculture	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7
Elevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	9,0	17,3	20,2	19,2	20,2	22,1	20,4	19,3	18,1	19,7
Secteur secondaire	24,0	21,3	20,8	21,0	21,1	20,9	21,3	21,8	24,0	24,5
Industries manufacturières	18,9	16,2	15,4	15,4	15,4	15,6	17,1	18,3	19,5	17,8
Industries alimentaires, boissons et tabac	14,8	13,0	12,0	12,5	12,9	13,4	14,7	15,8	16,7	15,1
Autres industries manufacturières	4,1	3,2	3,4	2,9	2,5	2,1	2,4	2,5	2,8	2,7
Bâtiment et travaux publics	1,1	4,0	4,4	4,7	4,8	4,5	3,3	2,6	3,6	6,1
Electricité, gaz, vapeur et eau	4,1	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,9	1,0	0,7
Secteur tertiaire	37,4	34,5	32,3	32,4	31,7	31,0	32,4	33,1	32,9	31,7
Commerce	11,3	10,6	10,1	10,5	10,4	9,9	10,5	11,0	12,0	11,6
Transports et télécommunications	11,9	10,7	9,9	10,0	9,9	9,7	10,2	10,3	8,6	8,1
Autres services hors adm. publique	7,8	7,6	7,1	7,0	6,7	6,9	7,2	7,2	7,7	7,7
Services d'administration publique	7,3	6,4	6,0	5,6	5,3	5,2	5,2	5,3	5,5	5,2
SIFIM	-1,0	-0,9	-0,8	-0,8	-0,7	-0,7	-0,7	-0,8	-0,8	-0,9
PIB au coût des facteurs	94,1	94,6	94,2	93,1	92,3	92,5	92,4	92,8	94,8	95,1
Taxes sur les produits	5,9	5,4	5,8	6,9	7,7	7,5	7,6	7,2	5,2	4,9
PIB aux prix constant	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la Commissions des Etudes Statistiques et les Comptes Nationaux.

Tableau I.12 Croissance des différentes composantes de la demande globale
(en pourcentage)

Composantes	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
A. Demande intérieure	12,3	10,6	13,5	7,9	6,7	2,0	-0,8	6,9	3,4
• Consommation	11,9	-4,6	18,3	11,4	7,2	6,0	-4,1	1,1	-0,7
Consommation publique	63,6	5,8	31,4	4,6	4,9	2,6	-29,6	-32,8	10,2
Consommation privée	6,9	-6,2	16,2	12,7	7,6	6,5	0,1	5,0	-1,5
• Investissements bruts	13,9	68,1	3,1	-0,7	5,2	-9,1	9,7	23,3	12,9
FBCF	13,8	68,1	2,9	-0,8	5,4	-9,4	10,5	23,3	12,8
Secteur public	-15,7	80,9	2,9	3,9	14,3	-43,3	-23,8	-29,7	-2,7
Secteur privé	25,0	64,8	2,9	-2,1	2,7	1,9	16,8	29,7	13,9
Variation des stocks	37,5	55,9	69,0	6,8	-27,2	73,8	-95,1	-100,0	-
B. Demande extérieur nette	66,7	36,0	47,5	5,5	-4,5	-20,3	-20,7	31,6	-11,9
Exportations de biens et services	38,8	25,0	11,4	10,5	21,4	4,1	-0,9	7,3	14,2
Exportations des biens	54,7	23,5	12,0	12,4	23,0	4,8	-0,5	7,4	14,7
Produits miniers	76,3	28,3	13,7	14,1	23,3	5,4	-0,7	8,2	16,9
Autres produits	3,0	4,0	3,6	2,7	20,6	1,2	0,3	2,2	-0,5
Exportations des services	-54,6	55,5	1,9	-21,6	-17,9	-22,0	-18,0	2,0	-15,6
Importations de biens et services	49,1	29,6	27,1	8,0	8,7	-6,5	-8,2	15,1	4,7
Importations des biens	48,7	31,8	18,8	4,1	5,6	-2,1	-12,6	14,6	0,6
Consommations	-2,7	0,8	11,2	8,2	4,8	8,1	23,5	4,4	-17,0
Equipements	71,4	13,5	0,9	-0,5	3,0	-9,3	-10,9	14,0	0,1
Intermédiaires	191,3	257,5	67,6	8,5	9,5	1,9	-33,6	25,5	15,7
Importations des services	52,6	8,9	118,1	31,7	23,2	-24,4	15,0	17,0	21,1
Produit Intérieur Brut	7,1	6,9	7,1	8,5	9,5	6,9	2,4	3,7	5,8

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la Commissions des Etudes Statistiques et les Comptes Nationaux.

Tableau I.13 Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut

(en points de croissance, aux prix de 2005)

Composantes	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
A. Demande intérieure	9,4	13,4	12,2	16,0	9,9	8,3	2,4	-1,0	7,7	3,9
• Consommation	0,2	10,3	-4,2	14,8	10,2	6,6	5,4	-3,6	0,9	-0,6
Consommation publique	-1,6	4,8	0,7	3,6	0,6	0,7	0,3	-3,7	-2,8	0,6
Consommation privée	1,8	5,5	-4,9	11,2	9,5	6,0	5,0	0,1	3,8	-1,1
• Investissements bruts	9,3	3,1	16,4	1,2	-0,3	1,7	-2,9	2,7	6,8	4,5
FBCF	9,3	3,1	16,4	1,1	-0,3	1,8	-3,0	2,8	6,8	4,5
Secteur public	2,9	-1,0	4,0	0,2	0,3	1,1	-3,5	-1,0	-0,9	-0,1
Secteur privé	6,4	4,1	12,4	0,9	-0,6	0,7	0,4	3,8	7,7	4,5
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,0	0,1	-0,2	-0,0	0,0
B. Demande extérieur nette	-6,6	-6,3	-5,3	-8,9	-1,4	1,1	4,5	3,4	-4,0	1,9
• Exportations de biens et services	-6,6	6,3	5,2	2,8	2,7	5,6	1,2	-0,2	2,0	4,0
Exportations des biens	-5,7	7,6	4,7	2,8	3,0	5,7	1,3	-0,1	2,0	4,1
Produits miniers	-4,0	7,4	4,5	2,6	2,9	5,0	1,3	-0,2	1,9	4,1
Autres produits	-1,7	0,1	0,2	0,1	0,1	0,7	0,0	0,0	0,1	-0,0
Exportations des services	-0,9	-1,3	0,6	0,0	-0,3	-0,2	-0,2	-0,1	0,0	-0,1
• Importations de biens et services	0,0	-12,6	-10,6	-11,7	-4,1	-4,4	3,3	3,6	-6,0	-2,1
Importations des biens	0,0	-11,3	-10,2	-7,5	-1,8	-2,4	0,8	4,7	-4,6	-0,2
Consommations	0,0	0,2	-0,1	-0,8	-0,6	-0,4	-0,6	-1,8	-0,4	1,6
Equipements	0,0	-9,5	-2,9	-0,2	0,1	-0,6	1,7	1,7	-1,9	-0,0
Intermédiaires	0,0	-2,0	-7,3	-6,4	-1,3	-1,4	-0,3	4,8	-2,3	-1,7
Importations des services	0,0	-1,3	-0,3	-4,3	-2,3	-2,1	2,4	-1,1	-1,4	-1,9
Produit Intérieur Brut	2,9	7,1	6,9	7,1	8,5	9,5	6,9	2,4	3,7	5,8

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la Commissions des Etudes Statistiques et les Comptes Nationaux.

Tableau I.14 Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut

(en pourcentage, aux prix de 2005)

Composantes	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
A. Demande intérieure	189,0	177,3	225,9	116,9	88,1	35,4	-40,9	207,5	67,2
• Consommation	144,8	-61,1	209,2	120,0	69,8	77,7	-151,4	25,2	-9,5
Consommation publique	67,9	9,7	50,9	7,6	7,0	4,9	-153,9	-75,6	9,7
Consommation privée	76,9	-70,9	158,3	112,5	62,9	72,8	2,5	100,8	-19,2
• Investissements bruts	44,2	238,5	16,7	-3,1	18,3	-42,3	110,5	182,3	76,7
FBCF	43,9	237,8	15,6	-3,3	18,8	-43,5	118,1	182,5	76,6
Secteur public	-13,7	57,7	3,4	3,7	11,6	-50,0	-42,1	-25,1	-1,0
Secteur privé	57,6	180,1	12,2	-7,0	7,2	6,5	160,2	207,7	77,6
Variation des stocks	0,3	0,6	1,1	0,1	-0,5	1,3	-7,6	-0,2	0,2
B. Demande extérieur nette	-89,0	-77,3	-125,9	-16,9	11,9	64,6	140,9	-107,5	32,8
• Exportations de biens et services	88,2	76,3	39,5	31,7	58,7	17,1	-10,2	53,5	68,8
Exportations des biens	106,3	68,2	39,1	35,2	60,6	19,5	-6,1	53,3	70,0
Produits miniers	104,6	65,9	37,2	34,0	53,0	18,8	-6,6	51,2	70,2
Autres produits	1,7	2,3	1,9	1,2	7,6	0,7	0,5	2,1	-0,3
Exportations des services	-18,1	8,1	0,4	-3,5	-1,9	-2,4	-4,1	0,2	-1,2
Importations de biens et services	-177,2	-153,6	-165,4	-48,6	-46,8	47,5	151,2	-161,0	-36,0
Importations des biens	-158,8	-149,0	-105,2	-21,1	-25,0	12,1	195,5	-124,7	-3,5
Consommations	3,3	-0,9	-11,9	-7,6	-3,9	-8,8	-73,9	-10,8	26,8
Equipements	-134,1	-41,8	-2,8	1,3	-6,1	24,9	71,0	-51,0	-0,4
Intermédiaires	-28,1	-106,3	-90,5	-14,9	-14,9	-4,0	198,4	-62,9	-29,9
Importations des services	-18,4	-4,6	-60,2	-27,5	-21,8	35,4	-44,3	-36,3	-32,5
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la Commission des Etudes Statistiques et les Comptes Nationaux.

Tableau I.15 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande
(en pourcentage, aux prix de 2005)

Composantes	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^(p)	2018 ^(p)
A. Demande intérieure	109,5	114,8	118,8	125,9	125,2	122,0	116,4	112,7	116,1	113,4
• Consommation	86,8	90,7	80,9	89,4	91,8	89,9	89,1	83,5	81,4	76,4
Secteur public	7,6	11,6	11,5	14,1	13,6	13,0	12,5	8,6	5,6	5,8
Secteur privé	79,2	79,1	69,4	75,3	78,2	76,9	76,6	74,9	75,8	70,6
• Investissements bruts	22,7	24,1	37,9	36,5	33,4	32,1	27,3	29,2	34,7	37,0
FBCF	22,6	24,0	37,8	36,3	33,2	32,0	27,1	29,2	34,7	37,0
Secteur public	6,2	4,9	8,3	8,0	7,6	8,0	4,2	3,2	2,1	2,0
Secteur privé	16,4	19,1	29,5	28,3	25,5	24,0	22,8	26,0	32,6	35,1
Variation des stocks	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0
B. Exportation nette	-9,5	-14,8	-18,8	-25,9	-25,2	-22,0	-16,4	-12,7	-16,1	-13,4
• Exportations de biens et services	16,2	21,0	24,5	25,5	26,0	28,8	28,1	27,2	28,1	30,4
Exportations des biens	13,8	20,0	23,1	24,1	25,0	28,1	27,5	26,7	27,7	30,0
Produits miniers	9,7	16,0	19,2	20,4	21,5	24,2	23,9	23,1	24,2	26,7
Autres produits	4,1	3,9	3,8	3,7	3,5	3,9	3,7	3,6	3,5	3,3
Exportations des services	2,4	1,0	1,5	1,4	1,0	0,8	0,5	0,4	0,4	0,3
• Importations de biens et services	-25,7	-35,7	-43,3	-51,4	-51,2	-50,8	-44,4	-39,8	-44,2	-43,7
Importations des biens	-23,2	-32,2	-39,7	-44,0	-42,2	-40,7	-37,3	-31,9	-35,2	-33,5
Consommations	-8,8	-8,0	-7,5	-7,8	-7,8	-7,5	-7,6	-9,1	-9,2	-7,2
Equipements	-13,4	-21,4	-22,7	-21,4	-19,6	-18,4	-15,6	-13,6	-14,9	-14,1
Intermédiaires	-1,0	-2,8	-9,5	-14,9	-14,9	-14,9	-14,2	-9,2	-11,1	-12,1
Importations des services	-2,5	-3,5	-3,6	-7,4	-8,9	-10,0	-7,1	-8,0	-9,0	-10,3
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la Commissions des Etudes Statistiques et les Comptes Nationaux.

Tableau I.16 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande
(en pourcentage du PIB à prix courants)

Composantes	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
A. Demande intérieure	109,3	108,5	106,2	106,7	104,6	108,8	106,1	106,0	103,7	103,6
• Consommation	94,8	79,7	81,3	92,4	82,7	84,8	87,6	69,0	78,7	82,8
Secteur public	11,1	8,0	11,5	11,0	13,3	11,5	11,6	9,8	7,7	8,3
Secteur privé	83,6	71,7	69,8	81,4	69,5	73,3	75,9	59,2	71,0	74,5
• Investissements bruts	14,6	28,8	24,9	14,3	21,8	23,9	18,5	37,0	25,0	20,7
FBCF	14,5	28,7	24,8	14,2	21,7	23,8	18,3	36,8	24,8	20,5
Secteur public	9,2	4,7	5,8	7,1	4,6	5,7	3,2	4,4	4,0	3,3
Secteur privé	5,3	24,1	19,0	7,1	17,1	18,1	15,1	32,4	20,8	17,2
Variation des stocks	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
B. Exportation nette	-9,3	-8,5	-6,2	-6,7	-4,6	-8,8	-6,1	-6,0	-3,7	-3,6
Exportations de biens et services	26,8	41,1	39,5	30,8	36,4	35,2	27,6	32,4	30,7	34,0
Exportations des biens	23,3	39,3	36,7	29,8	35,5	34,3	27,1	32,0	30,4	33,8
Produits miniers	20,1	35,6	32,3	26,2	31,8	30,6	25,5	22,6	29,2	32,2
Autres produits	3,2	3,7	4,3	3,6	3,7	3,7	1,6	9,4	1,2	1,6
Exportations des services	3,5	1,8	2,9	1,0	0,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,2
• Importations de biens et services	-36,1	-49,6	-45,7	-37,5	-41,0	-44,0	-33,7	-38,3	-34,4	-37,6
Importations des biens	-26,4	-37,3	-34,5	-29,6	-33,1	-35,4	-27,9	-32,7	-29,9	-31,7
Consommations	-7,0	-6,2	-7,8	-6,4	-7,5	-10,5	-7,4	-10,9	-8,3	-7,5
Equipements	-14,8	-26,5	-21,3	-10,6	-18,0	-20,8	-18,0	-10,9	-13,8	-15,1
Intermédiaires	-4,7	-4,6	-5,3	-12,6	-7,6	-4,2	-2,5	-10,9	-7,8	-9,1
Importations des services	-9,7	-12,3	-11,2	-8,0	-7,9	-8,6	-5,8	-5,6	-4,5	-5,9
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la Commissions des Etudes Statistiques et les Comptes Nationaux.

Tableau I.17 Produit Intérieur Brut

Années	Estimations aux prix de 2005				Estimations à prix courants			Déflateur du PIB (2005 = 100)	Variation du déflateur du PIB (en %)
	en millions de CDF	en millions de USD	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)	en millions de CDF	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)		
1980	7 496 281,8	15 822,3	132,2	0,3	0,0000	0,0000	19,0	0,0000	46,3
1981	7 676 192,5	16 202,0	135,4	2,4	0,0000	0,0000	100,0	0,0000	95,3
1982	7 637 811,6	16 121,0	134,7	-0,5	0,0000	0,0000	50,0	0,0000	50,8
1983	7 745 504,7	16 348,3	136,6	1,4	0,0000	0,0000	66,7	0,0000	64,3
1984	8 175 380,2	17 255,6	144,2	5,6	0,0000	0,0000	-82,0	0,0000	-82,9
1985	8 216 257,1	17 341,9	144,9	0,5	0,0000	0,0000	1 233,3	0,0000	1 226,7
1986	8 604 064,5	18 160,4	151,7	4,7	0,0000	0,0000	33,3	0,0000	27,3
1987	8 836 374,2	18 650,8	155,8	2,7	0,0000	0,0000	81,3	0,0000	76,5
1988	8 889 392,5	18 762,7	156,8	0,6	0,0000	0,0000	89,7	0,0000	88,5
1989	8 764 941,0	18 500,0	154,6	-1,4	0,0000	0,0000	109,1	0,0000	112,1
1990	8 186 454,9	17 279,0	144,4	-6,6	0,0000	0,0000	94,8	0,0000	108,5
1991	7 497 155,4	15 824,1	132,2	-8,4	0,0008	0,0000	1 975,4	0,0000	2 166,3
1992	6 709 954,0	14 162,6	118,3	-10,5	0,0294	0,0000	3 697,5	0,0000	4 143,0
1993	5 803 258,9	12 248,8	102,3	-13,5	0,4480	0,0000	1 425,0	0,0000	1 663,3
1994	5 578 636,5	11 774,7	98,4	-3,9	115,3693	0,0020	25 654,7	0,0021	26 691,7
1995	5 618 637,8	11 859,2	99,1	0,7	659,5576	0,0116	471,7	0,0117	467,6
1996	5 556 071,7	11 727,1	98,0	-1,1	4 818,7326	0,0850	630,6	0,0867	638,8
1997	5 255 549,5	11 092,8	92,7	-5,4	12 983,8400	0,2290	169,4	0,2471	184,9
1998	5 164 264,5	10 900,1	91,1	-1,7	16 620,2208	0,2931	28,0	0,3218	30,3
1999	4 943 744,8	10 434,7	87,2	-4,3	86 223,5289	1,5207	418,8	1,7441	441,9
2000	4 602 626,4	9 714,7	81,2	-6,9	494 251,7814	8,7169	473,2	10,7385	515,7
2001	4 505 970,9	9 510,7	79,5	-2,1	2 341 846,2277	41,3019	373,8	51,9721	384,0
2002	4 662 260,0	9 840,5	82,2	3,5	3 198 119,2920	56,4036	36,6	68,5959	32,0
2003	4 932 264,5	10 410,4	87,0	5,8	3 824 458,6933	67,4500	19,6	77,5396	13,0
2004	5 259 764,4	11 101,7	92,8	6,6	4 327 493,6420	76,3218	13,2	82,2754	6,1
2005	5 670 065,0	11 967,7	100,0	6,1	5 670 065,0000	100,0000	31,0	100,0000	21,5
2006	5 971 768,0	12 604,5	105,3	5,3	6 767 519,5454	119,3552	19,4	113,3252	13,3
2007	6 345 569,5	13 393,5	111,9	6,3	8 648 878,5137	152,5358	27,8	136,2979	20,3
2008	6 740 637,9	14 227,3	118,9	6,2	11 067 568,5144	195,1930	28,0	164,1917	20,5
2009	6 933 087,5	14 633,5	122,3	2,9	15 101 187,9015	266,3318	36,4	217,8133	32,7
2010	7 425 889,7	15 673,7	131,0	7,1	19 536 676,9255	344,5583	29,4	263,0887	20,8
2011	7 936 395,2	16 751,2	140,0	6,9	23 759 424,5825	419,0327	21,6	299,3730	13,8
2012	8 498 839,5	17 938,3	149,9	7,1	26 954 556,9325	475,3836	13,4	317,1557	5,9
2013	9 219 707,4	19 459,9	162,6	8,5	30 051 179,3964	529,9971	11,5	325,9450	2,8
2014	10 092 840,2	21 302,8	178,0	9,5	33 223 988,4618	585,9543	10,6	329,1837	1,0
2015	10 790 880,0	22 776,1	190,3	6,9	35 111 225,9719	619,2385	5,7	325,3787	-1,2
2016	11 049 794,1	23 322,6	194,9	2,4	37 517 392,3917	661,6748	6,9	339,5302	4,3
2017 (p)	11 461 614,2	24 191,8	202,1	3,7	55 676 093,1274	981,9304	48,4	485,7614	43,1
2018 (p)	12 128 808,6	25 600,1	213,9	5,8	76 689 272,0126	1 352,5290	37,7	632,2902	30,2

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la Commission des Etudes Statistiques et les Comptes Nationaux.

Tableau I.18 Produit national brut et revenu national
(en millions de CDF courants)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^(p)	2018 ^(p)
Produit intérieur brut	15 101 187,9	19 536 676,9	23 759 424,6	26 954 556,9	30 051 179,4	33 223 988,5	35 111 226,0	37 517 392,4	55 676 093,1	76 689 272,0
Revenu des facteurs du reste du Monde	20 979,2	43 752,6	154 649,9	16 789,0	133 183,1	101 219,2	131 988,1	16 907,02	17 982,70	117 928,36
Revenu des facteurs au reste du Monde (-)	649 158,7	991 489,9	1 164 103,7	979 855,3	2 781 685,0	659 177,8	1 132 526,2	636 680,8	1 602 234,8	2 854 763,1
Revenu national brut (1)	14 473 008,4	18 588 939,6	22 749 970,8	25 991 490,6	27 402 677,5	32 666 029,9	34 110 687,8	36 897 618,6	54 091 841,0	73 952 437,3
Consommation de capital fixe (-)	453 035,6	586 100,3	712 782,7	808 636,7	901 535,4	996 728,4	1 075 494,8	1 247 784,9	1 810 998,3	2 494 502,3
Revenu national net	14 019 972,7	18 002 839,3	22 037 188,1	25 182 853,9	26 501 142,1	31 669 301,5	33 035 193,0	35 649 833,7	52 280 842,7	71 457 935,0
Transferts courants du reste du Monde	1 374 391,3	1 529 049,0	2 234 608,3	2 491 081,6	2 178 713,7	2 338 736,7	2 235 751,0	1 889 314,2	2 825 943,1	3 787 571,7
Transferts courants au reste du Monde (-)	244 508,1	765 661,3	937 369,6	868 563,8	1 014 678,5	457 808,5	471 858,9	541 455,3	999 884,8	1 823 506,7
Revenu National disponible	15 149 855,9	18 786 226,9	23 334 426,7	26 805 371,7	27 665 177,3	33 550 229,6	34 799 085,2	36 997 692,6	54 106 900,9	73 422 000,0
Consommation finale (-)	14 309 261,7	15 579 345,6	19 310 426,0	24 910 717,5	24 861 881,4	28 183 685,1	30 120 266,3	25 883 813,8	43 825 551,7	63 535 929,3
Epargne nette	840 594,2	3 186 881,3	4 024 000,8	1 894 654,2	2 803 295,9	5 366 544,5	4 678 818,9	11 113 878,9	10 281 349,2	9 886 070,6

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la Commissions des Etudes Statistiques et les Comptes Nationaux.

Tableau I.19 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF courants)

Branches d'activité	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur primaire	4 931 751,2	7 575 356,4	9 760 200,4	10 696 781,2	11 861 980,1	13 493 927,4	13 628 921,6	14 232 480,4	21 071 943,5	29 744 921,7
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	3 575 155,9	4 186 415,1	4 969 776,9	5 509 797,3	5 804 886,4	6 167 208,6	6 450 068,6	6 978 142,6	10 969 692,2	14 657 898,9
Agriculture	3 439 312,3	4 010 066,3	4 760 973,2	5 283 886,5	5 572 388,4	5 873 449,0	6 203 304,2	6 702 671,5	10 544 749,2	14 108 549,8
Vivrière	3 390 132,3	3 952 786,7	4 693 058,9	5 208 943,7	5 494 122,5	5 785 871,2	6 115 548,7	6 605 460,6	10 391 392,0	13 903 270,2
Rente	49 180,1	57 279,6	67 914,3	74 942,8	78 265,8	87 577,7	87 755,4	97 210,9	153 357,2	205 279,7
Sylviculture	129 593,3	169 112,6	200 295,2	216 462,1	222 678,1	283 418,2	235 524,0	263 336,9	405 608,8	523 290,0
Élevage, pêche et chasse	6 250,2	7 236,2	8 508,5	9 448,7	9 819,9	10 341,4	11 240,4	12 134,2	19 334,2	26 059,1
Industrie extractive	1 356 595,3	3 388 941,3	4 790 423,5	5 186 983,9	6 057 093,6	7 326 718,8	7 178 853,0	7 254 337,8	10 102 251,3	15 087 022,7
Secteur secondaire	3 629 200,1	4 169 632,9	4 937 335,4	5 663 507,3	6 349 940,3	6 952 900,9	7 464 236,0	8 188 339,2	13 388 447,9	18 822 655,8
Industries manufacturières	2 850 452,2	3 169 171,1	3 649 184,5	4 140 583,5	4 623 444,0	5 167 796,5	6 014 081,6	6 852 323,8	10 849 621,5	13 648 333,6
Agro industrielles	2 232 737,8	2 541 111,5	2 843 741,9	3 364 043,8	3 883 780,6	4 459 077,8	5 177 956,2	5 932 477,8	9 307 232,0	11 551 328,0
Autres industries manufacturières	617 714,4	628 059,6	805 442,6	776 539,7	739 663,4	708 718,8	836 125,4	919 846,0	1 542 389,5	2 097 005,6
Batiments et Travaux publics	165 381,2	788 880,5	1 055 675,0	1 264 563,2	1 448 504,5	1 485 564,5	1 163 849,6	980 965,9	1 993 879,7	4 651 735,9
Electricité, gaz et eau	613 366,7	211 581,3	232 475,9	258 360,6	277 991,7	299 539,9	286 304,9	355 049,6	544 946,7	522 586,4
Secteur tertiaire	5 646 184,1	6 740 687,6	7 673 851,3	8 730 280,5	9 513 006,7	10 296 062,1	11 364 783,1	12 399 597,8	18 328 996,3	24 332 550,3
Commerce de gros et de détail	1 708 909,5	2 080 030,0	2 391 107,6	2 842 133,3	3 110 794,7	3 304 903,4	3 703 175,8	4 129 905,8	6 693 143,4	8 914 351,3
Transports et communications	1 795 066,9	2 092 046,8	2 360 802,2	2 701 538,0	2 985 169,9	3 208 974,4	3 582 392,0	3 859 941,4	4 766 172,0	6 238 320,1
Services marchands	1 183 699,6	1 487 205,1	1 697 812,7	1 889 868,8	2 027 802,5	2 279 221,3	2 514 884,1	2 716 312,2	4 287 753,1	5 884 120,1
Services non marchands	1 104 123,0	1 252 290,6	1 418 022,8	1 510 537,8	1 592 494,0	1 739 391,0	1 822 899,9	1 985 013,0	3 043 776,0	3 966 763,2
SIFIM	-145 615,0	-170 885,0	-193 894,0	-213 797,5	-203 254,4	-236 428,1	-258 568,8	-291 574,6	-461 848,2	-671 004,5
PIB au coût des facteurs	14 207 135,5	18 485 676,9	22 371 387,1	25 090 569,1	27 724 927,0	30 742 890,4	32 457 940,7	34 820 417,4	52 789 387,8	72 900 127,7
Droits et Taxes sur les produits	894 052,4	1 051 000,0	1 388 037,5	1 863 987,9	2 326 252,4	2 481 098,07	2 653 285,3	2 696 975,0	2 886 705,4	3 789 144,3
PIB aux prix du marché	15 101 187,9	19 536 676,9	23 759 424,6	26 954 556,9	30 051 179,4	33 223 988,5	35 111 226,0	37 517 392,4	55 676 093,1	76 689 272,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la Commissions des Etudes Statistiques et les Comptes Nationaux.

Tableau I.20 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(Valeurs ajoutées en millions de CDF, aux prix de 2005)

Branches d'activité	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur primaire	2 278 161,9	2 941 574,3	3 348 156,4	3 579 904,8	3 850 312,1	4 357 309,9	4 564 150,9	4 603 663,6	4 849 291,9	5 383 386,8
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 403 061,5	1 453 774,1	1 505 702,3	1 557 695,7	1 623 832,3	1 700 798,4	1 780 002,3	1 838 031,4	1 867 631,5	1 897 024,4
Agriculture	1 349 750,1	1 398 958,8	1 448 545,8	1 498 331,1	1 562 980,1	1 624 998,6	1 699 109,5	1 751 841,8	1 781 700,3	1 812 154,3
vivrière	1 330 449,5	1 378 976,1	1 427 882,6	1 477 079,9	1 541 027,6	1 600 768,6	1 673 552,5	1 724 827,7	1 754 149,8	1 783 970,3
rente	19 300,6	19 982,7	20 663,2	21 251,2	21 952,5	24 230,0	25 557,0	27 014,1	27 550,5	28 184,0
sylviculture	50 858,6	52 290,9	54 567,8	56 685,3	58 097,9	72 938,7	77 816,8	83 021,1	82 667,4	81 508,1
élevage, pêché et chasse	2 452,9	2 524,4	2 588,7	2 679,3	2 754,4	2 861,1	3 076,0	3 168,5	3 263,8	3 361,9
Extraction	875 100,4	1 487 800,2	1 842 454,1	2 022 209,1	2 226 479,7	2 656 511,5	2 784 148,6	2 765 632,2	2 981 660,4	3 486 362,4
Secteur secondaire	1 174 805,2	1 149 784,1	1 208 122,4	1 301 608,0	1 444 709,1	1 551 625,9	1 672 750,0	1 713 350,6	1 843 837,4	1 923 817,3
Industries manufacturières	868 749,8	839 948,2	854 944,6	899 584,8	990 025,7	1 088 390,4	1 237 851,7	1 344 870,4	1 378 148,7	1 366 482,5
Industries alimentaires, boissons et tabac	655 482,4	663 160,5	647 244,3	713 604,4	814 907,6	922 882,5	1 044 717,0	1 142 128,9	1 158 376,9	1 138 128,3
Autres industries manufacturières	213 267,4	176 787,7	207 700,3	185 980,4	175 118,1	165 507,9	193 134,7	202 741,5	219 771,8	228 354,2
Bâtiment et travaux publics	248 985,5	252 309,7	297 487,1	342 531,9	390 908,0	395 452,1	370 176,5	297 717,7	391 201,1	478 975,4
Electricité, gaz, vapeur et eau	57 069,8	57 526,3	55 690,7	59 491,3	63 775,4	67 783,4	64 721,8	70 762,5	74 487,6	78 359,3
Secteur tertiaire	3 270 803,8	3 121 282,8	3 153 358,8	3 364 379,5	3 636 116,2	3 880 315,4	4 232 857,0	4 421 320,2	4 552 969,8	4 605 408,4
Commerce	1 144 281,3	1 113 365,8	1 122 474,3	1 248 576,3	1 350 938,3	1 415 698,1	1 569 026,6	1 669 686,1	1 749 343,7	1 780 599,5
Transports et télécommunications	1 041 400,5	986 705,4	992 482,1	1 050 624,7	1 150 781,0	1 220 218,4	1 339 108,5	1 386 116,7	1 422 861,3	1 402 765,7
Autres services hors adm. publique	779 511,9	737 823,6	751 967,6	784 186,6	835 326,1	926 120,3	997 374,1	1 028 076,9	1 049 135,3	1 100 546,6
Services d'administration publique	365 314,5	341 062,4	344 872,0	340 760,1	355 261,1	382 750,0	397 088,9	412 481,9	408 471,9	406 818,0
SIFIM	-59 704,4	-57 674,5	-58 437,3	-59 768,3	-56 190,2	-64 471,5	-69 741,1	-75 041,4	-76 842,4	-85 321,5
PIB au coût des facteurs	6 723 770,9	7 212 641,2	7 709 637,6	8 245 892,3	8 931 137,3	9 789 251,2	10 469 757,9	10 738 334,4	11 246 099,0	11 912 612,5
Taxes sur les produits	209 316,6	213 248,5	226 757,5	252 947,2	288 570,0	303 589,0	321 122,1	311 459,7	215 515,1	216 196,1
PIB aux prix constants	6 933 087,5	7 425 889,7	7 936 395,2	8 498 839,5	9 219 707,4	10 092 840,2	10 790 880,0	11 049 794,1	11 461 614,2	12 128 808,6

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la Commission des Etudes Statistiques et les Comptes Nationaux.

Tableau I.21 Utilisation du Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF, à prix courants)

Composantes	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
A. Demande intérieure	16 508 513,5	21 202 264,8	25 224 647,1	28 772 828,7	31 425 787,2	36 140 766,5	37 248 518,8	39 765 037,1	57 737 714,8	79 435 860,9
• Consommation	14 309 261,7	15 579 345,6	19 310 426,0	24 910 717,5	24 861 881,4	28 183 685,1	30 120 266,3	25 883 813,8	43 825 551,7	63 535 929,3
Secteur public	1 677 210,4	1 567 665,8	2 728 076,6	2 963 272,6	3 991 111,1	3 828 016,7	4 083 731,0	3 672 843,5	4 276 343,0	6 307 739,8
Secteur privé	12 632 051,3	14 011 679,8	16 582 349,4	21 947 444,9	20 870 770,3	24 355 668,4	26 036 535,3	22 210 970,3	39 549 208,7	57 228 189,5
• Investissements bruts	2 199 251,7	5 622 919,2	5 914 221,1	3 862 111,3	6 563 905,9	7 957 081,4	7 128 252,6	13 881 223,3	13 912 163,1	15 899 931,6
FBCF	2 188 625,1	5 611 307,0	5 895 984,8	3 840 476,3	6 532 886,9	7 918 108,7	7 062 981,8	13 793 049,3	13 793 049,3	15 739 021,4
Secteur public	1 388 198,8	912 320,6	1 375 570,3	1 924 107,7	1 394 396,6	1 899 120,3	1 746 314,9	1 644 672,7	2 215 924,1	2 566 381,85
Secteur privé	800 426,3	4 698 986,4	4 520 414,5	1 916 368,6	5 138 490,3	6 018 988,4	5 316 666,8	12 148 376,6	11 577 125,2	13 172 639,6
Variation des stocks	10 626,6	11 612,1	18 236,4	21 635,0	31 019,0	38 972,7	65 270,8	88 174,0	119 113,8	160 910,2
B. Exportation nette	-1 407 325,6	-1 665 587,8	-1 465 222,5	-1 818 271,8	-1 374 607,8	-2 916 778,0	-2 137 292,8	-2 247 644,7	-2 061 621,7	-2 746 588,9
• Exportations de biens et services	4 049 200,5	8 031 726,2	9 388 683,1	8 302 814,6	10 952 411,2	11 691 156,8	9 684 064,1	12 137 102,3	17 087 080,3	26 092 846,2
Exportations des biens	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	12 007 977,4	16 928 563,1	25 906 589,1
Produits miniers	3 040 754,5	6 956 320,9	7 679 153,0	7 057 018,8	9 559 650,4	10 173 720,5	8 964 237,4	8 490 489,7	16 249 959,5	24 711 420,5
Autres produits	484 274,2	723 391,7	1 029 695,8	981 302,7	1 120 456,6	1 226 177,4	559 308,3	3 517 487,7	678 603,6	1 195 168,6
Exportations des services	524 171,8	352 013,6	679 834,3	264 493,1	272 304,2	291 258,9	160 518,4	129 124,9	158 517,2	186 257,1
• Importations de biens et services	-5 456 526,1	-9 697 314,1	-10 853 905,7	-10 121 086,4	-12 327 019,0	-14 607 934,7	-11 821 357,0	-14 384 747,0	-19 148 702,0	-28 839 435,1
Importations des biens	-3 991 167,0	-7 285 305,1	-8 197 364,0	-7 977 523,0	-9 940 207,4	-11 756 200,0	-9 791 929,3	-12 273 954,6	-16 623 429,7	-24 293 546,3
Consommations	-1 051 514,6	-1 216 052,2	-1 860 959,0	-1 720 603,9	-2 255 855,8	-3 477 772,8	-2 603 773,5	-4 092 355,0	-4 608 930,6	-5 768 461,1
Equipements	-2 228 067,0	-5 172 098,8	-5 069 681,2	-2 850 460,7	-5 405 102,2	-6 897 624,7	-6 319 750,4	-4 084 917,3	-7 674 273,7	-11 554 304,9
Intermédiaires	-711 585,4	-897 154,1	-1 266 723,8	-3 406 458,4	-2 279 249,3	-1 380 802,5	-868 405,5	-4 096 682,3	-4 340 225,4	-6 970 780,3
Importations des services	-1 465 359,1	-2 412 008,9	-2 656 541,6	-2 143 563,4	-2 386 811,6	-2 851 734,8	-2 029 427,6	-2 110 792,3	-2 525 272,3	-4 545 888,9
Produit Intérieur Brut	15 101 187,9	19 536 676,9	23 759 424,6	26 954 556,9	30 051 179,4	33 223 988,5	35 111 226,0	37 517 392,4	55 676 093,1	76 689 272,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la Commissions des Etudes Statistiques et les Comptes Nationaux.

Tableau I.22 Utilisation du Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF, aux prix de 2005)

Composantes	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
A. Demande intérieure	7 590 643,8	8 521 999,6	9 427 319,9	10 697 773,5	11 540 518,0	12 309 640,5	12 556 818,2	12 450 894,5	13 305 481,3	13 753 874,2
• Consommation	6 020 095,3	6 733 763,5	6 421 701,6	7 598 263,7	8 463 528,9	9 073 106,7	9 615 341,3	9 223 274,0	9 327 144,4	9 263 565,4
Secteur public	526 395,3	861 087,2	910 846,9	1 197 005,1	1 251 500,1	1 312 213,2	1 346 200,0	947 726,4	636 494,0	701 166,8
Secteur privé	5 493 700,0	5 872 676,3	5 510 854,7	6 401 258,7	7 212 028,9	7 760 893,5	8 269 141,3	8 275 547,6	8 690 650,4	8 562 398,6
• Investissements bruts	1 570 548,5	1 788 236,1	3 005 618,3	3 099 509,8	3 076 989,1	3 236 533,8	2 941 476,9	3 227 620,6	3 978 336,9	4 490 308,8
FBCF	1 566 346,1	1 782 456,1	2 996 606,1	3 084 279,2	3 060 724,0	3 224 694,7	2 920 900,0	3 226 620,6	3 978 336,9	4 489 282,0
Secteur public	432 150,2	364 502,1	659 253,3	678 541,4	705 181,0	806 173,7	457 200,0	348 255,5	244 761,8	238 107,3
Secteur privé	1 134 196,0	1 417 954,0	2 337 352,8	2 405 737,8	2 355 543,0	2 418 521,0	2 463 700,0	2 878 365,1	3 733 575,1	4 251 174,8
Variation des stocks	4 202,3	5 779,9	9 012,1	15 230,6	16 265,1	11 839,1	20 576,9	1 000,0	0,0	1 026,8
B. Demande extérieure nette	-657 556,3	-1 096 109,9	-1 490 924,7	-2 198 934,1	-2 320 810,7	-2 216 800,3	-1 765 938,2	-1 401 100,4	-1 843 867,1	-1 625 065,6
• Exportations de biens et services	1 121 885,5	1 556 637,5	1 946 072,8	2 168 294,6	2 396 542,6	2 909 088,4	3 028 300,0	3 001 784,1	3 222 242,3	3 681 237,1
Exportations des biens	958 433,6	1 482 382,0	1 830 612,0	2 050 685,2	2 304 288,2	2 833 329,0	2 969 200,0	2 953 295,4	3 172 789,2	3 639 506,2
Produits miniers	675 135,7	1 190 555,6	1 526 996,2	1 736 160,4	1 981 223,4	2 443 792,2	2 574 900,0	2 557 775,2	2 768 643,7	3 237 288,7
Autres produits	283 298,0	291 826,5	303 615,8	314 524,8	323 064,8	389 536,8	394 300,0	395 520,2	404 145,4	402 217,5
Exportations des services	163 451,8	74 255,5	115 460,8	117 609,4	92 254,5	75 759,4	59 100,0	48 488,7	49 453,1	41 730,9
• Importations de biens et services	-1 779 441,8	-2 652 747,4	-3 436 997,5	-4 367 228,6	-4 717 353,3	-5 125 888,7	-4 794 238,2	-4 402 884,5	-5 066 109,4	-5 306 302,8
Importations des biens	-1 607 108,6	-2 389 690,8	-3 150 584,8	-3 742 434,2	-3 894 596,0	-4 112 610,5	-4 028 177,5	-3 522 050,9	-4 035 627,4	-4 058 724,1
Consommations	-609 094,2	-592 639,3	-597 486,4	-664 609,8	-719 096,4	-753 567,7	-814 927,8	-1 006 161,7	-1 050 709,4	-871 982,5
Equipements	-925 694,6	-1 586 388,3	-1 800 000,0	-1 815 602,0	-1 805 988,2	-1 859 427,8	-1 685 815,3	-1 502 015,9	-1 712 212,1	-1 714 703,4
Intermédiaires	-72 319,9	-210 663,2	-753 098,3	-1 262 222,5	-1 369 511,4	-1 499 614,9	-1 527 434,4	-1 013 873,3	-1 272 706,0	-1 472 038,2
Importations des services	-172 333,2	-263 056,6	-286 412,7	-624 794,4	-822 757,3	-1 013 278,2	-766 060,7	-880 833,6	-1 030 482,0	-1 247 578,6
Produit Intérieur Brut	6 933 087,5	7 425 889,7	7 936 395,2	8 498 839,5	9 219 707,4	10 092 840,2	10 790 880,0	11 049 794,1	11 461 614,2	12 128 808,6

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la Commission des Etudes Statistiques et les Comptes Nationaux.

Tableau I.23 Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages

(base 2015 = 100, sauf indication contraire)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (p)	2018 (e)
I. VOLUME DE PRODUCTION										
1. Production agricole, forêt, élevage, chasse et pêche	80,6	84,3	87,3	86,4	89,2	90,9	100,0	113,8	117,2	113,0
2. Production agricole	74,5	79,4	83,1	85,8	88,6	92,9	100,0	106,9	109,9	113,3
3. Production agricole vivrière	83,6	85,9	88,3	86,5	89,4	90,4	100,0	115,3	117,4	111,2
4. Production agricole de rente	88,1	89,1	90,9	86,8	89,7	89,2	100,0	120,2	121,9	111,0
5. Sylviculture	68,7	78,0	83,4	85,8	88,4	92,6	100,0	107,9	116,5	119,9
6. Elevage, pêche et chasse	69,4	78,5	83,8	86,3	88,8	92,4	100,0	108,2	117,2	120,7
7. Extraction	46,1	70,5	69,3	74,2	86,8	94,0	100,0	87,2	95,7	112,3
8. Extraction des métaux non ferreux	42,8	71,3	72,2	74,5	89,8	96,2	100,0	93,1	103,1	122,09
9. Autres produits d'extraction	60,8	67,0	56,5	72,7	73,7	84,5	100,0	61,1	63,1	69,2
10. Production de pétrole brut	113,8	104,6	103,8	103,6	101,3	101,4	100,0	95,0	91,4	101,8
11. Production manufacturière	176,2	164,2	142,0	114,4	110,4	99,7	100,0	100,6	100,5	100,6
12. Production industries alimentaires, boissons et tabacs	114,0	119,4	123,9	135,3	126,6	99,9	100,0	102,5	101,9	98,8
13. Production d'autres industries manufacturières	193,3	150,1	154,6	99,0	98,6	99,6	100,0	99,2	99,4	101,9
14. Production de ciment	115,4	122,8	114,5	103,6	112,0	82,6	100,0	63,5	225,6	133,1
15. Production d'eau	87,8	91,1	89,1	87,4	92,6	95,9	100,0	104,3	103,2	98,4
16. Production d'électricité	85,8	83,5	78,5	84,5	93,5	97,7	100,0	99,6	105,4	118,3
II. VOLUME DE CONSOMMATION										
1. Consommation d'eau	86,0	88,0	92,9	93,8	92,5	97,0	100,0	100,5	97,4	99,3
2. Consommation intérieure d'électricité	84,0	91,3	93,3	91,9	102,2	106,2	100,0	96,1	99,5	104,7
3. Consommation intérieure de ciment	96,9	107,4	105,0	96,8	95,0	73,0	100,0	57,8	162,5	272,6
4. Consommation des produits pétroliers	62,1	66,1	84,0	82,4	91,7	103,3	100,0	81,3	82,8	78,9
III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT										
1. Manutention dans les principaux ports	79,9	79,2	97,2	94,6	93,8	99,8	100,0	79,3	50,5	51,5
2. Trafic des marchandises et des personnes	56,2	66,1	75,7	87,5	88,4	95,5	100,0	106,1	136,1	140,2
IV. PRIX										
1. Indice des prix moyens à la consommation des produits pétroliers	61,7	78,6	93,1	100,0	101,4	102,7	96,0	93,8	94,1	113,0
2. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, B.C.C. ⁽¹⁾	36,3	39,9	46,0	48,6	49,1	49,8	50,6	63,2	92,8	100,0
3. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, IRES ⁽²⁾	53,6	61,9	71,1	79,2	88,8	100,0	102,1	107,7	119,6	131,3
4. Indice des prix de détail dans les magasins de Kinshasa, IRES ⁽²⁾	45,7	58,2	70,2	76,4	88,2	100,0	100,3	101,3	106,1	111,3
5. Indice de cours de pétrole brut sur le marché de New-York	67,5	71,2	99,2	100,0	97,3	89,1	43,8	39,0	46,0	58,0
V. Indice de volume du P.I.B. ⁽³⁾	64,2	68,8	73,5	78,8	85,4	93,5	100,0	102,4	106,2	112,3

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) base 100=2018.

(2) base 100=2014.

(3) Calculé sur base du PIB constant aux prix de 2005.

Tableau I.24 Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse
(en milliers de tonnes, sauf indication contraire)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (p)	2018 (p)
I. CULTURES VIVRIERES										
Céréales										
Maïs grains	1 678	1 782	1 893	1 938	1 986	2 035	2 086	2 138	2 191	2 245
Riz paddy	803	755	709	645	811	1 020	1 282	1 295	1 365	1 378
Millet & sorgho	44	45	45	46	46	46	46	46	47	48
Blé & orge	30	31	32	33	30	35	41	49	52	57
Racines et tubercules										
Manioc tubercules	30 413	31 264	32 139	33 033	33 938	34 868	35 823	36 804	37 813	38 848
Patate douce	417	428	440	453	465	478	491	504	505	533
Taro	66	66	66	66	68	68	68	68	68	68
Pomme de terre	94	95	96	98	99	100	100	101	102	105
Oignons, ails...	148	158	163	168	175	190	205	211	228	246
Igname	89	91	93	95	98	100	103	106	110	113
Légumes et légumineuses										
Haricots	222	230	238	247	248	249	250	251	252	253
Vandzou	9	10	10	10	10	11	11	11	12	12
Feuille de manioc	845	927	955	983	1 002	1 053	1 108	1 141	1 162	1 197
Tomates	133	141	145	150	158	169	181	187	197	211
Piments et poivre	92	100	103	106	109	120	132	146	161	178
Autres légumes	270	293	302	311	319	352	387	399	410	422
Oléagineux										
Arachides	382	390	397	405	413	422	430	439	447	456
Soja	18	19	20	20	20	21	21	22	23	23
Noix de palme (palmier à huile)	3 156	3 487	3 592	3 699	3 739	4 184	4 683	4 824	4 844	4 864
Autres oléagineux	101	115	118	122	136	142	148	155	161	168
Fruits										
Bananes plantains	1 336	1 737	2 258	2 935	3 815	4 960	5 551	5 718	5 779	5 952
Bananes douces	726	746	767	789	810	832	855	879	903	927
Autres fruits	709	715	722	728	734	741	747	754	761	783
II. ELEVAGE										
Bovins (en milliers de têtes)	750	795	842	893	947	1 003	1 064	1 127	1 195	1 267
Ovins (en milliers de têtes)	903	904	905	906	907	908	909	910	910	911
Caprins (en milliers de têtes)	4 046	4 052	4 058	4 064	4 070	4 074	4 079	4 083	4 087	4 091
Porcins (en milliers de têtes)	974	977	981	985	988	993	997	1 001	1 005	1 006
Volailles (en milliers de têtes)	20 007	20 067	20 128	20 188	20 249	20 309	20 370	20 430	20 492	20 512
Oeufs (en millions d'oeufs)	961	964	967	967	968	968	1 084	1 083	1 087	1 116
Lait (en millions de litres)	62	68	70	72	73	82	91	101	113	126
III. SYLVICULTURE										
Bois de chauffage	66 659	70 991	73 121	75 314	78 980	85 189	91 887	99 111	99 131	99 181
Charbon de bois	2 565	2 778	2 861	2 947	3 039	3 334	3 656	4 010	4 026	4 040
IV. PECHE ET CHASSE										
Poissons frais	385	405	417	430	442	456	469	483	498	512
Gibier	267	290	299	308	317	326	336	346	356	367

Sources : Service National des Statistiques Agricoles (SNSA), Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement.

Tableau I.25 Production agro-industrielle

(en tonnes, sauf indication contraire)

PRODUITS	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (p)	2018 (p)
PLANTES STIMULANTES										
Café robusta	31 870	31 840	26 271	26 243	25 535	30 115	30 213	30 312	17 277	20 375
exportations : Source ONC	5 908	6 621	8 872	7 181	9 543	13 113	13 423	13 339	13 356	5 415
Café arabica	5 099	6 447	7 364	21 986	17 537	23 212	23 956	23 945	23 895	23 895
exportations	370	366	418	1 249	996	1 319	1 361	1 360	1 358	1 358
Cacao	5 470	5 431	3 156	5 355	7 158	7 570	13 230	18 402	6 146	6 146
exportations	1 317	1 536	2 643	4 485	5 995	6 340	11 081	15 413	5 148	5 148
Thé	2 490	2 479	2 615	3 508	3 933	4 331	4 350	4 369	4 388	4 407
Tabac	3 819	3 704	3 593	3 485	3 381	3 279	...	...	...	...
BOIS										
Grumes (m³)	238 111	451 167	448 860	637 969	566 988	482 979	686 461	680 384	604 684	537 406
exportations	1 317	1 304	1 298	1 845	1 639	1 396	1 401	1 389	1 391	196 220
OLEAGINEUX ⁽¹⁾	25 659	7 825	10 485	8 487	7 364	8 622	6 056	6 351	6 568	6 888
Huile de palme	5 908	6 621	8 872	7 181	6 231	7 295	8 304	11 824	17 682	13 564
Huile de palmistes	403	399	456	1 362	126	18	191	235	378	2 053
exportations	370	366	418	1 249	115	16	106	154	248	1 345
Tourteaux de palmistes	8 566	8 887	9 170	9 488	9 803	10 136	10 477	10 831	11 195	11 573
PLANTES TEXTILES ET DERIVEES										
Coton-fibres	4 543	4 171	3 841	3 532	3 250	2 990	2 531	2 142	1 984	1 860
Huile de coton	62	57	53	49	46	42	39	36	32	29
Tourteaux de coton	343	315	291	268	247	228	210	193	176	160
Fibres Urena-Punga	45	45	6	4	1	0	0	0	0	0
PLANTES MEDICINALES										
Quinquina	3 471	3 209	3 000	2 790	2 595	2 413	2 293	2 304	2 316	2 327
exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES A CAOUTCHOUC										
Caoutchouc	11 326	4 763	3 562	3 413	1 985	2 108	2 355	2 596	2 536	17 414
exportations	2 594	2 429	1 817	1 740	1 012	1 075	1 346	1 324	1 293	14 914
PLANTES SACCHARIFERES										
Canne à sucre	1 827 140	1 881 954	1 938 412	1 996 565	2 056 462	2 118 156	2 181 700	2 247 151	2 252 769	2 258 401

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier.

(1) Production exportée.

Tableau I.26 Production minière et métallurgique

Produits	Unité	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (p)	2018 (p)
Cuivre	tonnes	310 481	497 537	499 198	619 942	922 016	1 030 129	1 039 007	1 023 687	1 094 638	1 225 227
dont : - Gécamines	tonnes	13 274	20 015	17 287	36 452	40 707	15 090	16 811	10 444	15 864	18 367
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	297 207	477 522	481 911	583 490	881 310	1 015 039	1 022 196	1 013 243	1 078 773	1 206 860
Zinc	tonnes	19 636	9 223	14 758	10 572	12 114	12 737	12 675	12 587	12 337	1 046,67
dont : - Gécamines	tonnes	12 848	9 223	12 342	10 572	9 938	9 460	6 319	9 028	9 163	777
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	6 788	-	2 416	-	2 176	3 277	6 356	3 559	3 174	269
Cobalt	tonnes	56 258	97 693	99 476	86 433	76 593	75 560	83 529	68 822	82 461	109 402
dont : - Gécamines	tonnes	456	877	716	1 522	878	163	0	39	180	237
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	55 802	96 816	98 760	84 911	75 715	75 397	83 529	68 783	82 282	109 165
Or fin ⁽¹⁾	kilos	220	178	414	4 529	6 112	23 937	31 791	30 664	31 586	36 777
Diamant	milliers de carats	17 880	16 963	18 598	19 724	16 899	14 933	15 789	15 523	18 891	15 131
dont : - MIBA et autres industriels	milliers de carats	1 008	912	997	569	246	244	1 505	3 146	3 488	3 202
- Artisanal	milliers de carats	16 871	16 051	17 601	19 154	16 653	14 689	14 284	12 377	15 404	11 929
Cassitérite	tonnes	15 512	16 963	18 598	18 981	6 231	7 295	8 304	11 824	17 682	16 273
Wolframite	tonnes	352	77	45	71	115	16	106	154	248	380
Colombo-tantalite	tonnes	464	279	383	586	500	1 140	2 102	2 414	1 996	2 267
Pétrole brut	milliers de barils	9 382	8 628	8 558	8 545	8 351	8 362	8 247	7 837	7 536	8 393

Source : Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère des Mines et des enquêtes conjoncturelles

(1) Y compris la production artisanale.

Tableau I.27 Principales productions manufacturières

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (p)	2018 (p)
A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOIS SONS ET TABACS											
Industries alimentaires :											
Lait pasteurisé	10 ³ litres	62	68	70	72	74	77	79	81	84	86
Farine de maïs	tonnes	15 661	16 130	16 614	17 113	17 626	18 155	18 700	19 261	19 838	20 434
Farine de froment	tonnes	193 652	173 450	160 441	155 599	193 526	195 051	202 703	239 903	240 612	213 107
Riz décortiqué	tonnes	184	189	195	201	207	213	219	223	221	222
Sucre	tonnes	99 211	102 187	105 253	108 410	111 663	115 013	118 463	120 863	120 761	121 844
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	179	185	190	196	202	208	214	220	196	202
Pain	tonnes	183 265	189 679	196 318	203 189	210 300	217 661	225 279	233 164	241 325	249 771
Graisses et huiles de table	tonnes	1 341	1 381	1 422	1 465	1 509	1 554	1 601	1 649	1 544	1 518
Huiles de palme	tonnes	5 908	6 621	8 872	7 181	6 231	7 295	8 304	11 824	17 682	13 564
Margarine	tonnes	648	667	687	708	729	751	774	797	821	845
Aliments pour animaux	tonnes	23 786	24 500	25 235	25 992	26 772	27 575	28 402	29 254	30 132	31 036
Pêche lacustre	tonnes	924	952	980	1 009	1 040	1 071	1 103	1 136	1 170	1 205
Industries des boissons :											
Boissons alcoolisées	10 ³ d'hl	3 575	3 934	4 104	4 663	4 838	5 095	4 850	4 679	4 665,79	4 249,81
Boissons gazeuses	10 ³ d'hl	1 795	1 828	1 917	2 109	2 044	2 226	2 224	2 133	2 118,36	2 087,93
Industries du tabac :											
Cigarettes	10 ⁶ d'unités	3 213	3 563	3 833	4 424	3 050	639	0	0	0	0
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES											
Industries de tissu, confection et bonneterie :											
Bonneterie	10 ³ de pièces	78	75	73	71	69	67	65	63	61	59
Couvertures	10 ³ de pièces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sacs	10 ³ de pièces	3 485	2 788	2 231	1 784	1 428	1 142	914	731	585	468
Toiles d'emballages	milliers de m	9	10	10	10	10	11	11	11	12	12
Tissus de coton (écrus, blanchis, teints)	milliers de m ²	140	141	142	142	143	144	144	145	146	146
Tissus imprimés	milliers de m ²	1 404	702	351	176	88	44	22	11	5	3
Tissus polyester	milliers de m ²	309	155	77	39	19	10	5	2	1	1
Filatures	tonnes	134	107	86	68	55	44	35	28	22	18
Industries des chaussures et cuirs :											
Chaussures	10 ³ de paires	7 624	4 574	2 745	1 647	988	593	356	213	129	124
Industries de la chimie de consommation :											
Savons	tonnes	8 709	8 971	9 240	9 517	9 802	10 097	10 399	10 711	11 033	11 364
Peintures, vernis, émaux	tonnes	41 841	43 096	44 389	45 720	47 092	48 505	49 960	51 459	53 002	54 592
Allumettes	cartons	132 378	136 349	140 439	144 653	148 992	153 462	158 066	162 808	151 196	153 499
Explosifs	tonnes	17	14	11	9	7	6	5	4	3	5
Acétylène	kilos	8 723	8 996	7 784	7 372	6 659	12 815	13 443	12 394	13 403	18 472
Oxygène	10 ³ de m ³	16	16	13	12	10	13	13	9	11	13
Chaux	kilos	5 050	9 950	6 894	7 741	5 500	4 000	4 050	4 331	4 100	4 385
Industries de fabrication des produits pétroliers et raffinés :											
Lubrifiants	litres	451 075	464 608	478 546	492 902	507 689	522 920	538 608	554 766	571 409	588 551
Industries du plastique :											
Pneus pour automobiles	10 ³ de pièces	61	68	75	83	92	0	0	0	0	0
Casiers et bacs de 32 litres	10 ³ de pièces	148	177	211	252	301	360	431	515	436	521
Divers articles plastiques	10 ³ de pièces	2 503	2 578	2 656	2 735	2 817	2 902	2 989	3 266	3 368	3 738
Industries des fabrications métalliques légères :											
Articles galvanisés	10 ³ de pièces	110	123	138	154	173	193	216	214	185	182
Machettes et houes	10 ³ de pièces	171	176	182	187	193	199	205	211	199	196
Pelles et bêches	10 ³ de pièces	24	24	25	26	27	28	28	29	28	27
Tôles galvanisées	10 ³ de pièces	343	353	364	375	386	398	410	422	398	392
Articles de ménage en aluminium	tonnes	54	56	57	59	61	63	65	67	63	62
Valises et malles	pièces	141	144	148	153	157	161	166	170	161	159
Bouchons couronnes	10 ⁶ de pièces	655	675	695	716	738	760	783	806	814	809
Industries d'édition, d'imprimeries et reproduction :											
Imprimés	10 ³ de pièces	360	376	393	411	430	449	461	476	484	496
Industries de fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton											
Papiers et cartons	tonnes	474	488	503	518	534	550	569	584	597	614
Papiers hygiéniques	Sach. (30 roul.)	67 361	69 382	71 463	73 607	75 816	78 090	80 433	82 846	85 331	87 891

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.27 Principales productions manufacturières (suite)

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (p)	2018 (p)
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES (suite)											
Industries des fabrications métal. lourdes :											
Charpentes et constructions métalliques	tonnes	407,0	411,1	415,2	419,3	423,5	435,9	465,7	497,4	533,4	549,6
Chaudronnerie	tonnes	232,9	234,0	235,2	236,4	237,6	238,8	239,9	241,0	242,4	243,6
Fonderie fonte et acier	tonnes	109,7	104,0	104,0	101,2	103,4	106,7	113,4	120,3	127,8	132,3
Fonderie métaux non ferreux	tonnes	4,2	4,1	3,9	3,8	4,1	3,2	3,0	2,6	2,8	3,5
Industrie du matériel de transport :											
Réparations navales	pièces	24,0	24,7	26,2	34,0	36,1	41,0	47,3	33,0	32,7	24,9
Constructions navales	pièces	5,0	3,0	3,0	8,0	11,0	19,0	19,5	22,0	21,2	22,8
Industries des minéraux non métalliques :											
Ciment Portland normal	10 ³ de tonnes	460,34	489,75	456,61	413,18	446,61	329,21	398,7	253,2	899,5	1048,3
Ciment métallurgique	10 ³ de tonnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits en béton	tonnes	1 154,8	1 197,5	1 246,2	1 294,7	1 346,2	1 399,1	1 454,4	1 511,8	1 573,7	1 637,5
Carrelages	milliers de m ²	22,6	22,6	23,3	23,7	25,2	27,1	29,9	30,5	32,8	33,4
Fibro-ciment	milliers de m ²	186,2	194,4	204,5	214,3	224,9	235,9	247,6	248,0	259,2	265,5
Concassés	10 ³ de tonnes	633,2	692,1	700,3	356,9	361,2	285,1	306,8	326,1	340,8	396,8
Bouteilles	10 ³ de pièces	33 916	31 344	31 131	40 585	44 580	38 860	28 263,9	23 677,1	20 527,1	23 853,4
Industries de transformation de bois :											
Tranchages	m ³	3 542,9	3 649,2	3 792,6	3 924,3	4 069,4	4 215,3	4 368,8	4 526,7	4 690,9	4 860,7
Contreplaqués	m ³	683,0	703,5	726,4	749,1	773,0	797,4	822,7	848,8	875,7	903,5
Bois sciés	m ³	40 538,13	24 950,88	33 430,63	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,0
Matelas	10 ⁶ de pièces	3 332,7	3 432,7	3 535,6	3 641,7	3 751,0	3 863,5	3 979,4	4 098,8	4 221,7	4 348,4

Source : Banque Centrale du Congo , Enquêtes économiques.

Tableau I.28 Indice de la production des industries manufacturières (1)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (p)	2018 (p)
A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS	114,5	119,9	124,4	135,9	126,8	99,8	100,0	102,8	104,0	99,2
Produits alimentaires	86,6	85,2	85,2	86,0	94,1	96,5	100,0	108,7	111,3	107,9
Boissons	75,9	81,5	85,1	95,7	97,3	103,5	100,0	96,3	95,9	89,6
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	193,3	150,1	154,6	99,0	98,6	99,6	100,0	99,2	99,4	102,0
Confection et bonneterie, tissage et impression de tissu	465,1	332,7	248,4	191,6	151,5	122,2	100,0	82,9	69,6	59,1
Chaussures et cuirs	2143,3	1286,0	771,6	463,0	277,8	166,7	100,0	60,0	36,1	34,7
Chimie de consommation	83,4	87,9	88,5	91,1	92,4	97,0	100,0	102,4	98,6	102,7
Fabrication des produits pétroliers raffinés	83,7	86,3	88,8	91,5	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3
Plastique	79,3	82,5	86,0	89,8	93,9	95,4	100,0	110,6	111,3	124,6
Fabrications métalliques légères	80,1	83,0	86,0	89,3	92,6	96,2	100,0	102,5	98,7	97,6
Edition, imprimerie et reproduction	78,1	81,6	85,3	89,2	93,3	97,5	100,0	103,2	105,0	107,6
Fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton	83,7	86,3	88,8	91,5	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3
Fabrication métalliques lourdes	91,7	91,6	92,2	92,5	93,5	95,4	100,0	104,8	110,3	113,0
Matériel de transport	43,4	41,5	43,7	62,9	70,6	89,8	100,0	82,4	80,8	71,4
Minéraux non métalliques	118,5	110,5	110,0	139,7	153,0	134,0	100,0	84,8	77,0	88,7
Transformation de bois	862,3	564,4	731,0	90,0	93,3	96,6	100,0	103,5	107,2	111,0
Autres non classées ailleurs	64,5	69,1	74,3	79,9	86,0	92,7	100,0	108,0	116,7	126,2
C. INDICE GLOBAL	176,6	164,6	142,3	114,6	110,5	99,7	100,0	100,8	101,3	100,8

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques.

(1) base 2015 = 100.

Tableau I.29 Production, exportation et consommation intérieure de ciment
(en tonnes)

ANNEES	PRODUCTION			CONSOMMATION		
	Ciment Portland	Ciment métallurgique ⁽¹⁾	Total production ciment	Exportation ⁽²⁾	Consommation locale ⁽³⁾	Total
2005	521 368	2 631	523 999	76 858	415 665	492 523
2006	529 233	2 020	531 253	80 820	460 592	541 412
2007	530 196	...	530 196	56 439	476 909	533 347
2008	411 212	...	411 212	33 408	374 112	407 520
2009	460 344	...	460 344	62 723	385 798	448 521
2010	489 745	...	489 745	58 519	427 242	485 761
2011	456 612	...	456 612	37 958	417 983	455 941
2012	413 181	...	413 181	29 807	385 206	415 012
2013	446 610	...	446 610	26 894	420 975	447 868
2014	329 205	...	329 205	12 573	316 911	329 484
2015	398 749	...	398 749	1 122	397 970	399 092
2016	253 201	...	253 201	-	229 967	229 967
2017 (p)	899 533	...	899 533	-	881 733	881 733
2018 (p)	1 063 190	...	1 063 190	-	1 042 152	1 042 152

Source : Banque Centrale du Congo (enquêtes économiques).

(1) Production de CIMENKAT (Ex. CIMSHABA).

(2) Uniquement ciment Portland normal.

(3) Y compris ciment métallurgique.

Tableau I.30 Consommation de produits pétroliers
(en m³)

Produits	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (p)	2018 (p)
Essence auto	300 674	338 792	341 677	387 838	422 105	407 197	362 760	357 980	356 786
Carburant aviation	182 002	181 155	174 889	184 031	181 129	152 802	142 381	144 337	166 482
Pétrole	9 374	10 909	5 609	3 286	2 643	2 029	1 100	1 040	1 621
Gasoil	345 425	497 887	489 039	545 903	643 502	637 604	482 290	503 611	466 412
Fuel oil	47 930	45 696	40 649	37 894	30 629	16 876	18 754	17 743	14 320
Huiles	3 161	2 107	2 959	660	5	11	...	...	...
Total	888 565	1 076 547	1 054 821	1 159 611	1 280 014	1 216 519	1 007 285	1 024 711	1 005 621

Source : SEP-Congo.

Tableau I.31 Production et consommation d'eau et d'électricité

PERIODES	REGIDESO			S. N . EL .		
	(Eau potable)			(Electricité)		
	Production (en milliers de m3)	Consommation (en milliers de m3)	Nombre d'abonnés	Production (en milliers de MWh)	Consommation ⁽¹⁾ (en milliers de MWh)	Nombre d'abonnés
2004	226 150	134 062	445 754	6 922	4 713	353 720
2005	228 401	134 078	457 678	7 128	4 496	374 611
2006	235 068	141 288	469 602	7 629	5 697	443 844
2007	242 341	139 181	481 526	7 543	4 636	374 611
2008	245 253	145 826	489 734	7 495	5 201	428 297
2009	273 179	153 036	498 082	7 665	6 104	439 906
2010	283 202	156 544	507 659	7 454	6 630	440 777
2011	277 246	165 273	517 236	7 010	6 781	517 236
2012	271 760	166 868	528 182	7 547	6 678	528 182
2013	288 073	171 632	536 903	8 349	7 424	596 691
2014	298 329	176 377	552 735	8 728	7 716	777 122
2015	311 021	181 450	580 263	8 930	7 265	825 842
2016	324 241	178 798	600 759	8 891	6 983	864 088
2017 (p)	320 992,63	173 375,58	610 128	9 450,21	7 230	613 163
2018 (p)	306 199,31	176 715,34	619 280	10 560,99	7 604	662 704

Sources : REGIDESO et SNEL.

(1): Il s'agit de la consommation intérieure et de l'exportation.

Tableau I.32 Activité de principaux organismes de transport

(en millions d'unités)

Marchandises (tkm)	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (p)	2018 (p)
I. TRANSPORT FLUVIAL (ONATRA)	82,4	87,1	84,8	83,6	86,9	84,0	84,7	84,9
Voies fluviales	78,6	83,7	81,4	79,8	83,6	80,5	81,0	81,3
Bas-fleuve	3,9	3,4	3,4	3,8	3,3	3,5	3,7	3,6
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	96,2	77,9	70,2	68,8	55,6	55,6	89,1	94,0
1. S.N.C.C. ⁽¹⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réseau Sud (OCS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réseau Est (SFE)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. ONATRA (CFMK)	96,2	77,9	70,2	68,8	55,6	55,6	89,1	94,0
III. TRANSPORT AERIEN	51,0	59,3	61,3	67,0	71,3	76,8	95,5	118,8
IV. TRANSPORT ROUTIER	5 143,6	6 021,3	6 035,1	6 516,9	6 784,9	7 190,2	9 410,8	9 679,9
Total général	5 373,3	6 245,6	6 251,4	6 736,4	6 998,7	7 406,7	9 680,1	9 977,6
Voyageurs (Voyageurs km)								
I. TRANSPORT FLUVIAL	0,26	0,26	0,23	0,22	0,23	0,22	0,23	0,26
1. ONATRA	0,26	0,26	0,23	0,22	0,23	0,22	0,23	0,26
Voies fluviales	0,23	0,23	0,19	0,18	0,19	0,18	0,19	0,21
Bas-fleuve	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,05
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	209,0	200,0	192,8	184,4	190,2	153,9	143,1	152,5
1. S.N.C.C.	142,6	141,6	139,6	139,6	141,3	139,3	140,2	140,5
Réseau Sud (OCS)	142,6	141,6	139,6	139,6	141,3	139,3	140,2	140,5
Réseau Est .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Réseau Nord (CFU).....	-	-	-	-	-	-	-	-
2. ONATRA	66,4	58,4	53,2	44,8	49,0	14,6	2,9	12,0
Voie ferrée (CFMK)	1,3	0,0	0,0	0,0	1,3	2,2	0,1	3,4
T.U.K.	65,1	58,4	53,2	44,8	47,7	12,4	2,8	8,5
III. TRANSPORT AERIEN	489,3	550,4	649,8	750,1	874,9	984,9	994,6	1 007,4
IV. TRANSPORT ROUTIER	131,8	148,2	175,0	202,0	235,6	280,5	322,6	340,0
Total général	830,3	898,9	1 017,8	1 136,7	1 301,0	1 419,6	1 460,5	1 500,1
Indice de trafic des marchandises								

Sources : Rapports des sociétés de Transport.

(1) Données indisponibles à partir de 2005.

Tableau I.33 Marchandises manutentionnées dans les principaux ports*(en milliers de tonnes)*

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (p)	2018 (p)
Port de Matadi	2 256,6	2 226,7	2 792,2	2 653,0	2 694,5	2 911,1	2 944,2	2 331,6	1 435,2	1 447,9
Entrées	1 932,9	1 853,1	2 287,8	2 211,0	2 297,0	2 478,4	2 538,0	1 968,8	1 216,2	1 247,3
Sorties	323,7	373,6	504,4	442,0	397,5	432,7	406,2	362,8	219,1	200,7
Port public de Kinshasa	331,8	368,2	276,1	286,3	247,1	232,6	187,1	180,8	167,6	158,5
Réseau fluvial	196,9	217,6	206,4	221,2	186,4	175,1	142,6	135,5	101,4	72,2
Chargement	63,4	62,7	64,5	83,7	77,7	59,6	54,2	45,0	28,0	16,9
Déchargement	133,5	155,0	142,0	137,5	108,7	115,5	88,4	90,4	73,4	55,4
C.F.M.K.	134,9	150,5	69,7	65,1	60,7	57,5	44,4	45,4	66,2	86,2
Chargement	33,0	43,0	9,5	13,2	10,7	10,3	9,5	14,3	11,3	8,4
Déchargement	101,8	107,5	60,2	51,9	50,0	47,2	34,9	31,1	54,9	77,8
Port de Boma	168,5	153,8	189,8	228,9	194,2	186,2	192,915	135,234	119,884	95,392
Chargement	24,5	15,2	22,3	29,1	28,9	19,4	16,0	16,1	12,2	14,2
Déchargement	144,0	138,6	167,5	199,8	165,4	166,8	176,9	119,1	107,7	81,2
Port de Kalemie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Port de Kalundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	2 756,9	2 748,7	3 258,1	3 168,2	3 135,9	3 329,9	3 324,2	2 647,7	1 722,7	1 701,8
Indice de manutention ⁽¹⁾										
<i>(2012 = 100)</i>	84,5	83,7	102,7	100,0	99,1	105,5	105,7	83,9	53,4	54,4

Sources : Rapports de l'ONATRA et de la S.N.C.C.

(1) Indice calculé par la Banque Centrale du Congo. Il ne prend pas en compte la C.F.M.K.

Tableau I.34 Communication téléphonique

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (p)	2018 (p)
Consommation	10 ³ minutes	5 942 425,9	7 870 870,2	5 277 834,3	9 304 236,7	11 619 142,5	15 635 803,4	17 136 495,6	17 143 107,3	14 826 401,0	16 359 066,2
Nombre d'abonnés	10 ³ unités	9 458,6	11 604,7	15 384,2	20 092,7	29 778,9	29 388,6	34 995,0	35 631,0	35 621,6	37 760,2

Source : Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications au Congo (ACPTC).

TITRE II

FINANCES PUBLIQUES

La gestion des finances publiques s'est inscrite, en 2018, en droite ligne des missions confiées au Gouvernement visant notamment l'arrêt de la dégradation de la situation économique du pays et l'organisation des élections. A cet effet, le budget de l'Etat a été élaboré dans un contexte marqué particulièrement par la poursuite de la mise en œuvre des objectifs visant notamment la stabilisation et la relance de l'économie nationale ainsi que la restauration progressive des équilibres macroéconomiques.

En effet, le budget de l'Etat, présenté en équilibre en recettes et en dépenses d'un import de 10.353,1 milliards de CDF, a été en baisse par rapport à celui de 2017 chiffré à 11.524,5 milliards. La situation intégrée des opérations financières des administrations publiques a affiché des recettes de l'ordre de 8.861,9 milliards de CDF, soit 11,6 % du PIB contre 11,9 % en 2017. A cet effet, la pression fiscale est passée de 6,6 % en 2017 à 7,3 % l'année sous revue.

S'agissant des dépenses publiques, elles se sont établies à 9.002,4 milliards de CDF, en raison principalement du financement du processus électoral sur ressources propres, soit 11,7 % du PIB contre 11,8 % en 2017.

De ce qui précède, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est clôturée par un déficit de 123,3 milliards de CDF contre un léger excédent de 39,5 milliards l'année précédente, représentant respectivement -0,2 % du PIB contre 0,1 % en 2017. Ce résultat est expliqué par l'expansion des dépenses au mois de décembre 2018.

CHAPITRE I

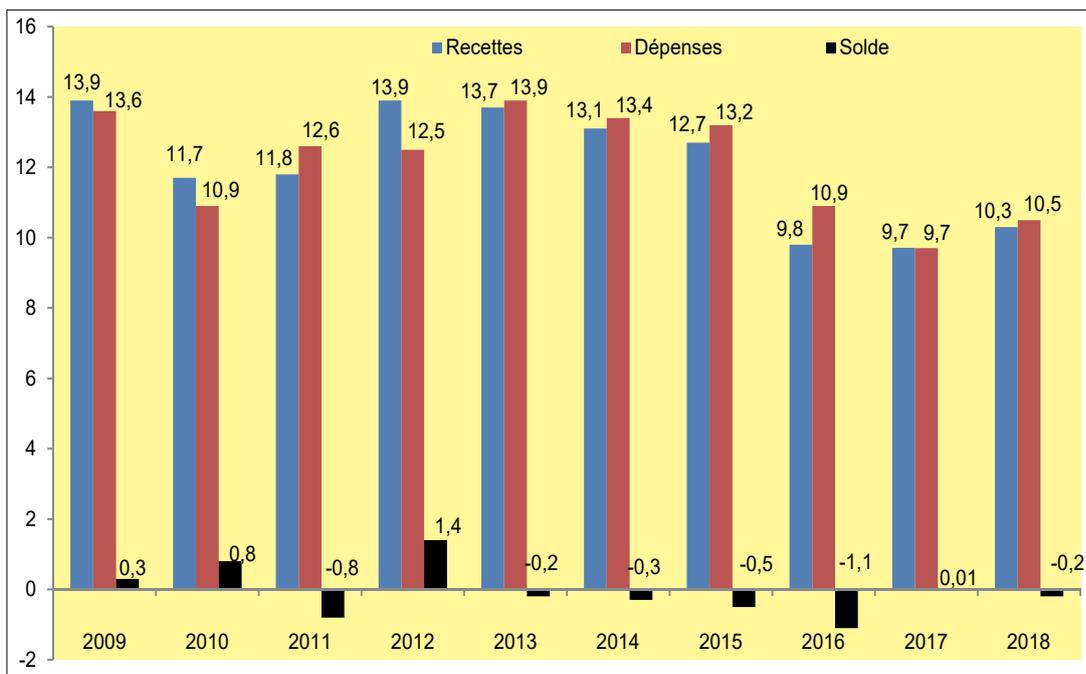
OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Les opérations du cadre budgétaire ont été exécutées en phase avec le Programme du Gouvernement, en tenant compte des priorités liées notamment à l'organisation des élections et à la consolidation du cadre macroéconomique.

Dans ce contexte, la situation financière de l'Etat, au cours de l'année 2018, a affiché, en cumule annuel, des excédents aux onze premiers mois de l'année. Cependant, un déficit important au mois de décembre, en raison principalement des impératifs au respect du calendrier électoral, des dépenses urgentes en rapport avec les défis sécuritaires et de la lutte contre la maladie à virus Ebola, a ramené le solde de l'exercice à un déficit.

Graphique II.1 Evolution des opérations du cadre budgétaire

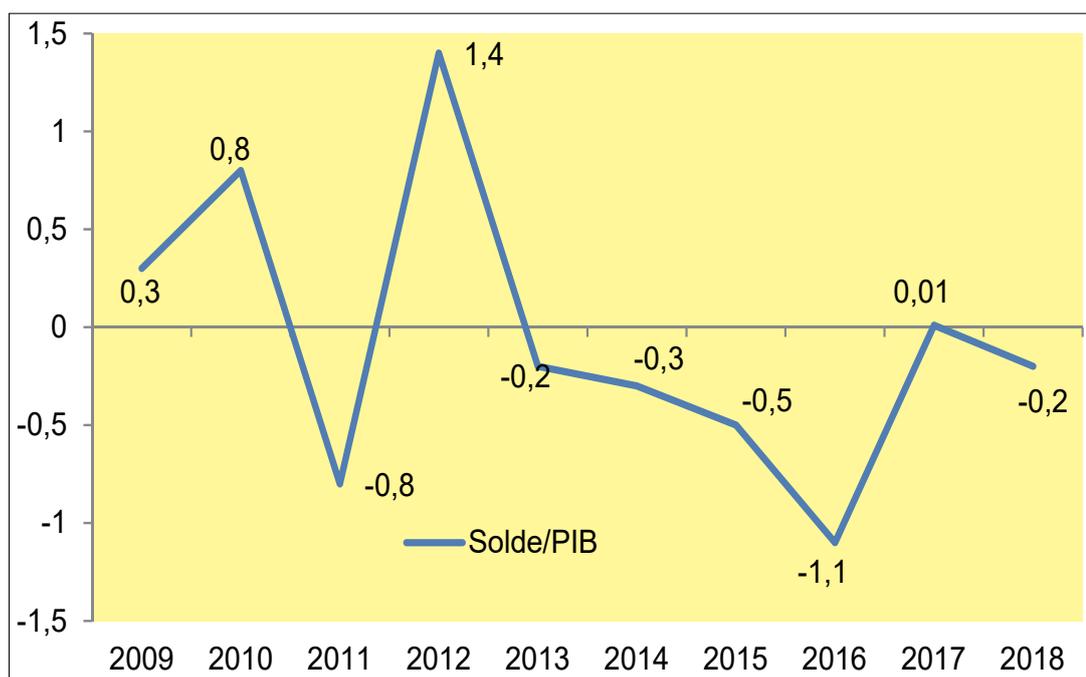
(en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo.

Comme l'indique le graphique ci-dessus, le Gouvernement a clôturé l'exercice 2018 avec un déficit contrairement à l'excédent enregistré une année auparavant.

Graphique II.2 Evolution du solde budgétaire
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

I.1. RECETTES PUBLIQUES

Les recettes publiques du cadre budgétaire ont atteint 7.937,1 milliards de CDF en 2018, correspondant à un taux de mobilisation de 88,9 % par rapport aux prévisions budgétaires. Comparativement aux recettes collectées en 2017, il s'est dégagé une nette amélioration de 48,7 %. Exprimées en ratio du PIB, ces ressources ont représenté 10,3 % contre 9,6 % en 2017. Cette situation est expliquée notamment par le bon comportement des cours des matières premières sur le marché international, principalement ceux du cuivre et du cobalt.

I.1.1. Recettes courantes

Les recettes courantes ont été mobilisées au-delà de leurs prévisions. En effet, pour un montant global de 6.603,2 milliards de CDF retenu dans la loi de finances, cette catégorie de recettes a atteint 7.086,6 milliards. Cette performance est justifiée principalement par une croissance plus importante que prévu de l'activité économique et l'actualisation du taux de paiement de certains droits, taxes et redevances dus à l'Etat. Rapportées au PIB, les recettes courantes ont représenté 9,2 % en 2018 contre 8,2 % en 2017.

Concernant la composition des recettes courantes, les parts relatives aux recettes fiscales et non fiscales ont représenté respectivement 79,0 % et 21,0 % du total.

Il y a lieu de relever que les recettes fiscales se rapportant aux activités intérieures se sont établies à 4.247,5 milliards de CDF contre 2.692,8 milliards en 2017. De

même, les recettes fiscales perçues sur les transactions extérieures se sont accrues de 40,3 %, se situant à 1.352,2 milliards à fin 2018. S'agissant des recettes non fiscales, elles se sont chiffrées à 1.486,9 milliards de CDF contre 895,7 milliards en 2017.

L'analyse de la structure des recettes publiques, au cours de l'exercice budgétaire 2018, a renseigné que les recettes fiscales ont contribué à concurrence de 70,5 % de l'ensemble des ressources mobilisées, suivies des recettes non fiscales et des recettes exceptionnelles, à raison respectivement de 18,7 % et 10,7 %.

Tableau II.1 Structure des différentes catégories des recettes(1)
(en pourcentage du total des recettes)

	2014	2015	2016	2017	2018
1. Recettes fiscales	82,9	86,7	85,6	68,5	70,5
Recettes des impôts sur le commerce extérieur	33,2	32,7	27,1	18,1	17,0
Recettes des impôts sur les revenus et services	25,3	28,2	27,0	26,9	32,7
Autres recettes fiscales	23,2	24,7	30,3	22,5	19,7
Autres recettes fiscales	1,2	1,1	1,2	1,1	1,2
2. Recettes non fiscales	16,8	12,7	14,4	16,8	18,7
3. Recettes exceptionnelles	0,3	0,5	0,04	14,7	10,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr tableau II.9.

I.1.1.1. Recettes fiscales

a. Recettes des impôts sur le commerce extérieur

Les ressources publiques sur le commerce extérieur se sont chiffrées à 1.352,2 milliards de CDF contre 963,9 milliards en 2017. Rapportées au PIB, elles ont représenté 1,8 % contre 1,7 % une année auparavant. Ce léger accroissement, en % du PIB, élude une augmentation significative en nominal, laquelle est localisée principalement au niveau des recettes tirées des droits d'entrée.

La structure de la fiscalité sur le commerce extérieur est restée dominée par les droits d'entrée représentant 98,8 % de l'ensemble de recettes de cette catégorie. En nominal, ils se sont chiffrés à 1.336,4 milliards de CDF, soit une augmentation substantielle de 40,5 %, d'une année à l'autre.

Par ailleurs, les droits de sortie sont passés de 12,8 milliards de CDF en 2017 à 15,8 milliards au cours de l'année sous analyse, correspondant à 1,2 % du total des recettes sur le commerce extérieur.

b. Recettes des impôts sur les revenus

Les recettes des impôts sur les revenus, constituées des traitements et salaires des personnes physiques ainsi que des bénéfices des sociétés et des entreprises, se sont

chiffrées à 2.594,4 milliards face à un montant prévisionnel de 1.716,2 milliards de CDF. Cette performance a été consécutive au bon comportement de l'impôt sur le bénéfice et profit des entreprises, dans un contexte de consolidation de l'activité économique. Rapprochés au PIB, ces revenus ont représenté 3,4 % contre 2,6 % en 2017.

Les impôts prélevés sur les revenus des personnes physiques sont passés de 799,4 milliards de CDF à 1.083,6 milliards, d'une année à l'autre. Concernant les impôts tirés sur les bénéficiaires des sociétés et des entreprises, ils ont enregistré une hausse de 138,1 %, s'établissant à 1.510,8 milliards de CDF en 2018.

c. Recettes des impôts sur les biens et services

Les recettes des impôts sur les biens et services¹ se sont chiffrées à 1.561,4 milliards de CDF contre une prévision budgétaire de 1.397,5 milliards. Ce dépassement a été localisé au niveau de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) à l'intérieur. Rapprochées au PIB, ces recettes ont représenté 2,0 % contre 2,2 % en 2017.

La TVA à l'intérieur est restée la principale source des recettes des impôts sur les biens et services avec une part de 60,5 %. Les droits de consommation, quant à eux, ont contribué à concurrence de 30,9 %, alors que l'impôt sur les véhicules et la marge distribuable ont représenté chacun 4,4 % et 4,2 % de l'ensemble de ressources mobilisées.

d. Autres recettes fiscales²

Ces recettes ont été mobilisées à concurrence de 52,4 % par rapport aux prévisions budgétaires chiffrées à 174,6 milliards de CDF. Cette contreperformance est expliquée notamment par le non encaissement des paiements attendus des pétroliers, de l'ordre de 109,1 milliards de CDF.

L'essentiel des ressources mobilisées provenait des impôts exceptionnels sur les revenus à charge des employeurs chiffrés à 91,5 milliards de CDF, soit 99,8 % du total et le reste attribué à la rubrique « Divers ».

I.1.1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales, constituées des amendes et pénalités ainsi que des services rendus, se sont établies à 1.486,9 milliards de CDF contre une prévision budgétaire de 1.242,9 milliards. Rapprochées au PIB, elles ont représenté une part de 1,9 % contre 1,6 % en 2017.

L'analyse par poste a indiqué une prédominance des recettes administratives, judiciaires et domaniales chiffrées à 1.199,7 milliards de CDF, soit 80,7 % de l'ensemble de ressources collectées. Par contre, la rubrique « Divers », alimentée par le bonus sur le contrat chinois, la vente de participation et le reliquat paie, ainsi

¹ sont constituées de recettes des impôts et droits perçus sur la consommation, la TVA, le chiffre d'affaires, les véhicules et la taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières appelée marge distribuable

² regroupent les impôts sur la propriété immobilière, les impôts exceptionnels sur les rémunérations des expatriés à charge des employeurs et les fonds spéciaux.

que les « recettes de portefeuille » ont contribué respectivement de 121,5 milliards de CDF et 120,5 milliards. Leurs parts dans le total ont représenté respectivement 8,2 % et 8,1 %.

I.1.2. Recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles, composées essentiellement des dons budgétaires, se sont établies à 850,5 milliards de CDF contre 2.324,7 milliards retenus dans la loi budgétaire. Ce faible niveau de réalisation est expliqué en grande partie par le non décaissement des ressources au titre des dons projets, pour lesquels les négociations avec les partenaires n'ont pas abouti. Rapprochées au PIB, elles ont représenté 1,1 % contre 1,4 % en 2017.

I.2. DEPENSES PUBLIQUES

Dans l'optique de stabiliser le cadre macroéconomique, les dépenses publiques ont été contenues durant la majeure partie de l'année 2018. Avec l'organisation des élections sur fonds propres, elles se sont accrues significativement au mois de décembre entraînant un déficit des opérations financières de l'Etat, lequel s'est situé dans des limites acceptables.

De ce fait, les dépenses publiques du cadre budgétaire se sont situées à 8.077,6 milliards de CDF, correspondant à un taux d'exécution de 90,5 % contre 63,1 % une année auparavant. Le taux d'exécution élevée de l'année sous examen est l'effet notamment de la baisse des prévisions des dépenses de 12,7 %, comparativement à celles de l'année précédente.

En outre, ces dépenses ont progressé de 25,3 % par rapport à 2017 et ont représenté 10,5 % du PIB, en hausse de 1,0 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

I.2.1. Dépenses Courantes

A l'instar des années antérieures, les dépenses courantes du cadre budgétaire ont représenté une part prépondérante, soit 79,3 % du total des dépenses du cadre budgétaire au cours de l'exercice sous analyse. Rapportées à leur prévision, ces dépenses, chiffrées à 6.402,1 milliards de CDF, ont été exécutées à concurrence de 101,5 % contre un taux d'exécution de 73,0 % en 2017. En outre, elles ont connu une hausse remarquable de 51,3 % comparativement à leur niveau de l'année précédente.

I.2.1.1. Analyse des dépenses courantes par nature

a. Dépenses pour biens et services

Les dépenses pour biens et services ont progressé de 42,4 % par rapport à leur niveau de l'année précédente, s'établissant à 4.307,8 milliards de CDF. En atteignant

67,3 % de l'ensemble de ces dépenses, elles ont représenté la part la plus élevée de dépenses courantes.

Par ailleurs, les sous-rubriques relatives aux rémunérations et autres biens et services ont évolué de manière croissante, avec des taux d'accroissement respectifs de 29,3 % et 71,4 %.

b. Versement des intérêts sur la dette publique

La charge financière de l'endettement public a fortement augmenté comparativement à son niveau de l'année précédente. En effet, elle s'est accrue de 56,0 % en 2018, s'établissant à 140,3 millions de CDF. Cet accroissement des intérêts sur la dette a été plus prépondérant au niveau de la dette intérieure, soit une hausse de 62,8 %, d'une année à l'autre. Ces frais financiers, lesquels ont représenté 2,2 % des dépenses courantes, constituent la rubrique la moins importante des dépenses courantes du cadre budgétaire.

c. Subventions et transferts

D'une année à l'autre, les débours effectués au titre des subventions et transferts ont enregistré un accroissement significatif de 75,1 %, s'établissant à 1.954,1 milliards de CDF. Cette hausse remarquable a été induite principalement par une augmentation des subventions accordées aux organismes publics autres que les écoles et les formations médicales, lesquelles se sont accrues de 80,4 %, par rapport à l'année précédente.

En outre, les dépenses allouées aux subventions et transferts ont représenté 30,5 % du total des dépenses courantes au cours de la période sous étude, alors qu'elles avaient représenté 26,4 % de ces dépenses une année auparavant.

1.2.1.2. Analyse des dépenses par service

La structure des dépenses courantes par service est demeurée inchangée, avec la prédominance des dépenses affectées aux services communs.

En effet, à l'instar des autres années, les dépenses allouées aux « Autres services » au cours de l'année sous étude ont représenté la part la plus prépondérante, soit 71,2 % de l'ensemble de dépenses courantes, suivies de celles relatives aux « Ministères » avec une part de 15,7 %.

Quant aux dépenses liées au fonctionnement des « Institutions politiques³», elles ont représenté 13,1 % du total.

Pour ce qui est des dépenses affectées aux « Autres services », elles ont connu un accroissement de 40,0 %, d'une année à l'autre, alors que celles relatives aux « Institutions politiques » ainsi qu'aux « Autres ministères » ont enregistré des accroissements respectifs de 95,6 % et 84,0 %.

³ Cette rubrique est composée de la Présidence de la République, Assemblée Nationale et du Sénat, de la Primature, des Organismes auxiliaires ainsi que des autres institutions composées notamment de la magistrature, des cours et tribunaux.

En considérant ces dépenses courantes par ministère, il s'est observé des disparités dans la consommation des crédits accordés. En effet, les ministères de Finances et de la Défense se sont distingués par des dépassements respectifs de 596,4 %, et de 168,1 % alors que les dépenses des ministères de « l'éducation », de « l'agriculture, pêche et élevage » et de « la recherche scientifique » ont été exécutées à concurrence de 21,3 %, 13,6 % et 13,3 % respectivement.

Tableau II.2 Structure des dépenses courantes par ministères et institutions
(en pourcentage)

	2014	2015	2016	2017	2018
Services communs	82,2	81,7	75,3	77,0	71,2
Institutions politiques	8,3	7,7	9,8	10,2	13,1
Finances	1,8	1,3	1,9	1,3	1,5
Défense Nationale	3,0	3,4	3,9	4,1	5,7
Affaires Etrangères	0,5	0,6	1,0	1,3	1,1
Travaux Publiques	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1
Santé publique	0,6	0,5	0,9	0,3	0,5
Education Natrionale	0,6	0,3	0,4	0,2	0,4
Autres Ministères	3,2	4,5	6,7	5,5	6,5
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque centrale du Congo.

I.2.2. Dépenses en capital

Les dépenses en capital se sont établies à 1.675,4 milliards de CDF, en accroissement de 52,5 % par rapport à l'année 2017, représentant 63,9 % des prévisions budgétaires contre 24,8 % une année auparavant. Cette évolution est expliquée par la hausse des dépenses enregistrées principalement au niveau de la composante « Autres services ».

Par ailleurs, ce niveau de consommation des crédits a éludé des niveaux plus faibles d'exécution de 7,0 %, 5,6 % et 1,8 % des dépenses d'investissement allouées respectivement aux ministères de l'Economie Nationale, de la Recherche Scientifique et de la Culture et des Arts.

I.3. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Les opérations du cadre budgétaire se sont soldées par un déficit représentant 0,2 % du PIB en 2018 contre un excédent de 0,07 % du PIB en 2017. Ce déficit des opérations financières de l'Etat a été consécutif notamment à l'ampleur des dépenses relatives à l'organisation des élections.

Tableau II.3 Besoins de financement des opérations du cadre budgétaire
(en milliards de CDF)

Année	Solde des Opérations du Cadre budgétaire	Ajustement statistique	Besoins de financement
2014	-85,9	33,5	-52,5
2015	-183,4	-32,7	-216,1
2016	-431,1	-47,9	-479,1
2017	6,3	33,2	39,5
2018	-140,5	17,2	-123,1

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE II

OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE

Effectuées en dehors du cadre budgétaire, les opérations à financement extérieur spécifique regroupent toutes celles se rapportant aux donations et prêts extérieurs liés à des projets économiques et sociaux.

Au terme de l'année 2018, ces opérations ont totalisé 924,9 milliards de CDF, accusant une régression de 26,9 %, par rapport à l'année précédente.

II.1. RECETTES

Au cours de l'année sous analyse, les allocations de partenaires extérieures ont été constituées des donations multilatérales à concurrence de 769,3 milliards de CDF et des donations bilatérales pour 155,5 milliards, représentant respectivement 83,2 % et 16,8 % du total.

La Commission de l'Union Européenne, la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement et Pooled Fund/GAVI ont été les seuls donateurs multilatéraux, avec des contributions respectives de 184,2 milliards de CDF, 479,1 milliards, 96,9 milliards et 9,1 milliards.

S'agissant des aides bilatérales, il convient de préciser que le principal donateur a été le Royaume-Uni avec un montant de 152,5 milliards de CDF, représentant une part de 98,2 % du total, constituant la quasi-totalité des aides bilatérales. Les appuis de deux autres donateurs, à savoir l'Allemagne et la Belgique, ont été marginaux.

II.2. DEPENSES

Sur un total de 924,9 milliards de CDF des donations des partenaires extérieurs, une part de 96,3 % a concerné les dépenses en capital et 3,7 % les dépenses courantes.

Les dépenses courantes ont été composées en totalité de l'Assistance et Secours d'urgence publics. La quasi-totalité des donations allouées aux dépenses courantes a été constituée des aides bilatérales et essentiellement du Royaume-Uni avec une part de 99,6 % et le reste, soit 0,4 %, de la Banque Africaine de Développement (BAD).

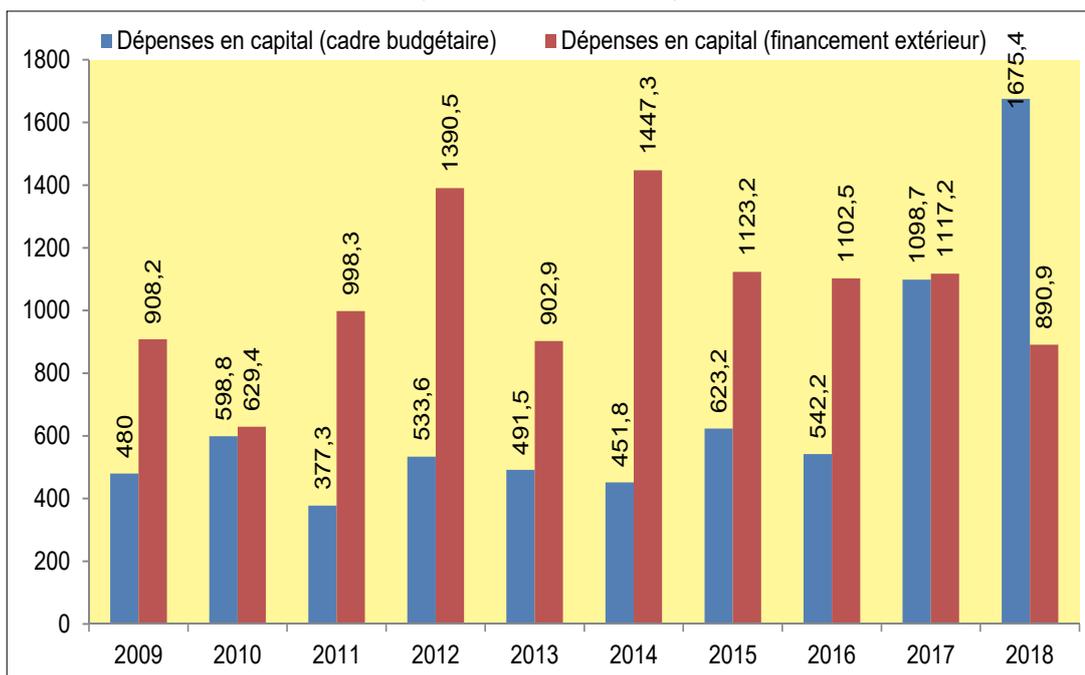
Quant aux dépenses en capital issues des donations des partenaires extérieurs, la part provenant des aides multilatérales a été de 86,3 % alors que celle des aides bilatérales a représenté 13,7 %. Le partenaire multilatéral le plus prépondérant, dans les aides orientées vers l'investissement, a été la Banque mondiale avec une part de 53,8 % dans le total des dépenses en capital, suivie de la Commission Européenne dont la part a été de 20,7 %.

Tableau II.4 Opérations à financement extérieur spécifique
(en millions de CDF)

Année	Ressources	Dépenses courantes	Dépenses en capital
2014	1 659 591,4	212 245,0	1 447 346,4
2015	1 286 930,7	163 769,3	1 123 161,4
2016	1 305 867,1	203 358,4	1 102 508,7
2017	1 265 841,3	148 640,8	1 117 200,5
2018	924 871,3	33 936,7	890 934,6

Source : Banque Centrale du Congo sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide et les Investissements.

Graphique II.3 Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

ANALYSE DES ARRIERES DE PAIEMENTS EN 2018

L'examen des Etats de Suivi Budgétaire (ESB) pour l'exercice 2018 a renseigné que, sur un total de 8.729,9 milliards de CDF des crédits votés, les engagements se sont chiffrés à 8.061,5 milliards de CDF.

Concernant les dépenses liquidées, établies à 8.061,2 milliards de CDF, une quotité de 90,2 % a été ordonnancée. Il faudra noter que 89,7 % du montant liquidé a effectivement été payé. Ainsi, les arriérés se sont chiffrés à 834,2 milliards de CDF, soit 10,3 % des dépenses liquidées.

III.1. ANALYSE PAR NATURE DES DEPENSES

Au terme de l'exercice 2018, les arriérés de paiements des dépenses du personnel ont représenté 49,2 % du total, suivi des dépenses de « Transferts et intervention de l'Etat » et de « Prestations » avec des parts respectives de 19,4 % et de 13,0 %. Les arriérés de paiements des autres rubriques ont été plus faibles.

Tableau II.5 Arriérés de paiements par nature des dépenses
(en milliards de CDF)

Rubrique	Engagements(a)	Liquidations(b)	Ordonnancemnts©	Paieiments(d)	Arriérés=(b)-(d)
Dette publique en capital	212 342,2	212 342,2	205 346,0	200 818,1	11 524,2
Frais financiers	146 405,2	146 405,2	142 405,2	140 245,9	6 159,3
Dépenses du personnel	3 273 799,6	3 273 753,6	2 864 112,4	2 863 592,3	410 161,3
Biens et services	404 738,2	404 749,4	364 364,6	359 065,2	45 684,1
Dépenses de prestations	883 637,6	883 453,9	784 122,6	774 779,9	108 674,0
Transferts et intervention de l'Etat	2 395 195,8	2 395 187,7	2 249 228,9	2 233 060,6	162 127,0
Equipement	461 139,3	461 116,3	431 538,2	429 166,4	31 949,9
Construction, refection, réhabilitation addition d'ouvrage	284 235,5	284 235,5	234 048,4	226 308,4	57 927,1
TOTAL	8 061 493,4	8 061 243,8	7 275 166,3	7 227 036,8	834 207,0

Source : Etat de suivi Budgétaire 2018.

III.2. ANALYSE PAR FONCTION DES DEPENSES

La composition par fonction des arriérés de dépenses a renseigné la prépondérance des rubriques « Administration centrale » et « Affaires économiques » avec des parts respectives de 61,7 % et 12,3 % de l'ensemble. Quant à la rubrique « Ordre et sécurité », sa part dans le total des arriérés de paiement a été de 9,8 %. Les parts des autres rubriques ont été marginales.

Tableau II.6 Arriérés de paiements par fonction des dépenses
(en milliards de CDF)

Rubrique	Engagements(a)	Liquidations(b)	Ordonnancements©	Paiements(d)	Arriérés=(b)-(d)
Administration centrale publique	3 826 384,0	3 826 336,5	3 331 159,4	3 311 583,2	514 753,3
Défense	867 070,1	867 070,1	834 917,5	831 711,2	35 358,9
Ordre et sécurité	710 108,9	710 074,0	634 756,6	627 925,6	82 148,4
Affaires économiques	655 276,6	655 220,9	563 851,8	552 578,2	102 642,7
Protection de l'environnement	39 087,2	39 087,2	37 577,3	37 556,1	1 531,2
Logement et équipements collectifs	104 763,0	104 763,0	88 554,2	87 559,1	17 203,9
Santé	532 568,6	532 568,6	510 033,9	508 835,4	23 733,2
Réligion, culture, sports et loisirs	140 036,5	139 978,0	124 976,1	124 420,9	15 557,0
Enseignement	1 093 700,1	1 093 670,3	1 071 280,4	1 070 354,8	23 315,5
Protection sociale, affaires sociales	92 498,3	92 475,2	78 059,0	74 512,3	17 963,0
TOTAL	8 061 493,4	8 061 243,8	7 275 166,3	7 227 036,8	834 207,0

Source : Etat de suivi budgétaire 2018.

Toutefois, il sied de signaler également qu'aucune rubrique n'a connu des dépassements. Rapportée aux engagements, la composante « Enseignement » a enregistré un taux d'exécution de 97,9 % contre 80,6 % pour la rubrique « Protection sociale et affaires sociales.

TABLEAUX ANNEXES

FINANCES PUBLIQUES

Tableau II.7 Importance relative des finances publiques dans l'économie

	En millions de CDF													En pourcentage du PIB								
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018		
1. Produit intérieur brut	15 101 187,9	19 538 676,9	23 759 424,6	26 954 556,9	30 051 179,4	33 224 281,1	35 111 230,0	37 517 392,4	55 676 093,1	76 689 272,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
2. Dépenses publiques	3 083 284,6	2 537 526,4	4 145 516,8	4 940 888,0	5 460 203,6	5 791 807,4	5 285 980,8	5 393 526,1	6 595 826,2	9 002 446,1	20,5	13,0	17,4	18,3	18,2	17,4	15,1	14,4	12,0	11,7	11,7	
Consommation publique	1 677 210,4	1 567 665,8	2 728 076,6	2 963 272,6	3 391 111,1	3 828 016,7	4 083 731,0	3 672 843,5	4 276 343,0	6 307 739,8	11,1	8,0	11,5	11,0	13,3	11,5	11,6	9,8	7,8	8,2	8,2	
Formation brute de capital	1 388 198,8	912 320,6	1 375 570,3	1 924 107,7	1 394 396,6	1 969 120,3	1 746 314,9	1 644 672,7	2 215 924,1	2 566 381,9	9,2	4,7	5,8	7,1	4,6	5,7	5,0	4,4	4,0	3,3	3,3	
Transferts à d'autres secteurs	23 875,4	57 540,0	41 869,9	53 507,7	74 695,9	64 670,4	79 088,4	76 009,9	103 559,1	128 324,4	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
3. Charge fiscale brute (Pression fiscale)	1 191 811,6	1 631 396,6	2 108 002,5	2 710 339,7	3 388 828,5	3 615 470,7	3 850 292,6	3 128 520,5	3 656 755,0	5 598 638,4	7,9	8,4	8,9	10,1	11,3	10,9	11,0	8,3	6,6	7,3	7,3	
Commerce extérieur	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6	1 448 722,5	1 452 753,1	990 976,5	963 915,7	1 362 180,0	2,9	2,9	3,4	4,0	4,6	4,4	4,1	2,6	1,7	1,8	1,8	
Exportations	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3	16 866,0	16 873,4	10 161,2	8 700,7	12 766,3	15 745,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Importations	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	982 275,8	982 275,8	951 157,4	1 336 435,0	2,8	2,9	3,3	3,9	4,6	4,3	2,8	2,6	1,7	1,7	1,7	
Divers	333,7	281,4	497,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Activités intérieures	751 500,8	1 055 265,0	1 308 632,8	1 635 509,7	1 997 559,9	2 165 748,2	2 397 539,4	2 137 544,0	2 692 839,3	4 247 458,4	5,0	5,4	5,5	6,1	6,6	6,5	6,8	5,7	4,9	5,5	5,5	
Revenus	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9	2 594 345,9	2,2	2,5	2,5	2,6	2,9	3,3	3,6	2,6	2,6	3,4	3,4	
Biens et Services	406 884,9	538 994,2	693 090,9	882 443,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 588,1	1 198 688,8	1 561 411,7	2,7	2,9	2,9	3,3	3,4	3,0	3,1	2,9	2,2	2,0	2,0	
Autres recettes fiscales	14 201,9	16 990,7	20 236,6	44 596,6	109 267,8	51 619,1	50 362,8	43 852,2	59 233,6	91 700,8	0,1	0,1	0,1	0,2	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
Cotisations sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Charge fiscale nette ⁽¹⁾	1 167 936,2	1 573 856,6	2 066 132,6	2 656 632,0	3 313 832,6	3 550 800,3	3 771 204,1	3 052 510,6	3 553 195,9	5 471 314,0	7,7	8,1	8,7	9,9	11,0	10,7	10,7	8,1	6,4	7,1	7,1	
5. Soite global ⁽²⁾	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	431 629,0	-104 849,0	-52 456,0	-216 148,0	-479 051,0	39 465,7	-123 260,6	0,29	0,75	-0,96	1,60	-0,35	-0,16	-0,62	-1,28	0,07	-0,16	-0,16	
Contribution des administrations publiques	908 226,4	313 515,0	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 117 200,5	899 934,6	6,0	1,6	4,2	5,2	3,0	4,4	3,2	2,9	2,0	1,2	1,2	
Acquisition directe des biens de capital	908 226,4	313 515,0	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 117 200,5	899 934,6	6,0	1,6	4,2	5,2	3,0	4,4	3,2	2,9	2,0	1,2	1,2	
Transferts d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Charge fiscale brute diminuée des transferts à d'autres secteurs.

(2) Cfr tableau II.8.

Tableau II.8 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques
(en millions de CDF)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
1. Recettes totales plus dons	3 134 561,6	3 023 273,1	3 948 621,8	5 331 527,0	5 409 849,7	6 022 222,9	5 725 725,9	4 962 421,1	6 602 083,3	8 861 995,4
a) Recettes des administrations publiques ⁽¹⁾	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 379,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0
Cadre budgétaire	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 379,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0
Recettes courantes	1 592 002,0	2 166 489,1	2 755 341,0	3 633 721,0	4 053 514,2	4 347 496,5	4 415 544,2	3 655 157,0	4 552 402,0	7 086 586,0
Sécurité Sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Donations	1 029 839,3	729 391,1	1 148 966,8	1 569 148,0	1 288 245,5	1 659 591,4	1 286 930,7	1 305 867,1	1 265 841,3	924 871,3
Courantes ⁽²⁾	121 613,0	100 005,9	150 696,5	178 680,3	385 364,9	212 245,0	163 769,3	203 358,4	148 640,8	33 936,7
En capital ⁽³⁾	908 226,4	629 385,1	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 117 200,5	890 934,6
2. Dépenses courantes	1 701 085,8	1 642 779,3	2 769 946,5	3 016 780,3	4 065 807,0	4 209 047,8	4 162 819,4	3 748 853,4	4 379 902,1	6 436 064,3
Cadre budgétaire ⁽⁴⁾	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1	3 996 802,8	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3	6 402 127,6
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A financement extérieur spécifique ⁽⁵⁾	121 613,0	100 005,9	150 696,5	178 680,3	385 364,9	212 245,0	163 769,3	203 358,4	148 640,8	33 936,7
3. Epargne budgétaire ⁽⁶⁾	525 249,5	751 108,6	180 405,0	924 279,0	441 162,1	350 693,7	416 494,1	109 662,0	321 140,7	684 458,4
4. Dépenses en capital	1 388 198,8	1 228 190,7	1 375 570,3	1 924 107,7	1 394 396,6	1 899 120,3	1 746 314,9	1 644 672,7	2 215 924,1	2 566 381,9
Cadre budgétaire ⁽⁷⁾	479 972,5	598 805,6	377 300,0	533 640,0	491 516,0	451 773,9	623 153,5	542 164,0	1 098 723,6	1 675 447,2
A fin. ext. spéc. ⁽⁸⁾	908 226,4	629 385,1	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 117 200,5	890 934,6
5. Total dépenses= 2 + 4	3 089 284,6	2 870 970,1	4 145 516,8	4 940 888,0	5 460 203,6	6 108 168,2	5 909 134,3	5 393 526,1	6 595 826,2	9 002 446,2
Cadre budgétaire	2 059 445,3	2 141 579,0	2 996 550,0	3 371 740,0	4 171 958,1	4 448 576,8	4 622 203,6	4 087 659,0	5 329 984,9	8 077 574,8
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	1 029 839,3	729 391,1	1 148 966,8	1 569 148,0	1 288 245,5	1 659 591,4	1 286 930,7	1 305 867,1	1 265 841,3	924 871,3
6. Solde (1 - 5)	45 277,0	152 303,0	-196 895,0	390 639,0	-50 353,9	-85 945,3	-183 408,4	-431 105,0	6 257,0	-140 450,8
Cadre budgétaire	45 277,0	152 303,0	-196 895,0	390 639,0	-50 353,9	-85 945,3	-183 408,4	-431 105,0	6 257,0	-140 450,8
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A financement extérieur spécifique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Ajustement statistique ⁽⁹⁾	-1 114,3	-5 654,9	-31 821,0	47 854,0	-54 495,1	33 489,3	-32 739,6	-47 946,0	33 208,7	17 190,2
Solde global	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	438 493,0	-104 849,0	-52 456,0	-216 148,0	-479 051,0	39 465,7	-123 260,6
9. Financement	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0	52 456,0	216 148,0	479 051,0	-39 465,7	123 260,6
Intérieur monétaire net	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0	52 456,0	216 148,0	479 051,0	-39 465,7	123 260,6
Banque Centrale du Congo	-16 746,7	-134 496,8	267 257,0	-305 092,0	63 212,0	4 644,0	194 469,0	511 006,0	-50 702,0	230 692,7
Banques de dépôts	-27 416,1	-12 151,3	-38 541,0	-133 401,0	41 637,0	47 812,0	21 679,0	-31 955,0	11 236,3	-107 432,1
Int. non monét. net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Extérieur net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr tableau II.10.

(2) Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant du secteur privé étranger : cfr tableaux II.19 et II.20.

(3) Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés : cf tableaux II.19 & II.20.

(4) Cfr tableau II.18.

(5) Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat congolais.

(6) Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire.

(7) Cfr tableau II.21.

(8) Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires.

Les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.

(9) Montant à ajouter au point 6 pour avoir le montant du point 8.

Tableau II.9 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
A.RECETTES FISCALES	1 225 330,9	1 798 328,4	2 340 472,1	3 112 756,7	3 387 368,3	4 584 763,7	5 138 613,0	3 633 913,0	5 333 077,8	5 360 272,1
1.Impôts sur le comm. ext ⁽²⁾	431 280,9	694 151,9	828 073,4	1 085 728,6	1 162 372,6	1 911 942,4	1 973 944,4	1 396 407,4	2 066 771,9	2 072 062,9
-Droits de sortie	10 841,8	36 447,3	11 936,0	18 643,6	16 492,5	16 640,6	104 261,7	16 891,5	8 168,5	11 200,1
-Droits d'entrée	420 328,1	657 504,3	815 601,2	1 067 085,0	1 145 880,1	1 895 301,8	1 869 682,7	1 379 516,0	2 058 603,4	2 060 862,8
-Divers	111,0	200,3	536,2	-	-	-	-	-	-	-
2.Impôts sur les revenus ⁽³⁾	328 922,1	407 816,6	623 816,2	680 810,2	860 372,3	1 137 756,5	1 460 235,8	995 499,3	1 630 638,3	1 716 177,3
-Personnes physiques	160 946,0	189 879,7	288 101,9	448 353,1	535 894,8	702 637,3	772 670,7	573 034,3	1 107 440,2	942 371,0
-Sociétés et entreprises	167 976,1	217 936,9	335 714,3	232 457,1	277 762,1	390 899,9	687 565,1	422 465,1	523 198,1	773 806,3
-Amendes et accroissements	-	-	-	-	46 715,3	44 219,3	0,0	0,0	0,0	0,0
3.Impôts sur biens et serv. ⁽⁴⁾	391 905,5	544 061,5	717 685,8	1 126 061,5	1 148 658,3	1 294 877,5	1 444 101,5	1 128 605,1	1 477 310,2	1 397 450,9
4.Autres recettes fiscales	73 222,4	152 298,3	170 896,7	220 156,4	215 965,2	240 187,3	260 331,2	113 401,2	158 357,5	174 581,1
a. I.E.R charge des employeurs	11 895,9	18 972,2	27 216,4	32 502,8	48 637,9	67 480,7	72 009,9	50 749,5	59 426,8	63 627,2
b. Impôts sur le patrimoine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Impôts sur propriété immobilière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxe sur produits pétroliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d. Divers	1 070,0	22 891,1	4 769,2	2 738,6	2 780,8	3 186,0	3 816,2	1 840,9	2 419,4	1 882,8
e. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
f. Pétroliers	60 256,6	110 435,0	138 911,1	184 915,0	164 546,4	169 520,7	184 505,1	60 810,8	96 511,2	109 071,0
B.RECETTES NON FISCALES	372 558,4	868 386,2	944 559,7	1 147 535,5	1 213 993,2	895 631,3	865 577,5	659 727,8	957 859,6	1 242 895,7
1.Recettes adm., judiciaires et domaniales	178 868,1	294 424,7	491 537,6	747 829,1	789 945,8	565 978,0	615 522,0	586 930,5	846 367,3	1 138 492,9
2.Portefeuille	76 690,3	187 338,0	234 776,6	282 706,4	267 277,3	240 914,3	250 055,5	72 797,2	111 492,3	104 402,8
3.Divers ⁽⁵⁾	117 000,0	386 623,5	218 245,5	117 000,0	156 770,1	88 739,0	-	0,0	-	-
C.RECETTES EXCEPTIONNELLES	1 031 418,2	2 633 677,0	3 011 566,2	2 348 879,0	1 833 303,1	1 968 609,2	1 582 028,5	1 203 830,8	3 932 375,1	2 324 708,0
1 Dons projets	735 785,2	1 141 261,7	1 319 538,2	1 621 939,2	866 994,8	1 587 193,3	1 531 043,3	606 238,1	1 951 297,6	1 372 527,1
2.Prêts projets	77 871,8	1 077 105,8	1 089 569,7	403 068,1	588 149,5	184 042,6	-	372 838,1	1 889 842,9	143 279,6
3.Ressources PPTE	217 761,2	218 278,8	345 119,0	293 450,7	293 450,7	40 373,3	50 985,2	30 406,7	6 134,3	8 541,3
4.Appui budgétaire	-	158 351,3	257 339,3	30 421,0	84 708,0	-	-	101 002,6	-	725 360,0
5.Autres(Remboursement BCC)	-	38 679,4	-	-	-	157 000,0	-	93 345,0	85 100,0	-
6.Produit des emprunts intérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	75 000,0
D.BUDGETS POUR ORDRE⁽⁶⁾	293 086,2	307 126,0	449 726,0	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL (A+B+C+D)	2 922 393,8	5 607 517,6	6 746 324,0	6 609 171,2	6 434 664,6	7 449 004,2	7 586 219,0	5 497 471,6	10 223 312,6	8 927 875,8

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget (Loi de Finances).

(1) Non compris le fonds de contrepartie.

(2) Cfr tableau II. 11.

(3) Cfr tableau II. 13.

(4) Cfr tableau II. 15.

(5) Bonus sur le contrat chinois, Pas de porte minier et vente de participations (CCT, CILU, CINAT, OKIMO).

(6) Il s'agit des recettes des provinces.

Tableau II.10 Recettes des Administrations Publiques
(en millions de CDF)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
I.RECETTES DU CADRE BUDGET	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 378,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0
I.1 RECETTES COURANTES (1)	1 592 002,0	2 166 489,1	2 755 341,0	3 633 721,0	4 053 514,2	4 347 496,5	4 415 544,2	3 655 157,0	4 552 402,0	7 086 586,0
A.RECETTES FISCALES	1 191 811,6	1 631 396,6	2 108 002,5	2 710 339,7	3 388 628,5	3 615 470,7	3 850 292,6	3 128 520,5	3 656 755,0	5 599 638,4
1.Impôts s/comm. ext. (2)	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 452 753,1	990 976,5	963 915,7	1 352 180,0
-Droits de sortie	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2	8 700,7	12 758,3	15 745,1
-Droits d'entrée	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	1 442 592,0	982 275,8	951 157,4	1 336 435,0
-Divers	333,7	281,4	497,2	-	-	-	-	-	-	-
2.Impôts s/revenus	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9	2 594 345,9
-Revenus des pers. phys.	169 903,9	231 952,2	302 001,2	432 323,0	525 699,9	582 680,4	568 227,9	562 374,4	799 422,1	1 083 552,4
-Revenus des soc. et ent	160 510,1	247 347,9	278 566,8	250 751,1	305 665,6	491 190,6	681 733,6	424 749,3	634 494,9	1 510 793,5
-Amendes et accroiss.	-	-	14 737,4	25 695,7	30 848,4	28 184,6	0,0	0,0	0,0	0,0
3.Impôts s/biens et services(3)	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8	1 561 411,7
4.Autres recettes fiscales	14 201,9	16 980,7	20 236,6	44 596,6	109 267,8	51 619,1	50 362,8	43 852,2	59 233,6	91 700,8
a. I.E.R charge des employeurs	13 575,8	15 369,6	18 107,4	37 316,9	49 086,9	50 661,8	48 502,5	43 342,9	59 172,6	91 488,1
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b. Divers	626,1	1 611,1	2 129,2	7 279,7	60 180,9	957,3	1 860,3	509,3	61,0	212,8
c. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.RECETTES NON FISCALES	400 190,4	535 092,5	647 338,5	923 381,3	664 885,7	732 025,8	565 251,6	526 636,5	895 647,0	1 486 947,6
1.Recettes adm.,judic. et domaniales	160 877,5	369 623,0	353 656,0	599 476,7	434 147,0	505 619,0	450 442,5	436 230,7	709 387,5	1 199 695,7
2.Portefeuille	24 052,5	36 321,3	43 813,4	99 517,9	110 532,8	103 473,2	86 708,8	28 866,1	92 509,3	120 508,8
3.Royalties	51 356,5	60 550,2	85 415,6	54 383,9	62 679,9	58 676,6	28 100,3	11 918,6	48 008,7	45 194,1
5.Divers(4)	163 904,0	68 598,0	164 453,5	170 002,8	57 526,0	64 257,0	-	49 621,0	45 741,5	121 548,0
I.2 RECETTES EXCEPTIONNELLES	512 720,3	127 392,9	44 314,0	128 657,0	68 090,0	15 135,0	23 251,0	1 397,0	783 840,0	850 538,0
1 Dons projets	286 640,3	-	-	128 657,0	35 631,0	-	-	-	-	-
2.Prêts projets	79 382,0	-	-	-	-	120,0	-	-	-	-
3.Ressources PPTE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.Dons budgétaires	146 698,0	127 392,9	44 314,0	-	32 459,0	15 015,0	23 251,0	1 397,0	783 840,0	850 538,0
II.RECETTES DE LA SECURITE SOCIALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A.Cotisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (I + II)	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 378,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère des Finances.

(1) Encaissements enregistrés dans les comptes du Trésor à la Banque non compris les recettes de fonds de contrepartie (A+B)

(2) Non compris la Gécamines.

(3) Cfr tableau II.16.

(4) Bonus sur le contrat chinois, vente de participation et reliquat paie.

Tableau II.11 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
A.Droits de sortie	10 841,8	36 447,3	11 936,0	18 643,6	16 492,5	16 640,6	104 261,7	16 891,5	8 168,5	11 200,1
1. Droits de sortie ordin.	10 516,1	8 592,2	10 724,3	14 513,1	16 362,5	14 674,8	104 160,6	16 790,3	7 120,3	10 151,8
-Produits minéraux	4 404,3	3 718,4	5 396,0	6 320,4	6 954,9	7 417,2	95 564,0	14 503,3	5 251,0	7 135,3
-Produits végétaux	5 025,4	2 719,5	3 001,8	5 993,0	7 008,6	7 242,6	8 596,5	2 287,0	1 869,2	3 016,5
-Autres produits	1 086,4	2 154,3	2 326,5	2 199,7	2 399,0	15,0	-	-	-	-
2. T.V.A à l'exportation(2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Amendes	325,7	27 855,1	1 211,7	4 130,5	130,0	1 965,8	101,1	101,1	1 048,3	1 048,3
B.Droits d'entrée	420 328,1	657 504,3	815 601,2	1 067 085,0	1 145 880,1	1 895 301,8	1 869 682,7	1 379 516,0	2 058 603,4	2 060 862,8
1. Droits de douane	184 810,2	345 606,8	359 112,6	436 656,4	470 923,1	720 344,9	764 011,9	593 892,2	973 577,8	842 249,4
2. T.V.A à l'importation	224 545,3	303 543,7	437 093,8	575 000,0	663 906,9	1 174 933,5	1 097 326,1	784 738,7	1 082 763,2	1 216 351,1
3. Taxe statistique	6 947,3	7 350,3	3 889,9	-	-	-	-	-	-	-
4. Amendes	4 025,3	1 003,5	15 504,9	55 428,6	11 050,0	23,4	8 344,7	885,0	2 262,3	2 262,3
b. Entrepôts(3)	111,0	200,3	536,2	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL(A+B+b)	431 280,9	694 151,9	828 073,4	1 085 728,6	1 162 372,6	1 911 942,4	1 973 944,4	1 396 407,4	2 066 771,9	2 072 062,9

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget (Loi de Finances).

(1) Non compris la Gébamines.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée.

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau II.12 Recettes des impôts sur le commerce extérieur⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
A.Droits de sortie	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2	8 700,7	12 758,3	15 745,1
1. Droits de sortie ordin.	7 681,9	7 724,5	10 798,8	8 182,2	7 311,0	7 340,0	5 445,7	4 529,4	7 782,0	9 505,0
-Produits minéraux	5 370,9	3 849,8	4 939,5	3 245,2	2 551,4	2 870,0	3 238,1	2 774,1	5 917,6	4 780,2
-Produits végétaux	2 006,5	3 046,2	5 844,6	4 937,1	4 759,5	4 470,0	2 207,6	1 755,3	1 864,4	4 724,8
-Autres produits	304,4	828,5	14,7	-	-	-	-	-	-	-
2. T.V.A à l'exportation (2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Taxe statistique	3 903,5	5 705,1	8 730,2	9 469,1	9 344,4	7 356,9	4 500,8	1 909,0	4 082,7	6 158,0
4. Amendes	247,1	8,2	0,2	1,0	40,7	2 176,5	214,6	2 262,3	893,6	82,1
B.Droits d'entrée	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	1 442 592,0	982 275,8	951 157,4	1 336 435,0
1. Droits de douane	203 265,7	263 409,7	356 277,9	463 433,4	532 427,5	559 649,2	559 242,6	420 135,0	410 536,8	568 422,5
2. T.V.A à l'importation	219 514,6	291 557,1	403 322,8	590 679,3	840 588,0	873 054,8	879 549,0	561 977,7	538 173,2	766 231,7
3. Taxe statistique	5 364,3	5 993,7	13 097,0	-	-	-	-	-	-	-
4. Amendes	-	1 451,9	6 645,6	3 065,0	1 358,1	145,1	3 800,4	163,1	2 447,3	1 780,8
C. Entrepôts⁽³⁾	333,7	281,4	497,2	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 452 753,1	990 976,5	963 915,7	1 352 180,0

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère des Finances.

(1) Non compris la Gécamines.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau II.13 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus⁽¹⁾*(en millions de CDF)*

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
A.Revenus des pers. phys.	160 946,0	189 879,7	288 101,9	448 353,1	535 894,8	702 637,3	772 670,7	573 034,3	1 107 440,2	942 371,0
1.Rémunérations	144 072,0	171 963,3	255 890,2	415 773,3	489 601,2	647 235,6	700 820,5	522 982,6	988 546,6	787 906,4
2.Revenus locatifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Revenus mobiliers	14 694,7	15 737,2	28 844,2	28 252,4	38 667,8	55 401,8	71 850,2	50 051,7	56 747,2	81 548,0
4.Professions libérales	2 179,2	2 179,2	3 367,5	4 327,3	7 625,8	0,0	0,0	0,0	62 146,3	72 916,7
B.Revenus des soc. et ent.	167 976,1	217 936,9	335 714,3	232 457,1	277 762,1	390 899,9	687 565,1	422 465,1	523 198,1	773 806,3
1.Sociétés	152 422,9	200 036,9	300 235,5	200 576,4	237 034,8	324 749,4	614 311,2	351 482,7	476 308,0	730 459,3
2.Entreprises	15 553,2	17 900,0	35 478,8	31 880,7	40 727,3	66 150,5	73 253,9	70 982,4	46 890,1	43 347,0
C.Amendes et accroissements	-	-	-	-	46 715,3	44 219,3	-	-	-	-
TOTAL	328 922,1	407 816,6	623 816,2	680 810,2	860 372,3	1 137 756,5	1 460 235,8	995 499,3	1 630 638,3	1 716 177,3

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Cfr note 1, tableau II.12.

Tableau II.14 Recettes des impôts sur les revenus⁽¹⁾*(en millions de CDF)*

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
A.Revenus des pers. phys.	169 903,9	231 952,2	302 001,2	432 323,0	525 699,9	582 680,4	568 227,9	562 374,4	799 422,1	1 083 552,4
1.Rémunérations	154 279,1	205 985,8	273 629,0	391 793,1	478 375,7	532 023,7	515 016,4	508 929,3	659 395,3	816 379,2
2.Revenus locatifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Revenus mobiliers	15 500,7	23 355,8	27 052,8	37 918,3	45 671,6	50 656,7	53 211,5	53 445,1	65 016,6	164 488,2
4.Professions libérales	124,1	2 610,6	1 319,4	2 611,6	1 652,7	-	-	-	75 010,15	102 684,96
B.Revenus des soc. et ent.	160 510,1	247 347,9	278 566,8	250 751,1	305 665,6	491 190,6	681 733,6	424 749,3	634 494,9	1 510 793,5
1. Sociétés	143 221,1	229 723,5	255 213,1	226 118,5	297 345,9	435 020,3	632 854,1	376 430,5	627 904,4	1 501 627,3
dont - Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pétroliers	22 419,1	32 766,3	50 140,0	54 383,9	53 668,1	42 253,2	25 849,9	10 964,1	23 448,1	35 367,6
2. Entreprises	17 289,0	17 624,4	23 353,7	24 632,6	8 319,7	56 170,4	48 879,6	48 318,8	6 590,4	9 166,2
C.Amendes et accroissements	-	-	14 737,4	25 695,7	30 848,4	28 184,6	-	-	-	-
TOTAL	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9	2 594 345,9

Source: BCC sur base des données du Ministère des Finances.

(1) Cfr note 1, tableau II.12.

Tableau II.15 Prévisions des recettes des impôts sur biens et services ⁽¹⁾*(en millions de CDF)*

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
A. T.V.A. A l'intérieur⁽²⁾	226 372,6	345 240,0	430 259,6	684 960,7	673 363,3	747 667,7	788 176,7	652 289,3	955 766,4	880 722,0
B. Droits de consommation	156 574,7	175 637,2	258 668,1	413 440,8	470 356,7	543 809,8	604 134,7	438 865,7	462 601,8	478 257,2
1. Bières	28 898,0	67 825,6	54 006,7	101 016,3	119 174,8	138 245,1	160 002,1	142 128,1	146 685,5	144 993,0
2. Huiles minérales	22 621,2	-	-	-	352,86	-	3 858,7	1 729,8	2 494,5	9 517,8
3. Tabacs et allumettes	25 476,5	55 020,6	66 615,5	84 625,9	91 694,5	101 118,9	118 178,1	65 552,2	88 610,8	88 861,0
4. Autres produits ⁽³⁾	78 108,2	49 158,0	125 948,0	187 357,7	257 314,6	304 122,2	320 694,8	228 054,5	224 741,0	234 815,2
5. Amendes	1 470,8	3 633,0	12 097,9	40 440,8	1 820,0	323,5	1 401,1	1 401,1	70,1	70,1
C. Contributions sur véh.⁽⁴⁾	8 958,2	23 184,3	28 758,1	27 659,9	4 938,3	3 400,1	51 790,2	37 450,1	58 941,9	38 471,7
TOTAL (A+B+C)	391 905,5	544 061,5	717 685,8	1 126 061,5	1 148 658,3	1 294 877,5	1 444 101,5	1 128 605,1	1 477 310,2	1 397 450,9

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Cfr note 1, tableau II.12.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques.

(4) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière.

Tableau II.16 Recettes des impôts sur biens et services*(en millions de CDF)*

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
A. T.V.A. A L'INTERIEUR⁽¹⁾	231 871,9	297 311,1	387 754,0	539 181,9	593 970,0	582 746,0	640 137,8	622 186,6	705 823,6	944 230,3
B. DROITS DE CONSOMMATION	122 990,2	183 578,1	209 962,4	240 930,0	331 545,7	350 508,0	393 247,9	422 887,0	426 604,4	483 117,0
1. Bières	41 536,1	57 784,3	68 720,2	74 772,5	124 336,8	130 537,1	134 904,0	124 979,4	154 497,9	180 445,6
2. Huiles	18 963,2	-	-	-	-	-	1 388,9	5 560,6	6 906,2	7 557,5
3. Tabacs fabriqués	25 748,9	44 773,2	50 792,5	66 235,5	57 832,9	58 685,1	62 064,3	55 597,6	67 195,8	60 704,6
4. Autres produits ⁽²⁾	36 332,4	80 920,1	90 154,4	99 558,9	149 350,7	161 260,6	194 812,7	236 649,4	197 644,8	234 362,4
5. Amendes	409,6	100,5	295,3	363,1	25,3	25,2	78,0	100,0	359,6	47,0
C. SOCIETES PETROLIERES⁽³⁾	41 025,0	59 959,5	91 751,9	99 517,9	98 208,0	77 319,7	47 303,0	20 063,4	42 908,0	64 719,7
D. IMPOT SUR VEH.⁽⁴⁾	10 997,8	18 135,5	3 622,6	2 513,4	2 353,4	1 499,8	16 526,4	41 431,1	24 352,7	69 344,7
TOTAL	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8	1 561 411,7

Source: BCC sur base des données du Ministère des Finances.

(1) Cfr note 2, tableau II.12.

(2) Cfr note 3, tableau II.15.

(3) Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières

(4) Cfr note 4, tableau II.15.

Tableau II.17 Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution

(en millions de CDF)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
I. Institutions politiques	69 158,7	169 907,7	192 297,5	318 510,0	308 747,9	345 889,1	341 929,2	205 727,4	271 744,3	332 998,0
Présidence de la République.	16 542,7	29 539,0	31 370,7	50 000,0	53 000,0	63 191,5	65 694,7	43 028,5	50 694,7	58 056,7
Assemblée Nationale & Sénat	32 133,3	104 810,3	99 654,7	122 850,0	132 098,9	142 809,9	148 161,3	91 711,0	112 368,3	121 403,0
Primature ⁽¹⁾	11 422,9	17 278,6	17 806,6	19 380,0	17 827,7	19 140,6	19 814,9	12 078,9	23 812,9	34 319,4
Organismes auxiliaires ⁽²⁾	3 151,2	7 244,9	3 713,4	7 200,0	8 500,0	15 656,9	15 822,1	-	-	-
Autres ⁽³⁾	2 205,9	5 461,9	23 889,5	48 080,0	27 746,0	3 273,6	15 822,1	12 947,7	32 754,6	47 028,5
Magistrature, Cours & Tribunaux	3 702,7	5 572,9	15 862,6	71 000,0	69 575,4	101 816,6	76 614,2	45 961,3	52 113,8	72 190,3
Comité Directeur CPP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dialogue Inter Congolais	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	89 363,9	225 859,4	344 006,5	525 191,8	607 815,5	628 670,5	662 699,6	461 070,9	501 494,0	600 000,0
Administration du territoire.	13 220,0	25 190,8	59 940,0	76 416,0	92 376,4	102 571,6	108 277,9	77 584,3	78 326,7	83 717,6
Affaires Etrangères	4 216,8	11 960,1	14 404,4	14 713,0	19 928,6	2 300,0	23 300,0	15 862,6	14 911,0	16 966,5
Commerce	261,0	541,7	631,4	700,0	635,1	3 800,0	2 126,7	1 239,1	4 696,8	5 619,7
Défense Nationale	21 869,9	44 297,4	76 376,6	131 544,1	204 475,3	212 469,6	214 078,0	140 206,6	134 312,7	135 235,5
Anciens Combattants	217,5	487,6	515,0	621,0	744,1	800,0	801,8	563,7	1 163,7	1 860,1
Justice	869,9	3 683,8	6 052,2	25 000,0	18 977,8	21 750,0	23 119,1	13 832,7	13 075,6	13 998,5
Finances	6 524,7	10 743,7	15 315,2	20 000,0	23 640,8	25 517,4	25 849,6	13 753,9	12 861,7	13 789,5
Economie Nationale	435,0	1 083,4	3 338,6	3 000,0	2 915,0	3 050,0	3 015,5	2 415,7	3 023,5	3 946,3
Education Nationale ⁽⁴⁾	8 350,5	10 293,0	40 150,0	91 661,0	86 366,7	90 200,0	92 741,0	63 899,7	65 790,8	118 482,2
Information et presse	869,9	2 007,5	2 047,4	2 500,0	2 235,5	2 377,0	2 036,4	1 344,3	1 952,1	2 874,9
Agriculture , Pêche & Elevage	1 565,7	3 250,4	7 816,0	10 000,0	10 164,6	10 850,0	9 745,5	10 164,0	17 989,5	20 078,8
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	869,8	3 792,2	4 328,7	3 000,0	3 488,0	3 708,0	8 473,8	6 030,3	5 801,9	9 347,0
Mines & Hydrocarbone	1 000,4	3 423,0	3 818,0	7 780,0	7 942,4	8 286,1	8 139,5	5 359,6	6 575,2	8 420,8
Transports et Communications.	869,9	1 733,5	1 785,1	1 900,0	2 766,8	3 500,0	3 519,7	2 051,4	2 659,2	3 808,4
Fonction Publique	1 739,8	3 250,6	5 367,2	7 000,0	6 248,8	6 976,0	6 981,9	5 294,2	5 902,0	6 824,8
Affaires sociales	1 304,8	1 625,2	1 549,5	2 000,0	2 198,2	2 500,0	2 019,9	4 013,8	4 621,6	5 544,4
Postes, Télégraphes, Télégrammes.	695,9	1 625,2	1 650,7	1 700,0	2 440,7	2 700,0	2 139,4	1 525,9	2 133,6	3 282,9
Santé Publique	2 609,4	8 103,9	18 201,0	27 870,0	31 219,4	30 000,0	31 413,6	24 897,0	25 504,8	26 427,6
Culture et Arts	698,5	2 007,5	1 999,5	1 762,5	1 625,1	2 180,0	3 197,4	2 061,7	2 669,5	3 592,3
Energie	393,2	1 083,5	1 085,2	1 200,0	1 389,7	1 450,0	1 513,6	4 599,2	5 207,0	6 129,8
Sports & Jeunesse	2 827,0	7 042,6	7 448,1	13 256,9	11 503,8	11 909,2	11 839,6	7 432,1	8 681,9	10 824,7
Affaires Foncières.	448,0	1 083,5	1 115,1	1 476,9	1 353,2	1 450,0	1 609,2	1 250,6	1 998,3	3 034,4
Travail et Prévoyance Sociales.	956,9	2 102,5	2 032,4	2 500,0	2 363,5	4 286,2	4 145,6	2 234,3	4 117,6	6 416,1
Portefeuille	435,0	1 679,4	1 713,8	2 000,0	1 740,3	1 860,0	1 870,9	1 697,2	2 304,9	3 227,8
Environnement	448,0	1 733,6	2 791,7	4 250,0	4 484,6	4 700,0	3 905,3	2 859,4	3 467,2	3 583,2
Développement rural	435,0	2 706,7	4 910,2	5 949,9	6 000,8	6 400,0	7 882,7	8 843,9	9 451,7	10 844,5
Plan	1 913,7	3 250,4	5 650,7	6 000,0	5 114,7	5 841,3	5 816,8	4 696,4	5 304,2	6 227,0
Recherche scientifique	782,9	1 625,2	1 815,8	1 900,0	1 697,6	2 000,0	3 235,8	2 209,4	2 817,2	3 740,0
Condition Féminine & Famille	1 000,0	2 166,9	1 830,2	2 350,0	1 903,5	2 100,0	1 667,1	3 635,8	4 243,6	5 166,4
Droits et libertés du Citoyen.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	500,0	1 081,8	1 109,2	1 400,0	1 204,0	1 300,0	1 122,0	1 030,9	3 003,6	3 931,4
Budget	4 349,1	10 237,9	12 134,6	25 000,0	24 114,6	23 514,6	22 960,9	13 870,3	12 928,1	13 850,9
Urbanisme et Habitat	522,0	4 002,8	4 598,8	4 608,7	4 369,5	4 500,0	-	-	3 223,9	4 146,7
Reconstruction	130,5	270,9	261,2	264,0	229,6	250,0	249,7	403,0	1 003,0	0,0
Coopération internationale	826,4	3 723,0	11 269,2	10 458,9	10 901,0	11 850,0	11 955,2	7 281,0	8 409,4	10 758,8
Relations avec le parlement	608,9	1 255,1	1 440,4	1 500,0	1 304,2	1 387,0	2 079,4	1 340,3	2 248,1	3 170,9
Réformes Institutionnelles	130,5	270,9	313,2	320,0	295,0	300,0	-	439,8	1 039,8	1 731,2
Relations avec partis politiques.	130,5	-	302,8	300,0	340,1	350,0	744,8	466,1	966,1	1 458,6
Petites et Moyennes Entreprises.	435,0	1 083,5	1 963,3	1 985,0	1 849,8	1 955,0	2 880,4	1 846,0	2 513,8	3 549,8
Tourisme et hôtellerie	261,0	541,7	568,2	600,0	532,9	600,0	1 788,8	1 415,1	2 022,9	2 945,7
Industrie	435,0	1 083,5	1 220,0	1 400,0	1 235,6	2 800,0	2 105,3	1 419,8	2 027,6	2 950,4
Ministères non identifiés	3 206,0	38 733,6	13 145,5	7 304,0	3 498,2	2 331,5	2 349,9	-	10 542,4	8 493,7
III. Autres services	1 830 771,9	2 452 217,6	3 934 420,8	3 583 607,2	3 008 937,8	3 627 879,0	3 716 632,5	3 521 120,3	5 021 017,6	5 374 468,8
Dette Publique	389 460,6	430 233,5	643 623,1	544 794,7	612 320,1	369 067,8	341 301,5	225 937,0	537 411,5	791 005,3
Villes et Provinces	455 880,9	497 402,0	833 040,0	973 221,0	212 400,0	212 400,0	241 698,1	212 400,0	240 000,0	240 000,0
Dépenses communes ⁽⁵⁾	619 600,2	858 899,7	1 200 100,5	1 439 432,1	1 526 913,8	1 694 425,3	2 055 684,9	2 030 189,5	2 577 543,2	2 942 932,8
Budgets annexes	127 823,7	140 670,0	171 458,2	293 069,8	376 731,2	437 326,1	364 841,3	221 235,6	71 000,0	76 500,0
Dépenses pour ordre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	216 236,2	332 773,8	434 555,5	285 789,6	247 272,7	864 383,7	203 637,8	323 200,0	1 202 950,6	977 536,0
Autres services	21 770,3	192 238,5	651 643,5	47 300,0	33 300,0	50 276,1	509 468,9	508 158,1	392 112,3	346 494,8
TOTAL	1 989 294,5	2 847 984,7	4 470 724,8	4 427 309,0	3 925 501,2	4 602 438,6	4 721 261,3	4 187 918,6	5 794 255,9	6 307 466,9

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commission Nationale des Droits de l'homme Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau II.18 Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution

(en millions de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
I. Institutions politiques	79 625,0	93 959,3	210 690,9	319 585,1	398 452,3	374 288,6	329 974,7	306 351,8	347 482,4	429 890,7	840 744,4
Présidence de la Républ.	32 836,6	36 716,6	92 043,7	148 742,6	146 812,4	163 087,9	124 582,6	102 489,8	123 825,9	192 589,4	411 953,6
Assemblée Nationale & Sénat	13 577,9	33 314,0	84 373,6	110 146,7	129 889,8	108 832,8	114 111,8	105 938,9	92 941,2	120 482,8	158 124,5
Primature ⁽¹⁾	15 696,2	21 790,6	27 879,9	34 714,8	35 948,3	45 509,8	50 705,4	42 658,5	57 782,4	52 448,6	83 419,7
Organismes auxiliaires	17 514,3	2 138,1	6 393,8	25 981,0	5 005,6	12 662,4	17 499,8	20 435,6	-	-	-
Autres ⁽²⁾	-	-	-	-	72 053,2	28 532,9	2 862,2	1 332,9	49 879,0	37 906,3	139 458,4
Serv. Techn. de la Prés.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Magistrature, Cours & Tribunaux	-	-	-	-	8 742,9	15 662,8	20 213,0	33 496,2	23 053,8	26 463,6	47 788,2
Ministère délégué à la Présidence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	270 597,3	186 026,8	258 063,6	340 561,1	533 796,2	513 559,7	382 815,3	425 406,9	526 988,5	544 655,0	1 002 236,0
Droits et Libertés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	181,3	125,4	655,7	618,9	589,6	324,7	59,3	301,4	62,6	1 145,4	3 486,5
Intérieur, affaires coutumières	30 522,0	16 624,3	21 765,6	38 430,4	37 538,5	49 890,5	37 752,2	47 123,1	76 859,3	69 401,7	142 047,3
Affaires Etrangères	7 971,0	17 914,6	21 277,5	21 830,5	43 480,6	21 710,4	18 077,6	25 072,3	34 405,0	55 318,8	67 549,1
Défense Nationale	93 700,6	47 679,2	105 141,4	116 405,7	163 481,8	161 386,1	119 240,0	136 377,0	139 932,3	172 406,3	362 627,6
Anciens Combattants	14,8	0,0	29,3	-	91,3	15,8	49,2	39,1	39,8	79,7	301,3
Justice	3 356,2	3 831,9	2 882,2	7 947,0	8 085,2	9 491,9	11 952,5	15 090,1	17 679,0	12 271,6	40 416,0
Finances	77 663,5	53 945,7	33 032,7	49 875,3	79 070,8	121 845,7	71 176,8	50 135,8	67 115,0	56 949,1	96 028,2
Economie Nationale	233,0	55,8	680,6	363,7	339,9	2 132,7	2 018,9	2 064,7	1 011,4	812,1	861,7
Petites et moyennes entreprises	-	246,1	219,9	329,2	148,4	122,9	144,6	1 497,7	1 090,6	531,2	796,3
Education Nationale	19 856,3	1 042,2	9 190,2	7 862,9	26 700,4	11 384,5	24 807,2	12 648,4	14 544,3	7 911,5	25 197,1
Information et Presse	2 500,3	424,9	1 722,4	1 743,0	1 259,5	2 033,1	1 943,9	3 204,5	5 088,3	2 518,7	6 650,9
Agriculture, pêche et élevage	1 100,6	913,3	469,8	4 622,7	1 658,9	1 720,3	1 749,7	825,2	8 000,1	721,2	2 739,9
Travaux Publics ⁽³⁾	956,8	3 486,2	2 435,1	3 779,1	3 536,2	7 719,5	708,0	1 097,0	3 161,8	6 984,2	3 267,1
Mines, Industrie et Artisanat	1 160,8	63,3	468,0	1 257,8	1 326,7	1 430,3	1 212,8	2 376,2	491,6	474,9	2 081,7
Transports et Communications.	40,1	96,5	161,0	399,1	14 390,7	22 710,3	2 349,8	3 524,4	4 901,5	2 121,5	4 775,9
Fonction Publique	1 279,3	645,0	1 729,3	2 086,6	1 196,0	1 218,4	1 357,5	1 459,1	804,0	2 494,3	9 835,2
Postes, Téléphones Télégrammes.	2 189,1	9,3	2 613,8	484,5	672,2	990,2	950,8	1 526,8	343,8	722,9	11 523,2
Santé Publique	9 448,9	8 500,5	2 424,2	8 762,6	14 032,2	23 419,8	22 114,2	21 767,8	30 803,1	12 097,7	29 275,7
Développement rural	132,9	11,6	412,2	294,1	735,4	595,6	783,8	1 725,1	1 333,1	512,6	2 625,8
Culture et Arts	88,0	408,6	858,0	1 247,1	1 097,5	1 274,9	695,5	3 041,5	721,9	1 399,1	1 528,8
Travail et Prévoyance Sociale	444,5	600,0	269,1	512,6	824,6	1 855,0	1 794,1	1 040,2	379,2	1 021,8	2 016,2
Energie et hydrocarbure	541,4	14,9	76,4	201,2	812,9	1 928,8	2 312,6	2 677,0	1 485,2	1 839,6	3 141,0
Tourisme et hôtellerie	888,1	0,0	36,2	28,5	62,4	75,4	62,3	1 164,0	762,8	549,4	1 055,8
Sports, Loisirs et Jeunesse	1 180,1	12 228,9	13 584,3	17 798,8	16 675,5	18 989,5	11 646,4	22 801,9	25 933,3	35 102,1	59 156,6
Urbanisme, Habitat et Affaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Foncières.	100,0	1 517,0	551,0	802,4	690,8	1 273,7	1 014,0	2 234,2	1 405,4	1 658,0	5 078,1
Plan	609,8	2 566,4	766,1	2 485,5	2 601,2	2 921,1	2 390,0	2 185,1	6 674,9	2 257,9	4 072,4
Reconstruction	43,6	2 274,9	12,3	8,7	6,3	3,7	16,6	34,8	3,3	4,7	59,6
Portefeuille	708,7	8,6	353,4	919,0	1 349,9	633,7	467,3	265,2	137,2	115,8	976,3
Commerce	22,7	1,2	136,7	116,7	258,3	808,6	78,7	675,1	462,5	1 403,9	2 243,0
Environnement	384,2	258,8	266,3	427,2	890,2	952,7	1 098,7	972,5	1 522,5	811,6	791,1
Affaires sociales	110,3	1 088,9	390,2	292,0	1 954,2	704,1	670,4	990,9	643,1	995,2	2 596,3
Recherche scientifique	125,1	26,5	367,5	654,8	230,3	349,9	297,5	1 315,4	576,5	290,5	495,8
Condition Féminine	0,0	0,0	1 677,3	485,2	773,6	1 011,9	773,9	961,4	342,7	1 219,4	1 965,9
Budget	11 643,8	6 051,1	15 125,9	34 092,5	49 711,4	25 546,9	25 605,4	42 744,0	76 328,4	79 853,1	99 077,7
Coopération internationale	120,2	726,3	5 749,5	8 007,9	51 166,8	9 647,7	8 892,7	4 194,0	384,2	-	1 280,55
Relations avec le Parlement	43,7	106,8	407,7	280,9	223,1	219,6	108,0	1 349,3	1 347,4	2 235,4	2 206,6
Réformes institutionnelles	0,7	-	-	26,1	15,0	11,2	14,7	45,9	0,9	-	52,61
Rélation avec les Partis Politiques	0,3	4,6	-	104,1	82,8	90,2	99,5	150,6	0,8	-	49,73
Ministères non identifiés	1 234,6	2 527,4	10 124,8	4 976,8	6 035,3	5 118,4	6 328,1	8 708,2	209,7	8 422,1	2 305,2
III. Autres services	776 733,7	1 299 486,7	1 074 018,9	1 959 103,8	1 905 851,5	2 792 593,8	3 284 012,8	3 267 291,4	2 671 024,0	3 256 715,5	4 559 147,2
Villes et Provinces	66 890,2	137 714,1	101 592,3	348 568,4	170 441,0	203 963,1	170 100,4	236 283,1	164 904,2	134 712,4	199 704,0
Dettes Publiques	59 138,9	224 840,6	111 457,4	244 088,0	160 451,0	372 917,6	255 656,2	266 267,3	204 100,1	353 621,2	444 116,9
Dépenses communes ⁽⁴⁾	494 017,2	603 596,0	604 270,1	1 111 170,0	1 293 459,0	1 463 767,0	1 609 074,7	2 384 279,0	1 987 697,2	2 261 275,4	2 819 097,0
Dépenses à ventiler	19 196,5	53 668,7	83 879,8	91 640,7	14 204,5	492 921,0	694 497,1	152 914,7	72 121,9	-	2 817,4
Subventions et transferts	62 797,0	99 140,6	97 163,6	104 361,9	176 820,0	246 056,3	303 989,0	177 883,4	198 044,5	186 084,2	443 745,2
Budget pour ordre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25 210,6	8 569,8
Dépenses exceptionnelles	74 694,0	180 526,7	75 655,7	59 274,8	90 476,0	12 968,8	250 695,4	49 664,0	44 156,1	295 811,7	641 096,8
Autres services (PPTE)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 126 956,0	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1	3 996 802,8	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3	6 402 127,6

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.

(2) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(3) Y compris les dépenses de l'Office des Routes.

(4) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées et la TVA remboursable.

Tableau II.19 Dépenses courantes de l'Etat par nature
(en millions de CDF)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
I.Biens et services	891 197,6	894 073,8	2 086 980,1	2 215 632,5	2 912 557,9	3 399 221,6	3 403 022,6	3 014 862,4	3 025 477,3	4 307 751,6
1.Rémunérations	541 423,7	604 270,1	1 061 170,0	1 256 135,0	1 409 746,4	1 577 880,8	1 802 647,6	1 957 119,0	2 083 863,0	2 694 080,0
2.Autres biens et services	349 773,9	289 803,7	1 025 810,1	959 497,5	1 502 811,5	1 821 340,8	1 600 375,0	1 057 743,4	941 614,3	1 613 671,6
Fournitures et matériel ⁽¹⁾	65 727,2	80 223,7	106 465,7	209 639,6	111 729,2	167 808,8	196 565,3	153 497,5	152 037,4	359 065,2
Frais généraux et divers	75 182,2	79 706,6	78 710,5	104 338,4	64 874,1	108 244,7	121 984,9	251 592,9	378 562,2	949 421,9
Dépenses extérieures ⁽²⁾	-	-	-	18 066,0	11 582,1	12 109,8	11 978,1	8 288,4	15 374,4	23 475,5
Provinces et villes	137 714,1	101 592,3	348 568,4	170 441,0	199 774,2	170 100,4	236 283,1	162 529,2	137 094,7	199 704,0
Organismes médicaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voyages	10 350,3	7 327,9	29 114,6	28 440,1	45 937,1	61 546,9	49 248,6	59 962,6	38 462,9	82 005,0
A ventiler	60 800,1	20 953,3	462 950,9	428 572,4	1 068 914,8	1 301 530,1	984 315,1	421 872,8	220 082,7	-
II.Versements d'intérêts	63 111,0	51 512,4	126 625,4	160 780,8	243 168,9	139 559,1	156 078,5	259 582,1	89 882,4	140 245,9
1.Sur dette intérieure	37 730,0	26 032,4	99 600,0	136 836,0	152 396,2	117 050,9	138 928,6	242 427,7	66 690,0	108 571,8
Découvert journalier ⁽³⁾	37 730,0	26 032,4	99 600,0	136 836,0	152 396,2	117 050,9	138 928,6	242 427,7	66 690,0	108 571,8
Bons du Trésor	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette consolidée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.Sur dette extérieure	25 381,0	25 480,0	27 025,4	23 944,8	90 772,7	22 508,2	17 150,0	17 154,4	23 192,4	31 674,1
Dette financière	25 381,0	25 480,0	27 025,4	23 944,8	90 772,7	22 508,2	17 150,0	17 154,4	23 192,4	31 674,1
Dette commerciale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A ventiler	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.Subventions et transferts	625 164,2	597 187,2	405 644,5	461 686,7	524 715,3	470 320,4	439 949,0	271 050,6	1 115 901,6	1 954 130,1
1.Organismes publics ⁽⁴⁾	601 288,8	539 647,1	363 774,6	408 179,0	450 019,4	405 650,0	360 860,5	195 040,7	1 012 342,5	1 825 805,7
2.Entreprises	-	-	-	-	21 033,40	16 949,46	17 113,65	11 721,74	12 053,95	8 569,83
3.Ménages	15 954,9	42 685,6	29 630,4	35 118,8	34 017,5	30 448,0	49 893,9	46 333,6	58 285,3	98 151,7
Bourses d'études	1 183,1	-	-	-	22,90	-	168,63	429,45	72,90	26,04
Pensions civiles et militaires	4 827,6	6 998,0	8 397,6	11 810,9	17 633,0	17 514,6	24 155,1	25 808,7	26 824,2	31 624,8
Soins médicaux	3 729,3	17 214,4	16 102,5	12 691,7	8 641,9	7 855,9	13 707,4	15 463,5	20 400,5	35 644,8
Divers ⁽⁵⁾	6 214,9	18 473,2	5 130,3	10 616,2	7 719,7	5 077,5	11 862,8	4 632,0	10 987,8	30 856,1
4.A l'étranger ⁽⁶⁾	7 920,5	14 854,5	12 239,5	18 388,9	19 645,0	17 273,0	12 080,9	17 954,5	33 219,8	21 602,9
Total	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1	4 009 101,1	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3	6 402 127,5

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Non compris les achats de matériel civil durable. Y compris les achats d'équipements militaires.

(2) Principalement les représentations diplomatiques.

(3) A partir de 2010, il enregistre aussi les intérêts sur créances titrisées et les commissions.

(4) Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales. A partir de 2005, il s'agit des subventions, retrocessions et autres interventions de l'Etat.

(5) Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat.

(6) Concerne les cotisations à des organismes internationaux.

Tableau II.20 Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère et institution

(en millions de CDF)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
I.Institutions politiques	857,3	32 581,6	11 095,5	41 739,0	15 962,7	32 960,5	12 305,2	17 406,4	11 631,1	42 836,0
Présidence de la République.	857,3	21 269,5	5 727,5	38 641,7	2 689,9	6 746,7	2 726,2	6 996,8	3 338,9	7 575,6
Assemblée Nationale & Sénat	-	8 460,4	3 379,5	2 615,2	501,4	10 772,5	5 434,2	9 395,3	2 553,2	9 965,2
Primature ⁽¹⁾	-	-	1 988,5	76,3	2 175,6	3 979,3	2 144,8	1 014,3	4 150,0	4 600,0
Organismes auxiliaires ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Autres ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18 926,1
Magistrature, Cours & Tribunaux	-	2 851,8	-	405,9	10 595,8	11 462,0	2 000,0	-	1 589,0	1 769,23
Comité Directeur CPP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dialogue Inter Congolais	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.Ministères	930 130,1	2 280 620,1	2 183 592,5	2 023 745,2	1 584 115,8	1 496 914,1	1 718 376,1	1 292 146,6	574 998,3	2 143 148,6
Administration du territoire.	2 712,9	63 300,8	44 951,4	157 161,2	169 252,9	10 643,5	316 797,3	43 649,8	10 051,9	116 140,7
Affaires Etrangères	-	-	-	-	237,1	3 252,0	3 700,0	2 223,9	237,4	2 591,5
Commerce	-	2 069,3	275,1	159,0	500,0	1 943,0	7 909,1	1 956,0	495,8	7 237,7
Défense Nationale	-	43 401,3	22 882,8	11 006,1	7 115,2	72 569,4	21 688,6	10 452,9	2 784,0	3 700,0
Anciens Combattants	-	983,3	511,6	390,7	744,1	516,0	0,0	70,3	313,7	500,0
Justice	-	14 916,4	8 667,6	5 968,7	5 714,3	8 074,3	9 958,3	4 985,8	5 840,6	4 777,9
Finances	2 658,2	22 530,8	123 984,2	75 389,6	59 253,2	149 078,5	38 219,6	107 130,5	960,6	52 753,8
Economie Nationale	0,0	0,0	0,0	343,4	2 760,3	934,2	911,0	3 211,6	204,5	2 304,5
Education Nationale ⁽⁴⁾	66 983,9	124 894,0	153 351,4	117 164,0	120 287,4	76 004,8	47 191,8	82 744,3	95 879,6	171 586,2
Information et presse	77,3	950,6	400,0	305,2	8 542,2	243,4	797,3	71 847,6	50,0	8 646,0
Agriculture , Pêche & Elevage	12 601,6	37 119,4	66 246,6	216 722,2	47 722,2	182 970,4	57 406,5	265 113,2	14 431,5	71 861,7
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	545 874,5	524 630,9	1 114 598,2	315 408,3	532 306,3	88 419,9	231 415,5	181 565,4	122 328,5	271 271,5
Mines & Hydrocarbone	0,0	7 595,8	3 669,3	12 187,6	1 000,0	27 743,1	74 925,9	6 068,6	1 010,3	44 721,4
Transports et Communications.	15 200,1	199 689,2	360 050,2	140 147,2	108 357,8	77 883,2	332 045,5	63 513,8	5 806,7	200 475,4
Fonction Publique	0,0	0,0	2 729,0	114,5	85,9	97 600,7	45 578,8	14 102,7	1 879,0	101 930,6
Affaires sociales	0,0	17 079,1	8 459,4	16 169,3	4 894,5	19 555,0	6 855,5	9 346,4	6 104,6	25 934,6
Postes, Télégraphes, Télégrammes.	5 000,0	1 090,2	4 284,9	1 409,0	1 893,9	70 278,1	86 820,4	24 832,0	0,0	28 844,0
Santé Publique	104 917,4	245 424,0	111 874,9	344 923,9	125 208,0	328 211,3	132 115,5	147 623,4	53 018,6	267 355,2
Culture et Arts	0,0	0,0	300,0	1 576,9	1 500,0	1 294,5	1 799,0	1 463,9	862,9	29 629,4
Energie	64 356,9	707 432,2	1 382,5	367 381,0	246 035,2	0,0	162 601,9	119 265,6	3 954,7	399 711,8
Sports & Jeunesse	0,0	0,0	1 000,0	1 232,1	5 092,2	1 398,8	3 602,1	4 355,8	24 185,4	6 023,6
Affaires Foncières.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 055,8
Travail et Prévoyance Sociales.	0,0	702,0	261,4	199,9	5 015,9	4 818,6	3 624,0	3 199,8	4 717,1	12 286,3
Portefeuille	3 780,8	23 705,0	1 331,9	11 617,6	7 561,6	7 063,7	3 598,3	5 693,8	888,8	12 708,2
Environnement	39 219,0	68 890,1	80 057,9	31 567,6	10 362,9	47 543,8	0,0	70 902,1	2 227,4	38 180,9
Développement rural	64 728,6	43 903,4	38 657,5	30 939,4	25 497,7	165 991,5	42 187,6	12 953,3	136 352,7	40 689,8
Plan	1 918,0	80 493,6	11 441,5	124 713,4	53 378,5	31 185,8	12 317,4	10 808,0	4 510,1	40 783,5
Recherche scientifique	0,0	1 500,0	3 602,1	1 294,3	2 403,6	2 414,9	3 154,5	4 465,1	1 218,6	6 548,7
Condition Féminine & Famille	0,0	12 467,1	1 900,0	25 600,0	11 931,5	8 969,6	42 427,6	14 641,4	1 516,5	39 758,3
Droits et libertés du Citoyen.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	-	-	-	-	-	-	-	-	-	500,0
Budget	100,9	25 722,6	8 182,1	3 890,8	4 555,7	5 000,0	4 739,9	3 819,7	9 287,8	11 042,2
Urbanisme et Habitat	0,0	1 098,4	8 443,1	8 660,8	13 525,9	4 812,1	21 084,8	0,0	456,1	49 877,0
Reconstruction	0,0	0,0	95,9	101,6	1 379,8	0,0	1 630,6	140,0	50,0	0,0
Coopération internationale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Relations avec le parlement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	500,0
Réformes Institutionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Relations avec partis politiques.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	200,0
Petites et Moyennes Entreprises.	0,0	9 030,7	-	-	-	500,0	1 271,7	-	63 373,0	27 636,49
Tourisme et hôtellerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 281,43
Industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24 787,56
Ministères non identifiés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9 314,97
III.Autres services	2 111,9	446 331,2	80 911,3	116 377,9	909 084,9	1 316 691,1	1 134 276,4	-	3 842 427,2	434 424,27
Villes et Provinces	-	-	-	-	-	-	-	-	-	374 424,27
Budgets annexes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres services	2 111,9	446 331,2	80 911,3	116 377,9	909 084,9	1 316 691,1	1 134 276,4	-	3 842 427,2	60 000,00
TOTAL	933 099,4	2 759 532,9	2 275 599,3	2 181 862,2	2 509 163,4	2 846 565,7	2 864 957,6	1 309 553,0	4 429 056,7	2 620 408,9

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commission Nationale des Droits de l'homme, Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau II.21 Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat
Répartition par ministère et institution
(en millions de CDF)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
I. Institutions politiques	16 746,9	16 724,3	18 426,9	3 944,3	29 317,0	17 217,5	3 026,8	2 909,2	1 036,3	85 517,2
Présidence de la République.	3 513,7	6 751,4	4 565,1	1 814,2	27 751,2	9 677,2	1 850,2	2 857,1	1 036,3	17 470,3
Assemblée Nationale & Sénat	0,0	3 884,9	12 847,5	0,0	617,5	0,0	905,3	0,0	0,0	2 751,5
Primature ⁽¹⁾	13 233,2	6 088,0	1 014,3	2 130,1	948,3	7 540,3	271,2	52,1	0,0	1 900,8
Organismes auxiliaires ⁽²⁾										
Autres ⁽³⁾										63 324,6
Magistrature, Cours & Tribunaux										70,0
Comité Directeur CPP										
Dialogue Inter Congolais										
II. Ministères	460 950,7	526 070,7	261 651,8	355 176,7	323 436,2	281 515,5	502 893,6	539 254,9	999 216,0	731 400,1
Intérieur et Administration du territoire.	2 483,4	1 578,7	2 420,3	12 044,0	3 262,7	6 277,0	19 290,0	28 013,3	64 358,7	36 990,0
Affaires Etrangères	53,9	1 500,1	4 013,1	933,2	0,0	120,1	537,5	1 705,2	154,4	2 213,4
Commerce	0,0	0,0	22 688,4	665,0	0,0	0,0	2 184,6	601,8	0,0	284,9
Défense Nationale	7 280,8	6 313,5	4 801,9	31 201,8	12 275,2	13 290,7	4 975,6	5 911,8	11 739,0	20 773,8
Anciens Combattants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	787,5
Justice	0,0	136,9	268,9	135,6	321,1	297,1	4 071,7	12 830,8	8 203,9	0,0
Finances	29 092,9	37 576,2	44 116,2	4 605,4	58 944,5	33 855,1	10 059,1	33 729,9	28 942,9	56 245,3
Economie Nationale										160,5
Education Nationale ⁽⁴⁾	26 760,5	3 104,3	5 148,1	2 379,1	18 925,5	30 603,1	33 968,4	30 360,2	20 523,5	71 654,5
Information et presse	0,0	6 246,7	8 510,5	23,7	0,0	0,0	1 081,5	574,5	0,0	4 761,6
Agriculture , Pêche & Elevage	43 595,9	11 617,9	3 980,1	27 082,4	33 471,4	73 157,2	27 467,8	9 995,2	6 282,0	49 510,6
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	269 510,4	416 211,2	160 237,0	41 870,7	119 848,0	32 810,3	131 282,9	67 128,1	138 463,3	115 154,8
Mines & Hydrocarbure	0,0	0,0	0,0	212,8	1 130,9	120,0	2 978,0	0,0	15 510,8	8 950,6
Transports et Communications.	20 244,7	0,0	973,1	15 599,5	32 974,9	41 426,8	102 657,8	258 638,7	54 193,6	71 386,4
Fonction Publique	52,3	440,7	0,0	0,0	40,1	644,3	11 835,6	6 977,9	47 967,8	33 398,4
Affaires sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	468,9	0,0	1 326,9
Postes, Télégraphes, Télégrammes.	1 810,8	31,6	690,2	0,0	6 518,0	672,1	801,8	5 415,8	7 288,2	5 616,7
Santé Publique	20 496,0	8 579,6	1 381,1	17 478,2	31 356,2	33 324,3	10 337,4	12 874,7	204 335,8	97 376,0
Culture et Arts	0,0	8,0	61,9	146,1	168,1	1 364,5	1 414,6	339,3	30,0	537,6
Energie	12 871,8	8 120,3	51,7	192 066,2	0,0	0,0	99 966,0	17 065,3	271 662,4	54 794,1
Sports & Jeunesse	0,0	233,4	11,0	66,7	0,0	6 170,8	4 807,4	5 362,5	0,0	1 815,8
Affaires Foncières.										243,0
Travail et Prévoyance Sociales.										1 103,0
Portefeuille										1 245,3
Environnement	938,4	0,0	115,3	0,0	0,0	0,0	5 088,9	11 805,6	20 255,9	34 297,7
Développement rural	15 622,9	3 709,8	0,0	38,3	645,7	57,1	7 968,1	9 102,8	46 213,6	8 220,8
Plan	10 104,8	13 168,2	1 104,5	7 238,6	1 698,5	6 029,1	3 575,4	10 425,2	17 957,6	10 842,8
Recherche scientifique	0,0	6,1	111,8	528,2	709,6	0,0	0,0	566,9	0,0	367,3
Condition Féminine & Famille	0,0	0,0	0,0	66,7	0,0	356,7	1 465,5	7 621,6	15 529,9	6 487,7
Droits et libertés du Citoyen.										0,0
Droits humains										0,0
Budget	31,1	7 487,5	966,7	794,5	1 080,0	814,2	2 306,9	650,5	1 634,9	2 407,9
Urbanisme et Habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	65,8	125,0	12 771,0	1 088,2	17 968,1	17 823,4
Reconstruction										0,0
Coopération internationale										0,0
Relations avec le parlement										0,0
Réformes Institutionnelles										0,0
Relations avec partis politiques.										1 188,3
Petites et Moyennes Entreprises.										604,4
Tourisme et hôtellerie										9 695,3
Industrie										3 133,8
Ministères non identifiés										858 529,9
III. Autres services	2 274,9	56 010,6	97 221,3	174 519,0	138 762,8	153 040,9	117 233,1	0,0	98 471,4	37 964,1
Villes et Provinces										
Budgets annexes										
Dépenses exceptionnelles										
Autres services	2 274,9	56 010,6	97 221,3	174 519,0	138 762,8	153 040,9	117 233,1	0,0	98 471,4	820 565,8
TOTAL	479 972,5	598 805,6	377 300,0	533 640,0	491 516,0	451 773,9	623 153,5	542 164,0	1 098 723,6	1 675 447,2

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget.

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commission Nationale des Droits de l'homme, Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau II.22 Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale
(en millions de CDF)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
A. Auprès des institutions monétaires	58 402,1	-715 364,0	-486 648,0	-925 141,0	-820 292,0	-767 836,0	-551 688,0	-53 175,0	-92 640,7	30 619,8
Banque Centrale du Congo	107 828,2	-661 280,0	-394 023,0	-699 115,0	-635 903,0	-631 259,0	-436 790,0	71 973,0	21 271,0	251 963,7
Banques de dépôts	-49 426,1	-54 084,0	-92 625,0	-226 026,0	-184 389,0	-136 577,0	-114 898,0	-125 148,0	-113 911,7	-221 343,9
B. Auprès des institutions financières et des organismes sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	58 402,1	-715 364,0	-486 648,0	-925 141,0	-820 292,0	-767 836,0	-551 688,0	-53 175,0	-92 640,7	30 619,8

Source : Banque Centrale du Congo.

TITRE III

RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES

Les relations économiques extérieures se sont caractérisées, en 2018, par l'accroissement du volume des échanges commerciaux entre la RDC et le reste du monde, suite principalement à l'évolution globalement favorable des cours des principaux produits exportés par la RDC, notamment le cuivre et le cobalt. Il s'en est suivi une expansion des besoins de financement, comparativement à l'année précédente, résultant de l'accentuation du déficit courant sur fond d'une baisse de l'excédent du compte capital. Ce déficit a été principalement couvert par des entrées des devises au titre d'Investissements Directs Etrangers (IDE) et de recettes de préfinancement des exportations.

Dans ce contexte, la Banque Centrale du Congo a axé les actions de sa politique de change essentiellement dans le sens du relèvement du niveau des réserves internationales, tout en veillant au lissage des fluctuations du taux de change sur le marché. Ainsi, à fin décembre 2018, un accroissement de 35 millions de USD a été noté dans le cadre de la mobilisation des réserves internationales. Le marché des changes a été marqué par un net ralentissement de la volatilité du taux de change, le taux de dépréciation à l'indicatif n'ayant été que de 2,7 % contre 23,7 % une année auparavant.

S'agissant de la dette extérieure, le stock de la dette publique a représenté 7,0 % du PIB contre 12,1 % en 2017. En outre, il a représenté 72,7 % de l'endettement public total. L'analyse de cette dette a montré, à l'instar de 2017, que le pays est faiblement exposé aux risques de liquidité et de taux d'intérêt et modérément à celui de refinancement.

En ce qui concerne les donations extérieures en provenance des partenaires multilatéraux et bilatéraux, il y a lieu de relever la baisse de cette assistance, suite au non décaissement intégral de l'enveloppe des engagements pris par les bailleurs de fonds.

Quant aux activités relatives à la coopération régionale, il y a lieu de noter la tenue du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine, au cours duquel a été signé le projet d'Accord portant création de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF).

CHAPITRE I

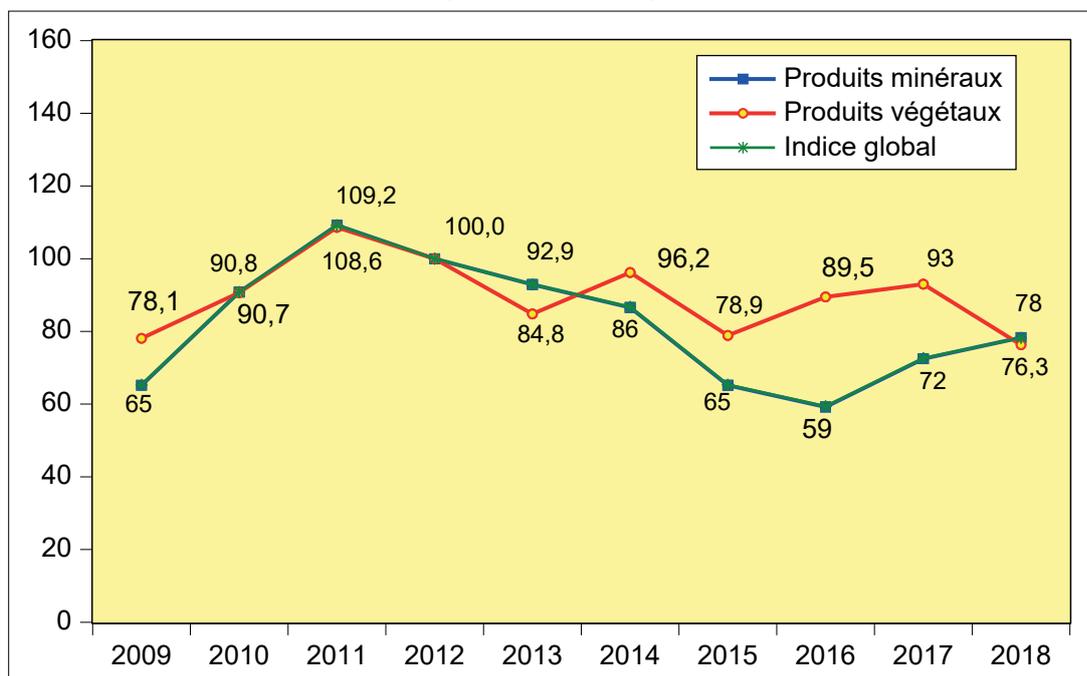
COMMERCE DES BIENS

Le volume des échanges commerciaux annuel entre la RDC et le Reste du monde s'est inscrit en hausse de 35,2 % en 2018. Il s'est chiffré à 30,9 milliards de USD, soit 65,6 % du PIB, venant de 60,3 % du PIB en 2017. Cette évolution est essentiellement consécutive au bon comportement des cours des principaux produits exportés par la RDC, notamment le cuivre et le cobalt. En outre, les exportations des biens ont couvert les importations à hauteur de 106,6 % contre une couverture de 101,8 %, une année plus tôt.

I.1. COURS DES PRINCIPALES MATIERES PREMIERES

L'indice global des cours mondiaux des principaux produits exportés par la RDC s'est situé à 78,2 points en 2018 contre 72,6 points en 2017, suite à la hausse de l'indice des produits minéraux.

Graphique III.1 Indice des cours des principaux produits
(Base 2012=100)



Source : Banque centrale du Congo.

I.1.1. Produits miniers et hydrocarbures

L'indice des cours des principaux produits miniers et hydrocarbures exportés par la RDC s'est établi à 78,3 points en 2018 contre 72,5 points en 2017, en raison de la hausse des cours de la quasi-totalité des produits exportés. En effet, excepté le

diamant et l'argent dont les cours ont connu des baisses, les cours du cobalt, du coltan, du pétrole, du cuivre, du zinc, de l'étain ainsi que de l'or ont enregistré des hausses.

Tableau III.1 Evolution des cours des produits miniers et hydrocarbures

Produits et Marchés		Cotation	2014	2015	2016	2017	2018
Cuivre	Londres	USD/tm	6 859,9	5 509,0	4 861,8	6 155,0	6 527,6
Étain	Londres	USD/tm	21 897,2	16 085,7	17 953,2	20 120,6	20 148,5
Zinc	Londres	USD/tm	2 160,9	1 933,0	2 084,4	2 889,2	2 926,2
Diamant	Kinshasa (CEEC) ⁽¹⁾	USD/carat	14,5	15,0	15,6	25,4	13,5
Cobalt	Londres (LME) ⁽²⁾	USD/lb	14,7	13,5	11,7	26,0	37,6
	Londres (LME) ⁽²⁾	USD/tonne	32 538,6	29 823,4	25 805,7	57 372,2	82 933,8
	Londres (Boursorama) ⁽³⁾	USD/tonne	32 000,0	24 700,0	32 483,0	57 713,4	74 054,3
Coltan	Londres	USD/lb	92,3	78,0	59,6	69,4	95,0
Or	New York	USD/o.t.	1 266,4	1 161,1	1 247,7	1 258,1	1 270,3
Pétrole	New York	USD/baril	93,4	48,9	43,6	51,3	64,7
Argent	New York	Cts/o.t.	1 908,8	1 572,0	1 708,4	1 705,3	1 571,6

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos et de la Commission Interministérielle d'Harmonisation des Statistiques Minières.

(1) Prix implicite dégagé par le rapport de la valeur et le volume exportés.

(2) Il s'agit du cobalt cathode dont la teneur est de 99,80 %.

(3) Il s'agit du cobalt brut.

Cfr. Tableau III.20.

La hausse du cours moyen du cobalt, sur le marché de Londres, de l'ordre de 44,6 % par rapport à l'année précédente, a été consécutive au maintien d'une forte demande, observée principalement au premier semestre 2018, de l'industrie de smartphone et des véhicules électriques. Il sied de noter qu'au cours de l'année sous étude, le prix du cobalt a atteint un pic de 82.933,8 USD la tonne.

Toutefois, une tendance baissière a été enregistrée dans l'évolution du cours de cobalt, essentiellement à partir du second semestre 2018, suite principalement à la baisse de la demande dans un contexte du recours au développement de technologies de substitution utilisant très peu ou pas le cobalt dans la production notamment des batteries électriques.

Encadré 2. Révision du code minier de la RDC

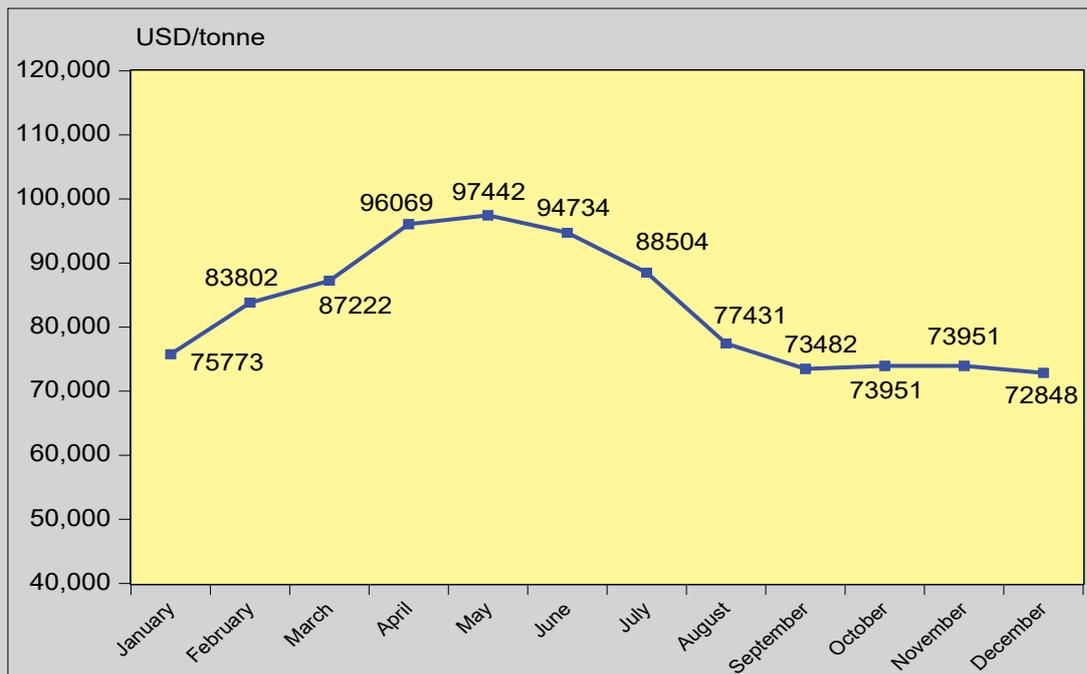
La République Démocratique du Congo voudrait redynamiser son activité économique intérieure, en profitant au maximum des périodes d'embellie des cours des matières premières pour accroître ses recettes publiques et ainsi accélérer le processus de la diversification de son économie.

Parmi les stratégies mises en place pour y parvenir figure la modification du Code minier. En effet, la loi n°18/001 du 09 mars 2018, modifiant la loi n°007/2002 du 11 juillet 2002, portant Code minier, consacre notamment la hausse de la taxe sur la production. L'Ordonnance-loi n°18/03 du 13 mars 2018, fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du pouvoir central indique que cette taxe est passée de 2% à 3,5% du chiffre d'affaires sur les minerais « classiques » et de 2 à 10% sur les minerais stratégiques. Le décret n°18/042 du 24 novembre 2018 cite le cobalt, le germanium et le colombo-tantalite comme minerais stratégiques du pays. Le Code minier modifié a en outre institué une taxe de 50% sur les profits excédentaires ou super profits réalisés lorsque les cours des matières ou des commodités connaissent un accroissement supérieur à 25% par rapport à ceux repris dans l'étude de faisabilité bancaire du projet. Au niveau de la Banque Centrale du Congo, la nouvelle réglementation de change a pris en compte les innovations du nouveau Code minier.

Cependant, les sociétés minières présentes en RD Congo, dont la plupart avaient investi dans le cadre du précédent code minier, lequel se voulait incitatif avec des facilités dans l'octroi des droits et dans le régime fiscal, ont mal accueilli les dispositions du nouveau code, soutenant que ces dispositions limiteraient la croissance de l'industrie minière en RD Congo, impactant négativement la croissance économique du pays. Cependant, cette révision des taxes, avec des mesures idoines d'encadrement, devrait permettre au pays de bénéficier des ressources indispensables pour la diversification et le développement économique du pays.

Concernant particulièrement le cobalt, classé minerais stratégique en RDC, son cours a enregistré des baisses au second semestre suite principalement à l'exploration des ressources alternatives. Cependant, les perspectives demeurent encore favorables.

Graphique III.2 Evolution du cours de cobalt sur le marché de Londres en 2018



Source : Banque centrale du Congo.

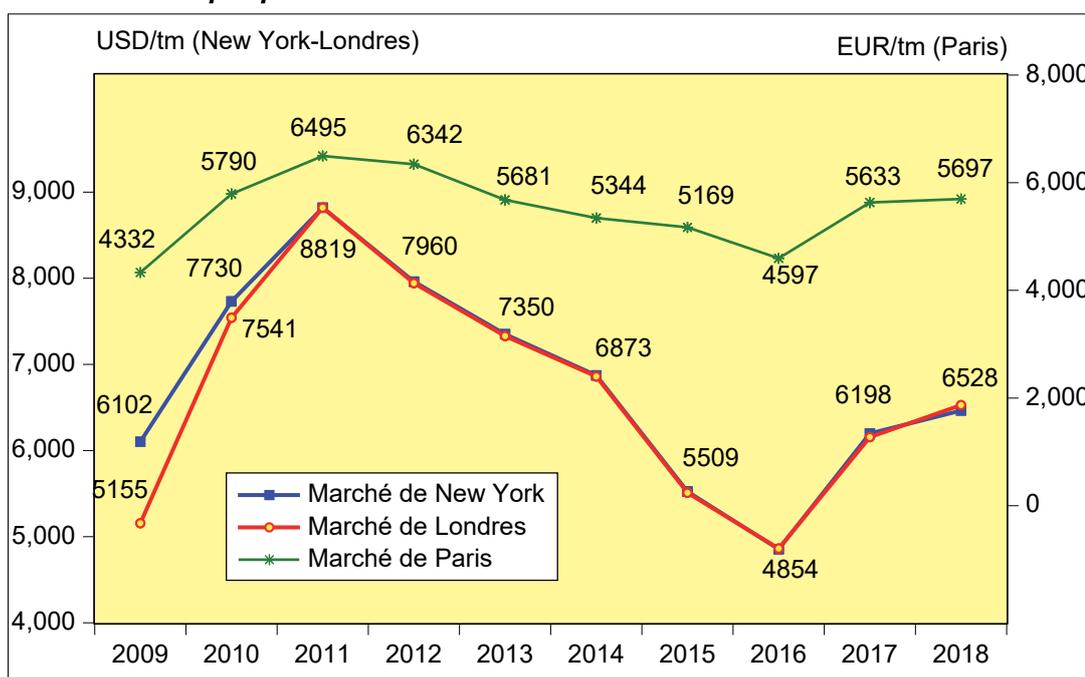
En effet, malgré le développement d'autres technologies de batteries comme les Lithium Phosphate de Fer (LFP) ou les Lithium-Metal Polymère (LMP), la majorité des constructeurs automobiles considèrent encore les batteries Li-ion à base du cobalt comme le meilleur du point de vue performance, légèreté, fiabilité et durée de vie. La RDC peut donc continuer à bénéficier des ressources provenant du cobalt.

Le cours du coltan, dont la RDC est la première réserve mondiale a, quant à lui, enregistré une hausse de 36,8%, à la suite du bon comportement de sa demande mondiale, surtout par l'industrie de fabrication des téléphones portables.

S'agissant du cours moyen du pétrole, sa hausse de 26,0 % a été principalement portée par le prolongement de l'accord de limitation de la production des membres de l'OPEP ainsi que les craintes de voir l'offre mondiale du brut s'assécher encore plus après l'entrée en vigueur des menaces des sanctions américaines contre l'Iran.

La hausse du cours du cuivre de 6,1 % a découlé, d'une part, d'une forte demande de l'industrie automobile et, d'autre part, de la baisse de l'offre liée principalement aux tensions sociales dans l'une de plus grandes mines au monde, au Chili. Il sied de noter que la demande de la Chine, premier consommateur mondial, n'a pas été perturbée par les tensions commerciales qu'elle connaît avec les Etats-Unis.

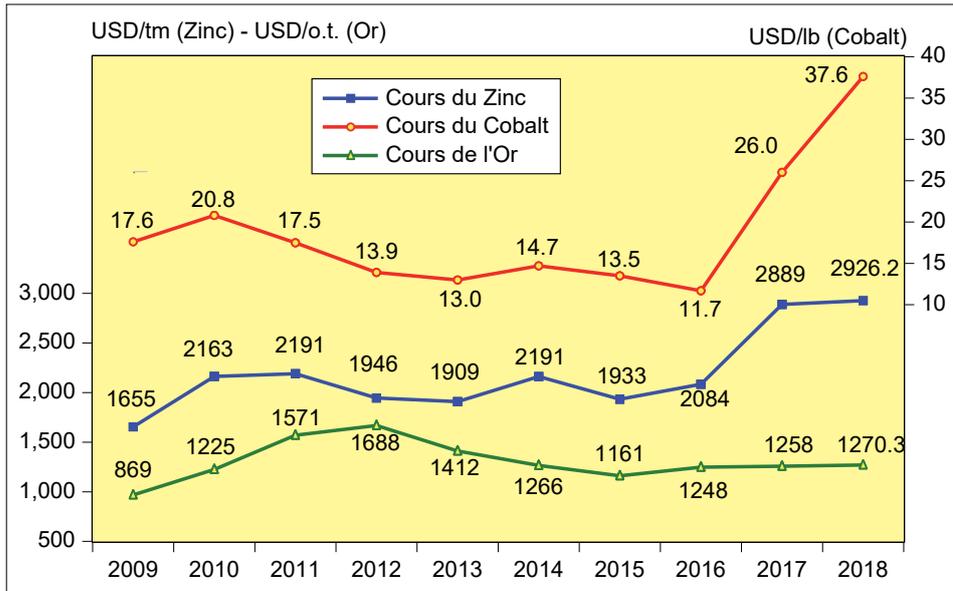
Graphique III.3 Cours du Cuivre sur les marchés mondiaux



Source : Banque centrale du Congo.

Pour ce qui est du zinc, sa hausse de 1,3 % a résulté du déficit persistant de l'offre sur le marché mondial. Par ailleurs, la baisse des prix de ce métal observée entre 2014 et 2016 a induit la contraction de sa production, aggravant ainsi le déficit de l'offre sur le marché, à partir de 2017, alors que la demande se réconforte.

Graphique III.4 Cours du Zinc, du Cobalt et de l'Or sur le marché de Londres

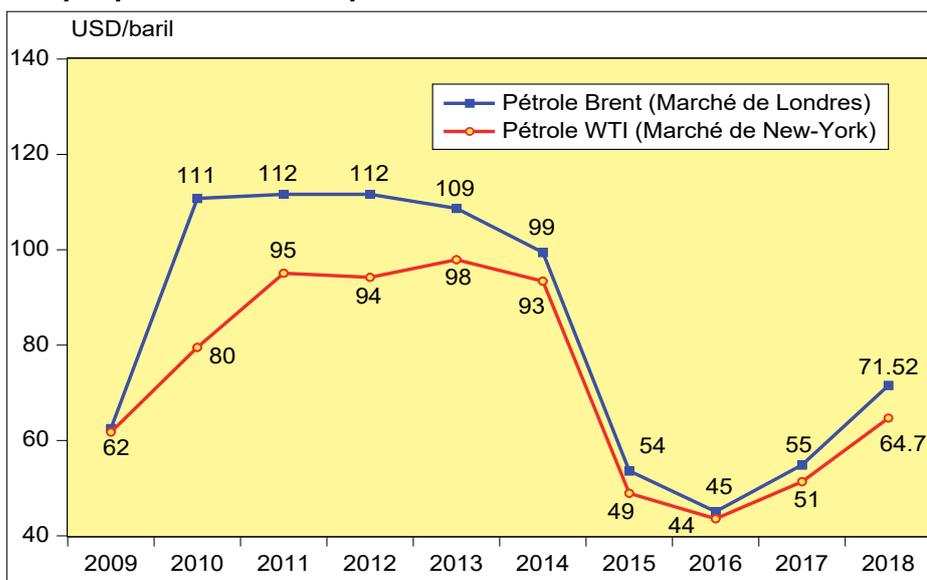


Source : Banque centrale du Congo.

En 2018, le cours de l'étain a enregistré une croissance de 0,14 %, comparé à son niveau de l'année précédente. Il y a lieu de signaler que ce minerai est classé en tête des métaux de l'avenir du fait de son utilisation dans le secteur des technologies innovantes, notamment les composants électroniques des véhicules électriques, la robotique et les énergies renouvelables. C'est dans cette perspective que l'Institut International de Recherche sur l'Etain (ITRI) a prévu un déficit de l'offre de ce produit sur le marché, au cours de deux prochaines années.

Pour ce qui est de l'or, sa hausse de 1,0 % est expliquée principalement par la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine ainsi que les tensions géopolitiques en Corée du nord et en Iran, poussant les investisseurs à se réfugier dans l'or.

Graphique III.5 Cours du pétrole brut sur les marchés internationaux



Source : Banque centrale du Congo.

I.1.2. Produits végétaux

En 2018, les cours de l'ensemble de principaux produits végétaux exportés par la RDC ont connu une baisse, excepté celui du bois « sapelli grume ». Ainsi, l'indice des cours de ces produits s'est fixé à 76,3 points venant de 93,0 points en 2017.

Tableau III.2 Evolution des cours des produits végétaux

Produits et Marchés		Cotation	2014	2015	2016	2017	2018
Café							
Robusta	Londres	USD/tonne	2 004,5	1 714,2	1 730,9	2 034,7	1 689,9
Arabica	New York	Cts/lb	176,4	132,9	136,4	133,0	113,1
Cacao	New York	USD/tonne	2 210,0	2 918,7	3 163,0	2 831,3	2 310,5
Huile							
de palme	Kuala Lumpur	EUR/tm	611,8	441,0	528,9	552,2	451,3
de palmistes	Kuala Lumpur	EUR/tm	894,5	774,6	857,5	951,1	758,3
Coton	New York	Cts/lb	76,6	63,3	65,6	73,6	82,1
Caoutchouc	Londres	Cts/Kg	196,5	155,6	163,9	199,6	155,8
Bois Sapelli							
Bois dur grume	Cameroun F.O.B.	USD/m ³	282,0	246,0	299,0	384,2	461,0
Bois dur Scié	Cameroun F.O.B.	USD/m ³	897,9	833,3	738,9	786,1	727,9

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

Cfr. Tableau III.21.

Les cours des cafés robusta et arabica ainsi que celui du cacao ont connu des baisses annuelles respectives de 16,9 %, 14,9 % et 18,4 %.

Les conditions météorologiques favorables à la culture du café et du cacao ont induit des récoltes abondantes, les grands pays producteurs ayant même affiché des récoltes records. La faiblesse de la monnaie du Brésil, premier producteur mondial de l'arabica a expliqué également cette baisse.

Le cours de l'huile de palme en baisse de 18,3 % et celui de l'huile palmiste de 20,3 % ont été affectés par des plaidoyers en défaveur de leur consommation, considérée comme étant nuisible à la santé et dont la culture aurait un impact négatif sur l'écosystème.

Encadré 3. L'huile de palme peut-elle être remplacée ?

La demande en huile de palme a explosé depuis les années 1990. En effet, elle est de plus en plus appréciée des industriels, de par son bas prix et des plusieurs autres caractéristiques dont une bonne résistance à la chaleur et à l'oxydation et du fait que son arbre pousse vite et que son extraction est facile. Au-delà de son utilisation comme huile de table, l'huile de palme peut être utilisée dans de nombreux produits. Notamment comme intrant dans la fabrication de la margarine, de la pâte à tartiner chocolatée, les chips, dans les produits cosmétiques, les détergents et les biocarburants. Par ailleurs, à partir de l'amande de la noix, il peut être extrait de l'huile de palmiste, qui sert d'ingrédient pour des peintures et des produits cosmétiques.

Plusieurs pays, dont l'Indonésie et la Malaisie, ont trouvé dans l'huile de palme un produit d'exportation très rentable. Ces deux pays asiatiques fournissent actuellement environ 85,0 % de la consommation mondiale d'huile de palme.

Du point de vue environnemental, il est désormais de notoriété publique que la production d'huile de palme est à l'origine d'une déforestation massive dans les régions tropicales qui regorgent pourtant les forêts les plus importantes du monde et surtout l'accaparement des terres par les multinationales et le déplacement des populations. L'Indonésie, l'un des grands

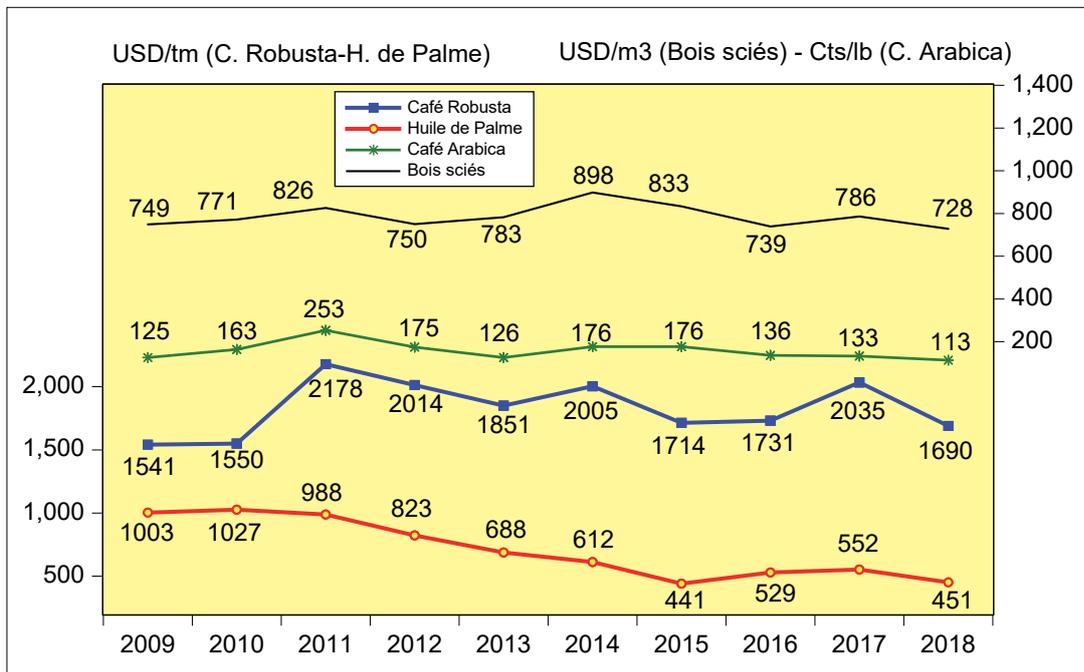
producteurs mondial a déjà perdu 72,0% de ses forêts. A ce rythme, selon un rapport du Programme de Nations Unies pour l'Environnement (PNUÉ), 98,0% des forêts pourrait disparaître d'ici à 2022. C'est donc un danger qui pèse sur les forêts tropicales et leurs habitants, animaux, végétaux ou humains.

Plusieurs associations de protection de l'environnement mènent des campagnes, pour limiter la consommation de l'huile et propose son remplacement par notamment le beurre de karité, l'huile de coco, l'huile de tournesol, d'arachide, du colza, de tournesol et du soja. Le dernier rapport de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) a reconnu le danger de la culture des palmiers à huile mais ne l'a pas condamné. Selon cette institution, chercher à stopper la culture des palmiers à huile, c'est prendre le risque que les entreprises se reportent sur d'autres cultures d'oléagineux pour obtenir une production d'huile. Or, ces cultures requièrent jusqu'à neuf fois plus de surfaces cultivées que l'huile de palme pour une production équivalente. Remplacer les palmiers à huile par d'autres plantes cultivées risquerait donc de provoquer une déforestation encore plus catastrophique. D'autres alternatives, qui ne semblent pas être trouvée d'ici tôt, doivent donc être étudiées pour pouvoir trouver un produit de remplacement efficace à l'huile de palme. En Europe, une sortie de l'huile de palme dans les agro carburants de première génération n'est proposée que pour 2030.

Sur le marché de New-York, le cours du coton a été en baisse de 11,6 %, à la suite principalement de la réduction de la demande résultant de la mauvaise qualité du coton américain, induite par les conditions météorologiques défavorables à la culture.

Quant au caoutchouc, son cours moyen annuel a affiché une baisse de 22,0 %, à la suite de l'abondance de l'offre avec l'arrivée de nouveaux pays producteurs, notamment la Côte d'Ivoire et le Cambodge, sur fond de la baisse de la demande de la Chine.

Graphique III.6 Cours de principaux produits végétaux exportés



Source : Banque centrale du Congo.

I.2. DESTINATIONS DES EXPORTATIONS

Les exportations de la RDC en 2018, évaluées à 16,0 milliards de USD et en hausse de 38,3 % comparativement à l'année précédente, ont été destinées à 35,5 % à la Chine, 20,1 % à l'Afrique du Sud et à 3,0 % aux pays de l'Union européenne.

Tableau III.3 Exportations de la RDC par destination
(en pourcentage du total)

Pays	2014	2015	2016	2017	2018 ^(p)
Chine	22,9	25,7	20,0	28,2	35,5
Afrique du Sud	16,3	20,5	18,5	21,3	20,1
Union Européenne	4,6	4,4	4,4	4,9	3,0
Autres	56,2	49,5	57,1	45,6	41,4

Source : Banque Centrale du Congo.

Cfr. Tableau III.23.

I.3. IMPORTATIONS

La valeur des importations des biens de la RDC a atteint 15,0 milliards de USD en 2018, affichant une hausse de 32,0 % par rapport à l'année précédente. Ces importations proviennent principalement de l'Union Européenne, de la Chine et de l'Afrique du Sud avec des parts respectives de 12,1 %, 11,9 % et 10,8 %.

Tableau III.4 Importations de la RDC par pays ou région de provenance
(en pourcentage)

Pays	2014	2015	2016	2017	2018 ^(p)
Union Européenne	23,2	23,5	17,7	19,4	12,1
Chine	10,7	13,4	10,9	8,6	11,9
Afrique du Sud	10,6	12,3	9,7	8,5	10,8
Autres	55,4	50,9	61,7	63,6	65,2

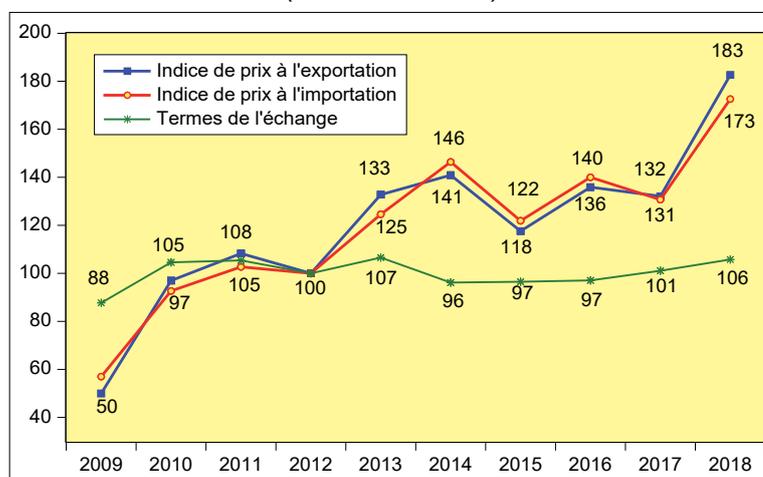
Source : Banque Centrale du Congo.

Cfr. Tableau III.24.

I.4. TERMES DE L'ÉCHANGE

En 2018, les termes de l'échange de la RDC se sont améliorés, se fixant à 105,8 points contre 101,1 points observé en 2017.

Graphique III.7 Evolution des termes de l'échange
(Base 2009=100)



Source : Banque centrale du Congo.

CHAPITRE II

POLITIQUE DE CHANGE

La politique de change a été menée dans un contexte marqué par l'amélioration de la conjoncture internationale, notamment sur le marché des matières premières, se traduisant par une relative amélioration de l'offre des devises sur le marché des changes. Il en a résulté l'atténuation des pressions sur le marché des changes. En effet, sur base des données à fin période, le marché officiel a enregistré un taux de dépréciation de la monnaie nationale de 2,7 % contre 23,7 %, une année auparavant. Dans ce contexte, l'Institut d'Emission a légèrement conforter le niveau de ses réserves de change.

II.1. OBJECTIFS ET INSTRUMENTS DE POLITIQUE DE CHANGE

La politique de change mise en œuvre en 2018 a poursuivi les mêmes objectifs que précédemment, à savoir :

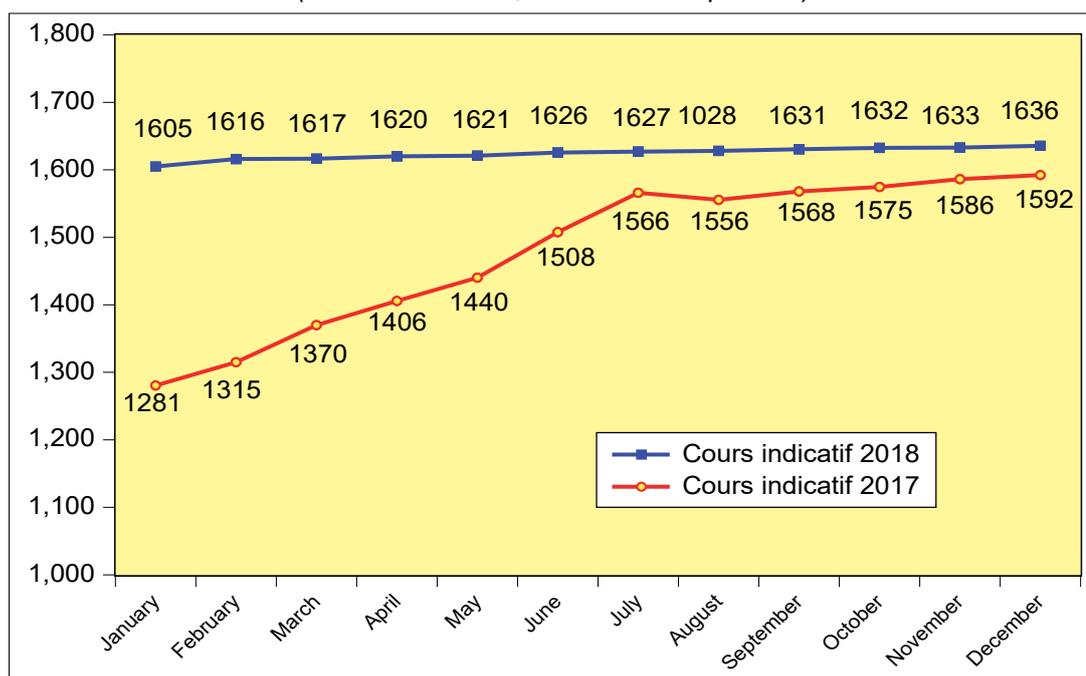
- lisser les fluctuations du taux de change ;
- relever le matelas des réserves de change légèrement au-dessus de son niveau de fin décembre 2017.

II.2. EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE CHANGE

II.2.1. Lissage des fluctuations

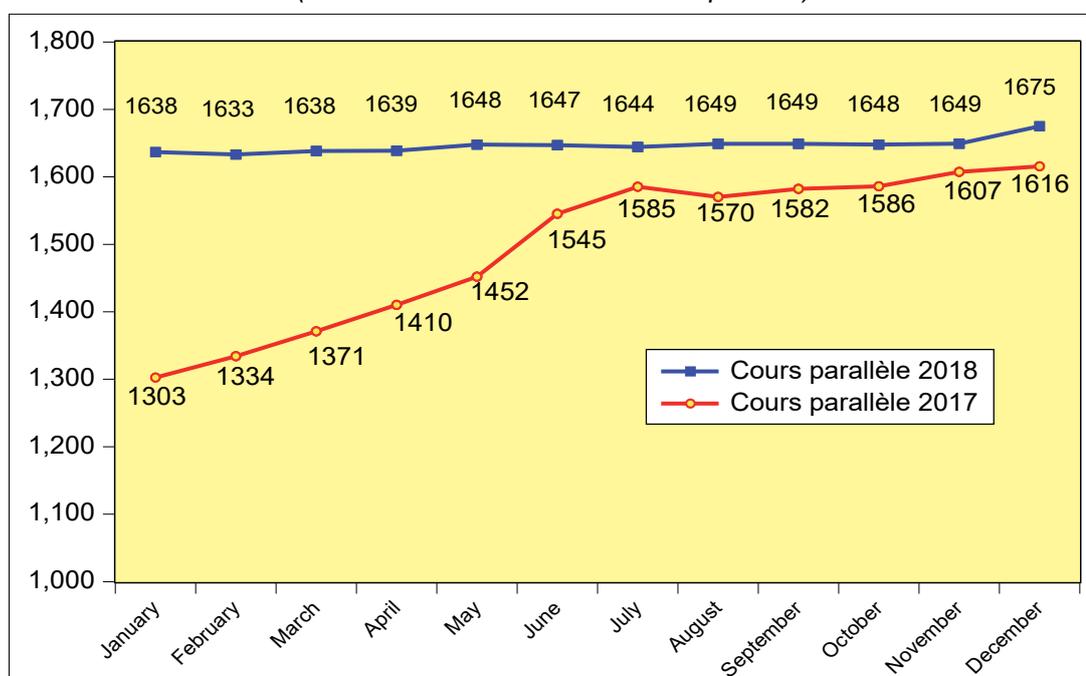
En 2018, le marché des changes a été caractérisé par le ralentissement sensible du rythme de dépréciation du taux de change, comparativement à l'année précédente. En effet, le taux de dépréciation n'a été que de 2,7 % à fin 2018 contre 23,7 %, à fin 2017, à l'indicatif.

En moyennes mensuelles, le taux de dépréciation n'a été que de 0,12 % à l'indicatif contre 0,09 % pour les données à fin période et respectivement de 0,03 % et 0,08 % sur le marché parallèle. Ces taux ont été respectivement de 2,3 % et 2,2 % à l'indicatif et de 2,1 % et 2,0 % au parallèle en 2017.

Graphique III.8 Evolution du taux de change indicatif*(CDF le dollar US, données à fin période)*

Source : Banque Centrale du Congo.

Sur le marché parallèle, la monnaie nationale s'est dépréciée, par rapport à la devise américaine, de 3,6 % en 2018 contre 21,4 % à fin 2017.

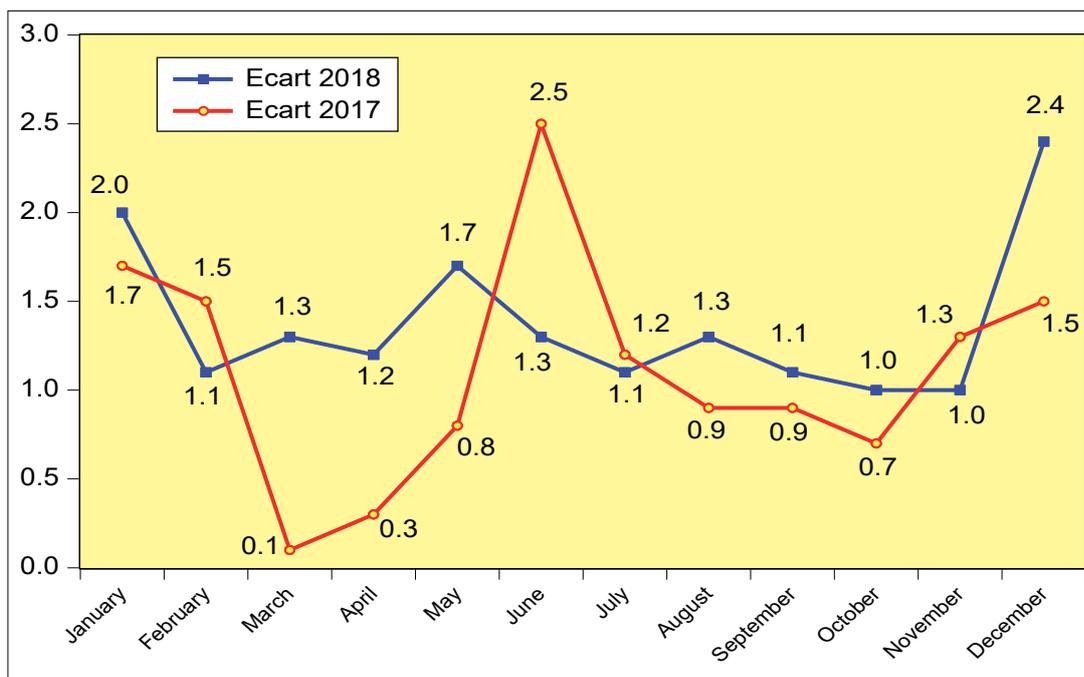
Graphique III.9 Evolution du taux de change parallèle*(CDF le dollar US/ données à fin période)*

Source : Banque Centrale du Congo.

Le ralentissement du rythme de dépréciation de la monnaie nationale, en 2018, a résulté de la bonne coordination des politiques macroéconomiques sur fond d'un bon comportement de cours des matières premières.

Par ailleurs, l'écart entre les taux indicatif et parallèle s'est nettement rétréci en 2018 et 2017, comparativement à 2016. En effet, en moyenne mensuelle, ces écarts ont été de 1,4 % en 2018 et 1,1 % en 2017 contre 4,8 % en 2016.

Graphique III.10 Evolution de l'écart entre le taux parallèle et le taux indicatif
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

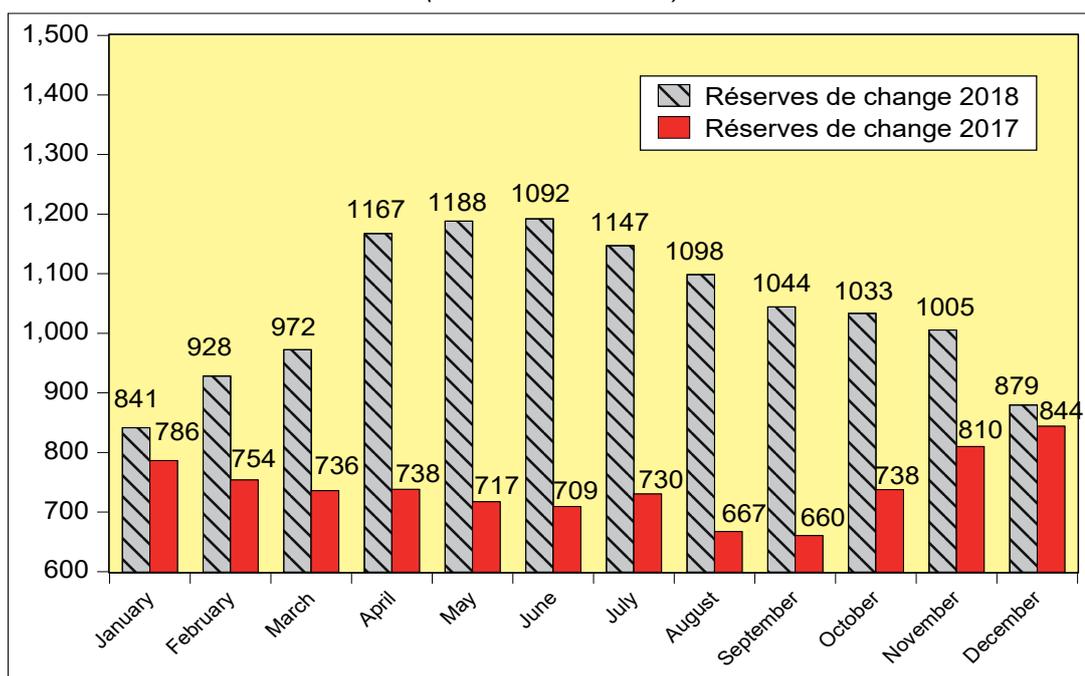
II.2.2. Niveau des réserves de change

A fin décembre 2018, les réserves de change se sont établies à 879,5 millions de USD, soit une accumulation de près de 35,0 millions par rapport à fin décembre 2017. Ce niveau de réserve correspond à une couverture de 0,9 mois des dépenses d'importations, niveau quasiment identique à celui de fin 2017.

Toutefois, il convient de relever que les réserves de change ont connu une évolution en deux phases. La première, allant de janvier à juin, a été caractérisée par la progression des réserves, atteignant un pic de 1.194,0 millions de USD au 28 juin 2018, soit une reconstitution d'environ 348,0 millions par rapport à fin décembre 2017. Cette évolution a résulté du bon comportement de la balance des paiements dans un contexte d'un faible niveau d'exécution des dépenses en devises.

Graphique III.11 Evolution des réserves de change

(en millions de USD)

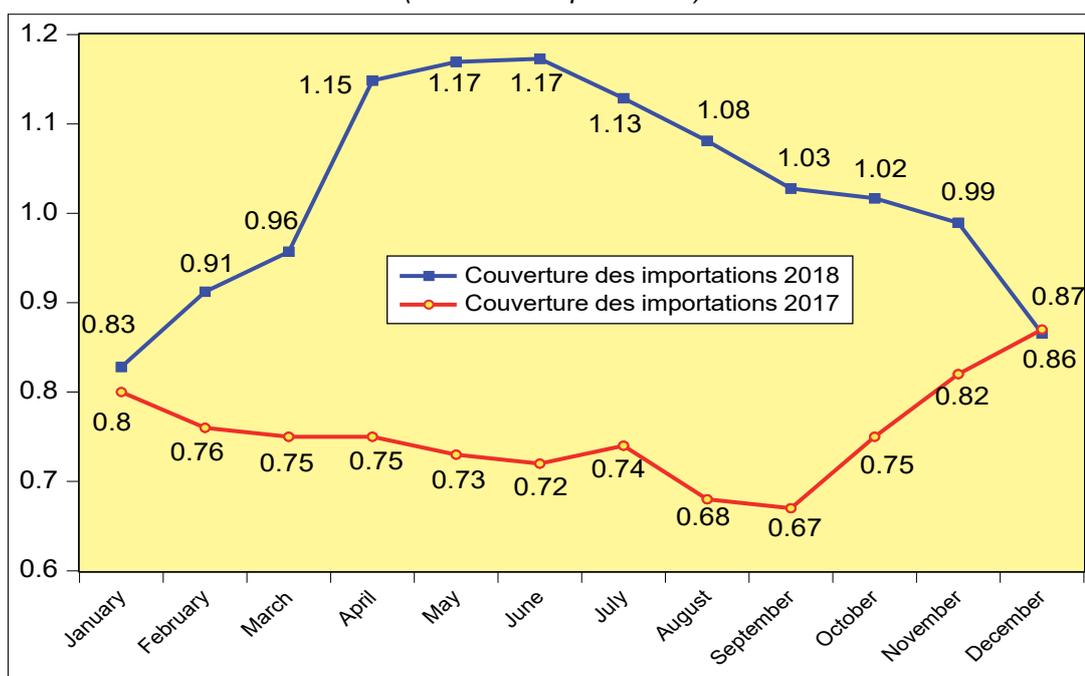


Source : Banque Centrale du Congo.

La seconde phase, allant de juillet à décembre 2018, a été principalement marquée par une forte consommation des devises, à hauteur de 312,0 millions de USD. Cette forte consommation a été consécutive aux besoins de financement des élections de décembre 2018, soit environ 513,8 millions.

Graphique III.12 Evolution des réserves de change

(en mois d'importations)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

BALANCE DES PAIEMENTS

Les transactions avec l'extérieur se sont traduites par l'expansion des besoins de financement, comparativement à l'année précédente. Cette expansion a résulté de l'accentuation du déficit courant sur fond d'une baisse de l'excédent du compte capital.

III.1. COMPTE COURANT ET COMPTE CAPITAL

Le solde cumulé du compte courant et celui de capital a renseigné un besoin de financement de 1.924,1 millions de USD en 2018 contre 776,1 millions observé une année plus tôt. Rapproché au PIB, ce solde a représenté 4,1 % contre 2,0 % en 2017.

Cette évolution a résulté essentiellement de l'aggravation du déficit du compte des transactions courantes.

Tableau III.5 Composantes de la Balance des paiements
(en millions de USD)

	2014	2015	2016	2017	2018 (p)
I. Compte des transactions courantes	-1 722,6	-1 483,8	-1 504,1	-1 241,4	-2 169,1
- Biens nets	-385,1	-289,8	-263,3	208,2	994,2
- Services nets	-2 767,4	-2 018,3	-1 961,5	-1 614,5	-2 686,9
- Revenus primaires nets	-603,1	-1 080,5	-613,5	-1 080,7	-1 686,8
- Revenus secondaires nets	2 032,9	1 904,9	1 334,1	1 245,7	1 210,5
II. Compte de capital	320,5	252,2	-46,3	465,3	245,0
- ACANFNP nettes ⁽¹⁾	-9,2	176,3	-0,7	-20,3	-47,2
- Capitaux publics nets	520,0	129,6	1,5	498,4	331,5
- Capitaux privés nets	-190,3	-53,7	-47,2	-12,8	-39,3
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)	-1 402,1	-1 231,6	-1 550,4	-776,1	-1 924,1
III. Compte financier					
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	-1 253,1	-1 300,0	-1 325,1	-926,6	-1 824,7
1. Investissements directs nets	-1 499,6	-1 165,7	-932,4	-1 048,0	-1 284,6
2. Investissements de portefeuille nets	13,6	94,1	13,2	10,6	38,3
3. Dérivés financiers (autres que les réserves) nets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Autres Investissements nets	338,5	116,2	197,0	134,7	-602,2
5. Avoirs de réserves	-105,7	-344,6	-603,0	-23,9	23,8
Erreurs nettes et omissions	149,0	-68,4	225,3	-150,5	99,4

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.

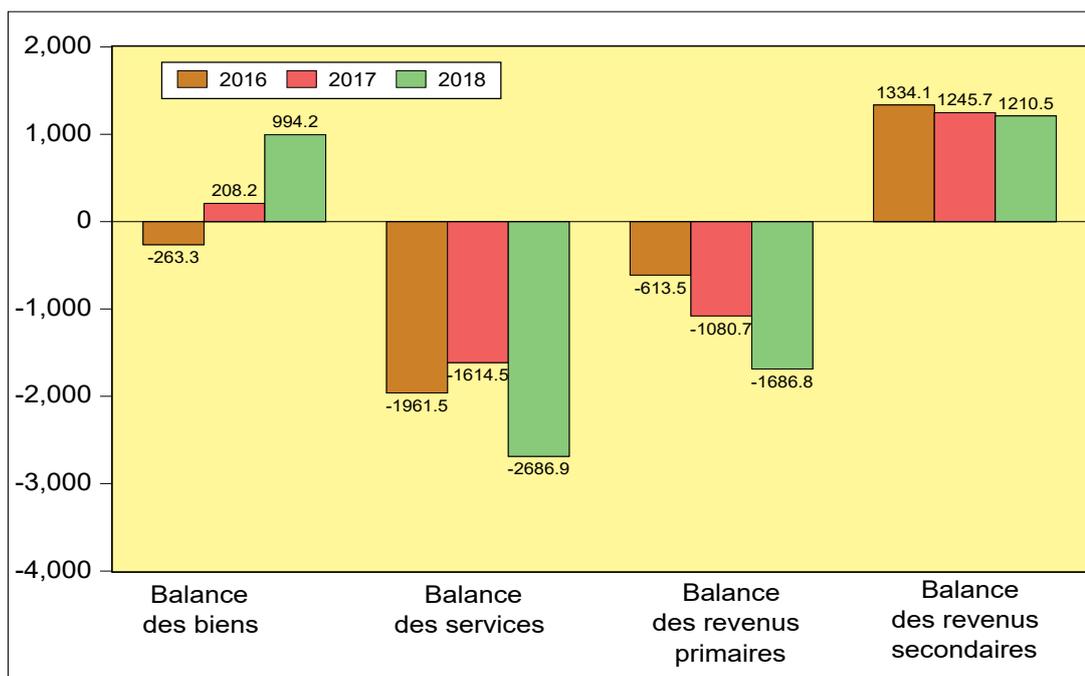
Cfr. Tableau III.29.

III.1.1. Compte courant

Le déficit du compte courant s'est établi à 2.169,1 millions de USD en 2018, représentant 4,6 % du PIB contre 3,3 % en 2017. L'aggravation de ce déficit a résulté principalement de l'accroissement du déficit de services et celui des revenus primaires.

Graphique III.13 Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes

(en millions de USD)



Source : Banque Centrale du Congo.

Cfr. Tableau II

III.1.1.1. Compte des biens

La balance des biens s'est soldée par un excédent de 994,2 millions de USD en 2018 contre celui de 208,2 millions en 2017. Cette évolution est justifiée par un accroissement des exportations plus important que celui des importations.

a. Exportations des biens

Les exportations des biens ont enregistré une hausse de 38,8 % en 2018, après avoir connu un recul de 2,8 % en 2017. Cette progression a été principalement impulsée par les exportations des produits miniers et hydrocarbures.

En outre, les exportations des biens ont porté essentiellement sur les produits miniers et hydrocarbures avec une part de 99,1 %, légèrement en baisse par rapport à celle de 99,3 % en 2017. Les produits agricoles ont représenté une part de 0,6 % en 2017 et 0,8 %, une année après.

Tableau III.6 Structure des exportations
(en millions de USD, sauf indication contraire)

	2014		2015		2016		2017		2018 ^(p)	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
PRODUITS MINIERES ET HYDROCARBURES	11 766,4	95,5	10 083,8	98,0	8 736,2	73,5	11 468,4	99,3	15 826,8	99,1
Cuivre	7 531,0	61,1	5 762,0	56,0	4 982,9	41,9	6 272,6	54,3	7 436,1	46,6
Cobalt	2 302,2	18,7	2 484,6	24,2	1 807,2	15,2	3 368,8	29,2	6 350,7	39,8
Zinc	26,8	0,2	24,7	0,2	27,7	0,2	22,0	0,2	2,1	0,0
Or	816,2	6,6	1 072,3	10,4	1 219,5	10,3	1 086,8	9,4	1 100,9	6,9
Diamant	228,3	1,9	254,2	2,5	246,8	2,1	207,4	1,8	188,5	1,2
Pétrole brut	770,4	6,3	403,0	3,9	332,3	2,8	383,2	3,3	596,5	3,7
Autres ⁽¹⁾	91,5	0,7	83,0	0,8	119,9	1,0	127,6	1,1	151,9	1,0
PRODUITS AGRICOLES	547,5	4,4	196,7	1,9	500,5	4,2	74,3	0,6	124,0	0,8
Café	246,2	2,0	31,0	0,3	41,8	0,4	27,0	0,2	24,7	0,2
Caoutchouc	238,2	1,9	0,5	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	13,0	0,1
Bois	45,6	0,4	102,6	1,0	401,1	3,4	32,0	0,3	57,0	0,4
Cacao	17,4	0,1	43,7	0,4	44,8	0,4	11,1	0,1	24,9	0,2
Autres ⁽²⁾	0,1	0,0	19,0	0,2	12,8	0,1	3,8	0,0	4,4	0,0
PRODUITS INDUSTRIELS ET ENERGETIQUES	7,3	0,1	4,3	0,0	16,0	0,1	5,5	0,0	16,1	0,1
Ciment	4,9	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Electricité	2,4	0,0	4,0	0,0	4,3	0,0	4,2	0,0	4,5	0,0
Autres ⁽³⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	11,7	0,1	1,3	0,0	11,6	0,1
AJUSTEMENT ⁽⁴⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	2 632,9	22,2	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	12 321,2	100,0	10 284,8	100,0	11 885,5	100,0	11 548,2	100,0	15 966,8	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) notamment Coltan, Plomb et Cassitérite.

(2) notamment thé et quiquina.

(3) notamment mitrilles ferreuses.

(4) Il s'agit des données de l'enquête et des exportations frauduleuses.

Cfr. Tableau III.30.

a.1. Exportations des produits miniers et hydrocarbures

Les exportations des produits miniers et hydrocarbures se sont chiffrées à 15.826,8 millions de USD contre 11.468,4 millions en 2017, dans un contexte de hausse des cours des matières premières au niveau mondial.

En ce qui concerne la valeur des exportations du cuivre en 2018, elle s'est établie à 7.436,1 millions de USD, enregistrant une hausse de 18,6 %, d'une année à l'autre, justifiée à la fois par la hausse du cours de ce produit sur le plan international et l'augmentation du volume exporté. En moyenne, le prix du cuivre est passé de 6.155,0 USD la tonne métrique en 2017 sur le marché de Londres à 6.527,6 USD la tonne en 2018, tandis que le volume exporté s'est chiffré à 1,22 million de tonnes en 2018 contre 1,09 million de tonnes en 2017.

S'agissant du pétrole brut, il a été observé un accroissement de 55,7 % de la valeur des exportations de ce produit, occasionné à la fois par une hausse du volume exporté et un rebond du prix sur le marché de New York. En effet, le prix moyen annuel est passé de 51,3 USD le baril en 2017 à 64,7 USD en 2018 et le volume exporté a augmenté de 18,4 %, se situant à 8,43 millions de barils.

La valeur des exportations du cobalt a renseigné une progression considérable de 88,5 % par rapport à 2017. Cette évolution a résulté tant de la croissance du prix de ce produit que de l'augmentation du volume exporté. D'une année à l'autre, le volume exporté est passé de 82,4 milles tonnes à 109,4 milles tonnes. Cette tendance observée depuis 2017 a fait suite à l'enthousiasme suscité par ce métal indispensable dans la fabrication des batteries des véhicules électriques, des tablettes et des téléphones portables.

Tableau III.7 Variation annuelle de la valeur des exportations des produits miniers et hydrocarbures
(en pourcentage)

	2014	2015	2016	2017	2018 ^(p)
Produits miniers et hydrocarbures	4,5	-14,3	-13,4	31,3	38,0
Cuivre	-5,1	-23,5	-13,5	25,9	18,6
Cobalt	17,2	7,9	-27,3	86,4	88,5
Zinc	16,5	-7,7	12,3	-20,6	-90,4
Diamant	10,1	11,3	-2,9	-15,9	-9,1
Plomb	0,0	-24,1	-85,8	-100,0	0,0
Or	342,1	31,4	13,7	-10,9	1,3
Cassitérite	-100,0	12 517,7	1 002 179,9	35,9	16,1
Pétrole brut	-11,1	-47,7	-17,6	15,3	55,7
Autres ⁽¹⁾	1 008,5	-9,1	-32,0	-27,2	25,1

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) notamment Coltan.

Cfr. Tableau III.30.

a.2. Exportations des produits agricoles

En 2018, la valeur globale des exportations des produits agricoles a augmenté de 67,0 % par rapport à 2017, se situant à 124,0 millions de USD. Cette situation est consécutive à la hausse des exportations du caoutchouc, du bois et du cacao respectivement de 3.355,0 %, 78,2 % et 124,9 %.

Par ailleurs, d'une année à l'autre, les quantités exportées de bois sont passées de 134,8 milliers de m³ à 203,2 milliers de m³. Celles de caoutchouc ont été de 424,1 tonnes contre 14.914,1 tonnes en 2017. Concernant les exportations de cacao, le volume est passé de 7.510,6 tonnes en 2017 à 15.474,0 tonnes en 2018.

a.3. Exportations des produits industriels et énergétiques

Les exportations des produits industriels et énergétiques ont connu un bond de 192,3 % en 2018, s'établissant à 16,1 millions de USD. Cette situation a résulté de la hausse des exportations des « autres produits », notamment les mitrilles ferreuses.

b. Importations

La valeur des importations a enregistré une hausse de 32,0 % en 2018, après avoir régressé de 6,7 %, l'année précédente. Cette évolution est due à l'accroissement des importations de toutes les catégories des biens.

Tableau III.8 Structure des importations
(en millions USD, sauf indication contraire)

	2014		2015		2016		2017		2018 ^(p)	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Biens de consommation	3 758,8	29,6	2 811,9	26,6	4 050,6	33,3	3 144,1	27,7	3 555,2	23,7
Alimentations et boissons	2 407,0	18,9	1 794,2	17,0	1 621,5	13,3	1 725,3	15,2	1 918,8	12,8
Tabacs, textiles et habillements	1 351,8	10,6	1 017,7	9,6	2 429,1	20,0	1 418,8	12,5	1 636,4	10,9
Energie	1 081,1	8,5	632,0	6,0	56,5	0,5	62,2	0,5	1 108,6	7,4
Produits chimiques et colorants	221,6	1,7	116,9	1,1	49,5	0,4	57,9	0,5	776,8	5,2
Autres instruments et appareils	859,5	6,8	515,1	4,9	7,0	0,1	4,4	0,0	331,8	2,2
Matières premières et semi-produits	411,3	3,2	305,8	2,9	3 998,4	32,9	2 898,5	25,6	3 187,6	21,3
Cuir, Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	216,0	1,7	162,3	1,5	1 619,0	13,3	823,4	7,3	884,3	5,9
Produits chimiques, colorants et autres	113,7	0,9	84,3	0,8	759,9	6,3	881,4	7,8	292,4	2,0
Agriculture, matériaux de construction et métalliques	81,6	0,6	59,1	0,6	1 619,5	13,3	1 193,8	10,5	2 010,9	13,4
Biens d'équipement	7 455,1	58,7	6 824,9	64,5	4 043,3	33,3	5 235,2	46,2	7 121,2	47,6
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	2 477,9	19,5	2 664,2	25,2	809,4	6,7	357,0	3,1	305,0	2,0
Matériels de transport	184,6	1,5	186,2	1,8	1 619,4	13,3	1 119,0	9,9	1 027,9	6,9
Machines pour industries spécialisées	1 670,9	13,2	1 260,3	11,9	811,7	6,7	3 261,3	28,8	5 287,5	35,3
Autres instruments et appareils	3 121,7	24,6	2 714,2	25,7	802,7	6,6	497,8	4,4	500,7	3,3
Total	12 706,3	100,0	10 574,6	100,0	12 148,8	100,0	11 340,0	100,0	14 972,7	100,0

Source : Banque Centrale du Congo

Cfr. Tableau III.31.

La hausse des biens de consommation a été impulsée par l'accroissement de toutes les composantes de cette catégorie, à l'exception de la composante « Tabacs » qui a régressé de 26,9 %, venant de 403,6 millions de USD en 2017. Les autres composantes se sont accrues de 39,5 %, 27,8 %, 14,7 % et 9,6 %, se situant à 525,8 millions de USD, 815,6 millions, 627,1 millions et 1.291,7 millions en 2018, respectivement pour « Textiles », « Habillements », « Boissons » et « Produits alimentaires ».

S'agissant des importations de l'énergie, elles ont atteint 1.108,6 millions de USD contre 62,2 millions en 2017. Cette situation est dictée par l'importation de l'électricité, l'acquisition des générateurs et autres produits énergétiques notamment par les sociétés minières afin de pallier le déficit de l'énergie locale, pour maintenir leur rythme de production.

Pour ce qui est des matières premières et semi-produits, la hausse des importations est principalement liée à l'accroissement de la rubrique « métalliques », laquelle s'est accrue de 93,9 %, se situant à 1.560,5 millions de USD.

Quant aux biens d'équipement, leur accroissement a découlé essentiellement de l'évolution de la rubrique « Machines pour industries spécialisées » qui a enregistré une hausse de 62,1 %, suite à l'acquisition des nouveaux équipements par les sociétés minières pour le traitement primaire des minerais notamment le cobalt.

III.1.1.2. Compte des services

Le déficit du compte des services s'est accentué, d'une année à l'autre, passant de 4,3 % du PIB en 2017 à 5,7 % en 2018. Cette évolution a été notamment tributaire

de l'accroissement des déficits des rubriques « Transports », « Services de pension et d'assurances » et « Autres services aux entreprises ».

En effet, le déficit de la rubrique « Transports » s'est établi à 1.245,6 millions de USD contre 839,7 millions en 2017. Ce niveau élevé du déficit est principalement lié à l'accroissement des importations des biens d'équipements, lesquelles ont représenté 47,6 % du total des importations des biens en 2018.

Il sied de noter que ces importations se sont rapportées à l'acquisition des nouveaux équipements au titre d'investissements, essentiellement dans le secteur minier.

Pour ce qui est des « Services de pension et d'assurances », leur déficit s'est accru de 29,3 %, venant de 373,3 millions de USD en 2017. Cette situation tient notamment de la sécurisation des machines pour industries spécialisées entre le port d'embarquement et celui de débarquement (assurance des marchandises transportées) ainsi que durant leur exploitation (assurance bris).

S'agissant des « Autres services aux entreprises », leur déficit est passé de 175,9 millions de USD en 2017 à 595,3 millions en 2018. Cette évolution a été consécutive à l'accroissement des services connexes, notamment l'installation et l'expertise des équipements nouvellement acquis par certaines sociétés minières pour le traitement primaire des minerais, plus précisément le cobalt.

Tableau III.9 Evolution du solde des opérations sur les services
(en millions USD)

	2014	2015	2016	2017	2018 ^(P)
Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transports	-1 466,5	-918,4	-708,5	-839,7	-1 245,6
Voyages	-237,2	-127,3	-55,5	-61,5	-54,3
Services de bâtiment et travaux publics	-20,0	-16,6	-19,4	-18,1	-73,3
Service de pension et d'assurance	-474,2	-405,0	-311,2	-373,1	-482,6
Services financiers	-1,0	-29,4	-32,1	-20,3	-114,5
Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	-10,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	-53,3	-12,9	-429,0	5,5	-1,2
Autres services aux entreprises	-217,1	-282,4	-181,7	-175,9	-595,3
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-2,7	-2,4	-2,5	-2,2	-9,5
Biens et services publics non inclus ailleurs	-284,6	-223,9	-221,5	-129,3	-110,7
TOTAL	-2 767,4	-2 018,3	-1 961,5	-1 614,5	-2 686,9

Source : Banque Centrale du Congo.

Cfr. Tableau III.29.

III.1.1.3. Compte des revenus primaires

Le compte des revenus primaires s'est soldé par un déficit représentant 3,6 % du PIB en 2018 contre 2,8 % observé en 2017. Cette situation a été essentiellement le fait de l'aggravation du déficit des revenus des placements, soit 55,4 % par rapport à 2017.

A cet effet, les bénéfices distribués se sont élevés à 697,7 millions de USD contre 489,9 millions en 2017 et les revenus des titres de participation et fonds de placement se sont accrus de 46,8 %, venant de 440,1 millions de USD en 2017.

Tableau III.10 Evolution du solde des revenus primaires
(en millions USD)

	2014	2015	2016	2017	2018 (p)
Rémunération des salariés	-72,7	-286,5	-12,5	0,2	-7,4
Revenus des placements	-530,4	-794,0	-600,9	-1 081,0	-1 679,3
TOTAL	-603,1	-1 080,5	-613,5	-1 080,7	-1 686,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Cfr. Tableau III.29.

III.1.1.4. Compte des revenus secondaires

L'excédent du compte des revenus secondaires a connu un recul, en proportion du PIB, passant de 3,3 % à 2,6 %, d'une année à l'autre. Cette évolution a résulté d'une baisse de 58,1 % de l'excédent des « Transferts publics », en dépit du fait que les « Transferts privés » se soient accrus de 68,6 %.

Tableau III.11 Evolution du solde des revenus secondaires
(en millions USD)

	2014	2015	2016	2017	2018 (p)
Transferts publics	1 654,5	1 303,0	1 178,5	702,1	294,2
Transferts privés	378,4	601,9	155,6	543,6	916,3
TOTAL	2 032,9	1 904,9	1 334,1	1 245,7	1 210,5

Source : Banque Centrale du Congo.

Cfr. Tableau III.29.

En outre, les « Transferts publics » reçus au titre de dons ont enregistré une régression de 34,0 %, s'établissant à 570,0 millions de USD en 2018. En revanche, les « Transferts privés » reçus à titre personnel via les messageries financières se sont accrus, passant de 1.064,3 millions de USD en 2017 à 1.764,4 millions.

III.1.2. Compte de capital

En 2018, le compte capital a enregistré un solde excédentaire de 245,0 millions de USD, soit 0,5 % du PIB, contre un excédent de 465,3 millions, une année auparavant, représentant 1,2 % du PIB. Cette situation a résulté de la hausse considérable des « Autres transferts de capitaux privés » versés au reste du monde, lesquels se sont chiffrés à 189,6 millions de USD contre 12,8 millions en 2017.

III.2. COMPTE FINANCIER

Le compte financier a dégagé un besoin de financement de 1.824,7 millions de USD en 2018 contre 926,6 millions, une année plus tôt. Rapporté au PIB, ce besoin a représenté 3,9 % contre 2,4 % en 2017.

Ce besoin a été couvert par un accroissement net des passifs financiers, consécutif aux flux entrants des IDE de l'ordre de 1.493,9 millions de USD et aux recettes perçues au titre de préfinancements des exportations de 261,7 millions.

Tableau III.12 Evolution du compte de capital et des opérations financières
(en millions USD)

	2014	2015	2016	2017	2018 ^(p)
I. Compte de capital	320,5	252,2	-46,3	465,3	245,0
- ACANFNP nettes ⁽¹⁾	-9,2	176,3	-0,7	-20,3	-47,2
- Capitaux publics nets	520,0	129,6	1,5	498,4	331,5
- Capitaux privés nets	-190,3	-53,7	-47,2	-12,8	-39,3
II. Compte financier					
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	-1 253,1	-1 300,0	-1 325,1	-926,6	-1 824,7
1. Investissements directs	-1 499,6	-1 165,7	-932,4	-1 048,0	-1 284,6
- Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* <i>Actions et parts dans les fonds de placement</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* <i>Instrument de dette</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	1 499,6	1 165,7	932,4	1 048,0	1 284,6
* <i>Actions et parts dans les fonds de placement</i>	1 843,2	1 673,5	1 204,7	1 340,2	1 493,9
* <i>Instrument de dette</i>	-343,6	-507,8	-272,3	-292,2	-209,2
2. Investissements de portefeuille	13,6	94,1	13,2	10,6	38,3
- Acquisition nette d'actifs financiers	13,6	94,1	13,2	0,4	30,9
* <i>Actions et parts dans les fonds de placement</i>	13,6	94,1	13,2	0,4	30,9
* <i>Titre de créance</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	0,0	0,0	0,0	-10,2	-7,4
* <i>Actions et parts dans les fonds de placement</i>	0,0	0,0	0,0	-10,2	-7,4
* <i>Titre de créance</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Dérivés financiers (autres que les réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Autres Investissements	338,5	116,2	197,0	134,7	-602,2
- Acquisition nette d'actifs financiers	263,5	-593,0	386,5	688,9	-307,4
- Accroissement net des passifs financiers	-75,0	-709,1	189,5	554,3	294,8
5. Avoirs de réserves	-105,7	-344,6	-603,0	-23,9	23,8
- Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Droits de tirage spéciaux	-30,9	-59,7	-225,5	-135,6	-65,1
- Position de réserve au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres avoirs de réserve	-74,8	-285,0	-377,5	111,6	89,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.

Cfr. Tableau III.29.

CHAPITRE IV

DETTE EXTERIEURE

Au 31 décembre 2018, le stock de la dette publique extérieure, situé à 5,9 milliards de USD, a représenté 12,5 % du PIB contre 12,1 % en 2017, soit un niveau soutenable par rapport au seuil d'endettement. Ce solde a représenté 76,0% de l'endettement public.

Par ailleurs, l'analyse de la dette extérieure courante révèle que le coût de la dette reste relativement bas, en raison de la forte concessionnalité du portefeuille. Ainsi, le pays est faiblement exposé aux risques de liquidité, du taux d'intérêt et modérément à celui de refinancement. Cependant, le portefeuille comporte un risque majeur de change dont l'atténuation devrait motiver la diversification des sources de financement du Trésor public, notamment par l'émission des titres publics sur le marché domestique.

IV.1. NOUVEAUX EMPRUNTS EXTERIEURS

Au cours de l'année sous revue, le Gouvernement n'a contracté qu'un seul emprunt non concessionnel à long terme d'un montant de 298,9 millions de USD auprès d'Exim Bank of China.

Tableau III.13 Répartition de l'emprunt extérieur selon les termes et conditions indicatives en 2018

Objet du prêt	Date de signature	Nature du prêt	Créanciers	Montant de l'emprunt en millions de USD
Financement du projet de construction du poste 220 KV de Kinsuka et des réseaux de distribution associé)	28.10.2018	Non concessionnel 28,93%	Exim Bank of China	298,88
TOTAL				298,88

Source : Direction Générale de la Dette Publique (DGDP).

IV.2. TIRAGES

A fin 2018, l'ensemble de tirages effectués par la République Démocratique du Congo s'est chiffré à 227,4 millions de USD et se présentent comme suit :

Tableau III.14 Tirages effectués en 2018
(en millions de USD)

Désignation	Montant
CLUB DE KINSHASA	7,4
EXIM BANK OF CHINA	7,1
- Financement du Projet de Réhabilitation de la piste de l'aéroport international de N'djili	7,1
EXIM BANK OF INDIA	0,2
- Financement du projet de Développement des lignes électriques et réseaux de distribution de l'électricité dans la province du Bandundu (Barrage hydroélectrique de Kakobola)	0,2
INSTITUTIONS MULTILATERALES	220,0
BADEA	3,3
- Financement du Projet de construction Réhabilitation et équipement des centres de santé à la RDC	0,7
- Financement du Projet de Développement de la riziculture de Masina	1,1
- Financement du Projet de Réhabilitation et de bitumage de quelques artères dans la Ville de Kinshasa	1,4
- Financement du Projet de Réhabilitation et équipement des Cliniques Universitaires de Kinshasa	0,0
FAD	0,8
- Financement du Projet d'aménagement de la route Batshamba-Tshikapa, section Lovua-Tshikapa	0,2
- Financement du Projet de renforcement des infrastructures socio-économiques dans la région du centre (PRISE) Projet n°P-CD-ECO-002	0,0
- Financement du Projet d'entrepreneuriat des jeunes dans l'agriculture et l'agro-business (PEJAB)	0,6
IDA	177,4
- Financement du Projet de Développement du système de santé pour améliorer les résultats à la santé maternelle et infantile (PDSS)	15,6
- Financement du Projet de facilitation des échanges commerciaux dans les grands lacs (Réhabilitation et renforcement des postes frontaliers de Nord et Sud Kivu)	2,7
- Financement additionnel pour le projet de réouverture et d'entretien des routes prioritaires	26,7
- Financement du Projet sur la qualité et la pertinence de l'enseignement secondaire et supérieur	15,7
- Financement additionnel du Projet de Développement du système de santé pour améliorer les résultats à la santé maternelle et infantile (PDSS-FA)	81,0
- Financement additionnel du Projet d'Appui à la relance et à la réhabilitation du secteur agricole	5,2
- Financement additionnel du Projet d'accès et d'amélioration des services électriques (PAASE)	2,5
- Financement additionnel du Projet de Développement Urbain (PDU)	2,9
- Financement du Projet de Relèvement de l'Est et Financement additionnel pour la relance de l'Est	9,0
- Projet de Développement agricole intégré de la région des grands lacs	16,2
OFID	4,8
- Financement du Projet de Développement de la riziculture de Masina	2,6
- Financement du Projet de Réhabilitation du réseau routier de la Ville-Province de Kinshasa	2,3
BEI	33,7
- Financement du Projet de Réhabilitation du complexe hydroélectrique d'Inga dans la province du Bas-Congo	12,7
- Financement du Projet de Réhabilitation du complexe hydroélectrique d'Inga dans la province du Bas-Congo	21,0
TOTAL GENERAL	227,4

Source : Direction Générale de la Dette Publique (DGDP).

Ces tirages ont été effectués auprès du Club de Kinshasa et des institutions multilatérales à concurrence respectivement de 3,3 % et 96,7 % du montant total.

IV.3. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE

Le service de la dette publique extérieure payé en 2018 s'est chiffré à 225,3 millions, de USD, niveau correspondant à celui de 2017.

Tableau III.15 Service de la dette extérieure
(en millions de USD)

Créanciers	Service prévu	Service effectué	Taux d'exécution
Institutions multilatérales	205,4	156,4	76,1
dont : - FMI	95,4	100,2	105,0
- Autres ⁽¹⁾	110,0	56,2	51,1
Club de Londres	0,0	1,5	-
Club de Kinshasa	53,7	67,0	124,7
Club de Paris	43,0	0,3	0,7
Total	302,2	225,3	74,5

Source : Banque Centrale du Congo et DGDP.

(1) Il s'agit de BAD, BADEA, BDGL, BEI, FAD, FIDA, IDA et OFID.
Cfr. Tableau III.32

IV.4. STOCK DE LA DETTE EXTERIEURE

Au 31 décembre 2018, le stock de la dette extérieure s'est établi à 5.891,9 millions de USD, enregistrant une hausse de 28,3 % par rapport à son niveau de l'année précédente. Il sied de noter qu'en excluant l'import du passif conditionnel de 2.604,0 millions, le stock de la dette publique extérieure s'établirait à 3.287,9 millions de USD.

Tableau III.16 Stock de la dette
(en millions de USD)

	2014	2015	2016	2017	2018 ^(p)
I. Dette à moyen et long terme	4 923,1	4 791,9	4 537,5	4 588,5	5 886,5
- Club de Paris	196,2	109,4	52,2	38,5	28,8
- Club de Kinshasa	1 099,6	1 274,6	1 248,2	1 300,3	1 326,4
- Club de Londres	18,0	18,0	18,0	18,0	11,5
- Institutions multilatérales	2 339,1	2 121,3	1 913,5	1 926,1	1 915,9
- Passif Conditionnel ⁽¹⁾	1 270,2	1 268,6	1 305,6	1 305,6	2 604,0
II. Dette à court terme	0,2	4,9	4,7	5,0	5,4
- Divers BCC	0,2	4,9	4,7	5,0	5,4
TOTAL GENERAL (I + II)	4 923,3	4 796,8	4 542,2	4 593,5	5 891,5

Source : Banque Centrale du Congo et DGDP.

Cfr. Tableau III.32.

(1) Il s'agit de la dette extérieure privée publiquement garantie (explicite et implicite) qui n'est renseignée qu'à titre purement indicatif aussi que celle-ci n'est appelée. A partir de 2018, la DGDP ne prend en compte que la dette publique appelée.

IV.5. RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

IV.5.1. Club de Paris

En 2018, la coopération est restée en veilleuse avec l'ensemble de pays membres du Club de Paris. Toutefois, la RDC a continué à assurer le service de la dette au profit

de la République Fédérale du Brésil, sur base de l'échéancier concerté et relatif à l'accord bilatéral signé entre les deux pays le 28 mars 2017.

Par ailleurs, le Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) entre la France et la RDC, incluant les échéances de 2018 gelées, n'a pas été signé à fin décembre 2018.

IV.5.2. Club de Kinshasa

La coopération entre la RDC et ses partenaires, membres du Club de Kinshasa, se résume comme suit en 2018 :

- les arriérés techniques envers les partenaires membres dudit Club concernent le groupe de créanciers n'ayant pas encore adhéré au mécanisme PPTE. Des démarches sont entreprises, en vue de procéder à des négociations d'allègement de dettes.
- un accord bilatéral de restructuration de la dette a été signé en date du 03 septembre 2018 entre la Banque Centrale du Burundi et la Banque de la République du Burundi, d'un montant de 3,2 millions de DTS.

IV.5.3. Institutions multilatérales

En 2018, aucun accord de financement n'a été conclu avec les Institutions multilatérales. Cependant, les décaissements en faveur de la RDC et le service de la dette sur les accords antérieurs ont été effectués.

CHAPITRE V

DONATIONS EXTERIEURES

Les ressources extérieures en provenance des partenaires multilatéraux et bilatéraux ont enregistré une baisse en 2018, s'établissant à 570,0 millions de USD contre 863,5 millions, une année auparavant. Ces décaissements ont représenté 1,2 % du PIB contre 2,3 % en 2017.

Tableau III.17 Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en millions de USD)

	2014	2015	2016	2 017	2018 ^(p)
Donations Multilatérales	1 253,4	782,0	910,8	685,9	474,2
dont: - Banque Mondiale	807,4	418,9	500,3	363,7	295,3
- Commission Européenne	129,3	176,7	152,1	194,1	113,5
Donations Bilatérales	540,3	607,8	381,8	177,6	95,9
dont: - Royaume Uni	304,8	205,3	167,0	96,1	94,1
- USA	0,0	185,2	110,2	0,0	0,0
Total	1 793,7	1 389,8	1 292,6	863,5	570,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI).

Cfr. Tableau III.33.

V.1. ASSISTANCE MULTILATERALE

Les donations des institutions multilatérales ont atteint 474,2 millions de USD en 2018, en diminution de 30,9 % par rapport à 2017. La quasi-totalité de cette assistance, soit 99,9 %, a été orientée vers le volet « Coopération technique, projets d'investissement et autres ».

Tableau III.18 Types de donations d'origine multilatérale
(en millions de USD)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres		Aide alimentaire		Assistance et Secours d'urgence	
	2017	2018 ^(p)	2017	2018 ^(p)	2017	2018 ^(p)
Total	605,5	474,1	78,4	0,0	2,0	0,1
Nations Unies	68,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commission Européenne	172,6	113,5	20,5	0,0	1,0	0,0
Banque Mondiale	321,6	295,3	42,2	0,0	0,0	0,0
BAD	43,2	59,6	15,7	0,0	1,0	0,1
Autres	0,0	5,6	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Banque Centrale du Congo et Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI)/ Ministère du Plan.

V.1.1. Nations-Unies

En 2018, les agences de Nations Unies n'ont rien décaissé en termes d'assistance à la RDC.

V.1.2. Commission Européenne

Les aides de la Commission Européenne se sont établies à 113,5 millions de USD, enregistrant un repli de 41,5 % par rapport à 2017. L'enveloppe totale de cette aide a été orientée au financement du volet « Coopération technique, projets d'investissement et autres ».

V.1.3. Banque mondiale

L'intervention de la Banque mondiale a été de 295,3 millions de USD en 2018, en baisse de 18,8 % par rapport à l'année précédente. Ces ressources ont été totalement affectées au volet « Coopération technique, projets d'investissement et autres ».

V.1.4. Banque Africaine de Développement (BAD)

Les appuis de la BAD se sont établis à 59,7 millions de USD au cours de la période sous revue, soit une légère baisse de 0,3 % par rapport à leur niveau de 2017. Cet apport a été orienté à 99,8 % au financement du volet « Coopération technique, projets d'investissement et autres ».

V.2. ASSISTANCE BILATERALE

En 2018, les aides des partenaires bilatéraux, évaluées à 95,9 millions de USD, ont été en recul de 46,0 % par rapport à l'année précédente.

Tableau III.19 Types de donations d'origines bilatérales
(en millions de USD)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres		Aide alimentaire		Assistance et Secours d'urgence	
	2017	2018 ^(p)	2017	2018 ^(p)	2017	2018 ^(p)
Total	156,6	75,0	9,6	0,0	11,4	20,8
Belgique	34,3	0,0	8,8	0,0	0,0	0,0
USA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	85,6	73,3	0,0	0,0	10,6	20,8
Canada	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres pays	36,7	1,7	0,8	0,0	0,9	0,0

Sources : Banque Centrale du Congo et Plate-forme de Gestion de l'Aide et des investissements (PGA)/ Ministère du Plan.

CHAPITRE VI

COOPERATION INTERNATIONALE

VI.1. COMMUNAUTE DE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE (SADC)

Plusieurs activités ont été réalisées dans le cadre de cette communauté en 2018 dont, principalement, le Sommet de Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC, tenu du 09 au 18 août 2018, à Windhoek en Namibie.

Du point de vue macroéconomique, le Sommet a noté qu'au cours des six dernières années, la croissance économique a ralenti et est demeurée à un niveau faible. En effet, la croissance du PIB réel est restée modérée, se chiffrant à 1,9 % en 2017 contre 1,4 % en 2016. Seule la Tanzanie a enregistré des taux de croissance du PIB réel supérieurs au seuil de 7,0 %. La hausse du PIB réel a été soutenue par des conditions météorologiques généralement favorables dans la plupart des zones de la Région, la hausse des prix des produits de base et une meilleure posture de la reprise économique mondiale. Cependant, la faiblesse des investissements et de la confiance des entreprises ont pesé sur la croissance.

En ce qui concerne le secteur budgétaire, les recettes publiques sont demeurées faibles et, dans certains cas, ont diminué alors que les dépenses publiques ont continué à progresser. Dans certains États membres, la masse salariale a été le moteur des dépenses, représentant un pourcentage important des dépenses publiques.

Par ailleurs, l'inflation a ralenti en 2017, bien que des facteurs de pression sur les coûts, largement imputables à la dépréciation des monnaies et à l'incidence des facteurs liés aux conditions météorologiques aient continué de faire monter les prix. Les chiffres provisoires indiquent que la Région a enregistré un taux d'inflation moyen de 10,7 % en 2017, contre une moyenne de 11,1 % en 2016. En 2017, tous les États membres, à l'exception de l'Angola, de la RDC, du Madagascar, du Malawi et du Mozambique, ont réalisé un taux d'inflation oscillant entre 3 % et 7 %.

De ce qui précède, le Sommet a encouragé les Etats membres à renforcer leur résilience économique à travers la diversification économique, l'amélioration de la mobilisation des recettes, l'accroissement des investissements et l'amélioration de la gestion des dépenses publiques. Le Sommet a également chargé le secrétariat d'étudier les problèmes qui affectent la circulation des marchandises et le commerce transfrontalier.

VI.2. MARCHÉ COMMUN DE L'AFRIQUE AUSTRALE ET ORIENTALE (COMESA)

Les activités de cette communauté ont été marquées par la tenue, du 09 au 19 juillet 2018, à Lusaka en Zambie, des travaux relatifs au 20^{ème} Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du COMESA. Ce Sommet a examiné plusieurs points, notamment :

VI.2.1. Commerce

En 2017, le commerce global du COMESA a augmenté de 4,0 %, se situant à 245,0 milliards de USD en 2017. Les exportations totales ont également augmenté de 27,0 %, se situant à 89,0 milliards en 2017. Les importations ont chuté de 5,0 %, s'établissant à 156,0 milliards en 2017.

Les pays qui ont enregistré une croissance positive remarquable au titre de leurs exportations globales en 2017 sont la RDC, le Rwanda, la Libye, le Soudan, les Seychelles, la Zambie et Eswatini. En ce qui concerne les importations, elles ont connu forte hausse dans les pays suivants : les Seychelles, le Rwanda, le Burundi, le Swaziland, Madagascar, l'Ouganda, le Kenya, la Zambie, le Malawi, les Comores, le Soudan et la RDC.

VI.2.1.1. Commerce du COMESA avec les principaux marchés

Les exportations du COMESA vers l'Union Européenne (UE), principal marché d'exportation, sont passées de 17,0 milliards de USD en 2016 à 22,0 milliards en 2017. Cette augmentation a également accru la part du marché de 24,0 % en 2016 à 25,0 % en 2017. Les principaux produits d'exportation du COMESA vers l'UE étaient constitués de minéraux, d'huiles de pétrole brutes, d'huiles légères, du gaz naturel et du café.

La deuxième destination des produits originaires du COMESA était l'Afrique du Sud, laquelle a importé du COMESA des marchandises d'une valeur de 11,0 milliards de USD en 2017. Les oxydes de cobalt et les hydroxydes, le cuivre raffiné, l'or et le tabac ont été les principaux produits d'exportation.

Les Émirats arabes unis ont été classés comme le troisième marché d'exportation des produits du COMESA, représentant 9,4 % du total des exportations en 2017.

Du côté des importations, la structure du commerce est restée la même qu'en 2016. En effet, l'UE a été la principale source d'importations du COMESA avec des importations de 34,0 milliards de USD en 2017, contre 39,0 milliards en 2016. Les importations du COMESA en provenance de la Chine ont également diminué de 8,0 %, s'établissant à 25,0 milliards en 2017.

VI.2.1.2. Commerce intra-COMESA

Depuis le lancement de sa Zone de libre-échange (ZLE) en 2000, la région a connu une augmentation considérable du commerce intra-COMESA, de 1,5 milliard de USD en 2000 à 7,9 milliards en 2017.

Par ailleurs, les exportations totales intra-COMESA ont légèrement diminué de 1,0 %, se situant à 7,9 milliards de USD en 2017.

Parmi les États membres qui ont enregistré une croissance positive de leurs exportations totales intra-COMESA en 2017, figurent l'Érythrée, les Seychelles, le Rwanda, le Madagascar, l'Ouganda, l'Éthiopie, le Burundi, la Zambie et Eswatini. En 2017, les produits les plus exportés dans la région du COMESA étaient le cuivre, le thé noir, les chameaux vivants, les concentrés de boissons, les huiles de pétrole et le cobalt.

VI.2.2. Instruments de l'Union douanière

À la suite du lancement de l'Union douanière du COMESA, en juin 2009, les États membres ont été invités à aligner leur législation douanière nationale sur les instruments de l'Union douanière arrêtés au niveau régional, à savoir le Code douanier (CMR), la Nomenclature Tarifaire Commune (NTC) ainsi que le Tarif Extérieur Commun (TEC), et de fournir leur liste de produits sensibles.

A fin 2017, la situation de l'alignement sur les instruments de l'Union douanière se présente comme suit :

- CMR : en moyenne 98,3 % d'alignement entre les articles de la législation douanière nationale et le CMR ;
- NTC : onze États membres avaient aligné leur NTC entre 62,0 % - 74,0 % sur la NTC du COMESA et entre 66,4 % et 74 % sur le TEC du COMESA ;
- Produits sensibles : douze États membres ont fourni leur liste provisoire de produits sensibles.

Toutefois, aucune date limite n'avait été fixée pour la fin de la transition.

VI.3. ZONE DE LIBRE ECHANGE (ZLE) TRIPARTITE COMESA-EAC-SADC

La décision sur la mise sur pied de la ZLE tripartite a été prise le 22 octobre 2008 lors du premier Sommet tripartite des chefs d'État et de gouvernement tenu à Kampala (Ouganda), après avoir pris conscience de l'importance d'un marché élargi, pour stimuler le commerce interrégional et attirer les investissements.

Le deuxième Sommet tripartite a adopté une approche développementale de l'intégration régionale, fondée sur trois piliers que sont : l'intégration des marchés, le développement industriel et celui des infrastructures. Ces piliers étaient considérés comme se soutenant mutuellement dans la réalisation du développement socio-

économique durable souhaité sur l'ensemble de la région et contribuant à l'avènement de la Communauté économique africaine.

Le troisième Sommet tripartite qui a eu lieu à Sharm El Sheikh (Égypte), en juin 2015 a lancé la Zone de Libre Echange Tripartite (ZLET) et signé l'Accord relatif à une Zone de libre-échange tripartite sur le commerce des biens.

Jusqu'en 2018, un total de 22 États membres/États partenaires avait signé l'Accord et trois États membres l'avaient ratifié. L'Accord entrera en vigueur dès ratification par au moins 14 États membres/États partenaires.

VI.4. ZONE DE LIBRE ECHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAf)

En 2018 s'est tenu le Forum des Négociations pour la création de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf), à Kigali, au Rwanda, du 26 février au 04 mars 2018. Ce Forum a été immédiatement suivi de la réunion des hauts fonctionnaires, la réunion des ministres du commerce de l'Union Africaine (UA) et du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA en vue de la signature de l'Accord portant création de la ZLECAf, le 21 mars 2018.

Un seul point était prévu au cours de ce Forum de négociation, à savoir le toilettage juridique du projet de texte de l'accord et de toutes ses annexes, avant leur signature par les Chefs d'Etat et de Gouvernement au cours de leur Sommet.

Il convient de relever que la ZLECAf vise essentiellement les objectifs suivants :

- réaliser un accord commercial global et mutuellement bénéfique entre les États membres de l'Union Africaine ;
- renforcer la compétitivité à tous les niveaux et plus spécifiquement au niveau de l'industrie et de l'entreprise, en exploitant les possibilités d'économies d'échelle, en réduisant les coûts des entreprises, en améliorant l'accès au marché continental et la réaffectation des ressources, notamment en développant des infrastructures commerciales ;
- surmonter la dépendance à l'exportation des produits primaires et promouvoir la transformation sociale et économique pour une croissance inclusive, l'industrialisation et le développement durable conformément à l'Agenda 2063 de l'UA ;
- résoudre les défis liés à la multiplicité et au chevauchement des adhésions et accélérer les processus d'intégration régionale et continentale ;
- réaliser le potentiel d'expansion et d'accélération de la diversification économique et du dynamisme du commerce intra-africain ; et
- créer un marché des biens et services plus libre en s'appuyant sur les accords commerciaux au sein des communautés économiques régionales (CER) et des engagements connexes et ainsi ouvrir la voie à l'accélération de la mise en place de l'Union douanière continentale.

Au terme des travaux de toilettage juridique, le projet d'Accord portant création de la ZLECAf a été signé le 21 mars 2018 à Kigali par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA. Il a été prévu que cet Accord entrera en vigueur, trente jours après le dépôt du quinzième instrument de ratification.

VI.5. ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES

Au cours de l'année 2018, l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) a tenu sa 41^{ème} réunion ordinaire le 09 août 2018 à Sharm El Sheikh, en République Islamique d'Egypte. Cette réunion a été précédée par le Symposium des Gouverneurs tenu le 08 août 2018 au même lieu.

VI.5.1. Symposium des Gouverneurs

Le symposium a été organisé autour du thème : « Détérioration des relations avec les correspondants bancaires et flux de capitaux illicites : risques et défis stratégiques pour l'Afrique ». Deux sous-thèmes ont été retenus pour ces échanges, à savoir : (i) Détérioration des relations avec les correspondants bancaires et incidences sur les économies africaines et (ii) Flux financiers illicites en Afrique : défis et implications stratégiques pour les pays africains.

VI.5.1.1. Détérioration des relations avec les correspondants bancaires et incidences sur les économies africaines

Les échanges ont montré que les tendances à la dégradation des relations des correspondants bancaires (RCB) observées depuis quelques années se poursuivent encore. Les enquêtes ont révélé que les régions les plus touchées sont les petites juridictions d'Afrique, des Caraïbes, d'Asie centrale, d'Europe orientale, d'Asie de l'Est et les pays soumis à des sanctions internationales.

S'agissant particulièrement de l'Afrique, il convient de relever que plus de 110 banques correspondantes se sont retirées du continent africain depuis 2011 essentiellement à cause des sanctions américaines et du durcissement de la réglementation internationale anti-blanchiment des capitaux/financement du terrorisme. Les banques correspondantes soutiennent que les banques africaines ne satisfont pas aux attentes réglementaires et que les faiblesses des cadres de surveillance des systèmes financiers africains les exposent à des risques des sanctions et des pertes.

La diminution des relations des correspondants bancaires a donc un effet négatif sur la stabilité financière et est de nature à freiner le développement économique des pays africains.

Ainsi, chaque Etat africain est appelé également à prendre des mesures pertinentes au niveau interne pour renforcer la sécurité et la fiabilité des systèmes financiers. Aussi, les dispositifs de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme devraient-ils être renforcés pour couvrir un éventail plus large de

domaines. Les capacités des banques commerciales en matière de contrôle interne et d'évaluation/gestion des risques devraient être renforcées.

Les cadres de collecte de l'information sur la clientèle des institutions financières devraient aussi être réorganisés pour connaître les clients de façon détaillée (Know Your Customer). L'utilisation de nouvelles technologies pourrait faciliter la constitution des bases des données solides et offrir une plate-forme d'informations. Les régulateurs financiers, ainsi que les banques elles-mêmes, devraient veiller scrupuleusement au respect des normes.

La promotion des systèmes des paiements régionaux, le développement des technologies financières (Fintech) et la diversification des relations de correspondants bancaires, via notamment l'identification des correspondants dans les pays émergents, pourraient atténuer l'impact du retrait des banques correspondantes occidentales.

VI.5.1.2. Flux financiers illicites en Afrique : défis et implications stratégiques pour les pays africains

Un autre fléau qui menace le continent africain est l'expansion continue des flux financiers illicites. Pour rappel, la cible 16.4 des objectifs de développement durable (ODD) est de réduire considérablement, d'ici 2030, les flux financiers illicites et le trafic d'armes, de renforcer les activités de récupération et de restitution des biens volés ainsi que de lutter contre toutes les formes de criminalité organisée.

En général, les flux financiers illicites proviennent d'actes illégaux et sont transférés par des moyens illégaux et utilisés à des fins illégales. En outre, ils constituent une menace pour la stabilité politique et pour le fonctionnement des systèmes monétaires et financiers au niveau tant national qu'international.

S'agissant particulièrement de l'Afrique, les milliards de dollars des capitaux illicites qui en sortent chaque année réduisent son épargne intérieure ainsi que les possibilités de financement des investissements et des autres projets de développement au niveau continental. L'ampleur des flux financiers illicites explique pourquoi le continent ne tire pas efficacement profit des booms mondiaux de matières premières.

Dans de nombreux pays développés, les flux financiers illicites sont qualifiés officiellement de crimes afin de motiver la mise en place des dispositifs de lutte contraignants et dissuasifs. Les Etats africains devraient adopter la même attitude car étant une des régions les plus touchées au monde. Pour ce faire, la lutte contre les flux financiers illicites requiert l'établissement d'un véritable plan d'actions cohérentes, avec des mesures préventives et celles curatives.

Ces mesures devraient être basées sur une identification adéquate du risque, la définition des politiques coordonnées au niveau national ainsi que la coopération régionale et internationale. Les Etats devraient réaliser des enquêtes ordonnées et adopter une approche efficace de recouvrement des actifs volés.

Les Etats devraient, d'une part, assurer une formation et une sensibilisation régulière de toute ressource humaine affectée dans les structures de lutte contre le blanchiment des capitaux et, d'autre part, réaliser périodiquement une évaluation des risques et de leurs dispositifs de lutte contre les flux illicites afin d'adapter ces derniers à l'évolution de l'environnement et de ces pratiques.

Pour ce faire, un mécanisme de coordination de tous les services chargés, d'une manière ou d'une autre, de lutter contre les flux illicites devrait être institué. Des délais de réaction convenables face à la fraude devraient également être établis pour ces services, avec un mécanisme de contre-évaluation indépendante.

VI.5.2. Réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs des Banques Centrales Africaines

Au cours de la 41^{ème} réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA, plusieurs matières ont été examinées. Les principales sont les suivantes :

VI.5.2.1. Evaluation de la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA) en 2017 et institution d'un mécanisme de suivi des critères et d'évaluation par les pairs

Le Conseil des Gouverneurs a noté la reprise de la croissance économique en Afrique à la suite principalement de l'amélioration des prix des produits de base en 2017. Cependant, 18 pays seulement sur 52 ont satisfait aux quatre critères de premier rang du PCMA (taux d'inflation inférieur ou égal à 7 % ; déficit budgétaire maximum de 5 % ; plafond du financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale à 5 % des recettes fiscales de l'année précédente ; niveau minimum des réserves internationales : 3 mois d'importations des biens et services). La RDC n'a respecté que deux de ces critères, à savoir celui du déficit budgétaire et celui du plafond du financement monétaire du déficit public.

Le Conseil des Gouverneurs a invité les Etats à déployer des efforts supplémentaires pour mettre en œuvre des réformes économiques et financières ordonnées pour améliorer les performances économiques nationales et faciliter la réalisation des critères de convergence. Il a aussi encouragé les banques centrales à accompagner les décideurs politiques dans la conception et l'exécution de ces réformes.

Les Gouverneurs ont décidé d'instituer un cadre de suivi pour évaluer le respect des critères de convergence et le mécanisme d'évaluation des performances économiques des Etats par les pairs. L'examen par les pairs s'effectuerait sous les auspices du Mécanisme Africain d'évaluation par les pairs par l'intermédiaire du Comité Technique Spécialisé de l'Union Africaine sur les Finances, la Planification et l'intégration Economique. Ce cadre, qui réunit les Ministres, notamment ceux en charges des finances, avec les Gouverneurs des banques centrales, offrirait aux autorités fiscales et monétaires la possibilité d'engager ensemble des discussions sur le processus de convergence continentale.

VI.5.2.2. Activités de la Communauté des Superviseurs Bancaires Africains

Le Conseil des Gouverneurs a examiné le rapport d'activités de la Communauté des Superviseurs Bancaires Africains (CSBA), dont la mission est de renforcer la coopération, la coordination et l'échange d'informations entre les organes de régulation financière en Afrique. Ces activités ont été organisées à travers deux groupes de travail, à savoir : « le Groupe de travail sur la supervision bancaire transfrontalière » et « le Groupe de travail sur la gestion des crises et la résolution bancaire ».

A la suite de ces discussions, les Gouverneurs ont relevé qu'il était essentiel, pour les régulateurs financiers, d'améliorer l'identification des risques que présentent les institutions financières transfrontalières et d'intensifier les actions de formation en matière de gestion des crises.

Le Groupe de travail sur les crises a convenu d'élaborer un répertoire d'informations sur les options de résolution des crises bancaires, afin de permettre un échange d'informations pour les superviseurs.

VI.5.2.3. Initiative pour l'intégration des systèmes de paiements en Afrique

Pour faciliter le règlement des transactions intra-africaines et stimuler le commerce régional, les Gouverneurs ont relevé l'importance d'accélérer l'intégration des systèmes de paiements des Etats africains. C'est dans ce cadre qu'ils ont décidé d'organiser deux ateliers. Ces derniers auront pour finalité de proposer un cadre ordonné d'intégration inter-régional des systèmes de paiements et d'une stratégie intégrée inter-régionale des paiements mobiles.

En outre, ils ont convenu de mettre en place une structure de coordination à l'échelle continentale pour faciliter l'élaboration d'un plan d'actions et suivre sa mise en œuvre.

VI.5.2.4. Election du Bureau de l'ABCA pour l'année 2019

La Banque Centrale d'Egypte a été élue président du Bureau de l'ABCA pour l'Année 2019. La Banque Nationale du Rwanda, quant à elle, assurera la vice-présidence de l'ABCA et abritera la 42^{ème} réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs à Kigali en août 2019.

La Banque Centrale du Congo présidera le Comité Sous régional Afrique centrale de l'Association. Quant aux autres Comités Sous régionaux, ils seront présidés respectivement par la Banque d'Algérie, la Banque Centrale de Sierra Leone, la Banque Centrale des Comores et la Banque Centrale de Madagascar.

TABLEAUX ANNEXES

RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES

Tableau III.20 Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés		Cotation	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Cuivre	New York	USD/tm	6 102,0	7 730,1	8 819,1	7 960,3	7 349,8	6 873,0	5 523,0	4 854,0	6 197,7	6 462,8
	Londres	USD/tm	5 155,2	7 540,7	8 818,8	7 943,6	7 329,5	6 859,9	5 509,0	4 861,8	6 155,0	6 527,6
	Paris	EUR/tm	4 331,8	5 790,4	6 494,7	6 341,9	5 680,9	5 344,2	5 169,4	4 596,9	5 632,9	5 697,3
Étain	Londres	USD/tm	14 855,2	21 281,5	26 094,9	21 104,1	22 341,0	21 897,2	16 085,7	17 953,2	20 120,6	20 148,5
Zinc	Londres	USD/tm	1 655,1	2 162,7	2 190,5	1 946,0	1 909,9	2 160,9	1 933,0	2 084,4	2 889,2	2 926,2
Diamant	Kinshasa (CEEC) ⁽¹⁾	USD/carat	13,7	18,4	20,0	13,2	14,4	14,5	15,0	15,6	25,4	13,5
Cobalt	Londres (LME) ⁽²⁾	USD/lb	17,6	20,8	17,5	13,9	13,0	14,7	13,5	11,7	26,0	37,6
	Londres (LME) ⁽²⁾	USD/tonne	38 830,0	45 982,3	38 653,4	30 706,4	28 697,6	32 538,6	29 823,4	25 805,7	57 372,2	82 933,8
	Londres (Boursorama) ⁽³⁾	USD/tonne	...	...	26 666,7	25 332,1	26 500,0	32 000,0	24 700,0	32 483,0	57 713,4	74 054,3
Coltan	Londres	USD/lb	39,6	61,9	125,4	117,1	115,0	92,3	78,0	59,6	69,4	95,0
Or	New York	USD/o.t.	968,8	1 225,2	1 570,8	1 668,0	1 411,7	1 266,4	1 161,1	1 247,7	1 258,1	1 270,3
Pétrole	New York ⁽³⁾	USD/baril	61,7	79,5	95,1	94,2	97,9	93,4	48,9	43,6	51,3	64,7
Argent	New York	Cts/o.t.	1 466,0	2 014,6	3 515,8	3 120,5	2 389,2	1 908,8	1 572,0	1 708,4	1 705,3	1 571,6

Sources : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos et du CEEC.

(1) Avant 2009, la cotation est celle de l'Union Minière sur le Marché de Bruxelles.

(1) Prix implicite dégagé par le rapport de la valeur et le volume exportés.

(2) Avant de 2009, la cotation est celle sur le Marché de Bruxelles.

(2) Il s'agit du cobalt cathode dont la teneur est de 99,80 %.

(3) Avant 2008, la cotation est celle sur le Marché de l'Arabie Saoudite

(3) Il s'agit du cobalt brut.

Tableau III.21 Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés		Cotation	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	
Café	Robusta	Londres	USD/tonne	1 541,4	1 549,6	2 178,4	2 013,8	1 850,6	2 004,5	1 714,2	1 730,9	2 034,7	1 689,9
	Arabica	New York	Cts/lb	125,5	163,3	253,4	174,6	126,0	176,4	132,9	136,4	133,0	113,1
Cacao	New York	USD/tonne	2 801,2	2 928,0	2 929,1	2 237,7	2 210,0	2 210,0	2 918,7	3 163,0	2 831,3	2 310,5	
Huile	de palme	Kuala Lumpur	EUR/tm	682,5	734,9	743,2	640,0	517,6	611,8	441,0	528,9	552,2	451,3
	de palmistes	Kuala Lumpur	EUR/tm	694,2	923,5	917,6	864,1	901,7	894,5	774,6	857,5	951,1	758,3
Coton	New York	Cts/lb	57,0	93,7	137,1	79,9	83,3	76,6	63,3	65,6	73,6	82,1	
Caoutchouc ⁽¹⁾	Londres C.I.F.	Cts/Kg	190,9	250,2	483,3	336,2	279,7	196,5	155,6	163,9	199,6	155,8	
Bois Sapelli	Bois dur grume	Cameroun F.O.B.	USD/m ³	286,4	340,0	306,2	287,4	311,2	282,0	246,0	299,0	384,2	461,0
	Bois dur Scié	Cameroun F.O.B.	USD/m ³	748,8	771,4	826,2	750,0	782,5	897,9	833,3	738,9	786,1	727,9

Sources : Bourse Les Echos et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

(1) Avant 2011, Pence/kg.

Tableau III.22 Evolution des indices des cours des matières premières
(Base 2012 = 100)

Périodes	Indice de produits minéraux	Indice de produits végétaux	Indice global ⁽¹⁾
2009	65,2	78,1	65,3
2010	90,8	90,7	90,8
2011	109,2	108,6	109,2
2012	100,0	100,0	100,0
2013	92,9	84,8	92,9
2014	86,6	96,2	86,7
2015	65,2	78,9	65,3
2016	59,2	89,5	59,4
2017	72,5	93,0	72,6
2018 ^(e)	78,3	76,3	78,2

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Indice pondéré suivant l'importance de chaque produit exporté.

Tableau III.23 Répartition des exportations par principaux pays de destination (1)
(en millions de USD)

PAYS	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^(e)	2018 ^(e)
1. Union Européenne	1 230,0	1 884,6	1 971,3	1 887,3	2 456,9	562,9	448,2	521,4	561,8	479,5
Belgique et Luxembourg	362,1	751,9	740,0	730,2	967,8	330,2	283,2	360,9	415,6	353,2
France	125,4	189,3	177,9	179,7	262,7	16,2	13,7	10,8	5,0	3,9
Italie	19,6	36,8	36,0	35,6	50,4	5,2	3,4	6,9	4,0	6,3
Allemagne	15,1	25,5	25,9	25,1	34,8	35,1	23,1	30,3	29,5	27,6
Pays-Bas	60,0	77,1	84,3	79,0	100,0	2,7	6,9	7,6	6,8	10,7
Royaume-Uni	7,8	8,5	10,1	9,1	16,3	151,2	95,8	87,8	91,8	69,7
Irlande, Danemark et Grèce	3,7	4,2	4,9	4,5	8,5	2,3	0,7	3,0	0,8	0,3
Portugal	48,4	66,9	74,0	68,9	84,9	3,2	2,7	2,3	1,6	2,8
Espagne	3,5	7,7	8,2	7,8	12,3	5,6	8,4	11,0	3,9	4,0
Autres pays de l'U.E.	584,3	716,7	809,9	747,3	919,3	11,2	10,1	0,9	2,8	1,0
2. Amérique du Nord	293,2	445,2	477,3	451,5	612,5	522,9	462,0	492,5	477,3	460,1
3. Japon	42,5	41,3	51,5	45,5	64,4	0,7	0,3	0,7	0,2	1,0
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	10,8	13,2	16,0	14,3	23,9	755,6	675,3	599,1	561,0	439,5
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	1 576,6	2 384,3	2 516,0	2 398,5	3 157,8	1 842,1	1 585,9	1 613,7	1 600,3	1 380,1
5. Destinations diverses	2 794,4	6 093,6	6 955,9	6 344,8	8 455,2	10 479,1	8 698,9	10 271,8	9 947,9	14 586,7
Chine ⁽²⁾	456,2	1 392,5	2 164,6	2 833,4	2 760,0	2 823,0	2 647,0	2 379,4	3 260,0	5 661,4
Brésil ⁽³⁾	76,4	193,5	203,5	193,0	270,7	-	-	-	-	-
Afrique du Sud ⁽³⁾	368,8	552,8	602,3	700,5	902,5	2 007,9	2 103,4	2 194,4	2 457,8	3 211,6
Autres pays	1 893,0	3 954,8	3 985,5	2 617,8	4 522,1	5 648,3	3 948,5	5 698,0	4 230,1	5 713,7
Total	4 371,0	8 477,9	9 471,9	8 743,4	11 613,0	12 321,2	10 284,8	11 885,5	11 548,2	15 966,8

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E. Sudaf

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

Tableau III.23bis Répartition des exportations par principaux pays de destination ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

PAYS	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^(e)	2018 ^(e)
1. Union Européenne	991 974,7	1 707 140,1	1 812 468,1	1 735 118,3	2 259 575,8	520 796,9	415 024,8	526 775,1	823 609,0	778 008,8
Belgique et Luxembourg	291 991,1	681 065,8	680 389,8	671 330,9	890 052,7	305 489,2	262 239,2	364 585,6	609 304,7	573 138,8
France	101 135,5	171 441,9	163 554,3	165 214,2	241 566,0	15 009,7	12 662,0	10 910,8	7 363,3	6 326,4
Italie	15 829,3	33 328,2	33 090,4	32 751,6	46 324,6	4 839,1	3 192,0	7 009,2	5 844,0	10 163,8
Allemagne	12 141,4	23 076,8	23 800,0	23 112,1	31 969,6	32 494,4	21 397,0	30 620,7	43 262,1	44 850,8
Pays-Bas	48 418,1	69 870,6	77 548,4	72 663,6	91 979,3	2 499,6	6 400,4	7 632,3	9 945,7	17 409,3
Royaume-Uni	6 317,0	7 717,5	9 306,6	8 388,7	14 993,2	139 865,0	88 748,1	88 675,3	134 579,9	113 019,6
Irlande, Danemark et Grèce	3 019,6	3 838,6	4 493,0	4 105,9	7 803,3	2 130,2	684,1	3 040,3	1 168,5	419,9
Portugal	39 043,8	60 556,6	68 045,3	63 385,6	78 077,2	2 930,5	2 526,8	2 278,7	2 346,7	4 503,6
Espagne	2 858,1	6 986,3	7 544,3	7 162,9	11 355,9	5 183,8	7 789,9	11 115,8	5 745,9	6 515,9
Autres pays de l'U.E.	471 220,8	649 257,8	744 695,9	687 002,8	845 454,0	10 355,4	9 385,3	906,3	4 048,1	1 660,6
2. Amérique du Nord	236 468,2	403 269,3	438 809,4	415 095,3	563 300,2	483 820,5	427 846,6	497 557,0	699 625,9	746 504,5
3. Japon	34 284,6	37 450,5	47 379,8	41 793,1	59 255,9	603,3	281,8	729,5	240,9	1 674,1
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	8 729,6	11 949,6	14 668,1	13 115,1	21 975,4	699 115,9	625 353,8	605 302,8	822 413,0	713 064,9
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	1 271 457,1	2 159 809,6	2 313 325,4	2 205 121,8	2 904 107,3	1 704 336,6	1 468 507,0	1 630 364,4	2 345 888,9	2 239 252,3
5. Destinations diverses	2 253 571,6	5 519 903,0	6 395 523,4	5 833 199,8	7 775 999,8	9 695 561,4	8 055 038,7	10 377 631,7	14 582 674,7	23 667 336,8
Chine ⁽²⁾	367 923,9	1 261 373,6	1 990 228,2	2 604 964,2	2 538 290,5	2 611 913,8	2 451 082,2	2 403 867,5	4 778 865,6	9 185 823,5
Brésil ⁽³⁾	61 608,3	175 285,7	187 132,0	177 475,6	248 909,3	0,0	0,0	0,0	-	0,0
Afrique du Sud ⁽³⁾	65 727,0	181 869,6	231 814,0	644 023,8	829 957,9	1 857 728,4	1 947 700,7	2 217 029,9	3 602 842,2	5 210 938,3
Autres pays	1 758 312,4	3 901 374,1	3 986 349,3	2 406 736,2	4 158 842,1	5 225 919,2	3 656 255,8	5 756 734,2	6 200 966,9	9 270 575,0
Total	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	12 007 996,1	16 928 563,6	25 906 589,1
Taux de change moyen USD/CDF	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

Tableau III.24 Répartition des importations par principaux pays de provenance ⁽¹⁾
(en millions de USD)

PAYS	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^(e)	2018 ^(e)
1. Union Européenne	1 438,0	1 898,9	2 015,3	2 007,3	2 462,8	2 949,0	2 480,5	2 152,5	2 198,9	1 815,1
Belgique et Luxembourg	524,5	686,2	740,7	731,7	897,8	938,4	832,8	692,7	662,8	614,2
France	232,0	345,8	351,2	357,4	438,5	516,7	438,0	500,5	469,3	364,9
Italie	131,4	169,2	181,2	179,7	220,5	123,5	75,2	92,0	75,2	72,7
Allemagne	152,8	208,4	221,8	220,6	270,7	257,3	190,5	154,5	138,7	123,6
Pays-Bas	176,2	222,6	244,3	239,4	293,8	491,8	349,1	252,2	208,7	191,9
Royaume-Uni	35,4	47,9	50,1	50,2	61,6	100,6	117,2	156,8	152,8	123,9
Irlande, Danemark et Grèce	9,0	28,2	19,7	24,5	30,1	79,1	194,4	91,9	107,0	68,4
Portugal	15,9	19,8	20,7	20,8	25,5	39,4	21,1	23,0	25,5	13,8
Espagne	21,4	35,6	38,6	38,0	46,7	144,3	85,3	57,8	51,6	44,8
Autres pays de l'U.E.	139,4	135,3	146,9	144,8	177,6	258,0	177,0	131,1	307,4	196,8
2. Amérique du Nord	207,8	272,3	285,9	286,3	351,2	348,3	323,9	419,0	371,5	362,8
3. Japon	53,6	63,2	71,2	68,9	84,5	47,0	41,5	19,7	42,8	31,6
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	103,3	89,9	94,0	94,3	115,7	546,4	420,3	540,0	509,0	435,4
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	1 802,7	2 324,3	2 466,4	2 456,8	3 014,3	3 890,8	3 266,2	3 131,2	3 122,2	2 644,9
5. Provenances diverses	3 146,3	5 718,1	6 449,2	6 220,5	7 794,2	8 815,5	7 308,4	9 017,6	8 217,8	12 327,8
Chine ⁽²⁾	646,7	1 194,0	1 825,4	1 543,6	1 950,0	1 362,0	1 413,0	1 319,1	970,0	1 774,4
Brésil ⁽³⁾	54,4	78,9	77,7	80,0	98,5	72,6	36,9	56,6	61,3	52,1
Afrique du Sud ⁽³⁾	573,8	881,0	955,7	1 226,3	1 272,3	1 349,8	1 298,8	1 176,0	964,3	1 621,3
Autres pays	1 871,3	3 564,3	3 590,4	3 370,5	4 473,3	6 031,1	4 559,7	6 465,8	6 222,2	8 880,0
Total	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 808,4	12 706,3	10 574,6	12 148,8	11 340,0	14 972,7

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

Tableau III.24bis Répartition des importations par principaux pays de provenance ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

PAYS	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 ^(e)	2018 ^(e)
1. Union Européenne	1 159 700,5	1 720 160,6	1 852 949,7	1 845 415,2	2 264 960,9	2 728 521,3	2 296 943,0	2 174 653,7	3 223 419,4	2 945 080,1
Belgique et Luxembourg	422 981,0	621 596,4	681 049,8	672 739,2	825 683,0	868 245,7	771 149,1	699 851,2	971 543,7	996 499,7
France	187 131,4	313 244,0	322 901,6	328 605,9	403 312,7	478 024,6	405 601,2	505 647,8	687 887,5	592 050,9
Italie	105 929,8	153 270,3	166 607,2	165 202,6	202 760,5	114 231,7	69 674,4	92 995,1	110 207,1	118 033,5
Allemagne	123 250,1	188 779,8	203 956,9	202 835,7	248 949,3	238 103,1	176 371,2	156 070,1	203 386,4	200 513,4
Pays-Bas	142 124,5	201 642,9	224 635,5	220 133,8	270 180,1	454 996,4	323 266,6	254 840,5	305 985,1	311 385,0
Royaume-Uni	28 586,0	43 390,4	46 045,6	46 193,8	56 695,8	93 059,2	108 524,3	158 366,2	224 040,9	201 089,2
Irlande, Danemark et Grèce	7 225,4	25 499,8	18 092,6	22 549,0	27 675,4	73 157,1	179 988,4	92 869,5	156 805,8	111 041,1
Portugal	12 818,0	17 935,9	19 073,9	19 115,5	23 461,3	36 454,0	19 554,8	23 226,9	37 355,3	22 395,3
Espagne	17 228,4	32 203,1	35 492,0	34 959,7	42 907,6	133 498,7	78 942,8	58 366,6	75 651,5	72 697,1
Autres pays de l'U.E.	112 425,9	122 598,2	135 094,5	133 080,1	163 335,2	238 750,7	163 870,1	132 419,8	450 556,1	319 374,9
2. Amérique du Nord	167 563,2	246 663,8	262 901,1	263 186,9	323 021,1	322 257,5	299 944,0	423 365,9	544 561,6	588 647,7
3. Japon	43 231,1	57 249,9	65 444,5	63 354,4	77 757,7	43 515,7	38 395,0	19 879,3	62 688,5	51 231,4
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	83 317,1	81 436,2	86 428,5	86 702,4	106 413,7	505 561,3	389 180,5	545 572,6	746 159,3	706 403,3
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	1 453 811,9	2 105 510,5	2 267 723,7	2 258 658,9	2 772 153,4	3 599 855,7	3 024 462,5	3 163 471,5	4 576 828,9	4 291 362,5
5. Provenances diverses	2 537 355,0	5 179 794,6	5 929 640,3	5 718 864,1	7 168 054,0	8 156 344,3	6 767 466,8	9 110 502,2	12 046 601,3	20 002 183,8
Chine ⁽²⁾	521 575,5	1 081 548,5	1 678 337,3	1 419 147,3	1 793 357,4	1 260 158,2	1 308 416,8	1 332 736,0	1 421 932,4	2 879 002,1
Brésil ⁽³⁾	43 903,4	71 462,2	71 411,3	73 584,9	90 591,5	67 129,2	34 161,3	57 204,0	89 890,4	84 602,9
Afrique du Sud ⁽³⁾	90 004,6	118 196,8	136 495,4	1 127 429,1	1 170 133,6	1 248 883,4	1 202 641,1	1 188 099,7	1 413 586,6	2 630 518,4
Autres pays	1 881 871,5	3 908 587,1	4 043 396,3	3 098 702,8	4 113 971,6	5 580 173,5	4 222 247,6	6 532 462,5	9 121 191,9	14 408 060,4
Total	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	12 273 973,7	16 623 430,2	24 293 546,3
Taux de change moyen USD/CDF	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroires.

Tableau III.25 Balance des biens

Périodes	Millions de CDF			Millions de USD		
	Exportations F.O.B.	Importations F.O.B.	Solde	Exportations F.O.B.	Importations F.O.B.	Solde
2009	3 525 028,7	3 991 167,0	-466 138,3	4 371,0	4 949,0	-578,0
2010	7 679 712,6	7 285 305,1	394 407,4	8 477,9	8 042,5	435,4
2011	8 708 848,8	8 197 364,0	511 484,8	9 471,9	8 915,6	556,3
2012	8 038 321,5	7 977 523,0	60 798,6	8 743,4	8 677,2	66,1
2013	10 680 107,0	9 940 207,4	739 899,6	11 613,0	10 808,4	804,5
2014	11 399 897,9	11 756 200,0	-356 302,0	12 321,2	12 706,3	-385,1
2015	9 523 545,7	9 791 929,3	-268 383,7	10 284,8	10 574,6	-289,8
2016	12 007 977,4	12 273 954,6	-265 977,2	11 885,5	12 148,8	-263,3
2017	16 928 563,1	16 623 429,7	305 133,4	11 548,2	11 340,0	208,2
2018 ^(p)	25 906 589,1	24 293 546,3	1 613 042,8	15 966,8	14 972,7	994,2

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III.26 Evolution des termes de l'échange

(Base : 2012 = 100)

Périodes	Données exprimées en USD			Données exprimées en CDF		
	Indices		Termes de l'échange	Indices		Termes de l'échange
	A l'export	A l'import		A l'export	A l'import	
2009	50,0	57,0	87,7	43,9	50,0	87,7
2010	97,0	92,7	104,6	95,5	91,3	104,6
2011	108,3	102,7	105,4	108,3	102,8	105,4
2012	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2013	132,8	124,6	106,6	132,9	124,6	106,6
2014	140,9	146,4	96,2	141,8	147,4	96,2
2015	117,6	121,9	96,5	118,5	122,7	96,5
2016	135,9	140,0	97,1	149,4	153,9	97,1
2017	132,1	130,7	101,1	210,6	208,4	101,1
2018 ^(p)	182,6	172,6	105,8	322,3	304,5	105,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III.27 Cours interbancaires des devises
(Moyennes mensuelles en CDF)

PERIODES	1	1	1	1	100	100	1	1	1	1
	USD	GBP	CAD	CHF	JPY	XAF	DTS	EUR	ZAR	AUD
2009										
Décembre	904,53	1 469,33	857,13	879,35	968,34	201,61	1 433,51	1 322,47	120,77	...
2010										
Décembre	911,78	1 422,43	902,84	937,12	1 092,26	183,53	1 398,59	1 203,86	133,49	...
2011										
Décembre	898,12	1 401,74	797,47	964,11	1 164,80	180,02	1 393,90	1 184,20	111,53	...
2012										
Décembre	914,93	1 459,66	928,71	1 003,21	1 003,21	182,96	1 408,10	1 200,17	105,82	...
2013										
Décembre	926,63	1 516,42	871,40	1 038,00	894,88	193,68	1 425,39	1 270,45	89,36	829,29
2014										
Janvier	927,77	1 527,15	849,36	1 026,72	892,79	192,73	1 424,67	1 264,21	85,73	825,71
Février	927,37	1 534,60	838,85	1 035,95	908,39	192,94	1 427,66	1 265,61	84,32	831,63
Mars	926,01	1 539,84	833,50	1 051,64	905,15	195,21	1 433,05	1 280,48	86,16	838,78
Avril	924,29	1 547,04	840,55	1 046,75	901,50	194,54	1 430,74	1 276,09	87,71	860,96
Mai	924,77	1 557,99	848,57	1 041,17	908,51	193,70	1 430,50	1 270,60	88,80	859,41
Juin	925,03	1 561,42	853,15	1 031,75	905,91	188,34	1 425,25	1 255,19	86,65	865,42
Juillet	924,07	1 577,88	862,03	1 030,28	908,74	190,84	1 424,66	1 251,85	86,74	867,87
Août	924,58	1 545,68	845,85	1 015,97	897,98	187,73	1 411,36	1 231,44	86,63	860,19
Septembre	924,29	1 507,99	840,86	989,21	863,93	182,12	1 387,71	1 194,64	84,46	840,32
Octobre	925,05	1 485,97	825,22	970,91	857,28	178,76	1 375,24	1 172,58	83,51	813,69
Novembre	924,34	1 458,20	816,70	957,37	797,29	175,79	1 356,43	1 152,76	83,38	799,74
Décembre	925,14	1 433,39	800,82	949,54	775,13	174,06	1 347,96	1 155,82	80,64	766,50
2015										
Janvier	925,40	1 406,68	773,63	943,26	783,52	165,18	1 319,94	1 083,54	80,02	751,10
Février	925,29	1 417,87	739,49	989,59	779,61	161,05	1 306,96	1 050,34	79,87	720,25
Mars	925,58	1 387,06	734,33	946,30	769,37	152,99	1 283,15	1 003,88	76,66	716,43
Avril	925,46	1 383,30	748,80	964,21	774,44	153,00	1 279,73	999,40	77,20	715,24
Mai	924,77	1 429,18	760,26	993,01	766,55	157,40	1 298,69	1 032,50	77,33	730,58
Juin	925,61	1 437,99	748,68	991,93	747,05	158,18	1 299,72	1 050,53	75,09	713,98
Juillet	925,50	1 440,57	721,88	971,80	750,50	155,28	1 291,31	1 018,59	74,40	687,17
Août	925,57	1 443,61	704,67	957,10	751,76	157,13	1 297,69	1 030,68	71,88	675,94
Septembre	926,26	1 421,59	698,75	952,70	770,39	158,47	1 301,97	1 039,50	67,98	654,01
Octobre	927,33	1 404,27	709,05	957,44	772,49	158,78	1 303,79	1 041,54	68,83	643,19
Novembre	927,75	1 391,64	699,13	920,56	757,58	152,04	1 282,31	997,34	65,78	662,52
Décembre	927,31	1 391,54	677,75	930,56	761,03	153,75	1 285,11	1 008,53	62,15	671,68
2016										
Janvier	928,25	1 340,94	654,63	923,09	784,18	153,70	1 282,85	1 008,19	57,22	655,55
Février	930,02	1 330,73	671,91	935,08	807,83	157,14	1 295,99	1 030,74	58,88	662,03
Mars	936,15	1 330,45	705,79	952,30	828,96	158,48	1 305,27	1 039,53	60,05	699,84
Avril	945,33	1 351,89	735,96	981,14	860,58	163,40	1 331,78	1 071,81	64,59	724,51
Mai	951,92	1 383,93	736,42	974,70	875,19	164,25	1 343,75	1 077,39	95,82	697,51
Juin	963,75	1 387,83	763,84	993,55	904,48	165,15	1 358,67	1 083,38	63,75	712,55
Juillet	990,98	1 304,32	760,54	1 008,91	952,01	167,19	1 377,93	1 096,70	68,56	746,90
Août	1 010,48	1 323,79	777,19	1 041,08	962,39	172,69	1 413,96	1 132,76	73,48	771,46
Septembre	1 033,91	1 360,13	788,18	1 060,48	1 012,72	176,62	1 446,66	1 158,56	73,16	782,29
Octobre	1 087,72	1 344,35	822,39	1 102,06	1 048,64	182,91	1 502,00	1 194,93	77,99	828,60
Novembre	1 144,80	1 421,09	851,12	1 150,09	1 060,63	188,58	1 563,64	1 236,98	82,22	862,81
Décembre	1 200,33	1 499,39	898,11	1 176,24	1 034,42	192,92	1 616,90	1 265,44	86,52	883,07
2017										
Janvier	1 249,08	1 540,42	943,01	1 236,26	1 083,73	201,94	1 686,26	1 324,63	92,04	928,75
Février	1 299,03	1 621,57	992,12	1 297,74	1 148,68	210,89	1 760,75	1 378,33	98,40	990,40
Mars	1 339,97	1 654,15	1 001,77	1 337,67	1 186,33	214,40	1 815,79	1 432,04	103,87	1 021,92
Avril	1 385,24	1 747,79	1 032,58	1 384,32	1 257,51	226,08	1 884,95	1 483,20	103,17	1 044,71
Mai	1 418,18	1 832,98	1 042,19	1 435,21	1 263,14	238,73	1 949,40	1 565,98	106,98	1 054,20
Juin	1 461,65	1 869,83	1 095,71	1 508,99	1 320,37	250,05	2 021,58	1 640,21	113,01	1 102,46
Juillet	1 569,81	2 037,12	1 234,00	1 635,07	1 394,98	275,30	2 189,29	1 805,81	119,37	1 221,96
Août	1 548,27	2 005,54	1 232,03	1 603,61	1 410,34	278,58	2 184,13	1 827,38	109,70	1 225,33
Septembre	1 561,44	2 076,39	1 270,08	1 622,75	1 411,63	283,73	2 217,37	1 861,16	89,44	1 245,29
Octobre	1 570,84	2 074,27	1 248,10	1 602,36	1 391,86	281,78	2 214,38	1 848,35	87,00	1 224,26
Novembre	1 579,06	2 085,47	1 234,81	1 591,64	1 399,12	282,38	2 224,18	1 852,28	84,77	1 204,08
Décembre	1 589,67	2 130,01	1 244,55	1 609,16	1 408,64	286,73	2 249,52	1 880,82	90,09	1 213,84
2018										
Janvier	1 599,54	2 208,16	1 285,61	1 663,42	1 441,76	297,04	2 298,92	1 948,46	94,58	1 270,65
Février	1 611,99	2 252,70	1 283,44	1 723,99	1 491,69	303,40	2 340,62	1 990,20	97,48	1 269,88
Mars	1 616,53	2 257,56	1 250,75	1 706,28	1 523,31	303,78	2 348,52	1 992,63	97,72	1 254,88
Avril	1 617,84	2 288,91	1 273,91	1 683,18	1 511,88	303,89	2 351,57	1 993,37	95,47	1 249,83
Mai	1 619,22	2 181,95	1 257,90	1 623,90	1 476,76	294,03	2 308,58	1 914,33	112,62	1 218,21
Juin	1 623,75	2 156,91	1 239,69	1 640,74	1 476,83	288,99	2 295,94	1 895,67	122,29	1 218,24
Juillet	1 625,43	2 139,20	1 235,93	1 633,41	1 458,79	289,37	2 283,99	1 898,12	122,02	1 202,36
Août	1 627,91	2 095,95	1 248,10	1 647,04	1 466,75	286,55	2 271,51	1 879,63	114,38	1 193,87
Septembre	1 629,67	2 128,23	1 268,89	1 684,34	1 456,66	289,91	2 282,68	1 901,72	110,24	1 174,22
Octobre	1 631,27	2 126,25	1 257,09	1 644,24	1 446,13	286,04	2 270,17	1 876,26	112,72	1 158,98
Novembre	1 632,27	2 105,90	1 237,71	1 630,46	1 441,65	282,84	2 260,21	1 855,29	115,55	1 182,01
Décembre	1 632,63	2 068,57	1 215,21	1 643,98	1 451,26	282,98	2 260,73	1 856,24	114,81	1 174,36

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III.28 Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles

(Données à fin période)

Périodes	Cours interbancaires		Cours Parallèles ⁽¹⁾		Ecart en %	
	USD	Euro	USD	Euro	USD	Euro
2009						
Décembre	902,66	1 292,00	904,60	0,00	0,22	0,00
2010 ⁽¹⁾						
Décembre	915,13	1 202,05	931,67	1 214,07	1,81	1,00
2011						
Décembre	910,82	1 173,90	914,00	1 178,00	0,35	0,35
2012						
Décembre	915,17	1 214,23	923,33	1 211,75	0,89	-0,20
2013						
Décembre	925,50	1 266,42	938,00	1 173,38	1,35	-7,35
2014						
Janvier	926,74	1 255,62	938,25	1 197,15	1,24	-4,66
Février	929,39	1 274,02	937,25	1 196,48	0,85	-6,09
Mars	921,93	1 271,32	934,50	1 191,44	1,36	-6,28
Avril	924,00	1 280,32	933,75	1 191,94	1,06	-6,90
Mai	925,87	1 255,29	931,25	1 235,56	0,58	-1,57
Juin	926,12	1 260,99	931,25	1 188,94	0,55	-5,71
Juillet	924,16	1 235,65	931,00	1 165,30	0,74	-5,69
Août	922,66	1 219,04	932,25	1 165,95	1,04	-4,36
Septembre	925,80	1 174,06	932,25	1 161,61	0,70	-1,06
Octobre	925,54	1 169,67	928,75	1 142,96	0,35	-2,28
Novembre	925,32	1 154,86	931,50	1 137,96	0,67	-1,46
Décembre	924,51	1 127,80	932,25	1 138,27	0,84	0,93
2015						
Janvier	925,32	1 044,50	932,00	1 105,01	0,72	5,79
Février	924,13	1 050,46	931,50	1 086,65	0,80	3,45
Mars	925,19	1 004,62	932,00	1 049,33	0,74	4,45
Avril	926,62	1 028,96	932,00	1 058,66	0,58	2,89
Mai	926,06	1 010,56	932,00	1 026,03	0,64	1,53
Juin	925,79	1 035,30	932,25	1 026,30	0,70	-0,87
Juillet	924,23	1 010,89	931,75	1 016,43	0,81	0,55
Août	927,65	1 041,32	933,00	1 016,97	0,58	-2,34
Septembre	925,45	1 038,58	932,25	1 016,97	0,73	-2,08
Octobre	928,02	1 014,27	931,25	1 016,43	0,35	0,21
Novembre	925,73	979,70	931,75	1 002,44	0,65	2,32
Décembre	927,92	1 018,29	936,25	1 005,06	0,90	-1,30
2016						
Janvier	929,51	1 014,39	939,63	1 012,45	1,09	-0,19
Février	933,97	1 023,76	943,88	1 019,39	1,06	-0,43
Mars	941,58	1 069,73	958,43	1 060,03	1,79	-0,91
Avril	949,49	1 076,18	978,33	1 091,82	3,04	1,45
Mai	954,95	1 063,85	986,63	1 091,22	3,32	2,57
Juin	983,76	1 084,83	1 032,00	1 137,26	4,90	4,83
Juillet	997,17	1 105,60	1 065,87	1 174,59	6,89	6,24
Août	1 024,00	1 138,35	1 078,03	1 195,54	5,28	5,02
Septembre	1 060,98	1 183,52	1 198,83	1 334,30	12,99	12,74
Octobre	1 120,56	1 225,20	1 204,37	1 319,99	7,48	7,74
Novembre	1 175,91	1 240,51	1 245,67	1 354,04	5,93	9,15
Décembre	1 215,59	1 270,92	1 269,13	1 365,59	4,40	7,45
2017						
Janvier	1 280,59	1 361,87	1 302,50	1 400,19	1,71	2,81
Février	1 314,94	1 390,46	1 334,17	1 400,88	1,46	0,75
Mars	1 370,01	1 465,57	1 371,17	1 453,44	0,08	-0,83
Avril	1 405,89	1 525,75	1 410,33	1 537,26	0,32	0,75
Mai	1 440,37	1 610,70	1 451,97	1 604,42	0,80	-0,39
Juin	1 507,78	1 707,75	1 545,30	1 746,19	2,49	2,25
Juillet	1 565,97	1 934,31	1 585,33	1 846,91	1,24	-4,52
Août	1 555,62	1 852,76	1 570,33	1 860,85	0,95	0,44
Septembre	1 568,04	1 861,16	1 582,33	1 859,24	0,91	-0,10
Octobre	1 574,64	1 828,01	1 586,00	1 839,76	0,72	0,64
Novembre	1 586,28	1 877,42	1 607,30	1 896,61	1,33	1,02
Décembre	1 592,19	1 902,10	1 615,53	1 914,41	1,47	0,65
2018						
Janvier	1 604,98	1 996,36	1 636,83	1 876,02	1,98	-6,03
Février	1 615,97	1 986,77	1 633,17	1 953,27	1,06	-1,69
Mars	1 616,53	1 991,44	1 638,33	1 987,30	1,35	-0,21
Avril	1 620,00	1 959,17	1 638,83	2 013,72	1,16	2,78
Mai	1 620,98	1 880,65	1 647,83	1 931,26	1,66	2,69
Juin	1 625,67	1 882,28	1 647,00	1 925,34	1,31	2,29
Juillet	1 626,93	1 904,68	1 644,33	1 923,87	1,07	1,01
Août	1 628,14	1 899,29	1 649,00	1 924,38	1,28	1,32
Septembre	1 630,65	1 907,19	1 649,11	1 926,90	1,13	1,03
Octobre	1 632,46	1 855,94	1 648,00	1 905,09	0,95	2,65
Novembre	1 633,04	1 859,94	1 649,33	2 187,02	1,00	17,59
Décembre	1 635,62	1 864,22	1 675,00	1 930,44	2,41	3,55

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change parallèle moyen observé sur les principales places de référence de la Ville province de Kinshasa.

Tableau III.29 Balance des paiements (1)

(en millions de USD)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 (2)
I. Compte courant ou transactions courantes	-1 123,0	-2 173,5	-1 280,6	-1 260,5	-3 108,8	-1 722,6	-1 483,8	-1 504,1	-1 241,4	-2 169,1
1. Biens et services	-1 745,1	-1 838,7	-1 593,6	-1 977,8	-1 494,7	-3 152,5	-2 308,1	-2 224,7	-1 406,4	-1 692,8
A. Biens	-578,0	435,4	556,3	66,1	804,5	-385,1	-289,8	-263,3	208,2	994,2
- Exportations	4 371,0	8 477,9	9 471,9	8 743,4	11 613,0	12 321,2	10 284,8	11 885,5	11 548,2	15 966,8
* Marchandises générales	4 365,0	8 472,0	9 461,8	8 640,4	11 428,4	11 505,0	9 212,5	10 666,1	10 461,4	14 865,9
* Or non monétaire	6,1	5,9	10,1	102,9	184,6	816,2	1 072,3	1 219,5	1 086,8	1 100,9
- Importations	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 808,4	12 706,3	10 574,6	12 148,8	11 340,0	14 972,7
* Marchandises générales	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 808,4	12 706,3	10 574,6	12 148,8	11 340,0	14 972,7
* Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Services	-1 167,1	-2 274,1	-2 149,9	-2 043,9	-2 299,2	-2 767,4	-2 018,3	-1 961,5	-1 614,5	-2 686,9
- Crédit	650,0	388,6	739,4	287,7	296,1	314,8	173,3	127,8	108,1	114,8
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	52,4	88,7	114,5	91,3	91,8	131,7	90,3	63,9	34,6	18,5
* Voyages	24,0	10,7	11,4	6,9	8,4	45,4	0,1	4,3	6,0	60,5
* Services de bâtiment et travaux publics	27,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Service de pension et d'assurance	20,0	0,0	5,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services financiers	69,7	45,1	49,6	29,8	11,6	7,3	5,4	3,9	4,4	2,3
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	108,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	92,5	67,4	74,4	44,5	17,4	10,9	8,1	5,8	6,6	3,5
* Autres services aux entreprises	103,1	77,7	69,5	51,4	37,2	38,1	9,3	6,7	7,6	4,0
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	24,8	1,2	1,0	0,8	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
* Biens et services publics non inclus ailleurs	127,7	97,8	413,2	63,0	129,4	81,1	60,0	43,1	48,9	25,9
- Débit	1 817,0	2 662,1	2 889,3	2 331,6	2 595,3	3 082,2	2 191,6	2 089,3	1 722,7	2 801,7
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	800,0	1 513,1	1 412,6	921,5	1 253,0	1 598,2	1 008,7	772,4	874,2	1 264,0
* Voyages	121,2	149,6	298,3	107,5	170,0	282,6	127,4	59,8	67,5	114,8
* Services de bâtiment et travaux publics	51,2	14,1	18,8	47,2	99,5	20,0	16,6	19,4	18,1	73,3
* Service de pension et d'assurance	197,1	326,1	338,3	401,7	438,2	474,2	405,0	311,2	373,1	482,6
* Services financiers	72,0	33,3	42,4	75,5	40,4	8,3	34,8	36,0	24,7	116,8
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	34,3	0,0	0,0	0,0	20,3	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	33,5	0,9	1,2	3,0	49,9	64,2	20,9	434,8	1,1	4,6
* Autres services aux entreprises	348,5	458,1	519,1	380,9	234,9	255,2	291,7	188,4	183,4	599,3
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	34,5	1,9	2,5	6,3	2,6	2,9	2,5	2,6	2,3	9,6
* Biens et services publics non inclus ailleurs	124,8	165,6	255,9	388,0	286,4	365,7	283,9	264,7	178,2	136,6
2. Revenus primaires	-778,9	-1 177,5	-1 097,9	-1 047,5	-2 879,8	-603,1	-1 080,5	-613,5	-1 080,7	-1 686,8
- Crédit	26,0	48,3	168,2	18,3	144,8	109,4	142,5	16,7	12,3	72,7
* Rémunérations des salariés	19,5	15,7	114,6	12,2	33,1	22,4	141,9	16,0	12,0	58,4
* Revenus des placements	6,5	32,6	53,6	6,1	111,7	87,0	0,6	0,8	0,2	14,3
- Débit	805,0	1 225,8	1 266,1	1 065,8	3 024,7	712,5	1 223,1	630,2	1 093,0	1 759,5
* Rémunérations des salariés	30,9	57,2	39,6	55,3	135,9	95,1	428,4	28,5	11,8	65,8
* Revenus des placements	774,1	1 168,6	1 226,5	1 010,5	2 888,7	617,4	794,7	601,7	1 081,2	1 693,7
3. Revenus secondaires	1 401,1	842,7	1 410,9	1 764,8	1 265,7	2 032,9	1 904,9	1 334,1	1 245,7	1 210,5
- Crédit	1 704,2	1 688,0	2 430,4	2 709,6	2 369,0	2 527,7	2 414,5	1 870,0	1 927,8	2 334,4
* Administrations publiques (2)	1 385,9	906,5	1 417,5	1 865,9	1 400,8	1 793,7	1 389,8	1 292,6	863,5	570,0
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM (3)	318,4	781,5	1 012,9	843,7	968,2	734,0	1 024,7	577,5	1 064,3	1 764,4
- Débit	303,2	845,3	1 019,5	944,7	1 103,3	494,8	509,6	535,9	682,1	1 123,9
* Administrations publiques (2)	76,0	212,7	246,5	330,3	319,2	139,2	86,8	114,1	161,4	275,9
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM (3)	227,2	632,6	773,0	614,4	784,1	355,6	422,8	421,9	520,7	848,0
II. COMPTE DU CAPITAL	144,0	10 083,8	932,6	486,4	192,7	320,5	252,2	-46,3	465,3	245,0
- Crédit	403,8	10 578,1	1 240,5	645,1	206,6	570,9	306,5	1,6	498,5	482,8
* Acquisitions d'actifs non financiers non produits	2,9	0,0	0,4	0,1	69,7	0,7	176,9	0,0	0,0	1,0
* Transferts en capital	401,0	10 578,1	1 240,1	645,1	136,9	570,2	129,6	1,6	498,5	481,8
Administrations publiques (2)	227,0	10 322,2	913,0	392,4	47,2	520,0	129,6	1,5	498,4	331,5
Remises de dettes	0,0	10 244,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	227,0	77,7	913,0	392,4	47,2	520,0	129,6	0,1	498,4	331,5
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM (3)	174,0	255,9	327,1	252,7	89,7	50,2	0,0	0,1	0,0	150,3
Transferts des migrants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	174,0	255,9	327,1	252,7	89,7	50,2	0,0	0,1	0,0	150,3
- Débit	259,8	494,3	307,9	158,7	13,9	250,4	54,4	48,0	33,2	237,9
* Cessions d'actifs non financiers non produits	0,3	1,2	47,0	7,3	3,4	9,9	0,6	0,7	20,3	48,3
* Transferts en capital	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5	240,5	53,7	47,3	12,8	189,6
Administrations publiques (2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM (3)	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5	240,5	53,7	47,3	12,8	189,6
Transferts des migrants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5	240,5	53,7	47,3	12,8	189,6
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)	-979,0	7 910,3	-348,0	-774,1	-2 916,1	-1 402,1	-1 231,6	-1 550,4	-776,1	-1 924,1

III. COMPTE FINANCIER										
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	-861,9	8 778,3	-318,0	-601,1	-2 771,8	-1 253,1	-1 300,0	-1 325,1	-926,6	-1 824,7
1. Investissements directs	278,0	-2 735,1	-1 596,0	-2 891,6	-1 697,6	-1 499,6	-1 165,7	-932,4	-1 048,0	-1 284,6
- <i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	34,8	7,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Instrument de dette	34,8	7,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- <i>Accroissement net des passifs financiers</i>	-243,2	2 742,3	1 596,0	2 891,6	1 697,6	1 499,6	1 165,7	932,4	1 048,0	1 284,6
* Actions et parts dans les fonds de placement	-243,2	2 736,0	1 686,9	3 312,1	2 098,2	1 843,2	1 673,5	1 204,7	1 340,2	1 493,9
* Instrument de dette	0,0	6,3	-90,9	-420,5	-400,7	-343,6	-507,8	-272,3	-292,2	-209,2
2. Investissements de portefeuille	1 189,4	3 237,4	2 142,7	3 532,4	3,4	13,6	94,1	13,2	10,6	38,3
- <i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	1 189,4	3 237,4	2 139,8	3 532,4	3,4	13,6	94,1	13,2	0,4	30,9
* Actions et parts dans les fonds de placement	1 189,4	3 237,4	2 139,8	3 532,4	3,4	13,6	94,1	13,2	0,4	30,9
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- <i>Accroissement net des passifs financiers</i>	0,0	0,0	-2,9	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,0	-10,2	-7,4
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	-2,9	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,0	-10,2	-7,4
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Dérivés financiers (autres que les réserves) et options sur titres des salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Banque Centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Autres Investissements	-1 676,6	8 580,7	-859,5	-1 589,0	-1 113,9	338,5	116,2	197,0	134,7	-602,2
- <i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	-401,3	-216,4	-170,2	-1 389,7	-664,4	263,5	-593,0	386,5	688,9	-307,4
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	-401,3	-216,4	-170,2	-1 389,7	-664,4	263,5	-593,0	386,5	688,9	-307,4
* Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres comptes à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Droits de tirages spéciaux (accumulation nette de passifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- <i>Accroissement net des passifs financiers</i>	1 275,3	-8 797,1	689,4	199,2	449,5	-75,0	-709,1	189,5	554,3	294,8
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	43,7	-15,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Prêts	357,2	-9 744,1	5,3	-93,8	-54,2	-268,5	-235,3	-252,0	-202,1	-67,2
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	874,4	962,9	683,1	292,4	507,1	197,5	-475,4	444,0	756,6	362,2
* Autres comptes à payer	0,0	0,0	1,0	0,7	-3,4	-4,0	1,5	-2,5	-0,2	-0,1
5. Avoirs de réserves	-652,8	-304,7	-5,2	347,1	36,3	-105,7	-344,6	-603,0	-23,9	23,8
* Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Droits de tirage spéciaux	-652,8	69,1	2,6	-0,7	-2,0	-30,9	-59,7	-225,5	-135,6	-65,1
* Position de réserve au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres avoirs de réserve	0,0	-373,8	-7,8	347,8	38,3	-74,8	-285,0	-377,5	111,6	89,0
Numéraire et dépôts	0,0	-373,8	-7,8	347,8	38,3	-74,8	-285,0	-377,5	111,6	89,0
Créances sur les autorités monétaires	0,0	0,0	-7,8	347,8	38,3	-74,8	-285,0	-377,5	111,6	89,0
Créances sur d'autres entités	0,0	-373,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Erreurs nettes et omissions	117,0	868,0	29,9	173,0	144,3	149,0	-68,4	225,3	-150,5	99,4

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le sixième manuel de la BDP (MBP6) du FMI en convertissant les données du MBP5.

(r) Chiffres rectifiés pour toutes les rubriques de l'année 2010 et les autres années, uniquement le compte financier.

(2) Il s'agit des transferts publics, notamment les dons.

(3) Il s'agit des transferts privés, notamment à titre personnel; ISBLSM : Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages.

Tableau III.29bis Balance des paiements ⁽¹⁾

(en millions de CDF)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ⁽²⁾
I. COMPTE COURANT OU TRANSACTIONS COURANTES	-905 621,9	-1 968 866,7	-1 177 437,6	-1 158 820,3	-2 859 074,5	-1 593 808,4	-1 373 938,9	-1 519 560,6	-1 819 815,6	-3 519 358,7
1. Biens et services	-1 407 325,6	-1 665 587,9	-1 465 222,5	-1 818 271,8	-1 374 607,8	-2 916 778,0	-2 137 292,9	-2 247 644,6	-2 061 621,7	-2 746 589,0
A. Biens	-466 138,3	394 407,4	511 484,8	60 798,6	739 899,6	-356 302,0	-268 383,7	-265 977,2	305 133,4	1 613 042,8
- Exportations	3 525 028,66	7 679 712,6	8 708 848,81	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	12 007 977,4	16 928 563,1	25 906 589,1
* Marchandises générales	3 520 143,3	7 674 368,0	8 699 593,2	7 943 694,8	10 510 327,8	10 644 765,1	8 530 621,7	10 775 926,9	15 335 476,5	24 120 330,1
* Or non monétaire	4 885,4	5 344,5	9 255,6	94 626,8	169 779,2	755 132,9	992 924,0	1 232 050,5	1 593 086,6	1 786 259,0
- Importations	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	12 273 954,6	16 623 429,7	24 293 546,3
* Marchandises générales	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	12 273 954,6	16 623 429,7	24 293 546,3
* Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Services	-941 187,3	-2 059 995,3	-1 976 707,3	-1 879 070,3	-2 114 507,4	-2 560 475,9	-1 868 909,2	-1 981 667,4	-2 366 755,0	-4 359 631,8
- Crédit	524 171,8	352 013,6	679 834,3	264 493,1	272 304,2	291 258,9	160 518,4	129 124,9	158 517,2	186 257,1
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	42 281,0	80 349,0	105 275,9	83 930,7	84 468,1	121 878,1	83 647,4	64 596,7	50 673,9	29 952,7
* Voyages	19 337,0	9 692,6	10 481,6	6 340,6	7 735,4	41 999,8	91,0	4 300,7	8 810,8	98 152,1
* Services de bâtiment et travaux publics	21 935,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Service de pension et d'assurance	16 129,0	0,0	5 332,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services financiers	56 243,0	40 853,9	45 604,3	27 415,5	10 703,1	6 754,0	4 999,5	3 921,7	6 448,4	3 786,5
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	87 514,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	74 589,9	61 054,3	68 406,4	40 932,8	15 980,3	10 084,1	7 464,5	5 855,3	9 627,8	5 653,5
* Autres services aux entreprises	83 146,2	70 384,6	63 901,1	47 236,7	34 167,7	35 292,5	8 614,1	6 757,0	11 110,6	6 524,2
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	20 030,1	1 087,0	919,4	735,2	287,0	181,1	134,1	105,2	172,9	101,5
* Biens et services publics non inclus ailleurs	102 966,1	88 592,2	379 912,8	57 901,6	118 962,5	75 069,3	55 568,0	43 588,4	71 672,7	42 086,5
- Débit	1 465 359,1	2 412 008,9	2 656 541,6	2 143 563,4	2 386 811,6	2 851 734,8	2 029 427,6	2 110 792,3	2 525 272,3	4 545 888,9
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	645 153,1	1 370 642,9	1 298 783,0	847 198,8	1 152 370,6	1 478 726,4	934 043,4	780 371,8	1 281 558,3	2 050 945,0
* Voyages	97 771,8	135 515,3	274 315,1	98 831,7	156 382,8	261 429,0	117 975,2	60 381,0	98 978,0	186 314,1
* Services de bâtiment et travaux publics	41 320,8	12 772,5	17 265,9	43 354,7	18 514,8	15 389,8	19 635,3	26 533,6	26 533,6	118 880,8
* Service de pension et d'assurance	158 949,7	295 397,9	311 075,3	369 287,5	402 991,4	438 749,9	375 056,8	314 390,4	546 979,8	783 016,1
* Services financiers	58 056,5	30 164,8	39 017,4	69 437,8	37 130,5	7 724,5	32 257,8	36 368,4	36 156,5	189 563,8
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	27 630,2	0,0	0,0	0,0	0,0	18 669,3	9 933,6	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	27 003,5	815,3	1 134,4	2 797,2	45 877,1	59 432,2	19 373,9	439 295,4	1 638,4	7 539,5
* Autres services aux entreprises	281 031,7	414 970,3	477 295,5	350 177,7	216 006,0	236 149,6	270 141,2	190 336,0	268 904,2	972 401,4
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	27 791,6	1 721,1	5 754,5	5 754,5	2 429,9	2 718,0	2 316,3	2 624,4	3 370,6	15 510,8
* Biens et services publics non inclus ailleurs	100 650,1	150 008,9	235 321,6	356 723,4	263 405,2	338 356,7	262 873,2	267 389,7	261 152,8	221 717,2
2. Revenus primaires	-628 179,6	-1 066 639,3	-1 009 453,8	-963 066,3	-2 648 501,9	-557 958,6	-1 000 538,2	-619 772,8	-1 584 252,1	-2 736 834,8
- Crédit	20 979,2	43 752,6	154 649,9	16 789,0	133 183,1	101 219,2	131 988,1	16 907,0	17 982,7	117 928,4
* Rémunérations des salariés	15 698,1	14 221,9	105 367,9	11 215,7	30 451,5	20 705,0	131 404,3	16 147,5	17 649,4	94 683,2
* Revenus des placements	5 281,0	29 530,7	49 282,0	5 573,3	102 731,6	80 514,1	583,8	759,5	333,3	23 245,1
- Débit	649 158,7	1 110 391,9	1 164 103,7	979 855,3	2 781 685,0	659 177,8	1 132 526,2	636 679,8	1 602 234,8	2 854 763,1
* Rémunérations des salariés	24 904,6	51 814,7	36 409,8	50 846,4	124 994,7	87 944,7	396 691,7	28 796,4	17 299,4	106 762,0
* Revenus des placements	624 254,1	1 058 577,3	1 127 693,8	929 008,9	2 656 690,3	571 233,0	735 834,6	607 883,4	1 584 935,4	2 748 001,1
3. Revenus secondaires	1 129 883,2	763 360,5	1 297 238,7	1 622 517,8	1 164 035,2	1 880 928,2	1 763 892,2	1 347 856,9	1 826 058,2	1 964 065,0
- Crédit	1 374 391,3	1 529 076,2	2 234 608,3	2 491 081,6	2 178 713,7	2 338 736,7	2 235 751,0	1 889 311,3	2 825 943,0	3 787 571,7
* Administrations publiques ⁽²⁾	1 117 634,8	821 153,8	1 303 307,0	1 715 458,5	1 288 245,6	1 659 591,0	1 286 930,7	1 305 865,0	1 265 841,3	924 871,3
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM ⁽³⁾	256 756,5	707 922,4	931 301,3	775 623,1	890 468,1	679 145,7	948 820,4	583 446,3	1 560 101,7	2 862 700,4
- Débit	244 508,1	765 715,7	937 369,6	868 563,8	1 014 678,5	457 808,5	471 858,9	541 454,4	999 884,8	1 823 506,7
* Administrations publiques ⁽²⁾	61 251,1	192 674,5	226 642,1	303 671,3	293 547,2	128 774,4	80 373,1	115 251,0	236 641,4	447 573,6
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM ⁽³⁾	183 257,0	573 041,2	710 727,5	564 892,5	721 131,4	329 034,1	391 485,8	426 203,5	763 243,4	1 375 933,1
II. COMPTE DU CAPITAL	116 125,9	9 134 427,4	857 509,6	447 159,7	177 251,8	296 574,1	233 505,3	-46 812,7	682 085,1	397 494,5
- Crédit	325 680,7	9 582 189,5	1 140 566,0	593 105,0	190 012,8	528 241,4	283 856,4	1 656,9	730 684,4	783 424,3
* Acquisitions d'actifs non financiers non produits	2 324,6	0,0	367,8	55,9	64 108,7	631,2	163 816,9	0,0	0,0	1 685,1
* Transferts des capitaux	323 356,1	9 582 189,5	1 140 198,2	593 049,2	125 904,1	527 610,1	120 039,5	1 656,9	730 684,4	781 739,2
Capitaux publics	183 044,6	9 350 382,3	839 449,2	360 762,6	43 366,6	481 156,4	120 039,5	1 534,4	730 627,4	537 941,2
Remises de dettes	0,0	9 279 997,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	183 044,6	70 384,6	839 449,2	360 762,6	43 366,6	481 156,4	120 039,5	1 534,4	730 627,4	537 941,2
Capitaux privés	140 311,5	231 807,2	300 749,0	232 286,6	82 537,5	46 453,7	0,0	122,6	57,0	243 798,1
Transferts des migrants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	140 311,5	231 807,2	300 749,0	232 286,6	82 537,5	46 453,7	0,0	122,6	57,0	243 798,1
- Débit	209 554,7	447 762,1	283 056,4	145 945,3	12 761,0	231 667,3	50 351,1	48 469,6	48 599,3	385 929,8
* Cessions d'actifs non financiers non produits	222,9	1 087,0	43 223,3	6 743,4	3 135,3	9 161,9	584,9	689,3	29 824,5	78 296,7
* Transferts des capitaux	209 331,9	446 675,0	239 833,1	139 201,9	9 625,8	222 505,3	49 766,2	47 780,3	18 774,8	307 633,1
Capitaux publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capitaux privés	209 331,9	446 675,0	239 833,1	139 201,9	9 625,8	222 505,3	49 766,2	47 780,3	18 774,8	307 633,1
Transferts des migrants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	209 331,9	446 675,0	239 833,1	139 201,9	9 625,8	222 505,3	49 766,2	47 780,3	18 774,8	307 633,1
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (II-I)	-789 496,0	7 165 560,7	-319 928,1	-711 660,5	-2 681 822,8	-1 297 234,2	-1 140 433,6	-1 566 373,2	-1 137 730,5	-3 121 864,2

III. COMPTE FINANCIER										
Capacité (+) / Besoin (-) de financement du compte financier	-695 113,4	7 951 794,1	-292 427,3	-552 594,2	-2 549 146,5	-1 159 387,0	-1 203 813,1	-1 338 730,0	-1 358 373,8	-2 960 642,5
1. Investissements directs	224 193,7	-2 477 592,5	-1 467 449,4	-2 658 434,0	-1 561 219,6	-1 387 443,6	-1 079 439,2	-941 979,2	-1 536 243,2	-2 084 364,1
- Acquisition nette d'actifs financiers	28 064,5	6 522,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Instrument de dette	28 064,5	6 522,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	-196 129,2	2 484 114,7	1 467 449,4	2 658 434,0	1 561 219,6	1 387 443,6	1 079 439,2	941 979,2	1 536 243,2	2 084 364,1
* Actions et parts dans les fonds de placement	-196 129,2	2 478 407,8	1 551 004,2	3 045 057,8	1 929 697,7	1 705 352,3	1 549 635,9	1 217 118,5	1 964 618,1	2 423 846,8
* Instrument de dette	0,0	5 706,9	-83 554,8	-386 623,8	-368 478,2	-317 908,7	-470 196,7	-275 139,3	-428 374,9	-339 482,7
2. Investissements de portefeuille	959 232,5	2 932 601,4	1 970 093,7	3 247 587,5	3 085,7	12 623,3	87 179,8	13 356,9	15 525,9	62 114,7
- Acquisition nette d'actifs financiers	959 232,5	2 932 601,4	1 967 427,3	3 247 587,5	3 085,7	12 623,3	87 179,8	13 341,1	642,3	50 083,1
* Actions et parts dans les fonds de placement	959 232,5	2 932 601,4	1 967 427,3	3 247 587,5	3 085,7	12 623,3	87 179,8	13 341,1	642,3	50 083,1
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	0,0	0,0	-2 666,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-15,8	-14 883,6	-12 031,6
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	-2 666,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-15,8	-14 883,6	-12 031,6
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Dérivés financiers (autres que les réserves) et options sur titres des salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Banque Centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Autres Investissements	-1 352 079,6	7 772 798,0	-790 299,6	-1 460 837,8	-1 024 411,4	313 216,5	107 575,1	199 057,3	197 421,4	-977 067,5
- Acquisition nette d'actifs financiers	-323 629,2	-196 026,1	-156 471,2	-1 277 675,0	-610 986,3	243 821,6	-549 081,9	390 509,3	1 009 909,3	-498 732,9
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	-323 629,2	-196 026,1	-156 471,2	-1 277 675,0	-610 986,3	243 821,6	-549 081,9	390 509,3	1 009 909,3	-498 732,9
* Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres comptes à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Droits de tirages spéciaux (accumulation nette de passifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	1 028 450,3	-7 968 824,1	633 828,4	183 162,8	413 425,2	-69 394,9	-656 657,0	191 452,0	812 487,8	478 334,6
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	35 225,8	-14 348,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Prêts	288 062,8	-8 826 694,7	4 839,2	-86 272,2	-49 818,1	-248 425,9	-217 840,4	-254 570,0	-296 269,3	-109 067,3
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	705 161,8	872 219,3	628 106,5	268 796,2	466 334,6	182 759,0	-440 180,8	448 541,8	1 109 077,7	587 616,4
* Autres comptes à payer	0,0	0,0	882,7	638,8	-3 091,4	-3 727,9	1 364,3	-2 519,8	-320,5	-214,5
5. Avoirs de réserves	-526 460,0	-276 012,7	-4 771,9	319 090,1	33 398,7	-97 783,2	-319 128,7	-609 164,9	-35 077,9	38 674,4
* Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Droits de tirage spéciaux	-526 460,0	62 594,3	2 408,9	-622,3	-1 818,9	-28 576,3	-55 235,2	-227 788,0	-198 736,3	-105 676,0
* Position de réserve au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres avoires de réserve	0,0	-338 607,0	-7 180,8	319 712,4	35 217,6	-69 206,9	-263 893,5	-381 376,9	163 658,4	144 350,4
Numéraire et dépôts	0,0	-338 607,0	-7 180,8	319 712,4	35 217,6	-69 206,9	-263 893,5	-381 376,9	163 658,4	144 350,4
Créances sur les autorités monétaires	0,0	0,0	-7 180,8	319 712,4	35 217,6	-69 206,9	-263 893,5	-381 376,9	163 658,4	144 350,4
Créances sur d'autres entités	0,0	-338 607,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Erreurs nettes et omissions	94 382,5	786 233,4	27 500,8	159 066,3	132 676,2	137 847,3	-63 379,4	227 643,3	-220 643,3	161 221,7

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le sixième manuel de la BDP (MBP6) du FMI en convertissant les données du MBP5.

(1) Chiffres rectifiés pour toutes les rubriques de l'année 2010 et les autres années, uniquement le compte financier.

(2) Il s'agit des transferts publics, notamment les dons.

(3) Il s'agit des transferts privés, notamment à titre personnel; ISBLSM : Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages.

Tableau III.30 Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit
(en millions de USD)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ⁽¹⁾
Produits miniers et hydrocarbures	4 240,1	8 335,2	9 335,2	8 622,4	11 261,4	11 766,4	10 083,8	8 736,2	11 468,4	15 826,8
Cuivre	1 648,7	3 107,0	4 103,3	4 530,7	7 938,4	7 531,0	5 762,0	4 982,9	6 272,6	7 436,1
Cobalt	1 710,3	3 793,5	3 692,7	2 660,5	1 963,7	2 302,2	2 484,6	1 807,2	3 368,8	6 350,7
Zinc	31,3	20,4	41,5	20,5	23,0	26,8	24,7	27,7	22,0	2,1
Diamant	233,7	310,5	364,6	293,2	207,3	228,3	254,2	246,8	207,4	188,5
Plomb	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,6	1,2	0,2	0,0	0,0
Or	6,1	5,9	10,1	102,9	184,6	816,2	1 072,3	1 219,5	1 086,8	1 100,9
Cassitérite	113,5	134,4	134,5	61,2	69,5	0,0	0,0	64,1	87,2	101,2
Pétrole brut	486,5	655,9	983,1	946,4	866,8	770,4	403,0	332,3	383,2	596,5
Autres	10,1	307,6	5,4	6,9	8,1	89,9	81,7	55,6	40,5	50,6
Produits agricoles	77,3	111,0	105,8	91,5	234,9	547,5	196,7	500,5	74,3	124,0
Café	37,3	46,7	31,4	18,5	51,1	246,2	31,0	41,8	27,0	24,7
Thé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1
Cacao	0,0	0,0	0,2	0,1	7,3	17,4	43,7	44,8	11,1	24,9
Rauwolfia	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Huile de palme, palmistes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tourteaux (palmistes, coton)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Caoutchouc	0,0	0,0	9,0	4,7	87,9	238,2	0,5	0,0	0,4	13,0
Bois	40,0	64,3	65,2	66,8	85,4	45,6	102,6	401,1	32,0	57,0
Quinquina	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,3	7,5	1,1	3,5
Autres	0,0	0,0	0,0	1,4	3,2	0,0	10,4	5,1	2,5	0,8
Produits industriels	53,6	31,7	31,0	29,5	116,6	7,3	4,3	16,0	5,5	16,1
Ciment	15,7	13,4	12,6	8,2	7,4	4,9	0,3	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sucre de canne	7,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	29,3	18,4	18,3	21,3	109,2	2,4	4,0	16,0	5,5	16,1
Ajustement ⁽¹⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 632,9	0,0	0,0
Total	4 371,0	8 477,9	9 471,9	8 743,4	11 613,0	12 321,2	10 284,8	11 885,5	11 548,2	15 966,8

Source: Banque Centrale du Congo et Commission Interministérielle d'Harmonisation et de Consolidation des Statistiques Minières.

(1) Il s'agit des données de l'enquête et les exportations frauduleuses.

Tableau III.30bis Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit
(en millions de CDF)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ⁽¹⁾
Produits miniers et hydrocarbures	3 434 884,1	7 550 445,5	8 583 093,7	7 927 148,0	10 356 797,7	10 886 538,1	9 337 406,6	8 826 163,9	16 811 632,3	25 679 278,2
Cuivre	1 335 569,5	2 814 496,8	3 772 693,0	4 165 310,1	7 300 717,1	6 967 870,7	5 335 532,4	5 034 194,6	9 195 021,5	12 065 322,5
Cobalt	1 385 503,9	3 436 324,1	3 395 224,4	2 445 988,2	1 805 948,0	2 130 044,6	2 300 722,8	1 825 775,3	4 938 382,9	10 304 208,7
Zinc	25 343,2	18 503,9	38 181,7	18 854,1	21 128,2	24 760,4	22 867,6	28 025,3	32 300,6	3 430,5
Diamant	189 336,9	281 246,5	335 241,2	269 592,3	190 667,0	211 250,3	235 372,3	249 301,2	304 057,9	305 818,2
Plomb	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 493,1	1 134,1	175,2	0,0	0,0
Or	4 907,5	5 341,9	9 255,6	94 626,8	169 779,2	755 132,9	992 924,0	1 232 052,4	1 593 086,6	1 786 259,0
Cassitérite	91 923,7	121 734,0	123 632,2	56 296,5	63 953,0	0,0	5,9	64 795,6	127 768,8	164 244,5
Pétrole brut	394 129,6	594 124,6	903 940,7	870 129,2	797 147,3	712 817,6	373 169,1	335 674,2	561 672,9	967 857,7
Autres	8 169,8	278 673,7	4 924,8	6 350,8	7 458,0	83 168,4	75 678,2	56 170,1	59 341,2	82 137,1
Produits agricoles	62 609,4	100 548,6	97 256,1	84 094,0	216 055,0	506 598,7	182 142,6	505 701,3	108 871,9	201 235,1
Produits du règne animal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Café	30 215,3	42 261,7	28 885,5	16 971,8	47 008,3	227 818,3	28 679,5	42 221,4	39 628,7	40 123,1
Thé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	102,0	246,7	198,0	280,7	192,6
Cacao	24,3	37,5	159,0	47,4	6 737,3	16 102,4	40 504,8	45 236,2	16 201,7	40 333,0
Rauwolfia	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Huile de palme, palmistes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tourteaux (palmistes, coton)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Caoutchouc	0,0	0,0	8 251,0	4 363,1	80 833,8	220 430,5	433,8	0,0	552,2	21 117,7
Bois	32 369,8	58 231,4	59 960,6	61 458,4	78 532,7	42 145,4	94 972,1	405 282,9	46 867,2	92 461,0
Quinquina	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7 643,6	7 582,2	1 645,4	5 704,3
Autres	0,0	18,1	0,0	1 253,2	2 942,9	0,0	9 662,0	5 180,5	3 695,9	1 303,3
Produits industriels	27 535,2	28 718,4	28 498,9	27 106,8	107 254,3	6 761,2	3 996,5	16 130,5	8 059,3	26 075,8
Ciment	12 722,1	12 096,0	11 627,1	7 553,6	6 814,1	4 562,5	323,1	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	684,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sucre de canne	6 294,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	7 833,8	16 622,4	16 871,9	19 553,2	100 440,2	2 198,6	3 673,4	16 130,5	8 059,3	26 075,8
Ajustement ⁽¹⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 660 000,5	0,0	0,0
Total	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 348,8	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	12 007 996,1	16 928 563,6	25 906 589,1
Taux de change moyen USD/CDF	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5

Source: Banque Centrale du Congo et Commission Interministérielle d'Harminisation et de Consolidation des Statistiques Minières.

(1) Il s'agit des données de l'enquête et les exportations frauduleuses.

Tableau III.31 Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations ⁽¹⁾
(en millions de USD)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ^(p)
A. Biens de consommation	1 303,9	1 342,4	2 024,0	1 871,5	2 452,9	3 758,8	2 811,9	4 050,6	3 144,1	3 555,2
Viandes, abats comestibles, poissons, lait, fruits, céréales, légumes, abats comestibles et autres ⁽²⁾	777,1	800,1	1 174,5	1 100,8	1 436,6	2 197,8	1 647,8	812,0	1 178,4	1 291,7
Boissons ⁽³⁾	32,6	33,6	56,3	145,5	151,6	209,2	146,4	809,5	546,9	627,1
Tabacs ⁽⁴⁾	149,9	154,4	258,9	305,4	372,7	554,8	404,3	809,5	403,6	295,0
Textiles ⁽⁵⁾	344,2	354,4	534,3	319,8	492,0	797,0	613,4	809,5	376,8	525,8
Habilllements	...	...	...	...	...	...	...	810,1	638,4	815,6
B. Energie	678,9	755,1	1 016,9	2 929,8	1 896,3	1 081,1	632,0	56,5	62,2	1 108,6
Produits chimiques et colorants ⁽⁶⁾	1,4	1,5	2,0	789,6	405,9	221,6	116,9	49,5	57,9	776,8
Autres instruments et appareils ⁽⁷⁾	677,6	753,6	1 014,8	2 140,3	1 490,4	859,5	515,1	7,0	4,4	331,8
C. Matières premières et semi-produits	203,4	235,3	360,8	775,4	582,0	411,3	305,8	3 998,4	2 898,5	3 187,6
Cuir ⁽⁸⁾	95,2	110,1	168,6	379,4	281,7	198,6	147,2	809,4	341,5	351,9
Destinés à l'agriculture	4,7	5,4	8,6	9,3	8,7	6,4	5,0	...	...	...
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc ⁽⁹⁾	23,4	27,1	36,5	14,0	22,1	17,4	15,1	809,5	481,9	532,5
Produits chimiques, colorants	46,6	53,9	67,9	173,4	125,2	87,8	65,7	759,9	881,4	292,4
Matériaux de construction	10,2	11,8	40,2	98,3	71,6	50,3	35,2	810,1	389,0	450,4
Métalliques ⁽¹⁰⁾	15,3	17,6	26,2	43,2	34,8	24,9	19,0	809,4	804,7	1 560,5
Autres	8,1	9,4	12,8	57,9	38,0	26,0	18,6	0,0	0,0	0,0
D. Biens d'équipement	2 762,8	5 709,7	5 513,9	3 100,4	5 877,2	7 455,1	6 824,9	4 043,3	5 235,2	7 121,2
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	248,6	513,9	494,0	568,9	873,4	995,1	850,2	809,4	357,0	305,0
Véhicules routiers non domestiques	1 447,7	2 991,9	1 847,3	135,6	893,0	1 482,8	1 814,0	809,5	532,3	378,0
Autres matériels de transport	102,2	211,3	130,4	80,6	147,7	184,6	186,2	809,9	586,8	650,0
Machines pour industries spécialisées	93,9	194,1	1 931,5	249,0	1 061,5	1 670,9	1 260,3	811,7	3 261,3	5 287,5
Autres instruments et appareils ⁽¹¹⁾	870,3	1 798,6	1 110,5	2 066,3	2 901,6	3 121,7	2 714,2	802,7	497,8	500,7
Total	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 808,4	12 706,3	10 574,6	12 148,8	11 340,0	14 972,7

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).

(1) Valeur FOB.

(2) Avant 2016, alimentation, boissons et tabacs.

(3) Avant 2016, Textiles et habillement.

(4) Avant 2016, autres biens non durables.

(5) Avant 2016, biens de consommations durables.

(6) Avant 2016, matières brutes.

(7) Avant 2016, matières élaborées.

(8) Avant 2016, destinés à l'alimentation.

(9) Avant 2016, textiles, cuir et caoutchouc.

(10) Avant 2016, minerais et produits métalliques.

(11) Avant 2016, autres biens d'équipement.

Tableau III.31bis Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations ⁽¹⁾

(en millions de CDF)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ^(p)
A. Biens de consommation	1 051 514,6	1 216 052,2	1 860 959,0	1 720 603,9	2 255 855,8	3 477 772,8	2 603 773,5	4 092 355,0	4 608 930,6	5 768 461,1
Viandes, abats comestibles, poissons, lait, fruits, céréales, légumes, abats comestibles et autres ⁽²⁾	626 702,7	724 767,1	1 079 869,9	1 012 063,4	1 321 195,7	2 033 447,9	1 525 872,2	820 374,4	1 727 376,3	2 095 826,6
Boissons ⁽³⁾	26 287,9	30 401,3	51 749,3	133 742,6	139 421,9	193 574,6	135 567,1	817 881,3	801 689,6	1 017 478,0
Tabacs ⁽⁴⁾	120 924,2	139 846,0	238 046,7	280 799,9	342 761,7	513 322,4	374 366,7	817 857,3	591 695,2	478 624,4
Textiles ⁽⁵⁾	277 599,8	321 037,8	491 293,2	293 997,9	452 476,4	737 427,8	567 967,4	817 820,9	552 370,7	853 148,2
Habilllements	...	...	...	...	...	...	...	818 421,2	935 798,7	1 323 384,0
B. Energie	547 522,5	684 009,8	934 951,7	2 693 569,7	1 743 996,5	1 000 258,6	585 242,1	57 106,2	91 219,1	1 798 801,2
Produits chimiques et colorants ⁽⁶⁾	1 095,0	1 368,0	1 869,9	725 905,0	373 286,8	204 998,4	108 263,7	50 006,0	84 837,4	1 260 447,9
Autres instruments et appareils ⁽⁷⁾	546 427,5	682 641,7	933 081,8	1 967 664,7	1 370 709,7	795 260,2	476 978,4	7 100,2	6 381,8	538 353,3
C. Matières premières et semi-produits	164 062,9	213 144,4	331 772,1	712 888,7	535 252,8	380 543,9	283 163,4	4 039 595,2	4 249 006,8	5 171 979,1
Cuir ⁽⁸⁾	76 781,4	99 751,6	154 992,9	348 807,4	259 054,4	183 744,1	136 306,0	817 782,0	500 542,3	570 908,2
Destinés à l'agriculture	3 773,4	4 902,3	7 907,3	8 580,7	7 956,1	5 887,7	4 593,1	...	...	...
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc ⁽⁹⁾	18 867,2	24 511,6	33 602,5	12 828,1	20 317,2	16 076,9	14 012,6	817 855,9	706 436,3	863 916,3
Produits chimiques, colorants	37 570,4	48 810,1	62 475,8	159 432,6	115 172,3	81 190,6	60 854,9	767 769,5	1 292 061,1	474 380,5
Matériaux de construction	8 203,1	10 657,2	36 987,0	90 332,1	65 869,5	46 532,2	32 588,3	818 412,2	570 290,4	730 785,7
Métalliques ⁽¹⁰⁾	12 304,7	15 985,8	24 071,0	39 709,0	31 976,3	23 064,2	17 567,6	817 775,5	1 179 676,7	2 531 988,4
Autres	6 562,5	8 525,8	11 735,8	53 198,8	34 907,0	24 048,3	17 240,9	0,0 -	0,0	0,0
D. Biens d'équipement	2 228 067,0	5 172 098,8	5 069 681,2	2 850 460,7	5 405 102,2	6 897 624,7	6 319 750,4	4 084 917,3	7 674 273,7	11 554 304,9
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	200 526,0	465 488,9	454 243,4	523 012,2	803 254,1	920 655,7	787 281,7	817 775,7	523 392,7	494 907,5
Véhicules routiers non domestiques	1 167 507,1	2 710 179,8	1 698 530,7	124 649,0	821 254,8	1 371 968,7	1 679 699,5	817 853,6	780 237,7	613 289,5
Autres matériels de transport	82 438,5	191 367,7	119 934,4	74 131,4	135 853,0	170 753,2	172 435,6	818 242,7	860 139,1	1 054 571,7
Machines pour industries spécialisées	75 754,3	175 851,4	1 775 909,3	228 952,7	976 214,9	1 545 999,6	1 167 025,2	820 105,5	4 780 784,3	8 579 115,1
Autres instruments et appareils ⁽¹¹⁾	701 841,1	1 629 211,1	1 021 063,3	1 899 715,4	2 668 525,5	2 888 247,5	2 513 308,5	810 939,7	729 719,9	812 421,1
Total	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	12 273 973,7	16 623 430,2	24 293 546,3

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).

(1) Valeur FOB.

(2) Avant 2016, alimentation, boissons et tabacs.

(3) Avant 2016, Textiles et habillement.

(4) Avant 2016, autres biens non durables.

(5) Avant 2016, biens de consommations durables.

(6) Avant 2016, matières brutes.

(7) Avant 2016, matières élaborées.

(8) Avant 2016, destinés à l'alimentation.

(9) Avant 2016, textiles, cuir et caoutchouc.

(10) Avant 2016, minerais et produits métalliques.

(11) Avant 2016, autres biens d'équipement.

Tableau III.32 Dette extérieure
(en millions de USD)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ^(p)
Stock	12 467,7	4 783,4	4 652,2	4 939,7	5 203,9	4 923,3	4 796,8	4 542,2	4 593,5	5 891,9
FMI	1 602,4	321,5	476,4	476,0	474,5	447,6	390,4	301,5	225,5	128,4
Club de Paris	6 679,3	353,2	346,5	354,9	292,3	196,2	109,4	52,2	38,5	28,8
Club de Kinshasa	609,2	1 452,0	1 497,6	1 776,8	1 075,7	1 099,6	1 274,6	1 248,2	1 300,3	1 326,4
Club de Londres	41,4	80,8	80,8	80,8	80,8	18,0	18,0	18,0	18,0	11,5
Institutions multilatérales	3 371,8	2 570,0	2 245,0	2 245,7	2 009,9	1 891,5	1 730,9	1 612,0	1 700,6	1 787,4
Autres ⁽¹⁾	163,7	5,9	6,0	5,4	1 270,7	1 270,4	1 273,5	1 310,3	1 310,6	2 609,3
Encours	10 764,7	4 197,4	4 089,7	4 455,0	4 694,7	4 474,2	4 287,1	4 022,6	4 236,9	3 025,8
FMI	796,9	321,5	476,4	476,4	474,5	447,6	390,4	301,5	225,5	128,4
Club de Paris	5 944,9	352,5	345,4	354,8	292,3	196,2	109,4	42,5	1,8	1,3
Club de Kinshasa	463,9	1 025,2	1 095,3	1 372,7	719,9	735,7	849,9	823,5	1 065,4	1 091,8
Club de Londres	28,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,5
Institutions multilatérales	3 371,6	2 492,3	2 166,8	2 245,7	2 009,9	1 891,5	1 730,9	1 612,0	1 700,6	1 787,4
Autres ⁽¹⁾	158,8	5,9	6,0	5,4	1 198,2	1 203,3	1 206,4	1 243,2	1 243,5	5,4
Service de la dette										
- Service dû	2 538,1	192,6	168,0	172,9	191,5	188,0	180,4	222,9	219,9	302,2
FMI	156,9	66,3	2,6	1,0	0,0	0,0	0,0	65,3	46,3	95,4
Club de Paris	1 736,2	33,5	4,5	12,8	43,7	75,5	72,0	55,9	58,1	43,0
Club de Kinshasa	403,3	36,1	108,0	64,2	57,1	33,8	32,1	31,4	35,5	53,7
Club de Londres	41,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0
Institutions multilatérales	28,9	56,6	52,9	95,0	90,7	78,8	74,3	68,3	79,9	110,0
Autres ⁽¹⁾	171,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Service effectué	208,0	158,9	184,1	172,9	191,5	209,4	220,5	259,9	212,1	225,3
FMI	134,3	53,2	3,6	1,0	0,0	0,7	38,8	78,5	93,0	100,2
Club de Paris	0,0	33,5	3,3	12,8	43,7	74,9	69,4	57,9	20,0	0,3
Club de Kinshasa	15,3	22,2	124,2	64,2	57,1	31,0	29,5	37,6	48,4	67,0
Club de Londres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5
Institutions multilatérales	51,5	50,0	53,0	95,0	90,7	102,7	82,9	85,9	50,8	56,2
Autres ⁽¹⁾	6,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Arriérés ⁽²⁾	2 330,1	33,7	-16,2	0,0	0,0	-21,3	-40,1	-37,0	7,8	76,9
FMI	22,6	13,1	-1,0	0,0	0,0	-0,7	-38,8	-13,2	-46,6	-4,8
Club de Paris	1 736,2	0,0	1,2	0,0	0,0	0,5	2,7	-2,0	38,1	42,7
Club de Kinshasa	388,0	14,0	-16,3	0,0	0,0	2,8	2,6	-6,2	-12,9	-13,3
Club de Londres	41,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	-1,5
Institutions multilatérales	-22,6	6,7	-0,1	0,0	0,0	-23,9	-8,6	-17,6	29,2	53,8
dont BAD	0,0	0,0	-8,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres ⁽¹⁾	164,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Sources : DGDP et Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2013, il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC.

Il s'agit de la dette extérieure privée publiquement garantie (explicite et implicite) qui n'est renseignée qu'à titre purement indicatif aussi que celle-ci n'est appelée. A partir de 2018, la DGDP ne prend en compte que la dette publique appelée.

(2) (-) : paiements anticipatifs, (+) arriérés des paiements.

Tableau III.32bis Dette extérieure
(en millions de CDF)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ^(p)
Stock	11 254 040,19	4 377 457,90	4 237 320,99	4 520 651,86	4 816 208,11	4 551 588,93	4 445 484,77	5 521 410,53	7 313 673,48	9 636 812,28
FMI	1 446 385,40	294 241,59	433 878,64	435 659,76	439 114,30	413 791,74	361 844,37	366 512,15	359 103,14	210 078,43
Club de Paris	6 029 078,53	323 205,44	315 572,12	324 795,50	270 478,34	181 351,69	101 396,87	63 441,57	61 251,65	47 023,94
Club de Kinshasa	549 897,42	1 328 786,34	1 364 063,60	1 626 064,10	995 591,66	1 016 599,34	1 181 221,13	1 517 309,97	2 070 264,48	2 169 512,85
Club de Londres	37 342,93	73 942,46	73 594,33	73 946,12	74 780,67	16 641,16	16 681,69	21 880,60	28 659,47	18 809,58
Institutions multilatérales	3 043 572,17	2 351 873,66	2 044 792,92	2 055 226,13	1 860 206,10	1 748 718,02	1 604 101,95	1 959 468,20	2 707 682,91	2 923 564,21
Autres ⁽¹⁾	147 763,73	5 408,42	5 419,38	4 960,25	1 176 037,04	1 174 486,99	1 180 238,76	1 592 798,03	2 086 711,83	4 267 823,27
Encours	9 716 869,53	3 841 182,87	3 725 011,56	4 077 121,59	4 344 951,09	4 140 886,86	3 973 068,60	4 889 790,64	6 745 881,64	4 949 083,41
FMI	719 356,30	294 241,59	433 878,64	435 989,23	439 114,30	414 236,77	360 965,29	366 512,15	359 103,14	210 078,43
Club de Paris	5 366 240,30	322 601,45	314 588,43	324 713,14	270 478,34	181 546,73	101 150,53	51 613,90	2 929,63	2 093,59
Club de Kinshasa	418 726,59	938 190,76	997 594,81	1 256 232,86	666 223,55	680 865,01	785 767,93	1 000 976,52	1 696 306,18	1 785 781,14
Club de Londres	25 788,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 809,58
Institutions multilatérales	3 043 380,61	2 280 740,65	1 973 530,29	2 055 226,13	1 860 206,10	1 750 598,75	1 600 204,89	1 959 468,20	2 707 682,91	2 923 564,21
Autres ⁽¹⁾	143 376,82	5 408,42	5 419,38	4 960,25	1 108 928,80	1 113 639,61	1 115 327,66	1 511 219,87	1 979 859,78	8 756,47
Service de la dette										
- Service dû	2 291 064,69	176 260,20	152 984,21	158 233,71	177 224,63	173 816,94	167 187,59	270 942,98	350 058,24	494 214,74
FMI	141 667,67	60 675,68	2 328,69	906,02	0,00	0,00	0,00	79 341,89	73 786,29	156 084,92
Club de Paris	1 567 207,33	30 698,93	4 115,09	11 695,93	40 481,51	69 772,69	66 745,29	67 963,56	92 531,63	70 293,74
Club de Kinshasa	364 045,94	33 061,80	98 330,40	58 726,76	52 827,73	31 220,67	29 749,01	38 157,33	56 457,35	87 894,08
Club de Londres	37 342,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 853,52	2 431,18	0,00	0,00
Institutions multilatérales	26 114,52	51 823,78	48 210,03	86 904,99	83 915,38	72 823,57	68 839,77	83 049,02	127 282,97	179 942,00
Autres ⁽¹⁾	154 686,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Service effectué	187 796,31	145 385,90	167 700,34	158 233,71	177 224,63	193 551,88	204 387,76	315 967,97	337 708,04	368 445,69
FMI	121 267,91	48 679,94	3 242,52	906,02	0,00	670,73	35 958,31	95 411,56	148 060,65	163 924,00
Club de Paris	0,00	30 687,04	3 005,71	11 695,93	40 481,51	69 270,32	64 270,84	70 431,21	31 810,04	507,04
Club de Kinshasa	13 822,70	20 285,68	113 142,17	58 726,76	52 827,73	28 668,38	27 339,43	45 718,29	76 998,35	109 586,23
Club de Londres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 519,83
Institutions multilatérales	46 514,28	45 733,25	48 309,94	86 904,99	83 915,38	94 942,45	76 819,18	104 406,91	80 839,00	91 908,58
Autres ⁽¹⁾	6 191,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Arriérés ⁽²⁾	2 103 268,38	30 874,30	-14 716,13	0,00	0,00	-19 734,94	-37 200,17	-45 024,99	12 350,20	125 769,05
FMI	20 399,76	11 995,75	-913,83	0,00	0,00	-670,73	-35 958,31	-16 069,67	-74 274,36	-7 839,09
Club de Paris	1 567 207,33	11,90	1 109,38	0,00	0,00	502,38	2 474,45	-2 467,65	60 721,58	69 786,70
Club de Kinshasa	350 223,24	12 776,12	-14 811,77	0,00	0,00	2 552,29	2 409,58	-7 560,96	-20 541,00	-21 692,15
Club de Londres	37 342,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 853,52	2 431,18	0,00	-2 519,83
Institutions multilatérales	-20 399,76	6 090,53	-99,91	0,00	0,00	-22 118,88	-7 979,41	-21 357,89	46 443,97	88 033,42
Autres ⁽¹⁾	148 494,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taux de change fin période USD/CDF	902,66	915,13	910,82	915,17	925,50	924,51	926,76	1 215,59	1 592,19	1 635,62

Sources : DGDP et Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2013, il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC.

(2) (-) : paiements anticipatifs, (+) arriérés des paiements.

Tableau III.33 Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en millions de USD)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2 016	2 017	2018 ^(p)
A. Donations Multilatérales	939,4	752,0	939,0	941,8	930,3	1 253,4	782,0	910,8	685,9	474,2
- Nations Unies	144,0	108,7	40,7	174,9	125,5	153,8	69,1	106,9	68,2	0,0
- Commission Européenne	204,6	215,9	313,3	241,6	183,3	129,3	176,7	152,1	194,1	113,5
- Banque mondiale	358,1	290,2	443,5	411,6	542,1	807,4	418,9	500,3	363,7	295,3
- BAD	206,4	110,6	77,3	91,6	79,3	162,9	116,2	113,0	59,9	59,7
- ACBF ⁽¹⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Pooled Fund/ GAVI ⁽³⁾	26,4	26,7	64,1	22,1	0,0	0,0	0,0	38,6	0,0	5,6
- Banque Arabe pour le Développement Economique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0
B. Donations Bilatérales	724,7	988,2	781,6	1 151,0	654,1	540,3	607,8	381,8	177,6	95,9
- Belgique	171,7	176,0	157,4	133,7	67,4	36,9	79,9	14,0	43,1	0,0
- France	43,6	28,6	20,4	0,0	0,0	35,4	45,1	0,0	0,0	0,0
- Allemagne	51,0	44,0	1,4	170,2	10,3	0,0	1,9	21,0	38,4	1,7
- Italie	0,0	5,7	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0
- Finlande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Canada	49,9	27,9	34,2	35,9	42,5	34,9	0,0	11,1	0,0	0,0
- Japon	53,0	134,1	36,7	90,7	0,0	0,0	0,0	16,9	0,0	0,0
- Pays-Bas	73,4	57,2	56,2	22,8	73,7	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0
- Espagne	6,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Suède	20,1	23,2	78,1	88,9	36,1	30,6	19,4	41,5	0,0	0,0
- Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,9	0,0	0,0	0,0
- Royaume-Uni	103,9	362,5	219,4	204,1	229,8	304,8	205,3	167,0	96,1	94,1
- USA	78,2	85,4	128,6	208,8	181,1	0,0	185,2	110,2	0,0	0,0
- Chine	65,7	18,6	36,7	134,2	13,0	88,5	49,0	0,0	0,0	0,0
- Inde	7,5	25,0	12,5	61,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Afrique du Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	1 664,1	1 740,1	1 720,6	2 092,9	1 584,4	1 793,7	1 389,8	1 292,6	863,5	570,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGA)/ Ministère du Plan.

(2) African Capacity Building Foundation.

(3) GAVI à partir de 2011.

Tableau III.33bis Provenance des donations extérieures d'origine publique

(en millions de CDF)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2 016	2 017	2018 ⁽²⁾
A. Donations Multilatérales	757 589,4	681 173,2	863 360,8	865 867,6	855 527,1	1 159 686,0	724 133,6	920 176,1	1 005 445,1	769 342,8
- Nations Unies	116 098,1	98 433,4	37 421,7	160 767,2	115 443,5	142 292,4	64 027,4	107 973,1	99 909,0	0,0
- Commission Européenne	165 002,9	195 549,2	288 100,3	222 086,8	168 620,7	119 674,3	163 649,9	153 682,5	284 543,7	184 213,7
- Banque mondiale	288 809,3	262 899,1	407 809,6	378 436,9	498 541,4	747 016,6	387 921,0	505 445,1	533 171,1	479 095,0
- BAD	166 413,7	100 149,0	71 084,2	84 242,0	72 921,6	150 702,7	107 609,4	114 124,9	87 821,3	96 897,2
- ACBF ⁽¹⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Pooled Fund/ GAVI ⁽³⁾	21 265,4	24 142,5	58 945,0	20 334,7	0,0	0,0	0,0	38 950,5	0,0	9 136,9
- Banque Arabe pour le Développement Economique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	926,0	0,0	0,0	0,0
B. Donations Bilatérales	584 464,1	895 129,3	718 598,8	1 058 223,0	601 571,2	499 904,4	562 797,0	385 690,9	260 396,3	155 528,5
- Belgique	138 479,9	159 404,4	144 711,0	122 872,9	62 002,3	34 169,5	73 958,0	14 161,6	63 160,3	78,2
- France	35 178,4	25 943,3	18 764,3	0,0	0,0	32 782,6	41 801,4	0,0	0,0	0,0
- Allemagne	41 135,5	39 857,1	1 312,1	156 444,2	9 492,8	0,0	1 740,7	21 258,7	56 335,5	2 728,9
- Italie	0,0	5 126,4	0,0	0,0	0,0	0,0	926,0	0,0	0,0	0,0
- Finlande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Canada	40 271,8	25 283,1	31 479,2	33 010,3	39 101,6	32 302,4	0,0	11 199,9	0,0	0,0
- Japon	42 711,3	121 468,6	33 720,4	83 398,9	0,0	0,0	0,0	17 101,7	0,0	0,0
- Pays-Bas	59 173,3	51 818,7	51 629,1	21 000,9	67 761,3	2 130,8	0,0	0,0	0,0	0,0
- Espagne	5 397,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Suède	16 172,5	21 006,1	71 850,8	81 691,6	33 227,7	28 288,8	17 947,8	41 894,3	0,0	0,0
- Suisse	25,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19 353,1	0,0	0,0	0,0
- Royaume-Uni	83 825,8	328 363,5	201 702,5	187 651,6	211 355,0	281 970,1	190 135,0	168 759,1	140 900,5	152 721,5
- USA	63 092,3	77 333,3	118 226,3	191 997,9	166 557,8	0,0	171 517,9	111 315,6	0,0	0,0
- Chine	52 974,1	16 888,5	33 704,5	123 360,5	12 000,8	81 889,9	45 417,1	0,0	0,0	0,0
- Inde	6 026,8	22 636,3	11 498,7	56 761,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Afrique du Sud	0,0	0,0	0,0	32,5	71,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6 370,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	1 342 053,5	1 576 302,5	1 581 959,6	1 924 090,6	1 457 098,3	1 659 590,4	1 286 930,7	1 305 867,0	1 265 841,3	924 871,3
Taux de change moyen USD/CDF	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI)/ Ministère du Plan.

(2) African Capacity Building Foundation.

(3) GAVI à partir de 2011.

TITRE IV

**MONNAIE, CREDIT ET INSTITUTIONS
FINANCIERES**

Au cours de l'année 2018, le secteur monétaire et financier a évolué dans un environnement macroéconomique marqué essentiellement par la désinflation, sur fond d'une bonne coordination des politiques macroéconomiques. Cette situation avait permis à l'Institut d'Emission d'assouplir sa politique monétaire via notamment la révision à la baisse du taux directeur.

S'agissant des comportements des facteurs de la liquidité bancaire, il a été noté une légère injection supplémentaire, par rapport à la programmation, impulsée essentiellement par les facteurs autonomes, particulièrement les avoirs extérieurs nets. Par contre, les facteurs institutionnels ont réalisé une ponction supplémentaire, sous l'impulsion principale de la réserve obligatoire. Il sied de noter que cette situation est restée en droite ligne avec les comportements des agrégats monétaires, dont les niveaux réalisés sont restés largement supérieurs à ceux programmés.

Quant à l'évolution du secteur bancaire, il y a lieu de noter une progression sensible des dépôts, au niveau des banques commerciales, plus particulièrement les dépôts en devises, dans un contexte d'accroissement des rapatriements des recettes des exportations des entreprises minières. En outre, en vue de renforcer davantage la résilience du système bancaire national, la Banque Centrale a relevé le niveau minimal du capital des banques commerciales, de 10,0 millions de USD à 30,0 millions.

CHAPITRE I

POLITIQUE MONETAIRE

Au cours de l'année 2018, la politique monétaire a été conduite dans un environnement économique marqué, sur le plan mondial, par la poursuite timide de l'expansion de l'activité, et au plan national, par l'apaisement des tensions sur les différents marchés. Dans ce contexte, l'action de l'Autorité Monétaire s'est de nouveau inscrite dans le sens de l'assouplissement de sa politique monétaire.

En effet, le taux directeur de la Banque Centrale a été révisé à 14,0 %, soit une baisse de 6,0 points de pourcentage. Cette décision a été motivée par la relative stabilité du cadre macroéconomique observée au cours de l'année sous analyse. Quant aux coefficients de la réserve obligatoire, ils ont été maintenus à leur niveau de l'année précédente. Pour sa part, le Bon BCC a contribué à la régulation de la liquidité bancaire.

I.1. CADRE OPERATIONNEL ET SUIVI DE LA POLITIQUE MONETAIRE

Le cadre opérationnel de la politique monétaire est demeuré inchangé en 2018 ; la gamme d'instruments étant restée constituée du taux d'intérêt sur le refinancement, des coefficients de la réserve obligatoire et des adjudications du bon de la Banque Centrale du Congo.

Quant au suivi, un Comité de politique monétaire assure la surveillance et prend des décisions en matière de politique monétaire à travers ses réunions hebdomadaires et mensuelles.

I.2. EVALUATION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITE BANCAIRE

Au cours de l'année 2018, l'interaction entre les facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité bancaire s'est traduite par une injection de 158,1 milliards de CDF contre une ponction programmée de 35,6 milliards. Cette injection a été essentiellement réalisée par les facteurs autonomes avec un import de 542,8 milliards, dans un contexte de retrait de liquidité par les facteurs de politique monétaire à hauteur de 384,6 milliards.

Tableau IV.1 Evolution des facteurs de la liquidité bancaire
(flux en milliards de CDF)

	1er semestre			2ème semestre			2018		
	Programmation	Réalisation	Ecart	Programmation	Réalisation	Ecart	Programmation	Réalisation	Ecart
1. Facteurs autonomes (hors circul fiduc.)	274,28	333,24	58,96	-158,64	209,52	368,15	115,64	542,76	427,12
2. Facteurs Institutionnels	225,11	198,17	-26,94	-73,88	186,46	260,34	151,23	384,63	233,4
(1) - (2)	49,16	135,07	85,91	-84,76	23,06	107,81	-35,59	158,13	193,72

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.1. Facteurs autonomes de la liquidité

A fin 2018, l'expansion de la liquidité via les facteurs autonomes a été à hauteur de 542,8 milliards de CDF, soit une injection excédentaire de 427,1 milliards par rapport au niveau programmé. Le gap ainsi observé est expliqué tant par une augmentation des avoirs intérieurs nets (AIN) bien au-delà de leur cible que par une hausse des avoirs extérieurs nets (AEN) avec un import de 259,8 milliards de CDF.

Tableau IV.2 Evolution des facteurs autonomes de la liquidité
(flux en milliards de CDF)

	1er semestre			2ème semestre			2018		
	Programmation	Réalisation	Ecart	Programmation	Réalisation	Ecart	Programmation	Réalisation	Ecart
1. Facteurs autonomes (hors circul fiduc.)	274,28	333,24	58,96	-158,64	209,52	368,15	115,64	542,76	427,12
a) Avoirs Extérieurs Nets	169,94	774,52	604,58	-170,2	-514,71	-344,51	-0,27	259,81	260,08
b) Avoirs Intérieurs Nets	104,34	-441,28	-545,62	11,57	724,23	712,66	115,91	282,95	167,04
Crédits intérieurs	95,86	-589,2	-685,06	-373,06	814,83	1187,89	-277,2	225,63	502,83
Crédit Net à l'Etat	-48,46	-558,93	-510,47	-114,2	789,63	903,83	-162,66	230,69	393,35
Créances sur BCM (RME)	147,93	-37,6	-185,53	-269,86	23,89	293,75	-121,94	-13,71	108,23
Créances sur secteur privé	-3,61	7,34	10,94	11	1,31	-9,69	7,39	8,65	1,25
Autres Postes Nets hors bons BCC	8,48	147,92	139,44	384,63	-90,6	-475,23	393,11	57,32	-335,79

Source : Banque Centrale du Congo.

L'analyse infra annuelle a révélé ce qui suit :

- de fin décembre 2017 à fin juin 2018, les facteurs autonomes ont entraîné une hausse de la liquidité de 333,2 milliards de CDF, en dépassement de 58,9 milliards par rapport à la programmation. Cet afflux de la liquidité est localisé, principalement au niveau des AEN, lesquels ont connu une expansion de 774,5 milliards de CDF contre un niveau programmé de 169,9 milliards. Par ailleurs, les AIN ont induit une ponction de 441,3 milliards alors qu'un import de 104,3 milliards était attendu.
- à partir de juillet 2018, les facteurs autonomes ont injecté de la liquidité à hauteur de 209,5 milliards de CDF, alors que la programmation tablait sur un retrait de 158,6 milliards. Cet afflux de liquidité a été, cette fois-ci, expliqué par une expansion des AIN de 724,2 milliards, impulsée par la hausse du crédit

net à l'Etat (CNE) liée principalement à l'accroissement des dépenses dû au financement du processus électoral. Il convient de noter qu'à la même période, les AEN ont ponctionné la liquidité bancaire à concurrence de 514,7 milliards.

I.2.2. Réaction de la Politique monétaire

I.2.2.1. Comportement des facteurs institutionnels

En réaction au dépassement observé au niveau des facteurs autonomes et dans le but de contrer certaines tensions sur les marchés, les instruments de politique monétaire ont épongé de la liquidité au-delà du niveau programmé. Cependant, les facteurs institutionnels ont ponctionné 384,6 milliards de CDF contre un objectif de 151,2 milliards. Cette situation a résulté de retraits de la liquidité via principalement la réserve obligatoire à hauteur de 376,8 milliards.

Tableau IV.3 Evolution des facteurs institutionnels de la liquidité
(flux en milliards de CDF)

	1er semestre			2ème semestre			2018		
	Programmation	Réalisation	Ecart	Programmation	Réalisation	Ecart	Programmation	Réalisation	Ecart
2. Facteurs Institutionnels	225,11	198,17	-26,94	-73,88	186,46	260,34	151,23	384,63	233,4
Encours bons BCC	5	-22,5	-27,5	-37	30	67	-32	7,5	39,5
Réserve obligatoire	299,16	222,67	-76,49	-26,82	154,09	180,91	272,34	376,76	104,42
Encours de refinancement	79,05	2	-77,05	10,06	-2,37	-12,43	89,1	-0,37	-89,47

Source : Banque Centrale du Congo

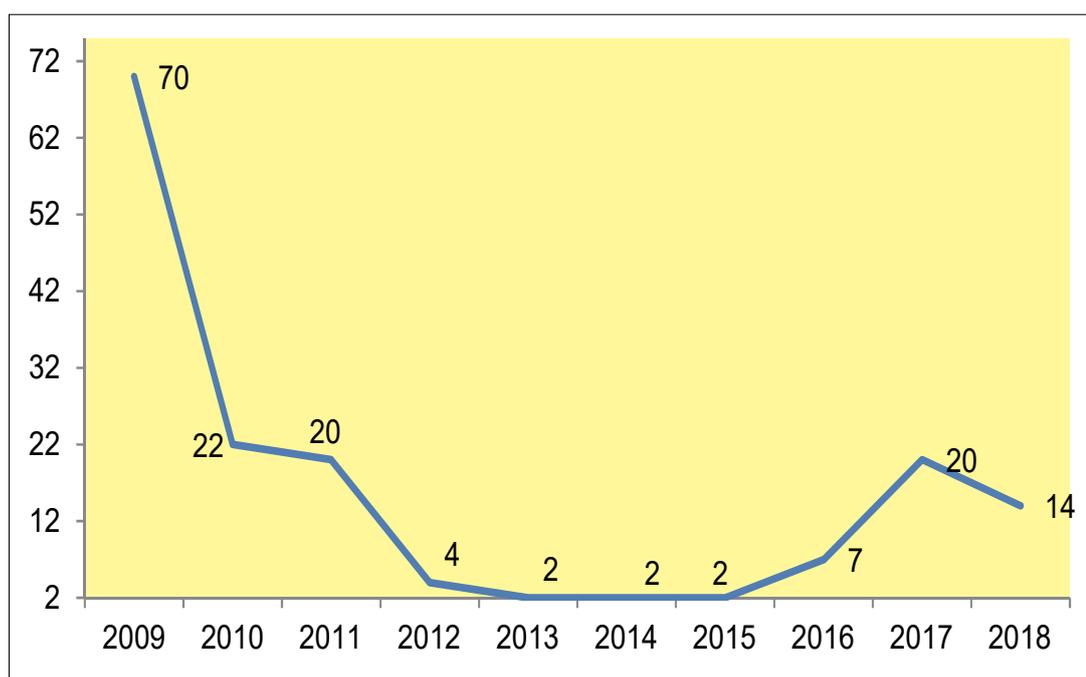
I.2.2.2. Manipulation des instruments de la politique monétaire

La Banque Centrale a orienté sa politique monétaire dans le sens de l'assouplissement par la baisse du taux directeur, dans un contexte de décélération du rythme de formation des prix intérieurs, les coefficients de la réserve obligatoire ayant été maintenus inchangés. La régulation courante de la liquidité bancaire a été assurée par le Bon BCC.

a. Taux directeur

Au cours de l'année 2018, l'Autorité monétaire a procédé à une révision à la baisse du taux directeur contrairement à l'année précédente où, elle l'avait révisé à deux reprises dans le sens de la hausse. Ainsi, le taux de base est passé de 20,0 % à 14,0 %, le 28 juin 2018.

Graphique IV.1 Evolution du taux directeur
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

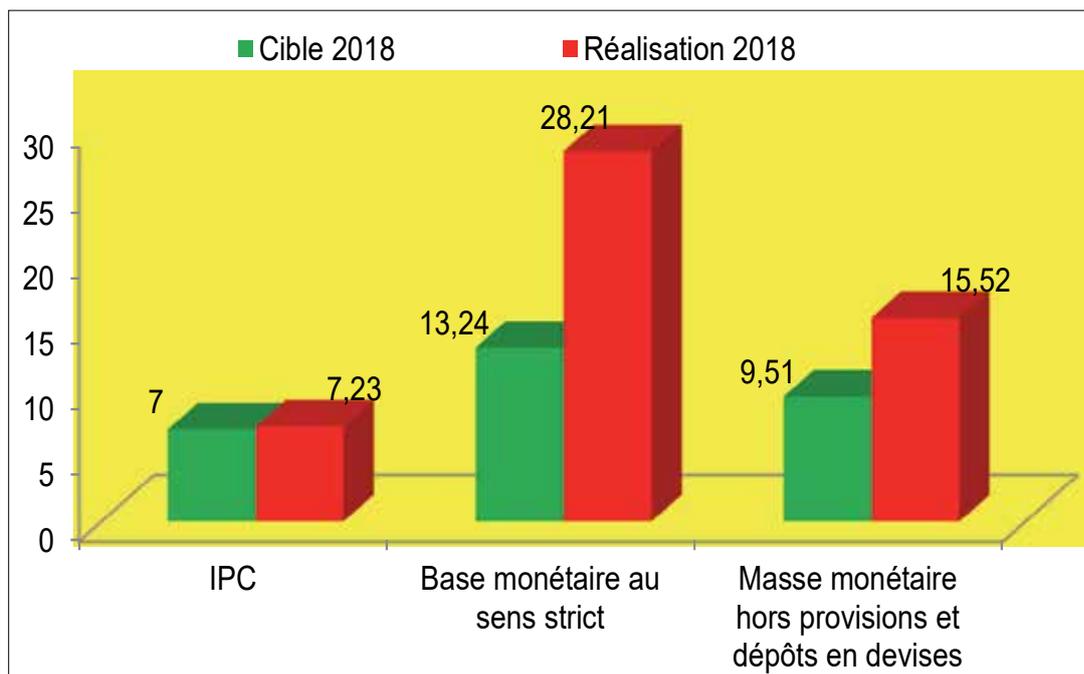
b. Coefficient de la réserve obligatoire

A l'instar de l'année 2017, les coefficients de la réserve obligatoire n'ont pas connu de modification au cours de l'année 2018, se maintenant à 13,0 % et 12,0 % respectivement sur les dépôts en devises à vue et à terme et 2,0 % et 0 % sur ceux en monnaie nationale à vue et à terme. Cet instrument a permis de ponctionner de la liquidité au-delà du flux programmé. En effet, sur un flux programmé de 272,3 milliards de CDF, il a épongé de la liquidité à concurrence de 376,8 milliards.

I.3. ETAT DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE

A fin 2018, l'inflation a été de 7,23 %, proche de l'objectif de moyen terme de 7,0 % et largement inférieur à l'objectif annuel de 28,5 %, dans un contexte de maintien d'une gestion budgétaire sur base caisse.

Graphique IV.2 Objectif de la politique monétaire
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Par contre, les objectifs intermédiaire et opératoire ont évolué au-delà de leur niveau programmé. Ainsi, la base monétaire au sens strict s'est accrue de 28,2 % contre une croissance programmée de 13,2 %. La masse monétaire hors provisions et dépôts en devises a progressé de 15,5 %, en dépassement de 9,51 % par rapport à son objectif.

CHAPITRE II

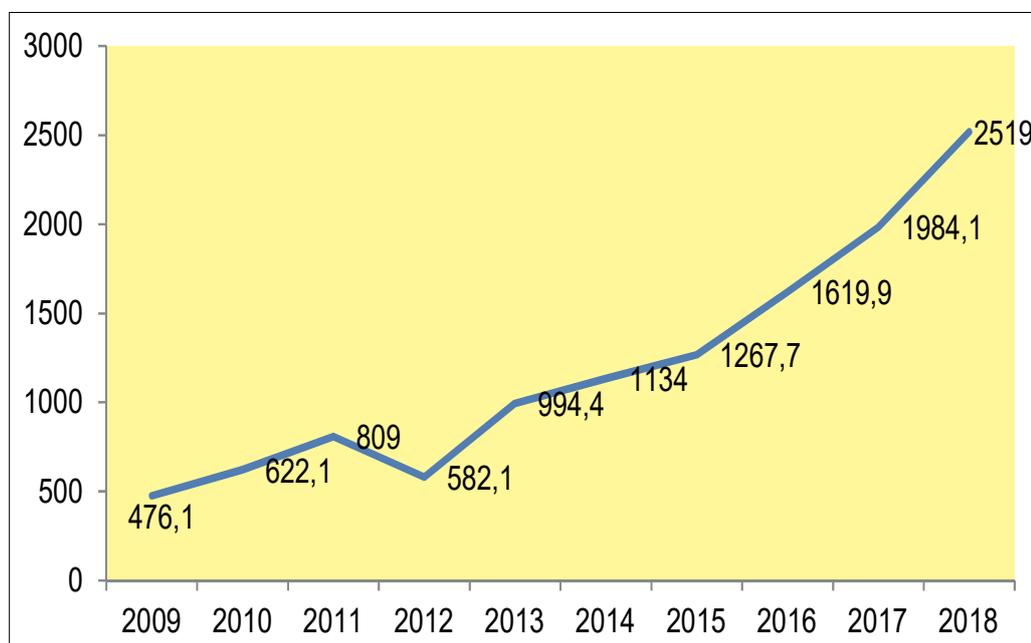
EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

En 2018, il s'est observé globalement une évolution à la hausse des agrégats monétaires, expliquée par l'augmentation des Avoirs Intérieurs Nets (AIN) aussi bien pour la base monétaire que pour la masse monétaire. En plus, comparativement à la programmation, les agrégats monétaires demeurent légèrement supérieurs dans un contexte de l'accroissement du Crédit Net à l'Etat (CNE) dû principalement au financement des élections. Pour le multiplicateur monétaire, il est resté stable autour de son niveau de 2017.

II.1. BASE MONETAIRE

En 2018, la base monétaire au sens large a enregistré une croissance de 27,0 %, s'établissant à 2.519,0 milliards de CDF contre une croissance de 22,5 % en 2017. Par ailleurs, cette croissance est restée supérieure à celle programmée, de l'ordre de 18,2 %, expliquée principalement par le comportement des Avoirs Extérieurs Nets (AEN) et du CNE.

Graphique IV.3 Evolution de la Base monétaire
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

II.1.1. Composantes de la base monétaire

La hausse de la base monétaire a été localisée principalement au niveau des dépôts des banques et de la circulation fiduciaire, lesquels se sont accrus respectivement

de 67,4 % et de 16,2 %, représentant 60,2 % et 43,9 % de l'accroissement total de la base monétaire. Cependant, les dépôts en devises ont enregistré une baisse de 61,5 %, équivalant à 2,9 % de la variation totale de la base monétaire.

Concernant la structure de la base monétaire, bien qu'en recul, la circulation fiduciaire est restée la composante la plus importante, représentant 67,1 % du total, suivie des dépôts des banques dont le poids a représenté 31,8 %.

Tableau IV.4 Composantes de la base monétaire
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016	2017	2018	Variation en %	
						2017	2018
Base monétaire	1 134,00	1 267,70	1 619,90	1 984,10	2 519,00	22,5	27
dont							
Circulation fiduciaire	817,4	868,1	1 153,30	1 454,80	1 689,80	26,1	16,2
Dépôt des banques	272,3	374,4	438,8	477,9	800,1	8,9	67,4
Dépôts en devises	20,1	2,2	5,1	25,6	9,9	404,9	-61,5
Provisions pour importation	3,6	3,3	4,1	6,1	6	49,7	-2

Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant des dépôts en devises et des provisions pour importation, ils ont reculé respectivement de 61,5 % et de 2,0 %, d'une année à l'autre. La forte baisse des dépôts en devises est liée en partie à la stabilité observée sur le marché des changes. Par ailleurs, le faible poids de ces deux composantes ne leur a pas permis d'impacter significativement la structure de l'offre de la monnaie centrale.

II.1.2. Contreparties de la base monétaire

En 2018, l'expansion de la monnaie centrale a été consécutive aussi bien à la progression des AEN qu'à celle des AIN. En effet, les AEN se sont accrus de 45,8 % par rapport à l'année précédente, s'établissant à -307,5 milliards de CDF, alors que les AIN ont progressé de 10,8 %, se chiffrant à 2.826,5 milliards. L'augmentation des AIN a été tributaire principalement de la hausse de 64,1 % du CNE.

Tableau IV.5 Contreparties de la base monétaire
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016	2017	2018	Variation en %	
						2017	2018
Avoir extérieurs nets	353,1	111,3	-446,8	-567,3	-307,5	-27	45,8
Avoir intérieurs nets	780,9	1 156,40	2 066,70	2 551,40	2 826,50	23,5	10,8
Crédit Net à l'Etat	-298	-103,6	407	360,2	590,9	-11,5	64,1
Créances sur les banques	162,4	227,3	346,8	661,2	647,1	90,6	-2,1
Autres postes nets	905,6	1 020,90	1 301,00	1 512,00	1 561,80	16,2	3,3

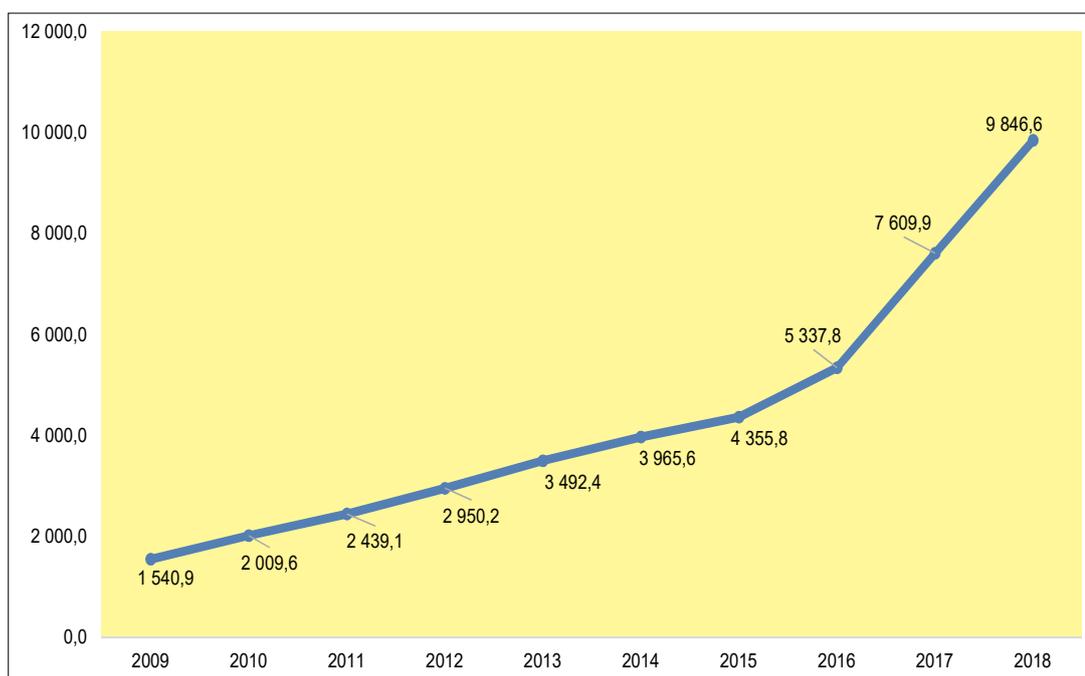
Source : Banque Centrale du Congo

Quant aux créances sur les banques commerciales, elles ont enregistré une baisse de 2,1 %, suite notamment au dynamisme observé sur le marché interbancaire.

II.2. MASSE MONETAIRE

La masse monétaire s'est accrue de 29,4 % contre une programmation de 14,1 %, s'établissant à 9.846,6 milliards de CDF. Cette croissance monétaire, consécutive aussi bien à l'accroissement des AIN qu'à celui des AEN, est restée inférieure à celle de 42,6 % enregistrée en 2017.

Graphique IV.4 Evolution de la masse monétaire
(En milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

II.2.1. Composantes de la masse monétaire

L'augmentation de la masse monétaire a été principalement localisée au niveau des dépôts en devises, lesquels se sont accrus de 33,1 %, représentant 81,9 % de la croissance totale. Par ailleurs, les accroissements de la circulation fiduciaire et des dépôts à vue en monnaie nationale ont représenté respectivement 9,0 % et 9,1 % du total.

Quant à la structure de la masse monétaire, elle est restée dominée par les dépôts en devises, dont la part est passée de 72,9 % à 75,0 %, d'une année à l'autre. En outre, le poids de la circulation fiduciaire a légèrement baissé, passant de 17,8 % en 2017 à 15,8 %, une année après.

Tableau IV.6 Composantes de la masse monétaire
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016	2017	2018	Variation en %	
						2017	2018
Masse monétaire M2	3 965,60	4 355,80	5 337,80	7 609,90	9 846,60	42,6	29,4
Masse monétaire (sens strict)	3 948,00	4 339,90	1 674,90	7 579,80	9 824,00	352,6	29,6
Circulation fiduciaire	742,5	781,9	1 073,40	1 355,20	1 559,70	26,3	15,1
Dépôts à vue en MN	439,1	543,1	601,4	630,1	835,6	4,8	32,6
Quasi-monnaie	2 766,40	3 015,00	3 636,30	5 594,50	7 428,70	53,9	32,8
Dépôts à terme en MN	35,6	72,8	58,2	45,8	46,1	-21,3	0,5
Dépôts en devises	2 730,80	2 942,20	3 578,10	5 548,70	7 382,60	55,1	33,1
Provisions pour importation	17,6	15,9	26,6	30,1	22,6	13,1	-24,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Cependant, il y a lieu de constater la hausse des dépôts à vue de 32,6 % en 2018 contre 4,8 % l'année précédente, alors que les dépôts à terme en monnaie nationale n'ont progressé que de 0,5 % contre une baisse de 21,3 % en 2017. Cette situation est expliquée principalement par le retour de la stabilité de la monnaie nationale.

II.2.2. Contreparties de la masse monétaire

Contrairement à 2017, l'expansion de la masse monétaire en 2018 est principalement tirée par la hausse des AIN, dont la croissance annuelle s'est établie à 29,6 %, représentant 65,6 % du total. De leur part, les AEN ont connu une augmentation de 29,1 % comparé à leur niveau de 2017 et ont représenté 34,4 % de l'accroissement total de la masse monétaire en 2018.

Tableau IV.7 Contreparties de la masse monétaire
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

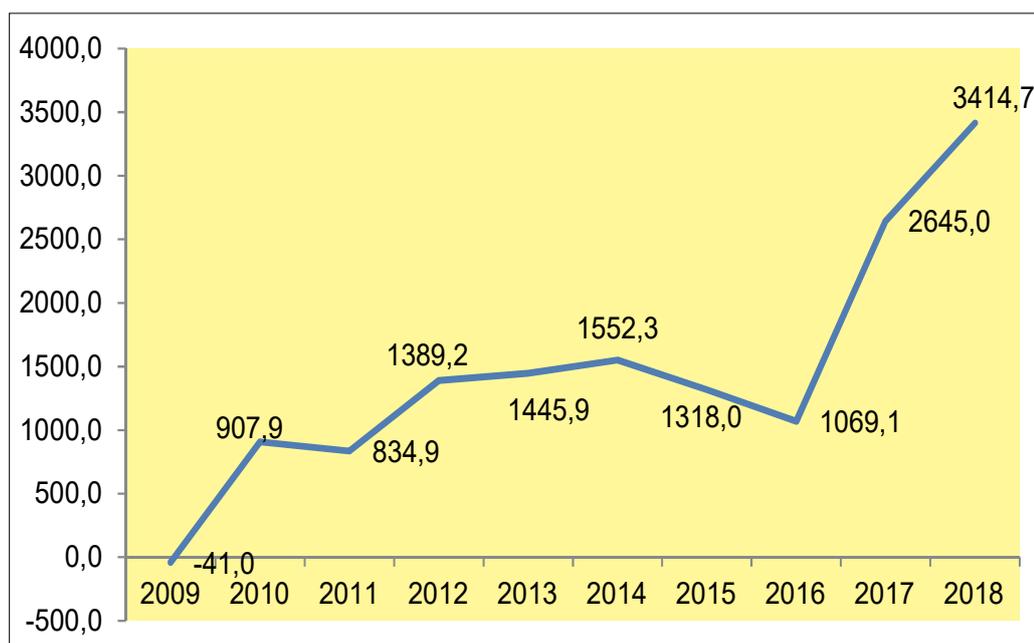
	2014	2015	2016	2017	2018	Variation en %	
						2017	2018
Avoir extérieurs nets	1 552,30	1 318,00	1 069,10	2 645,00	3 414,70	147,4	29,1
Avoir intérieurs nets	2 413,40	3 037,80	4 268,70	4 964,80	6 432,00	16,3	29,6
Créances nettes sur l'Etat	-434,5	-218,5	281,8	264,2	369,5	-6,3	39,9
Crédit au secteur privé	1 779,30	2 088,20	2 530,70	2 735,70	4 114,30	8,1	50,4
Autres postes nets	946,4	1 092,00	1 321,90	1 680,40	1 769,50	27,1	5,3

Source : Banque Centrale du Congo

II.2.2.1. Evolution des Avoirs Extérieurs Nets

En 2018, les AEN du système bancaire ont enregistré une hausse de 29,1 % par rapport à 2017, pour s'établir à 3.414,7 milliards de CDF. Cette croissance relativement faible comparée à celle de 2017 est notamment justifiée par le retour de la stabilité sur le marché des changes.

Graphique IV.5 Evolution des avoirs extérieurs nets
(en milliards de CDF)

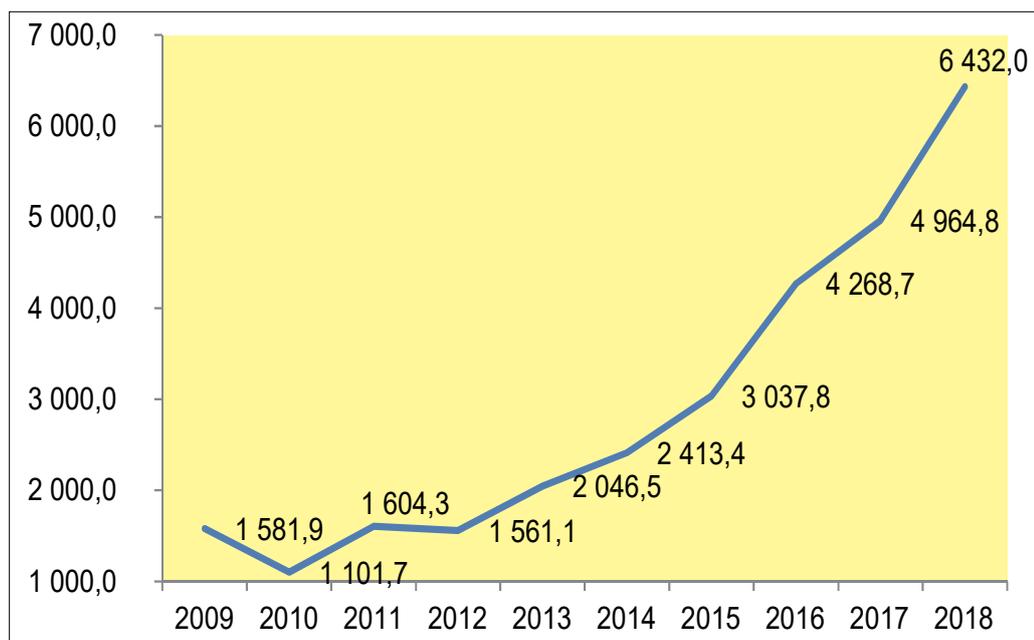


Source : Banque Centrale du Congo

II.2.2.2. Evolution des Avoirs Intérieurs Nets

En 2018, les AIN ont augmenté de 29,6 %, s'établissant à 6.432,0 milliards de CDF. Cette croissance a été portée, en 2018, principalement par le crédit au secteur privé et le CNE, lesquels ont augmenté respectivement de 50,4 % et 39,9 %, représentant 61,6 % et 4,7 % du total de la croissance des AIN.

Graphique IV.6 Evolution des avoirs intérieurs nets
(en milliards de CDF)

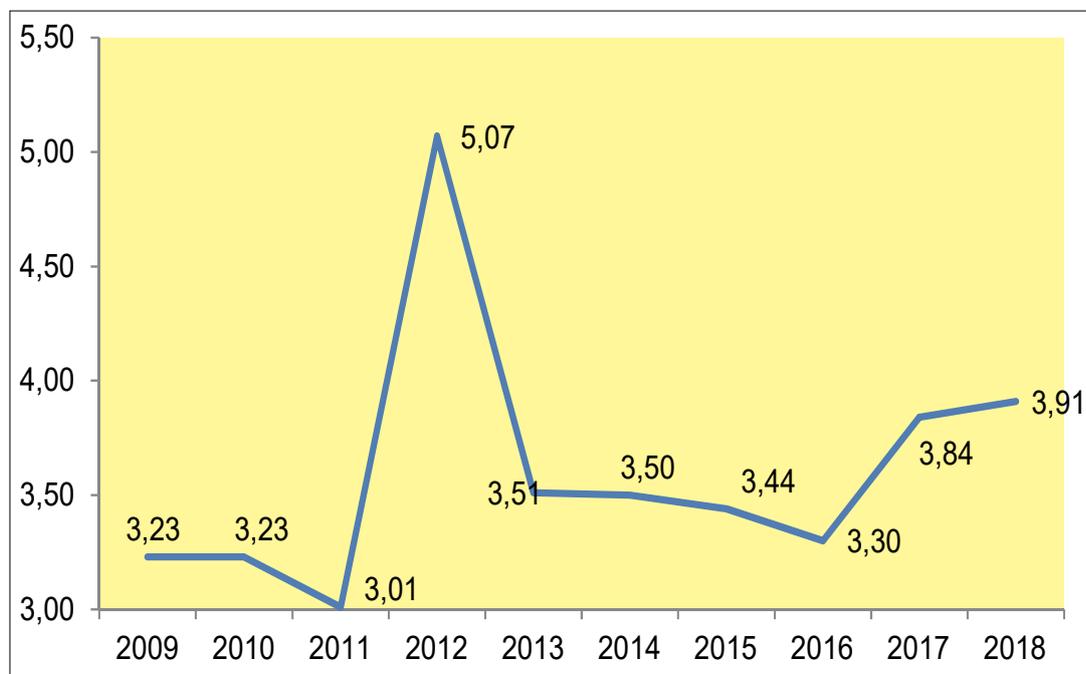


Source : Banque Centrale du Congo.

II.3. EVOLUTION DU MULTIPLICATEUR MONETAIRE

Le multiplicateur monétaire est resté quasiment stable autour de son niveau de 2017, s'établissant à 3,9. Cette stabilité a été en ligne avec le comportement des principaux indicateurs de la conjoncture économique observé en 2018.

Graphique IV.7 Evolution du multiplicateur monétaire



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

MARCHE MONETAIRE

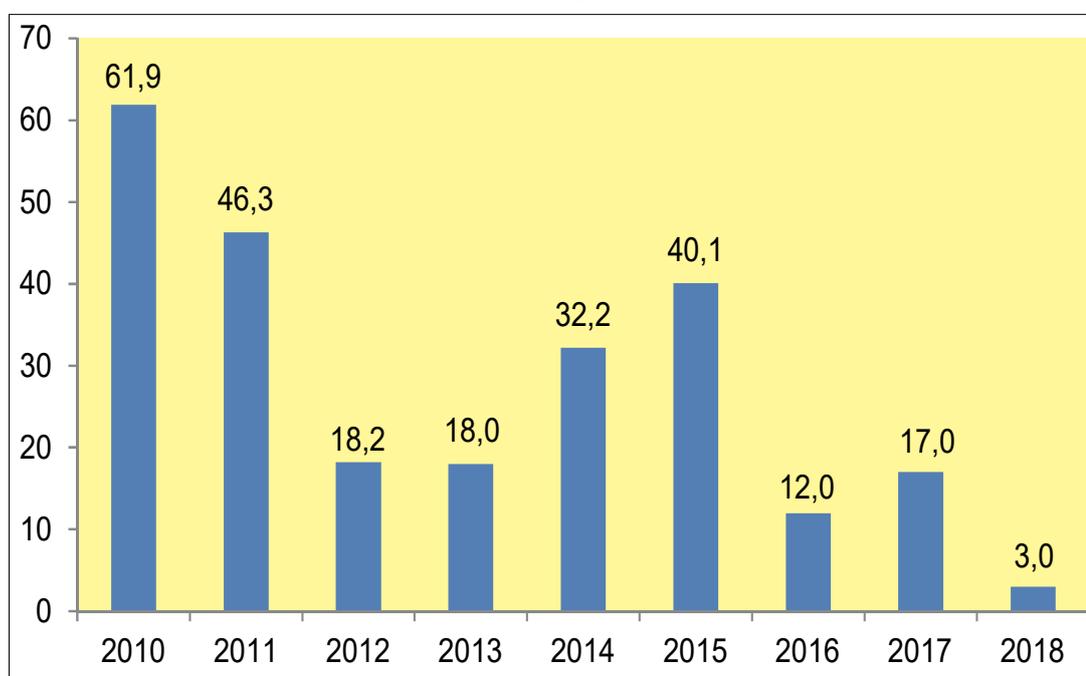
L'année 2018 a été marquée par une baisse des activités comparativement à l'année 2017. Pour ce qui est des différents taux d'intérêt, ils sont demeurés linéaires, à partir d'avril 2018, mais qui a connu la baisse du taux directeur dans un contexte de recul de l'inflation.

III.1. EVOLUTION DES TRANSACTIONS

L'analyse de la profondeur du marché monétaire a révélé une diminution de 14,0 points de pourcentage de ses activités par rapport à l'année précédente. Les transactions sur les trois compartiments du marché monétaire (marchés en banque, interbancaire et Bon BCC) n'ont représenté que 3,0 % du PIB en 2018 contre 17,0 % en 2017.

En effet, les poids en pourcentage du PIB ont été, pour les marchés en banque, interbancaire et Bon BCC, de 0,2 %, 1,9 % et 0,8 % respectivement contre 4,2 %, 11,8 % et 0,9 % en 2017.

Graphique IV.8 Profondeur du marché monétaire
(en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo.

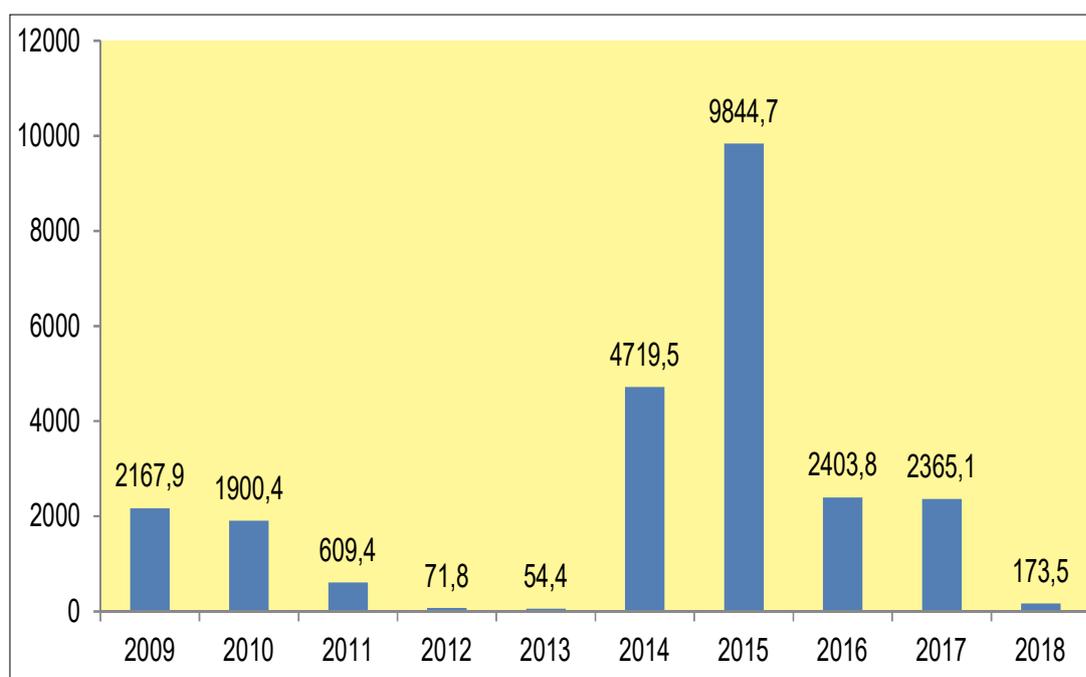
III.1.1. Refinancement des banques

Les opérations de refinancement des banques ont enregistré une baisse sensible de 92,6 % par rapport à l'année 2017, en raison de l'inactivité du guichet de facilités permanentes. En effet, le volume de transactions s'est chiffré à 173,5 milliards en 2018, enregistré essentiellement au niveau du guichet des prêts à court terme contre 2.365,1 milliards, une année plus tôt.

Il convient de relever que le guichet des prêts à court terme a fonctionné timidement et en discontinu, enregistrant des opérations jusqu'en août 2018. Ce désintéressement des banques pour ces deux guichets aurait été lié essentiellement à la proposition du taux élevé pratiqué dans ces guichets.

Par ailleurs, à fin décembre 2018, le stock de refinancement en faveur des banques s'est élevé à 36,7 milliards de CDF, dégageant une injection de 12,5 milliards par rapport à fin 2017.

Graphique IV.9 Evolution du volume annuel du refinancement
(en milliards de CDF)

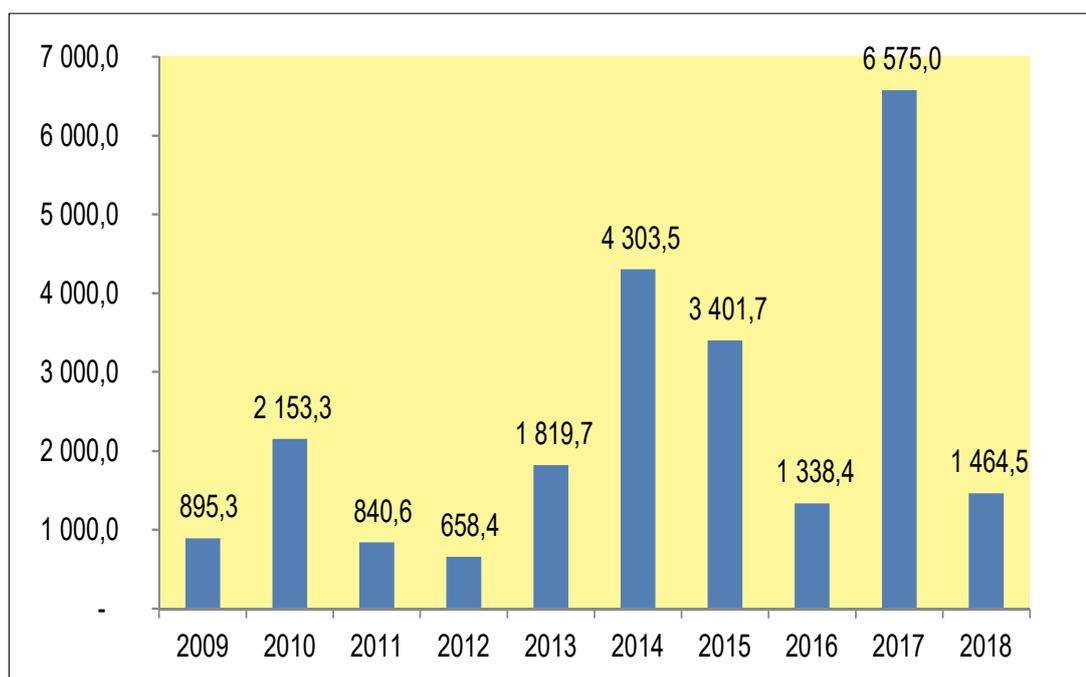


Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.2. Marché interbancaire

Le guichet interbancaire est demeuré actif, au cours de l'année sous analyse, quoiqu'en forte baisse par rapport à 2017. En effet, il s'est dégagé un volume global annuel de 1.464,5 milliards de CDF contre 6.575,0 milliards à fin décembre 2017. Cette situation atteste la surliquidité des banques. Le taux d'intérêt moyen appliqué sur ce marché a été largement en deçà du taux directeur.

Graphique IV.10 Volume annuel des transactions interbancaires
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.3. Marché du Bon BCC

En 2018, le Bon BCC est resté actif dans la régulation de la liquidité bancaire. A fin décembre, l'encours s'est établi à 42,5 milliards de CDF, enregistrant une ponction de 7,5 milliards par rapport à fin 2017.

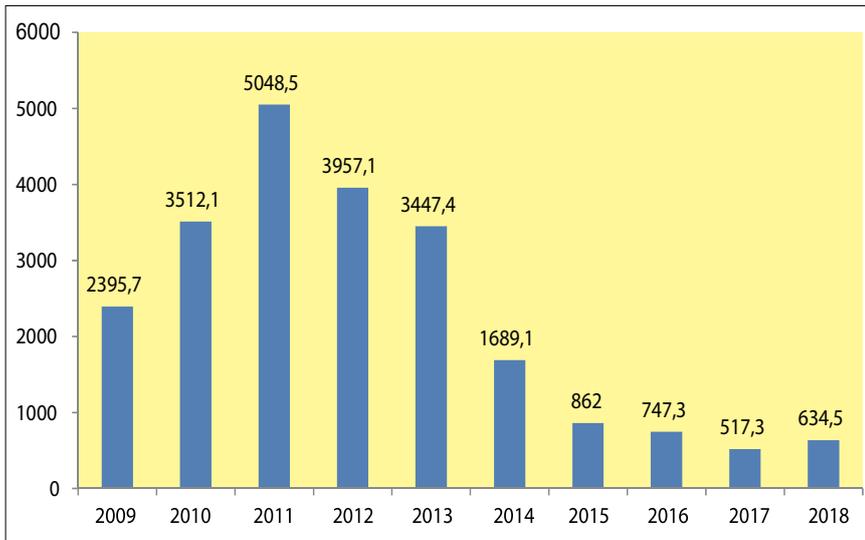
Tableau IV.8 Evolution de l'encours du Bons BCC
(en milliards de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018
Bon BCC volume Encours	107,4	47	8,5	35	42,5
Variation cumulée de l'encours	-56,9	-60,36	-38,5	26,5	7,5
TMP	1,82	0,47	4,22	15,13	1,57
Bon BCC volume retenu	1689,1	862	747,3	517,28	634,5

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, le volume des transactions s'est chiffré à 634,5 milliards de CDF, affichant une hausse de 22,7 % par rapport à l'année 2017. Cette situation a découlé du concours actif des trois maturités, suite à la surliquidité des banques.

Graphique IV.11 Volume annuel des ventes des Bons BCC
(en milliards de CDF)



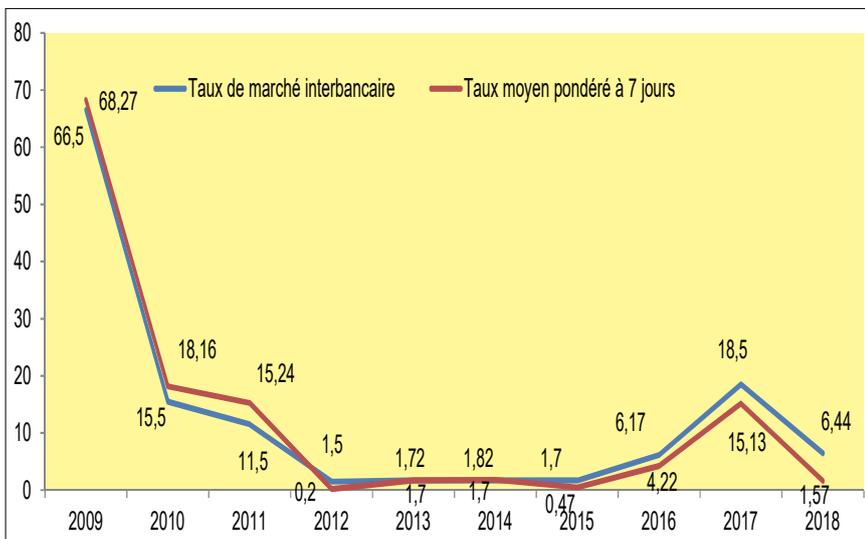
Source : Banque Centrale du Congo.

III.2. COMPORTEMENT DES TAUX D'INTERET

III.2.1. Evolution des taux d'intérêt nominaux

En 2018, le taux directeur a été revu à la baisse en juin, passant de 20,0 % à 14,0 %, suite à la décélération amorcée, depuis le second semestre de l'année 2017, du rythme de formation des prix intérieurs. Cette évolution a influencé significativement le comportement du taux moyen pondéré du Bon BCC, lequel est passé de 15,13 % à fin décembre 2017 à 1,57 % à fin décembre 2018.

Graphique IV.12 Taux moyen pondéré du Bon BCC à 7 jours et du marché Interbancaire
(en pourcentage)

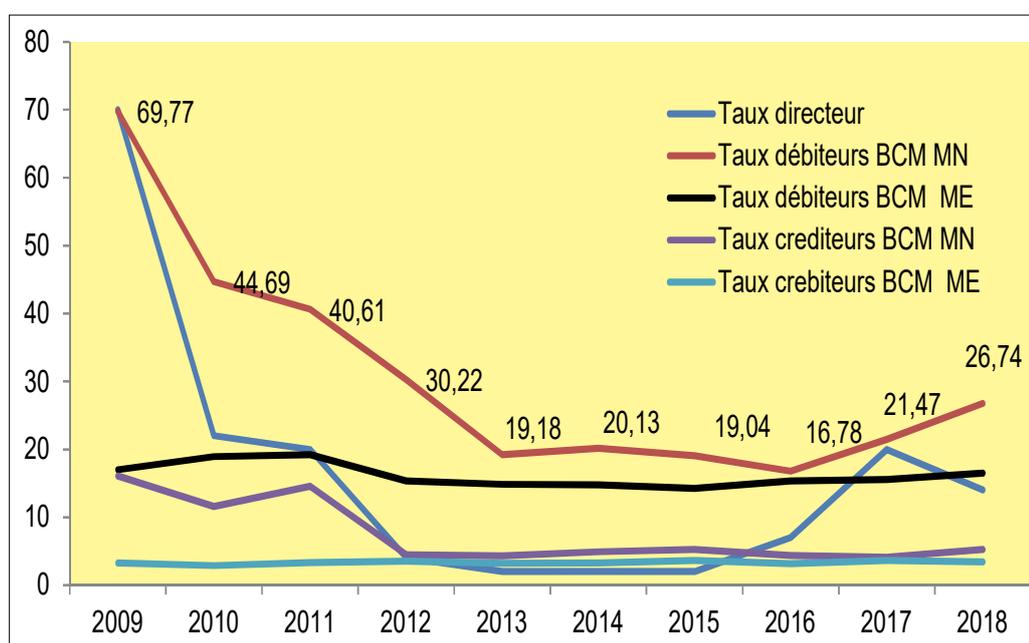


Source : Banque Centrale du Congo.

De même, le taux moyen pondéré sur le marché interbancaire a suivi la trajectoire du taux directeur, se situant à 6,44 % à fin 2018, soit un recul de 12,1 points de pourcentage.

Par contre, les taux débiteurs des banques en monnaie nationale ont été rigides à la baisse, affichant des hausses au cours de l'année. Ainsi, il a été enregistré des taux de 26,74 % et 16,47 % respectivement pour les opérations en monnaie nationale (MN) et en monnaie étrangère (ME) contre 21,47 % et 15,57 % en 2017. Ce même comportement a été observé sur les taux créditeurs en MN, lesquels sont passés de 4,13 % en 2017 à 5,24 % en 2018 alors que les taux créditeurs en ME ont stagné toute l'année, autour d'une moyenne de 3,53 %.

Graphique IV.13 Taux d'intérêt de la BCC et des banques commerciales
(en pourcentage)



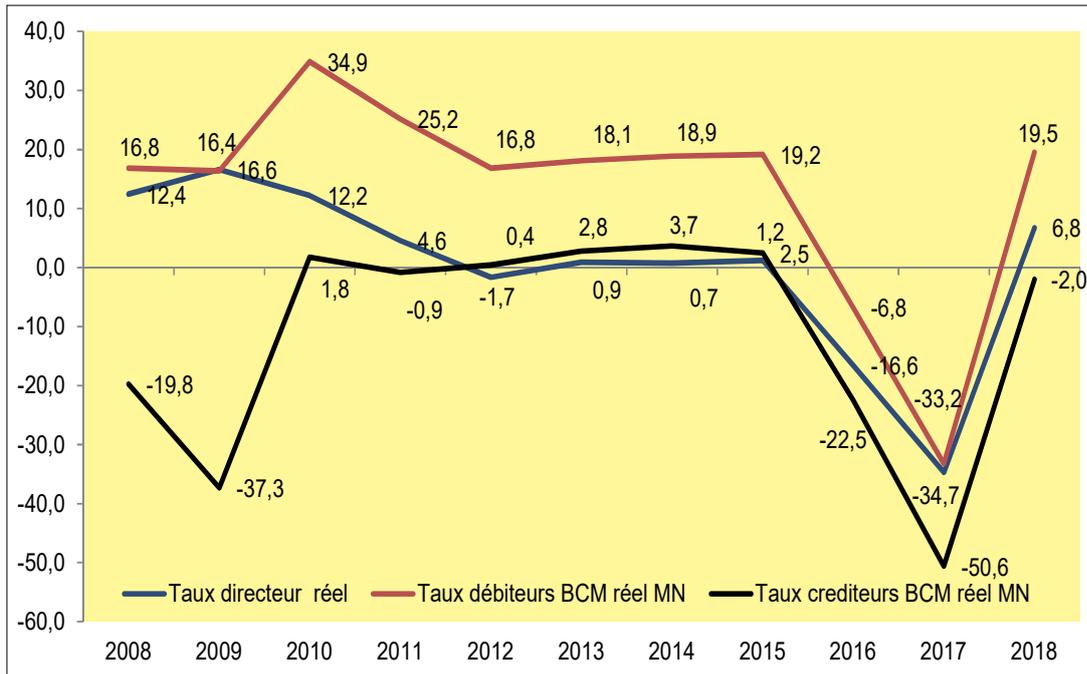
Source : Banque Centrale du Congo.

III.2.2. Taux réels

Au cours de dix premiers mois de l'année, le taux directeur réel est demeuré négatif. Toutefois, à la faveur de la décélération de l'inflation, cette marge négative s'est rétrécie, passant de -34,7 points de pourcentage à fin décembre 2017 à -0,5 point au mois d'octobre 2018. Cependant, aux deux derniers mois, le principe de la positivité du taux directeur réel a été observé, affichant une marge de 4,2 points et 6,7 points de pourcentage en novembre et décembre 2018.

Quant aux taux moyens pondérés réels sur le Bon BCC, ils ont affiché des taux négatifs durant toute l'année, à l'instar des taux créditeurs en MN et ME des banques commerciales. Par contre, le recul de l'inflation a influencé, au niveau des banques commerciales, le comportement des taux débiteurs en MN entre les mois de juillet et octobre, pour les taux débiteurs en ME avec des taux positifs.

Graphique IV.14 Taux d'intérêt réels
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE IV

ACTIVITE BANCAIRE

En 2018, l'activité bancaire a été dynamique dans un contexte de stabilité macroéconomique, en dépit des incertitudes intérieures induites par l'organisation des élections.

En outre, les enquêtes sur les conditions d'octroi de crédits auprès des institutions financières ont renseigné l'optimisme des responsables desdites institutions, en particulier les banques commerciales. A cet effet, le solde d'opinions global a connu un léger progrès, passant de 45,0 % à 47,7 %, d'une année à l'autre.

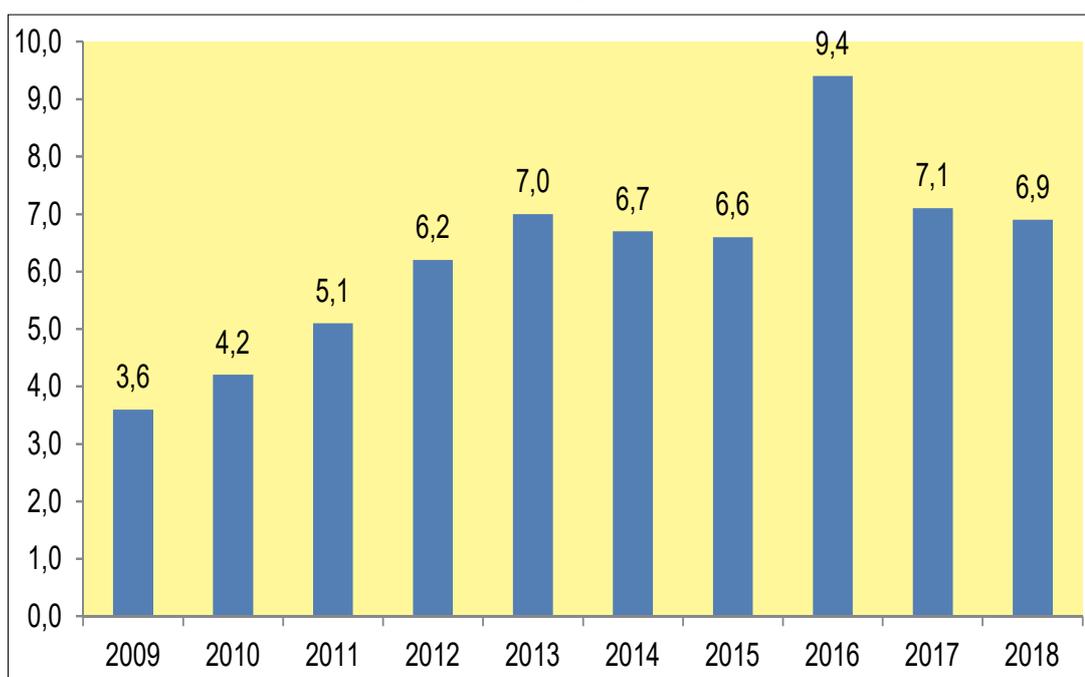
S'agissant du comportement de l'offre de crédit aux agents économiques, il a été noté une consolidation de l'optimisme des banques commerciales, attestée par un solde global d'opinions passant de 2,1 % à 67,2 %, d'une année à l'autre.

IV.1. EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CREDITS

Au terme de l'année 2018, l'encours global des crédits à l'économie s'est établi à 5.243,5 milliards de CDF, soit une augmentation de 33,6 % par rapport à l'année précédente. Rapporté au PIB, le crédit à l'économie a représenté 6,9 % contre 7,1 % en 2017.

Graphique IV.15 Evolution de l'encours des crédits

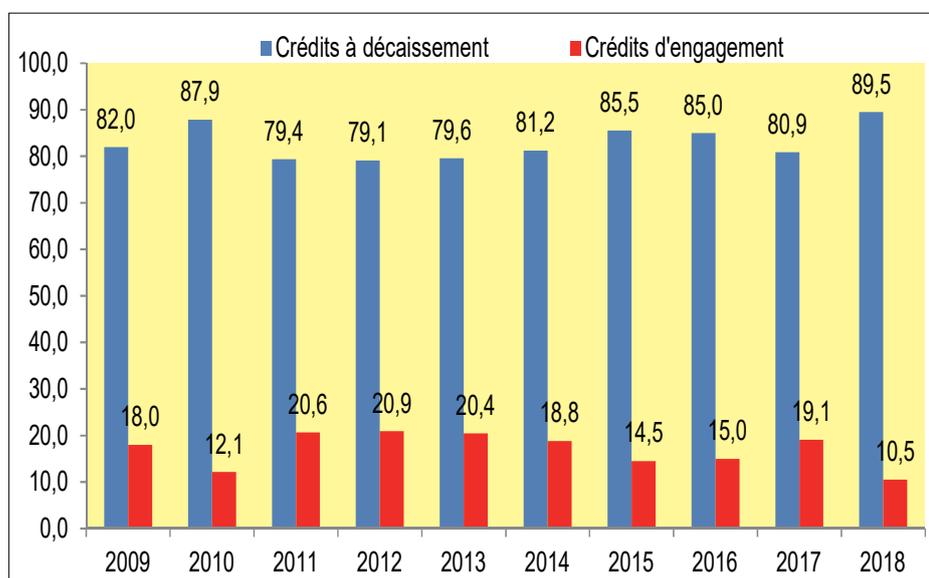
(En pourcentage du PIB)



Source: Banque Centrale du Congo.

Le crédit à décaissement s'est établi à 4.692,2 milliards de CDF, soit 89,5 % du total contre 80,9 % une année plutôt.

Graphique IV.16 Structure générale des crédits octroyés par le système bancaire
(en pourcentage)

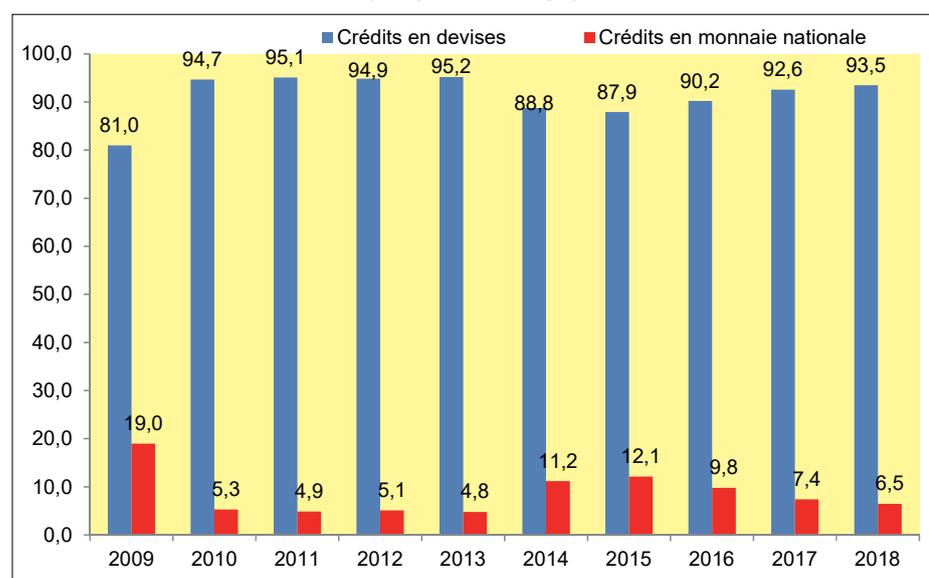


Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.1. Crédit à décaissement

Le crédit à décaissement alloué aux entreprises privées et ménages est resté dominé par la monnaie étrangère. Sa part dans l'encours total a été de 93,5 %, soit une hausse de 0,9 point de pourcentage par rapport à 2017, traduisant la préférence pour les devises.

Graphique IV.17 Structure des crédits suivant la monnaie de règlement
(En pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

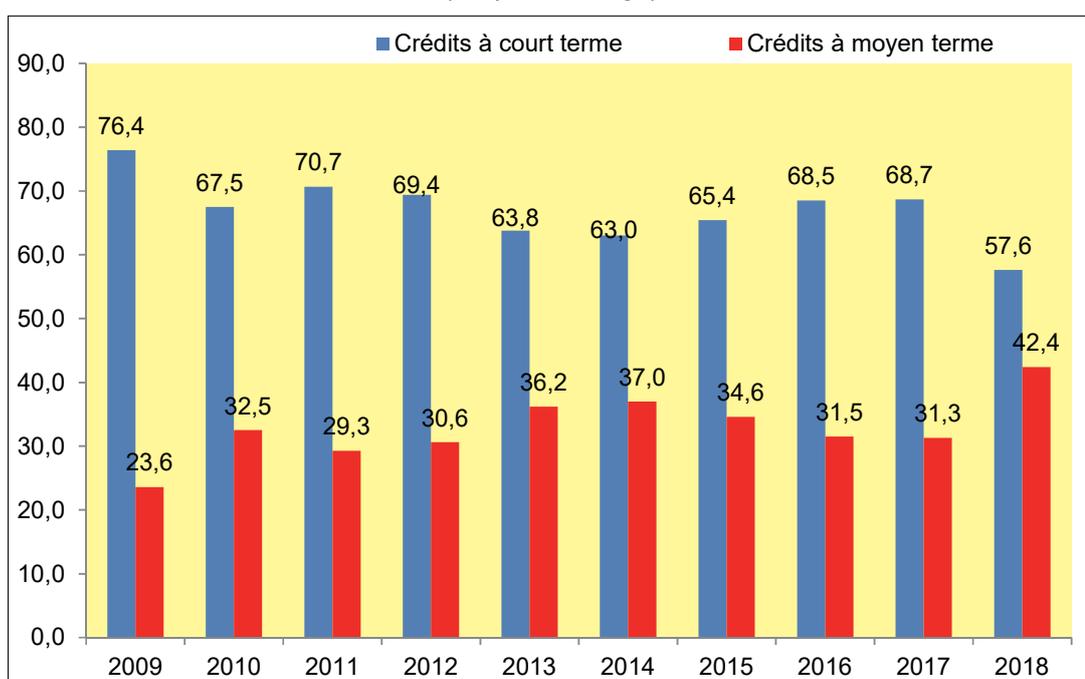
Le crédit à décaissement aux entreprises et aux ménages a atteint 3.175,3 milliards de CDF en 2018, enregistrant un accroissement de 6,3 % contre 50,0 % en 2017. Rapproché au PIB, il a baissé de 2,74 points de pourcentage pour se situer à 5,76 %.

IV.1.1.1. Ventilation selon la maturité

Le crédit à décaissement alloué aux entreprises et aux ménages est resté dominé par celui à court terme, lequel a représenté 51,6 % du total en 2018 contre 55,6 % en 2017. Il s'est donc établi à 2.704,7 milliards de CDF, soit une augmentation de 24,0 % par rapport à 2017. Cette prépondérance des crédits à court terme s'explique par l'aversion des banques aux risques élevés auxquels sont liés les prêts à moyen et long termes.

Quant aux prêts bancaires à moyen et long termes, ils ont augmenté de 99,9 %, d'une année à l'autre, atteignant 994,4 milliards de CDF. Ces derniers ont représenté 37,9 % du total contre 25,3 % en 2017.

Graphique IV.18 Structure des crédits par terme : arbitrage entre court et moyen terme
(En pourcentage)

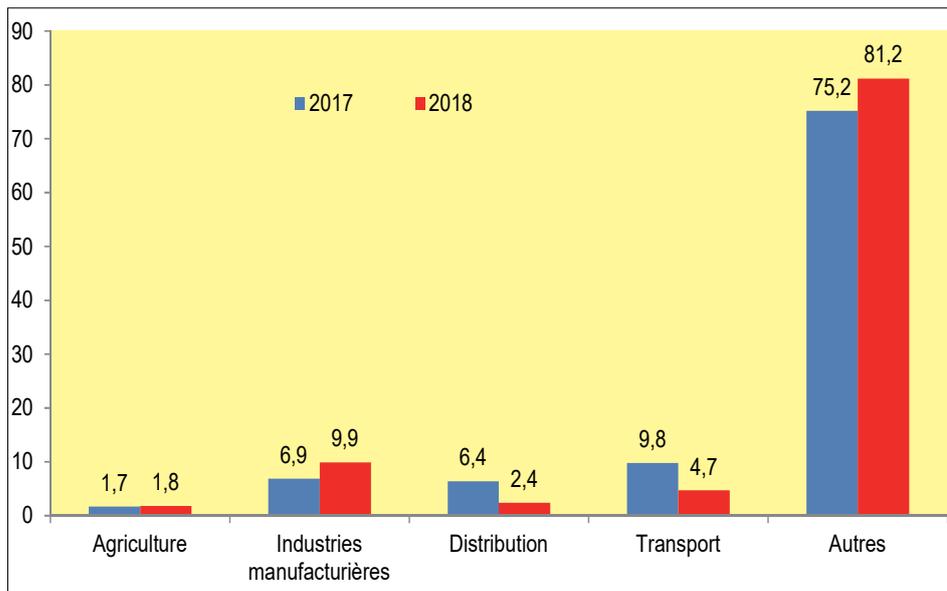


Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.1.2. Ventilation par secteur d'activités

L'encours du crédit, à fin 2018, a été largement prédominé par celui accordé au secteur « Autres » lequel a représenté 81,2 % du total.

Graphique IV.19 Allocation sectorielle des crédits à court et moyen termes
(en variation en pourcentage)

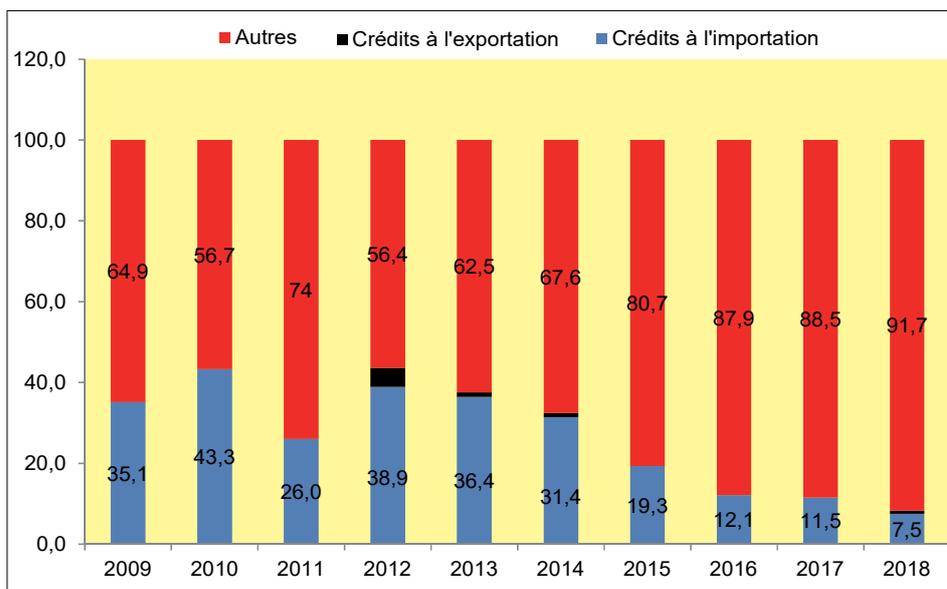


Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.2. Crédit d'engagement

Le crédit d'engagement s'est chiffré à 551,3 milliards de CDF en 2018, soit une baisse de 26,5 % contre une hausse de 42,6 % enregistrée en 2017. Le volume de ces crédits dans le total s'est établi à 10,5 % en 2018 contre 19,1 % une année plutôt. Les crédits documentaires à l'importation ont diminué de 51,9 %, s'établissant à 41,3 milliards de CDF, venant de 86,0 milliards en 2017. Quant à ceux à l'exportation, ils ont enregistré un volume de 4,3 milliards alors que rien n'a été accordé depuis 2017.

Graphique IV.20 Structure des crédits d'engagement
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.9 Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers
(en millions de CDF)

	2014	2015	2016	2017	2018
I. Crédits à décaissement	1 820,3	1 990,1	2 986,0	3 175,3	4 692,2
A. Crédits à court terme	1 146,1	1 300,6	2 046,4	2 180,9	2 704,7
Agriculture	10,0	21,8	39,0	38,0	47,4
Industrie	51,3	40,6	146,0	150,0	268,3
Distribution	741,5	450,2	110,0	141,0	65,2
Transport	53,4	69,2	130,0	213,0	127,9
Autres	290,0	718,8	1 621,0	1 640,0	2 195,0
B. Crédits à M.T.	674,2	689,5	939,6	994,4	1 987,5
Investissements productifs	217,3	330,3	450,0	476,0	-
Prêts spéciaux	24,5	72,8	99,0	105,0	-
Autres	432,3	286,5	390,0	413,0	1 987,5
II. Crédits d'engagement	420,1	336,9	525,9	749,8	551,3
Crédocs à l'import	132,1	64,9	63,9	86,0	41,3
Crédocs à l'export	4,1	-	-	-	4,3
Autres (1)	283,9	272,0	462,0	663,9	505,7
III. Total crédits des BCM	2 240,4	2 327,0	3 511,9	3 925,2	5 243,5

Source : Banque Centrale du Congo.

IV.2. EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES DEPOTS

L'encours global des dépôts bancaires s'est accru de 28,5 %, atteignant 8.241,3 milliards de CDF contre un accroissement de 52,2 % en 2017. Cet encours a affiché une prépondérance des dépôts à vue en ME.

IV.2.1. Encours des dépôts par catégorie des déposants

Du point de vue de la catégorisation des déposants, les dépôts sont dominés par ceux des particuliers. En effet, les dépôts des particuliers, des entreprises privées et des pouvoirs publics subordonnés ont représenté respectivement 36,4 %, 28,9 % et 24,4 %. Par ailleurs, il y a lieu de signaler que les dépôts de ces derniers ont connu des accroissements annuels respectifs de 14,1 %, 98,8 % et 4,1 %

Tableau IV.10 Encours des dépôts par catégorie des déposants
(en millions de CDF)

Catégorie de déposants	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018
Particuliers	1 402 978,0	1 500 350,0	1 790 930	2 626 145,0	2 997 255,00
Entreprises privées	1 308 079,0	665 222	817 176,0	1 198 222,0	2 381 752,0
Entreprises publiques	237 675,0	254 341,0	304 522,0	446 537,0	565 894,0
Organismes financiers non monétaires	23 842,0	21 802,0	27 163,0	39 828,0	27 825,0
Pouvoirs publics subordonnés	157 095,0	996 927,0	1 160 855	1 936 058,0	2 014 404,0
Organismes publics à caractère administratif	35 242,0	97 382,0	113 451,0	166 366,0	254 131,0
Total	3 164 911,0	3 536 024,0	4 214 097,0	6 413 156,0	8 241 261,0

Source : Banque Centrale du Congo.

IV.2.2. Encours des dépôts suivant l'horizon temporel

En 2018, les dépôts à vue, établis à 5.930,5 milliards de CDF, ont représenté 72,0 % du volume total des dépôts bancaires. D'une année à l'autre, les dépôts à vue et à terme se sont respectivement accrus de 31,2 % et 22,1 %.

Tableau IV.11 Evolution des dépôts bancaires
(En milliards de CDF)

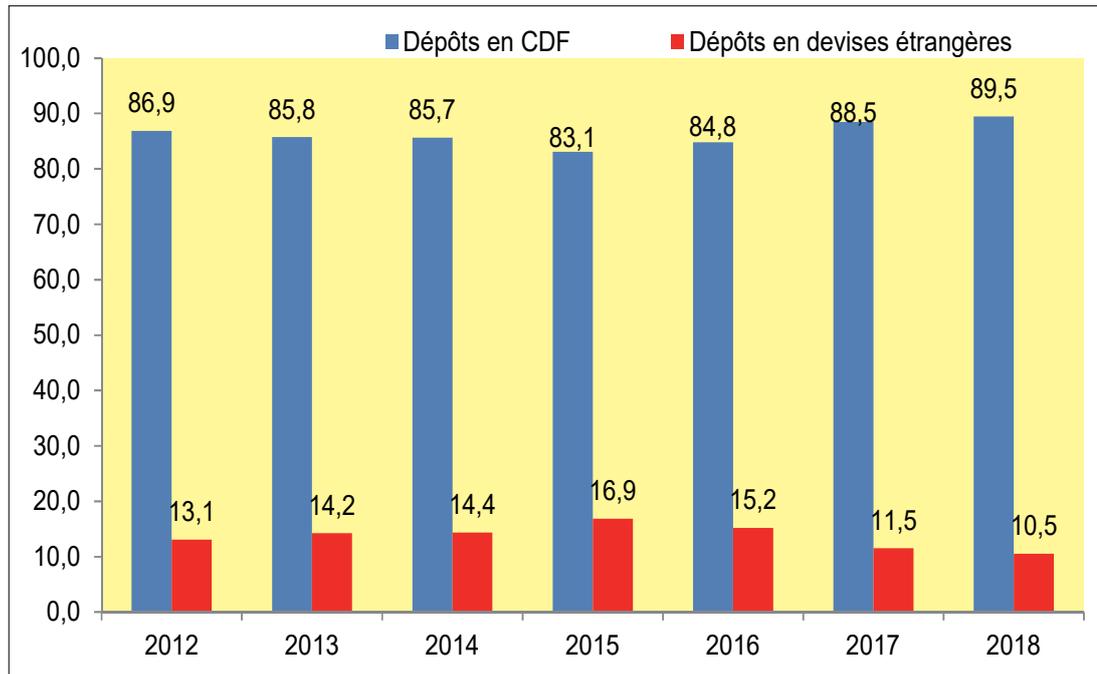
	2014	2015	2016	2017	2018
Dépôts à vue	2301,3	2546,8	2965,4	4520,4	5930,5
Dépôts à terme	863,6	989,2	1248,7	1892,8	2310,8
Total	3164,9	3536	4214,1	6413,2	8241,3

Source : Banque Centrale du Congo

IV.2.3. Encours de dépôts suivant la monnaie de constitution

Selon la monnaie de constitution, les dépôts demeurent dominés, à l'instar des années précédentes, par ceux en devises. En effet, ces derniers ont représenté 89,5 % du total en 2018 contre 88,5 % en 2017. Il s'est dégagé ainsi une hausse du taux de dollarisation de l'économie nationale compte tenu de la préférence de la clientèle à détenir de la devise étrangère en lieu et place de la monnaie nationale.

Graphique IV.21 Structure des dépôts suivant la monnaie
(en pourcentage du total)



Source : Banque Centrale du Congo.

TABLEAUX ANNEXES

**MONNAIE, CREDIT ET INSTITUTIONS
FINANCIERES**

Tableau IV.12 Situation monétaire intégrée
(en millions de CDF)

	Jan-18	Feb-18	Mar-18	Apr-18	May-18	Jun-18	Jul-18	Aug-18	Sep-18	Oct-18	Nov-18	Dec-18
Situation Monétaire Intégrée --												
Avoirs extérieurs nets	3 118 588	3 475 366	3 313 533	3 506 039	3 561 640	3 828 317	4 031 217	3 631 228	3 803 843	3 634 988	3 576 778	3 405 789
BCC	-623 114	-308 076	-389 892	-504 164	-466 729	-397 413	-557 106	81 745	-80 411	-311 229	-473 084	-567 615
BCM	3 741 702	3 783 442	3 703 425	4 010 203	4 028 369	4 225 730	4 588 323	3 549 483	3 884 254	3 946 218	4 049 862	3 973 404
Avoirs intérieurs nets	5 061 686	5 059 047	5 230 942	5 435 310	5 376 106	5 444 689	5 595 217	5 495 955	5 688 224	5 951 318	6 185 521	6 070 007
Crédits intérieurs	3 382 126	3 421 626	3 510 185	3 593 956	3 616 569	3 887 811	4 015 722	3 228 703	3 330 455	3 383 214	3 412 026	3 271 311
Crédit net à l'Etat	186 862	189 960	189 700	189 856	204 012	216 168	159 919	-203 344	-76 361	-14 358	2 704	46 058
BCC	302 078	305 176	304 916	305 072	319 228	331 384	275 135	-51 889	75 094	137 097	154 159	197 513
BCM	-115 216	-115 216	-115 216	-115 216	-115 216	-115 216	-115 216	-151 455	-151 455	-151 455	-151 455	-151 455
Créances sur les entreprises publiques	221 944	223 803	229 497	233 077	243 663	294 613	305 784	264 069	261 951	262 233	267 246	250 253
Créances sur le secteur privé	2 973 321	3 007 863	3 090 989	3 171 024	3 168 894	3 377 030	3 550 020	3 167 979	3 144 865	3 135 339	3 142 076	2 975 000
Créances sur le reste de l'Economie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres postes nets	1 679 560	1 637 421	1 720 757	1 841 354	1 759 537	1 556 878	1 579 495	2 267 252	2 357 768	2 568 104	2 773 496	2 798 696
M2 avec Provisions	8 180 274	8 534 413	8 544 475	8 941 348	8 937 746	9 273 006	9 626 434	9 127 183	9 492 066	9 586 307	9 762 299	9 475 797
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	8 178 081	8 531 422	8 544 500	8 942 289	8 937 565	9 272 504	9 623 168	9 108 688	9 476 711	9 563 246	9 740 155	9 452 965
Monnaie (M1)	1 974 042	2 207 833	2 119 524	2 131 370	1 998 941	2 065 115	1 942 291	2 345 866	2 404 658	2 264 249	2 280 598	2 166 485
Circulation fiduciaire	1 258 186	1 479 644	1 450 408	1 407 067	1 325 898	1 389 500	1 306 044	1 632 899	1 638 496	1 485 593	1 456 118	1 367 832
Dépôts à vue	715 855	728 190	669 116	724 303	673 043	675 615	636 246	712 966	766 162	778 656	824 480	798 653
Quasi-monnaie	6 204 040	6 323 589	6 424 977	6 810 919	6 938 624	7 207 389	7 680 877	6 762 822	7 072 053	7 298 997	7 459 557	7 286 480
Dépôts à terme en monnaie nationale	78 338	54 657	69 687	65 868	76 446	75 982	74 662	76 963	89 976	94 354	69 962	57 871
Dépôts en devises	6 125 701	6 268 932	6 355 290	6 745 051	6 862 178	7 131 406	7 606 215	6 685 860	6 982 077	7 204 643	7 389 595	7 228 609
Provisions pour importations	2 193	2 991	-25	-940	180	502	3 266	18 495	15 355	23 060	22 144	22 832
Bilan de la Banque Centrale du Congo --												
Avoirs extérieurs nets	-623 114	-308 076	-389 892	-504 164	-466 729	-397 413	-557 106	81 745	-80 411	-311 229	-473 084	-567 615
Avoirs intérieurs nets	2 537 709	2 559 666	2 596 993	2 645 312	2 691 717	2 729 131	2 748 777	2 486 059	2 657 017	2 723 248	2 799 476	2 788 435
Avoirs intérieurs	1 090 668	1 108 526	1 126 538	1 159 909	1 190 564	1 213 673	1 189 414	560 974	729 932	794 163	862 391	851 350
Crédit net à l'Etat	302 078	305 176	304 916	305 072	319 228	331 384	275 135	-51 889	75 094	137 097	154 159	197 513
Dépôts de l'Etat	113 085	113 085	113 085	113 085	113 085	113 085	113 085	390 763	263 780	201 777	184 715	141 361
Créances sur l'Etat; y compris déficit BCC	415 163	418 261	418 001	418 157	432 313	444 469	388 220	338 874	338 874	338 874	338 874	338 874
Créances sur les Banques commerciales	774 071	788 831	807 103	840 318	856 817	867 770	899 760	590 344	632 318	634 546	682 713	628 318
Dont Refinancement	40 883	45 341	53 402	76 406	82 603	82 937	104 172	55 253	89 880	84 671	125 310	113 347
Comptes RME	733 188	743 490	753 701	763 912	774 214	784 833	795 588	535 091	542 438	549 875	557 403	514 971
Créances sur les entreprises publiques	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Créances sur le secteur privé	14 519	14 519	14 519	14 519	14 519	14 519	14 519	22 519	22 519	22 519	25 519	25 519
Créances sur le reste de l'économie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances sur les Autres Institutions Financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances sur les Autres Institutions Non Financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres postes nets	1 447 041	1 451 139	1 470 455	1 485 403	1 501 153	1 515 458	1 559 362	1 925 085	1 927 085	1 929 085	1 937 085	1 937 085
Encours BTRs	35 000	35 000	35 000	30 000	35 000	40 000	30 000	15 000	13 000	11 000	3 000	3 000

Base monétaire	1 914 595	2 251 589	2 207 101	2 141 148	2 224 987	2 331 718	2 191 670	2 567 804	2 576 605	2 412 018	2 326 392	2 220 820
Base monétaire (sens strict)	1 906 530	2 242 104	2 197 804	2 132 129	2 214 534	2 320 763	2 181 374	2 555 740	2 564 500	2 400 687	2 315 462	2 210 387
Circulation fiduciaire	1 353 907	1 592 213	1 560 753	1 514 114	1 516 360	1 589 099	1 493 654	1 749 995	1 755 993	1 595 584	1 562 205	1 469 104
Hors système bancaire	1 258 186	1 479 644	1 450 408	1 407 067	1 325 898	1 389 500	1 306 044	1 632 899	1 638 496	1 485 593	1 456 118	1 367 832
En banque	95 721	112 569	110 345	107 048	190 462	199 598	187 610	117 095	117 497	109 991	106 087	101 272
Dépôts des Banques Commerciales	545 351	641 340	628 668	609 882	689 787	722 875	679 458	796 066	798 795	796 010	767 752	755 120
Avoirs excédentaires	85 889	30 326	13 960	-43 148	-42 741	-35 750	-121 094	26 961	27 053	25 325	24 426	23 317
Niveau de réserve notifiée aux banques	459 462	611 013	614 708	653 029	732 528	758 625	800 552	769 106	771 742	770 685	743 326	731 802
Dépôts des entreprises publiques	2 776	3 264	3 200	3 104	4 834	5 066	4 762	5 579	5 598	5 241	5 055	4 825
Dépôts du secteur privé	4 496	5 287	5 183	5 028	3 553	3 723	3 500	4 100	4 114	3 852	3 715	3 546
Dépôts en devises	3 317	3 901	3 824	3 710	4 443	4 656	4 377	5 128	5 146	4 817	4 646	4 435
Provisions pour importations	4 748	5 584	5 473	5 310	6 010	6 298	5 920	6 936	6 959	6 515	6 284	5 998
Bilan des banques commerciales												
Avoirs extérieurs nets	3 741 702	3 783 442	3 703 425	4 010 203	4 028 369	4 225 730	4 588 323	3 549 483	3 884 254	3 946 218	4 049 862	3 973 404
Avoirs extérieurs	4 042 604	4 096 012	4 105 657	4 350 460	4 283 734	4 458 205	4 868 212	3 827 329	4 128 362	4 197 349	4 307 364	4 326 559
Engagements extérieurs	300 902	312 570	402 231	340 257	255 365	232 475	279 889	277 846	244 108	251 131	257 501	353 154
Réserves	486 199	599 036	584 140	562 056	725 376	767 600	712 195	913 162	916 291	906 002	873 838	856 392
Encaisse	95 721	112 569	110 345	107 048	190 462	199 598	187 610	117 095	117 497	109 991	106 087	101 272
Dépôts à la BCC	390 478	486 467	473 795	455 009	534 914	568 002	524 585	796 066	798 795	796 010	767 752	755 120
Réserve obligatoire	459 462	611 013	614 708	653 029	732 528	758 625	800 552	769 106	771 742	770 685	743 326	731 802
Réserve libre	-68 984	-124 547	-140 913	-198 021	-197 614	-190 623	-275 967	26 961	27 053	25 325	24 426	23 317
Avoirs intérieurs nets	2 719 733	2 699 595	2 842 224	3 021 276	2 921 865	2 953 368	3 105 486	3 065 149	3 121 087	3 312 742	3 488 092	3 372 710
Crédits intérieurs	3 065 529	3 101 931	3 190 750	3 274 365	3 282 822	3 541 908	3 726 068	3 258 073	3 232 842	3 223 598	3 232 347	3 048 279
Crédit net à l'Etat	-115 216	-115 216	-115 216	-115 216	-115 216	-115 216	-115 216	-151 455	-151 455	-151 455	-151 455	-151 455
Créances sur le secteur privé	2 958 802	2 993 344	3 076 470	3 156 505	3 154 376	3 362 511	3 535 501	3 145 460	3 122 346	3 112 820	3 116 557	2 949 481
Créances sur les entreprises publiques	221 943	223 803	229 496	233 076	243 663	294 613	305 784	264 068	261 951	262 232	267 246	250 253
Autres postes nets	-345 796	-402 335	-348 527	-253 089	-360 957	-588 540	-620 583	-192 924	-111 755	89 144	255 744	324 432
Dépôts	6 909 306	7 039 325	7 081 885	7 523 380	7 598 836	7 869 557	8 304 485	7 460 981	7 823 357	8 063 744	8 270 622	8 072 327
Dépôts en CDF	786 922	774 295	730 420	782 039	741 102	742 807	702 647	780 249	846 426	863 918	885 673	848 153
Dépôts à vue	708 584	719 638	660 733	716 171	664 655	666 825	627 985	703 287	756 450	769 564	815 710	790 282
Dépôts à terme	78 338	54 657	69 687	65 868	76 446	75 982	74 662	76 963	89 976	94 354	69 962	57 871
Dépôts en devises étrangères	6 122 384	6 265 031	6 351 466	6 741 341	6 857 735	7 126 750	7 601 838	6 680 732	6 976 931	7 199 826	7 384 949	7 224 174
Dépôts à vue	4 209 639	4 308 433	4 319 392	4 600 062	4 693 139	4 881 423	5 194 829	4 657 016	4 857 564	4 972 622	5 049 818	5 053 479
Dépôts à terme	1 912 745	1 956 598	2 032 073	2 141 278	2 164 596	2 245 327	2 407 009	2 023 716	2 119 367	2 227 204	2 335 131	2 170 695
Crédit de la BCC	40 883	45 341	53 402	76 406	82 603	82 937	104 172	55 253	89 880	84 671	125 310	113 347
Provisions pour Importations	-2 555	-2 593	-5 499	-6 250	-5 829	-5 795	-2 653	11 560	8 395	16 546	15 861	16 833

Source : Banque Centrale du Congo.

(P) : Provisoire

Tableau IV.12bis Situation monétaire intégrée

(en millions de CDF courant)

Provisoire

	Dec-17	Jan-18	Feb-18	Mar-18	Apr-18	May-18	Jun-18	Jul-18	Aug-18	Sep-18	Oct-18	Nov-18	Dec-18
Avoirs extérieurs nets	2 665 362	2 861 047	3 028 276	3 259 472	3 652 949	3 661 469	3 727 353	3 886 890	3 807 463	3 882 609	3 815 681	3 815 755	3 414 657
BCC	-567 349	-512 882	-448 027	-218 650	121 569	177 923	207 169	-3 436	35 286	-52 251	-87 563	-165 389	-307 539
Banques commerciales	3 232 711	3 373 929	3 476 303	3 478 122	3 531 380	3 483 545	3 520 184	3 890 326	3 772 178	3 934 860	3 903 244	3 981 144	3 722 195
Avoirs intérieurs nets	5 177 560	5 164 864	5 191 590	5 064 339	4 784 447	4 901 692	5 020 696	5 046 869	5 344 775	5 315 417	5 669 127	5 785 019	6 431 984
Crédits intérieurs	3 470 719	3 503 064	3 237 881	3 379 921	3 065 501	3 135 352	3 211 863	3 359 989	3 486 915	3 679 800	3 982 254	4 052 668	4 662 452
Crédit net à l'État	246 263	234 944	-52 608	-10 342	-328 359	-359 343	-381 322	-351 678	-302 658	-233 398	-116 721	-77 977	369 523
BCC	360 174	335 917	82 127	123 680	-177 161	-213 870	-198 758	-169 631	-68 224	1 081	124 896	167 102	590 867
Banques commerciales	-113 912	-100 972	-134 736	-134 023	-151 198	-145 473	-182 564	-182 048	-234 434	-234 480	-241 617	-245 079	-221 344
Créances sur les entreprises publiques	309 811	312 221	309 995	320 417	323 955	330 412	345 116	353 187	109 903	261 204	217 075	227 724	178 658
Créances sur le secteur privé	2 914 646	2 955 899	2 980 494	3 069 847	3 069 904	3 164 283	3 248 069	3 358 480	3 679 669	3 651 995	3 881 900	3 902 920	4 114 271
Créances sur le reste de l'Economie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres postes nets	1 706 840	1 661 799	1 953 709	1 684 418	1 718 946	1 766 340	1 808 834	1 686 880	1 857 860	1 635 616	1 686 872	1 732 351	1 769 532
M2 avec Provisions	7 842 922	8 025 910	8 219 865	8 323 811	8 437 396	8 563 161	8 748 049	8 933 759	9 152 238	9 198 026	9 484 808	9 600 774	9 846 640
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	7 812 846	7 995 549	8 197 014	8 296 141	8 410 663	8 539 870	8 729 868	8 915 473	9 130 258	9 176 676	9 459 315	9 576 187	9 824 034
Monnaie (M1)	2 064 383	2 044 587	2 032 581	2 109 052	2 122 073	2 090 959	2 083 145	2 199 102	2 145 079	2 108 619	2 136 752	2 237 976	2 395 312
Circulation fiduciaire	1 354 480	1 225 346	1 269 487	1 324 586	1 331 390	1 378 271	1 407 286	1 371 195	1 366 276	1 334 654	1 330 128	1 384 074	1 559 683
Dépôts à vue	709 904	819 241	763 095	784 466	790 684	712 688	675 859	827 907	778 803	773 965	806 624	853 902	835 629
Quasi-monnaie	5 748 462	5 950 962	6 164 433	6 187 089	6 288 590	6 448 911	6 646 723	6 716 371	6 985 179	7 068 057	7 322 563	7 338 211	7 428 722
Dépôts à terme en monnaie nationale	48 954	45 864	61 105	64 307	66 640	72 870	74 247	90 529	75 665	65 216	66 186	60 029	46 092
Dépôts en devises	5 699 508	5 905 099	6 103 328	6 122 783	6 221 950	6 376 041	6 572 476	6 625 841	6 909 514	7 002 841	7 256 377	7 278 182	7 382 630
Provisions pour importations	30 076	30 361	22 851	27 669	26 733	23 290	18 182	18 286	21 980	21 350	25 492	24 588	22 606
Bilan de la Banque Centrale du Congo													
Avoirs extérieurs nets	-567 349	-512 882	-448 027	-218 650	121 569	177 923	207 169	-3 436	35 286	-52 251	-87 563	-165 389	-307 539
Avoirs extérieurs	956 476	1 050 291	1 109 778	1 311 313	1 635 540	1 657 024	1 669 369	1 448 362	1 475 500	1 357 409	1 307 068	1 221 311	1 074 827
Réserves extérieures	956 476	1 050 291	1 109 778	1 311 313	1 635 540	1 657 024	1 669 369	1 448 362	1 475 500	1 357 409	1 307 068	1 221 311	1 074 827
OR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DTS	142 569	135 767	122 748	91 686	91 005	76 088	64 222	52 958	39 038	8 613	8 521	39 859	28 651
Autres devises y compris USD	813 907	914 524	987 030	1 219 626	1 544 534	1 580 935	1 605 148	1 395 404	1 436 462	1 348 796	1 298 547	1 181 453	1 046 176
Engagements extérieurs	1 523 825	1 563 174	1 557 805	1 529 963	1 513 971	1 479 100	1 462 200	1 451 798	1 440 215	1 409 660	1 394 631	1 386 700	1 382 366
Ressources du FMI	1 514 401	1 553 452	1 548 044	1 520 181	1 504 283	1 469 552	1 452 684	1 442 275	1 430 693	1 400 139	1 385 203	1 377 252	1 368 934
Autres engagements	9 424	9 721	9 761	9 782	9 687	9 548	9 516	9 522	9 522	9 521	9 428	9 448	13 432
Avoirs intérieurs nets	2 551 429	2 498 878	2 663 365	2 469 770	2 167 975	2 122 220	2 134 652	2 303 832	2 293 495	2 404 882	2 494 248	2 549 481	2 826 501
Crédits intérieurs	1 039 450	915 810	863 676	744 178	463 472	540 496	452 255	656 993	665 602	730 730	883 232	930 948	1 264 708
Crédit net à l'État	360 174	335 917	82 127	123 680	-177 161	-213 870	-198 758	-169 631	-68 224	1 081	124 896	167 102	590 867
Dépôts de l'État	111 383	123 327	256 762	215 203	516 038	552 741	537 621	508 488	407 074	337 764	213 945	171 734	99 912
Créances sur l'État; y compris déficit BCC	471 557	459 244	338 890	338 884	338 876	338 870	338 863	338 857	338 850	338 846	338 841	338 836	690 779
Créances sur les Banques commerciales	661 151	561 155	762 611	600 164	620 048	728 624	625 554	793 328	702 483	699 361	727 459	732 264	647 072
Dont Refinancement	24 243	17 337	37 422	20 976	18 111	38 260	26 247	26 610	26 486	26 806	26 508	26 547	23 874
Comptes RME	636 908	543 818	725 189	579 188	601 937	690 364	599 308	766 718	675 997	672 555	700 951	705 717	623 198
Créances sur les entreprises publiques	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Créances sur le secteur privé	18 124	18 738	18 938	20 333	20 585	25 742	25 459	33 295	31 343	30 286	30 876	31 582	26 769
Autres postes nets	1 511 978	1 583 068	1 799 689	1 725 592	1 704 503	1 581 724	1 682 397	1 646 840	1 627 893	1 674 153	1 611 016	1 618 533	1 561 792
Base monétaire	1 984 079	1 985 995	2 215 338	2 251 119	2 289 544	2 300 143	2 341 821	2 300 396	2 328 781	2 352 631	2 406 685	2 384 092	2 518 962
Base monétaire (sens strict)	1 952 384	1 954 088	2 183 568	2 220 199	2 258 856	2 269 563	2 311 271	2 269 510	2 298 110	2 320 675	2 374 074	2 351 256	2 503 113
Circulation fiduciaire	1 454 809	1 357 381	1 398 897	1 439 089	1 449 413	1 504 289	1 539 454	1 520 363	1 525 637	1 479 259	1 464 672	1 513 414	1 689 799
Hors système bancaire	1 354 480	1 225 346	1 269 487	1 324 586	1 331 390	1 378 271	1 407 286	1 371 195	1 366 276	1 334 654	1 330 128	1 384 074	1 559 683
En banque	100 329	132 035	129 410	114 503	118 023	126 018	132 168	149 168	159 361	144 605	134 544	129 340	130 116
Dépôts des banques commerciales	477 949	577 936	765 635	764 192	791 882	747 725	748 367	724 822	747 351	820 222	888 671	823 866	800 084
Avoirs excédentaires	18 487	118 474	176 345	127 474	109 751	65 594	66 235	-15 887	-7 096	42 191	83 259	2 929	-36 138
Niveau de Réserves notifié aux banques commerciales	459 462	459 462	589 290	636 718	682 132	682 132	682 132	740 709	754 447	778 032	805 412	820 937	836 222
Dépôts des entreprises publiques	2 907	3 850	4 525	4 546	5 170	5 420	3 824	4 247	4 784	4 522	4 299	4 358	4 544
Dépôts du secteur privé	16 720	14 921	14 511	12 372	12 391	12 129	19 626	20 078	20 337	16 672	16 432	9 619	8 686
Dépôts en devises	25 584	25 493	25 387	24 521	24 393	24 538	24 503	24 767	24 569	25 828	26 648	26 857	9 859
Provisions pour importations	6 112	6 414	6 384	6 399	6 295	6 043	6 048	6 120	6 102	6 128	5 963	5 979	5 990

Bilan monétaire des banques commerciales													
Avoirs extérieurs nets	3 232 711	3 373 929	3 476 303	3 478 122	3 531 380	3 483 545	3 520 184	3 890 326	3 772 178	3 934 860	3 903 244	3 981 144	3 722 195
Avoirs extérieurs	3 648 422	3 702 137	3 782 814	3 785 711	3 827 106	3 885 478	3 879 721	4 132 189	4 074 569	4 259 129	4 215 478	4 287 606	4 025 829
Engagements extérieurs	415 710	328 207	306 511	307 589	295 726	401 932	359 537	241 864	302 392	324 269	312 234	306 462	303 634
Réserves	582 760	753 604	889 115	848 373	832 132	845 737	878 384	862 959	878 155	947 570	1 018 008	940 224	929 271
Encaisses en monnaie nationale	100 329	132 035	129 410	114 503	118 023	126 018	132 168	149 168	159 361	144 605	134 544	129 340	130 116
Dépôts à la BCC	482 431	621 569	759 705	733 870	714 109	719 719	746 215	713 791	718 795	802 965	883 465	810 884	799 155
Avoirs intérieurs nets	2 965 376	2 935 379	2 923 636	2 944 160	3 104 583	3 198 462	3 218 983	3 196 680	3 444 336	3 304 195	3 579 981	3 678 925	4 005 513
Crédits intérieurs	3 092 420	3 148 409	3 136 816	3 235 908	3 222 076	3 323 480	3 385 161	3 496 324	3 523 795	3 648 432	3 826 481	3 853 984	4 044 815
Crédit net à l'État	-113 912	-100 972	-134 736	-134 023	-151 198	-145 473	-182 564	-182 048	-234 434	-234 480	-241 617	-245 079	-221 344
Créances sur l'État	32 248	35 688	35 865	38 083	30 520	22 865	20 650	29 178	29 914	25 667	28 135	34 697	34 760
Dépôts de l'État	146 160	136 660	170 601	172 105	181 717	168 338	203 214	211 226	264 348	260 147	269 751	279 776	256 104
Créances sur le secteur privé	2 896 522	2 937 161	2 961 557	3 049 514	3 049 319	3 138 541	3 222 610	3 325 185	3 648 327	3 621 709	3 851 024	3 871 339	4 087 502
'Crédit à court terme FC	157 186	152 051	151 548	161 508	148 628	139 880	146 051	134 802	150 209	140 874	169 945	190 325	177 376
'Crédit à court terme en \$ US	1 154 785	1 203 251	1 272 525	1 351 033	1 327 036	1 359 489	1 469 906	1 588 156	1 711 895	1 732 730	1 982 615	1 966 875	1 918 049
'Crédit à moyen terme	1 192 668	1 166 132	1 154 964	1 170 446	1 164 938	1 239 431	1 251 844	1 216 915	1 417 896	1 420 983	1 486 964	1 489 533	1 607 531
'Litigieux	362 944	384 169	357 410	340 132	382 836	374 005	328 358	358 199	340 401	297 976	182 690	194 208	356 254
'Autres	28 939	31 557	25 110	26 396	25 881	25 736	26 450	27 113	27 926	29 146	28 811	30 397	28 292
Créances sur les entreprises publiques	309 810	312 220	309 995	320 416	323 955	330 412	345 116	353 187	109 903	261 203	217 074	227 724	178 657
Autres postes nets	-127 044	-213 030	-213 180	-291 748	-117 493	-125 018	-166 179	-299 644	-79 459	-344 237	-246 500	-175 059	-39 303
Dépôts de la clientèle des banques commerciales	6 413 156	6 725 939	6 883 105	6 930 115	7 037 320	7 119 512	7 274 629	7 495 186	7 714 292	7 795 001	8 081 808	8 151 278	8 241 261
Dépôts en CDF	739 232	846 333	805 164	831 854	839 763	768 009	726 656	894 112	829 346	817 987	852 079	899 954	868 491
Dépôts à vue	690 277	800 470	744 059	767 547	773 123	695 139	652 409	803 582	753 681	752 771	785 893	839 925	822 399
Dépôts à terme	48 954	45 864	61 105	64 307	66 640	72 870	74 247	90 529	75 665	65 216	66 186	60 029	46 092
Dépôts en devises étrangères	5 673 924	5 879 606	6 077 941	6 098 262	6 197 557	6 351 503	6 547 973	6 601 075	6 884 946	6 977 014	7 229 729	7 251 324	7 372 770
Dépôts à vue	3 830 122	4 001 822	4 154 375	4 126 674	4 284 557	4 395 723	4 581 091	4 602 587	4 784 722	4 821 210	5 060 371	5 100 426	5 108 115
Dépôts à terme	1 843 802	1 877 784	1 923 566	1 971 588	1 912 999	1 955 780	1 966 882	1 998 487	2 100 223	2 155 803	2 169 358	2 150 899	2 264 656
Crédit de la BCC	343 727	313 026	389 481	319 269	410 338	390 984	330 787	442 612	364 500	376 403	399 896	430 405	399 101
Provisions pour Importations	23 964	23 947	16 468	21 271	20 438	17 248	12 134	12 167	15 877	15 222	19 529	18 609	16 617

Source : Banque Centrale du Congo.

(P) : Provisoire

Tableau IV.13 Liquidités monétaires
(en millions de CDF)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 (p)
Circulation fiduciaire hors banques (A)	381 486	489 377	615 345	595 164	692 945	742 508	781 868	1 073 431	1 355 225	1 559 683
Circulation fiduciaire hors BCC (1)	394 659	510 071	647 487	642 560	760 458	817 423	868 056	1 153 301	1 454 809	1 689 799
Encaisses Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Encaisses Banques Commerciales	-13 173	-20 694	-32 142	-47 396	-67 513	-74 915	-86 189	-79 871	-99 583	-130 116
Monnaie scripturale (B)	1 162 050	1 520 232	1 828 270	2 357 736	2 800 271	3 223 139	3 573 957	4 264 333	6 254 671	8 286 957
Dépôts à vue en MN	98 389	216 787	174 714	288 680	379 690	439 076	543 068	601 437	630 059	835 629
Banque Centrale du Congo	7 352	3 878	8 614	3 575	17 382	20 484	19 824	18 592	19 626	13 230
Banques Commerciales	91 037	212 909	166 100	285 105	362 308	418 591	523 244	582 846	610 432	822 399
Dépôts à terme en MN et dépôts en devises des résidents	1 021 994	1 258 433	1 628 356	2 046 264	2 398 929	2 766 424	3 014 955	3 636 319	5 594 544	7 428 722
Dépôts à terme en MN	3 497	8 465	17 544	25 741	30 355	35 622	72 775	58 244	45 841	46 092
Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques Commerciales	3 497	8 465	17 544	25 741	30 355	35 622	72 775	58 244	45 841	46 092
Dépôts en devises des résidents	1 018 497	1 249 968	1 610 812	2 020 524	2 368 575	2 730 802	2 942 180	3 578 075	5 548 703	7 382 630
Banque Centrale du Congo	3 368	4 984	6 476	3 600	2 835	20 103	2 175	5 067	25 584	9 859
Banques Commerciales	1 015 129	1 244 984	1 604 336	2 016 924	2 365 740	2 710 698	2 940 005	3 573 008	5 523 120	7 372 770
Provision pour paiements des importations	41 667	45 012	25 199	22 791	21 652	17 640	15 933	26 577	30 068	22 606
Banque Centrale du Congo	4 151	3 862	3 772	3 901	4 069	3 624	3 258	4 084	6 112	5 990
Banques Commerciales	37 516	41 150	21 427	18 890	17 583	14 016	12 675	22 493	23 957	16 617
Total (A) + (B)	1 543 536	2 009 609	2 443 614	2 952 900	3 493 216	3 965 647	4 355 824	5 337 764	7 609 896	9 846 640

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Circulation fiduciaire hors BCC à partir de 2007, ancien poste «Émissions monétaires»

P : Provisoire

Tableau IV.14 Contribution à la croissance de la masse monétaire*(en millions de CDF)*

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 (p)
Origine des variations	502 160	466 073	434 006	509 285	540 316	472 432	390 177	981 939	2 272 133	2 236 744
Avoirs extérieurs nets	255 835	948 825	-72 989	554 272	56 721	106 414	-234 292	-248 930	1 575 984	769 609
Avoirs intérieurs nets	246 324	-482 752	506 995	-44 987	483 595	366 018	624 469	1 230 869	696 149	1 467 135
Créances nettes sur l'État	-76 062	-562 890	228 715	-439 096	104 835	96 854	180 197	500 365	-17 630	105 335
Crédits à l'économie	211 215	128 377	3	342 481	274 960	321 966	262 913	500 571	355 281	1 272 714
Autres postes nets	111 172	-48 239	131 222	51 627	103 800	-52 802	181 359	229 933	358 499	89 086
Variations de la masse monétaire	502 160	466 073	434 006	509 285	540 316	472 432	390 177	981 939	2 272 133	2 236 744
Monnaie fiduciaire	87 391	226 289	83 895	93 786	188 790	108 949	143 352	349 932	310 416	410 028
Monnaie scripturale	414 768	239 784	350 111	415 500	351 526	363 483	246 825	632 007	1 961 717	1 826 716

Source : Banque Centrale du Congo.

P : Provisoire

Tableau IV.15 Contribution à la croissance de la masse monétaire
(en pourcentage)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 (p)
Origine des variations	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Avoirs extérieurs nets	50,9	203,6	-16,8	108,8	10,5	22,5	-60,0	-25,4	69,4	34,4
Avoirs intérieurs nets	49,1	-103,6	116,8	-8,8	89,5	77,5	160,0	125,4	30,6	65,6
Créances nettes sur l'État	-15,1	-120,8	52,7	-86,2	19,4	20,5	46,2	51,0	-0,8	4,7
Crédits à l'économie	42,1	27,5	33,9	67,2	50,9	68,2	67,4	51,0	15,6	56,9
Autres postes nets	22,1	-10,4	30,2	10,1	19,2	-11,2	46,5	23,4	15,8	4,0
Variations de la masse monétaire	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Monnaie fiduciaire	17,4	48,6	19,3	18,4	34,9	23,1	36,7	35,6	13,7	18,3
Monnaie scripturale	82,6	51,4	80,7	81,6	65,1	76,9	63,3	64,4	86,3	81,7

Source : Banque Centrale du Congo/

P : Provisoire

Tableau IV.16 Ventilation du stock des émissions monétaires en franc congolais
(en millions de CDF)

BILLETS	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
20000 FC	0	0	0	12 000	51 600	77 200	114 800	178 000	293 800	428 800
10000 FC	0	0	0	14 200	72 400	106 100	146 600	226 100	357 800	436 300
5000 FC	0	0	0	20 900	64 900	110 650	162 150	255 650	313 450	397 350
1000 FC	0	0	0	14 740	69 940	167 390	246 970	380 850	548 950	680 370
500 FC	420 246	515 716	603 936	673 436	711 236	764 311	797 036	823 256	885 291	957 241
200 FC	48 643	72 549	100 389	101 397	106 197	118 817	127 257	140 907	152 797	167 447
100 FC	80 778	95 059	107 959	108 699	109 299	114 849	118 817	123 097	122 317	127 737
50 FC	25 540	29 579	41 561	45 571	45 571	47 608	50 473	53 339	53 465	56 135
20 FC	5 759	5 759	5 759	5 759	5 759	5 759	5 759	5 759	5 759	5 759
10 FC	2 143	2 143	2 143	2 143	2 143	2 143	2 143	2 143	2 143	2 143
5 FC	371	371	371	371	371	371	371	371	371	371
1 FC	41	41	41	41	41	41	41	41	41	41
50 CC	49	49	49	49	49	49	49	49	49	49
20 CC	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
10 CC	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
5 CC	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
1 CC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	583 596	721 291	862 233	999 331	1 239 531	1 515 313	1 772 491	2 189 587	2 736 258	3 259 768

Source: Banque Centrale du Congo

Tableau IV.17 Dépôts bancaires à vue par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces ⁽¹⁾

(en millions de CDF)

Rubriques	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
A. Secteur d'activités (2)	648 579	1 060 166	1 075 392	1 637 240	2 249 446	2 495 955	2 301 280	2 546 830	2 965 368	4 348 460
Agriculture	3 515	8 176	10 268	48 947	46 189	47 922	44 185	48 899	56 935	83 490
Sylviculture et exploitation forestière	167	213	678	2 641	2 249	2 496	2 301	2 547	2 965	4 348
Élevage et pêche	958	1 642	466	3 246	4 498	4 919	5 966	4 584	5 338	7 827
Industries extractives	23 544	41 140	40 447	123 513	179 956	199 676	169 102	211 642	246 422	361 357
Industries manufacturières	23 781	31 268	38 491	115 559	212 450	224 636	197 115	229 215	266 883	391 361
Eau, gaz, électricité	8 102	17 989	15 286	104 808	118 732	99 838	92 051	70 038	81 548	119 583
Industries du bâtiment et travaux publics	7 762	14 936	14 745	39 757	62 494	54 960	59 038	58 832	68 500	100 449
Commerce	55 541	84 323	82 593	172 666	214 922	349 205	301 598	356 556	415 152	608 784
Transports	12 498	25 585	27 575	69 747	95 978	60 234	60 342	80 480	93 706	137 411
Entreprises immobilières et d'assurances	2 912	3 253	4 432	8 885	10 223	7 659	7 454	10 287	11 978	17 565
Autres services	221 074	341 781	329 084	738 887	1 015 175	1 126 425	1 038 568	1 149 306	1 338 180	1 962 327
Divers	288 724	489 861	511 328	208 584	286 579	317 985	323 559	324 444	377 763	553 957
B. Catégorie de déposants	648 579	1 060 166	1 075 392	1 637 240	2 249 446	2 495 955	2 301 280	2 546 830	2 965 368	4 348 460
Particuliers	255 744	408 624	410 891	628 307	917 623	962 027	973 746	1 051 350	1 224 126	1 795 076
Entreprises privées	325 574	531 063	543 637	823 899	811 472	1 250 285	965 768	230 336	268 189	393 277
Entreprises publiques	28 304	64 500	61 332	96 492	275 644	151 852	167 021	168 822	196 565	288 247
Organismes financiers non monétaires	19 686	31 056	39 689	54 193	0	3 114	3 341	3 661	4 263	6 251
Pouvoirs publics subordonnés	10 584	21 352	15 818	28 528	22 432	50 268	156 567	995 944	1 159 614	1 700 475
Organismes publics à caractère administratif	8 687	3 571	4 025	5 822	222 275	78 408	34 837	96 717	112 611	165 135
C. Provinces	648 579	1 060 166	1 075 392	1 637 240	2 249 446	2 495 955	2 301 280	2 546 830	2 965 368	4 348 460
Kinshasa	465 799	756 884	798 588	1 192 347	1 713 076	1 781 938	1 577 609	1 784 039	2 077 222	3 046 070
Bas-Congo	16 645	24 455	24 078	37 212	45 002	57 574	66 736	72 129	83 982	123 153
Bandundu	111	111	111	171	608	262	2 177	3 823	4 451	6 528
Equateur	91	91	91	140	2 242	215	2 547	3 093	3 601	5 281
Orientale	3 635	7 371	6 509	10 647	38 791	17 353	36 869	39 384	45 856	67 244
Sud, Nord Kivu et Maniema	42 622	71 821	58 798	100 217	106 454	169 090	147 152	150 282	174 979	256 592
Katanga	111 952	190 553	181 110	285 004	332 016	448 620	448 935	473 273	551 049	808 066
Kasai Oriental	4 576	5 055	3 785	6 784	4 954	11 900	10 157	10 609	12 353	18 114
Kasai Occidental	3 146	3 824	2 320	4 719	6 302	9 003	9 098	10 198	11 874	17 412

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

(2) À partir de 2011, la rubrique «secteur d'activités» a subi un reclassement suivant les nouvelles informations produites dans l'annexe réglementaire DEC 9004 du Guide Comptable des Établissements de Crédit (GCEC).

Tableau IV.18 Dépôts bancaires à terme par secteur d'activités, catégorie de déposants, provinces et échéance (1)

(en millions de CDF)

Rubriques	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
A. Secteurs d'activités	98 499	97 816	96 646	167 595	223 668	291 808	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933
Agriculture	45	1	1	5 010	4 593	5 603	16 582	18 993	23 976	35 154
Sylviculture et exploitation forestière	0		0	270	224	292	864	989	1 249	1 831
Elevage et pêche	0	357	362	332	447	575	2 239	1 781	2 248	3 296
Industries extractives	2 324	7 326	1 941	12 643	17 893	23 345	63 461	82 202	103 769	152 151
Industries manufacturières	610	1 356	1 212	11 829	21 124	26 263	73 974	89 027	112 386	50 351
Eau, gaz, électricité	1 295	2 087	3 186	10 729	11 806	11 672	34 545	27 203	34 340	50 351
Industries du bâtiment et travaux publics	152	125	22	4 070	6 214	6 425	22 156	22 850	28 846	42 295
Commerce	7 457	17 185	16 524	17 675	21 370	40 826	113 185	138 487	174 822	256 331
Transports	213	2 441	2 039	7 140	9 543	7 042	22 645	31 259	39 460	172 291
Entreprises immobilières et d'assurances	77	58	58	910	1 016	895	2 797	3 996	5 044	7 396
Autres services	27 904	12 771	15 889	75 636	100 941	131 693	389 757	446 393	563 513	826 244
Divers	58 422	54 108	55 412	21 352	28 495	37 176	121 426	126 015	159 077	233 245
B. Catégorie de déposants	98 499	97 816	96 646	167 595	223 668	291 808	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933
Particuliers	40 175	52 621	55 978	93 616	102 143	112 473	429 232	449 000	566 804	831 069
Entreprises privées	50 644	42 144	36 650	67 882	100 521	146 174	342 311	434 886	548 987	804 945
Entreprises publiques	1 295	2 186	2 003	3 609	18 841	20 287	70 654	85 519	107 957	158 290
Organismes financiers non monétaires	6 384	535	535	922	0	8 548	20 501	18 141	22 901	33 578
Pouvoirs publics subordonnés	0		1 480	1 284	1 605	3 343	528	983	1 241	1 820
Organismes publics à caractère administratif	0	330	0	283	557	983	405	665	839	1 231
C. Province	98 499	97 816	96 646	167 595	223 668	291 808	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933
Kinshasa	82 619	65 141	62 180	109 719	162 468	208 331	463 784	483 838	610 782	895 552
Bas-Congo	463	569	569	981	5 000	6 731	47 011	49 369	62 322	91 379
Bandundu	0		0	0	68	31	1 990	2 739	3 457	5 069
Equateur	0		0	0	249	263	3 559	3 210	4 053	5 942
Orientale	62	114	118	200	4 310	2 029	12 700	17 914	22 614	33 157
Sud, Nord Kivu et Maniema	536	2 799	2 827	4 849	13 432	19 531	116 799	141 893	179 122	262 635
Katanga	14 607	28 436	30 331	50 659	36 891	52 449	208 466	281 943	355 916	521 858
Kasai Oriental	183	668	526	1 028	550	1 391	4 701	5 024	6 342	9 300
Kasai Occidental	28	88	96	159	700	1 053	4 620	3 264	4 120	6 041
D. Échéance	98 499	97 816	96 646	167 595	223 668	291 808	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933
15 jours	8 236	40	40	70	92	121	1 440	2 781	3 511	5 147
1 mois	5 142	12 748	9 134	18 841	24 964	32 804	130 489	184 015	232 295	340 600
3 mois	68 057	36 915	36 591	63 351	83 940	110 303	246 160	288 695	364 440	534 355
6 mois	5 498	20 747	21 016	35 997	47 696	62 675	223 835	258 696	326 570	478 829
1 an et plus	11 566	27 366	29 865	49 338	66 977	85 905	261 707	255 007	321 913	472 002

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

* A partir de 2011, la rubrique «secteur d'activités» a subi un reclassement suivant les nouvelles informations produites dans l'annexe DEC 9004 du Guide Comptable des Établissements de Crédit (GCEC).

Tableau IV.19 Dépôts bancaires par provinces à fin 2018
(en millions de CDF)

Provinces		Comptes de dépôts à régime spécial	Comptes créditeurs à terme	Comptes créditeurs à vue	Total dépôt de la clientèle
1	Kinshasa	53 454	1 061 844	3 818 129	4 933 428
2	Kongo-Central	2 297	7 717	102 738	112 753
3	Kwango	111	1 083	17 820	19 014
4	Kwilu	250	541	14 091	14 881
5	Mai-Ndombe	0	16	982	998
6	Equateur	550	137	8 001	8 688
7	Mongala	-	-	379	379
8	Nord-Ubangi	334	13	2 792	3 139
9	Sud-Ubangi	545	76	5 261	5 882
10	Tshuapa	-	-	-	-
11	Kasai	-	189	3 027	3 216
12	Kasai-Central	451	8 907	21 912	31 270
13	Kasai-Oriental	413	2 026	35 028	37 467
14	Lomami	88	22	1 272	1 382
15	Sankuru	72	16	2 633	2 720
16	Haut-Lomami	890	35	7 897	8 822
17	Tanganyika	391	392	22 729	23 511
18	Haut-Katanga	11 063	231 267	1 097 567	1 339 898
19	Lualaba	4 537	8 037	235 529	248 103
20	Bas-Uélé	-	-	1 254	1 254
21	Haut-Uele	22	5 724	24 521	30 267
22	Tshopo	637	2 476	33 273	36 385
23	Ituri	910	1 933	46 518	49 361
24	Nord-Kivu	6 391	31 629	223 511	261 531
25	Sud-Kivu	1 485	26 179	128 494	156 159
26	Maniema	445	1 046	13 032	14 523
	TOTAL	85 334	1 391 308	5 868 392	7 345 033

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.20 Dépôts bancaires par secteurs d'activités à fin 2018
(en millions de CDF)

		MN	ME	TOTAL
1	Administration publique centrale	0,00	0,00	0,00
2	Administration publique locale	0,00	0,00	0,00
3	Agriculture	0,00	0,00	0,00
4	Arts, spectacles et activités récréatives	0,00	0,00	0,00
5	Vente, réparation, pièces de rechange des véhicules	0,00	0,00	0,00
6	Commerce de détail	1,42	302,08	303,50
7	Commerce de gros	0,00	0,00	0,00
8	Construction, bâtiments et travaux publics	273,57	9 869,16	10 142,73
9	Elevage, pêche et sylviculture	0,00	0,00	0,00
10	Enseignement	0,00	0,00	0,00
11	Entreprises immobilières	0,00	31,84	31,84
12	Hébergement et restauration	336,57	4 309,44	4 646,01
13	Industries extractives (mines)	75,43	1 046,84	1 122,27
14	Production industrielle (manufactures)	32,75	441,24	473,98
15	Information et communication	0,00	0,00	0,00
16	Production artisanale	0,00	0,00	0,00
17	Production des produits brassicoles	0,00	0,00	0,00
18	Distribution des produits brassicoles	0,00	0,00	0,00
19	Production et distribution de gaz et d'électricité	0,00	0,00	0,00
20	Production et distribution d'eau	0,00	0,00	0,00
21	Production des produits pétroliers	0,00	0,00	0,00
22	Distribution des produits pétroliers	0,00	0,00	0,00
23	Production des produits pharmaceutiques	0,00	0,00	0,00
24	Distribution des produits pharmaceutiques	0,00	0,00	0,00
25	Santé	82,90	1 061,44	1 144,34
26	Autres activités des entreprises de services	0,00	0,00	0,00
27	Exploitation forestière	257,40	3 681,70	3 939,11
28	Télécommunication	0,00	1,06	1,06
29	Textile et confection	0,00	0,00	0,00
30	Transports et entreposage	0,00	0,00	0,00
31	Autres activités non sectorisées	247,13	3 429,71	3 676,84
	Total dépôts à vue	731 929,29	5 136 462,81	5 868 392,10
	Total dépôts à terme	87 180,95	1 304 126,55	1 391 307,50
	Total dépôts à régime spécial	6 242,83	79 090,80	85 333,63
	Total dépôts de la clientèle	825 353,06	6 519 680,16	7 345 033,23

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.21 Dépôts bancaires par déposants à fin 2018
(en millions de CDF)

Rubriques	Total dépôts à vue		Total dépôts à terme		Total dépôts à régime special		TOTAL		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	38 727	213 529	-	1 875	-	-	38 727	215 403	254 131
Administration Publique Locale	11 899	13 588	363	1 975	-	-	12 261	15 563	27 825
Entreprises (Etablissements) Publiques	116 580	270 150	2 036	177 128	-	-	118 616	447 278	565 894
Entreprises (Etablissements) Privées	267 099	1 827 394	308	282 142	22	4 787	267 430	2 114 323	2 381 752
PME	30 211	386 599	2 901	91 083	-	6 366	33 113	484 049	517 161
Ménages	215 520	1 983 037	7 327	717 212	6 220	67 938	229 068	2 768 186	2 997 255
ISBLM	34 344	280 418	5 690	26 100	-	-	40 035	306 518	346 552
Autres	17 548	161 749	68 555	6 611	-	-	86 103	168 360	254 464
TOTAL GENERAL	731 929	5 136 463	87 181	1 304 127	6 243	79 091	825 353	6 519 680	7 345 033

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.22 Crédit aux entreprises et aux ménages
(en millions de CDF)

Rubriques	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
A. Banques (1)	420 208	727 443	862 446	910 636	1 226 813	1 628 977	1 899 750	2 165 632	2 797 982	3 422 401	3 790 900
Crédits de décaissement	311 034	622 441	750 286	781 837	1 078 800	1 408 556	1 686 816	1 968 598	2 561 294	3 037 280	3 360 495
Crédits de signature	109 173	105 001	112 160	128 799	148 013	220 420	212 934	197 034	236 687	385 121	430 405
B. Institutions spécialisées*	881	819	1 127	1 201	6 886	20 134	21 061	24 040	23 554	42 871	24 820
C. Caisse d'épargne du Congo	n.d	n.d	n.d	360	759	77	629	1 147	809	2 404	676
Total (A+B)	421 089	728 262	863 573	912 197	1 234 459	1 649 187	1 921 441	2 190 819	2 822 344	3 467 676	3 816 395

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) : Données actualisées

* Il s'agit uniquement ici de la SOFIDE, Société Financière de Développement.

n.d : Non disponible

Tableau IV.23 Crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits *
(en millions de CDF)

Formes des crédits	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Crédits d'acceptation à l'importation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits documentaires à l'importation	41 203	41 061	47 470	66 120	128 973	162 085	132 566	74 726	63 892	88 818	41 315
Crédits documentaires à l'exportation	81	-	-	-	15 811	4 700	4 112	-	-	-	4 268
Crédits documentaires à l'intérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres (lettre de garantie, cautions, avals)	66 790	81 396	81 089	188 410	176 578	277 465	284 747	289 078	462 043	623 837	505 700
Total	108 073	122 457	128 559	254 530	321 361	444 249	421 425	363 804	525 934	712 655	551 283

Source : Banque Centrale du Congo.

* Données revisitées

Tableau IV.24a Crédit bancaire par provinces à fin 2018

(en millions de CDF)

Provinces	Crédits à long terme	Crédits à moyen terme	Crédits à court terme	Comptes débiteurs de la clientèle (découverts)	Créances brutes en souffrance	Total crédit bruts de la clientèle	Créances radiées et sorties du bilan
1 Kinshasa	346 925	788 789	581 647	781 992	382 845	2 882 198	48 619
2 Kongo-Central	2 496	91 118	22 289	8 088	28 161	152 152	1 265
3 Kwango	64	-	39	407	2	512	-
4 Kwilu	-	5 212	3 323	336	1 417	10 288	-
5 Mai-Ndombe	-	-	-	-	-	-	-
6 Equateur	-	423	1 212	495	2 326	4 457	-
7 Mongala	-	-	-	1	-	1	-
8 Nord-Ubangi	112	6	52	49	7	226	-
9 Sud-Ubangi	71	2 315	87	161	1 776	4 410	-
10 Tshuapa	-	-	-	-	-	-	-
11 Kasai	-	661	1 431	12	31	2 136	-
12 Kasai-Central	12	839	2 753	1 105	2 457	7 166	-
13 Kasai-Oriental	82	4 286	4 881	653	4 858	14 761	-
14 Lomami	-	-	247	52	923	1 222	-
15 Sankuru	-	951	2	11	37	1 001	-
16 Haut-Lomami	2 075	419	294	99	15	2 902	-
17 Tanganyika	-	541	7 460	405	136	8 542	-
18 Haut-Katanga	46 298	187 921	140 200	406 647	91 903	872 968	7 648
19 Lualaba	388	25 398	41 125	20 951	8 428	96 290	-
20 Bas-Uélé	30	333	-	-	445	808	-
21 Haut-Uele	58	10 826	1 647	2 580	9 047	24 157	-
22 Tshopo	182	6 878	2 302	3 012	5 571	17 944	-
23 Ituri	1 708	1 899	1 871	1 764	5 011	12 252	14
24 Nord-Kivu	2 756	32 485	34 659	36 411	17 017	123 326	-
25 Sud-Kivu	288	28 489	19 247	19 885	22 850	90 758	-
26 Maniema	157	2 227	1 081	170	666	4 301	-
TOTAL	403 700	1 192 016	867 848	1 285 284	585 932	4 334 779	57 546

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV. 24b Crédits bancaires par secteurs d'activités à fin 2018

(en millions de CDF)

Secteurs d'activités	MN	ME	MN + ME
Actions sociales: mariage, funérailles, soins médicaux, étude	2 277	20 080	22 357
Activités financières et assurances	4 194	7 339	11 533
Administration publique	82 795	1 426	84 221
Agriculture	1 728	68 509	70 237
Arts, spectacles et activités récréatives	32	2 856	2 888
Vente, réparation, pièces de rechange des véhicules	105	148 622	148 726
Commerce de détail	6 461	211 213	217 673
Commerce de gros	118 437	369 150	487 587
Construction, bâtiments et travaux publics	1 412	128 190	129 602
Elevage, pêche et sylviculture	83	14 809	14 892
Enseignement	3 062	52 095	55 157
Entreprises immobilières	722	208 798	209 521
Hébergement et restauration	33	41 363	41 397
Industries extractives (mines)	11 514	380 249	391 763
Production industrielle (manufactures)	2 007	166 770	168 777
Information et communication	1 560	184 008	185 568
Production artisanale	-	300	300
Production des produits brassicoles	1 916	46 819	48 735
Distribution des produits brassicoles	-	-	-
Production et distribution de gaz et d'électricité	9 248	116 372	125 620
Production et distribution d'eau	7 155	26 773	33 928
Production des produits pétroliers	2	12 660	12 662
Distribution des produits pétroliers	977	54 935	55 912
Santé	527	8 899	9 427
Autres activités des entreprises de services	0	1 064	1 064
Exploitation forestière	17 349	3 326	20 675
Télécommunication	9 111	159 629	168 740
Textile et confection	2	5 704	5 706
Transports et entreposage	63	99 451	99 514
Autres activités non sectorisées	1	9 039	9 040
I. Total crédit de décaissements	447 739	4 244 508	4 692 247
II. Crédits d'engagement	11 107	540 176	551 283
1. Crédits documentaires à l'importation:	-	41 315	41 315
- Payables à l'embarquement	-	15 385	15 385
- Payables à délai d'embarquement	-	25 931	25 931
2. Crédits documentaires à l'exportation	-	4 268	4 268
3. Autres (lettres de garantie et autres cautions)	11 107	494 593	505 700

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV. 24c Crédit alloué par la Caisse d'Épargne du Congo
(CADECO) par secteurs d'activités à fin 2018**
(en millions de CDF)

Secteurs d'activités	MN	ME	MN + ME
Actions sociales: mariage, funérailles, soins médicaux, étude		-	-
Activités financières et assurances		-	-
Administration publique		-	-
Agriculture		-	-
Arts, spectacles et activités récréatives		-	-
Vente, réparation, pièces de rechange des véhicules		-	-
Commerce de détail	1 435,35	-	1 435,35
Commerce de gros		-	-
Construction, bâtiments et travaux publics		-	-
Elevage, pêche et sylviculture		-	-
Enseignement		-	-
Entreprises immobilières		-	-
Hébergement et restauration		-	-
Industries extractives (mines)		-	-
Production industrielle (manufactures)		-	-
Information et communication		-	-
Production artisanale		-	-
Production des produits brassicoles		-	-
Distribution des produits brassicoles		-	-
Production et distribution de gaz et d'électricité		-	-
Production et distribution d'eau		-	-
Production des produits pétroliers		-	-
Distribution des produits pétroliers		-	-
Santé		-	-
Autres activités des entreprises de services		-	-
Exploitation forestière		-	-
Télécommunication		-	-
Textile et confection		-	-
Transports et entreposage		-	-
Autres activités non sectorisées	11 613,30	-	11 613,30
I. Total crédit de décaissements	13 048,65	-	13 048,65
II. Crédits d'engagement	-	-	-
1. Crédits documentaires à l'importation:	-	-	-
- Payables à l'embarquement	-	-	-
- Payables à délai d'embarquement	-	-	-
2. Crédits documentaires à l'exportation	-	-	-
3. Autres (lettres de garantie et autres cautions)	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.24d Crédit alloué par la Société Financière de Développement (SOFIDE) par secteurs d'activités à fin 2018

(en millions de CDF)

Secteurs d'activités	MN	ME	MN + ME
Actions sociales: mariage, funérailles, soins médicaux, étude	-	-	-
Activités financières et assurances	-	-	-
Administration publique	-	-	-
Agriculture	-	54,21	54,21
Arts, spectacles et activités récréatives	-	-	-
Vente, réparation, pièces de rechange des véhicules	-	-	-
Commerce de détail	-	3 362,16	3 362,16
Commerce de gros	-	-	-
Construction, bâtiments et travaux publics	-	1 614,88	1 614,88
Elevage, pêche et sylviculture	-	2 930,75	2 930,75
Enseignement	-	-	-
Entreprises immobilières	-	-	-
Hébergement et restauration	-	453,91	453,91
Industries extractives (mines)	-	5 354,61	5 354,61
Production industrielle (manufactures)	-	8 796,79	8 796,79
Information et communication	-	-	-
Production artisanale	-	-	-
Production des produits brassicoles	-	-	-
Distribution des produits brassicoles	-	-	-
Production et distribution de gaz et d'électricité	-	-	-
Production et distribution d'eau	-	-	-
Production des produits pétroliers	-	-	-
Distribution des produits pétroliers	-	-	-
Santé	-	450,70	450,70
Autres activités des entreprises de services	-	-	-
Exploitation forestière	-	-	-
Télécommunication	-	-	-
Textile et confection	-	-	-
Transports et entreposage	-	6 079,49	6 079,49
Autres activités non sectorisées	-	1 813,71	1 813,71
I. Total crédit de décaissements	-	30 911,21	30 911,21
II. Crédits d'engagement	-	-	-
1. Crédits documentaires à l'importation:	-	-	-
- Payables à l'embarquement	-	-	-
- Payables à délai d'embarquement	-	-	-
2. Crédits documentaires à l'exportation	-	-	-
3. Autres (lettres de garantie et autres cautions)	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV. 25 Crédits de décaissement par unités institutionnelles
(en millions de CDF)

Rubriques	TOTAL PROVISIONS		TOTAL A COURT TERME		TOTAL A MOYEN ET LONG TERME		TOTAL DECOUVERTS		TOTAL CREDIT DE DECAISSEMENTS		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	10 350	17 070	2 256	61 532	1 009	105 110	15 718	4 501	29 333	188 212	217 545
Administration Publique Locale	10 346	24 469	6 916	16 756	35 913	9 313	-3 116	13 053	50 058	63 590	113 648
Entreprises (Etablissements) Publiques	1 070	42 408	509	113 865	524	134 704	16 801	118 379	18 903	409 355	428 259
Entreprises (Etablissements) Privées	7 592	136 158	7 580	375 639	27 475	662 629	51 214	928 696	93 861	2 103 122	2 196 983
PME	22 771	50 812	1 269	111 744	6 347	150 271	35 041	102 579	65 428	415 407	480 834
Ménages	23 986	98 706	15 439	180 270	51 453	568 974	76 618	148 066	167 495	996 016	1 163 511
ISBLM	154	4 799	7 223	4 094	9 923	22 832	2 148	2 847	19 448	34 572	54 020
Autres	208	1 269	272	15 765	104	9 452	2 629	7 749	3 211	34 235	37 446
TOTAL GENERAL	76 478	375 690	41 462	879 665	132 746	1 663 285	197 053	1 325 868	447 739	4 244 508	4 692 247

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV. 26 Crédits d'engagement par unités institutionnelles

En millions de CDF

Rubriques	1. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'IMPORTATION:		2. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'EXPORTATION:		3. AUTRES (LETTRES DE GARANTIE ET AUTRES CAUTIONS)		TOTAL CREDIT D'ENGAGEMENT		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	0	5 086	0	0	0	15 827	0	20 913	20 913
Administration Publique Locale	0	0	0	0	0	806	0	806	806
Entreprises (Etablissements) Publiques	0	930	0	0	0	88 329	0	89 260	89 260
Entreprises (Etablissements) Privées	0	34 500	0	4 268	7 059	358 281	7 059	397 049	404 108
PME	0	798	0	0	628	8 292	628	9 090	9 718
Ménages	0	0	0	0	3 420	22 877	3 420	22 877	26 297
ISBLM	0	0	0	0	0	34	0	34	34
Autres	0	0	0	0	0	147	0	147	147
TOTAL GENERAL	0	41 315	0	4 268	11 107	494 593	11 107	540 176	551 283

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) : Taux moyen pondéré du Bon BCC.

Tableau IV. 27 Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire
(en pourcentage, au 31 décembre)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 (c)	2017	2018
TAUX D										
Banque centrale - Taux directeur	70,00	22,00	20,00	4,00	2,00	2,00	2,00	7,00	20,00	14,00
Banque centrale - Facilités permanentes	72,50	24,50	22,50	5,25	3,00	3,00	3,00	10,50	21,00	15,00
TAUX CR										
à 7 jours	68,27	18,16	15,24	0,20	1,72	1,82	0,47	4,22	15,13	1,57
à 14 jours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
à 28 jours	65,00	19,10	17,32	2,13	1,63	1,58	0,51	0,00	20,00	4,00
à 84 jours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,72	0,38	0,00	0,00	10,00
TAUX SUR LE MARCH										
Taux moyen				5,22	1,88	1,61	1,69	2,59	15,17	10,27
Taux moyen pondéré				4,91	1,94	1,59	1,73	2,64	14,34	10,29
TAUX D'INT										
Banques commerciales - Taux crédits - MN	69,77	44,69	40,61	22,51	19,18	20,13	19,04	15,73	21,47	26,74
Banques commerciales - Taux crédits - ME	16,98	18,90	19,22	15,93	14,84	14,77	14,23	14,53	15,57	16,47
TAUX D'INT										
Banques commerciales - Taux dépôts - MN	19,03	11,57	14,58	6,10	3,87	4,93	3,29	1,39	4,13	5,24
Banques commerciales - Taux dépôts - ME	3,55	2,87	3,30	3,35	3,19	3,47	3,18	3,15	3,64	3,42
DIFFÉRENCE ENTRE TAUX DÉBITEUR ET CRÉDITEUR EN MN	50,74	33,12	26,03	16,41	15,31	15,20	15,75	14,80	17,34	21,50
Pour mémoire										
COEFFICIENT DE RÉSERVES OBLIGATOIRES										
Dépôts à vue MN	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	5,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Dépôts à terme en MN	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00
Dépôts à vue en ME	7,00	7,00	7,00	7,00	8,00	8,00	8,00	12,00	13,00	13,00
Dépôts à terme ME	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	13,00	12,00	12,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV. 28 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires
(en millions de CDF)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 (p)
A. Avoirs extérieurs bruts	1 549 392	2 047 759	2 106 483	2 712 617	2 897 474	2 899 544	2 650 883	2 663 293	4 570 537	5 100 656
Banque Centrale du Congo	902 153	1 193 531	1 182 958	1 506 341	1 556 952	1 457 580	1 138 302	759 327	956 476	1 074 827
Avoirs en or	210	-	-	-	-	-	-	-	-	-
F.M.I. compte spécial en DTS	550 944	495 319	495 278	497 026	500 805	471 712	417 580	273 647	142 569	28 651
Avoirs en devises	351 210	698 212	687 680	1 009 315	1 056 147	985 867	720 722	485 680	813 907	1 046 176
Banques commerciales	647 239	854 229	923 525	1 206 276	1 340 522	1 441 964	1 512 581	1 903 966	3 614 061	4 025 829
B. Engagements extérieurs	1 590 349	1 139 892	1 271 605	1 323 467	1 451 602	1 347 259	1 332 889	1 594 229	1 925 489	1 685 999
Banque Centrale du Congo	1 459 764	1 021 997	1 163 780	1 169 206	1 175 429	1 104 462	1 027 010	1 206 121	1 523 825	1 382 366
Crédit F.M.I.	719 352	294 249	433 874	435 657	439 119	413 789	362 067	366 512	359 047	209 896
Autres engagements	20 134	11 327	12 150	12 844	9 878	6 142	7 523	7 461	9 424	13 432
FMI allocations DTS	720 278	716 421	717 756	720 706	726 433	684 530	657 421	832 148	1 155 354	1 159 038
Banques commerciales	130 585	117 895	107 824	154 261	276 173	242 797	305 880	388 108	401 664	303 634
C. Avoirs extérieurs nets (A - B)	-40 957	907 868	834 878	1 389 151	1 445 872	1 552 286	1 317 994	1 069 064	2 645 048	3 414 657
(sens strict)										
Banque Centrale du Congo	-557 610	171 534	19 178	337 135	381 523	353 118	111 292	-446 794	-567 349	-307 539
Banques commerciales	516 653	736 334	815 700	1 052 016	1 064 349	1 199 167	1 206 702	1 515 858	3 212 397	3 722 195

Source : Banque Centrale du Congo.

P : Provisoire.

Tableau IV. 29 Situation résumée de la Société Financière de Développement, SOFIDE.

(en millions de CDF)

ACTIF	Dec-11	Dec-12	Dec-13	Dec-14	Dec-15	Dec-16	Dec-17	Dec-18
COMPTES DE TRÉSORERIES ET OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	20	3 630	515	144	187	29	109	6
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	1 106	6 650	19 740	19 850	22 560	21 348	40 800	24 277
Dont	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à la clientèle	1 106	6 650	19 740	19 850	22 560	21 348	40 800	24 277
Crédits à long terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à Moyen terme	-	5 741	17 905	16 417	22 454	21 226	40 569	24 032
Crédits à court terme	1 098	910	1 835	3 433	106	122	231	245
Créances en souffrance	8	-	-	-	-	-	-	-
COMPTE DES TIERS ET DE RÉGULARISATION	543	1 005	1 491	2 074	3 379	5 565	5 659	22 200
COMPTES DE VALEURS IMMOBILISÉES	361	22 701	23 027	22 899	22 746	22 763	25 930	40 167
SOMMES DÉDUCTIBLES DES CAPITAUX PERMANENTS	9	-	18 372	18 372	18 372	-	-	-
TOTAL ACTIF	2 039	33 986	63 144	63 339	67 243	49 705	72 498	86 651
PASSIF	40 908	41 274	41 639	41 985	42 368	42 729	43 093	43 435
COMPTES DE TRÉSORERIES ET OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	-	-	-	-	4 624	4 709	-	-
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	-	-	-	-	-	-	-	2
COMPTE DES TIERS ET DE RÉGULARISATION	906	785	1 315	1 072	1 114	1 534	3 545	-
CAPITAUX PERMANENTS	1 133	33 201	61 829	62 268	61 506	43 463	68 953	81 731
Dont	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds propres	1 030	33 042	61 677	61 984	61 450	43 207	53 241	63 105
Capital	2	2	58 880	58 880	58 880	22 080	22 080	22 080
Primes liées au capital et Réserves	256	8	9	13	22	31	69	74
Reports à nouveau créditeur	220	269	328	641	952	1 293	1 575	1 834
Résultat de l'exercice en cours (bénéfice)	-	58	1 032	950	237	279	6 847	440
Plus values et provisions réglementées	445	22 696	618	828	828	828	4 123	20 249
Subventions d'équipement	107	811	811	671	530	295	147	-
Fonds affectés	-	9 197	-	-	-	18 400	18 400	18 428
Autres capitaux permanents	-	-	-	-	-	-	15 521	17 823
Emprunts et dettes à L & MT	-	-	-	-	-	-	15 521	17 823
Provision pour pertes, risques et charges	103	159	152	284	56	256	190	792
TOTAL PASSIF	2 039	33 986	63 144	63 339	67 243	49 705	72 498	86 651

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV. 30 Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances (1)
(en millions de CDF)

Rubriques	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Trésorerie	1 238	5 006	8 003	3 543	1 406	1 755	1 526	1 727	2 517	3 844	n.d.
Créances diverses	20 857	50 631	46 321	47 936	42 307	30 481	44 914	38 268	34 494	43 365	n.d.
Réassurance	727	1 321	1 897	6 015	6 706	6 706	6 706	6 706	6 706	6 706	n.d.
Immobilisés nets ⁽²⁾	5 311	7 581	58 774	66 073	68 291	56 926	54 797	54 586	59 180	111 146	n.d.
ACTIF = PASSIF	28 133	64 540	114 994	123 567	118 709	95 868	107 943	101 286	102 897	165 062	n.d.
Fonds propres	2 030	3 339	77 641	85 375	77 505	45 424	44 758	33 253	39 694	90 627	n.d.
Capital libéré ⁽³⁾	295	295	72 376	72 376	72 376	72 376	43 162	43 162	43 162	43 162	n.d.
Bénéfices et réserves	1 735	3 044	5 264	12 999	5 129	7 471	15	41	45	84	n.d.
Dettes diverses à LT	143	62	65	62	63	206	206	231	231	302	n.d.
Provisions techniques	2 257	2 711	6 312	8 954	6 347	9 936	10 062	10 062	8 168	8 168	n.d.
Provisions mathématiques	40	181	-	15	13	68	67	67	84	84	n.d.
Engagements à court terme	23 690	58 219	30 977	29 161	32 264	40 508	52 849	57 674	54 720	65 881	n.d.
Autres éléments nets	-28	27	-	0	2 517	-274	0	0	0	0	n.d.

Source : Direction financière de la SONAS.

(1) Les données des années 2011, 2014 à 2016 ont été corrigées

(2) Y compris le porte-feuille titres

(3) À titre symbolique.

n.d. : Non disponible

Tableau IV.31 Recettes et dépenses des différentes branches d'assurances (1)
(en millions de CDF)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
I. RECETTES	72 059	73 470	76 887	96 332	n.d.
Primes et frais	71 536	72 914	76 455	95 626	n.d.
Automobiles et cycles	50 178	53 137	58 955	70 990	n.d.
Incendie	7 511	9 615	8 631	13 702	n.d.
Transport	8 863	4 097	3 165	4 660	n.d.
Risques divers ⁽¹⁾	4 281	5 121	4 467	5 304	n.d.
Vie	611	796	1 026	692	n.d.
Assurance voyage et autres produits	91	149	211	278	n.d.
Autres recettes	523	556	432	706	n.d.
II. DÉPENSES	22 259	25 223	26 915	35 181	n.d.
Prestrations et frais de règlements des sinistres	12 044	14 775	19 819	18 847	n.d.
Automobiles et cycles	10 104	12 345	18 856	15 455	n.d.
Incendie	449	300	177	294	n.d.
Transport	700	690	50	306	n.d.
Risques divers (2)	206	150	208	453	n.d.
Vie	585	1 289	528	2 339	n.d.
Autres charges techniques	10 215	10 448	7 096	16 333	n.d.
III. SOLDE (I - II)	49 800	48 247	49 972	61 151	n.d.

Source : Direction Financière de la SONAS.

(1) Données revues pour les années 2014 à 2016

(2) Y compris les primes et frais ainsi que les règlements des sinistres Multi-Branches.

n.d. : Non disponible

Tableau IV. 32 Evolution du multiplicateur monétaire

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 (p)
Circulation fiduciaire hors banques	381 486	489 377	615 345	595 164	692 945	742 508	682 300	1 072 177	1 355 225	1 559 683
Caisse des banques commerciales	13 173	20 694	32 142	47 396	67 513	74 915	81 696	81 124	99 583	130 116
Dépôts de banques commerciales	69 711	99 310	142 649	198 462	210 476	272 344	365 266	438 823	477 949	800 084
Dépôts des sociétés non financières publiques	2 407	1 357	1 541	2 378	2 483	2 157	4 183	2 274	2 907	4 544
Dépôts des autres sociétés non financières privées et des particuliers	4 944	2 521	7 073	1 197	14 899	18 327	2 558	16 318	16 720	8 686
Dépôts des institutions financières non monétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Base monétaire (BM) au sens strict	471 722	613 259	798 750	844 597	988 316	1 110 251	1 136 002	1 610 716	1 952 384	2 503 113
Masse monétaire (M2)	1 540 941	2 009 609	2 439 133	2 950 224	3 492 362	3 965 647	4 355 824	5 337 764	7 609 896	9 846 640
Multiplicateur monétaire (M2/BM)	3,27	3,28	3,06	3,50	3,53	3,57	3,83	3,31	3,90	3,93

Source : Banque Centrale du Congo

P : Provisoire

TITRE V

PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES

CHAPITRE I

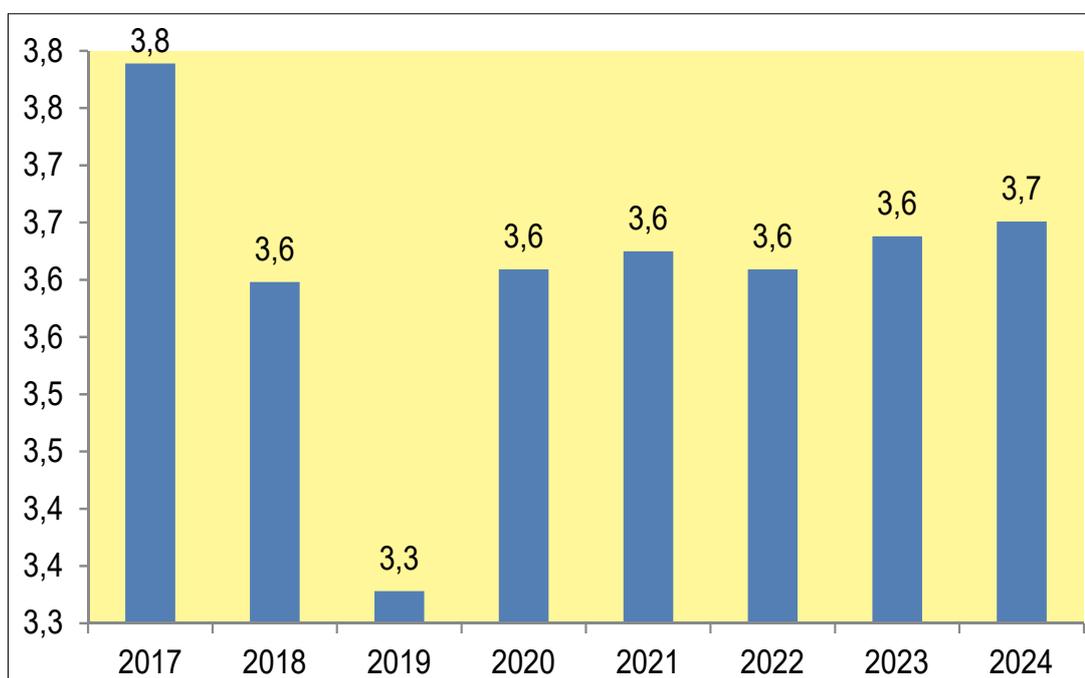
PERSPECTIVES ECONOMIQUES MONDIALES

D'après les Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) d'avril 2018, la croissance économique mondiale devrait fortement ralentir en 2019 avant de se redresser en 2020. En effet, la croissance du PIB réel se situerait à 3,3 % en 2019 et 3,6 % en 2020.

Les pesanteurs qui ont contribué à plomber l'expansion mondiale au courant du deuxième semestre 2018 devraient persister en 2019. Il s'agit notamment de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, des tensions économiques en Argentine et en Turquie.

Cependant, un rebond de l'activité économique est attendu à partir du second semestre de l'année 2019, lequel ramènerait la croissance économique à 3,6 % en 2020. Ce dynamisme s'expliquerait notamment par une politique monétaire plus accommodante dans les pays avancés et de meilleurs résultats économiques dans un certain nombre des pays émergents et en développement.

Graphique V.1 Profil de la croissance économique mondiale
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du FMI.

A moyen terme, la croissance de l'activité économique mondiale devrait être plus forte que celle prévue pour l'année 2019, tirée notamment par la vigueur économique de l'Inde et de la Chine.

Selon les Perspectives Economiques de la Banque mondiale de janvier 2019, l'activité économique mondiale pourrait croître de 2,9 % en 2019 et 2,8 % en 2020 et 2021. Ce ralentissement de la croissance serait notamment lié à la fin des politiques monétaires accommodantes dans les pays avancés et au ralentissement du volume du commerce mondial.

Par ailleurs, d'après les Perspectives Economiques de l'OCDE de mai 2019, les tensions commerciales, lourdes de conséquences, devraient davantage plomber la confiance des entreprises et celle des consommateurs. Ainsi, la croissance économique mondiale devrait se fixer à 3,2 % et 3,4 %, respectivement en 2019 et 2020.

I.1. PAYS AVANCES

I.1.1. Activité économique

Dans les pays avancés, la croissance économique devrait baisser à 1,8 % et 1,7 %, respectivement en 2019 et 2020. Ce ralentissement serait imputable aux effets négatifs liés à la hausse des droits de douane ainsi qu'à la suppression progressive des mesures de relance budgétaires aux Etats-Unis.

Après avoir atteint un niveau de 2,9 % en 2018, la croissance américaine devrait reculer à 2,3 % en 2019 et 1,9 % en 2020, suite notamment à la suppression progressive des mesures de relance budgétaires et aux conséquences de la fermeture partielle des administrations fédérales. L'expansion économique étant déjà au-delà du potentiel, le défi des autorités américaines serait de réduire le ratio de la dette publique tout en veillant au maintien de mesures budgétaires visant l'accroissement des capacités intérieures. A moyen terme, la croissance économique de ce pays pourrait se fixer autour d'une moyenne de 1,6 %.

Dans la Zone euro, la croissance devrait légèrement fléchir à 1,3 % en 2019, avant de remonter à 1,5 % en 2020. Le ralentissement de la croissance, en 2019, tiendrait d'un certain nombre de facteurs, notamment : (i) des faiblesses dans la production et la demande industrielle après l'adoption de normes d'émissions automobiles révisées en Allemagne, (ii) la fragilité de la demande intérieure en Italie et l'impact négatif des manifestations de rue en France.

Au Japon, la croissance de l'activité économique devrait se fixer à 0,1 % et à 0,5 % respectivement en 2019 et 2020, suite notamment à l'introduction de certaines mesures supplémentaires de soutien de l'activité par la voie budgétaire.

I.1.2. Inflation

Dans les pays avancés, l'inflation se situerait à 1,7 % et 2,1 % respectivement en 2019 et 2020. Ce comportement attendu serait le corolaire d'un léger ralentissement de la croissance économique et du niveau attendu des cours des produits de base.

Aux Etats-Unis, suite à la présence d'un écart de production positif, l'inflation devrait se situer au-delà de la cible de la banque centrale durant les deux prochaines années. De ce fait, la hausse du niveau général des prix devrait atteindre 2,0 % en 2019 et 2,7 % en 2020.

Dans la Zone euro, l'inflation devrait s'établir à 1,3 % en 2019 et 1,6 % en 2020, puisque le niveau de la croissance économique devrait également être très proche de son potentiel.

I.2. PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

I.2.1. Activité économique

La croissance économique dans les pays émergents et en développement devrait se fixer à 4,4 % et 4,8 %, respectivement en 2019 et 2020. Le niveau de 2019 devrait s'expliquer notamment par le ralentissement de la croissance économique chinoise et les récessions économiques en Iran et en Turquie.

En Chine, il est attendu un taux de croissance économique de 6,3 % en 2019 et 6,1 % en 2020, contre une réalisation de 6,6 % en 2018. Ce ralentissement tiendrait de la guerre commerciale, menée sur fond de la hausse des tarifs douaniers, à laquelle se livre ce pays contre les Etats-Unis. En Inde, une hausse des investissements et de la consommation devrait porter la croissance économique à 7,3 % et 7,5 %, respectivement en 2019 et 2020.

En Afrique Sub-saharienne, l'activité économique devrait croître de 3,5 % en 2019 et 3,7 % en 2020. Cette accélération de la croissance serait notamment tirée par un niveau acceptable des cours de produits de base. Cependant, elle devrait différer d'un pays à l'autre à cause de la disparité du niveau de développement et du degré d'exposition aux chocs climatiques ou des produits de base. En Afrique du Sud, suite à la baisse des incertitudes liées aux élections de mai 2019, la croissance économique progresserait de 1,2 % en 2019 à 1,5 % en 2020.

Au Nigéria, la détente prévue des cours du pétrole devrait justifier une baisse des prévisions antérieures. En effet, l'activité économique ne devrait croître que de 2,1 % en 2019 et 2,5 % en 2020.

I.2.2. Inflation

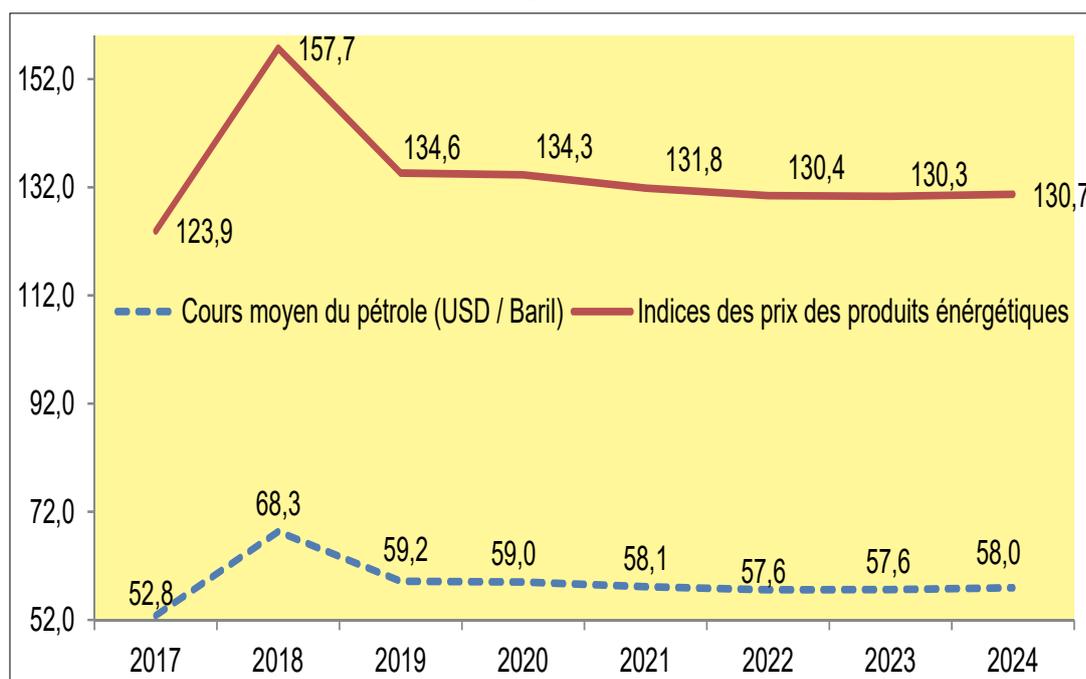
Dans les pays émergents et en développement hors Venezuela, l'inflation établie à 4,8 % en 2018 devrait se situer à 4,9 % en 2019, puis à 4,7 % en 2020. Dans ce groupe des pays, le niveau général des prix serait notamment tiré par le relèvement du taux de la taxe sur la valeur ajoutée en Russie et une accentuation progressive des tensions sur les prix en Inde.

En Chine, il est attendu un taux d'inflation de 2,3 % en 2019 et 2,5 % en 2020. En Afrique Sub-saharienne, l'inflation devrait passer de 8,5 % en 2018 à 8,1 % et 7,4 %, respectivement en 2019 et 2020, notamment à cause d'un niveau terne attendu des prix des produits énergétiques.

I.3. MARCHES DES PRODUITS DE BASE

L'indice des prix des produits énergétiques, comprenant les indices des prix du pétrole brut, du gaz naturel et du charbon devrait s'établir à 134,6 points et à 134,3 points, respectivement en 2019 et 2020, venant de 157,7 points en 2018. Cette baisse serait notamment due au recul attendu des cours du pétrole, suite notamment à l'excès de l'offre sur le marché. En effet, après s'être fixé à 68,3 USD le baril en 2018, le cours moyen du pétrole, représentant la moyenne des trois principaux marchés, devrait s'établir à des niveaux de 59,2 USD et 59,0 USD respectivement en 2019 et 2020.

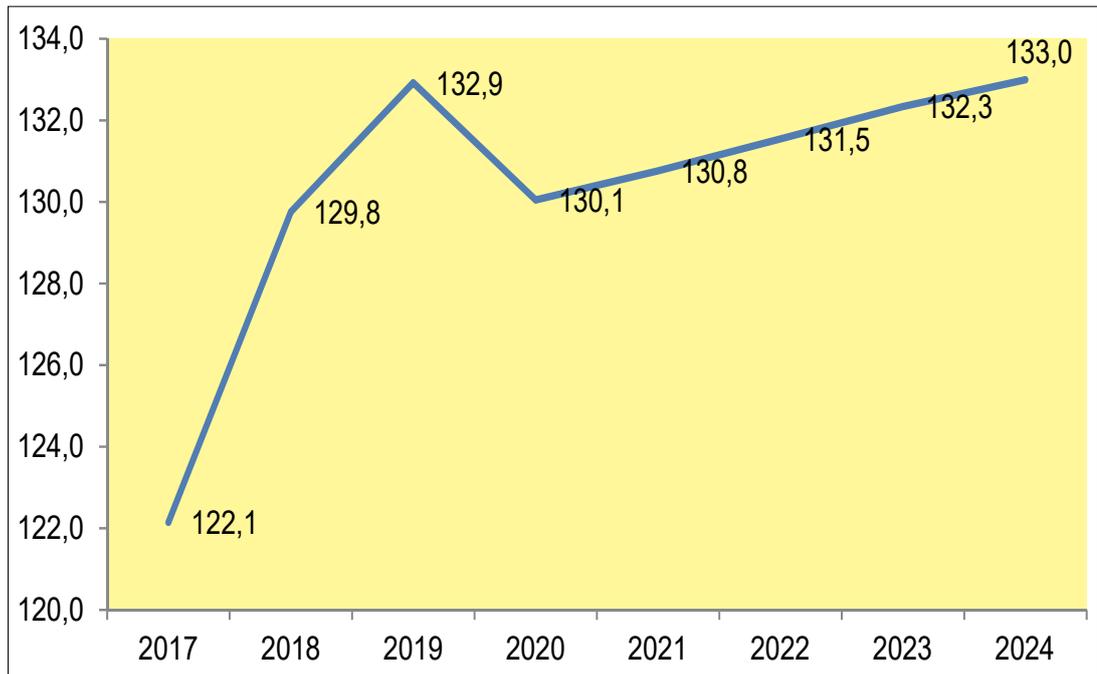
Graphique V.2 Prévisions des cours du pétrole et de l'indice des prix des produits énergétiques



Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du FMI.

Par contre, l'indice des prix des métaux, composé des indices des prix du cuivre, de l'aluminium, du minerai de fer, de l'étain, du nickel, du zinc, du plomb et de l'uranium, devrait augmenter de 2,4 % en 2019 et diminuerait de 2,2 % en 2020. La hausse de 2019 serait due à une demande plus forte que prévu de la Chine et une insuffisance de l'offre imputable à la réglementation environnementale plus stricte dans les principaux pays producteurs. A contrario, la baisse de 2020 découlerait de la modération du rythme de croissance mondiale et d'un nouveau ralentissement de l'économie chinoise.

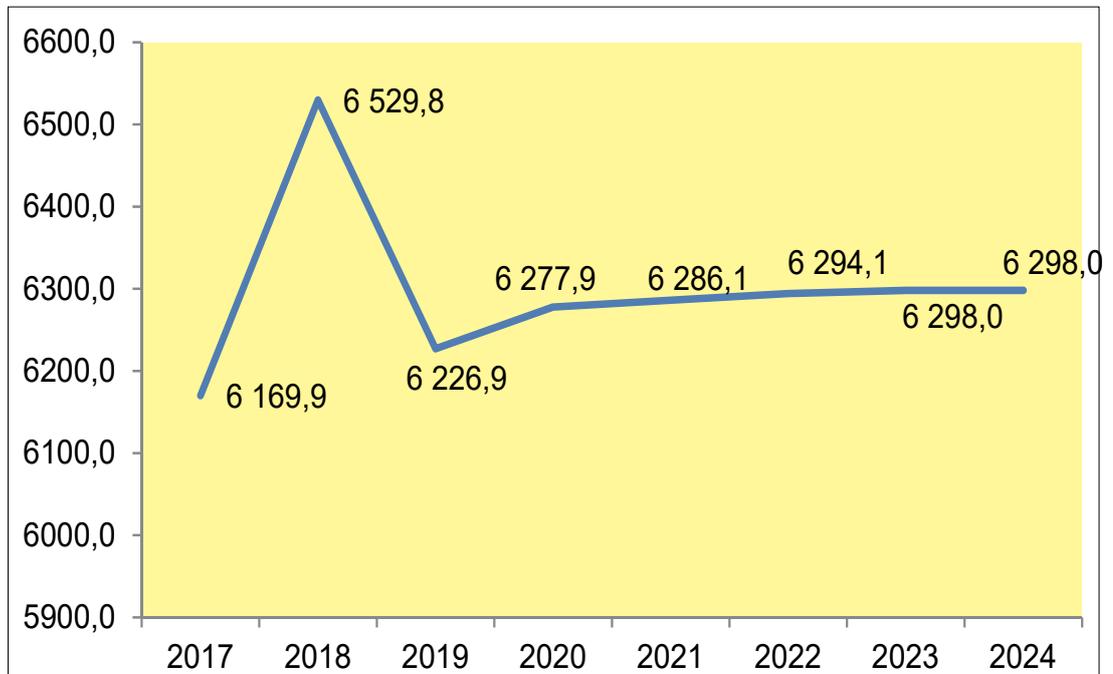
Graphique V.3 Prévisions de l'indice des prix des métaux
(en points)



Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du FMI.

Pour sa part, les cours du cuivre, devraient se situer autour d'une moyenne de 6.226,9 USD la tonne et 6.277,9 USD respectivement en 2019 et 2020.

Graphique V.4 Prévisions des cours du cuivre
(en USD la tonne)



Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du FMI.

I.4. PRINCIPAUX RISQUES PESANT SUR LES PERSPECTIVES MONDIALES

Selon le FMI et la Banque mondiale, un grand nombre de risques pèsent sur les perspectives économiques mondiales, entre autres :

- la persistance des tensions commerciales ;
- les risques de dégradation dans les pays d'importance systémique ;
- la détérioration inattendue dans les marchés internationaux ;
- la croissance plus lente que prévu de principales économies mondiales, telles que les États-Unis, la Zone euro, la Chine ; et
- les incertitudes politiques et géopolitiques.

Compte tenu de certaines frictions ressenties récemment dans les marchés financiers des pays émergents et en développement, à moyen terme, ces pays devraient s'engager dans des réformes visant l'amélioration des revenus intérieurs via le renforcement de la fiscalité. A long terme, il sera question de renforcer le capital humain, d'encourager l'intégration économique régionale et de réduire les barrières à l'investissement pour les petites et moyennes entreprises afin de stimuler la croissance économique.

Du côté de la politique monétaire, ces pays devraient s'atteler à l'ancrage des anticipations inflationnistes pour éviter à ce que les récentes dépréciations ne puissent se répercuter sur les prix intérieurs.

CHAPITRE II

PERSPECTIVES INTERIEURES 2019-2020

L'économie nationale devrait légèrement fléchir à court terme et se relever à moyen terme, dans un contexte de décélération du rythme de formation des prix et d'accalmie qui devrait s'observer au niveau du marché des changes. L'évolution de l'activité économique devrait être confortée par l'amélioration attendue des échanges avec l'extérieur et la bonne tenue des finances publiques. Dans l'optique de la poursuite de la coordination des politiques macroéconomiques, les agrégats monétaires évolueraient en adéquation avec l'activité économique.

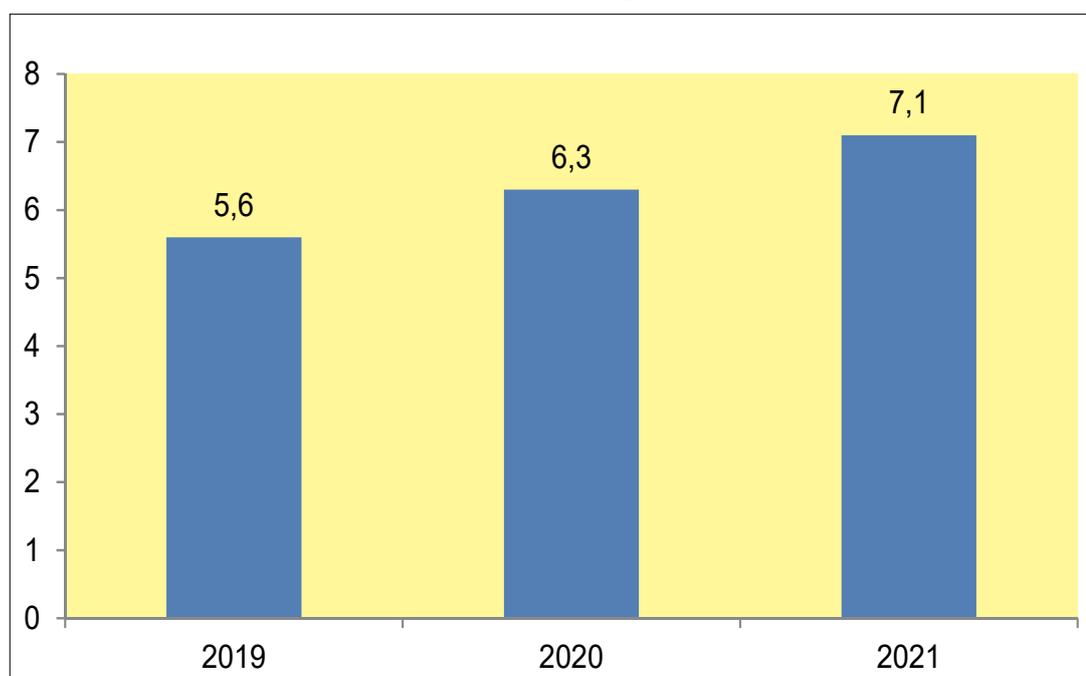
II.1. SECTEUR REEL

II.1.1. Perspectives de croissance économique

Le profil de l'activité économique devrait se consolider autour d'un taux de croissance moyen de 6,3 %, sous l'impulsion des secteurs primaire et tertiaire, ainsi que dans une moindre mesure du secteur secondaire. En effet, selon les hypothèses formulées par le Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique (CPCM), la croissance du PIB réel s'établirait à 5,6 % en 2019, et 6,3 % en 2020.

Graphique V.5 Croissance du PIB réel 2019-2021

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données tirées du CPCM.

L'approche par la production indique que le secteur primaire demeurera le moteur de la croissance, suivi des secteurs tertiaire et secondaire. Au niveau du secteur primaire, Il est postulé le passage d'une croissance de 6,2 % en 2019 à 7,0 % en 2021. En termes de contribution à la croissance, sa part devrait passer de 2,8 points en 2019 à 3,1 points en 2021. Cette amélioration de la contribution du secteur primaire serait consécutive à la consolidation attendue au niveau de la production minière, laquelle devrait faire passer la contribution de la branche « Industrie extractive » de 2,3 points de croissance en 2019 à 2,7 points en 2021. En effet, il est attendu une augmentation de la production minière, notamment celle du cuivre, laquelle devrait passer de 1,4 million de tonnes en 2019 à un niveau supérieur à 1,5 million en 2021. De même, la production du cobalt devrait passer de 84,2 milliers de tonnes en 2019 à 92,4 milliers en 2021.

Tableau V.1 Contributions sectorielles à la croissance du PIB réel de 2019-2021
(en points de croissance)

secteurs de production	2019	2020	2021
Secteur primaire	2,77	2,98	3,14
Agriculture, Chasse, Sylviculture et Pêche	0,5	0,37	0,46
Industrie extractive	2,27	2,61	2,68
Secteur secondaire	1,39	1,24	1,42
Industries manufacturières	0,41	0,21	0,32
Électricité, gaz et eau	0,03	0,04	0,07
Bâtiments et Travaux publics	0,96	0,99	1,03
Secteur tertiaire	1,43	2,04	2,48
Transports et communications	0,35	0,69	0,85
Commerce de gros et de détail	0,51	0,84	1,04
Autres services	0,57	0,51	0,59
PIB au prix de base	5,59	6,26	7,04
Taxes sur les produits	0,03	0,08	0,1
PIB à prix constants	5,62	6,34	7,14

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données tirées du CPCM.

Concernant le secteur secondaire, il connaîtrait une croissance moyenne de 8,3 % sur la période prévisionnelle. L'apport de ce secteur à la création des richesses croîtrait ainsi de 1,39 point en 2019 à 1,42 point en 2021, suite à la bonne tenue attendue au niveau de la branche « Bâtiments et Travaux publics ». En effet, cette branche croîtrait, en moyenne annuelle, de 21,6 %, entraînant ainsi une forte augmentation de la production nationale de ciment à moyen terme, en relation avec la redynamisation des travaux de réhabilitation et de construction des infrastructures d'intérêt public.

Enfin, la contribution du secteur tertiaire se chiffrerait à 2,5 points de croissance en 2021 contre 1,4 point en 2019. Cette situation résulterait principalement d'une amélioration attendue aux niveaux des branches « Commerce » et « Transports et communications ». En effet, dans un contexte d'amélioration des conditions intérieures, la part de la branche « Commerce » dans la croissance atteindrait 1,0 point en 2021 venant de 0,5 point deux années avant. Pour ce qui est de la

branche « Transports et communications », sa contribution, dans la perspective du développement du trafic inter province et de la modernisation des routes transfrontalières, se situerait autour de 0,4 point en 2019 et 0,9 point en 2021.

Pour ce qui est de la demande, la consommation finale des ménages représenterait 71,0 % en 2019 et 62,5 % en 2021. La part de la consommation finale des Administrations publiques dans le PIB passerait de 5,8 % en 2019 à 6,0 % en 2021, traduisant un effort d'accroissement des dépenses courantes, notamment celles de salaires.

La part des investissements bruts dans le PIB passerait de 39,6 % en 2019 à 45,2 % en 2021, du fait de l'accroissement des investissements publics et privés. La hausse de la part des investissements publics, passant de 4,2 % du PIB en 2019 à 4,5 % en 2021, serait due notamment à l'impact attendu des travaux d'infrastructures de base alors qu'au niveau du secteur privé, cette progression s'expliquerait, essentiellement par la remontée des IDE du fait de l'amélioration du climat des affaires.

Tableau V.2 Structure de l'emploi du PIB réel de 2019-2021
(en pourcentage)

Structure	2019	2020	2021
Produit Intérieur Brut	100	100	100
Consommation	71	67,6	62,8
Secteur public	5,8	5,9	6
Secteur privé	65,2	61,7	56,8
Investissements bruts	39,6	42,6	45,2
Secteur public	4,2	4,8	4,5
Secteur privé	35,5	37,8	40,7
Exportations de biens et services	31	29,1	29,4
Produits miniers	27,3	25,5	25,9
Importations de biens et services	41,7	39,3	37,4
Consommations	7	6,1	5,8
Équipements	14	13,9	13,7
Intermédiaires	12,5	12,1	11,8

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données tirées du CPCM.

II.1.2. Prix intérieurs

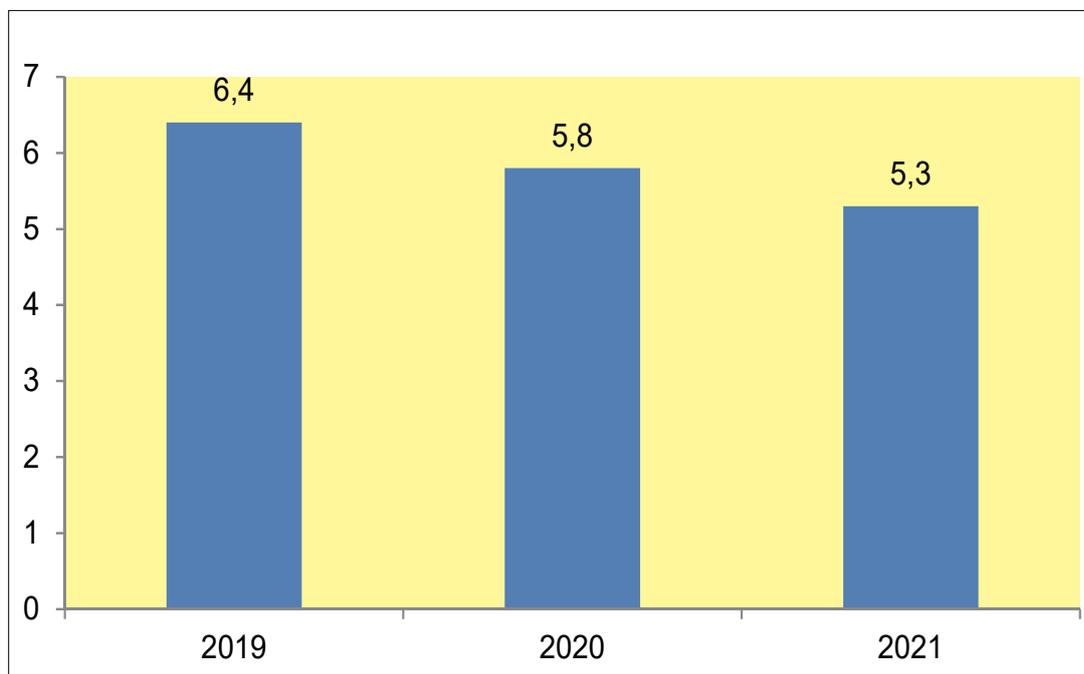
Le rythme de formation des prix intérieurs, de 2019 à 2021, devrait rester sous contrôle, en vue de pérenniser la stabilité du cadre macroéconomique et impulser la croissance économique. Durant la période prévisionnelle, l'Autorité monétaire maintiendrait l'objectif d'inflation de moyen terme de 7,0 %. La réalisation de cet objectif nécessiterait la poursuite à court et moyen terme de la bonne coordination des politiques macroéconomiques.

En glissement annuel, l'inflation projetée en 2019 se situerait à 6,4 % et pourrait être ramenée autour de 5,3 %. Cette décélération anticipée des prix à moyen terme serait consécutive à la poursuite de la gestion sur base caisse et à l'accroissement

maitrisé des moyens de paiements, dans un contexte d'absence de chocs majeurs sur le plan international.

Graphique V.6 Prévisions annuelles du taux d'inflation de 2019 à 2021

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de l'INS.

II.2. SECTEUR PUBLIC

La gestion des finances publiques devrait être caractérisée par une amélioration de la mobilisation des ressources intérieures et par un accroissement significatif des dépenses en capital, dans un contexte de rationalisation des dépenses courantes. Rapporté au PIB, le solde des opérations financières de l'Etat devrait se clôturer par un léger déficit de 0,01 % en 2019 et 0,10 % en 2021.

Tableau V.3 Recettes et des dépenses publiques 2019-2021

(en pourcentage du PIB)

	2019	2020	2021
Recettes et dons	12,1	12,6	13,1
Recettes fiscales et non fiscales	10,7	11,4	11,8
Recettes fiscales	8,9	8,5	8,9
Recettes non fiscales	1,8	2,9	2,9
Dons (courants)	1,4	1,2	1,3
Total dépenses	12,1	12,7	13,2
Dépenses courantes	7,7	8,2	9
Dépenses en capital	3,9	4,1	3,8
Solde général consolidé (base caisse)	-0,01	-0,08	-0,1

Source : Banque Centrale du Congo, sur base du CPCM.

II.2.1. Ressources publiques

La stratégie budgétaire mise en place ferait passer les recettes totales de 10,0 % en 2019 à 11,8 % du PIB en 2021. Elles seraient essentiellement constituées de recettes fiscales qui représenteraient, en moyenne annuelle, 78 % des ressources totales sur la période. Les recettes fiscales passeraient de 7.202,0 milliards de CDF à 9.916,0 milliards entre 2019 et 2021. Cette performance serait le fait de la bonne tenue attendue des recettes provenant de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) et de la Direction Générale des Impôts (DGI) qui représenteraient, en moyenne, respectivement 3,1 % du PIB et 5,4 % sur la période sous étude. Les recettes non-fiscales, administratives et domaniales, se situeraient à 1,7 % du PIB en 2019 et pourraient atteindre 2,9 % en 2021.

II.2.2. Dépenses publiques

Au niveau des dépenses publiques, les mesures d'accompagnement de la gestion budgétaire devraient permettre le recadrage des dépenses prioritaires et consacrer l'efficacité des dépenses. Entre 2019 et 2021, les dépenses totales passeraient de 9.777,0 milliards de CDF à 14.634,0 milliards. Les dépenses courantes représenteraient 7,2 % du PIB en 2019 et 9,0 % en 2021.

Les dépenses en capital devraient être boostées par les crédits prévus dans le cadre de la réhabilitation des routes de desserte agricole, l'intensification du développement des infrastructures énergétiques et divers projets de construction. En pourcentage du PIB, ces dépenses connaîtraient une progression de 3,6 % en 2019 et 3,8 % en 2021.

II.3. SECTEUR EXTERIEUR

Les échanges extérieurs devraient s'améliorer sur la période prévisionnelle, à la faveur de la bonne tenue des cours des produits de base sur le marché international et du fait de l'attrait attendu des flux des capitaux, dans un contexte d'assainissement de l'environnement macroéconomique Congolais.

II.3.1. Evolution de la balance des paiements

La balance des paiements devrait afficher une réduction des besoins de financement sur toute la période prévisionnelle, laquelle serait consécutive à l'atténuation du déficit du compte courant et l'amélioration du compte capital.

Tableau V.4 Balance des paiements 2019-2021
(en pourcentage du PIB)

	2019	2020	2021
I. compte courant ou transactions courantes	-3,61	-3,09	-2,70
1. Compte des biens	2,37	2,01	2,55
2. Compte des services	-4,98	-4,40	-4,21
3. Compte des revenus primaires	-3,61	-3,36	-3,45
4. Compte des revenus secondaires	2,61	2,66	2,42
II. Compte du capital	0,06	0,21	0,21
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)	-3,56	-2,88	-2,49
III. Compte financier			
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	-4,49	-4,16	-3,73
dont Investissements directs	-2,53	-2,61	-2,36
- <i>Accroissement net des passifs financiers (IDE entrants)</i>	-2,53	-2,61	-2,36
Erreurs nettes et omissions	-0,93	0,00	0,00

Source :

II.3.1.1. Compte courant

Le déficit du compte courant pourrait se situer à 3,6 % du PIB en 2019 et 3,1 % en 2020. L'atténuation de ce déficit se justifierait par l'évolution favorable attendue au niveau de la balance des biens et de l'amélioration du compte des revenus secondaires.

II.3.1.2. Compte de capital

Le solde du compte de capital devrait rester légèrement excédentaire sur la période prévisionnelle. En pourcentage du PIB, il passerait de 0,1 % en 2019 à 0,2 % en 2021.

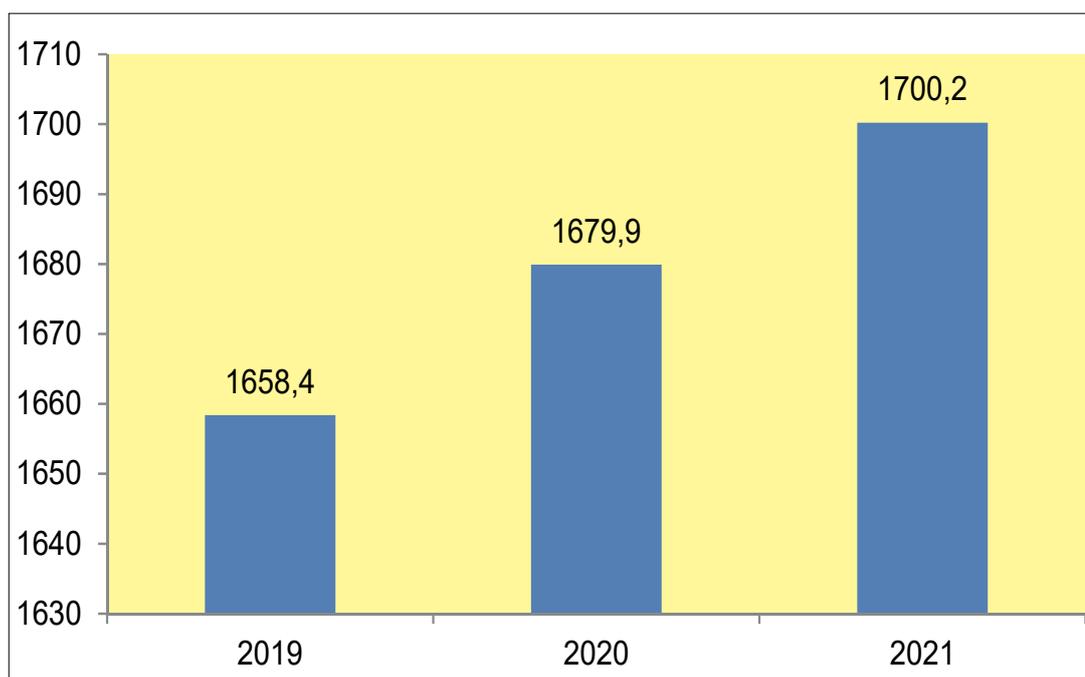
II.3.1.2. Compte financier

Ce compte dégagerait un besoin de financement, lequel s'atténuerait de 4,5 % du PIB en 2019 à 3,7 % en 2021. Cette situation résulterait notamment des entrées de devises au titre de rapatriement des recettes d'exportation, au regard du respect des prescrits du nouveau code minier et de la réglementation du change.

II.3.2. Evolution du taux de change

Sur le marché des changes, il est attendu une faible volatilité de la monnaie nationale. En moyenne annuelle, le franc Congolais connaîtrait une dépréciation d'environ 1,3 % sur la période prévisionnelle. Ainsi, le taux de change à fin période passerait de 1.658,4 CDF le dollar américain en 2019 à 1.679,9 CDF en 2020. L'évolution du franc congolais à moyen terme devrait être en adéquation avec l'activité économique. Pour ce faire, l'Autorité monétaire devrait maintenir l'objectif du lissage des fluctuations du taux de change, en vue de maintenir à court et moyen termes, la stabilité du cadre macroéconomique.

Graphique V.7 Evolution du taux de change de 2019 à 2021
(USD/CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

II.4. SECTEUR MONETAIRE

II.4.1. Conduite de la politique monétaire

La conduite de la politique monétaire de la BCC devrait être marquée par l'assouplissement des instruments dans un contexte d'amélioration des conditions intérieures. En effet, le taux directeur se situerait à 9,0 % en 2019, venant de 14,0 %. Les coefficients de la réserve obligatoire resteraient inchangés, pour raison de prudence dans la gestion de la liquidité. S'agissant du Bon BCC, il jouerait le rôle de réglage-fin à la faveur de l'émission des Bons du Trésor. Dans ce contexte, le CNE se contracterait de 18,1 %, sur fond d'une gestion sur base caisse.

A moyen terme, l'action de la Banque Centrale du Congo devrait viser le maintien de l'inflation, à un niveau faible et stable, dans une fourchette de 4,0 % à 7,0 %, afin de soutenir durablement l'activité économique. Pour ce faire, le taux directeur se situerait entre 9,0 % et 5,0 %.

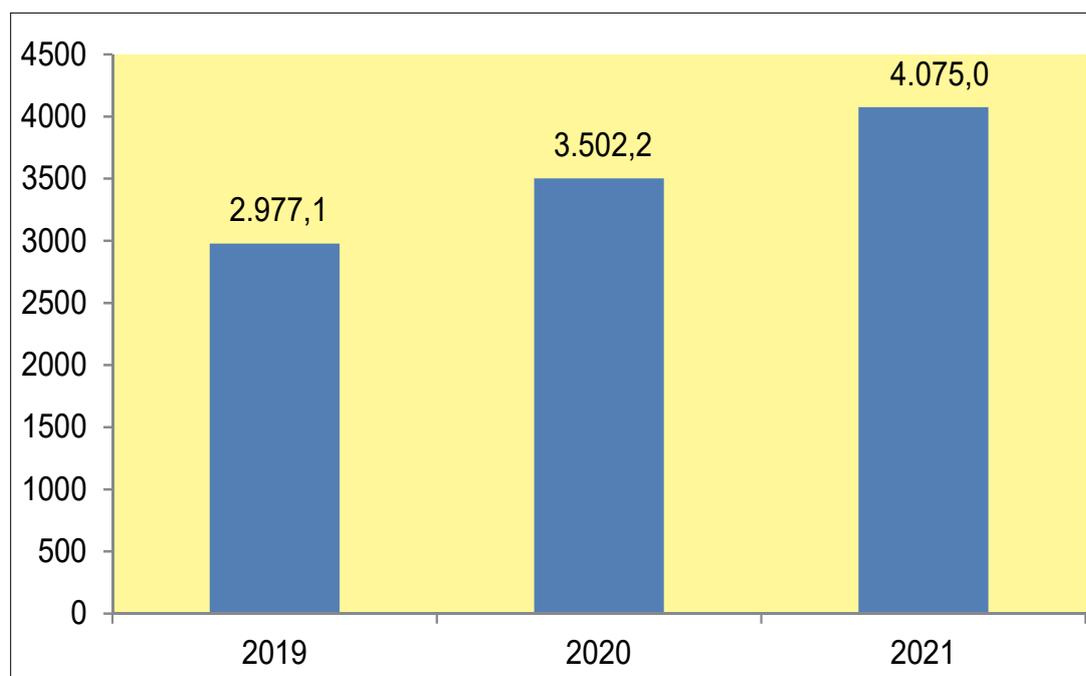
En outre, la Banque Centrale veillera à la mise en place d'un guichet de refinancement long et développera les opérations d'Open-Market, afin d'atteindre à la fois les objectifs fondamentaux relatifs à la stabilité macroéconomique et à la promotion du système financier national. Ainsi, son dispositif de fourniture de liquidité à l'économie serait amélioré via le refinancement accordé par voie d'adjudications et par des maturités relativement plus longues.

II.4.2. Projection de la base monétaire

La base monétaire au sens large se situerait à 2.977,1 milliards de CDF à fin décembre 2019 et à 3.502,2 milliards à fin décembre 2020. Cette progression de la base monétaire s'expliquerait essentiellement par l'accroissement des AEN à hauteur de 662,2 milliards.

Graphique V.8 Evolution de la base monétaire de 2019 à 2021

(en milliards de CDF)

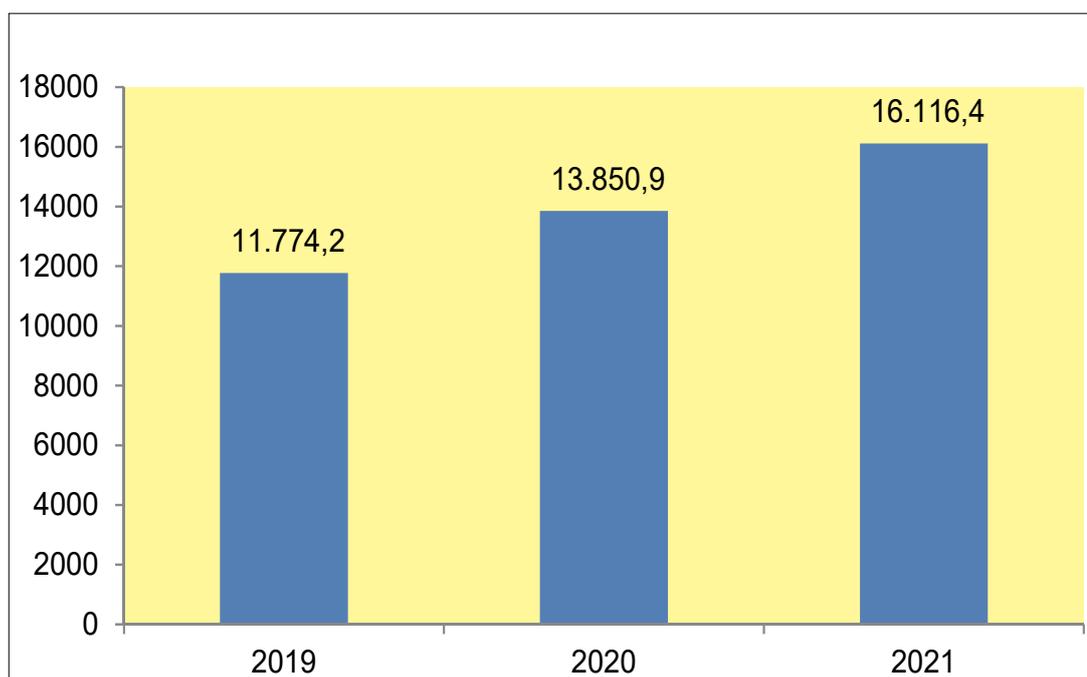


Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du CPCM.

II.4.3. Projection de la masse monétaire (M2)

Selon les projections du Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique (CPCM), la masse monétaire devrait se situer à 13.850,9 milliards de CDF à fin décembre 2020 contre 11.774,2 milliards à fin décembre 2019, en adéquation avec l'évolution attendue de l'activité économique. Cette progression s'expliquerait principalement par l'augmentation significative des AIN et, dans une moindre mesure, par une faible amélioration des AEN du système bancaire.

Graphique V.9 Evolution de la masse monétaire de 2019 à 2021
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du CPCM.



DEUXIEME PARTIE

ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE



De gauche à droite, le Vice-Gouverneur Jules BONDONBE ASSANGO
et le Gouverneur Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO

TITRE I

ADMINISTRATION ET CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE

CHAPITRE I

ADMINISTRATION

Les organes d'administration et de contrôle de la Banque Centrale du Congo sont le Conseil de la Banque, le Gouverneur et le Collège des Commissaires aux comptes.

I.1. CONSEIL DE LA BANQUE

Le Conseil de la Banque est composé, à fin 2018, de :

- M. Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO, Gouverneur et Président ;
- M. Jules BONDOMBE ASSANGO, Vice-Gouverneur ;
- M. Roger MASAMBA MAKELA, Administrateur ;
- M. ISSA SELEMANI, Administrateur ;
- M. Omer TSHIUNZA MBIYE, Administrateur ;
- M. Albert YUMA MULIMBI, Administrateur ;
- Mme Mireille SULIA KITAMBAMA, Administrateur.

Le Conseil de la Banque est l'organe qui conçoit, oriente la politique de la Banque et en contrôle la gestion. Il prend tout acte intéressant la Banque, notamment la définition et la mise en œuvre des politiques monétaire et de change, l'élaboration du budget et l'établissement des comptes annuels ainsi que la définition du statut des agents.

Conformément à son Règlement d'Ordre Intérieur, le Conseil de la Banque a tenu plusieurs réunions ordinaires au cours de l'exercice 2018, au cours desquelles des décisions importantes ont été prises, notamment :

- l'inauguration des Directions Provinciales de Lubumbashi et de Matadi ;
- l'application de la Loi n°16/009 du 15 juillet 2016 relative au régime général de la sécurité sociale en rapport avec l'âge d'admission d'office à la retraite ;
- Situation de la Direction de l'Hôtel des Monnaies : rapporter la Décision n°015 du 25 juillet 2019 ;
- Fermeture des Agences Autonomes de Kabinda, Lodja et Mwene-Ditu, et ouverture des Agences Mandataires ;
- Recommandation de procéder à l'évaluation des prestations de Strategos Hôpitaux du Congo et la nomination d'un représentant de la Banque au sein du Comité de Gestion ;
- Clôture comptable de l'Exercice 2017 et approbation du Budget de l'Exercice 2019.

I.2. LE GOUVERNEUR

La Haute Hiérarchie de la Banque Centrale est dirigée par le Gouverneur et assistée d'un Vice-Gouverneur. Dans l'exercice de ses fonctions, le Gouverneur prépare et met en œuvre les résolutions du Conseil d'Administration. Il assure également la gestion courante de l'Institut d'Emission et la mise en œuvre de la politique monétaire. La fonction de Gouverneur est exercée par Monsieur Deogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO et celle de Vice-Gouverneur par Monsieur Jules BODOMBE ASSANGO.

La Haute Direction est assistée par un cabinet.

I.3. STRUCTURES DE CONTROLE

Outre le collège des commissaires aux comptes prescrit par le législateur, la Banque Centrale dispose également d'autres structures de contrôle, à savoir: le Comité d'Audit et la Direction de l'Audit Interne.

I.3.1. Collège des commissaires aux comptes

Le Collège des commissaires aux comptes exerce un contrôle des opérations financières de la Banque. A cet égard, il vérifie les livres, les caisses, le portefeuille et les valeurs de la Banque. Il contrôle la régularité et la sincérité des inventaires et certifie le bilan annuel et le tableau de formation des résultats.

Il est composé de: M. Nico MABATA NTANTU;
M. Dany NKUVU;
M. André FOKO TOMENA.

I.3.2. Comité d'audit et de gouvernance

Le Comité d'Audit est un organe relevant du Conseil d'Administration de la Banque. Il a pour mission d'assurer le suivi de l'exécution des missions ponctuelles de contrôle ou d'enquête telles que reprises dans le planning de la Direction de l'Audit Interne.

Ce Comité est composé de quatre administrateurs ci-après:

Coordonnateur: M. YUMA MULIMBI;
Membres: M. TSHIUNZA MBIYE;
M. MASAMBA MAKELA;
M. ISSA SELEMANI.

I.3.2. Direction de l'audit interne

L'Audit Interne est l'organe chargé de la prévention des risques et pertes en vue de garantir l'efficacité, la transparence et la bonne gouvernance de la Banque. A cet effet, l'Audit interne :

- (I) exerce une activité permanente de surveillance et de contrôle sur le fonctionnement et la gestion de l'Institut d'Emission ; et
- (II) propose à la Haute Direction des mesures susceptibles de contribuer à la prévention des cas de mauvaise gestion, à l'accroissement du rendement au sein de la Banque par la qualité de ses services et à l'amélioration de la fiabilité de l'information financière.

CHAPITRE II

CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE

A fin décembre 2018, la liste des Cadres dirigeants de la Banque se présente comme suit :

II.1. HAUTE DIRECTION

M. Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO : Gouverneur

M. Jules BONDONBE ASSANGO : Vice-Gouverneur

II.2. CABINET DU GOUVERNEUR

- M. N'SA ELONGO : Directeur du Cabinet
- M. MAWAKANI SAMBA : Conseiller en charge du Suivi des Relations avec le Gouvernement et les Institutions Financières Multilatérales
- M. MALATA KAFUNDA : Conseiller en charge du Suivi de la Politique Monétaire
- Mme N'KONDI NSALA : Conseiller en charge de la Supervision Bancaire et du Suivi des Institutions des Micro-Finances
- M. EKETEBI MOYIDIBA : Conseiller en charge des Questions de Gestion Administrative et du Suivi des Activités des Directions opérationnelles
- M. BAGALWA MURHULA : Conseiller en charge du Suivi des Activités des Entités Provinciales et de la mise en cohérence des secteurs de l'économie
- Mme ILUNGA KABUYA : Conseiller en charge de la Coopération Régionale et du Suivi de l'Assistance Technique
- M.N'KAMBUA : Conseiller en charge du Suivi de la Maintenance du Système d'Information et de l'Implémentation des Projets informatiques
- MUKANKU
- M. PLANTE KIBADHI : Conseiller en charge de la Communication
- Mme PUNGU LUAMBA : Conseiller en charge du Protocole et des Relations Publiques de la Haute Direction
- M. SANGWA LUMBU : Conseiller en charge du Suivi des Activités des Directions opérationnelles et des projets autres que les projets informatiques.

II.3. DIRECTIONS ET ORGANES DU SIEGE

II.3.1. DIRECTION GENERALE DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET DES OPERATIONS BANCAIRES

Direction Générale

M. KAYEMBE wa KAYEMBE : Directeur Général

Cellule de Coordination de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires

M. BORAUZIMA KABUNGU BOBO : Coordonnateur

Direction de la Trésorerie

M. MULAMBA MUSAFIRI : Responsable

Mme KAPIPA BIARUGA : Responsable-Adjoint

Direction des Analyses Economiques

M. MWANA NKWARA : Responsable

Direction de la Recherche et des Statistiques

M. DJAMBA TAMBWE ELUHU : Responsable

Direction des Opérations Bancaires et des Marchés

M. MUGANZA BEYA : Responsable

Sous-Direction des Opérations Bancaires

Mme MULENGEZI CHISHIBANJI : Responsable

Sous-Direction des Marchés

M. MBOMA NDONGO : Responsable

Direction des Systèmes de Paiement

M. SIAZO GINI : Responsable

M. LUBOA NGOVO : Responsable-Adjoint

Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers

M. KALUBI KAYEMBE: Responsable

Sous-Direction de Contrôle permanent des banques et autres intermédiaires financiers

M. KAVULA MUHETA: Responsable

Sous-Direction de Contrôle sur place

M. KALOMBO NSENDA: Responsable

Sous-Direction de Contrôle permanent de la Micro-finance

Mme NDAYA ILUNGA: Responsable

II.3.2. DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION ET SERVICES TECHNIQUES

Direction Générale

M. MOSEI NSAMBI: Directeur Général

Cellule de Coordination de la Direction Générale de l'Administration et Services Techniques

M. KAFUMBA WA KISUMBULE: Coordonnateur

Direction des Ressources Humaines

Mme KAHAMBA SALIMA: Responsable

Mme EBAMBA NYALIWANGA: Responsable-Adjoint

Direction de la Comptabilité et du Budget

M. OKENDE NGONGO: Responsable

M. UNYON PEWU ALI NEGA: Responsable-Adjoint

Direction de l'Administration Générale

M. MUKINAYI TSHIMANGA: Responsable

M. MUTU MAKUMBU: Responsable-Adjoint

Sous-Direction des Approvisionnements

M. MASANGU ILUNGA : Responsable

Direction de l'Informatique

M. BOLIPOMBO M'BOMBO : Responsable

Sous-Direction du Développement et Maintenance

M. BOSONGA EKILA : Responsable

Sous-Direction de l'Infrastructure

M. BOFALA BEKANGA : Responsable

Direction Juridique

M. RAMAZANI MWAMBO : Responsable

Mme LUNDULA SIFA : Responsable-Adjoint

II.3.3. STRUCTURES AUTONOMES**Audit Interne**

Mme SHABANI ANIFA : Auditeur Général

Sous-Direction de Contrôle et Conformité

M. MPUNGA TSHIYOMBO : Responsable

Sous-Direction de la Gestion des Risques

M. GERE KWAGALEME : Responsable

Direction du Changement

M. LUSAMBA NTUMBA : Responsable

Cellule Technique d'Appui au Réseau des Entités Provinciales

M. NTAMBUKA ZABIKA : Responsable

Sous-Direction de la Sécurité du Siège et des Entités provinciales

M. BISSIMWA NYUNDA : Responsable

Caisse de Retraite

M. MUKIZA MUHIMA : Coordonnateur

Hôtel des Monnaies

M. IPANGA MUNENGE : Directeur Responsable

Sous-Direction de Contrôle et Sécurité de l'Hôtel des Monnaies

M. MUAMBA KABOTO : Responsable

Direction Technique

M. NGONGO NGOYI BOSADI : Responsable

Sous-Direction de la Production des Billets de banque

M. KABEYA SOSOLO : Responsable

Sous-Direction de la Production des Documents de Sécurité

M. MASUMBUKO NGWEMA

Sous-Direction de la Maintenance

M. MBANGU KASALUMUNA : Responsable

Direction Commerciale

M. ILUNGA KAHIMBA : Responsable

II.3.4. DIRECTIONS PROVINCIALES

Direction Provinciale de Lubumbashi

M. SANGWA MULOBEWA : Responsable

M. MATONDO MBWANGI : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Mbuji- Mayi

M. IMIDY PENE MALEMBA : Responsable

M. KALOMBO NTUMBA : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Kananga

- M. LENGWE BIN KAUMBA : Responsable
- M. SAKUNGU KAKOLA : Responsable Adjoint

Direction Provinciale de Matadi

- M. YUMA BIN YUMA : Responsable
- M. KABASELE TSHIPAMBA : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Bandundu

- M. KANDOLO DIAMAWA : Responsable
- M. KAMPANGA KATEMBWE : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Mbandaka

- M. MABAKU KINSUMUNA : Responsable
- M. UMBA DIBWE : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Kisangani

- M. AISSI YUMA MWANA : Responsable
- M. BENGANYA NAMWIJIMA : Responsable-Adjoint a.i.

Direction Provinciale de Bukavu

- Mme MUBALAMA MUKUZO : Responsable
- M. AISSI YUMA MWANA : Responsable Adjoint

Direction Provinciale de Goma

- M. TSHIALATA TSHAHWA : Responsable
- M. MALEMP A BOSHAB : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Kindu

- M. NTAHONSIGAYE RUGIRA : Responsable
- M. ADEITO KEMISA : Responsable-Adjoint

II.4.5. AGENCES AUTONOMES

Agence de Boende

M. BOTAKA BOKANGA HOPPY : Chef d'Agence

Agence de Boma

M. ONOYA KAHODI : Chef d'Agence

Agence de Bumba

M. KUMBU BADIANGA : Chef d'Agence

Agence de Gbadolite

M. KOYAKONZI AHONZIALA : Chef d'Agence

Agence d'Ilebo

M. TSHIBUABUA WA TSHIBUABUA : Chef d'Agence

Agence d'Inongo

M. EBENGO IYUMBUTA : Chef d'Agence

Agence de Kalemie

M. KABANGE NGOIE : Chef d'Agence

Agence de Kamina

M. KABALA NSENGA : Chef d'Agence

Agence de Kasumbalesa

M. MUANJI BAPANGE : Chef d'Agence

Agence de Kikwit

M. MUYEBA KADENGA : Chef d'Agence

Agence de Kongolo

M. MUYUMBA KAHOZI : Chef d'Agence

Agence de Tshikapa

M. LAVU TALA TULA : Chef d'Agence

Agence de Zongo

M. BULAMBO MUKINGI : Chef d'Agence

Agence de Buta

M. KOMBO NGBUKA : Chef d'Agence

TITRE II

ACTIVITES DE LA BANQUE

CHAPITRE I

GESTION FIDUCIAIRE

En 2018, les émissions monétaires ont été réalisées à 86,9 % de la programmation, soit une marge non utilisée de 78,4 milliards de CDF. Cette situation est justifiée par un bon niveau des disponibilités en billets propres et par la couverture en devises étrangères de certaines dépenses de l'Etat, laquelle a atténué le recours au Franc congolais.

En ce qui concerne les destructions des billets impropres à la circulation, elles se sont inscrites à la hausse durant l'exercice, sous l'impulsion notamment des destructions en provinces.

Quant aux mouvements aux guichets, ils se sont traduits par des accroissements des retraits et des versements.

I.1. EMISSIONS ET DESTRUCTIONS DES SIGNES MONETAIRES

En 2018, les émissions monétaires ont enregistré une baisse de 43,5 %, se chiffrant à 293,1 milliards de CDF. Cette évolution a résulté du recul de 16,6 % des émissions brutes, combiné à une augmentation remarquable des destructions des billets impropres à la circulation (BIC) de 113,9 %.

I.1.1. Emissions monétaires brutes

Au terme de l'année 2018, les réalisations des émissions monétaires se sont chiffrées à 521,6 milliards de CDF contre une prévision de 600,0 milliards et une réalisation de 625,4 milliards en 2017.

Tableau 2.1 Evolution des émissions monétaires
(en milliards de CDF)

Année	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2017	25,8	69,9	26,5	94,1	25,3	78,5	24,0	89,5	11,5	82,2	14,1	83,8	625,4
2016	5,4	43,3	9,2	52,2	6,2	34,1	8,9	58,4	23,8	65,9	72,5	42,6	422,3
2018	10,6	77,1	16,2	71,2	8,0	53,7	17,3	82,9	12,3	79,4	17,5	75,4	521,6

Source : Banque Centrale du Congo.

La part des billets neufs destinée aux paiements au Siège est passée de 35,1 % à 29,7 %, d'une année à l'autre, tandis que celle affectée aux envois en provinces a été de 70,3 % contre 64,9 % en 2017.

Tableau 2.2 Répartition des billets émis entre Siège et Entités Provinciales
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2018	Paiements au Siège	10,6	14,8	16,2	11,1	8	9,6	13,2	15,1	12,3	13,4	17,5	13,3	155
	Envois en provinces	-	62,4	-	60,1	-	44,1	4,1	67,8	-	66	-	62,1	366,6
	Total	10,6	77,1	16,2	71,2	8,0	53,7	17,3	82,9	12,3	79,4	17,5	75,4	521,6
2017	Paiements au Siège	13,8	19,3	26,5	24,6	18,3	14,7	24,0	16,8	11,5	12,9	14,1	22,8	219,4
	Envois en provinces	12,0	50,7	-	69,5	7,0	63,8	-	72,7	-	69,3	-	61,0	406,0
	Total	25,8	69,9	26,5	94,1	25,3	78,5	24,0	89,5	11,5	82,2	14,1	83,8	625,4
2016	Paiements au Siège	5,4	9,7	9,2	11,4	6,2	7,3	8,9	9,5	19,8	16,5	25,8	36,1	165,7
	Envois en provinces	-	33,6	-	40,8	-	26,8	-	49,0	4,0	49,3	46,7	6,5	256,6
	Total	5,4	43,3	9,2	52,2	6,2	34,1	8,9	58,4	23,8	65,9	72,5	42,6	422,3

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, les banques agréées sont demeurées le canal privilégié pour la mise en circulation des billets neufs, leur part dans les paiements en billets neufs étant prépondérante. En effet, en 2018, cette part est évaluée à 88,5 % contre 74,6 % une année auparavant.

Tableau 2.3 Répartition des paiements en billets neufs aux guichets du Siège
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2018	du Trésor	0	-	0,6	-	-	0,4	-	-	-	-	0	-	1
	de la BCC	0,5	0,5	2,3	1,2	1,6	0,7	1,1	2,3	0,8	0,7	1,7	2,8	16,1
	des Banques	10	14,3	13,3	9,8	6,4	8,5	12,1	12,7	11,4	11,7	16,6	10,3	137,1
	des Particuliers	0,1	0	0	0	0,1	0,1	0,1	0	0	0	0,1	0,2	0,8
	Total	10,6	14,8	16,2	11,1	8	9,6	13,2	15,1	12,3	12,5	18,4	13,3	155
2017	du Trésor	2,8	1,5	4,6	7,5	0,5	0,9	0,7	0,0	0,1	-	-	0,0	18,6
	de la BCC	3,0	1,7	3,6	2,5	3,9	3,7	4,9	2,9	1,8	1,2	1,7	5,2	36,0
	des Banques	8,1	15,7	17,7	14,6	13,9	10,1	18,4	13,9	9,5	11,7	12,4	17,6	163,7
	des Particuliers	0,0	0,4	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2
	Total	13,8	19,3	26,5	24,6	18,3	14,7	24,0	16,8	11,5	12,9	14,1	22,8	219,4
2016	du Trésor	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	-	0,0	-	-	-	5,9	5,9
	de la BCC	0,7	0,4	1,0	2,0	1,9	1,3	2,1	1,6	1,5	1,2	2,2	3,1	18,9
	des Banques	4,7	9,3	8,1	9,2	4,3	6,0	6,8	7,9	18,2	15,3	23,6	27,1	140,4
	des Particuliers	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
	Total	5,4	9,7	9,2	11,4	6,2	7,3	8,9	9,5	19,8	16,5	##	##	36,1	165,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Les injections en 2018 des billets de 1.000 CDF et 20.000 CDF ont représenté respectivement des parts de 26,7 % et 26,4 % des émissions totales.

Cependant, un déficit significatif de 55,4 milliards de CDF des émissions en 10.000 CDF a été noté comparativement à la programmation, suite à l'insuffisance de cette coupure dans les stocks de l'Hôtel de Monnaie. Il en a été de même de petites coupures de 50 CDF et 100 CDF, dont les émissions ont dégagé des écarts négatifs respectifs de 1,9 milliards CDF et 1,8 milliards.

Tableau 2.4 Ventilation par coupure des émissions monétaires
(en millions de CDF et millions de billets)

Coupure	2016		2017		2018	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	63 310,4	3,2	117 382,0	5,9	137 834,0	6,9
10 000 FC	79 077,8	7,9	137 560,0	13,8	79 460,0	7,9
5 000 FC	92 650,1	18,5	74 275,0	14,9	84 090,0	16,8
1 000 FC	137 935,0	137,9	203 484,0	203,5	139 213,0	139,2
500 FC	26 895,5	53,8	80 971,5	161,9	60 497,0	121,0
200 FC	14 736,3	73,7	10 019,7	50,1	13 802,0	69,0
100 FC	4 632,6	46,3	193,7	1,9	4 837,2	48,4
50 FC	3 062,2	61,2	1 499,9	30,0	1 830,7	36,6
Total	422 299,9	402,6	625 385,8	481,9	521 563,9	445,9

Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.2. Destructons des signes monétaires

En 2018, un volume total de 69,0 millions de BIC, soit 55,7 milliards de CDF, a été perforé contre 136,0 millions de billets, valant 56,3 milliards, une année plus tôt. Cette évolution a été due à : (i) un effectif très réduit de compteurs (deux perforatrices utilisées sur un total de onze en état de fonctionner) et (ii) la réduction du nombre des paquets par colis, passant de 50 à 40 depuis août 2017.

Par ailleurs, les destructions des Billets Impropres à la Circulation (broyage et incinération) se sont accrues de 113,9 %, s'établissant à 228,5 milliards de CDF. En provinces, les destructions des BIC se sont accrues de 143,8 %, s'établissant à 133,6 milliards en 2018.

Tableau 2.5 Evolution des destructions des billets impropres à la circulation
(en milliards de CDF)

Année	Rubrique	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2018	Siège	2,1	8,4	11	8,8	4,7	3	4,5	4,6	4,2	7,3	21,2	15,1	94,8
	Provinces	15,8	-	76,4	0	0,5	0,7	13,6	-	0,1	26,7	-	-	133,6
	Total	17,8	8,4	87,4	8,8	5,1	3,7	18,1	4,6	4,3	34,0	21,2	15,1	228,5
2017	Siège	4,3	6,1	5,6	3,3	2,0	15,8	4,8	4,1	2,7	3,2	0,1	-	52,0
	Provinces	37,6	3,7	0,8	-	-	-	-	-	12,8	-	-	-	54,8
	Total	41,9	9,8	6,4	3,3	2,0	15,8	4,8	4,1	15,5	3,2	0,1	-	106,8
2016	Siège	7,8	6,8	18,4	15,0	10,4	9,7	7,5	9,7	10,8	12,0	9,2	3,9	121,1
	Provinces	10,2	12,4	-	3,6	30,8	-	0,1	-	12,8	0,0	0,2	6,5	76,6
	Total	18,0	19,1	18,4	18,6	41,2	9,7	7,7	9,7	23,6	12,0	9,4	10,3	197,7

Source : Banque Centrale du Congo.

A l'instar de 2017, la coupure de 500 CDF est demeurée prédominante dans le volume total des billets (BIC) perforés et détruits en 2018.

Tableau 2.6 Ventilation par coupure des destructions des billets impropres à la circulation
(en millions de CDF et millions de billets)

Coupure	2016		2017		2018	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	5 398,4	0,3	8 010,0	0,4	27 520,3	1,4
10 000 FC	4 310,3	0,4	9 135,0	0,9	32 861,5	3,3
5 000 FC	11 301,6	2,3	14 417,5	2,9	32 387,6	6,5
1 000 FC	12 516,4	12,5	11 450,5	11,5	41 127,7	41,1
500 FC	137 012,0	274,0	42 304,1	84,6	63 687,3	127,4
200 FC	11 713,0	58,6	19 877,4	99,4	13 559,2	67,8
100 FC	14 221,3	142,2	1 245,6	12,5	11 160,8	111,6
50 FC	1 222,1	24,4	377,2	7,5	6 146,6	122,9
20 FC	6,8	0,3	-	-	5,1	0,3
10 FC	1,7	0,2	-	-	1,0	0,1
5 FC	0,0	0,0	-	-	-	-
Autres					18,2	0,1
Total	197 703,5	515,2	106 817,2	219,6	228 475,3	482,4

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2. MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DU SIEGE

I.2.1. Versements

En 2018, les versements aux guichets du Siège ont atteint 774,2 milliards de CDF, soit un accroissement de 41,3 % par rapport aux réalisations de 2017, sous l'impulsion de l'augmentation de 50,9 % des versements des banques.

Tableau 2.7 Evolution des versements aux guichets du Siège
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2018	du Trésor	0,6	0,7	0,6	0,8	0,8	0,5	0,5	0,6	0,9	0,8	0,7	0,6	8,3
	de la BCC	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	4,1	0,1	3,3	0,1	0,1	0,1	8,3
	des Banques	74,5	46,5	60,9	64,5	59,3	53,1	81,2	71	65,9	70,2	54,8	44,3	746,4
	des Particuliers	0,7	0,7	0,6	0,7	1,4	1,1	0,7	0,2	1,8	1,1	0,7	1,4	11,2
	Total	76,0	48,0	62,3	66,2	61,6	54,8	86,6	72,0	71,9	72,2	56,3	46,4	774,2
2017	du Trésor	0,8	0,8	0,8	0,9	1,2	0,8	1,0	0,6	0,6	0,6	0,3	0,3	9,0
	de la BCC	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,6	31,4	1,5	0,1	0,1	0,2	34,6
	des Banques	59,0	30,2	53,8	46,3	35,9	44,5	56,5	21,6	39,9	40,8	28,3	37,8	494,6
	des Particuliers	0,2	0,6	0,9	1,4	0,9	0,7	0,6	0,8	0,4	0,7	0,9	1,8	9,8
	Total	60,0	31,7	55,7	48,7	38,2	46,2	58,7	54,5	42,4	42,2	29,6	40,0	547,9
2016	du Trésor	0,3	0,5	0,4	0,4	0,7	0,6	0,4	1,8	1,1	2,1	0,7	0,6	9,5
	de la BCC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	1,0
	des Banques	68,6	37,3	56,3	52,6	45,7	52,1	54,7	50,6	39,2	34,9	32,8	25,1	549,9
	des Particuliers	0,6	0,6	0,5	1,0	0,6	2,0	0,2	0,8	0,5	0,8	0,8	0,5	8,8
	Total	69,5	38,4	57,2	53,9	47,0	54,7	55,3	53,3	41,0	38,0	34,4	26,3	569,1

Source : Banque Centrale du Congo.

Dans la composition des versements de 2018, une part de 30,1 % de leur valeur globale a été effectuée en billet de 1.000 CDF, soit la part prédominante. En volume, c'est la coupure de 500 CDF qui a détenu la plus grande proportion avec 47,5 % du total des versements.

En outre, en comparant 2018 à 2017, il s'est observé une chute remarquable de 74,3 % des versements en coupure de 5.000 CDF. Cette évolution est expliquée, d'une part, par le recyclage de rejet de ladite coupure au premier trimestre 2017, suite à la contrefaçon dont elle a été victime et, d'autre part, par le fait que la mise en circulation des billets de 5.000 CDF a été suspendue aux guichets du Siège pendant plusieurs mois en 2018.

Tableau 2.8 Ventilation par coupure des versements aux guichets du Siège
(en millions de CDF et millions de billets)

Coupure	2016		2017		2018	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	23 680,1	1,2	110 246,7	5,5	171 384,1	8,6
10 000 FC	34 986,6	3,5	109 300,1	10,9	173 465,3	17,3
5 000 FC	56 916,8	11,4	91 646,0	18,3	22 710,7	4,5
1 000 FC	118 679,0	118,7	103 804,8	103,8	232 720,5	232,7
500 FC	304 929,3	609,9	102 905,6	205,8	159 191,9	318,4
200 FC	25 025,6	125,1	28 154,6	140,8	12 702,6	63,5
100 FC	3 413,9	34,1	1 288,2	12,9	1 449,5	14,5
50 FC	1 496,2	29,9	601,6	12,0	533,3	10,7
20 FC	0,1	0,0	-	-		
10 FC	0,0	0,0	-	-		
Total	569 127,6	933,8	547 947,6	510,1	774 157,8	670,2

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.2. Retraits

En 2018, les retraits effectués aux guichets du Siège ont augmenté de 32,4 %, se situant à 1.033,4 milliards de CDF, tenant principalement de la hausse de 51,1 % des retraits des banques.

Tableau 2.9 Evolution des retraits aux guichets du Siège
(en milliards de CDF)

Année	P o u r compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2018	du Trésor	30	22,8	36,7	39,1	42,1	26,6	51,1	37,2	22,8	26,4	37,2	57,4	429,6
	de la BCC	6,4	6,7	7,7	6,6	7,9	6	9,5	6,4	5,6	6,8	6,7	11,2	87,5
	des Banques	26,1	37,6	45,3	37,2	48,3	38,7	42,1	47,8	38,3	37,4	51,7	61,2	511,6
	des Particuliers	0,9	0,3	0,4	0,4	0,3	0,5	0,6	0,3	0,1	0,3	0,4	0,2	4,7
	Total	63,4	67,4	90,1	83,4	98,6	71,7	103,3	91,7	66,8	70,9	96,0	130,0	1 033,4
2017	du Trésor	28,3	26,5	41,9	45,1	39,9	36,6	39,8	13,0	16,5	26,9	32,1	31,7	378,2
	de la BCC	4,7	3,0	5,9	4,0	4,4	4,2	5,3	4,9	4,4	4,7	4,9	8,9	59,3
	des Banques	20,2	28,5	24,4	20,8	24,9	16,9	25,5	39,4	26,6	30,8	35,6	45,0	338,7
	des Particuliers	0,1	0,5	0,2	0,1	0,4	0,2	0,1	0,9	0,6	0,5	0,2	0,4	4,0
	Total	53,2	58,4	72,4	70,0	69,6	57,9	70,8	58,2	48,1	62,9	72,8	86,0	780,2
2016	du Trésor	24,1	20,6	34,7	39,6	46,2	53,7	33,6	40,5	40,8	18,2	35,9	42,9	431,1
	de la BCC	3,9	4,2	4,1	3,7	4,0	4,6	4,2	3,2	3,2	4,1	5,7	5,9	50,9
	des Banques	12,5	34,3	32,2	27,0	24,1	27,9	36,6	24,5	26,5	33,8	35,2	34,7	349,1
	des Particuliers	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4	0,5	0,1	0,4	0,1	1,2	0,2	0,2	4,0
	Total	40,6	59,5	71,1	70,5	74,7	86,6	74,6	68,6	70,7	57,3	77,0	83,8	835,1

Source : Banque Centrale du Congo.

En valeur, les retraits en 1.000 CDF ont été prépondérants, représentant 35,2 % du total des retraits en 2018; tandis que les retraits en 20.000 CDF et 10.000 CDF ont respectivement augmenté de 57,7 % et 32,9 % contre une baisse significative de 90,2 % des retraits en 5.000 FC.

L'utilisation de petites coupures de 200 CDF, 100 CDF et 50 CDF a été faible dans les retraits de 2018, celles-ci ne représentant que 1,6 % du montant total de ces retraits. Cette part était évaluée à 4,2 % en 2017.

Tableau 2.10 Ventilation par coupure des retraits aux guichets du Siège
(en millions de CDF et millions de billets)

Coupure	2016		2017		2018	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	65 182,5	3,3	148 628,1	7,4	234 390,2	11,7
10 000 FC	84 164,9	8,4	161 792,3	16,2	214 953,2	21,5
5 000 FC	113 674,2	22,7	53 030,6	10,6	5 220,5	1,0
1 000 FC	211 459,8	211,5	232 095,4	232,1	363 606,4	363,6
500 FC	326 746,7	653,5	151 935,6	303,9	198 461,5	396,9
200 FC	28 754,7	143,8	30 830,1	154,2	12 639,7	63,2
100 FC	3 602,8	36,0	819,3	8,2	2 921,9	29,2
50 FC	1 543,3	30,9	1 117,2	22,3	1 217,9	24,4
20 FC	-	-	-	-	-	-
10 FC	-	-	-	-	-	-
Total	835 128,9	1 110,0	780 248,6	754,9	1 033 411,3	911,6

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE II

OPERATIONS BANCAIRES DENOUEES A LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

La relance des activités économiques notée au cours des années précédentes, et poursuivie au cours de l'année 2018 a été perceptible, en ce qui concerne les opérations en Chambre de compensation, à travers la hausse des transactions.

En effet, en ses qualités de Banque des banques et d'agent de règlement des opérations de Compensation, à travers l'Automated Transfer System (ATS), la Banque Centrale du Congo tient en ses livres les comptes courants des banques agréées en République Démocratique du Congo. Ces comptes ouverts pour les dix-sept banques commerciales agréées et opérationnelles permettent le dénouement des opérations de ces dernières dans les livres de l'Institut d'Emission. Il s'agit des opérations qui impactent les comptes de règlement de ces banques logés dans l'ATS via le compte passerelle de la Banque Centrale du Congo, notamment : les soldes de leurs mouvements journaliers à l'ATS, leurs retraits et versements des espèces aux guichets de la Banque Centrale du Congo, les différents guichets de refinancement leur offerts par cette dernière et toutes les autres transactions passées à la Banque Centrale du Congo.

II.1. TRANSACTIONS DES BANQUES AUX GUICHETS DE LA BCC

Au cours de l'exercice 2018, le volume global des transactions des banques commerciales à la Banque Centrale du Congo s'est élevé à 9.218,5 milliards de CDF. Comparé à l'année 2017, ce volume des transactions a connu une baisse de 35,8 %, expliquée essentiellement par la quasi-inexistence des opérations de refinancement.

Tableau 2.11 Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC
(en millions de CDF)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Variation en%
Transactions effectuées via la Chambre de compensation	2 908 151,4	3 645 699,3	3 110 949,8	2 925 319,0	2 911 536,0	3 895 637,3	33,8
Transactions initiées par les banques	573 958,1	763 934,4	97 732,9	99 662,3	158 442,5	2 559,4	-98,4
Transactions initiées par la BCC	2 334 193,4	2 881 764,9	3 013 216,9	2 825 656,7	2 753 093,5	3 893 077,9	41,4
Transactions effectuées en espèces	1 411 621,5	1 642 675,6	2 258 309,7	2 073 433,8	2 913 219,0	5 149 365,9	76,8
Retraits des espèces	444 901,7	549 994,0	777 961,4	1 108 120,9	1 257 752,9	2 699 272,3	114,6
Versements des espèces	966 719,9	1 092 681,6	1 480 348,3	965 312,9	1 655 466,1	2 450 093,5	48,0
Refinancement	30 000,0	4 344 050,5	10 234 184,5	769 330,1	8 163 885,0	173 500,0	-97,9
Facilités permanentes accordées	30 000,0	4 344 050,5	10 194 477,1	716 400,0	1 017 905,0	0,0	-100,0
Prêts à court terme octroyés	0,0	0,0	39 707,4	52 930,1	7 145 980,0	173 500,0	-97,6
Prêts à moyen terme octroyés	0,0	18 406,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transactions des banques	654 637,6	882 072,6	666 144,4	566 222,7	360 530,7	4 362 277,0	1110,0
Total Volume des transactions	5 004 410,5	10 514 498,0	16 269 588,4	6 334 305,6	14 349 170,7	13 580 780,2	-5,4

Source : Banque Centrale du Congo.

II.2. TRANSFERTS D'ESPECES EFFECTUES AUX GUICHETS DE LA BCC

En 2018, les transferts de fonds effectués par les tiers, en utilisant les guichets de la Banque Centrale du Congo, se sont chiffrés à 47,3 milliards de CDF, en baisse de 10,2 % par rapport à 2017.

Cette situation est expliquée principalement par la forte contraction des transferts payés par voie de la Chambre de Compensation par les messageries financières. En effet, la forte utilisation des services de la monnaie électronique serait à la base de la baisse des activités des messageries financières, impliquant la baisse du volume de leurs transferts par les guichets de la Banque Centrale du Congo.

Tableau 2.12 Volume des transferts effectués aux guichets de la BCC
(en millions de CDF)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Variation en%
Transferts payés via la Chambre de compensation	123 349,4	102 677,9	26 982,9	37 821,8	34 562,0	27 269,9	-21,1
<i>dont Transferts des Messageries financières</i>	<i>107 107,5</i>	<i>92 019,6</i>	<i>25 514,8</i>	<i>37 002,6</i>	<i>26 693,3</i>	<i>19 101,3</i>	<i>-28,4</i>
Transferts payés en espèces	65 327,8	59 690,7	6 660,5	19 060,7	18 050,1	19 995,0	10,8
Total	188 677,2	162 368,6	33 643,4	56 882,5	52 612,1	47 264,9	-10,2

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

SYSTEME NATIONAL DE PAIEMENTS

III.1. EVOLUTION GENERALE DES REFORMES INITIEES PAR LA BCC

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de modernisation du système national de paiement, plusieurs actions ont été entreprises par la BCC au cours de l'exercice 2018. Ces actions ont concerné notamment la performance des infrastructures de paiement multidevises mises en production en septembre 2017, la pénétration du secteur financier, l'amélioration du taux d'inclusion financière et l'amélioration de la compétitivité de l'environnement économique de la RDC.

Concrètement, ces actions ont porté notamment sur :

- la poursuite de la politique de tarification applicable aux opérations initiées par les participants au système ATS ;
- la poursuite du déploiement des équipements informatiques de dématérialisation aux entités provinciales pourvues d'au moins deux banques commerciales et la mise à jour des logiciels de dématérialisation ;
- l'organisation de la formation des utilisateurs des banques commerciales dans la perspective de l'amélioration du niveau de connaissance des règles de fonctionnement de l'ATS ;
- la finalisation des travaux d'optimisation de l'ATS ;
- la finalisation des travaux d'élaboration et transmission au Parlement, pour adoption, de la loi n° 18/019 du 09 juillet 2018, relative aux systèmes de paiement et de règlement-titres ;
- la mise en place du cadre de gouvernance appropriée au projet monétique nationale ;
- la poursuite des travaux de mise en place de la centrale des incidents de paiement ;
et
- la poursuite des travaux de mise en place de la surveillance des systèmes et instruments de Paiement.

Dans le chapitre de travaux d'optimisation du système ATS, l'exercice 2018 a été marqué par :

- l'implémentation de la facturation adaptée dans l'ATS ;
- la création du reporting des opérations par Entités/ATS ;
- l'intégration de nouveaux guichets de refinancement dans le dépositaire central des titres (CSD) ;

- l'activation du contrôle des RIB ;
- le développement du flux comptable en interne à l'aide de l'outil Biztalk ;
- l'ouverture du compte Nostro du système de paiement auprès de la Banque de Règlements Internationaux (BRI) ;
- l'implémentation du schéma comptable des opérations en ME ;
- l'automatisation de la validation des opérations dans DYNAMICS NAV ;
- l'optimisation en cours de la base de données de l'ERP DYNAMICS NAV.

Il sied de relever que la Loi n°18/019 du 09 juillet 2018, relative aux systèmes de paiement et de règlement-titres, a résolu la difficulté existante d'absence d'un cadre juridique et institutionnel adapté au regard de l'évolution de l'environnement financier international et des attentes des parties prenantes. Ces dernières se traduisent en termes d'élargissement de l'éventail des instruments et services de paiement, de qualité, d'économie des coûts, de gain de temps et de sécurité dans la prestation des services de paiement tant par voie scripturale que par la monnaie électronique.

En ce qui concerne le fonctionnement du système de paiement, il est affirmé les règles ci-après :

- les pouvoirs de surveillance et de réglementation du système national de paiement reconnus à la Banque Centrale ;
- l'institution des principes d'irrévocabilité et de finalité des paiements et des livraisons des titres financiers entre participants à un système de paiement ou de règlement-titres à partir d'un moment défini conventionnellement par les règles organisant lesdits systèmes ;
- l'institution d'un régime particulier des garanties financières dont la constitution et l'opposabilité aux tiers n'impliquent pas une inscription au registre de commerce et de crédit mobilier ainsi que la possibilité de réalisation sans mise en demeure ni intervention du juge ;
- l'insaisissabilité des comptes de règlement ouverts auprès de l'agent de règlement ainsi que des titres financiers et des garanties financières détenus par un dépositaire central de titres ;
- la reconnaissance de la circulation internationale des titres par la conclusion des accords d'interopérabilité entre les systèmes de livraison-titres domestiques et des systèmes étrangers.

Au plan monétique, l'exercice 2018 a été marqué par la création, en date du 28 février 2018, d'un cadre de gouvernance approprié au projet monétique, en vue d'encadrer le processus complet de mise en place du switch monétique, du centre de personnalisation des cartes ainsi que de la création d'une structure devant prendre en charge la gestion quotidienne de ces deux activités.

Dans le cadre du Projet Monétique Nationale, la Banque Centrale du Congo a construit, sur fonds propres, un Data center moderne et le bâtiment administratif devant accueillir le siège social de la structure sus-évoquée, constituée sous forme de Groupement d'Intérêt Economique. De ce fait, le plan d'affaire s'y rapportant est en cours de finalisation.

Les textes relatifs à la normalisation des canaux d'acquisition des instruments de paiement électronique, ainsi que la définition de la politique des paiements électroniques sont en cours d'élaboration.

S'agissant de la mise en place d'une centrale des incidents de paiement, l'option transitoire a été levée, de recourir à l'expertise interne. Dans ce cadre, le logiciel destiné à la gestion et à l'identification unique des clients des teneurs de comptes est en cours de développement par les informaticiens de la Banque Centrale du Congo. L'instruction régissant les activités de la Centrale des Incidents de Paiement est aussi en cours d'élaboration.

Quant aux activités de surveillance, il convient de souligner qu'avec la promulgation de la loi n°18/019 du 09 juillet 2018, relative aux systèmes de paiement et de règlement-titres, les activités de surveillance des systèmes et instruments de paiement sont confiées à la Banque Centrale du Congo, en vue de veiller à la solidité, la sécurité et l'efficacité du Système National de Paiement.

A ce titre, la Banque Centrale s'est attelée à la mise en place d'un cadre de surveillance efficace, afin de faciliter les paiements, car l'augmentation de la vitesse de paiement entraîne une fluidité économique des échanges des biens et services. Ces dispositions légales, réglementaires et conventionnelles permettent de procéder notamment à (au):

- l'analyse des dossiers d'octroi d'agrément à toute institution voulant émettre des instruments de paiement en RDC ;
- la garantie de sécurité des instruments de paiement ;
- suivi de la viabilité des structures agréées conformément aux standards fixés ;
- contrôle sur place et/ou sur pièce auprès de tout opérateur, participant ou émetteur d'instruments de paiement ;
- recours aux auditeurs externes pour effectuer, en son nom, des audits du système, des opérateurs, des participants ou des émetteurs d'instruments de paiement.

Durant la même année, l'équipe de la BCC a mené des actions ci-dessous et rédigé, avec l'aide du consultant de la Banque mondiale, les documents ci-après :

- la procédure de gestion de crise pour les systèmes de règlement brut en temps réel, RTGS, et la compensation automatisée ACH multidevises ;
- un projet de la politique de surveillance ;
- un recensement des systèmes (endogène et exogène) ;

- des évaluations de performance notées satisfaisantes des systèmes endogènes, sous gestion ou opérés de la BCC ;
- la promotion des innovations pour l'industrie de paiement avec la firme FSD Africa, par l'appel à candidature dans le cadre de la technologie financière « FINTECH » et « SANDBOX » (bac à sable).

III.2. EVOLUTION DES ACTIVITES DANS L'ATS

Au cours de la période sous revue, le Système de Transfert Automatisé a relevé d'importants défis de fonctionnement, en dépit de quelques petites perturbations liées à la mise à jour de certaines fonctionnalités dudit système.

Grâce aux réponses curatives des équipes de la Banque et aux améliorations apportées avec l'appui de la firme Montran corporation, fournisseur de la solution, l'ATS a globalement fonctionné conformément aux attentes, en assurant le règlement sûr et efficace des transactions interbancaires. En termes de statistiques enregistrées durant l'année sous examen, il y a lieu de noter :

- le maintien du nombre de participants à l'ATS, essentiellement les seize (16) banques commerciales en activités, répondant aux conditions de participation à l'ATS, et la Banque Centrale du Congo ;
- le traitement de 240.902 ordres de paiement dont 128.832 ordres reçus dans ACH, soit une moyenne mensuelle de 20.075 transactions reçues et traitées ;
- le règlement de 231.740 transactions sur le total de 240.902 reçues dans le système, soit un taux de dénouement des transactions avec succès de 96.2 %. Le nombre de transactions réglées dans la composante RTGS se chiffre à 109.340 opérations et celui d'instructions compensées à travers la composante ACH est de 123.070 flux financiers ;
- le rejet de 9.162 transactions, dont 7.018 rejets techniques et 2.144 rejets financiers correspondant à des taux respectifs de 2,9 % et 0,9 % ;
- la moyenne des avoirs des participants dans le système, au cours de l'exercice 2018 s'est établie à 785,2 milliards de CDF ;
- les versements de banques commerciales aux guichets de la BCC, établis à 2.201,2 milliards de CDF contre 1.691,2 milliards en termes de retraits. L'écart ainsi observé traduit la surliquidité de francs congolais sur le marché bancaire ;
- les prêts à l'interbancaire, chiffrés à 1.768,7 milliards de CDF.

III.3. PERSPECTIVES

Vu le poids démographique du pays et le souci d'accroître le taux d'inclusion financière ainsi que de réguler tous les aspects liés au paiement sur le territoire

congolais, la Banque Centrale est appelée à prendre des mesures lui permettant de gérer au mieux les activités de paiement sur le territoire national.

Ainsi, la mise en production future du Switch Monétique National et du centre de personnalisation des cartes bancaires s'avère être la solution adéquate. Cette importante réforme, dont la réalisation est projetée au cours de l'année 2019, permettra l'adoption des standards partagés au sein de l'industrie monétique nationale (interopérabilité) et la mise en œuvre d'un écosystème, garantissant l'acceptation générale des instruments de transfert électronique, quel que soit l'enseigne de la banque ou de l'établissement de monnaie électronique (interbancaire) du commerçant et celle du client.

Il sied de signaler que les activités futures arrêtées dans le cadre de la modernisation du système national de paiement sont :

- l'automatisation du circuit de la paie des agents de la Banque Centrale du Congo ;
- la mise en œuvre de la Centrale des Incidents des Paiements (CIP) pour renforcer la confiance du public envers les instruments de paiement scripturaux ;
- le recrutement d'un Consultant pour les activités de surveillance des systèmes de paiement ;
- l'intégration au système de paiement régional du COMESA « REPSS » ;
- l'intégration au système de paiement régional de la SADC « SIRESS » ;
- l'implémentation des virements individuels pour la collecte des recettes de l'Etat à travers le Switch Monétique ;
- la redynamisation du Comité National de Paiements, créé par le décret n°04/083, du 27 septembre 2004 ; et
- la vulgarisation, au niveau national, de la réforme du Système National de Paiement.

CHAPITRE IV

PLAN STRATEGIQUE DE LA BCC

IV.1. VISION ET VALEURS DE LA BANQUE

IV.1.1. Vision

La Banque Centrale du Congo est une Institution financièrement solide et autonome, dotée d'une capacité institutionnelle renforcée, pour contribuer à la stabilité financière et au financement efficace de l'économie, en vue de l'émergence du pays.

IV.1.2. Valeurs

Les valeurs que prône la Banque Centrale du Congo dans la réalisation de ses missions sont les suivantes :

- Probité ;
- Intégrité ;
- Honnêteté ;
- Loyauté ;
- Transparence ;
- Responsabilité ;
- Compétence ;
- Crédibilité ;
- Efficacité ; et
- Efficience.

IV.2. OBJECTIFS STRATÉGIQUES

La Banque Centrale du Congo vise essentiellement trois objectifs stratégiques, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique. Il s'agit des objectifs suivants :

- Objectif Stratégique n° 1 : la stabilité monétaire et celle du système financier sont consolidées et améliorées, et le financement de l'économie est renforcé ;
- Objectif Stratégique n° 2 : la gouvernance et la capacité institutionnelle de la Banque Centrale du Congo, en vue de rendre un service de qualité aux parties prenantes, sont renforcées ;

- Objectif Stratégique n° 3: la solidité et l'autonomie financières de la Banque Centrale du Congo sont atteintes.

IV.3. OBJECTIFS ATTEINTS PAR ORGANE

1. Audit Interne :

- L'Entité en charge de la Gestion des Risques a été restructurée;
- L'applicatif de gestion des risques a été développé, implémenté et est opérationnel.

2. Direction des Analyses Economiques :

- La volatilité des cours de change a été modélisée;
- La note de conjoncture mensuelle est publiée dans le délai.

3. Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers :

- Le système de notation des banques (CAMELS) a été mis en place;
- Le système de notation des COOPEC & IMF «GIRAFE» a été mis en application;
- Le cadre de la politique macroprudentielle a été renforcé.

4. Direction de la Recherche et des Statistiques :

- Les méthodologies et les concepts de production des statistiques de l'Indice des Prix à la Consommation suivant le manuel de 2004 ont été adoptés.

5. Direction des Ressources Humaines :

- Le Comité de Sécurité, d'Hygiène et d'Embellissement des lieux de travail est opérationnel;
- La démarche GPEEC à la Banque a été définie.

6. Direction de la Comptabilité et du Budget :

- La revue détaillée des états financiers pour la conversion NPC en IFRS à la date de transition a été réalisée.

7. Direction des Systèmes de Paiement :

- Les infrastructures pour la connexion des participants au Système National de Paiement ont été déployées;
- La mise en service des infrastructures de paiement interbancaire a été achevée.

8. Groupe de Réflexion chargé du Désengagement :

- Le processus de désengagement du Centre Hospitalier est suivi;
- Les études préalables sont finalisées et actualisées;
- Le partenaire stratégique est sélectionné;
- Le personnel du CH est informé de l'opération du désengagement;

- La période intercalaire et transitoire est correctement gérée ;
- La filiale commune est constituée ;
- Les travaux de clôture comptable de l'opération du désengagement sont effectués.

CHAPITRE V

SUPERVISION DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS

V.1. REGLEMENTATION DU SECTEUR FINANCIER

Dans le cadre de la mise en œuvre du premier Programme d'Evaluation du Secteur Financier (PESF) en RDC, la Banque Centrale du Congo a, en collaboration avec le FMI et la Banque mondiale, engagé des réformes en vue d'adapter son cadre légal et réglementaire aux exigences de la supervision basée sur les risques.

A ce stade, la loi portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo a déjà été révisée et promulguée avec comme innovations la nécessité de concourir à la stabilité financière ainsi qu'à la surveillance macroprudentielle. La BCC poursuit les efforts d'amélioration du cadre prudentiel et des conditions d'exercice de ses missions de supervision des intermédiaires financiers.

Ainsi, le cadre légal régissant le système financier en République Démocratique du Congo dispose, à ce jour, de six textes de lois suivants :

- Loi n°18/027 du 13 décembre 2018 portant Organisation et Fonctionnement de la Banque Centrale du Congo ;
- Loi n°003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédits ;
- Loi n°002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Epargne et de Crédit ;
- Loi n°04/016 du 19 juillet 2004 portant lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- Loi n°11/020 du 15 septembre 2011 fixant les règles relatives à l'activité de la microfinance en République Démocratique du Congo ;
- Loi n°15/003 du 12 février 2015 relative au crédit-bail.

Pour ce qui est du cadre réglementaire, ces réformes portent notamment sur le réaménagement des textes suivants :

- Instruction n°14 aux banques relative aux normes prudentielles de gestion, dont les modifications y apportées avaient essentiellement pour but de les mettre en harmonie avec les principes de Bâle II et III afférents aux fonds propres, aux coussins prudentiels, au ratio de solvabilité, au calcul des actifs pondérés en fonction du risque de crédit (suivant l'approche standard simple), du risque de change et du risque opérationnel (suivant l'approche de l'indicateur de base et standard), ainsi qu'au ratio de levier. Ce texte réglementaire a été publié au début de l'année 2018 ;

- Instruction n°17 aux Etablissements de Crédit, relative aux règles prudentielles en matière de contrôle interne, avec comme innovation notamment l'organisation du système de contrôle interne constituée en trois niveaux indépendants, avec des responsables bénéficiant d'une protection renforcée dans l'exercice de leur activité ainsi que la création d'un lien fonctionnel renforcé entre les lignes de contrôle interne et l'organe délibérant ;
- Instruction n° 18 relative aux conditions d'agrément des établissements de crédit et de leurs dirigeants ainsi que de modification de leurs situations statutaires, dont les innovations concernent entre autre le resserrement sensible des conditions d'agrément et l'élargissement de champ des opérations soumises à l'autorisation préalable de la Banque Centrale du Congo ;
- Instruction n°19 relative au commissariat aux comptes des Etablissements de Crédit et des Institutions de Microfinance, avec l'introduction des incompatibilités entre la fonction de commissaire aux comptes et certaines situations porteuses de conflits d'intérêt ;
- Instruction n° 21 relative à la gouvernance des Etablissements de Crédit. Sa révision vise à préciser les responsabilités de différents organes de direction et de contrôle des banques ainsi qu'à garantir une transparence suffisante dans la désignation des membres de certains organes ainsi qu'à limiter ou contrôler les incitations à la prise de risques ;
- Instruction n°22 aux Etablissements de Crédit relative à la gestion des risques, dont la révision comporte notamment: (i) l'affirmation des principes nés de la supervision basée sur les risques , (ii) l'organisation du système de gestion des risques sur la base d'une cartographie des risques qui prend en compte les activités, l'environnement, l'historique des incidents, etc, (iii) la mise en place d'indicateurs avancés pour tous les risques et (iv) la possibilité d'externaliser tout ou partie de la fonction risque avec un accès permanent de la Banque Centrale du Congo aux responsables extérieurs.
- une série d'Instructions sur la protection des consommateurs, visant notamment la fixation du Taux Effectif Global, la gestion des plaintes ainsi que la publication des conditions des banques.

V.2. EVOLUTION DU SECTEUR BANCAIRE

A fin décembre 2018, l'activité bancaire est demeurée dans la dynamique de croissance, passant de 5.267,2 millions de USD à fin décembre 2017 à 6.542,7 millions à fin décembre 2018.

S'agissant des dépôts collectés par le secteur bancaire congolais, ils ont affiché une hausse de 24 %, se situant à 3.620,3 millions de USD, une année plus tôt.

Concernant les crédits bruts à décaissement, ils ont affiché une augmentation de 33 %, se situant à 2.650,2 millions de USD à fin décembre 2018. Les créances en

souffrance ont été en hausse de 20,0 %, se situant à 239,6 millions de USD en 2018, traduisant une dégradation de la qualité du portefeuille crédit.

Par ailleurs, le secteur bancaire a réalisé un résultat net positif de 78,8 millions de CDF contre une perte de 2,3 millions réalisée en 2017. Ce bon résultat est consécutif aux performances réalisées par onze banques.

A fin décembre 2018, la configuration du secteur bancaire congolais est demeurée inchangée comparativement à l'année précédente. En effet, le paysage bancaire congolais compte, à ce jour, dix-sept banques opérationnelles dont l'une en graves difficultés et une autre qui a changé de dénomination, suite au retrait de l'actionnaire de référence et majoritaire.

De même, leur catégorisation, selon le critère de taille de leur total bilantaire, n'a pas évolué de sorte qu'elles sont réparties en trois groupes selon ce critère, à savoir :

- a. Les grandes banques : elles sont au nombre de trois et détiennent une part de marché de 52,5 %. Ces banques ont distribué 50,6 % du total des crédits nets à la clientèle en 2018 et collecté 55,4 % des dépôts ;
- b. Les banques de taille moyenne : il s'agit de cinq banques détenant un total de 32,1 % de part globale du système bancaire à fin décembre 2018. Ces banques ont accordé 31,8 % du total des crédits nets à la clientèle et ont collecté 33,2 % des dépôts ;

Les petites banques : elles ont été au nombre de dix, ne représentant que 15,4 % de part de marché globale, et n'ont octroyé au système bancaire des crédits qu'à hauteur de 17,6 % et collecté que 11,4 % des dépôts.

Tableau 2.13 Nombres des comptes bancaires

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	variation 2017-2018	
										Valeur	%
Nombre des comptes	600 000	741 370	1 274 034	2 016 918	2 035 089	2 203 857	2 925 446	3 911 387	4 514 700	630 313	16,11

Source : Banque Centrale du Congo.

A fin décembre 2018, le nombre des comptes bancaires a enregistré une hausse de 16,1 %, se chiffrant à 4.541.700.

Au terme de la période sous revue, hormis la banque sous gestion administrative de la Banque Centrale du Congo, six banques ont connu des épisodes d'infractions réglementaires concernant la non transmission de la position nette de change.

V.3. ACTIVITES DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE

L'activité de la microfinance en 2018 a été marquée par le regain de la confiance de la population vis à vis des Institutions du Système Financier Décentralisé (ISFD), induit notamment par le retour de la stabilité socioéconomique au niveau national.

Cette situation a permis aux ISFD, d'une part, d'augmenter leur encours de dépôt et d'améliorer la qualité de leur portefeuille de crédit et, d'autre part, de collecter plus d'épargnes et d'accroître leurs fonds propres à partir de leur performance. S'agissant des éléments de portée, il a été observé une très légère progression du nombre des clients et l'affectation grandissante des crédits à la consommation.

En ce qui concerne l'évolution du nombre d'Institutions exerçant dans le secteur microfinancier, il convient d'indiquer que la Banque Centrale du Congo n'a agréé aucune Institution tout au long de la période sous revue. Ainsi, à la clôture de l'exercice 2018, le secteur a compté 79 Coopératives d'Epargne et de Crédit ainsi que 19 Institutions de Micro Finance, soit 98 ISFD contre 102, une année plus tôt. Cette diminution est expliquée par le renforcement des conditions d'agrément des ISFD et par le retrait d'agrément de certaines ISFD ayant rompu leurs équilibres fondamentaux.

En sa qualité d'Autorité de Régulation et de Contrôle, la Banque Centrale du Congo a effectué, d'une part, des contrôles sur pièces au travers des analyses des situations périodiques et, d'autre part, des contrôles sur place à l'issue desquels des injonctions ont été adressées à certaines institutions, dont la soumission des plans de redressement. En outre, elle a procédé à la cotation des institutions pour déterminer le profil des risques que présentent les ISFD.

Par ailleurs, dans le cadre de l'amélioration de la culture financière, il a été organisé les festivités relatives à la célébration, en mars 2018, de la 4^{ème} édition de la Semaine Mondiale de l'Argent et, en octobre 2018, de la 8^{ème} édition de la Journée Internationale de l'Epargne.

V.4. SYNTHÈSE DE L'ÉVOLUTION DES AUTRES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NON BANCAIRS

La République Démocratique du Congo ne dispose pas, à ce jour, d'un marché financier pouvant lui permettre de mobiliser l'épargne et de financer l'investissement, en sus des 18 banques commerciales. Toutefois, outre les ISFD opérationnelles, dont 8) Coopératives d'Epargne et de Crédit et vingt-un 21 Institutions de Micro Finance, l'on dénombre 1 Caisse d'épargne, 3 institutions financières spécialisées, 5 Sociétés Financières dont 4 établissements de monnaie électronique intervenant dans le financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et les paiements électroniques. A cela s'ajoute quatre-vingt-un 81 messageries financières et trente-deux 32 bureaux de change.

V.4.1. Messageries financières

Au cours de l'exercice 2018, la Banque Centrale a agréé 10 Messageries Financières. Par contre, 5 Messageries ont cessé volontairement leurs activités et un retrait d'agrément a été prononcé à l'endroit d'une société pour non fonctionnement pendant plus de 6 mois.

Comparativement à l'exercice 2017, les transferts domestiques, en monnaies nationale et étrangère, en 2018, se sont accrus respectivement de 202,9 % et 117,6 %. Les flux des transferts internationaux reçus en USD ont accusé une régression de 63,9 % alors que les flux des transferts en EURO ont progressé de 151,2 %.

Quant aux flux des transferts internationaux émis en USD, ils ont accru de 109,9 %. En d'autres devises, les transferts internationaux émis sont quasi inexistantes.

V.4.2. Bureaux de change

A fin 2018, le nombre des bureaux de change agréés par la Banque Centrale du Congo est passé de 18 à 32, consécutivement à l'autorisation accordée à 15 sociétés et au retrait d'agrément infligé à une société pour cessation d'activité endéans 6 mois, par l'Autorité de Contrôle et de Régulation.

Bien que les bureaux de change agréés par la BCC ne couvrent pas l'ensemble du territoire, le volume global des flux enregistrés essentiellement dans la ville de Kinshasa pour la période sous examen, tant dans les achats que dans les ventes des devises négociées, n'est pas significatif et ne reflète pas l'économie encore hyper dollarisée comme celle de la RDC, dans laquelle le secteur informel demeure prépondérant.

Les activités dénouées par les Bureaux de change agréés en 2018 renseignent ce qui suit :

- la contrevaletur en CDF du volume global des transactions sur l'achat a enregistré une hausse de 5,6 %, s'établissant à 46,1 milliards de CDF à fin 2018 ;
- les flux de la devise américaine à l'achat a augmenté de 1 024,8 %, se situant 1,1 milliard de USD à fin 2018 ;
- les flux de l'EURO à l'achat ont régressé de 75,5 %, s'affichant à 3,4 millions en 2018 ;
- la contrevaletur en CDF du volume global des transactions sur la vente a augmenté de 3,5 %, se situant 41,8 milliards à fin 2018 ;
- les flux de la devise américaine à la vente a augmenté de 3 610,7 %, s'élevant à 980,4 millions de USD à fin 2018 ;
- les flux de l'EURO à la vente ont régressé de 28,3 %, s'affichant à Euro 3,4 millions.

V.4.3. Etablissements de Monnaie Electronique

A fin décembre 2018, le nombre des Etablissements de Monnaie Electronique (EME) agréés par la Banque Centrale du Congo a été de 4.

Les activités des EME ont affiché, à fin 2018, une évolution considérable. En effet, le nombre des clients actifs a enregistré une augmentation de 80,4 %, se fixant à

5,9 millions à fin 2018, alors que le nombre des clients enregistrés a régressé de 4,9 %, s'affichant à 21,5 millions à fin 2018. Quant à la valeur des transactions, elle est passée de 234,6 millions de USD à fin 2017 à 680,7 millions une année après. S'agissant du volume des transactions, il est passé de 22,0 millions à fin 2017 à 44,6 millions à fin décembre 2018.

Il est utile de relever que, lancé en novembre 2012, le Mobile Banking progresse en RDC, favorisant l'inclusion financière. Toutefois, l'utilisation de la monnaie électronique demeure prépondérante dans les transferts et moins pour les paiements des factures et achats des biens et services.

V.5. CONTROLES SUR PLACE

Traditionnellement, les activités du contrôle sur place se font conformément au planning annuel approuvé par la haute hiérarchie de la Banque. Pour l'exercice 2018, lesdites activités n'ont connu leur début qu'au cours du second semestre, suite aux difficultés de financement des missions de contrôle qui ont conduit à l'étalement du reste de certaines activités sur l'exercice 2019.

Dans ce cadre, la priorité a été accordée aux institutions demeurées longtemps sans visite et présentant visiblement des risques inhérents élevés, spécialement de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ainsi qu'opérationnels. Il s'agit des institutions du secteur des établissements émetteurs de monnaie électronique, du secteur des établissements financiers spécialisés ainsi que des ISFD.

- **De la revue des Institutions du Système Financier Décentralisé.**

Le contrôle des Institutions du Système Financier Décentralisé a concerné les institutions de l'Ouest, du Kongo Central et une partie de l'Est de la République.

- **De la revue des sociétés Financières et des Institutions Financières Spécialisées**

La revue des sociétés financières a été la toute première depuis leur existence en tant qu'institution assujettie au contrôle de la Banque Centrale du Congo. Leurs situations étaient sans doute révélatrices des risques majeures au vu des analyses faites par le contrôle permanent, lequel a descélé des faiblesses énormes, se traduisant par l'effritement total des fonds propres.

Pour ce qui est des institutions financières spécialisées, cinq ont été alignées pour la revue générale. Leur revue a permis d'appréhender correctement leur situation financière, d'une part, et les modes opératoires employés en vue d'un retraitement adéquat de la réglementation y afférente, d'autre part.

Les différentes enquêtes réalisées ont été soit générales, thématiques ou portées sur le suivi de mise en œuvre des injonctions adressées au terme des missions précédentes. En sus des contrôles planifiés, des contrôles spontanés ou ponctuels ont été également réalisés au cours de l'exercice 2018.

A l'issue des différents contrôles sur place, la Banque Centrale du Congo a pris des mesures d'encadrement et d'assainissement en fonction du degré de compromission relevée au niveau des institutions visitées.

S'agissant particulièrement des Sociétés financières et Institutions financières spécialisées, les différentes missions ont recommandé ce qui suit :

- la mise en place des organes statutaires et leur fonctionnement effectif conformément aux textes légaux et réglementaires ainsi que statutaires ;
- la mise en place d'un dispositif de contrôle interne adéquat, des différents organes de contrôle notamment le Comité d'Audit, les fonctions de gestion des risques et de conformité ;
- le strict respect de l'application de l'Instruction n° 16 relative à la classification et au provisionnement des créances ;
- la bonne tenue des dossiers des crédits et des analyses approfondies desdits dossiers avant tout décaissement ;
- le renforcement des services de recouvrement en vue d'améliorer la qualité du portefeuille des crédits ;
- la tenue d'une comptabilité régulière, en utilisant un logiciel adéquat qui respecte tous les principes de base de la comptabilité et du GCEC.

V.6. APERÇU SUR LA SURVEILLANCE MACROPRUDENTIELLE

V.6.1. Instruments macroprudentiels

La mise en œuvre de la politique macroprudentielle demeure impérieuse dans la mesure où elle permet (i) d'identifier, de prévenir et d'atténuer le risque systémique, (ii) de choisir ou de réunir les composantes du jeu d'outils macroprudentiels, (iii) de combler les lacunes de la réglementation et celles des données et des informations financières.

C'est ainsi que la Direction de Surveillance des Intermédiaires Financiers s'est attelée, à sélectionner les instruments macroprudentiels pour (i) enrichir sa réglementation financière et (ii) développer sa politique macroprudentielle.

Les instruments optés, sont axés sur le dispositif de Bâle III. Toutefois, certains instruments non bâlois sont également pris en compte dans la panoplie d'instruments macroprudentiels de la Banque Centrale du Congo, en l'occurrence ceux en rapport avec la limitation des prêts à l'économie et ceux afférents à la liquidité, tels qu'illustrés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2.14 Instruments macroprudentiels sélectionnés par la Banque Centrale pour asseoir sa politique macroprudentielle

I. Pouvoirs de l'autorité macroprudentielle	
Pouvoirs « durs »	La Banque Centrale a un droit de contrôle direct sur les instruments
II. Outils de portée générale préconisés pour le secteur bancaire	
II.A. volant de conservation des fonds propres	Le coussin de conservation est à détenir au-delà du minimum requis par les banques pour pouvoir supporter des pertes soudaines. Il est obligatoire et le montant de ce coussin varie de 0 à 2,5%. Cependant, pour un début, le pourcentage de ce coussin de conservation est à atteindre dans un délai de trois ans, en raison de 0,75% les deux premières années et de 1% à la troisième année échéant en 2021.
II.B. volant des fonds propres contracycliques	viennent s'ajouter au volant précédent en période d'expansion. Il est activé par les Autorités Nationales lorsqu'elles estimeront qu'une croissance excessive du crédit est associée à une accumulation des risques à l'échelle du système. En effet, cette croissance excessive du crédit est mesurée par la déviation du ratio crédit/PIB par rapport à la tendance. Le montant du coussin varie de 0 à 2,5% des actifs pondérés, en fonction du degré estimé d'accumulation des risques ; et peut être fixé au-delà de ce montant, lorsque les circonstances l'exigeraient.
II.C. volant des fonds propres pour les établissements d'importance systémique	cette exigence se justifie par les externalités auxquelles leurs faillites donneraient lieu à des perturbations au niveau du système et à l'économie réelle. Il est fixé de manière individuelle, dans la fourchette de 1 à 2% sur décision de la Banque Centrale du Congo
II.D. limite au ratio de levier	limiter le niveau du degré d'accumulation d'endettement du secteur bancaire. le seuil minimal du ratio de levier, suivant notre réglementation, est à 5%.
III. Outils pour les expositions au secteur des ménages	
III.A. exigences des fonds propres pour les expositions au secteur des ménages	prise en compte du volant des fonds propres contracycliques, focalisé sur l'expansion des prêts aux ménages.
III.B. limite à la croissance de crédit au secteur des ménages	la possibilité prévue de limiter les prêts au secteur des ménages, lorsque la tendance commence à devenir non soutenable, dans le cadre de la surveillance macroprudentielle. L'un des instruments non bâlois envisagé par la BCC.
III.C. restrictions aux prêts ou critères d'admissibilité des emprunteurs :	
<ul style="list-style-type: none"> • Limite au ratio prêt/valeur • Limite au ratio prêt/revenu 	Les deux instruments non bâlois font parties de ceux prévus par la BCC.
IV. Outils pour les expositions au secteur des entreprises	
IV.A. exigences des fonds propres pour les expositions au secteur des entreprises	prise en compte du volant des fonds propres contracycliques, focalisé sur l'expansion des prêts aux entreprises non financières
IV.B. limite à la croissance du crédit au secteur des entreprises	la possibilité prévue de limiter les prêts au secteur des entreprises, lorsque la tendance commence à devenir non soutenable, dans le cadre de la surveillance macroprudentielle. L'un des instruments non bâlois envisagé par la BCC.
IV.C. restrictions aux prêts ou critères d'admissibilité des emprunteurs :	
<ul style="list-style-type: none"> • Limite au ratio prêt/valeur pour crédit immobilier commercial • Limite au ratio prêt/revenu 	Les deux instruments non bâlois sont parmi ceux prévus par la BCC.
V. Outils de liquidités appliqués au secteur bancaire	
V.A. exigences de volant de liquidité :	
<ul style="list-style-type: none"> • Ratio de liquidité à court terme à 30 à jours ; • Ratio de liquidité à court terme par monnaie ; • Ratio prêts/dépôts 	<p>La réglementation prudentielle de la RDC le prévoit mais, le calcul de ce ratio n'est pas le même que le volant de liquidité de Bâle III.</p> <p>Le dispositif prudentiel de la RDC prévoit le ratio en monnaie locale et à l'ensemble des devises étrangères.</p> <p>Instrument non bâlois utilisé dans le cadre de la surveillance macroprudentielle pour s'assurer de la dépendance ou pas des banques du financement extérieur.</p>

Source : Banque Centrale du Congo.

V.6.2. Perspectives sur la stabilité financière

Sur le plan international

Les perspectives de l'économie mondiale sont exposées à des risques de dégradations considérables. En effet, l'économie mondiale, commence à entrer dans une période d'incertitude élevée, ressentie déjà dans la plupart des pays avancés marqués par le ralentissement de leur croissance économique.

Le FMI souligne que la croissance mondiale pourrait encore chuter si les tensions commerciales persistent. Il sied également de relever que l'endettement des principales économies de la planète continue à s'accroître et celui du secteur non financier demeure également excessif. L'effet de levier dans le secteur non financier est désormais plus élevé qu'avant la crise financière de 2008-2009 dans l'ensemble des pays de G20.

La situation d'endettement du secteur non financier a stimulé la reprise économique suivant les tendances observées en 2017 et 2018. Toutefois, les observateurs avisés dénotent que la situation évoquée ci-haut peut, à court terme, stimuler la croissance mais, peut également présenter, à moyen terme, des risques importants pour la stabilité macroéconomique et financière.

En ce qui concerne les pays africains subsahariens, il importe de prendre en compte l'expansion grandissante observée des banques panafricaines pour lesquelles les maisons mères sont localisées dans les zones économiques qui subissent davantage des pressions causées par le report des ajustements et la montée des tensions dans leurs secteurs financiers.

Aussi, le secteur financier reste-t-il très vulnérable, le niveau élevé des prêts improductifs pesant sur les bilans des banques et entravant le crédit au secteur privé.

Sur le plan national

L'approche descendante est souvent utilisée dans le contexte congolais pour l'analyse de la stabilité financière étant donné que les effets déclencheurs des menaces sur la stabilité financière ont souvent résulté des problèmes économiques.

En 2018, l'amélioration de la conjoncture extérieure a contribué à l'accélération de la croissance économique en RDC, à la suite de la hausse de la demande des principaux produits miniers exportés par la RDC, à la faveur de la bonne tenue de leurs cours sur le marché international.

En effet, le secteur bancaire congolais a tiré parti de cette croissance économique, dont les effets se sont manifestés au travers de l'amélioration de certains indicateurs clés par rapport à 2017, notamment le total du bilan (+ 31 %), des dépôts de la clientèle (+ 29 %) et celui des prêts bruts à la clientèle (44 %).

Cependant, au regard des effets mitigés de la croissance mondiale suivant les perspectives, la baisse probable des prix des produits de base risquerait d'entraver l'élan de la légère embellie économique observée ces dernières années.

Comme l'économie congolaise est vulnérable aux chocs extérieurs et, par ricochet, la stabilité financière, les mêmes externalités négatives observées pendant les crises précédentes, pourraient constituer une entrave à la stabilité du système financier national.

En effet, en cas d'un retournement conjoncturel, la vulnérabilité du secteur se manifesterait au travers des facteurs ci-après :

1. Les emprunteurs résidents, en cas de choc, ne seront pas couverts par la dépréciation du taux de change, étant donné que la structure des prêts continue à être dominée par des prêts en devises (93,6 %), fortement exposés à la récurrente volatilité du taux de change à chaque choc externe. La capacité des emprunteurs à honorer leurs engagements sera toujours faible, concourant à l'accroissement du risque de défaillance du portefeuille des prêts et, partant, à la vulnérabilité du secteur.
2. Le maintien à un niveau élevé, durant ces trois dernières années, du taux brut de dégradation du portefeuille des prêts, au-delà de 15 %, de loin supérieur au seuil maximal acceptable de 5 %, induit la hausse de la probabilité de risques y afférents, surtout si les risques inhérents aux chocs extérieurs se concrétisaient. Ce risque atteindrait des proportions inquiétantes.
3. les entreprises privées non financières seront les plus exposées étant donné que les expositions du système bancaire sur ce secteur (Prêts sectoriels/Total bilan) à fin 2018 ont représenté 25,0 %.
4. les expositions du système bancaire sur les ménages (Prêts sectoriels/Total bilan) à fin 2018 se sont situées à 11,0 %. La perte du pouvoir d'achat qui résulterait d'une crise éventuelle affecterait davantage les banques, dont les stratégies opérationnelles sont focalisées sur la clientèle de détails.
5. les expositions du système bancaire sur les l'Etat y compris les entreprises de l'Etat se sont affichées à 5,7 %.

Mesures préconisées

1. La mise en œuvre de la réglementation aussi bien quantitative que qualitative suivant les standards internationaux contribuerait à une meilleure surveillance prédictive, aussi bien dans le cadre de la supervision basée sur les risques que la surveillance macroprudentielle. A cet effet, face aux éventuelles incertitudes, la Banque Centrale a revisité son arsenal réglementaire pour permettre aux banques de faire face aux chocs. Elle a développé les différents instruments macroprudentiels aussi bien bâlois que non bâlois, outils nécessaires pour asseoir sa politique macroprudentielle en cours de développement. Elle avait

- déjà préconisé la révision à la hausse du capital minimum qui, à l'horizon 2020, devrait atteindre l'équivalent de 50 millions de dollars américains.
2. La Banque Centrale devrait orienter sa stratégie vers une surveillance prédictive afin d'être à même de cibler les risques latents qui pourraient entraver dans un futur proche ou assez lointain la stabilité du système financier, en vue de prendre, par anticipation, des mesures à préconiser pour y remédier.
 3. La Banque Centrale est dans le processus de conclure un MoU avec notamment l'Autorité de Régulation des Assurances, « ARCA » en sigle, l'ARPTC et la CENAREF pour l'échange d'informations devant contribuer à la stabilité du système financier.
 4. L'Autorité de Régulation et de Contrôle devrait relancer les pourparlers avec le Ministère des Finances pour la mise en place d'un Comité de Stabilité Financière au niveau national, consécutivement à la promulgation de la loi organique de la Banque Centrale et la finalisation de la Loi bancaire en cours de révision.

V.7. REFORMES ET PROJETS EN MATIERE DE SUPERVISION BANCAIRE

V.7.1. Fonds de garantie de dépôts

Le projet de fonds de garantie des dépôts a été lancé en février 2013, accompagné par la Coopération Allemande pour sa réalisation, avec comme consultant désigné, « le Bureau Global Banking Development Solutions » pour la conduite du projet. Le processus de mise en œuvre du fonds de garantie des dépôts avait abouti à la confirmation, par les parties prenantes, de la réalisation de ce projet, après les conclusions de l'étude de faisabilité.

A ce stade, KFW qui était censé financer la majeure partie du dudit projet, a renoncé à son concours, ce qui a entraîné la résiliation du contrat avec le consultant, bloquant ainsi la poursuite du projet. Ainsi, pour éviter que ce projet soit arrêté étant donné que sa mise en place exige des ressources financières conséquentes, il a été question de trouver d'autres bailleurs devant assister la Banque Centrale à garantir la continuité du projet.

A ce titre, la Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers SIF qui coordonne sa mise en œuvre, avait sollicité le concours de la mission de la Banque Mondiale « Programme First » en avril 2018 pour aider la Banque Centrale du Congo à trouver des partenaires crédibles pour la continuité de ce projet.

C'est ainsi que le contact a été pris avec FSD Africa qui est un programme d'appui aux systèmes financiers en Afrique Subsaharienne, basé à Nairobi au Kenya, et financé par le Département du Développement International du Gouvernement Britannique.

L'assistance que cette firme voudrait offrir à la BCC, s'inscrit dans un cadre plus élargi, au regard des perspectives et défis du secteur financier congolais résultant de la pertinence d'un accompagnement technique et/ou financier dans certains domaines bien précis.

V.7.2. Modernisation de la Centrale des Risques

Pour rappel, la Banque Centrale s'est lancée dans le projet de modernisation de la Centrale des Risques, afin de rendre efficient cet important outil et de réduire l'asymétrie de l'information entre les établissements de crédit et les emprunteurs, d'une part, et prévenir ainsi le surendettement, d'autre part.

A cet effet, le processus de modernisation a été planifié en deux principales phases consistant, d'une part, au développement à court terme, en interne, d'un applicatif informatique performant, appelé à améliorer considérablement le service à rendre aux intermédiaires financiers par la Centrale des Risques existante au sein de la BCC et, d'autre part, l'externalisation des activités de la Centrale des Risques, notamment par la création d'une entité juridique indépendante mais opérant moyennant une gestion en sous-traitance auprès d'un privé à la faveur d'un contrat de délégation de service public sous financement de la KFW.

S'agissant de la première phase, la mise en œuvre du projet s'est concrétisée par (i) la mise en place d'un Comité en charge du pilotage de ce projet dénommé « Modernisation de la Centrale des Risques », MOCERI en sigle, en date du 06 avril 2011, et (ii) le développement en interne et la mise production en date du 29 avril 2013 de l'applicatif « ISYS-CERI ».

Toutefois, la BCC envisage d'améliorer l'applicatif ISYS-CERI en introduisant un identifiant unique des bénéficiaires de crédit au niveau du système financier, d'une part, et en utilisant la technologie des empreintes digitales, d'autre part.

Pour ce qui est de la deuxième phase, il importe de rappeler que les travaux demeurent en cours de réalisation.

CHAPITRE VI

AUDIT INTERNE

VI.1. ACTIVITES TRADITIONNELLES D'AUDIT INTERNE

VI.1.1. Exécution des missions d'audit

VI.1.1.1. Missions d'audit interne

a. Revue des états financiers de la Banque pour l'exercice 2017

Comme chaque année, les Auditeurs Internes ont réalisé la revue des états financiers de l'exercice 2017 de la Banque, afin d'en mettre en évidence les biais éventuels et de les corriger avant la certification desdits états financiers par l'Auditeur externe. Les dysfonctionnements identifiés ont été soit rapidement corrigés, soit remontés à la Haute Direction et au Conseil pour une prise en charge idoine.

b. Exécution du Plan pluriannuel d'audit 2016-2018

Dans la tranche 2018 du Plan pluriannuel d'audit 2016-2018, sur 26 missions d'audit prévues, 14 ont été exécutées, reflétant ainsi un taux d'exécution de 54,0 %. Ce taux d'exécution est expliqué, notamment, par l'exécution simultanée d'une vingtaine de missions de contrôles inopinés au cours de l'exercice 2018, ce qui a impacté le budget-temps consacré à l'exécution des missions d'audit programmées dans le même exercice.

b.1. Au Siège

Deux missions ont été exécutées, à savoir :

- 1° l'audit auprès de la Direction des Systèmes de Paiements: il a porté sur la sécurité technique du système des paiements et des infrastructures y dédiées¹.
- 2° l'audit auprès de la Direction de l'Informatique: il a porté sur un audit informatique² aux fins de densifier le confort nécessaire à la fiabilité des informations financières de la Banque.

b.2. Auprès des Entités provinciales

Les Entités Provinciales prévues en 2018 ont été auditées suivant le tableau ci-après :

- Directions Provinciales de BANDUNDU, BUKAVU, KANANGA, KINDU, KISANGANI et MATADI;

¹ Mission dont la réalisation, d'août 2018 à janvier 2019, a été sous-traitée, sous l'encadrement de l'Audit Interne, au Cabinet ATHENA, suivant le bon de commande du 19 juillet 2018.

² Réalisé en appui à la revue des états financiers effectuée, avec l'accompagnement du Cabinet PWC.

- Agences Autonomes de BOMA, GBADOLITE, KASUMBALESA et KIKWIT ;
- Agences Mandataires de BUNIA et GEMENA.

De ces audits, il ressort globalement des efforts plus ou moins significatifs fournis par le management de la plupart des Organes et Entités provinciales dans la mise en place de contrôles alternatifs pour pallier des défaillances structurelles ainsi que d'autres vulnérabilités identifiées. Un processus d'assainissement de l'environnement interne de la Banque (au travers notamment du renforcement de ses valeurs éthiques et de ses mécanismes organisationnels, stratégiques, opérationnels et de contrôle) est en cours.

VI.1.1.2. Certification des états financiers de la Banque de l'exercice 2017

Après avoir exécuté selon les Normes internationales d'audit (ISA) et clôturé ses diligences d'audit portant sur les états financiers clos le 31 décembre 2017, le Cabinet DELOITTE Services Sarl, Auditeur externe, a, dans son rapport final du 16 novembre 2018 adressé au Conseil de la Banque, **certifié sans réserve** lesdits états financiers, comme donnant, dans tous ses aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie de la Banque.

VI.1.1.3. Révision comptable par les Commissaires aux Comptes

Les Commissaires aux Comptes ont également conclu leurs travaux de certification des comptes annuels de la Banque au 31 décembre 2017 et de vérifications spécifiques et d'informations. Leur rapport du 06 septembre 2018, adressé au Chef de l'Etat, a conclu à la régularité, à la sincérité et à l'image fidèle du résultat des opérations de l'exercice passé en revue, et donc à une opinion sans réserve.

VI.1.2. Professionnalisation de l'Audit interne

Dans le cadre de l'optimisation des processus d'audit interne par l'implémentation du Système de Management de la Qualité, les travaux s'y rapportant se sont poursuivis à travers les processus ci-après :

- audit interne des structures ;
- écoutes et satisfaction du client ;
- amélioration des compétences ;
- communication interne ;
- amélioration continue ;
- maintenance et infrastructures ;
- achats ;
- mesure de performance.

En outre, l'Audit Interne a entamé des travaux de révisitation de la technique de

planification (suivant le nouveau profil des risques de la Banque) et d'exécution des missions d'audit interne (suivant la dernière version des Normes de l'IIA sur la pratique professionnelle de l'audit interne). En effet, il est prévu que le prochain Plan d'audit de la Banque s'exécute, pour plus de pertinence et d'efficacité, à l'aune des audits des processus (de management, de réalisation et supports), et non plus des audits des structures de la Banque.

Enfin, dans le cadre de la professionnalisation collective des services d'audit interne, un processus d'informatisation des processus d'audit et de gestion des risques a été entamé, à travers l'accord d'une marge budgétaire pour acquérir une solution informatique efficace et adéquate aux exigences stratégiques et opérationnelles de l'Audit Interne.

VI.1.3. Exécution des missions de contrôles inopinés et d'enquête

Au total 20 missions de contrôle inopiné et 05 d'enquête ont été diligentées auprès des Organes et Entités Provinciales suivantes :

- Siège: Directions de la Trésorerie et des Ressources Humaines ;
- Directions Provinciales de Bandundu, Bukavu, Kananga, Goma, Kindu, Kisangani, Lubumbashi, Matadi et Mbuji-Mayi ;
- Agences Autonomes de Boma, Kalemie, Kasumbalesa, Kikwit et Mwene-Ditu
- Agences Mandataires de Beni, Bunia, Butembo, Gemena, Kolwezi et Likasi.

Des faiblesses de contrôle interne ont été identifiées et des mesures correctives ont été prises, en vue d'une meilleure maîtrise des risques identifiés.

VI.2. LES ACTIVITES DE LA GESTION DES RISQUES

La Sous-Direction de la Gestion des Risques a réalisé plusieurs activités, qui ont essentiellement tourné autour des axes suivants :

VI.2.1. Présentation du premier rapport sur la cartographie des risques opérationnels de la Banque

Il a été procédé à la présentation du rapport général de la cartographie des risques opérationnels ainsi que du nouveau profil général du risque à la Banque.

Ce rapport préconise, pour la maîtrise transversale des risques opérationnels, deux approches d'amélioration du Contrôle Interne: (i) par familles de risques, conformément au référentiel des risques opérationnels actuellement d'usage, et (ii) par composantes, conformément au référentiel COSO 2013. Pour les risques majeurs, dont la fréquence et l'impact peuvent conduire la Banque à une cessation temporaire ou prolongée de ses activités, le rapport préconise des traitements particuliers.

VI.2.2. Implémentation du dispositif de gestion des risques

La mise en place d'un dispositif de gestion des risques étant retenue, par la Banque, comme une option stratégique de la gouvernance, l'Audit Interne a poursuivi la conduite du processus y afférent, suivant les 4 axes ci-après :

- (1) amélioration de l'environnement de contrôle BCC ;
- (2) modernisation du dispositif de gestion des risques ;
- (3) renforcement des activités de contrôle permanent et optimisation des processus d'audit interne ;
- (4) mise en place d'un dispositif efficient de lutte contre la fraude et de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) à la Banque.

A fin 2018, l'Audit Interne a entamé les actions suivantes :

- la conception et la mise en place du dispositif de gestion des risques financiers ainsi que celles du dispositif de gestion des crises ;
- l'analyse des implications de l'implémentation du dispositif de gestion des risques opérationnels sur le Système National des Paiements et le système informatique de la Banque ;
- la mise en place des mécanismes de prévention de la cybercriminalité.

VI.2.3. Renforcement du contrôle interne de la banque

L'Audit Interne a procédé au suivi de la mise en œuvre des dispositions de la *Charte de Contrôle interne de la Banque*, à travers :

- le suivi de la mise en œuvre des modalités d'application de la Charte de Contrôle interne au Siège ;
- les travaux préliminaires de renforcement du contrôle opérationnel au Siège et aux Entités Provinciales pilotes ;
- le renforcement des mécanismes de prévention des risques juridiques ;
- l'accompagnement de la Direction de l'Informatique dans sa mutation du référentiel COBIT 4.1 au COBIT 5 ;
- l'accompagnement de la Sous-Direction de la Sécurité dans l'élaboration d'un schéma directeur de la fonction de sécurité de la BCC ;
- le démarrage des travaux d'implémentation des modules de gestion des risques professionnels et accidents de travail à travers l'applicatif SIGMA-RH par la firme SIGMA ;
- la formation et la sensibilisation progressives des Directions du Siège et des Entités provinciales sur des projets menés par la Sous-Direction de la Gestion des Risques, notamment sur la déclaration informatisée des incidents « Base Evénements ».

VI.2.4. Suivi d'autres projets et dossiers spécifiques

L'Audit Interne a piloté ou participé aux projets ci-après :

VI.2.4.1. Suivi et évaluation des sauvegardes 2010 de la BCC

L'Audit Interne a procédé au suivi et à l'évaluation des Sauvegardes 2010 de la Banque Centrale, en synergie avec le Département Financier du Fonds Monétaire International, suivant la matrice des recommandations en force à ce jour.

VI.2.4.2. Processus de mise en place d'un dispositif LBC/FTP à la banque

Dans ce cadre, conformément à la *loi n° 04/016 du 19 juillet 2004 portant lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme* et à la réglementation en la matière, plusieurs faits marquants ont été enregistrés, dont :

- la désignation d'un Correspondant de la Banque auprès de la CENAREF ;
- la revue par ce dernier, avec les Directions opérationnelles, du formulaire-questionnaire AML (anti-money laundering) et KYC (know your customers) périodiquement adressé à la Banque Centrale par son Correspondant bancaire et ceux de ce dernier ;
- la participation des Experts de l'Audit Interne aux travaux respectifs de la Cellule Nationale des Renseignements Financiers, CENAREF en sigle, du Comité Consultatif de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux, en sigle COLUB et du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale, en sigle GABAC (notamment ceux relatifs à l'évaluation du dispositif national de LBC/FT par le GABAC).

VI.2.4.3. Processus de mise en place d'un mécanisme d'alerte éthique

L'implémentation d'un mécanisme d'alerte éthique à la Banque se poursuit, à travers le développement en interne d'un applicatif pour le recueil des signalements et l'acquisition des téléphones portables pour la même fin. Un passage en phase-test du prototype dédié est prévu sous peu.

CHAPITRE VII

AUTRES ACTIVITES DE LA BANQUE

VII.1. GESTION COURANTE

Dans le cadre de la gestion courante de la Banque, le Gouverneur a signé plusieurs Ordres de Service, notamment :

1. Ordre de Service n° 001/18 du 03 janvier 2018

Il a traité à la prorogation du mandat du Comité d'Administration Provisoire de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo, en sigle BIAC s.a, jusqu'au 31 mai 2018, en vue de scruter les options ultimes de résolution de la crise de cette institution bancaire.

2. Ordre de Service n° 002/18 du 03 janvier 2018

Cet Ordre de Service a prorogé, jusqu'au 31 mai 2018, le mandat du Cabinet Elie NGOMO TONGBO BANGAYE, en qualité de Liquidateur de la First International Bank, en sigle FIBANK RDC s.a.

3. Ordre de Service n° 003/18 du 03 janvier 2018

Le présent Ordre de Service a prorogé, jusqu'au 31 mars 2018, la mission assignée au Groupement ABLEGAL, GBC, LUBALA & Associés, en sigle AGL, en qualité de Liquidateur de la Banque Congolaise.

4. Ordre de Service n° 017/18 du 25 janvier 2018

Cet Ordre de Service a réhabilité la Commission Elargie d'Elaboration de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale, en sigle CEEBP.

5. Ordre de Service n° 048/18 du 27 février 2018

Le présent Ordre de Service a traité à la réactivation du Comité Permanent de la Coordination et du Suivi des Evolutions du Logiciel Bank Supervision Application, en sigle CPCSE/BSA.

6. Ordre de Service n° 054/18 du 28 février 2018

Le présent Ordre de Service a porté création du Projet Monétique National, en sigle PROMONAT.

7. Ordre de Service n° 076/18 du 20 mars 2018

Cet Ordre de Service a traité à la prorogation, jusqu'au 19 septembre 2018, du mandat du Comité d'Administration Provisoire de la MECRECO et de MECRE en difficulté.

8. Ordre de Service n° 100/18 du 13 avril 2018

Il a prorogé, jusqu'au 31 juillet 2018, la mission assignée au Groupement ABLEGAL, GBC, LUBALA & Associés, en sigle AGL, en qualité de Liquidateur de la Banque Congolaise, en sigle B.C. sarl.

9. Ordre de Service n° 162/18 du 30 mai 2018

Cet Ordre de Service a concerné la prorogation, jusqu'au 31 décembre 2018, du mandat du Cabinet Elie NGOMO TONGBO BANGAYE, en qualité de Liquidateur de la First International Bank, en sigle FIBANK RDC s.a.

10. Ordre de Service n° 170/18 du 30 mai 2018

Cet Ordre de Service a trait à la prorogation jusqu'au 31 décembre 2018 du mandat du Comité d'Administration Provisoire de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo, en sigle BIAC s.a.

11. Ordre de Service n° 220/18 du 06 juillet 2018

L'Ordre de Service ci-dessus a fixé l'âge d'admission d'office à la retraite des Agents de la Banque Centrale du Congo.

12. Ordre de Service n° 224/18 du 12 juillet 2018

Le présent Ordre de Service a clôturé le Projet « Régulation, Supervision et Traitement des Risques », en sigle RESTOR.

13. Ordre de Service n° 268/18 du 21 août 2018

Cet Ordre de Service a trait à la fermeture de l'Agence Autonome de Kabinda.

14. Ordre de Service n° 269/18 du 23 août 2018

Le présent Ordre de Service a porté sur la désignation de Trust Merchant Bank S.A. pour exercer, en qualité d'Agence Mandataire, la fonction de Caissier de l'Etat à Kabinda, Province de LOMAMI.

15. Ordre de Service n° 276/187 du 28 août 2018

Cet Ordre de Service a porté sur l'installation des antennes du Comité de Sécurité, d'Hygiène et d'Embellissement, en sigle CSHE, dans les Entités Provinciales ayant un effectif d'au moins 20 agents.

16. Ordre de Service n° 286/18 du 31 août 2018

Cet Ordre de Service a prorogé, jusqu'au 31 décembre 2018, la mission assignée au Groupement ABLEGAL, GBC, LUBALA & Associés, en sigle AGL, en qualité de Liquidateur de la Banque Congolaise, en sigle B.C. sarl.

17. Ordre de Service n° 294/18 du 12 septembre 2018

L'Ordre de Service ci-dessus a trait à la fermeture de l'Agence Autonome de Lodja.

18. Ordre de Service n° 295/18 du 12 septembre 2018

La désignation de l'établissement de crédit Rawbank SA pour exercer, en qualité d'Agence Mandataire, la fonction de Caissier de l'Etat à Lodja, Province de SANKURU.

19. Ordre de Service n° 302/18 du 18 septembre 2018

Cet Ordre de Service a porté désignation de la Banque Commerciale du Congo SA pour exercer, en qualité d'Agence Mandataire, la fonction de Caissier de l'Etat, dans la ville d'ISIRO.

20. Ordre de Service n° 304/18 du 19 septembre 2018

Cet Ordre de Service a prorogé, jusqu'au 31 décembre 2018, le mandat du Comité d'Administration Provisoire de la MECRECO et des MECRE en difficulté.

21. Ordre de Service n° 327/18 bis du 05 octobre 2018

Il a porté sur la création du Comité d'Agrément des Marchés Boursiers d'Achat et de Vente de l'or, du diamant et des autres substances minérales précieuses et semi précieuses d'exploitation artisanale.

22. Ordre de Service n° 397/18 du 10 décembre 2018

Cet Ordre de Service a porté sur la fermeture de l'Agence Autonome de MWENE-DITU.

23. Ordre de Service n° 398/18 du 10 décembre 2018

Il a désigné l'établissement de crédit Trust Merchant Bank S.A. pour exercer, en qualité d'Agence Mandataire, la fonction de Caissier de l'Etat à de MWENE-DITU, Province de LOMAMI.

24. Ordre de Service n° 435/18 du 28 décembre 2018

Cet Ordre de Service a prorogé, jusqu'au 31 mars 2019, le mandat du Comité d'Administration Provisoire de la MECRECO et des MECRE en difficulté.

25. Ordre de Service n° 436/18 du 28 décembre 2018

Le présent Ordre de Service a trait à la prorogation, jusqu'au 31 mars 2019, du mandat du Comité d'Administration Provisoire de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo, en sigle BIAC s.a, en vue de scruter les options ultimes de résolution de la crise de cette institution bancaire.

26. Ordre de Service n° 437/18 du 28 décembre 2018

Cet Ordre de Service a prorogé, jusqu'au 31 mars 2019, le mandat du Cabinet Elie NGOMO TONGBO BANGAYE, en qualité de Liquidateur de la First International Bank, en sigle FIBANK RDC s.a.

27. Ordre de Service n° 438/18 du 28 décembre 2018

Le présent Ordre de Service a prorogé, jusqu'au 31 avril 2019, la mission assignée au Groupement ABLEGAL, GBC, LUBALA & Associés, en sigle AGL, en qualité de Liquidateur de la Banque Congolaise.

VII.2. PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES

Les missions officielles ci-après ont été effectuées respectivement par Messieurs le Gouverneur et le Vice-Gouverneur, à l'extérieur du pays :

VII.2.1. Le Gouverneur

- Mars 2018 : Djibouti, participation à la 23^{ème} réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales du COMESA, organisée par le COMESA ;
- Avril 2018 : Washington (Etats-Unis d'Amérique), participation aux Assemblées de Printemps du Fonds Monétaire International et du groupe de la Banque mondiale ;
- Août 2018 : Sharm El Sheikh (Egypte), participation à la réunion du Caucus Africain et aux réunions annuelles de l'Association des Banques Centrales Africaines(ABCA), organisée par le FMI/BM/ABCA ;
- Octobre 2018 : Bâli (Indonésie), participation aux assemblées annuelles du Fonds Monétaire International et du groupe de la Banque mondiale.

VII.2.2. Le Vice-Gouverneur :

- Mai 2018 : Prétoria (République Sud-Africaine), participation à la 46^{ème} réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC ;
- Mai 2018 : Busan (République de la Corée du Sud), participation aux assemblées annuelles 2018 du Conseil des Gouverneurs du groupe de la Banque Africaine du Développement ;
- Septembre 2018 : Maseru (Lesotho), participation à la 47^{ème} réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC ;
- Septembre 2018 : Sochi (Russie), participation au forum de politique générale de l' Alliance Pour L'inclusion Financière (AFI) ;
- Septembre 2018 : Libreville (Gabon), participation à la 7^{ème} plénière statutaire du Groupe d'Actions contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale, GABAC en sigle.

VII.3. MOUVEMENT DU PERSONNEL, FORMATION DES AGENTS ET ENCADREMENT DES STAGIAIRES

VII.3.1. Personnel

VII.3.1.1. Effectif de la Banque

La Banque Centrale du Congo a clôturé l'année 2018 avec un effectif de 1.840 agents contre 1.856 en 2017. Cette baisse est consécutive aux départs en retraite et décès enregistrés au cours de l'année sous examen. Toutefois, Il y a lieu de relever que le départ en retraite a été repoussé à 65 ans d'âge, conformément à l'article 85 alinéa 2 de la Loi N° 16/009 du 15 juillet 2016, relative au régime général de la sécurité sociale, matérialisé par l'Ordre de Service N°220/18 du 06 juillet 2018.

Tableau 2.15 Evolution de l'effectif de la Banque

Localisation	Décembre 2017		Décembre 2018		Variation	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Siège	1 300	70,7	1 283	69,7	-17	106,3
Entités Provinciales	556	30,2	557	30,3	1	-6,3
Total	1 856	101	1 840	100	-16	100

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 2.16 Evolution du Personnel par Sexe

	Décembre 2017	Décembre 2018	Variation en %
Féminin	451	439	-2,7
Masculin	1 405	1 401	-0,3
Total	1 856	1 840	-0,9

Source : Banque Centrale du Congo.

a. Répartition du Personnel par Organe

Tableau 2.17 Répartition du personnel du Siège

STRUCTURES	ORGANES	EFFECTIF PAR SEXE			
		F	M	Total	%
DIRECTION AUTONOME DU SIEGE	CABINET DE LA HAUTE DIRECTION	13	49	62	3,37%
	AUDIT INTERNE	14	43	57	3,10%
	COORDINATION DE LA CAISSE DE RETRAITE	8	5	13	0,71%
	DIRECTION DU CHANGEMENT	2	4	6	0,33%
	CELLULE TECHN D'APPUI AU RESEAU DES ENTITES PROVINCIALES	3	8	11	0,60%
	S/D SECURITE SIEGE & ENTITES PROVINCIALES5	4	44	48	2,61%
	DIRECTION DE L'HOTEL DES MONNAIES	9	58	67	3,64%
	DIRECTION COMMERCIALE	5	11	16	0,87%
	DIRECTION TECHNIQUE	9	99	108	5,87%
SOUS-TOTAL 1		67	321	388	21,09%
DIRECTION GENERALE DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET DES OPERATIONS	CELLULE DE COORDINATION DG PMO	3	10	13	0,71%
	DIRECTION DES ANALYSES ECONOMIQUES	14	28	42	2,28%
	DIRECTION DE LA SURVEILLANCE DES INTERMEDIAIRES FIN.	31	61	92	5,00%
	DIRECTION DE LA RECHERCHE ET DES STATISTIQUES	13	35	48	2,61%
	DIRECTION DES OPERATIONS BANCAIRES ET DES MARCHES	44	50	94	5,05%
	DIRECTION DU SYSTÈME NATIONAL DE PAIEMENTS	7	21	28	1,52%
	DIRECTION DE LA TRESORERIE	41	84	125	6,79%
SOUS-TOTAL 2		153	289	442	23,97%
DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION ET SERVICES TECHNIQUES	CELLULE DE COORDINATION DG AST	5	8	13	0,71%
	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	42	55	97	5,33%
	DIRECTION JURIDIQUE	16	22	38	2,07%
	DIRECTION DE LA COMPTABILITE ET DU BUDGET	19	39	58	3,15%
	DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE	17	63	80	4,35%
	DIRECTION DE L'INFORMATIQUE	12	123	135	7,34%
	SOUS-DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS	12	20	32	1,74%
SOUS-TOTAL 3		123	330	453	24,67%
TOTAL SIEGE		343	940	1 283	69,73%
ENTITES PROVINCIALES	DIRECTIONS PROVINCIALES	78	332	410	22,28%
	AGENCES AUTONOMES	18	129	147	7,99%
TOTAL PROVINCE		96	461	557	30,27%
TOTAL GENERAL		439	1 401	1 840	100%

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 2.18 Répartition du personnel des entités provinciales

STRUCTURES	ENTITE PROVINCIALE	EFFECTIF PAR SEXE				% eff. BCC
		F	M	Total	%	
ENTITES PROVINCIALES	DP BANDUNDU	5	21	26	4,67%	1,41%
	AA INONGO	0	8	8	1,44%	0,43%
	AA KIKWIT	0	9	9	1,62%	0,49%
	DP BUKAVU	9	33	42	7,54%	2,28%
	DP GOMA	7	28	35	6,28%	1,90%
	DP KANANGA	8	35	43	7,72%	2,34%
	AA ILEBO	1	8	9	1,62%	0,49%
	AA TSHIKAPA	0	7	7	1,26%	0,38%
	DP KINDU	0	25	25	4,49%	1,36%
	DP KISANGANI	11	43	54	9,69%	2,93%
	AA BUTA	0	8	8	1,44%	0,43%
	DP LUBUMBASHI	24	59	83	14,90%	4,51%
	AA KALEMIE	2	7	9	1,62%	0,49%
	AA KAMINA	1	9	10	1,80%	0,54%
	AA KASUMBALESA	4	10	14	2,51%	0,76%
	AA KONGOLO	0	9	9	1,62%	0,49%
	DP MATADI	4	33	37	6,64%	2,01%
	AA BOMA	7	16	23	4,13%	1,25%
	DP MBANDAKA	5	18	23	4,13%	1,25%
	AA BOENDE	1	5	6	1,08%	0,33%
	AA BUMBA	1	9	10	1,80%	0,54%
AA GBADOLITE	0	8	8	1,44%	0,43%	
AA ZONGO	0	11	11	1,97%	0,60%	
DP MBUJI-MAYI	5	37	42	7,54%	2,28%	
AA MWENE-DITU	1	5	6	1,08%	0,33%	
TOTAL		96	461	557	100%	30,27%

Source : Banque Centrale du Congo.

b. Répartition du Personnel par Grade

Tableau 2.19 Répartition du Personnel actif par grade

	GRADE		SEXE		Total général	Pourcentage
	Nom	Code	Féminin	Masculin		
CATEGORIE 1	Directeur Général 1	10.1	0	1	1	<i>0,05%</i>
	Directeur Général 2	10.2	0	0	0	<i>0,00%</i>
	Directeur Général 3	10.3	0	2	2	<i>0,11%</i>
	Directeur 1	11.1	1	2	3	<i>0,16%</i>
	Directeur 2	11.2	2	10	12	<i>0,65%</i>
	Directeur 3	11.3	0	17	17	<i>0,92%</i>
	Directeur Adjoint 1	12.1	1	2	3	<i>0,16%</i>
	Directeur Adjoint 2	12.2	2	19	21	<i>1,14%</i>
	Directeur Adjoint 3	12.3	5	12	17	<i>0,92%</i>
	SOUS TOTAL			11	65	76	4,13%
CATEGORIE 2	Chef de Service Principal 1	21.1	2	15	17	<i>0,92%</i>
	Chef de Service Principal 2	21.2	1	4	5	<i>0,27%</i>
	Chef de Service Principal 3	21.3	5	14	19	<i>1,03%</i>
	Chef de Service 1	22.1	6	26	32	<i>1,74%</i>
	Chef de Service 2	22.2	20	70	90	<i>4,89%</i>
	Chef de Service 3	22.3	13	63	76	<i>4,13%</i>
	Chef de Service Adjoint Principal 1	23.1	9	10	19	<i>1,03%</i>
	Chef de Service Adjoint Principal 2	23.2	0	0	0	<i>0,00%</i>
	Chef de Service Adjoint Principal 3	23.3	9	8	17	<i>0,92%</i>
	Chef de Service Adjoint 1	24.1	14	27	41	<i>2,23%</i>
	Chef de Service Adjoint 2	24.2	7	15	22	<i>1,20%</i>
	Chef de Service Adjoint 3	24.3	11	13	24	<i>1,30%</i>
	SOUS TOTAL			97	265	362	19,67%

CATEGORIE 3	Chef de Bureau Principal 1	31.1	19	22	41	2,23%
	Chef de Bureau Principal 2	31.2	4	3	7	0,38%
	Chef de Bureau Principal 3	31.3	24	50	74	4,02%
	Chef de Bureau 1	32.1	44	147	191	10,38%
	Chef de Bureau 2	32.2	63	217	280	15,22%
	Chef de Bureau 3	32.3	31	74	105	5,71%
	Chef de Bureau Adjoint Principal 1	33.1	16	52	68	3,70%
	Chef de Bureau Adjoint Principal 2	33.2	0	3	3	0,16%
	Chef de Bureau Adjoint Principal 3	33.3	0	1	1	0,05%
	Chef de Bureau Adjoint 1	34.1	15	30	45	2,45%
	Chef de Bureau Adjoint 2	34.2	47	155	202	10,98%
	Chef de Bureau Adjoint 3	34.3	24	89	113	6,14%
	SOUS TOTAL			287	843	1130	61,41%
CATEGORIE 4	Rédacteur Principal 1	41.1	0	6	6	0,33%
	Rédacteur Principal 2	41.2	0	3	3	0,16%
	Rédacteur Principal 3	41.3	3	8	11	0,60%
	Rédacteur 1	42.1	9	11	20	1,09%
	Rédacteur 2	42.2	5	23	28	1,52%
	Rédacteur 3	42.3	25	116	141	7,66%
	Rédacteur Adjoint Principal 1	43.1	0	0	0	0,00%
	Rédacteur Adjoint Principal 2	43.2	0	2	2	0,11%
	Rédacteur Adjoint Principal 3	43.3	0	0	0	0,00%
	Rédacteur Adjoint 1	44.1	0	1	1	0,05%
	Rédacteur Adjoint 2	44.2	2	13	15	0,82%
	Rédacteur Adjoint 3	44.3	0	6	6	0,33%
	SOUS TOTAL			44	189	233	12,66%
CATEGORIE 5	Commis Principal 1	51.1	0	0	0	0,00%
	Commis Principal 2	51.2	0	0	0	0,00%
	Commis Principal 3	51.3	0	0	0	0,00%
	Commis 1	52.1	0	0	0	0,00%
	Commis 2	52.2	0	7	7	0,38%
	Commis 3	52.3	0	28	28	1,52%
	Commis Adjoint 1	53.1	0	3	3	0,16%
	Commis Adjoint 2	53.2	0	1	1	0,05%
	Commis Adjoint 3	53.3	0	0	0	0,00%
	SOUS TOTAL			0	39	39	2,12%
TOTAL GENERAL			439	1401	1840	100%

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 2.20 Répartition du Personnel actif par grade

	GRADE		SEXE		Total général	Pourcentage
	Nom	Code	Féminin	Masculin		
CATEGORIE 1	Directeur Général 1	10.1	0	1	1	0,05%
	Directeur Général 2	10.2	0	0	0	0,00%
	Directeur Général 3	10.3	0	2	2	0,11%
	Directeur 1	11.1	1	2	3	0,16%
	Directeur 2	11.2	2	10	12	0,65%
	Directeur 3	11.3	0	17	17	0,92%
	Directeur Adjoint 1	12.1	1	2	3	0,16%
	Directeur Adjoint 2	12.2	2	19	21	1,14%
	Directeur Adjoint 3	12.3	5	12	17	0,92%
	SOUS TOTAL			11	65	76	4,13%
CATEGORIE 2	Chef de Service Principal 1	21.1	2	15	17	0,92%
	Chef de Service Principal 2	21.2	1	4	5	0,27%
	Chef de Service Principal 3	21.3	5	14	19	1,03%
	Chef de Service 1	22.1	6	26	32	1,74%
	Chef de Service 2	22.2	20	70	90	4,89%
	Chef de Service 3	22.3	13	63	76	4,13%
	Chef de Service Adjoint Principal 1	23.1	9	10	19	1,03%
	Chef de Service Adjoint Principal 2	23.2	0	0	0	0,00%
	Chef de Service Adjoint Principal 3	23.3	9	8	17	0,92%
	Chef de Service Adjoint 1	24.1	14	27	41	2,23%
	Chef de Service Adjoint 2	24.2	7	15	22	1,20%
	Chef de Service Adjoint 3	24.3	11	13	24	1,30%
	SOUS TOTAL			97	265	362	19,67%
CATEGORIE 3	Chef de Bureau Principal 1	31.1	19	22	41	2,23%
	Chef de Bureau Principal 2	31.2	4	3	7	0,38%
	Chef de Bureau Principal 3	31.3	24	50	74	4,02%
	Chef de Bureau 1	32.1	44	147	191	10,38%
	Chef de Bureau 2	32.2	63	217	280	15,22%
	Chef de Bureau 3	32.3	31	74	105	5,71%
	Chef de Bureau Adjoint Principal 1	33.1	16	52	68	3,70%
	Chef de Bureau Adjoint Principal 2	33.2	0	3	3	0,16%
	Chef de Bureau Adjoint Principal 3	33.3	0	1	1	0,05%
	Chef de Bureau Adjoint 1	34.1	15	30	45	2,45%
	Chef de Bureau Adjoint 2	34.2	47	155	202	10,98%
	Chef de Bureau Adjoint 3	34.3	24	89	113	6,14%
	SOUS TOTAL			287	843	1130	61,41%

CATEGORIE 4	Rédacteur Principal 1	41.1	0	6	6	0,33%
	Rédacteur Principal 2	41.2	0	3	3	0,16%
	Rédacteur Principal 3	41.3	3	8	11	0,60%
	Rédacteur 1	42.1	9	11	20	1,09%
	Rédacteur 2	42.2	5	23	28	1,52%
	Rédacteur 3	42.3	25	116	141	7,66%
	Rédacteur Adjoint Principal 1	43.1	0	0	0	0,00%
	Rédacteur Adjoint Principal 2	43.2	0	2	2	0,11%
	Rédacteur Adjoint Principal 3	43.3	0	0	0	0,00%
	Rédacteur Adjoint 1	44.1	0	1	1	0,05%
	Rédacteur Adjoint 2	44.2	2	13	15	0,82%
	Rédacteur Adjoint 3	44.3	0	6	6	0,33%
SOUS TOTAL			44	189	233	12,66%
CATEGORIE 5	Commis Principal 1	51.1	0	0	0	0,00%
	Commis Principal 2	51.2	0	0	0	0,00%
	Commis Principal 3	51.3	0	0	0	0,00%
	Commis 1	52.1	0	0	0	0,00%
	Commis 2	52.2	0	7	7	0,38%
	Commis 3	52.3	0	28	28	1,52%
	Commis Adjoint 1	53.1	0	3	3	0,16%
	Commis Adjoint 2	53.2	0	1	1	0,05%
	Commis Adjoint 3	53.3	0	0	0	0,00%
	SOUS TOTAL			0	39	39	2,12%
TOTAL GENERAL			439	1401	1840	100%

Source : Banque Centrale du Congo.

c. Répartition du personnel par niveau d'études

Au cours de l'année 2018, la répartition du personnel par niveau d'études se présente de la manière suivante :

Tableau 2.21 Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études

NIVEAU D'ETUDES		Effectif par genre			
		F	M	Total	%
Universitaire	Licence et plus (Bac + 5 & Plus)	154	490	644	35,0
	Graduat (BAC + 3)	103	270	373	20,3
Sous-total 1		257	760	1017	55,3
Non Universitaire	Brevet Aptitude Professionnelle	0	12	12	0,7
	Diplôme d'Etat	122	418	540	29,3
	Secondaire	48	141	189	10,3
	Primaire	4	34	38	2,1
	Autres	8	36	44	2,4
Sous-total 2		182	641	823	44,7
Total général		439	1401	1840	100

Source : Banque Centrale du Congo.

Le tableau ci-dessus renseigne que 55,3 % des agents actifs sont universitaires.

d. Répartition du personnel par catégorie professionnelle

Tableau 2.22 Répartition du personnel actif de la Banque par catégorie professionnelle

Catégorie professionnelle		Effectif par genre			
		F	M	Total	%
Managers	Cadre de Direction (CADIR)	13	89	102	5,54
	Responsable de Service (RS)	31	147	178	9,67
Professionnel		127	387	514	27,93
Techniciens		242	630	872	47,39
Soutiens Administratifs ou Techniques (SAT)		25	114	139	7,55
Métiers Non Spécialisés (MNS)		1	34	35	1,90
Total général		439	1401	1840	100

Source : Banque Centrale du Congo.

e. Répartition du personnel par ancienneté à la Banque

Tableau 2.23 Répartition du personnel actif par ancienneté à la Banque

Ancienneté	Effectif par genre			
	F	M	Total	%
De 0 à 5 ans	102	335	437	23,8
De 6 à 10 ans	75	278	353	19,2
De 11 à 15 ans	32	200	232	12,6
De 16 à 20 ans	48	125	173	9,4
De 21 à 25 ans	19	27	46	2,5
De 26 à 30 ans	100	345	445	24,2
Plus de 30 ans	63	91	154	8,4
Total	439	1401	1840	100

Source : Banque Centrale du Congo.

f. Répartition du Personnel par tranche d'âge

Tableau 2.24 Répartition du personnel actif selon l'âge des agents

Répartition par tranche d'âge	SEXE		Total général	Pourcentage
	Féminin	Masculin		
20 ans à 25 ans	2	9	11	0,60%
26 ans à 30 ans	24	68	92	5,00%
31 ans à 35 ans	66	203	269	14,62%
36 ans à 40 ans	56	209	265	14,40%
41 ans à 45 ans	33	197	230	12,50%
46 ans à 50 ans	43	129	172	9,35%
51 ans à 55 ans	78	217	295	16,03%
56 ans à 60 ans	111	303	414	22,50%
61 ans à 65 ans	26	66	92	5,00%
TOTAL GENERAL	439	1401	1840	100%

Source : Banque Centrale du Congo.

Les données du tableau ci-dessus indiquent que la population active la plus représentative de la Banque se retrouve dans la tranche de 56 à 60 ans.

g. Comparaison entre niveau d'études et ancienneté à la Banque

Tableau 2.25 Niveau d'étude et ancienneté à la Banque

Ancienneté	Effectif par niveau d'études								Total	%
	L2 et +	G3	Brevet Prof.	D6	Secondaire	Primaire	Autres			
0 à 5ans	157	70	11	174	18	2	5	437	23,75	
06 à 10ans	180	82	0	79	7	5	0	353	19,18	
11 à 15ans	102	53	0	58	4	5	10	232	12,61	
16 à 20ans	57	41	0	47	22	4	2	173	9,40	
21 à 25ans	6	15	0	18	4	2	1	46	2,50	
26 à 30ans	115	88	1	129	89	15	8	445	24,18	
Plus de 30ans	27	24	0	35	45	5	18	154	8,37	
Total	644	373	12	540	189	38	44	1840	100	

Source : Banque Centrale du Congo.

h. Comparaison entre niveau d'études et âge des agents

Tableau 2.26 Niveau d'étude et âge des agents

Age	Effectif par niveau d'études								Total	%
	L2 et +	G3	Brevet Prof.	D6	Secondaire	Primaire	Autres			
18 à 25ans	1	2		8				11	0,60	
26 à 30ans	40	11		38	3			92	5,00	
31 à 35ans	130	47	1	87	2	1	1	269	14,62	
36 à 40ans	108	63	2	81	8	1	2	265	14,40	
41 à 45ans	101	46	7	58	14	2	2	230	12,50	
46 à 50ans	63	36	2	46	16	4	5	172	9,35	
51 à 55ans	89	62		93	34	11	6	295	16,03	
56 à 60ans	90	88		111	91	15	19	414	22,50	
61 à 65ans	22	18		18	21	4	9	92	5,00	
Total	644	373	12	540	189	38	44	1840	100	

Source : Banque Centrale du Congo.

i. Comparaison entre niveau d'études et catégorie professionnelle

Tableau 2.27 Niveau d'étude et catégorie professionnelle

Catégorie professionnelle	Effectif par niveau d'études								Total	%
	L2 et +	G3	Brevet Prof.	D6	Secondaire	Primaire	Autres			
Manager CADIR	75	20	0	6	1	0	0	102	5,54	
Manager RS	87	52	0	34	4	0	1	178	9,67	
Professionnel	376	88	0	35	15	0	0	514	27,93	
Technicien	106	212	1	374	127	21	31	872	47,39	
Soutien Adm. ou Tech.	0	1	6	88	26	10	8	139	7,55	
Métier Non Spécialisé	0	0	5	3	16	7	4	35	1,90	
Total	644	373	12	540	189	38	44	1840	100	

Source : Banque Centrale du Congo.

j. Comparaison entre âge des agents et catégorie professionnelle d'appartenance

Tableau 2.28 Age des agents et catégorie professionnelle

Age	EFFECTIF PAR CATEGORIE PROFESSIONNEL							Total	%
	Manager		Prof.	Tech.	SAT	MNS			
	CADIR	RS							
18 à 25ans	0	0	1	7	3	0	11	0,60	
26 à 30ans	0	0	35	46	10	1	92	5,00	
31 à 35ans	0	7	126	105	29	2	269	14,62	
36 à 40ans	2	21	104	103	28	7	265	14,40	
41 à 45ans	8	26	61	98	26	11	230	12,50	
46 à 50ans	9	22	34	92	10	5	172	9,35	
51 à 55ans	24	30	68	159	8	6	295	16,03	
56 à 60ans	44	55	78	216	19	2	414	22,50	
61 à 65ans	15	17	7	46	6	1	92	5,00	
TOTAL	102	178	514	872	139	35	1840	100	

Source : Banque Centrale du Congo.

k. Comparaison entre ancienneté et catégorie professionnelle d'appartenance

Tableau 2.29 Ancienneté et catégorie professionnelle

Anciennete	Effectif par categorie professionnelle							
	Manager		Prof.	Tech.	SAT	MNS	Total	%
	CADIR	RS						
0 à 5ans	4	4	134	188	84	23	437	23,75
06 à 10ans	4	15	171	141	16	6	353	19,18
11 à 15ans	12	48	56	109	6	1	232	12,61
16 à 20ans	11	19	34	100	8	1	173	9,40
21 à 25ans	2	9	8	24	2	1	46	2,50
26 à 30ans	53	64	94	215	16	3	445	24,18
Plus de 30ans	16	19	17	95	7	0	154	8,37
Total	102	178	514	872	139	35	1840	100

Source : Banque Centrale du Congo.

l. Effectif de la population passive de la Banque

Tableau 2.30 Population passive de la Banque

CATEGORIES	RETRAITES		Total	VEUVES		Total	ORPHELINS		Total	TOTAL GEN.
	Cadres	N/cadres		Cadres	N/cadres		Cadres	N/cadres		
Siège	271	261	532	293	472	765	0	0	0	1 297
Provinces	27	74	101	36	123	159	0	0	0	260
Total	298	335	632	329	595	924	0	0	0	1 557

Source : Banque Centrale du Congo.

VII.3.1.2. Formation

En 2018, le nombre d'agents ayant bénéficié de formation s'est situé à 550 unités dont 115 à l'étranger et 435 à Kinshasa et à l'intérieur du pays. Rapporté à celui de l'année précédente, il se dégage une baisse de 44,79 %.

Tableau 2.31 Personnel formé au pays

1	Comptabilité OHADA	22 janvier au 23 février	Kinshasa - Siège BCC	BCC	16
2	Utilisation du Module des opérations en monnaies étrangères dans le progiciel Dynamics Nav	6 au 22 février	Kinshasa - Siège BCC	BCC	45
3	SECURITE INCENDIE	5 au 9 mars	Kinshasa - Siège BCC	IPEA	58
4	L'ENTREPRENEURIAT	18 avril au 04 mai	Kinshasa - Siège BCC	BCC	25
5	LES PERSPECTIVES DU SECTEUR MINIER A LA LUMIERE DU NOUVEAU CODE ET LES CONTRAINTES AU DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MINIERE AU CONGO	13 au 15 juin	LUBUMBASHI	SPINTINTELLIGENT	1
6	FORMATION SUR LES INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION, ANALYSE ECONOMIQUE ET SUPERVISION BANCAIRE	18 juin au 07 juillet	KINSHASA	BCC	10
7	LE MANAGEMENT STRATEGIQUE	25 au 29 juin	KINSHASA	BCC, CADICEC UNIAPAC- CONGO	50
8	LA SECURITE INCENDIE	09 au 22 juillet	Siège	IPA	54
9	L'ELABORATION DU MANUEL DE PROCEDURES A LA BCC	10 au 13 juillet	Siège	Dir. Changement	22
10	GESTION DES ASSURANCES DE L'ENTREPRISE	10 au 14 septembre	Kinshasa	CADICEC UNIAPAC- CONGO	5
11	NOUVEAU PORTAIL	1er au 05 octobre	Kinshasa - Siège BCC	BCC	20
12	L'INITIATION A L'AUDIT INFORMATIQUE	15 au 26 octobre	Kinshasa - Siège BCC	BCC	30
13	LOGICIEL SMARTVISTA	15 au 26 novembre	Kinshasa - Siège BCC	BCC	22
14	INITIATION A L'AUDIT INFORMATIQUE	15 au 30 novembre	Kinshasa - Siège BCC	PricewaterhouseCoopers	18
15	MANAGEMENT STRATEGIQUE	26 au 30 novembre	Kinshasa	CADICEC	18
16	FORMATION SUR LES OPERATIONS	03 au 05 décembre	Kinshasa - Siège BCC	BCC	32
17	FORMATION SUR LES APPROBATEURS	04 au 13 décembre	Kinshasa - Siège BCC	BCC	13
18	BUREAUTIQUE	10 au 14 décembre	Kinshasa - Siège BCC	BCC	14
19	REDIMENSIONNEMENT DU PLAN STRATEGIQUE DE LA BCC	17 au 18 décembre	Kinshasa - Siège BCC	BCC	30

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 2.32 Personnel formé à l'extérieur du pays

1	FORMATION PCI-DSS	3 au 8 mars	Casablanca, Maroc		2
2	IMPLEMENTATION ET ADMINISTRATION DU SYSTEME AIX/ IBM POWER HA-PLANIFICATION ET MISE EN OEUVRE	19 au 23 mars	Lyon, France / Genève, Suisse	EGILIA LEARNING	2
3	MASTER SPECIALISE DIRECTEUR FINANCIER (GESTION FINANCIERE)	19 au 23 mars	Paris, France	HEC Paris	1
4	EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES	19 au 24 mars	France	Université Grenoble Alpes	1
5	LES STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES	23 au 27 avril	Libreville, Gabon	AFRITAC Centre	1
6	LES SERVICES FINANCIERS	23 au 28 avril	Siem Reap, Cambodge	AFI	2
7	LES DEFIS DU RENFORCEMENT DE LA FONCTION MACROBUDGETAIRE	25 au 27 avril 2018	Douala, Cameroun	AFRITAC Centre	2
8	LA SUPERVISION BASEE SUR LES RISQUES ET LE PASSAGE A BALE II ET III	05 au 20 mai	ABUDJA	CSBAOC, FSI et CBN	2
9	ATELIER DE VALIDATION DU MANUEL SUR L'APPLICATION DES MODELES VECTORIELS AUTOREGRESSIFS(VAR)	07 au 11 mai	NAIROBI	COMESA AFRITAC	2
10	L'ADMINISTRATION DU SYSTEME IBM STORWIZE V700	07 au 11 mai	CASABLANCA	INNOV MARCO Sarl	2
11	LES ASPECTS REGLEMENTAIRES DES SERVICES FINANCIERS NUMERIQUES DFS	08 au 09 mai	CONAKRY	AFRICAN FINANCIAL	2
12	L'ADMINISTRATION DU SYSTEME SYMANTEC NETBACKUP	12 au 16 mai	CASABLANCA	INNOV MARCO Sarl	2
13	LOGICIEL SIGMA-RH.net	14 au 28 mai	MONTREAL	SIGMA RH	4
14	LA THEORIE ET POLITIQUE MONETAIRE	14 au 31 mai	GERZENSEE	BN SUISSE	1
15	LE SYSTEME AIX VERSION 7	21 au 25 mai	CASABLANCA	INNOV MARCO	2
16	LA SUPERVISION BASEE SUR LES RISQUES		Libreville, Gabon	FMI/AFRITAC	6
17	PROGRAMME DE FORMATION DES FORMATEURS SUR LE FINANCEMENT DE LA CHAINE AGRICOLE	02 au 06 juillet	Casablanca, Maroc	AFRACA	1
18	DEVELOPPER LA RECHERCHE DANS UNE BANQUE	09 au 13 juillet	Paris, France	IBFI	1
19	INCLUSION FINANCIERE	05 au 07 juin	Pretoria, Afrique du Sud	FinMark Trust, CCBG	1
20	LA COOPERATION FINANCIERE ET LES MODES D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT	22 juin au 12 juillet	Beijing, Chine	Gouvernement Chinois	2
21	LE FINANCEMENT DE LA CHAINE DE VALEUR AGRICOLE	02 au 06 juillet	Casablanca, Maroc	AFRACA	1
22	LA SUPERVISION BASSE SUR LES RISQUES	09 au 13 juillet	Libreville, Gabon	FMI/AFRITAC	6
23	L'ELABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN ANNUEL DE FORMATION	16 au 20 juillet	Libreville, Gabon	AFRITAC	1
24	LES TECHNIQUES AUDIOVISUELLES ET UTILISATION DES RESEAUX SOCIAUX POUR UNE INFORMATION PLUS RAPIDE	20 juillet au 07 août	Paris, France		1
25	91ème RENCONTRE TOP MANAGEMENT AFRIQUE	11 au 19 août	Las Palmas, Espagne		1
26	TREND MICRO	11 au 25 août	Casablanca, Maroc	Config Maroc	4
27	LE SYSTEME IBM POWER LPAR CONFIGURATION ET PLANIFICATION	13 au 16 août	Nairobi, Kenya	Tri-Continental Ltd	2
28	L'ORGANISATION OPTIMISEE DES CEREMONIES OFFICIELLES DANS LE CADRE DES RELATIONS PUBLIQUES	17 au 29 août	Casablanca, Maroc	Priorité Formation	1
29	LA PROMOTION D'UNE GESTION OPTIMALE DES RISQUES BUDGETAIRES	27 au 31 août	Brazzaville, Congo	AFRITAC	2

30	LE REFERENTIEL COBIT	27 août au 07 septembre	Chicago, USA	AYANA TECHNICAL SERVICES	4
31	LES INDICATIONS A HAUTE FREQUENCE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE	10 au 14 septembre	Ebène, Ile Maurice	ATI	2
32	LE SYSTEME DE DETECTION ET EXTINCTION AUTOMATIQUE D'INCENDIE	12 au 26 septembre	Afrique du Sud	PANORAMA	4
33	AML/CFT RISK-BASED APPROCH FOR INSTITUTION	17 au 19 septembre	Harare, au Zimbabwe	DOWNTON HILL	2
34	MASTER SPECIALISE DIRECTEUR FINANCIER 4E MODULE	17 au 21 septembre	Paris, France	HEC	1
35	LES CADRES BUDGETAIRES	22 septembre au 07 octobre	Ebène, Ile Maurice	ATI	2
36	LES MODELES D'ALERTE PRECOCE SUR LES BANQUES EN DETRESSE FINANCIERES: UNE APPLICATION D'ANALYSE DES DONNEES DE PANEL MULTINOMIALE	1er au 06 octobre	Nairobi – Kenya	COMESAA	2
37	TREND MICRO OFFICESCAN	1er au 08 octobre	Casablanca – Maroc	CONFIG MAROC	2
38	LA MOBILISATION DES RESSOURCES DOMESTIQUES POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE ET UNE FINANCE INCLUSIVE	08 au 12 octobre	Saly – Sénégal	BAD	2
39	ADMINISTRATION AVANCEE DU SYSTEME ATS/CSD	08 au 13 octobre	New Delhi – Inde	MONTRAN CORPORATION	3
40	LA GESTION ET LA RESOLUTION DES CRISES	15 au 19 octobre	Pretoria – Afrique du Sud	AFRITAC CENTER	2
41	ECONOMETRIE POUR MACRO ECONOMISTES AVEC STATA	15 au 19 octobre	Washington – USA	FMI	1
42	ADMINISTRATION AVANCEE DU SYSTEME ATS/CSD	15 au 21 octobre	Quito – Equateur	MONTRAN CORPORATION	3
43	ADMINISTRATION CISCO ASA	15 au 22 octobre	New Delhi – Inde	MONTRAN CORPORATION	2
44	LES STATISTIQUES DE LA DETTE PUBLIQUE	22 au 26 octobre	Brazzaville, Congo	FMI	1
45	LES SUPERVISEURS SENIORS DES BANQUES DES ECONOMIES EMERGENTES	22 au 26 octobre	Washington, USA	FMI & Federal Reserve	1
46	L'ANALYSE DES POLITIQUES BUDGETAIRES	22 octobre au 03 novembre	Washington, USA	FMI	2
47	L'INTEGRATION DE BALE III	22 octobre au 03 novembre	Nairobi, Kenya	COMESA	2
48	MCSA WINDOWS SERVEUR 2012	26 octobre au 04 novembre	Genève, Suisse	EGILIA	2
49	L'INSTALLATION ET L'ADMINISTRATION DU NOUVEAU PARE-FEU	27 octobre au 02 novembre	Naperville, USA	ATS	4
50	LA MAINTENANCE DES GROUPES ELECTROGENE	29 octobre au 09 novembre	Casablanca, Maroc	TRACTAFRIC	3
51	LES STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES	3 au 11 novembre	Abidjan, Côte d'Ivoire	Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale, Afritac Centre	1
52	SAFANET AUTHENTICATION MANAGER	05 au 10 novembre	Dubaï, Emirats Arabes Unis	INFOSET	2
53	LA MODELISATION MACROECONOMIQUE AVANCEE DES ECONOMIES AFRICAINES	10 au 25 novembre	Saly, Sénégal	BAD	1

54	L'EMERGENCE DES NOUVELLES FORMES DE CRIMINALITES ENAFRIQUE ET LES DEFIS DE LA GESTION DES EXTENSIONS AU-DELA DES BCN	12 au novembre	15	Yaoundé, Cameroun	MONTRAN CORPORATION	3
55	LA SUPERVISION BASEE SUR LE RISQUE	15 au novembre	19	Port-Louis, en Ile-Maurice	L a u n d e r i n g Groupe	2
56	LES STATISTIQUES DE BALANCE DES PAIEMENTS ET AUTRES STATISTIQUES EXTERIEURES	16 au novembre	27	Pretoria, Afrique du Sud	Institut Bancaire et Financier International (IBFI)	1

Source : Banque Centrale du Congo.

a. Accueil des stagiaires

La Banque Centrale du Congo a accueilli 712 stagiaires venus de différentes formations supérieures et universitaires au cours de l'année sous examen contre 760 unités en 2017.

Tableau 2.33 Répartition des stagiaires par direction en 2018(*)

N°	Organes	2017	2018	Variation en %
1	Direction des Opérations Bancaires et des Marchés	130	168	29,2
2	Direction de l'Informatique	193	159	-17,6
3	Direction des Analyses Economiques	121	116	-4,1
4	Direction des Ressources Humaines	122	111	-9,0
5	Direction de la Recherche et des Statistiques	68	35	-48,5
6	Direction de l'Administration Générale	19	39	105,3
7	Direction Juridique	60	41	-31,7
8	Coordination de la Caisse de retraite	10	7	-30,0
9	Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers	20	34	70,0
10	Direction de la Trésorerie	8	0	-100,0
11	Direction du Système de Paiements	0	2	100,0
12	Cellule Technique de Réseaux des Entités Provinciales	9	0	-100,0
Total		760	712	-6,3

(*) Cette situation n'intègre pas les données des entités provinciales.

Tableau 2.34 Répartition des stagiaires par institution en 2018

N°	Universités et Instituts Supérieurs	2017	2018	Variation en %
1	Université de Kinshasa	82	130	58,5
2	Université Catholique du Congo	110	126	14,5
3	Université Protestante au Congo	101	111	9,9
4	Institut Supérieur du Commerce	91	108	18,7
5	Université Pédagogique Nationale	100	74	-26,0
6	Institut Supérieur de l'Information, Programmation et Analyses	36	30	-16,7
7	Institut Supérieur Pédagogique de la Gombe	39	27	-30,8
8	Université Révérend Kim	11	25	127,3
9	Université Libre de Kinshasa	18	17	-5,6

N°	Universités et Instituts Supérieurs	2017	2018	Variation en %
10	Université William Booth	19	10	-47,4
11	Institut Supérieur des Statistiques/Kinshasa	7	10	42,9
12	Université Technologique Bel Campus	17	6	-64,7
13	Institut Supérieur Technique Kimbanguiste	5	6	20,0
14	Institut Supérieur des Techniques Appliquées	12	5	-58,3
15	Institut Facultaire des Sciences de l'Information et de la Communication	3	5	66,7
16	Université Leadership Academia	3	5	66,7
17	Ecole Supérieur des Métiers d'Informatique et de Commerce	13	4	-69,2
18	Institut National de Préparation Professionnelle	5	4	-20,0
19	Université Simon Kimbangu	2	2	0,0
20	Institut Supérieur de l'Information et de Gestion	1	2	100,0
21	Institut National des Arts	0	2	100,0
22	Ecole d'Informatique de Finance	11	1	-90,9
23	Université de Kikwit	4	1	-75,0
24	Université CEPROMED	1	1	0,0
25	Institution académique étrangère	18	0	-100,0
26	Université Franco-Américain	10	0	-100,0
27	Institut Supérieur de Gestion	8	0	-100,0
28	Institut Supérieur des Arts et Métiers	6	0	-100,0
29	Université Chrétienne Cardinal Malula	6	0	-100,0
30	Ecole Supérieur de Formation des Cadres	4	0	-100,0
31	Institut Supérieur d'Information	3	0	-100,0
32	Université Catholique de Kinshasa	3	0	-100,0
33	Université Panafricaine de Développement	3	0	-100,0
34	Amity University	2	0	-100,0
35	Institut Supérieur des Techniques Médicales	2	0	-100,0
36	Ecole des Métiers, Tourisme et Secrétariat	1	0	-100,0
37	Institut National des Travaux Sociaux	1	0	-100,0
38	Institut Supérieur Pédagogique et Technique de Kinshasa	1	0	-100,0
39	Université Kongo	1	0	-100,0
TOTAL		760	712	-6,3

Source : Banque Centrale du Congo.

TITRE III

COMPTES DE LA BANQUE

CHAPITRE I

BILAN

En 2018, la mise en service du module des opérations en monnaies étrangères dans Dynamics Nav a conduit à l'abandon du logiciel Flexcube, permettant ainsi la célérité du traitement comptable des transactions en monnaies étrangères.

Quant au total bilantaire, il s'est établi à 4.451.962 millions de CDF au 31 décembre 2018 contre 4.096.352 millions de CDF en 2017, soit une augmentation de 355.610 millions.

I.1. ACTIF

L'évolution bilantaire est expliquée, à l'actif, par les mouvements suivants :

- l'augmentation des avoirs et créances en monnaies étrangères hors DTS et des autres actifs, respectivement de CDF 218.849 millions et CDF 258.680 millions, d'une part ;
- la diminution des avoirs et créances en DTS y compris des avoirs et créances en monnaie nationale, respectivement de CDF 113.918 millions et CDF 8.000 millions, d'autre part.

Tableau 3.1 Actif du Bilan de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

ACTIF	Notes	31/12/2018	31/12/2017	Variation	
				Valeur	%
AVOIRS ET CREANCES EN OR ET ME HORS DTS	1	1 668 839	1 449 990	218 849	15,1
AVOIRS ET CREANCES EN OR	1.1	0	0	0	0
AVOIRS ET CREANCES EN ME	1.2	1 668 839	1 449 990	218 849	15,1
TITRES EN ME	1.3	0	0	0	0
AVOIRS ET CREANCES EN DTS	2	28 651	142 569	-113 918	-79,9
AVOIRS ET CREANCES EN DTS AUPRES DU FMI	2.1	28 651	142 569	-113 918	-79,9
AVOIRS ET CREANCES A VUE EN DTS AUPRES D'AUTRES IFNR	2.2	0	0	0	0
AVOIRS ET CREANCES EN MN	3	1 265 738	1 273 738	-8 000	-0,6
CONCOURS EN MN AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1	16 240	24 240	-8 000	-33,0
TITRES EN MN	3.2	1 249 498	1 249 498	0	0
AUTRES ACTIFS	4	1 488 735	1 230 055	258 680	21,0
IMMOBILISATIONS	4.1	331 638	283 500	48 138	17,0
AVOIRS ET CREANCES DIVERS	4.2	384 986	148 779	236 207	158,8
REGULARISATION ET SUSPENS	4.3	64 836	62 713	2 122	3,4
AUTRES ACTIFS DIVERS	4.4	707 275	735 063	-27 788	-3,8
TOTAL ACTIF		4 451 962	4 096 352	355 610	8,7

COMPTES HORS-BILAN (ACTIF)

31/12/2018 31/12/2017 Variation

Comptes hors bilan actif

9 157 371 8 258 969 898 401

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2. PASSIF

Au passif, l'évolution du bilan est liée :

- à l'augmentation des engagements en monnaie nationale et des fonds propres, respectivement de CDF 542.221 millions et CDF 12.003 millions ainsi que du résultat de l'exercice de CDF 11.590 millions, d'une part ;
- à la diminution (i) des engagements en monnaies étrangères et DTS respectivement de CDF 37.930 millions et CDF 145.439 millions, (ii) des autres postes du passif de CDF 3.220 millions et (iii) des provisions pour risques et charges de CDF 23.614 millions, d'autre part.

Tableau 3.2 Passif du Bilan de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

PASSIF	Notes	31/12/2018	31/12/2017	Variation	
				Valeur	%
ENGAGEMENTS EN MN	5	2 528 598	1 986 377	542 221	27,3
BILLETS ET PIECES EN CIRCULATION	5.1	1 689 799	1 454 809	234 990	16,2
DEPOTS EN MN DES RESIDENTS	5.2	796 221	496 490	299 731	60,4
DEPOTS EN MN DES NON-RESIDENTS	5.3	77	78	-1	-0,7
REPRISES DE LIQUIDITE	5.4	42 500	35 000	7 500	21,4
ENGAGEMENTS EN OR ET ME HORS DTS	6	121 786	159 716	-37 930	-23,7
ENGAGEMENTS EN OR	6.1	0	0	0	0,0
ENGAGEMENTS EN ME	6.2	121 786	159 716	-37 930	-23,7
ENGAGEMENTS EN DTS	7	1 377 691	1 523 130	-145 439	-9,5
ENGAGEMENTS EN DTS ENVERS LE FMI	7.1	1 368 934	1 514 401	-145 467	-9,6
ENGAGEMENTS EN DTS Env. LES AUTRES IFNR	7.2	8 756	8 729	28	0,3
AUTRES PASSIFS	8	63 381	66 602	-3 220	-4,8
ENGAGEMENTS DIVERS	8.1	23 005	46 305	-23 300	-50,3
REGULARISATIONS ET SUSPENS	8.2	39 772	19 526	20 246	103,7
AUTRES PASSIFS DIVERS	8.3	604	771	-167	-21,6
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	9	72 506	96 120	-23 614	-24,6
FONDS PROPRES	10	235 376	223 373	12 003	5,4
RESULTAT DE L'EXERCICE	11	52 624	41 034	11 590	-28,2
TOTAL PASSIF		4 451 962	4 096 352	355 610	8,7

COMPTES HORS-BILAN (PASSIF)	31/12/2018	31/12/2017	Variation
Comptes hors bilan passif	9 157 371	8 258 969	898 401

Source : Banque Centrale du Congo.

Pour ce qui est du résultat de 2018, la Banque a réalisé un bénéfice de 52.624 millions de CDF, lequel s'explique par une augmentation plus que proportionnelle des produits d'exploitation par rapport aux charges.

CHAPITRE II

COMPTES DES PERTES ET PROFITS

L'arrêté des comptes au 31 décembre 2018 affiche un résultat de l'exercice de 52.624 millions de CDF. Comparé à l'exercice 2017, il s'observe une amélioration de 11.590 millions.

Ce résultat est la conséquence de l'accroissement tant des produits d'exploitation bancaire que monétaire respectivement de 101.009 millions de CDF et de 48.203 millions par rapport à 2017.

Tableau 3.3 Tableau de formation de résultat
(en milliards de CDF)

RUBRIQUES	Notes	2 018	2 017	Variation	
				Valeur	%
-	-				
1. Produits d'exploitation monétaire		96 280	48 208	48 073	100
2. Charges d'exploitation monétaire		48 504	47 449	1 055	2
3. MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE (3)=(1)-(2)	II .1	47 776	759	47 017	6 195
4. Produits d'exploitation bancaire		312 197	211 188	101 009	48
5. Charges d'exploitation bancaire		55 142	25 886	29 256	113
6. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE (6)=(4)-(5)	II .2	257 055	185 302	71 753	39
7. Matières et Fournitures consommées		14 330	9 824	4 506	46
8. Services consommés		71 226	42 604	28 622	67
9. VALEUR AJOUTEE (9)=(3)+(6)-(7)-(8)	II .3	219 275	133 632	85 643	64
10. Produits divers		7 325	4 848	2 477	51
11. Subvention d'exploitation		0	0	0	0
12. Reprises sur provisions exigibles		40 057	99 606	-59 550	-60
13. Charges diverses		67 305	50 022	17 283	35
14. Charges du Personnel		144 792	126 972	17 820	14
15. Dotation aux Provisions exigibles		16 443	42 348	-25 906	-61
16. RESULTAT BRUT D'EXPL. (16)=(9)+(10)+(11)+(12)-(13)-(14)-(15)	II .4	38 117	18 744	19 373	103
17. Reprises s/Amortissement & Provisions N-exigibles		3 657	23 950	-20 293	-85
18. Dotation Amortissement & Provisions N-exigibles		36 035	60 568	-24 533	-41
19. RESULTAT COURANT D'EXPL. (19)=(16)+(17)-(18)	II .5	5 739	-17 874	23 613	-132
20. Produits exceptionnels et hors-exploitation		69 049	66 187	2 862	4
21. Charges exceptionnelles et hors-exploitation		22 163	7 279	14 885	205
22. RESULTAT EXCEPT. & H-EXPL. (22)=(20)-(21)	II .6	46 885	58 908	-12 023	-20
Résultat courant d'exploitation (19)		5 739	-17 874	23 613	-132
Résultat excéptionnel et hors-exploitation (22)		46 885	58 908	-12 023	-20
23. RESULTAT DE LA PERIODE A AFFECTER (23)=(19)+(22)	II .7	52 624	41 034	11 590	28

Source : Banque Centrale du Congo.

Au terme de l'exercice sous revue, les produits se sont situés à 528.564 millions de CDF et les charges ont atteint 417.742 millions.

Par ailleurs, de 2017 à 2018, les produits bancaires et les charges bancaires ont augmenté respectivement de 74.576 millions de CDF et de 62.988 millions. Ils se présentent comme suit :

Tableau 3.4 Produits et charges
(en millions de CDF)

RUBRIQUES	31/12/2018 1	31/12/2017 2	ECARTS (3)=(1)-(2)
I. PRODUITS (I)	528 564	453 989	74 576
- Produits d'exploitation monétaire	96 280	48 209	48 071
- Produits d'exploitation bancaire	312 197	211 188	101 009
- Produits divers	7 325	4 848	2 477
- Reprise sur provisions exigibles	40 057	99 606	- 59 550
- Reprises s/Amort. & Provisions N- exigibles	3 657	23 950	- 20 293
- Produits exceptionnels et hors- exploitation	69 049	66 187	2 862
II.CHARGES (II)	417 742	412 953	62 988
- Charges d'exploitation monétaire	48 504	47 449	1 055
- Charges d'exploitation bancaire	55 142	25 886	29 256
- Matières et fournitures consommées	14 330	9 824	4 506
- Services consommés	71 226	42 604	28 622
- Charges diverses	67 305	50 022	17 283
- Charges du personnel	144 792	126 972	17 820
- Dotation aux Provisions exigibles	16 443	42 348	- 25 906
- Dotation amortissement & Provisions N- exigibles	36 035	60 568	- 24 533
- Charges exceptionnelles et hors- exploitation	22 163	7 279	14 885

Source : Banque Centrale du Congo.

Analysé par palliers, le résultat de l'exercice 2018 est expliqué dans les lignes qui suivent :

II.1. MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE

Tableau 3.5 Evolution de la marge d'exploitation monétaire
(en millions de CDF)

Rubrique	31/12/2018	31/12/2017	Variation
PRODUITS D'EXPLOITATION MONETAIRE (1)	96 280	48 208	48 073
<u>Opérations de marchés et d'avances</u>	522	8 107	-7 585
- Produits d'intérêts sur prêts à court terme	522	6 108	-5 586
- Produits d'intérêts sur facilités permanentes	0	669	-669
- Produits des commissions de notification des lignes sur facilités permanentes.	0	0	0
- Produits d'intérêts sur prêts spéciaux	0	1 331	-1 331
<u>Profits réalisés sur les opérations de change</u>	95 758	40 101	55 658
- Produits de change réalisés	94 775	40 100	54 675
- Profits d'arbitrage réalisés	984	1	983
- Produits de déport			
CHARGES D'EXPLOITATION MONETAIRE (2)	48 504	47 449	1 055
<u>Opérations de marchés et d'avances</u>	1 851	1 937	-87
- Charges et Commissions sur titres émis à intérêts postcomptés	1 851	1 937	-87
<u>Pertes réalisées sur les opérations de change</u>	4 625	1 978	2 647
- Pertes réalisées sur les opérations de change	1 710	1 978	-268
- Charge de Déport	0	0	0
- Pertes d'arbitrage réalisées	2 915	0	2 915
<u>Charges relatives aux signes monétaires</u>	42 028	43 533	-1 505
- Signes monétaires achetés et créés	24 593	28 941	-4 348
- Matières premières pour signes monétaires consommés	1 621	2 701	-1 080
- Charges relatives à la circulation fiduciaire	1 878	1 731	146
- Autres charges liées à la circulation fiduciaire	13 936	10 160	3 776
MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE (3)=(1)-(2)	47 776	759	47 017

Source : Banque Centrale du Congo.

La marge d'exploitation monétaire de 47.776 millions de CDF contre 759 millions de CDF en 2017 est en augmentation de 47.017 millions.

Cette variation s'explique, d'une part, par l'accroissement des produits d'exploitation monétaire de 48.073 millions de CDF par rapport à l'exercice précédent et, d'autre part, par la maîtrise des charges d'exploitation monétaire quasi inchangées de 2017 à 2018.

II.2. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE

Tableau 3.6 Evolution de la marge d'exploitation bancaire
(en millions de CDF)

Rubrique	31/12/2018	31/12/2017	Variation
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE (1)	312 197	211 188	101 008
<u>Commissions perçues</u>	<u>106 941</u>	<u>67 889</u>	<u>39 052</u>
- Commissions sur les paiements du Trésor	103 285	64 739	38 546
- Commissions sur les opérations avec le FMI	0	0	0
- Commissions sur les transferts des opérations du crédit	1 075	909	167
- Commissions sur les autres transferts	443	640	-198
- Commissions sur les opérations en M.E.	2 136	1 599	537
- Commissions sur crédocs	1	0	1
- Commissions sur encaissement.	0	2	-2
<u>Intérêts perçus</u>	<u>86 492</u>	<u>58 299</u>	<u>28 193</u>
- Intérêts sur les comptes consolidés du Trésor	0	0	0
- Intérêts sur les comptes en M.E.	37 410	14 265	23 144
- Intérêts perçus sur titres en M.E.	0	0	0
- Intérêts perçus sur titres en Monnaie nationale	48 000	44 000	4 000
- Autres intérêts	1 017	34	984
- Intérêts autres prêts	65	0	65
<u>Plus value et produits divers /titres</u>	<u>0</u>	<u>2</u>	<u>-2</u>
<u>Produits d'autres prestations bancaires</u>	<u>116 654</u>	<u>80 311</u>	<u>36 342</u>
- Redevance du suivi de change	111 110	77 190	33 920
- Autres	5 544	3 121	2 423
<u>Autres produits d'exploitation bancaire</u>	<u>2 110</u>	<u>4 687</u>	<u>-2 577</u>
- Produits sur facturation informatique	2 048	4 601	-2 553
- Autres	62	86	-24
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE (2)	55 142	25 886	29 256
<u>Commissions payées</u>	<u>35 829</u>	<u>12 061</u>	<u>23 768</u>
- Commissions sur les opérations bancaires	35 829	12 061	23 768
- Commissions sur les opérations en M.E.	0	0	0
<u>Intérêts payés</u>	<u>18 644</u>	<u>13 199</u>	<u>5 445</u>
- Intérêts sur les opérations avec le FMI	10 971	5 894	5 076
- Intérêts sur les comptes nostro débiteurs	1 442	0	1 442
- Intérêts sur les comptes lori créditeurs	0	0	0
- Intérêts sur les autres Emprunts	6 231	7 305	-1 073
- Pertes des écarts entre marchés	0	0	0
<u>Charges d'autres prestations bancaires</u>	<u>667</u>	<u>624</u>	<u>43</u>
- Charges d'autres prestations bancaires	667	624	43
<u>Autres charges d'exploitation bancaire</u>	<u>2</u>	<u>2</u>	<u>0</u>
MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE (3)=(1)-(2)	257 055	185 302	71 753

Source : Banque Centrale du Congo.

La marge d'exploitation bancaire de 257.055 millions de CDF contre 185.302 millions de CDF en 2017 est en augmentation de 71.753 millions.

L'accroissement de la marge d'exploitation bancaire est justifié par l'augmentation:

En produits

- des commissions perçues de 39.052 millions de CDF ;
- des produits d’autres prestations bancaires de 36.342 millions de CDF ;
- des intérêts perçus de 28.193 millions de CDF.

En charges

- des commissions payées sur les opérations bancaires de
- 23.768 millions de CDF ;
- des intérêts payés de 5.445 millions de CDF.

CHAPITRE III

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

The logo for Deloitte, consisting of the word "Deloitte" in a bold, dark grey sans-serif font, followed by a small green dot.

**BANQUE CENTRALE DU
CONGO (BCC)**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR
INDEPENDANT SUR LES ETATS
FINANCIERS ANNUELS**

ETATS FINANCIERS ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2018

BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2018

Au Conseil de la Banque Centrale du Congo,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la Banque Centrale du Congo, comprenant le Bilan au 31 décembre 2018, le Tableau de Formation du Résultat et le Tableau des Flux de Trésorerie clos à cette date ainsi que des notes comprenant le résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Banque Centrale du Congo au 31 décembre 2018, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux règles et principes comptables généralement admis en République Démocratique du Congo et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur indépendant relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Banque Centrale du Congo conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA) ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en République Démocratique du Congo (RDC) et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles et le code de l'IESBA.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations

Nous attirons votre attention sur :

- Les notes 2.2.5 et 20.2 aux états financiers qui présentent les règles et méthodes comptables de calcul et de présentation des provisions pour indemnités de fin de carrière par la Banque ;
- La note 2.3 des états financiers relative à la continuité d'exploitation pour la présentation des comptes nonobstant le retard pris par l'État dans le cadre de la mise en œuvre du projet de recapitalisation de la Banque ainsi que l'absence de la prise en charge des pertes récurrentes constatées par la BCC depuis plusieurs exercices ;

Deloitte.

- La note 5.2 qui met en exergue les conséquences financières du prêt spécial à court terme accordé à la Rawbank ;
- La note 8.1 qui présente le solde débiteur du compte du Trésor dans les livres de la Banque ;
- La note 8.4.1 qui met en évidence un dépôt couvrant une garantie émise par la Banque en faveur d'Afriland First Bank en couverture d'un prêt contracté par le Senat ;
- La note 9.2 des états financiers qui met en évidence les transactions non dénouées au 31 décembre 2018, qui sont enregistrées dans le compte d'attente débiteur « correspondants hors siège ».

Ces observations ne modifient pas notre opinion

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes et principes comptables admis en République Démocratique du Congo et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la banque à poursuivre son exploitation, ou de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de proposer la liquidation de la Banque ou la cessation de son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Banque Centrale du Congo.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport de l'auditeur indépendant.

Kinshasa, le 05 novembre 2019

Deloitte Services Sarl


Bob-David NZOIMBENGENE L.
Associé
Expert-Comptable

LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

I. Liste des Banques

N°	RAISON SOCIALE
1	Afriland First Bank Congo Démocratique
2	Access Bank
3	Advans Banque
4	Banque Commerciale Du Congo
5	BGFIBANK
6	Banque Internationale Pour l'Afrique Au Congo
7	Bank Of Africa
8	Solidaire Banque
9	CitiGroup (Citi Bank)
10	Ecobank
11	FBNBANK
12	EQUITY BANK
13	Raw Bank
14	Sofibanque
15	Standard Bank
16	Trust Merchant Bank
17	United Bank for Africa

II. Liste des Caisses d'Epargnes

N°	RAISON SOCIALE
1	Caisse d'Epargnes du Congo

III. Liste des Institutions Financières Spécialisées

N°	RAISON SOCIALE
1	Fonds de promotion de l'Industrie
2	Société Financière de Développement

IV. Liste des Sociétés Financières

IV.1. Liste des Etablissements de Monnaie Electronique

N°	RAISON SOCIALE
1	Vodacash
2	Airtel Money
1	Orange Money
2	Afrimobile Money

IV.2. Liste des Autres Sociétés Financières

N°	RAISON SOCIALE
1	Fonds pour l'Inclusion Financière (FPM)
2	Fonds National de Microfinance

V. Liste des Messageries Financières

N°	RAISON SOCIALE
	I. CATEGORIE A
1	AGENCE AIGLON SERVICE
2	ARMI GLOBAL BUSINESS
3	Agce BAUDOUI TRANSFERT
4	BOBO CASH EXPRESS
5	KUMU TRANSFERT
6	LA PREDESTINEE SPRL
7	AGENCE GOLDORAK
8	CHEMIN D'EMMAUS
9	AGENCE M. FILS EXPRESS
10	LA MAIN DE L'ETERNEL PROGRES
11	KKM-NDJIMBO TRANSFERT SPRL
12	BENEDICTION CASH
13	FEZA EXPRESS
14	FIVE FINGERS COMPAGNY sarl
15	SCHILO SERVICES
16	GLOBAL BUSINESS sarl
17	AIGLE EXPRESS
18	NDEKO YA RITA
19	STE EL SHADDAI
20	VIADINE sarl
21	MFK KWENGE sarl
22	MEFIDE sarl
23	SETRAM sarl
24	SAMBO sarl
25	DIEU EST BON ET RICHE
26	MESSIE AGENCE
27	PADEL BUSINESS
28	PACTOLE SERVICES

29	START FINANCES
30	FEZA TAVARI sarl
31	BKM-TRANSFERTS sarl
32	PROXIMAX
33	LIDACOM TRANSFERT
34	ASSURANCE BENIE LOGISTIQUE sarl
35	FELICITE MK TRANSFERT sarl
36	LUMBAY FILS

N°	RAISON SOCIALE
	II. CATEGORIE B
1	MONEY TRANS SPRL
2	AFRICAN EXPRESS
3	AGENCE GRACE WORL BUSINESS
4	APOCALYPSE 22
5	AVIDA BUSINESS LINK
6	EXPRESS UNION
7	NEW CONGO SERVICES
8	KIN EXPRESS MULTI SERVICES
9	COLIKIN
10	DATCO
11	MALU TRANSFERT
12	SOFICOM TRANSFERT
13	SOLIDAIRE TRANSFERT
14	TRANSCASH SPRL
15	WINKELE BUSSINESS AGENCY
16	ZM BUSINESS SPRL
17	CASH EXPRESS
18	STE DE TRANSFERT AU CONGO
19	CONGO TRANS
20	AMIS FIDELES EXPRESS
21	MONEY EXPRESS
22	HODAN GLOBAL MONEY TRANSFERT
23	COMPAGNIE FINANCIERE DU CONGO
24	LOBI EXPRESS
25	FIKIPO BUSINESS TRADING
26	SAPHIR MEFIS

27	NATIONAL TRANSFERT SCES
28	FINCA TRANSFERT
29	FREE CASH
30	WEALTH MONEY TRANSFERT
31	MUKURU MONEY TRANSFERT
32	AMI FIDELE TRANSFERT
33	DIEU EST RICHE & BON
34	MEFIS
35	MARCELLO EXPRESS
36	FORCE UNIE sarl
37	EXPRESS MONEY TRANSFERT
38	MASSAH & MERIBA
39	STEP BY STEP
40	MPASU MUTOMBO
41	W. TRANSFERT sarl
42	TROIKA SERVICES sarl

	III. MESSAGERIES INTERNATIONALES COUPLEES AUX BANQUES
1	BCDC/W.U.
2	BIAC/WESTERN UNION
3	FBNBANK/MONEY EXCHANGE
4	FBNBANK/WESTERN UNION
5	ECOBANK/W.U.
6	ACCESS/W.U.
7	RAW BANK/MONEY GRAM
8	TMB/WESTERN UNION
9	FIBANK/MONEY GRAM
10	BANK OF AFRICA/W.U.
11	ADVANS/W.U.
12	BGFIBANK/W.U.

VI. Liste des Bureaux de Change

N°	RAISON SOCIALE
1	MALU CHANGE
2	SOLIDAIRE CHANGE

3	SOFICOM CHANGE
4	MODESTIE CHANGE
5	MAMIE LAURE
6	REFERENCE CHANGE
7	KILEFU SPRL
8	MERE DOUBLE
9	AFRICAN CHANGE
10	LUDJUMA SPRL
11	VALENTINO CHANGE
12	SOCO CHANGE
13	GRACIA CHANGE
14	CASH EXPRESS EXCHANGE
15	MAISON ERICKSON
16	BANGRACED GROUP
17	MEDARSY Sarl
18	JACQUES SERVICES Sarl
19	KUMBOKO BUSINESS SCE M.
20	HERITAGE SERVICE Sarl
21	MONEY TRANS CHANGE
22	WESTLAKE INTERNATIONAL
23	SOPABA CHANGE
24	Sarl-BIZ-MAS RDC
25	LINES INTERNATIONAL
26	BCECO sarl
27	LE CHÂTEAU
28	MERCI CHANGE
29	BIENHEURESE NENGAPETA
30	NKB JADOT
31	VICTORIAT
32	BBM CHANGE

VII. Liste des Coopératives d'Epargnes et de Crédit

N°	RAISON SOCIALE
1	Coopérative d'Epargne et de Crédit Eglise du Christ au Congo, en sigle COOPEC ECC
2	Muelle d'Epargne et de Crédit des Femmes de Kikwit, en sigle MUCREFEKI/COOPEC

3	Coopérative d'Epargne et de Crédit de l'Union pour le Développement Intégral de Pay-Kongila, en sigle COOPEC UDIPAK
4	Coopérative d'Epargne et de Crédit de BULUNGU, en sigle COOPEC BULUNGU
5	Mutuelle d'Epargne et de Crédit, en abrégé MUCEC/COOPEC
6	Coopérative d'Epargne et de Crédit Caisse d'Assistance Mutuelle d'Epargne et de Crédit INKISI, en sigle COOPEC CAMEC INKISI
7	Coopérative d'Epargne et de Crédit Caisse d'Assistance Mutuelle d'Epargne et de Crédit MBANZA-NGUNGU, en sigle COOPEC-CAMEC MBANZA-NGUNGU
8	Coopérative d'Epargne et de Crédit Caisse d'Assistance Mutuelle d'Epargne et de Crédit, en sigle COOPEC-CAMEC KWILU-NGONGO
9	Coopérative d'Epargne et de Crédit de la Communauté Evangélique de l'Alliance au Congo à Matadi Mvuadu, en sigle COOPEC CEAC MATADI/MVUADU
10	Coopérative d'Epargne et de Crédit Mbongo za Kinvuka, en sigle COOPEC MK
11	Coopérative d'Epargne et de Crédit Communauté Evangélique du Congo du Congo de la Ville de Boma, en COOPEC/CEC-BOMA
12	Coopérative d'Epargne et de Crédit de la Communauté Evangélique de l'Alliance au Congo à Lukula, en sigle COOPEC CEAC LUKULA
13	Coopérative d'Epargne et de Crédit Caisse Mutuelle de Développement, COOPEC CAMUDE
14	Coopérative d'Epargne et de Crédit de la Bonne Semence, en sigle COOPEC BS
15	Coopérative d'Epargne et de Crédit BOMENGO, en sigle COOPEC BOMENGO
16	Coopérative d'Epargne et de Crédit BANTU TUDISANGE, en sigle COOPEC BANTU TUDISANGE
17	Coopérative d'Epargne et de crédit MUDIANO, en sigle COOPEC MUDIANO
18	Coopérative d'Epargne et de Crédit de Lodja, en sigle COOPELO
19	Coopérative d'Epargne et de Crédit MKONO MKONONI, en sigle COOPEC CCM
20	Coopérative d'Epargne et de Crédit IMARA KINDU, en sigle COOPEC IMARA KINDU
21	Mutuelle d'Epargne et Crédit de KINDU, en sigle MECRE KINDU/COOPEC
22	Mutuelle d'Epargne et Crédit de KISANGANI, en sigle MECRE KISANGANI/COOPEC
23	Mutuelle d'Epargne et Crédit de BUNIA, en sigle MECRE BUNIA/COOPEC
24	Coopérative d'Epargne et de Crédit COOPEC LE MEILLEUR SEMEUR de KISANGANI, en sigle COOPEC LE MEILLEUR SEMEUR/Kisangani
25	Coopérative d'Epargne et de Crédit COOPEC pour le Progrès Intégral de Kisangani, en sigle COOPEC-PROGIKIS
26	Coopérative d'Epargne et de Crédit MBENGU BORA, en sigle COOPEC MBENGU BORA

27	Mutuelle d'Epargne et Crédit de KINTAMBO MAGASIN, en sigle MECRE KINTAMBO/COOPEC
28	Mutuelle d'Epargne et Crédit de Ngaliema UPN, en sigle MECRE NGALIEMA UPN/COOPEC
29	Centrale des Mutuelles d'Epargne et Crédit au Congo, en sigle MECRECO
30	Mutuelle d'Epargne et Crédit de Kinshasa, en sigle MECREKIN/COOPEC
31	Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Femmes Sages de Kinshasa, en sigle MUFESAKIN/COOPEC
32	Mutuelle d'Epargne et de Crédit BOMOKO, en sigle MEC BOMOKO/COOPEC
33	Coopérative Primaire d'Epargne et de Crédit de la Communauté Evangélique de l'Alliance au Congo à MATETE, en sigle COOPEC-CEAC MATETE
34	Coopérative d'Epargne et de Crédit UNION&CHARITE, en sigle COOPEC U&C
35	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de l'Initiative pour le Développement par l'Epargne et le Crédit, en sigle MEC IDECE/COOPEC
36	Coopérative d'Epargne et de Crédit Fonds d'Appui aux Actions Intégrées de Développement Concret, en sigle FAIDEC-COOPEC
37	Coopérative d'Epargne et de Crédit GUILGAL, en sigle COOPEC GUILGAL
38	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de BENI, en sigle MECRE BENI/COOPEC
39	Coopérative Financière et de Développement Socio-Economique, en sigle COOPEC COODEFI
40	Coopérative d'Epargne et de Crédit LA SEMENCE, en sigle COOPEC LA SEMENCE
41	Coopérative d'Epargne et de Crédit IMARA GOMA, en sigle COOPEC IMARA/GOMA
42	Coopérative d'Epargne et de Crédit BONNE MOISSON, en sigle COOPEC BONNE MOISSON
43	Coopérative d'Epargne et de Crédit TUJENGE PAMOJA, en sigle COOPEC TUJENGE PAMOJA
44	Coopérative d'Epargne et de Crédit, en sigle COOPEC UMOJA NI NGUVU
45	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de GOMA, en sigle MECREGO/COOPEC
46	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de KITINDO, en MECRE-KATINDO/COOPEC
47	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de VIRUNGA, en MECRE-VIRUNGA/COOPEC
48	Coopérative d'Epargne et de Crédit KIRUMBA, en sigle COOPEC KIRUMBA
49	Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement au Congo, en sigle COOPECCO-KIRUMBA
50	Coopérative d'Epargne et de Crédit AGROPAS-LE GRENIER BUTEMBO, en sigle COOPEC AGROPAS-LE GRENIER/BUTEMBO
51	Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le sauvetage des Initiatives Locales Entrepreneuriales, en sigle COOPEC SILOE
52	Coopérative d'Epargne et de Crédit AKIBA YETU, en sigle COOPEC AKIBA YETU

53	Coopérative d'Epargne et de Crédit Unité pour le Développement, en sigle COOPEC UDEV
54	Coopérative d'Epargne et de Crédit Solidarité pour le Développement au Congo, en sigle COOPEC-SODAC
55	Coopérative d'Epargne et de Crédit Agricole pour les Femmes Paysannes, en sigle COOPEC CECAFEP
56	Coopérative d'Epargne et de Crédit LA PEPINIÈRE, en sigle COOPEC LA PEPINIÈRE
57	Coopérative d'Epargne et de Crédit LE TRESOR BENI, en sigle COOPEC LE TRESOR/BENI
58	Coopérative d'Epargne et de Crédit LE PALMIER BENI, en sigle COOPEC LE PALMIER/BENI
59	Coopérative d'Epargne et de Crédit BAGIRA, en sigle COOPEC BAGIRA
60	Coopérative d'Epargne et de Crédit CAHI, en sigle COOPEC CAHI
61	Coopérative d'Epargne et de Crédit NYAWERA BUKAVU, en sigle COOPEC NYAWERA BUKAVU
62	Coopérative d'Epargne et de Crédit PILOTE, en sigle COOPEC PILOTE
63	Muetuelle d'Epargne et de Crédit de BUKAVU, en sigle MECREBU/COOPEC
64	Mutuelle Chrétienne d'Epargne et de Crédit, en sigle MUTEC/COOPEC
65	Coopérative d'Epargne et de Crédit KALUNDU, en sigle COOPEC KALUNDU
66	Coopérative d'Epargne et de Crédit CIHERANO, en sigle COOPEC CIHERANO
67	Coopérative d'Epargne et de Crédit FOMULAC KATANA, en sigle COOPEC FOMULAC KATANA
68	Mutuelle d'Epargne et de Crédit d'IBANDA, en sigle MECRE IBANDA/COOPEC
69	Muetuelle d'Epargne et de Crédit d'UVIRA, en sigle MECRE UVIRA/COOPEC
70	Coopérative d'Epargne et de Crédit IMARA BUKAVU, en sigle COOPEC IMARA BUKAVU
71	Coopérative Centrale du KIVU, en sigle COOPEC-KIVU
72	Coopérative d'Epargne et de Crédit KANDO, en sigle COOPEC KANDO
73	Coopérative d'Epargne et de Crédit NYATENDE, en sigle COOPEC NYATENDE
74	Muetuelle d'Epargne et de Crédit KAVUMU, en sigle MECRE KAVUMU/COOPEC
75	Coopérative d'Epargne et de Crédit OBUNGUMA, en sigle COOPEC OBUGUMA
76	Coopérative d'Epargne et de Crédit KABARE, en sigle COOPEC KABARE
77	Coopérative d'Epargne et de Crédit ILUNGA MBINDI, en sigle COOPEC ILUMBI
78	Coopérative d'Epargne et de Crédit LWANZO, en sigle COOPEC LWANZO
79	Mutuelle d'Epargne et de Crédit de MATADI, en sigle MECRE MATADI/COOPEC

VIII. Liste des Institutions de Micro Finance

N°	RAISON SOCIALE
1	Institut de Micro Finance CREDIT YA MPA, en sigle IMF CREDIT YA MPA
2	Institution de Micro Finance BUSINA MICRO CREDIT sprl, en sigle IMF BMC
3	Institut de Micro Finance MAMA TOMBWAMA, en sigle IMF MT
4	Institution de Micro Finance TUJENGE, en IMF TUJENGE
5	FINCA RD CONGO
6	Insttiton de Microfinance APE, en sigle IMF APE
7	Société de Micro Finance VisionFund RDC, en sigle VFRDC
8	Institution de Micro Finance YOASI , en sigle YOASI
9	Société de Micro Finance MICROCRED RDC «Baoba»
10	Institution de Micro Finance Programme d'Appui au Développement Rural et Urbain, en sigle IMF PADERU
11	Institution Financière pour le Développement SA, en sigle IFOD SA
12	Institution de Micro Finance HEKIMA
13	Société de Microfinance Light in Business, en sigle IMF LBC
14	Société de Micro Finance Trust Investment Développement, en sigle TID SA
15	Société de Microcrédit Congolais, en sigle SMICO
16	Promotion et Appui aux Initiatives de Développement Economique du Kivu par la Microfinance, en sigle PAIDEK Micro Finance
17	Tous pour le Genre dans le Développement, sigle IMF TGD sarl
18	Société de Micro Finance KITUMAINI SA
19	Institution de Micro finance ProcFin SA, en sigle IMF ProcFin SA

